



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

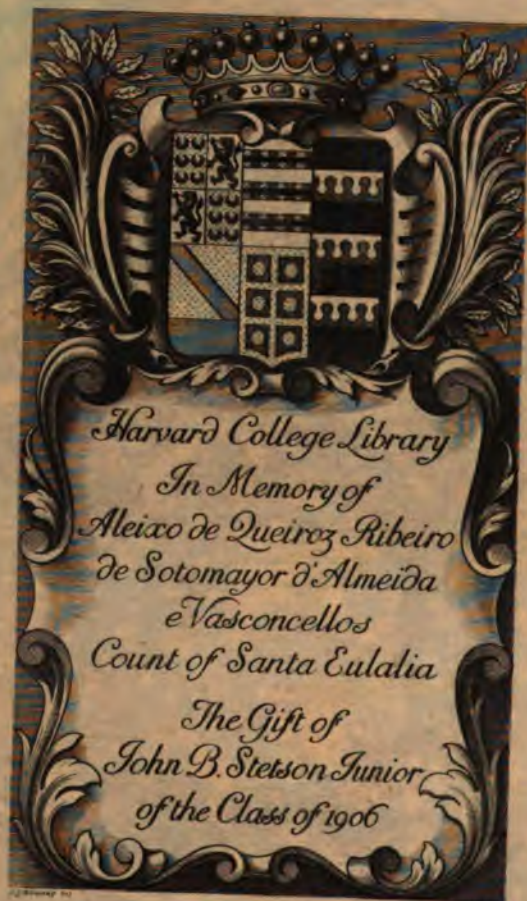
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

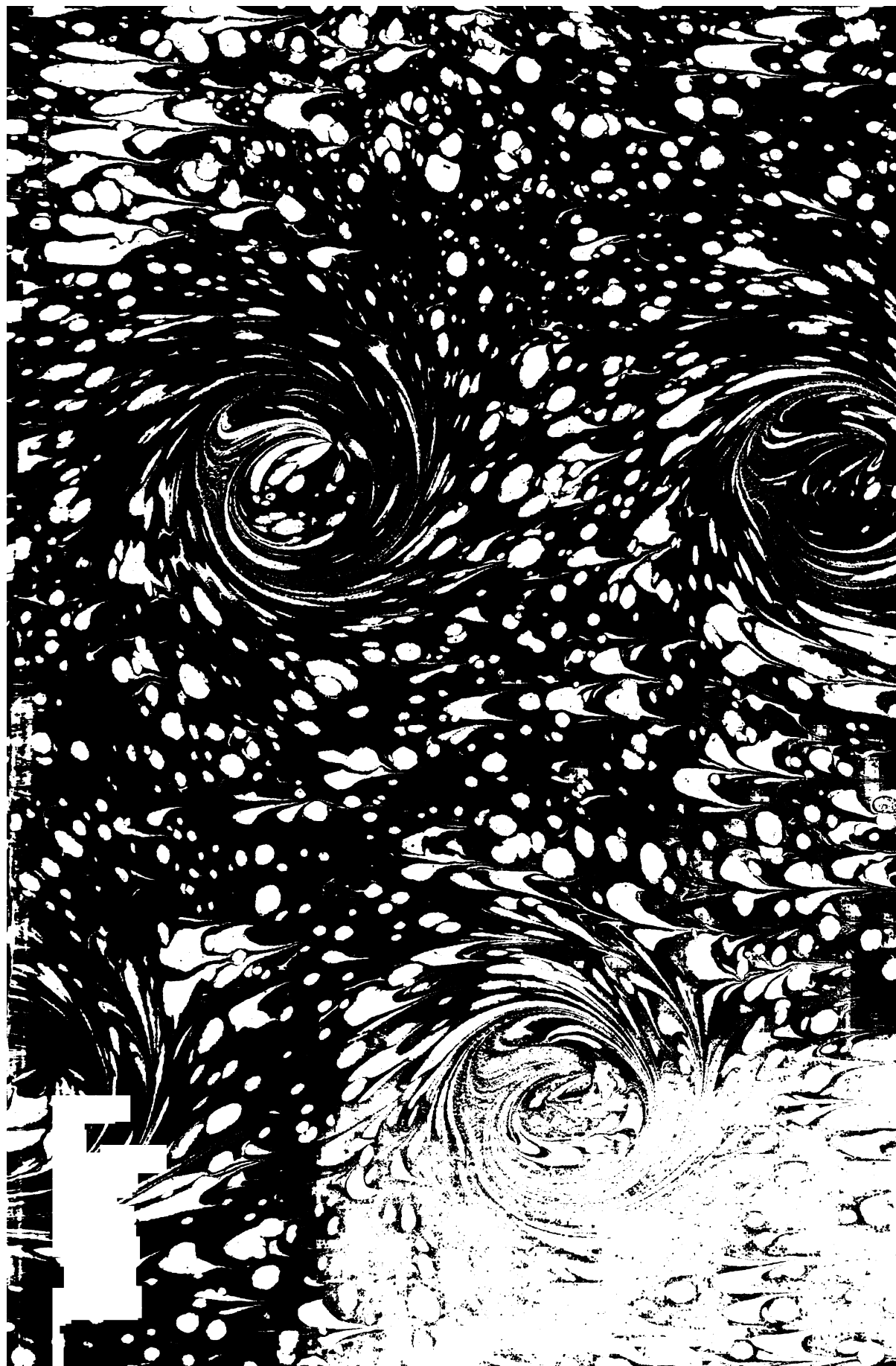
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



SA  
7111  
268









11-11-11

11-11-11





**VIDA**  
**DE**  
**RUFINO CUERVO**



CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

VIDA  
DE  
**RUFINO CUERVO**

Y  
NOTICIAS DE SU ÉPOCA

POR  
ÁNGEL Y RUFINO JOSÉ CUERVO

---

TOMO SEGUNDO

---

PARÍS  
A. ROGER Y F. CHERNOVIZ

LIBREROS EDITORES  
7, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS

---

1892



~~SA 7111.268~~

✓  
SA 7111.268

✓

HARVARD COLLEGE LIBRARY  
COUNT OF SANTA EULALIA  
COLLECTION  
GIFT OF  
JOHN B. STETSON, Jr.

N

12. 11. 11

## CAPÍTULO XIII

### SECRETARÍA DE HACIENDA

Nombrado el Doctor Cuervo para varios cargos en 1842, acepta la cartera de Hacienda. — Emprende la vuelta por Pasto. — Opiniones reinantes en la capital : rigor y clemencia ; intervención extranjera. — Cuestiones religiosas ; llamamiento de los jesuitas. — Miseria pública ; quiebra de Landínez. — Desorganización del gobierno. — Entra de asiento Herrán á la presidencia. — La nueva constitución. — D. Mariano Ospina. — Se posesiona el Doctor Cuervo de la Secretaría de Hacienda. — Estado de este ramo. — Memoria al Congreso. — Deja la Secretaría. — Elecciones para presidente. — Los tres candidatos.

El año de 1842 comenzó con más gratos auspicios para el Doctor Cuervo. El 27 de Enero fue nombrado por el vicepresidente Caicedo Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante los Gobiernos del Perú y Bolivia, y además Comisionado Fiscal en el primero de estos países para liquidar los créditos de Colombia. No aceptó este nombramiento por la necesidad en que se hallaba de volver á su familia y de atender á sus intereses después de tan larga y calamitosa ausencia. En Febrero fue ya propuesto su nombre con el de otros varios, para que entre ellos se escogiera el candidato para vicepresidente de la República. En la junta de miembros del con-

greso que hizo la designación, obtuvo veintitrés votos en concurrencia con Aranzazu, que llevó dos más; otros propusieron á D. Joaquín José Gori y al general Mosquera. Aunque el último sacó la mayoría en las asambleas electorales, manifestó desde Chile, donde se hallaba, que en caso de ser electo por el Congreso al perfeccionarse la elección, no aceptaría el cargo; así fue que desde el primer escrutinio quedó excluido; al tercero fue elegido Gori en competencia con el Doctor Cuervo. Muchos dejaron de votar por el último, juzgando más conveniente elevarlo á la presidencia\*. « Al señor Cuervo debe serle satisfactorio », decía un periódico contemporáneo, « haber obtenido trescientos votos en diferentes

\* En Junio de 1842 escribía al Doctor Cuervo un amigo : « Presumo que sabrá usted ya que por acá piensan en usted para la Vicepresidencia, y célebrole por una parte, aunque por otra lo siento, porque hablándole con la confianza que debo, le diré que absolutamente no me satisface el que lo tomen para este puesto, porque soy de sentir (y así lo he manifestado á amigos y no amigos de usted) que deberá reservársele para la Presidencia en el siguiente período al del general Herrán. Yo he reflexionado que en las venideras elecciones para Presidente va á abogarse de nuevo por el principio civil, porque ésta es la tendencia que le veo á la opinión, y porque no encuentro en la lista militar otro que pudiera ser candidato que el general Mosquera; pero esta candidatura será fuertemente combatida : 1.º por los que tienen en mira el triunfo del principio bueno; 2.º por los enemigos personales ó políticos del candidato; 3.º por los que encuentran en esta candidatura un no sé qué de sucesión de familia, atendido el próximo enlace del general Herrán con la hija del general Mosquera, y al propio tiempo sucesión militar; y 4.º por todos los descontentos que deje con justicia ó sin ella la administración Herrán, porque aunque gobierne un ángel, siempre dejará descontentos el que se



pueblos de la República, sin empeño, sin recomendación y sin intriga, hallándose ausente, y cuando la envidia y la indignidad doméstica y extranjera, y hasta sus mismos allegados combatían su candidatura. »

Al volver el presidente Herrán de la campaña de la Costa, lo llamó á la cartera de Hacienda, la cual admitió, con todo el temor que le infundía lo defectuoso de la legislación fiscal, cediendo á las circunstancias especiales de este nombramiento. En Mayo le escribía D. Mariano Ospina, Secretario del Interior : « La República anda muy mal, porque no ha habido ni hay todavía quien quiera gobernarla, es decir, hacer algo que merezca este nombre. Lo peor de todo es la hacienda pública. Desde antes que empezara esta administración he creído que debían llamarlo á usted á la Secretaría de Hacienda para que la arreglara, y no he cesado de repetirlo ; cada día me convenzo más de la necesidad de este paso. La opinión ha llegado ya á formalizarse acerca de él, y yo me anticipo á decirle esto, porque no dudo que usted será llamado con instancia, sea quien fuere el que ejerza el Poder Ejecutivo. Arreglar la hacienda pública es el negocio más importante y más difícil que hoy tiene y que tendrá por muchos años la Repú-

separa del mando. Combatida con tal fuerza aquella candidatura, es de presumirse con sobrado fundamento que la opinión buscará un hombre civil ; y he tenido para mí de algún tiempo á esta parte que indisputablemente usted sería ese hombre civil. »

blica. » El general Herrán, D. Ignacio Gutiérrez y otros amigos repitieron estas instancias, interponiendo su amistad y alegando el clamor general con que se pedían sus servicios. Como estaba fresca la memoria de la actividad y tino con que había desempeñado encargos conexos con las rentas públicas desde que fue gobernador de Bogotá hasta su partida para el Ecuador, no tenía por qué interpretar á lisonja expresiones semejantes, y condescendiendo al deseo de sus amigos, cedió al mismo tiempo á la opinión pública.

En los primeros meses del año de 1842 indicó el Doctor Cuervo al general Herrán que esta cartera debía darse á D. Ignacio Gutiérrez, conociendo mejor que todos, como antiguo amigo suyo, lo que la República debía aguardar de su ilustración, y en particular de su pericia en un ramo que fue siempre para él objeto de constantes estudios. No eran menos su consagración, desprendimiento y modestia ; y los que en años posteriores vimos la fortaleza y serenidad con que soportó prisiones, vejámenes y amagos de muerte antes que cejar en sus principios, no podíamos menos de imaginar que al morir su ilustre padre en un patíbulo por la causa de la independencia le había trasfundido su abnegación y aquel amor de la patria que reputa como mero cumplimiento de un deber el ofrecerse todo al servicio de ella. Nunca procuró el propio adelantamiento, ni miró cuál era el puesto que se le designaba, como juzgase que en él podía ser útil. Así aceptó interina-

mente la secretaría para la cual le señalaba en propiedad el Doctor Cuervo, con el pensamiento de que, puestos los dos de acuerdo, se fuese preparando el campo para las reformas necesarias.

El nombramiento del doctor Cuervo fue expedido en 18 de Junio, y el 23 de Agosto se leyó con particular satisfacción en el consejo de Gobierno la nota de aceptación. Con todo eso, tuvo que aguardar para emprender su viaje la llegada del general José María Ortega, designado para sucederle, quien no estuvo en Quito sino ya bien adelantado el mes de Agosto. Presentadas pues sus letras de retiro, en que el Gobierno aprobaba su conducta de la manera más completa y explícita, y dado un banquete de despedida, se puso en camino á fines de Septiembre, tomando la vía de Pasto, que, aunque excesivamente penosa, le proporcionaba el gusto de satisfacer los deseos de estos habitantes, que querían mostrarle personalmente su estimación, más aún, su gratitud. En efecto, durante la pasada contienda, cuando se veían aislados y rodeados de peligros, era el Doctor Cuervo á quien dirigían sus quejas y comunicaban sus proyectos y esperanzas, y á quien ahora en gran parte debían el ser granadinos. Ellos mejor que nadie sabían que él con su sagacidad para descubrir las arterias del gobierno ecuatoriano y su firmeza en oponerse á ellas, había abierto los ojos á la Nación y encendido el pundonor de los engañados; así como también había movido en su favor la general simpatía, desvaneciendo la extraña preo-



cupación de que Pasto sería siempre cuna de revoluciones. Por eso en su viaje fue acogido dondequiera con las más vivas y sinceras demostraciones de aplauso y consideración; sentimientos de tan hondas raíces que siempre en esta provincia obtuvo notabilísima mayoría en las elecciones en que figuró su nombre\*.

« Confieso á usted con franqueza (escribía el Doctor Cuervo á un amigo en Julio de 1842) que á pesar del amor que profeso á mi familia y del deseo que tengo de ver á usted y á todos los de su casa, marchó con disgusto á Bogotá, en donde voy á encontrar un cambio completo de ideas, de sentimientos, de intereses, de amigos y de todo. No sé cómo me recibirán algunos hombres que se han apoderado de la influencia política y social, y si con todo mi catolicismo, nunca desmentido, me haré sospechoso á ciertos creyentes fanáticos, como lo he sido á ciertos incrédulos, pues nunca he estado ni estaré con unos ni con otros. » Todo esto ha de aguardar quien pase algunos años fuera de su patria en tiempo de revoluciones. Distante de los peligros y de las pasiones que ellos remueven, y entretenido en meditar los acontecimientos con una serenidad y reposo que á

\* En la elección para Vicepresidente en 1842 de los 21 votos que cabían á Pasto obtuvo el Doctor Cuervo 20, y Borrero 1; de los 23 de Túquerres, sacó el primero 20, y Aranzazu 3. En la elección de 1844 para Presidente Pasto dio 10 votos á Mosquera, y 10 al Doctor Cuervo; Túquerres, 19 á éste y 7 á aquél; Barbacoas 6 al último y 2 al primero. Carecemos de datos numéricos posteriores.

los que son arrebatados por ellos parecería criminal, se encuentra en breve á enorme distancia de los amigos de ayer; y á trasladarse á la nueva escena, se sentiría extranjero entre estadistas y generales improvisados, que engreídos con un triunfo en que han tenido quizá parte pequeña, se creen dueños únicos del campo. Hace á nuestro propósito indicar algunas de las cuestiones en que el Doctor Cuervo no se hallaba de acuerdo con las opiniones reinantes, y señalar ciertos sucesos que determinaron la situación política y económica que le inspiraba tantos recelos.

La oposición que encontró el modo pacífico con que el Doctor Cuervo logró el sometimiento de Panamá, se extendía á toda medida y á toda palabra de moderación ó indulgencia. Él las había aconsejado incesantemente en su correspondencia oficial y privada, y sus votos corrieron la misma suerte que los de Herrán, Ospina, Acosta y otros pocos, ahogándose entre las voces de la mayoría de los vencedores, que se mostraban implacables en las cámaras no menos que por las calles, y estigmatizaban á quienes abogaban por la clemencia. En el Congreso de 1842 dijeron cosas harto duras contra el Presidente por los indultos que había concedido, y faltó poco para que le retiraran la facultad de darlos. Arrebatados por su excitación, aplicaban una misma regla á casos diversos. Con razón llamaban malhadados los indultos de los Árboles y Vélez, que se dieron en los primeros meses de 1840, cuando la oposición estaba

llena de vigor y de esperanzas, y sirvieron más para soplar el fuego que para extinguirlo; y sin vacilar llamaríamos nosotros lo mismo á los fusilamientos de Vesga, Córdoba y los demás; porque cuando una facción se presenta poderosa y amenazante, es infructuoso y aun perjudicial cuanto no conduzca á darle golpes decisivos que la anonaden física y moralmente. La revolución no acabó sino cuando Tescua, Ocaña, la Chanca dejaron al enemigo sin armas y en la impotencia que trae el descrédito. Reducido á este extremo, negarle el indulto era modo de ejercer represalias ó venganzas. Cosa semejante sucedía con las medidas de seguridad, absolutamente necesarias mientras dura el peligro, armas de mala ley al pasar la guerra: algunos hubieran querido que se derogaran luego, otros, menos templados ó más asustadizos, no lo consintieron hasta Marzo de 1845.

Pero debemos ser justos: los estragos de la revolución fueron horribles. Los demagogos de Bogotá desencadenaron sobre la república una horda de salvajes que la anegaron en sangre, devoraron la riqueza, persiguieron la instrucción\* y ahogaron los gérmenes de la libertad política. El recuerdo del bien perdido acrecentaba las desgracias actuales, y la indignación y la cólera eran disculpables. Veamos el cotejo que del pasado y el presente traza una pluma maestra:

\* Basta recordar que en Popayán destruyó Obando la biblioteca y el laboratorio de la universidad, y que Larrota en Tunja cerró las escuelas de la provincia ordenando que sus fondos entrasen en las cajas comunes.

Pensad, recordad conmigo, comparad conmigo lo que éramos en el año 39 con lo que somos hoy el año de 42.

En el año de 39 estábamos en paz ; hoy estamos en paz también : pero esta paz de ahora es muy distinta de aquella paz de entonces.

En el año de 39 había paz ; pero entonces la sociedad vivía, estaba animada, todo se movía, todo hablaba, nadie temía... había periódicos, se comenzaban á establecer sociedades, las escuelas se difundían, la instrucción se generalizaba, el pueblo empezaba á salir del pupilaje y á comprender la libertad viril.

Oh ! ¿ Con qué responderán los que nos han robado tamaños bienes ?

. . . . .

Dije que en el año de 39 el pueblo empezaba á salir del pupilaje y á comprender la libertad viril. Sí ; la libertad, en el seno de una paz de siete años, empezaba ya á tomar popularidad, crédito y auge ; pagados todos los empleados, florecientes todas las rentas, ya se había comenzado á satisfacer los intereses de nuestra enorme deuda y aun se pensaba en amortizar los capitales. El comercio había recibido un impulso hasta entonces desconocido : se hizo para los granadinos más familiar y fácil un viaje á Londres que lo era en otro tiempo uno á Jamaica. Los matrimonios se multiplicaban ; el celibato voluntario comenzaba á ser mirado como inmoral. La riqueza nacional hacía progresos cada vez más rápidos ; la ilustración descendía, aunque lentamente todavía, hasta las clases inferiores. Todo en la sociedad comenzaba á tomar una marcha más arreglada y un aspecto más

democrático y uniforme : los sastres y zapateros empezaban á usar para sí las casacas y botas que antes apenas sabían hacer para otros ; sus mujeres comenzaban por su parte á vestirse decentemente. Veíase ya con frecuencia á hombres de ruana detenerse en una esquina á leer un aviso, ó en frente de un taller á leer un letrero. Las señoritas se avergonzaban de no saber ortografía, y empezaba á aparecer insuficiente la educación monástica que antes exclusivamente se les daba. Verdad es que la educación de los hombres sobre ciertas materias estaba radicalmente viciada ; pero bajo todos los demás respectos era sin disputa más extensa, más profunda, más apropiada, y sobre todo se había hecho más accesible y más fácil. La nueva generación que entonces crecía comprendía la importancia de los altos destinos á que la Providencia la llamaba : ella sabía que el porvenir de la Nueva Granada era su patrimonio.

¿ Lo diré todo ? En medio de aquella profunda paz y de aquella prosperidad creciente, el uso y la noción de los derechos empezaban á comprenderse ; y, lejos de mirar la libertad como una causa de desorden, se empezaba á comprender que ella es el manantial de toda felicidad y de toda vida. La imagen de la fuerza material empezaba á ser odiosa ; me acuerdo que ya la sola vista de un soldado en Bogotá irritaba ; no porque los militares en sí fuesen el objeto de antipatías, sino que ya parecía odiosa la idea de que *aun* se tuviesen por necesarias las bayonetas para la conservación del orden y para el sostenimiento de las leyes. El clero empezaba á retirarse de los negocios políticos ; y estoy persuadido de

que si aquella venturosa paz no hubiese sido interrumpida, los sacerdotes no hubieran tardado en apartarse del todo de las elecciones, de la política y del poder, y en la clase irreligiosa de nuestra sociedad, tan numerosa por desgracia, unos por hipocresía y por bien parecer, otros por amor y por convicción, habrían vuelto por fin al pie de los altares á escuchar la palabra evangélica, cuando ya no les hubiera parecido *parcial é interesado el apóstol*. El odio estúpido á los extranjeros, triste herencia que nos legaron los españoles nuestros padres, empezaba á amortiguarse en la plebe : ya no se oía hablar de aquellos frecuentes y espantosos asesinatos que en los primeros años de Colombia parecieron condenar á muerte á todo inglés que se detuviese un momento en nuestro suelo ; ni tampoco había escritores que, como ahora, se empeñasen, con una obstinación culpable, en irritar pasiones que antes debían calmar y en especular sobre las preocupaciones populares que antes debían combatir. En medio de todos estos bienes, el pueblo satisfecho y como triunfante, empezaba á conocer el *orgullo nacional* : á vista de la anarquía y del despotismo que reinaban en todo el continente, los granadinos nos felicitábamos por nuestra dicha, y altamente decíamos que íbamos á la vanguardia de nuestros hermanos y que éramos « la estrella polar del Sur. » Nadie se avergonzaba de ser granadino, y aun nos honrábamos ya de serlo.

Vino la revolución y todo desapareció como el humo... Disipáronse los capitales, multiplicáronse las quiebras, interrumpiéronse las profesiones, la clase más florida de la juventud vio segadas sus filas, cerráronse las escuelas

y los colegios, todos se volvieron soldados, el país se militarizó, la República se convirtió en un inmenso cuartel. Durante la lucha, todos los progresos se atajaron y en algunos se agostó su manantial; y, después de la victoria, la santa causa de la libertad se ve casi desacreditada y el poco orgullo nacional que teníamos, enteramente se ha perdido. A innumerables personas de todas clases se lo he oído repetir cobardemente: « Somos indignos de ser libres; — la anarquía entre nosotros es una enfermedad periódica; — un Gobierno fuerte tan sólo puede salvarnos. »

José Eusebio Caro, que era quien así escribía en el *Granadino* de 16 de Septiembre de 1842, exhortaba también al olvido y la reconciliación. Esto era lo más digno y generoso. Pero ¿quién podía compeler á todos á que ahogasen con esta nobleza de sentimientos la voz interior que les pedía hacer justicia?

El horror á la guerra y á la anarquía y la resolución de comprimir á todo trance el espíritu revolucionario que había desvanecido la prosperidad nacional, llevaron á los defensores del orden hasta el extremo de buscar y admitir la intervención de los extranjeros en nuestros asuntos domésticos, olvidando lo desdorosa que es y cuántas complicaciones puede originar. El Congreso de 1841 en la ley de medidas de seguridad (17 de Abril) facultó al Poder Ejecutivo para solicitar y admitir tropas de naciones amigas en calidad de auxiliares para el caso de conmoción interior, con lo cual se sancionaba la entrada

de las tropas ecuatorianas\*. Aceptó además nuestro Gobierno la oferta que el Encargado de Negocios de la Gran Bretaña hizo de « resistir de la manera más positiva, por medio de la fuerza, cualquiera tentativa de las autoridades de los insurrectos de la Costa para infligir la muerte á cualquiera de los amigos y defensores del Gobierno que entonces se hallasen en su poder ó que durante la actual contienda pudiesen llegar á caer en sus manos » (23 de Febrero de 1841); oferta hecha y aceptada bajo la condición de conmutar la pena de muerte á Ramón Acevedo, revolucionario que se hallaba ya en capilla. Por efecto de la misma exagerada tendencia se introdujo en un proyecto de convenio para el pago de los intereses de la deuda extranjera, una cláusula por la cual se estipulaba « que el Gobierno de la Nueva Granada no se comprometía al pago de los intereses de la deuda inglesa, mientras el Gobierno británico no se comprometiese por su parte á garantir contra las facciones de la Costa los fondos destinados al pago de aquellos intereses. » De aquí se asieron

\* Esta ley con su adicional de 25 de Mayo de 1841, facultaba además al Poder Ejecutivo y á los gobernadores para disponer que nadie viajase sin pasaporte ni armado, para prohibir el comercio de armas y elementos de guerra y recoger los que hubiese en manos de particulares ; á las autoridades políticas y judiciales para allanar las casas sospechosas ; á los gobernadores para confinar ó expeler de su territorio, arrestar y mantener arrestados á los individuos de quienes temieran que estuviesen tramando contra el orden público ; y disponía que los comprometidos que hubiesen dejado el país no pudiesen volver sin permiso del Congreso.



los revolucionarios para decir que se trataba de someter la nación al protectorado de Inglaterra\*.

Como la parte militante é inquieta de la gente piadosa, después de las vacilaciones de sus jefes, apoyó al fin con calor la causa de la legitimidad, tomaron gran vuelo las ideas religiosas, una vez logrado el triunfo. Situación delicada, porque en cayendo estas cosas en manos de hombres poco doctos y prudentes, no es raro que se engañe su celo y con el intento de defender la religión se deje llevar á pretensiones injustas ó descabelladas\*\*, y aun se ponga en contra de quien mejor y con títulos más valederos puede ó debe defenderla. El influjo de esta fracción se hizo temible para los buenos ciudadanos, así católicos de ley como indiferentes, y de ahí venía la inquietud del Doctor Cuervo\*\*\*. El sesudo

\* Véase la *Civilización* de 1.º de Noviembre de 1849.

\*\* La Cámara de Representantes aprobó en 1841 un proyecto para derogar las disposiciones dadas sobrerreforma del Hospital y ponerlo de nuevo todo en manos de los religiosos hospitalarios. Así eran muchos de los agravios á la religión que se querían deshacer.

\*\*\* En 21 de Junio de 1842 escribía el distinguido médico doctor Andrés Pardo, con el gracioso desenfado que le caracterizaba : « Todas las listas de electores son compuestas de capellanes y algunos de casaca, pero que piensan como ellos. No se habla más que de la salvación de las almas, de la restitución de los jesuitas, de la bula de la Santa Cruzada, etc., etc.; ¿Qué haremos para que en la Nueva Granada no se tomen todas las cosas por los extremos? Yo pienso, cuando salga á la calle, llevar una camándula y unos escapularios, pues así podré al menos salir sin riesgo de que me escupan. » D. Ignacio Gutiérrez decía en 3 de Agosto : « Aquí es un concilio ecuménico la asamblea electoral, y las elecciones serán recochinas, porque quieren hacerlas los ultra-cristianos. » Este era el término con

Aranzazu le escribía : « ¿ Sabes lo que pienso de esto ? Voy á decirtelo : los progresos de la escuela materialista que fundó el maestro Pacho nos alarmaron y produjeron una reacción ; pues bien, si las gentes de hopalandas se propasan un poco, viene otra reacción, y entonces quizá van y le aplican el pico á Santo Domingo, San Agustín, etc., y hasta echan con cajas destempladas á los padres jesuitas, si es que alcanzan á venir, como parece que sí vendrán. »

Con el llamamiento de estos regulares se satisfacían, cierto, los ardientes deseos de gran número de padres de familia, anhelosos de proporcionar á sus hijos una educación cristiana y sólida al mismo tiempo ; pero acaso la manera y la coyuntura en que se llevó á efecto no fueron las más oportunas para producir los bienes duraderos que se buscaban.

que se les designaba comúnmente : D. Mariano Ospina escribía el 8 de Junio : « D. Joaquín Mosquera, por indicación del obispo de Antioquia, metió en el proyecto de constitución un artículo declarando la religión romana religión del Estado : esto ha exacerbado algún tanto la fiebre de intolerancia, tanto de parte de los ultra-cristianos como de los jacobinos ; cosa fatal y que puede impedir que el proyecto quede aprobado. » El proyecto era más católico que la constitución de 1832, como aparece con sólo cotejar la invocación ; al artículo 15 de aquella (« Es también un deber del gobierno proteger á los granadinos en el ejercicio de la religión católica, apostólica, romana ») se agregó otro que fue el 16 y formaba de por sí el título 4.º : « De la religión de la República : La religión católica, apostólica, romana, es la única cuyo culto sostiene y mantiene la República. » En el núm. 18 del *Granadino* (27 de Noviembre) proponía Caro que se sancionase la tolerancia religiosa.

Oigamos lo que sobre el particular escribía el Doctor Cuervo al Arzobispo de Bogotá :

Verdaderamente ha sido una cosa inesperada el restablecimiento de los jesuitas en la Nueva Granada. Conforme absolutamente con las miras y sentimientos de usted, no discrepo sino en cuanto al modo y oportunidad de llevar á efecto la medida. Nuestra patria, digase lo que se quiera, todavía no ha vuelto á su aplomo, y cualquier providencia trascendental que se tome puede causar alarma, y dar pretexto á los revolvedores para promover nuevos trastornos. Ya de Bogotá se ha escrito al Ecuador que el restablecimiento de la Compañía de Jesús tiene un objeto esencialmente político, el de asegurar la dominación de ciertas personas con apoyo del fanatismo... En Buenos Aires se hizo venir á los jesuitas estando el país dividido por las facciones, y después los han expelido. Ojalá que no suceda otro tanto en la Nueva Granada. Me parece que la misión de ellos es afianzar sobre las bases de la religión y de la moral la conservación del orden, pero antes debe existir éste, porque en tiempo de revolución no se oye sino la voz de las pasiones y de los intereses, y de todo se saca pretexto para engañar y revolver. A pesar de todo, estando echada ya la suerte y siendo usted el principal interesado en la parada, es mi deber como patriota, como amigo de usted y como padre de familia, emplear mi poco influjo y valer para que salgamos adelante. »

Verificadas estas tristes predicciones, exployaba así su opinión en 1852 :

Pasando al hecho del llamamiento (de los jesuítas), diré francamente que no fueron conformes á mis opiniones los actos legislativo y ejecutivo que lo decretaron : creí entonces, como creo todavía, que, habiendo triunfado el partido de orden y de legitimidad de las facciones de 1840 y 1841, no debía traerse como elemento de conservación un instituto por el cual no manifestaban simpatía muchos miembros de ese mismo partido ; que siendo constante que en ningún país y menos en las repúblicas hispanoamericanas, dura por largo tiempo un partido en el poder, era perjudicial, aun á los mismos jesuítas, el hacer depender su permanencia en la República de la duración de los conservadores en el mando ; y que por lo mismo que esta orden ha sido motivo y objeto de disputas y controversias en las naciones en que ha tenido una existencia legal, no debían venir los jesuítas á la Nueva Granada sino *á la sombra de la tolerancia general*, como han sido admitidos y existen en Inglaterra, Francia y los Estados Unidos. Yo manifesté estas opiniones desde Quito, en donde me hallaba entonces, y luego las repetí en Bogotá á mi regreso del Ecuador ; y por cierto que me valieron agrias censuras de cierto círculo retrógrado y antipático que me ha juzgado con sobra de liviandad\*.

« Los partidos medios se van ; todo esto se va ! » exclamaba un elocuente español hace veinticinco

\* *Defensa del Arzobispo de Bogotá.*

años. Palabras lastimeras con que se significaba haberse acabado en los pueblos de raza latina el verdadero espíritu de libertad, á cuyo influjo logra respeto la conciencia con títulos mejores que la propiedad, y convertidas la moral y la religión en cuestiones de partido, haberse trocado las contiendas políticas en lucha interminable, satánica, trabada, si cabe decirlo, en los más hondos senos de la conciencia, para acabar con toda paz y acibarar la vida social y de familia. Nuestros padres acariciaban todavía la ilusión de gozar un gobierno nacional á la inglesa ó á la norteamericana, colocado sobre una altura serena como el Olimpo, de donde observase á los partidos luchando con dignidad y decencia, pronto á ceder honradamente el puesto al vencedor; temblaban de sólo imaginar á los pueblos rodando de reacción en reacción á la barbarie; y al ver saltar las primeras chispas del incendio, acudían presurosos á ahogarlas y apartar los elementos de combustión. No tardaron mucho los días aciagos en que el incendio se declaró violento, y los que así obraban ocuparon los puestos de más peligro, como para demostrar que su prudencia no era cobardía\*. Sus pensamientos y esfuerzos anteriores parecieron entonces y parecen á los que hoy vivimos un devaneo; trasladémonos, con

\* Es contraste que no debemos callar el que ofrecieron varios de los *religioneros* de 1830 y de los miembros de la Católica en 1839 y 40, convirtiéndose en frenéticos perseguidores de la Iglesia en tiempo de López.

todo, á la época en que el mal apenas asomaba, y estimaremos cuánto patriotismo, cuánta generosidad había en alejar el momento en que se tuviera por digno de compasión ó de desprecio á quien no arrojase su haz á la hoguera.

La miseria pública y privada era suma. El Gobierno, imposibilitado para subvenir á los gastos ordinarios, se vio reducido á solicitar un empréstito de ciento á doscientos mil pesos, ofreciendo pagar hasta el dos por ciento mensual. Los particulares vieron en Bogotá casi devorados sus haberes con la quiebra de D. Judas T. Landínez, que con razón fue considerada como una calamidad pública. Este caballero, dejada la carrera política, en que había ocupado puestos importantes, se dedicó de lleno al comercio empezando con un mediano caudal, el que á fuerza de actividad y exactitud adelantó notablemente, negociando sobre todo en documentos de deuda pública. Por ese entonces se entablaron los negocios de bolsa, que, gracias al buen éxito obtenido por Landínez y otros, volvieron el juicio aun á propietarios que pasaban por los más sesudos. En Septiembre de 1841 escribía al Doctor Cuervo uno de sus amigos : « Los negocios de la bolsa están aquí en mucho auge. Landínez es el Rothschild de esta tierra. Morales ha vendido todo lo que tiene, y hasta D. Ramón de la Torre se ha despojado de Tilatá ; pero admirese usted, D. Francisco Suescún está de bolsista, y sus propiedades han pasado á poder de Landínez. Vicente Lombana le vendió su

botica y las tierras que tenía en Neiva. En fin, esto es otro Londres en miniatura. » Otro le decía : « Landínez es el hombre del día : maneja dos millones de pesos. » En Diciembre : « Landínez es dueño del comercio, y se han puesto las cosas de modo que nadie puede hacer un trato sin tocar con él. Con este motivo y por el curso de las especulaciones, todo lo que tenemos mi hermano y yo está en obligaciones de aquella casa. Hoy se está divulgando la noticia de que suspenderá sus pagos, y vamos á quedar escuchando dónde guisan. » Habiendo sido la puntualidad en los pagos lo que principalmente había acreditado á Landínez, al ensanchar sus especulaciones se vio obligado á valerse de expedientes ruinosos para satisfacer á sus acreedores. Compraba á precios altísimos cualesquiera cosas que se le ofrecían, con tal que fuesen dotadas (como decían) con una suma de dinero, por la cual y por el precio de lo vendido otorgaba obligaciones que luego entraban en circulación y empezaban á andar de mano en mano con tanta más rapidez cuanto era mayor la viveza y recelo de los poseedores. Aun fue por algún tiempo objeto comerciable el precio de bienes que no existían. En este movimiento vertiginoso los más avisados salieron ilesos, y algunos pocos con enormes ganancias ; pero la generalidad no abrió los ojos sino cuando las propiedades estaban en manos que no habían de soltarlas, y cuando no quedaban más que papeles sin respaldo ni garantía. Las combinaciones en que Landínez fundaba sus esperanzas eran ver-

daderamente fantásticas, y cayeron como castillos de naipes. Por ejemplo, dueño, como de otras empresas, de la fábrica de loza, cuyos productos, según él mismo confesaba, no tenían salida, vendió á otro negociante cien mil pesos de estos efectos entregaderos á plazos; y como la producción no le costaría sino treinta mil pesos, le parecía tener ya en el bolsillo los setenta mil restantes; y otros negocios así\*. El fracaso era inevitable, y la mala fe de unos hizo, como siempre, su agosto aprovechándose de la mala fe de otros menos vivos, y lo que es más sensible, de la imprevisión ó incauta codicia de la gente honrada. El pasivo ascendió á dos millones y cien mil pesos; el activo era de algo más de medio millón. Como efecto de esta quiebra vinieron otras, y una desconfianza general, perjudicialísima para las transacciones comerciales.

El Gobierno mismo, que tenía contratado con Landínez el empréstito con que contaba para sus necesidades, se vio en los mayores conflictos; y aumentaba sus embarazos la indecisión que estorbaba ó hacía ineficaz toda providencia. La voz común era que en realidad de verdad desde tiempo atrás no había gobierno. El doctor Márquez, hastiado del mando, no hizo más en los últimos días que contar

\* Véase el folleto que publicó en febrero de 1842, hallándose en la cárcel: *Crisis mercantil ó manifestación que hace el Dr. Judas T. Landínez de las causas que han motivado su quiebra en los negocios de comercio.*



las horas que le faltaban para sacudir la carga. El general Herrán no pudo posesionarse de la presidencia hasta el 2 de Mayo de 1841\*, y al cabo de dos meses y medio le fue preciso separarse de ella para ponerse otra vez á la cabeza del ejército de la Costa, que había padecido algunos reveses. Mientras tanto ejercían el poder el vicepresidente Caicedo ó el presidente del Consejo de Estado Aranzazu, según lo permitía la salud del uno ó del otro. Nadie se atrevía á tomar medida alguna decisiva en los muchos negocios que la requerían, aguardando la venida del Presidente. Éste á su vez muy disgustado por las censuras que se le hacían con motivo de los indultos concedidos en la Costa y por el giro dado á los asuntos del Istmo, y persuadido de que con la constitución de 1832 era imposible gobernar, hizo dimisión del cargo ; pero llegó impensadamente á la capital en momentos en que el Congreso declaraba por unanimidad no aceptarla, y con esto entró en seguida á regir la nación (19 de Mayo de 1842). Todo cambió como por encanto, callaron los censores, y empezó á trabajarse con tesón en todos los ramos de la administración. El respeto y estimación que circundaban á Herrán, no tenían por solo funda-

\* Las votaciones para presidente habían tenido este resultado : por Azuero 596 votos, por Herrán 579, por Eusebio Borrero 377, por J. Rafael Mosquera 8. Al perfeccionarse la elección en el Congreso (14 de Marzo de 1841), el primer escrutinio dio 30 votos por Herrán y 27 por Borrero ; el segundo 53 votos por el primero y 14 por el segundo.

mento los triunfos de las últimas campañas ni las penalidades que había soportado heroicamente durante ellas; tampoco las acciones gloriosas con que ganó sus grados militares en la guerra de la independencia. Lo que más le granjeaba las voluntades y hace en especial grata su memoria á la posteridad, es aquella magnanimidad con que se mostraba superior á todo interés personal ó de partido, el generoso empleo que siempre hizo del poder ó de la influencia para favorecer á los caídos y á sus enemigos mismos, su lealtad, el patriotismo ardiente y las rectas intenciones con que sin cesar trabajó por el bien público.

El 25 de Junio se aprobó el proyecto de constitución que con cortas variaciones había de sancionarse definitivamente el año siguiente. Con ella quedaban cumplidos los deseos del Presidente y de otros muchos que creían indispensable dar vigor al poder ejecutivo, y poner en sus manos recursos que le negaba la de 1832 para conservar el orden y reprimir las revoluciones. Creemos se leerán con gusto los siguientes conceptos de la Memoria dirigida al Congreso de 1843 por D. Mariano Ospina, Secretario del Interior y Relaciones Exteriores.

Uno de los defectos de más trascendencia que se han notado en la Constitución es que, calculada para un estado de perfecta paz, llegado el caso de una invasión ó de una sublevación, es ineficaz, y el Poder público que ella establece impotente para proveer á las necesidades extraordinarias y urgentes de aquella situación. Esta opinión,

que era bastante común antes de que la experiencia hubiese puesto á prueba la Constitución, se ha generalizado después de esto. La Nación ha visto al Gobierno, en la pasada crisis, en la imposibilidad de defenderse, resignado á perecer abrazado de la Constitución. Acusó-sele con acrimonia de débil y pasivo, porque no tomaba en la oportuna las medidas eficaces, medidas que á toda luz eran convenientes ; pero al hacer tal cargo se olvidaban y aun se olvidan hoy los censores, de que esas medidas convenientes y eficaces eran también inconstitucionales, y que el Gobierno no debía ser sino el ejecutor de la Constitución. Convencido entonces el pueblo de que el Gobierno no obraba como era necesario para defenderlo y para defenderse á sí mismo, asumió el derecho que todo pueblo y todo individuo tiene para resistir y rechazar al agresor injusto ; desplegó la fuerza y puso en ejecución las medidas que las circunstancias exigían. Los generales del ejército se vieron obligados á abrazar una conducta semejante, y así fue como en todas partes se desarrollaron los medios de defensa. El Gobierno era entonces más bien que autoridad directriz, espectador de la lucha empeñada ; no porque le faltase celo, sino porque no permitiendo las circunstancias sino medidas extraordinarias de guerra, y siendo sus funciones puramente de paz, era una especie de magistratura extraña á la situación. La rebelión, que se adelantaba osada, porque traía el convencimiento de que el Gobierno atado por la Constitución, como los cabecillas lo proclamaban, no podía defenderse, empezó á cejar dondequiera tan luego como encontró que le hacía frente un poder, que puestas á un

lado las fórmulas de la paz, exigía y aplicaba los medios de la defensa, según la necesidad lo requería. Entre las diversas causas que hicieron desmayar á la rebelión, fue una de las primeras el ver frustrada la esperanza, que acaso había determinado su explosión, la esperanza de habérselas con un enemigo maniatado. Cuando el pueblo y los jefes del ejército usaban del derecho de la guerra para resistir á los sublevados, clamaban éstos contra el Gobierno que tal cosa permitía; y tan injustas eran estas acusaciones como las quejas de los defensores del orden; porque el Gobierno ni podía tomar las medidas que las circunstancias demandaban, ni impedir al pueblo que se defendiera.\*

D. Mariano Ospina, que fue el alma del gobierno en las ausencias del general Herrán, ostentó durante su administración dotes que antes no había tenido ocasión de exhibir. En otro lugar haremos detenida mención de los incomparables servicios que le debió la instrucción pública, título principal suyo en esta época al reconocimiento de los buenos patriotas. Pero en todos los ramos brillaba por su inteligencia clarísima y la expedición en el trabajo; aunque ya descubría el defecto, muy grave en un hombre público, de ser más para lo especulativo que para lo práctico. Sus Memorias mismas, documentos preciosos de nuestra historia, abundan en considera-

\* El Gobierno amnistió (5 de Julio de 1842) á los que en defensa del orden legal hubiesen excedido sus facultades ó violado las leyes.

ciones agudas ó profundas más bien que en datos ciertos sobre los hechos á que se refieren. Ya entonces se le achacaba tener la máxima de *escribir mucho aunque no se cumpla*.

Al entrar el Doctor Cuervo á la Secretaría de Hacienda (1.º de Enero de 1843), el tesoro público ofrecía un aspecto desconsolador: la penuria que la revolución dejaba en pos de sí había consumado la confusión á que de años atrás le tenía reducido un sistema bárbaro de llevar las cuentas y de recaudar las contribuciones. Baste decir que era tal la incoherencia y la complicación de la contabilidad, que nunca, ni aun en los días de bonanza para la nación, se supo con exactitud cuál era el estado del tesoro, y que había impuestos cuya recaudación costaba más de un cincuenta por ciento de su monto. La legislación fiscal era un conjunto de disposiciones que venían aglomerándose desde la Colonia, y aumentadas en cada legislatura sin plan ni concierto alguno, formaban un cuerpo heterogéneo y monstruoso; de modo que para dictar la resolución más trivial era forzoso consultar y coordinar infinidad de leyes, decretos y reglamentos, como si se tratase de formular una sentencia. La Contaduría general de Hacienda da idea de cuál sería la desorganización y abandono en que se hallaban las demás oficinas del ramo. Los comisionados que en 1842 la visitaron de orden del Poder Ejecutivo, encontraron que faltaban mil cuatrocientas ochenta y siete cuentas por presentar; que había ciento cincuenta y una ya exami-

nadas cuyos reparos no habían sido contestados, y otras cosas parecidas que clamaban contra la indolencia é ineptitud de la infinidad de empleados de que estaba repleta la oficina. La misma Tesorería General, cosa apenas creíble, hacía diez años que no presentaba sus cuentas. El sistema de recaudación en sus relaciones con el poder judicial, presentaba un aspecto todavía más triste, pues en lo enmarañado de las leyes fiscales había hallado la sutileza de los leguleyos mil arbitrios para convertir en ordinarios los juicios ejecutivos, burlando á los agentes del fisco y defraudando al fin las rentas públicas.

Desde los primeros momentos se dedicó el nuevo Secretario á reconocer este maremágnum, buscando en su experiencia y en sus estudios teóricos los medios de introducir una reforma fundamental. El resultado de estas investigaciones aparece condensado en la Memoria que presentó al Congreso el 1.º de Marzo, donde bosquejó los graves vicios de que adolecían la organización y manejo de la hacienda pública, y propuso un plan claro y coherente que él mismo encerró en estas palabras : Exactitud en la recaudación y economía bien comprendida en la distribución. Produjo este documento una impresión cual nunca pudo figurársela su autor : la parte consagrada al crédito público pareció tan clara y completa, que se designó como texto en la Universidad nacional, y en fin de todas partes llegaron calurosas felicitaciones. Sucede que algunas obras que en su tiempo causaron una gran sorpresa, no ofrecen para

los que hoy las leen sino una doctrina trivial ; pero esto mismo realza su valor como documentos históricos, pues en la admiración que despertaron dan la medida del estado coetáneo de la nación. Muchas de las medidas propuestas en esta Memoria, especialmente en el ramo de aduanas, fueron discutidas y aprobadas en los congresos de 1843 y 1844 ; otras lo han sido posteriormente, pues tan claras eran y naturales, que de suyo se han impuesto con el mero correr del tiempo, y sin duda hoy causaría extrañeza á muchos si se les dijese que antes se practicaba otra cosa.

No obstante, todas las esperanzas que se fincaban en la obra del Doctor Cuervo quedaron defraudadas por esta vez. Acercábanse las elecciones para Presidente de la República y los candidatos que más aceptación alcanzaron fueron el general Mosquera, el general Eusebio Borrero y el mismo Doctor Cuervo. Las relaciones de familia que ligaban á Mosquera con el presidente Herrán, y la división que hubo entre los amigos personales del Doctor Cuervo, hicieron su posición en el ministerio sobremanera embarazosa, y como nunca solicitó ni rehusó distinción ó cargo alguno, determinó dejar completamente á la opinión pública la decisión de este debate, separándose de la Secretaría para hacer otro viaje á Europa. Aunque presentó su renuncia en 31 de Julio, no dejó la Secretaría hasta el 18 de Septiembre, cediendo á las apremiantes instancias con que el Gobierno, ya que desesperase de disuadirlo

en absoluto, le rogaba retardase su separación. Entretanto buenos ciudadanos que veían las reformas que planteaba y los beneficios que de ellas reportaría la nación, no andaban menos solícitos para obligarlo á desistir. Entre las cartas que tenemos á la vista, hallamos una de D. Manuel María Mallarino, que tan grato renombre ha dejado en su patria como uno de los presidentes más ilustrados y liberales, de la cual carta transcribimos el fragmento siguiente :

Hasta el 1.º de Enero último, es preciso confesarlo, no hemos tenido Secretario de Hacienda : los individuos que se han condecorado con tan pomposo nombre, aunque estimables por otra parte, se han visto en un laberinto sin el hilo para seguir. Circulares aisladas, órdenes inconexas, resoluciones poco meditadas, he aquí el sistema seguido : no se veía un plan, una idea generadora, un principio de organización. Usted vino y todo cambió : ya se advierte el genio que crea y la inteligencia superior que dirige : salga usted y todo volverá á estar como antes, y aun peor, porque se querrá remedar su sistema, sin tener la inteligencia de usted : será el grajo engalanándose con plumas ajenas.

Por una rara casualidad, dice Necker, nace un hombre con las cualidades necesarias para ser buen ministro de Hacienda ; es un hallazgo precioso que es preciso saber aprovechar. Si yo fuera presidente, no perdonaría medio para seguir el consejo del célebre francés ; pero como simple granadino, pongo los que están á mi alcance : le ruego que haga el sacrificio de continuar por algún



tiempo más : acabe la obra empezada y goce después del placer de ver la dicha de la Patria, obra de su mano.

Durante la ausencia del Doctor Cuervo se hicieron las elecciones sin que el triunfo se disputase con mucho ardor, pues no se trataba de una divergencia de principios fundamentales sino de la mayor conveniencia de uno ú otro entre los varios candidatos, á quienes todos reconocían merecimientos. Por otra parte, Mosquera tenía en su favor todas las probabilidades, pues que le apoyaban el clero, por creerlo favorable á la Iglesia, como hermano que era del Arzobispo, los militares por compañerismo, y en fin, los que buscaban un jefe temible á los revolucionarios y capaz de escarmentarlos. El general Borrero, fuera de varios malquerientes de Mosquera, se atrajo por su escepticismo religioso á aquellos copartidarios suyos que no estaban por los jesuítas, y al partido vencido por la misma razón y porque entre los tres candidatos era el más opuesto al régimen actual. Parecía que hubiera escrito su programa en estas palabras de un papel que publicó en Abril de 1844 con el título de *Apelación al tribunal de la opinión pública* : « He combatido desde muy temprano la actual administración, porque la creo, con la mayoría de los granadinos, mucho más arbitraria, apasionada, opuesta á los intereses del país, hipócrita, inconsecuente en sus principios, y al mismo tiempo mucho menos hábil que la del general Santander. » Él mismo, encerrándose en un indiscreto

silencio á consecuencia de sus resentimientos con algunos ministeriales, dio motivo á que se pensase no le desagradaba ser tenido como candidato de los facciosos. El Doctor Cuervo fue propuesto y sostenido por el elemento civil y moderado del partido dominante.

Valiéndonos, en cuanto es posible, de las mismas expresiones de un artículo publicado en el *Día* el mes de Enero de 1845, en vísperas de perfeccionarse la elección por el Congreso, vamos á bosquejar un retrato de cada uno de los tres candidatos, según se les veía entonces, advirtiéndole si que en el autor de aquel escrito se descubre á un partidario ciego de Mosquera, á un opositor de Borrero, y á un amigo personal del Doctor Cuervo.

Mosquera ha tenido á los ojos desde sus primeros años los más nobles ejemplos, por haber nacido en la ilustre Popayán y ser oriundo de una familia esclarecida más que por las riquezas y categoría por sus eximias virtudes, tal que se atribuye á Bolívar la especie de haber dicho al ponderar las prendas personales de D. José María Mosquera, que si en su mano hubiera estado elegir padre, no eligiera otro que aquel venerable anciano. Muy joven tomó las armas en la guerra de la Independencia, y todavía lleva en la cara las señales de la herida que recibió triunfando en Barbacoas; llegó á ser edecán de Bolívar é intendente del departamento de Guayaquil. Ha viajado por varios países y visitado las cortes europeas. Después de haber estado en la Cámara de

Representantes, se encargó de la Secretaría de Guerra y Marina, y no bien se oyó el primer tiro allende el Guáitara, corrió en defensa del Gobierno, para empezar la serie de campañas que debía terminarse con las jornadas de Aratoca y Tescua. Mosquera es vivo é inteligente, habla y escribe con desembarazo, gusta de la fama y de la nombradía, como todas las almas generosas, propensión que aunque ha sido mirada por sus adversarios como un defecto, es más bien garantía de adelantos y de mejoras efectivas; su talento é instrucción, sus viajes, los servicios positivos hechos al país, la facilidad con que desenreda las cuestiones más complicadas, el conocimiento de los hombres, el entusiasmo por la gloria de la nación y un vehemente deseo de que prospere la República son cualidades que compensan los defectos que pueda tener. Como militar se ha granjeado el amor del ejército, compartiendo con él todas las fatigas y penalidades hasta echar pie á tierra y marchar al frente de una compañía, conversando familiarmente con los soldados, ó sentarse al descubierto á comer con ellos una ración miserable. Finalmente, el Arzobispo será para su hermano un Mentor que á cada paso le inculca los principios de la política cristiana, resultando una ventaja y no un inconveniente el que la mitra y el bastón caigan en manos de una misma familia; y las odiosidades que cargan sobre el futuro Presidente son un timbre más, porque le vienen de los perversos, en tanto que goza de la aprobación de los buenos.

Es Borrero hombre de habilidad y de influjo, de altas dotes como estadista, de acrisolado patriotismo, amante más que todo de su provincia; terrible en las luchas parlamentarias, es más verboso que elocuente, tiene una lógica mañosa peculiar suya, con que hasta cierto punto aclara las cuestiones y las presenta de modo que seduce muchas veces y algunas convence. Embebido en las historias de griegos y romanos, como se estilaba al principio del siglo, reviste en frase castellana pensamientos antiguos, y aun quisiera imitar las virtudes de los filósofos y el valor de los guerreros de aquellos tiempos. La sorpresa de García y la función de Itagüí le califican de militar, si no inexperto, desgraciado. Sus ojos de fuego en una cara circular y grave cuya frente está orlada por algunos cabellos canos, descubren su energía, su inteligencia y sus vivísimas pasiones, y anuncian al polemista iracundo que se deja llevar de las primeras impresiones.

El Doctor Cuervo, natural de Tibirita y bogotano del barrio de la Catedral, es hombre de orden y de progreso, lo que es decir que tiene principios fijos, ideas liberales, rectificadas con lo que ha visto en países extranjeros, y que promueve el progreso moral, intelectual é industrial de los granadinos. Su patriotismo es incuestionable, y recomendables sus servicios á la República. Ha hecho una carrera muy lucida empezando por la Judicatura, y desempeñado la Secretaría de Hacienda con tal desembarazo, que á pesar de los pocos meses que estuvo sirviéndola,

dejó tan bien puesto su crédito que todos se hacen lenguas de su integridad y de su acierto. Ha viajado : ha hecho más, ha viajado con fruto, llevado del laudable deseo de aprender lo mucho que se ignora acá en el centro de la cordillera de los Andes. Cuervo es hombre de novedades y enemigo de toda rutina, en nada parecido á aquellos viejos achacosos que hasta hoy hemos tenido por ministros, los cuales para mandar una futesa escriben tres circulares ; él se avergonzaría, por ejemplo, de haber escrito un decreto sobre enseñanza primaria con cuatrocientos veintiséis artículos\*. Poco, claro, bien dicho y muy meditado es lo que sale de la pluma de este granadino que honra á la patria que le dio el sér, y que seguramente ocupará la silla presidencial cuando baje de ella el general Mosquera ; aunque, bastante rico como es para vivir con independencia, no anhela un puesto que tantas inquietudes acarrea. Sabe granjearse la benevolencia de las personas que trata con sus cumplimientos á la parisiense y con sus sales andaluzas ; sencillo y franco, atento, obsequioso y cumplido, es un cortesano con las damas, un filósofo con los moralistas, un diplomático con los hombres de estado ; se expresa con primor en las tertulias y escribe con pureza la lengua castellana. Al ver su cara oval con sus ojazos negros y con aquella

\* Aquí se alude sin duda al decreto sobre establecimiento y arreglo de las escuelas, publicado el 2 de Noviembre de 1844, que tiene, no 426, sino 440 artículos con infinitos párrafos.

sonrisa que le es propia, reconoce uno al hombre de mundo, sensible á los placeres y sensible á la gloria, tan previsor como inteligente y tan filósofo como político\*.

\* Por el mismo tiempo salió un folleto con el título de *Los tres candidatos para la Presidencia de la Nueva Granada considerados en relación con la cosa pública*, obra de D. Julio Arboleda, según leemos en la *Noticia biográfica* que á sus Poesías antepuso D. Miguel Antonio Caro (Nueva York, 1883). El objeto visible de esta publicación es atraer á Borrero los votos de los partidarios del Doctor Cuervo al perfeccionarse la elección en el Congreso. Copiamos las siguientes frases, por cuanto en algunas de ellas se contienen apreciaciones que con frecuencia opusieron como cargo contra el último sus enemigos políticos : « Es el Doctor Cuervo hombre de mundo, entendido en el trato y manejo de la sociedad, tan avisado para hacer de los hombres sus amigos como para hacer de sus enemigos los enemigos de cuantos por él tienen amistad y simpatías. » « Pliégame gentilmente á las opiniones de los otros, sin seguirlas ; paga el amor con cortesías, y algunas, aunque raras veces, las cortesías con amor. » « Rara ocasión ha podido encontrarse de frente, y, por eso, rara ocasión se ha sabido que las opiniones de los otros hayan chocado con las suyas. » « Se ha desembarazado frecuentemente de las más intrincadas dificultades con tal presteza y maestría, que todos lo han aclamado victorioso cuando tal vez él mismo se ha reputado vencido. » « El partido que lo tiene á él por jefe, pero de quien dudamos quiera él constituirse en caudillo, es un partido que representa los buenos principios, santo en sus intenciones, liberal en sus miras, y patriótico en sus deseos ; pero por desgracia demasiado reducido para poder solo gobernar la República. » « El clero no tiene motivos por que querer al Doctor Cuervo, ni el ejército por que respetarlo. » Manifiesta además que éste, ni por educación ni por temperamento, era capaz de las arbitrariedades que tanto se temían de Mosquera.

Al objeto que, según dijimos, se propuso el autor del folleto, correspondió en realidad el estado de la opinión en el Congreso ; así fue que al contraerse la segunda votación á Mosquera y Borrero, se cargaron á éste casi todos los diputados que en la primera habían estado por el Doctor Cuervo, y Mosquera fue elegido por cortísima mayoría.

## CAPÍTULO XIV

### MAGISTRATURA EN LA SUPREMA CORTE

Emprende el Doctor Cuervo otro viaje á Europa. — Defiende el proyecto del canal de Panamá. — Es nombrado ministro de la Suprema Corte de Justicia. — Causa del obispo de Panamá. — La caja de ahorros. — Redacta los códigos de organización judicial y procedimiento criminal. — Obsequio que le hace el Gobierno. — Catedrático en la Universidad. — Programa sinóptico de derecho internacional. — Oración de grados. — Informe sobre estudios de jurisprudencia.

Una vez libre de las funciones de la Secretaría de Hacienda, puso el Doctor Cuervo por obra su deseo de emprender otro viaje á Europa, y lo hizo acompañado de su hijo Luis María, á quien intentaba poner en un colegio comercial. Llegó á Inglaterra, y después de cumplido este propósito, pasó á París, precisamente á tiempo en que se inauguraba una exposición de la industria francesa, la mejor que hasta entonces se había visto. Bien se deja entender cuánto halago ofrecería semejante espectáculo para su espíritu investigador y progresista, y cuánto proyecto combinaría para trasladar á su patria algunas de las maravillas realizadas por la inteligente actividad de esta nación privilegiada.

Ya para entonces empezaba á tratarse de la aper-

tura de un canal interoceánico por la América equinoccial, y aunque algunas naciones como Francia é Inglaterra habían enviado exploradores, era en extremo varia la opinión acerca del lugar por donde debía hacerse. Obrando con celosa actividad los partidarios del de Nicaragua, consiguieron cautivar la atención pública, y con argumentos seductores lo presentaron como el único realizable sin grandes sacrificios; con lo que atrajeron casi todos los periódicos á apadrinar esta empresa y desechar la de Panamá, que contemplaban ya tan impracticable por lo costosa como por la insalubridad del país. El *Journal des Débats*, con la autoridad que le daba su reputación europea, publicó el 29 de Septiembre de 1844 un artículo dictado por tales sentimientos, y en que, no satisfecho con reforzar estas consideraciones, como que se gozaba en dar el golpe de gracia al proyecto de Panamá, asentando que los pocos habitantes que el clima deja á vida en esa comarca son ineptos y perezosos. Aunque no mediaran los grandes intereses que se debatían, y aun más, las ventajas que reportaría la Nueva Granada con que el canal se abriese en su territorio, el Doctor Cuervo no podía dejar sin réplica el cargo que se hacía á sus compatriotas del Istmo, ni tampoco dejar de mostrar la ligereza con que, sin aguardar el voto de las comisiones exploradoras, se condenaba una vía que desde los primeros tiempos de la conquista había sido reconocida por la más natural y practicable. Así fue que el 6 de Octubre siguiente publicó en el



mismo periódico un artículo en que describió lo que era el Istmo de Panamá y el risueño porvenir que le aguardaba, é hizo con justas y halagüeñas palabras el elogio de sus habitantes. El redactor antepuso unas líneas reconociendo la justicia de la reclamación y el peso que daban á ella las circunstancias y posición de su autor.

Estuvo de vuelta en Bogotá en los primeros días de Marzo á tiempo que, declarada la elección en favor del general Mosquera, comenzaban los ánimos á serenarse y las cosas á entrar en caja. No más que el diez del dicho mes fue nombrado por el Congreso Ministro de la Suprema Corte de Justicia. Compuesto este tribunal de notabilísimos jurisconsultos, era sin duda la corporación más respetable de la nación, y ocupar un lugar en ella ponía el sello á la más alta reputación de abogado; lo cual, con haber sido elegido presidente de ella, lo colocaba en cierto modo en el centro de sus inclinaciones, como que por las faenas del foro comenzó su carrera, á ellas había encaminado de preferencia sus estudios, y en ellas hubiera pasado su vida si los deberes del patriotismo y circunstancias ajenas de su voluntad no le obligaran á vivir en constante desacuerdo con sus aspiraciones. Ahora se recreaba con la idea de ver dilatarse ante sus ojos una vida serena en que soltar á sabor las velas á su actividad; ahora podía entregarse de lleno al estudio, á la enseñanza, á las obras filantrópicas. Acrecentaba la satisfacción de ver cumplidos antiguos anhelos la buena armonía

que reinaba entre los magistrados. Referían que en las deliberaciones el doctor Gómez proponía siempre que el Doctor Cuervo diera el primero su dictamen, y que, oído, decía : Es conforme á justicia ; Cantillo busque la ley.

En este tiempo se sentenció una ruidosa causa, cuyos incidentes hicieran reír á no haber tenido tan graves resultas. Por los años de 1820 moraba en la diócesis de Panamá un clérigo llamado D. Joaquín Gómez Martínez, discolo, atrevido y pleiteante furibundo, defectos que le acarrearón una inicua persecución. Procesado ante la curia por diferentes cargos, pidió el promotor fiscal que se le sujetase al examen de facultativos que decidiesen si estaba en su cabal juicio ; así lo dispuso el Obispo, que lo era D. Fr. José Higinio Durán, conformándose con el dictamen del doctor Blas Arosemena, á quien había pasado los procesos en asesoría. Los médicos lo declararon poseído de una manía litigiosa degenerante en demencia, y le recetaron aires fríos y que se abstuviese de leer libros y revolver papeles. El asesor, que, por la cuenta, tomaba á pechos la curación del clérigo, aconsejó al Obispo que le enviase á clima más fresco y saludable, y no se encontró otro lugar más á propósito que la ciudad de Cuenca en el Ecuador. Mientras se le podía enviar á su destino, le llevaron á la cárcel de Portobelo, pero logró con tiempo evadirse y fue á dar á España, donde vivió algunos años. En 1830 pidió que se acumulasen todos los procesos que tenía pendientes y se pasasen

al fiscal para proveer á su defensa. Esta solicitud fue negada, alegándose que el juicio estaba fenecido y ejecutoriado, con alusión al auto aquel por el cual se le imponía la mudanza de aires. Después de otras tentativas para alcanzar justicia, se hallaba sin despachar el recurso de fuerza y protección que había presentado contra todas las providencias de la curia eclesiástica de Panamá, á tiempo que con la separación del istmo en 1840 se creaba allí un tribunal supremo de justicia de que vino á formar parte el mismo Arosemena que en 1820 había intervenido en decretar la expulsión. Tocóle á éste conocer del asunto, y declaró que el difunto obispo Durán no había hecho fuerza al clérigo, y que se pasasen á la curia los autos para que se ejecutasen sus providencias. Es indudable que en otras circunstancias se opusiera á este atropello el obispo actual, don Juan José Cabarcas, como se opuso, siendo vicario general en sede vacante el año de 1826, protestando que el declarar por loco al clérigo era una de las muchas maldades que había visto cometer en ese istmo; pero por desgracia, agobiado ya con la edad é inhabilitado casi del todo física é intelectualmente por efecto de un ataque de parálisis, se aconsejó con un letrado y cediendo maquinalmente á su dictamen, decretó para el día siguiente la expulsión de Gómez, declarándole suspenso, en virtud del auto dictado veintidós años antes y á pesar de haber desempeñado en todo este tiempo varios empleos, entre ellos el de diputado al congreso. Para el efecto pidieron el

apoyo del gobernador y le embarcaron en una goleta que se daba á la vela para Paita, con orden de no dejarle salir á tierra en ningún punto del istmo. Conducido hasta el Perú, logró otra vez escaparse y entrando por el puerto de la Buenaventura, llegó á Bogotá y promovió acusación contra el obispo de Panamá. La Corte Suprema admitió la queja y declaró « suspenso al Obispo del ejercicio público de su jurisdicción que autorizan las leyes civiles », citándole á responder y contestar los cargos que se le hacían, fundándose en una ley del mismo año sobre procedimiento en los juicios de responsabilidad contra empleados y funcionarios públicos (15 de Diciembre de 1843). No bien se publicó el auto, elevó el Arzobispo una bien razonada protesta contra semejante aplicación de una ley que ni por sus términos ni por su espíritu podía entenderse con los obispos, cuya jurisdicción no dimana de la autoridad civil ; aplicación tan forzada que la misma Corte Suprema tuvo que acomodar la ley al caso, modificando su contexto. Luego que se reunió el congreso en 1844 representaron á él el Arzobispo y los Obispos de la República, reclamando contra las providencias de la Corte Suprema y pidiendo que se aclarasen los artículos de la ley en virtud de los cuales se había suspendido al Obispo de Panamá y pretendido que el cabildo eclesiástico de esta ciudad y el Metropolitano proveyesen de gobernador á la diócesis. La comisión de negocios eclesiásticos redactó un proyecto explicatorio que después de

largas discusiones fue aprobado por las cámaras y que objetó el Poder Ejecutivo, si bien sus observaciones no alcanzaron á considerarse en este año. Al siguiente pasó con algunas variaciones, y vino á ser la ley de 25 de Abril sobre juicios de responsabilidad de funcionarios eclesiásticos, merced á la cual quedaron los prelados al arbitrio del gobierno civil, como no tardó en experimentarse. El Arzobispo, cuya protesta y representación tuvieron un efecto tan contrario á la justicia y á las esperanzas de los buenos católicos, dio cuenta de todo á la Santidad de Gregorio XVI, quien dirigió al Presidente una carta autógrafa (17 de Septiembre de 1845) reclamando contra las disposiciones atentatorias de esta ley, y con la cual nada se consiguió, aunque fue leída en la Cámara de Representantes\*.

Mientras pasaba todo esto, murió el clérigo Gómez, pero el Ministerio público adelantó la acusación hasta concluirse el juicio con la absolución del Obispo, dictada en primera instancia por el doctor Diego Fernando Gómez y en segunda por los doctores Manuel Antonio del Cantillo y Rufino Cuervo (18 de Octubre de 1845).

Apenas se iniciaba por estos días empresa alguna útil que no solicitase el apoyo del Doctor Cuervo, apenas se proponía idea generosa que él no sostuviese. Cuando en Septiembre de 1845 fue estable-

\* Esta carta se halla publicada en el *Catolicismo* de 1.º de Junio de 1852.

cida la Caja de Ahorros de la Provincia de Bogotá, el Gobernador le eligió por uno de los Administradores, y durante algunos años desempeñó sus funciones en compañía de los beneméritos patriotas que autorizaban y fomentaban aquella obra bienhechora, con la más puntual exactitud y una benevolencia patriarcal para con los depositantes. Nunca se borrará el recuerdo de las escenas que se presenciaban los domingos, cuando los obreros y domésticos venían llenos de contento á depositar los ahorros de la semana en presencia de un Secretario de Estado, un Ministro de la Alta Corte de Justicia, un Director de la Casa de Moneda ó de otras personas igualmente condecoradas que, alternando con acreditados capitalistas, ejercían gratuitamente las funciones de Administradores. Éstos, conocidos y respetados de todo el mundo, agasajaban á los honrados trabajadores y los alentaban á la economía cautivándolos con delicadas atenciones y palabras bondadosas, que contadas luego con complacencia en los modestos hogares, arrancaban á la familia la promesa de aumentar el depósito para la semana siguiente. Así, el pueblo, cercenada una parte de la ganancia hecha con el sudor de su frente, iba á confiarla á un establecimiento público dirigido por los hombres más notables del país, librando inocentemente en la honradez de éstos sus esperanzas para los días amargos de la vida. Por tan poderoso patrocinio vino á ser la Caja de Ahorros de Bogotá simpática aun para los más infelices jornaleros, y al fin hubiera contri-

buído eficazmente á formar en el pueblo hábitos de previsora economía, si los torbellinos que han desquiciado la República no la hubieran arrasado, arrebatando también el sagrado depósito que guardaba. Posteriormente se ha hablado mucho de humanidad y amor al pueblo, y el pueblo no tiene otra parte adonde llevar el producto de su trabajo sino el garito y la taberna...

Uno de los primeros trabajos forenses á que se dedicó el Doctor Cuervo fue la redacción de los Códigos de Organización judicial y Procedimiento criminal, que le fue cometida por el Poder Ejecutivo, y que aceptó renunciando á toda remuneración\*. Una vez que terminó la obra mereció del Gobierno un espléndido testimonio de aprecio. La comunicación siguiente da más clara noticia del caso que cuanto nosotros pudiéramos decir :

*República de la Nueva Granada. Secretaria de Estado del Despacho de Gobierno. Sección 3.ª. Bogotá, 25 de Agosto de 1847.*

Al Excelentísimo Señor Vicepresidente de la República, Doctor Rufino Cuervo.

Señor,

El Congreso Nacional apropió en diversas legislaturas

\* Véase el número 279 del *Día*, correspondiente al 5 de Junio de 1845.

la suma que creyó suficiente para indemnizar á las personas que se encargasen de la redacción de proyectos de Códigos legales. V. E. tomó á su cargo esta obra difícil y necesaria respecto de los de Organización judicial y Procedimiento criminal, y su trabajo mereció, según era de esperarse, la sanción de las Cámaras, como había obtenido antes la aprobación del Gobierno Ejecutivo.

V. E., generoso por carácter y satisfecho con el bien que debiera reportar la República, nada ha dicho hasta hoy sobre remuneración de tan importante servicio ; pero S. E. el Presidente, aunque conoce que para V. E. será en todo tiempo suficiente recompensa la satisfacción de haber contribuido al bien de su país, estimó que era debida á V. E. al menos una muestra, si bien pequeña, del aprecio y de la gratitud del Gobierno á los fructuosos desvelos de V. E. por la cosa pública ; y con tal objeto tengo orden de S. E. el Presidente para presentar á V. E., á nombre de la Nación y del Gobierno, la caja de oro adornada de brillantes, que se hizo construir en París con este destino, la cual espera que V. E. aceptará, no bajo otro aspecto que el de la pública estimación, á que por tantos títulos es acreedor V. E.

Con sentimientos de alta y distinguida consideración soy de V. E. muy respetuoso humilde servidor.

ALEJANDRO OSORIO.

La rica joya á que se hace referencia aquí, y que conservamos con igual veneración que la nota



que hacer al general Herrán por el indulto de los Arboles (22 de Febrero de 1840), éste mismo decía no haber tenido otra voz de aliento que la del Doctor Cuervo; y doctrina, en fin, que junto con su constante espíritu de conciliación, le valió en todo tiempo la animadversión de los hombres apasionados que cifran toda la política en exterminar á los contrarios.

Comisionado por el Cuerpo universitario, pronunció á principios de 1846 la oración que precedió á la colación de grados, y como si anteviese los estragos que amenazaban á la juventud, se contrajo á demostrar que ningún conocimiento es útil si no tiene por guía y base la virtud. Proclamando la excelencia de la moral evangélica, que ha civilizado á Europa y América formando una sola familia de sus naciones y hecho prosperar con su influencia las ciencias y la industria, la agricultura y el arte mercantil, abomina « aquella moral egoísta y sensual que produjo la filosofía cínica del siglo anterior y que nuestro espíritu novelero y versátil acogió con interés. » Señala la reforma que, gracias al celo del actual Rector y empleados, ve en las costumbres « no poco estragadas antes por la circulación de doctrinas inmorales, cuya moda va pasando ya por un favor especial de la Providencia. » Recomienda á los jóvenes que jamás se distraigan del estudio dedicando á la política una atención que todavía la patria no exige de ellos; y para concluir les ruega que al entrar en el torbellino del mundo conserven el

desprendimiento, la lealtad y la franqueza propias de la juventud, sin dejarse corromper por el sordido egoísmo, que bajo diferentes formas ha venido á reemplazar el espíritu público de los pueblos libres; y les da la voz de alerta contra el petulante engreimiento que suele acompañar á muchos al dejar los bancos universitarios, declarando que para los que se han dedicado al cultivo de las ciencias el estudio no debe terminar sino con la muerte.

Por Junio del mismo año determinó el Consejo universitario solicitar del Gobierno se recopilasen todas las disposiciones vigentes sobre estudios, y que al mismo tiempo se señalasen las reformas convenientes en cada facultad. Al Doctor Cuervo tocó informar sobre la enseñanza de la jurisprudencia, y lo hizo indicando los cursos que debía abrazar, las materias de cada uno y el método con que debían seguirse, agregando observaciones de un carácter general aplicables en parte á las demás facultades. Copiaremos el párrafo final de este informe que explica la justa medida en que concilia la conservación de lo existente con la introducción de mejoras. « Si naciones adelantadas en civilización, ilustradas por una larga experiencia, ricas, pobladas y unidas por un activo comercio de ideas y de intereses, luchan todavía con graves dificultades y marchan de ensayo en ensayo y de reforma en reforma para lograr un sistema perfecto de educación, ¿qué deberá decirse de una nación nueva, escasa de población, heredera de los viejos hábitos y absurdas rutinas

del antiguo régimen? Persuadido constantemente el que suscribe de que para un pueblo naciente *es igualmente peligroso innovarlo todo, que mantenerlo todo en una situación estacionaria*, ha procurado ser circunspecto en sus ideas de reforma, tratando de introducir solamente lo que la práctica de naciones ilustradas ha consagrado definitivamente como bueno, y nuestras circunstancias hacen adaptable; respetando y conservando de las disposiciones vigentes cuanto en ellas hay de útil y conveniente. »

En este mismo año fue elegido por el Congreso Designado para ejercer el Poder Ejecutivo.

---

## CAPÍTULO XV

### VICEPRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA

(Gobierno de Mosquera)

Monumentos de la prosperidad á que llegó la nación en el gobierno de Mosquera. — Oposición que desde un principio encontró. — *Libertad y Orden*. — Conducta de Mosquera : su carácter. — Dificultades que vence para empezar sus reformas. — Gravedad de ellas, y temores que inspiran. — Auméntase el desagrado con el nombramiento de D. Florentino González para la Secretaría de Hacienda. — Sus proyectos en el Congreso. — Se posesiona el Doctor Cuervo de la vicepresidencia de la República. — Se encarga del gobierno por ausencia de Mosquera. — Obras que lleva á cima. — El plan de estudios de 1826, el de 1844 y el de 1847. — *El Duende*. — Crece la oposición al declinar el gobierno de Mosquera ; motivos para ello. — Conquistas de los principios liberales y sus exageraciones. — Falta de continuidad personal y de principios en nuestros partidos políticos. — Se consuman las divisiones del partido dominante con la elección de presidente. — Candidatos : Gori, López, Cuervo. — Se propala que el último es candidato de Mosquera. — Otros candidatos. — Periódicos que sostienen la lucha, y punto á que ésta se reduce. — Denominaciones de los partidos. — Asonada del 13 de Junio. — Resultado de las elecciones. — Medios que adoptan los liberales para asegurar el triunfo. — Sociedades democráticas. — Confiianza de los conservadores. — Se presiente y anuncia la coacción del Congreso. — Primeras sesiones. — Junta en casa de D. R. Santamaría. — Sesiones del 6 y del 7 de Marzo. — El Doctor Cuervo y Mosquera después de la elección. — Redactan varios ciudadanos una protesta al Congreso. — Los lopistas y los goristas quedan aliados. — Reflexiones sobre el 7 de Marzo. — El fin del gobierno de Mosquera comparado con el fin del de Santander.

En la historia moderna de nuestra nación ningún gobierno ha promovido reformas más ostentosas que

la administración del general Mosquera de 1845 á 1849. Baste recordar que entonces se estableció la navegación por vapor en el Magdalena y se inició el ferrocarril de Panamá ; se arregló la contabilidad pública ; se renovó la maquinaria de la Casa de moneda de Bogotá y se amortizó la macuquina, dando en cambio monedas de buena ley y bella forma ; recibió incomparable mejora el arte tipográfico, é ingresaron en la Biblioteca nacional millares de volúmenes escogidos en Francia é Inglaterra por el escrupuloso y diligente Ministro don Manuel María Mosquera, entre ellos muchos libros españoles de importancia. A pesar de su nombre presuntuoso y su plan poco acertado, el Capitolio mismo, por el hecho de haberlo dirigido un arquitecto inglés y de trabajar en él obreros europeos, sirvió de escuela práctica para nuestros artesanos, que, perdida la tradición española, ya no concebían cómo pudiera nadie hacer un arco.

Además, durante este periodo se comenzó bajo la dirección de un ingeniero francés el camino carretero de Bogotá al Magdalena por la vía de Siete Vueltas ; y otros profesores también europeos de indisputable mérito pusieron la enseñanza de varias facultades á la altura de la ciencia contemporánea. El observatorio y los gabinetes de física y de química se enriquecieron con instrumentos valiosos. La instrucción pública llegó al apogeo en todos sus ramos : se fundó el colegio militar en que se formaron ingenieros que figuran todavía en primera

línea; el seminario de ordenandos de Bogotá, correspondiendo á su elevado objeto, produjo sacerdotes que han sido ornamento de la Iglesia granadina, y los jesuitas por su parte siguieron dando no solamente santos que fueron á morir entre las tribus salvajes, sino sabios que en las cátedras arrancaban aplausos aun de sus más tercos detractores; del auge de la Universidad no podemos dar idea mejor que valiéndonos de las palabras con que José Eusebio Caro nos convida á visitarla, al recontar los servicios hechos por el partido conservador á la causa de la civilización: « Vamos á la Universidad: su arreglo, su salón, su biblioteca, sus instrumentos parece que al doctor Ospina, al Doctor Cuervo, al general Mosquera se deben. Y ya que estamos en la Universidad, no es malo recordar que una de las más grandes libertades de la República, la libertad de enseñanza, se debe á la administración Mosquera, y muy especialmente al Doctor Cuervo, que fue el redactor de la ley. Después de la libertad de conciencia no hay una ley mejor\*.

Cualquiera pudiera imaginarse que tantos esfuerzos meritorios fueran estimulados y coronados por el aplauso unánime de la nación. Pero no sucedió así: rarísima fue la reforma que dejó de ser blanco á censuras, quejas ó inculpaciones violentas y hasta soeces; que esta época no fue menos memorable por la poderosa iniciativa del gobierno que por el choque

\* *Civilización*, núm. 16.

de doctrinas, intereses y pasiones que, derrocando al partido dominante, puso fin á una era de orden, libertad y progreso.

Los vencedores de 1841 apenas tenían otro vínculo que el de haber vivaqueado juntos en defensa de la legitimidad; y no era el tumulto de la guerra el campo más apto para que llegaran á una fusión completa de principios ó tendencias los liberales moderados que no podían soportar se impusiese á la nación un presidente arbitrario é inculto como Obando, y el vulgo de los bolivianos y dictatoriales agrupados por su aversión á Santander. Desde los primeros días del triunfo hubo ya discordancias en el congreso sobre puntos capitales de gobierno, y todas las medidas de conciliación adoptadas por el presidente Herrán lograron más bien apaciguar á los vencidos que aunar á los vencedores. En la elección de Mosquera apareció ya clara la división, pero el patriotismo por una parte y las promesas de tolerancia y de progreso del nuevo presidente por otra unieron en torno suyo los esfuerzos comunes. Todavía el llamamiento de Borrero al ministerio (14 de Julio de 1845) se recibió con aplauso como paso político que le alejaba de ciertas gentes peligrosas que querían apropiársele por caudillo. Sin embargo, esta calma no duró largo tiempo. A las publicaciones de los facciosos vencidos vino á prestar apoyo el resentimiento personal de uno de sus más furibundos perseguidores, don Alfonso Acevedo, que, removido de su empleo, declaró al Gobierno desaforada

guerra en un periódico titulado *Libertad y Orden*, cuyos primeros números aparecieron por Mayo de 1846. Lo violento del ataque, afeado por un lenguaje descompuesto y por las más indecorosas personalidades, desautorizó el periódico, aunque sirvió de pernicioso ejemplo para que otros se dieran á buscar en todo motivos de acusación y ocasiones de quitar fuerza moral al Gobierno. Mosquera, contra todo lo que se podía temer, guardó su decoro, despreciando los insultos, y no desviándose de la conducta que había prometido seguir. Cosa muy digna de considerar, porque demuestra lo mucho que podían con él las ideas de las personas que le rodeaban, y determina la responsabilidad que á otros ha cabido en sus desafueros. Con una volubilidad pasmosa ha representado en la historia del país dos papeles diametralmente opuestos : en 1845 llega al poder por el camino de la constitución, apoyado por un partido que sólo aspira á la paz y al progreso ; casi todos sus amigos son hombres de ideas fijas que vienen trabajando por aliar la libertad con el orden y el engrandecimiento de la patria con la felicidad y mejora individual ; mientras que el año de 1861, en la segunda manera, como se diría de un pintor, se arrogó á punta de lanza un poder omnímodo hollando toda ley divina y humana, y en la atmósfera revolucionaria que lo circunda, sus nuevos partidarios, enemigos la víspera, llenos de odio y ambición, lejos de contrariar sus instintos dañinos y obligarlo á seguir por la senda del honor, son humildes



turibularios que lo desvanecen con sus zahumerios hasta convertirlo en despreciable tiranuelo. Ni hay que pensar que semejante cambio se verificase de un momento á otro y como por vía de arte mágica. Mosquera siempre fue el mismo. Durante la primera época dejaba á veces clarear las mismas ideas y tendencias que en la segunda produjeron resultados tan desastrosos ; sólo que las morigeraban y templaban el respeto de la ley y los sentimientos que dominaban en torno suyo. Veamos un rasgo que comprueba la identidad de su carácter : en Octubre de 1847 escribía desde Nare al Doctor Cuervo : « El año entrante va á ser fecundo en intrigas eleccionarias, y es sin duda el campo que preparan los facciosos para combatirnos. Yo moriré como artillero al pie del cañón, y no me dejo cortar el pescuezo por Obando y compañía. Soy el mismo hombre de 1840 y 1841 y con otros elementos que no tenía entonces. ¿ Qué más he podido hacer para refundir los partidos y hacer marchar el país ? ¿ Quieren buscar al bandolero de Berruecos por cabecilla ? Se perderán con él, y acabaré de purgar la tierra de sabandijas \*. » No menos aparece lo que podían las benéficas influencias de sus amigos en el siguiente cotejo : recuérdese la manera feroz como trató á los

\* Compárese este lenguaje con el que usó en la carta que citamos en la pág. 102 del primer volumen. Con los arbitrarios fusilamientos de Cartago y otros á que alude en la carta del texto, tenía probado Mosquera que sus palabras podían pasar de meras fanfarronadas.

jesuítas luego que tomó á Bogotá como dictador, y léanse estas palabras que desde Santa Marta escribía al Doctor Cuervo en 3 de Noviembre de 1847 : « El 29 entré á esta ciudad, como verá usted la relación de Murillo en la *Gaceta Mercantil*. Ha, como de costumbre, tergiversado mis expresiones sobre el régimen municipal : quizá haré rectificar mis ideas. Lo mismo sucede en cuanto á lo que dice de antijesuítas, pues una cosa es decir que no soy jesuítas ó ser antijesuítas, porque claramente dije que no los perseguiría ni lo permitiría, porque era necesario ser tolerante. Sin embargo, cada cual tiene la libertad de decir lo que se le antoja, y allá las beatas declamarán contra mí como quieran : mis hechos decidirán. »

A este carácter arrebatado y dispuesto á cualquiera arbitrariedad se allegaban en Mosquera la pasión del mando, una exagerada vanidad y un espíritu inquieto y revolvedor, avivado todo esto por una imaginación fogosa y por aquella instrucción superficial y embrollada que se nota en todos sus escritos. Así no les faltaba razón hasta cierto punto á los que le creían peligroso para el mando, y aun fue muy valida la especie de que una señora que le tocaba muy de cerca dijo al saber su elección para la presidencia de la República, que eso era como soltar un mico en un pesebre (así llamamos las nacimientos que con muchas figuras se arman por aguinaldos y nochebuena). Pero con todo eso, el más apasionado no podrá negar que durante su gobierno comprobó

Mosquera la sinceridad con que prometió ser tolerante y procurar el progreso y mejora de la nación. No le arredraron de este propósito ni los graves empeños con que encontró el tesoro público, rastros todavía de la pasada revolución\*, ni la necesidad en que nos puso de mantener un numeroso ejército la vecindad del Ecuador. Fue el primer motivo para ello la actitud agresiva que mostró para con la Nueva Granada el Gobierno provisional del Ecuador después de los tratados de Virginia (17 de Junio de 1845) y la expatriación de Flores, hasta el punto de que nuestro Encargado de Negocios en Quito pidió su pasaporte; situación que duró hasta el año siguiente y se terminó con los arreglos celebrados por el general Herrán y D. Modesto Larrea. Aquietados apenas estos temores, sobrevino nueva alarma con la noticia de la inicua expedición que bajo el patrocinio de la reina Cristina empezó el mismo Flores á reclutar en España y en Irlanda para recuperar el mando en el Ecuador, susurrándose, con risible credulidad, que se atentaba contra la independencia ó á lo menos contra la forma republicana de otros estados de América; entonces fue menester agregar á la división que con el general Herrán guardaba la frontera del sur y á las dos que se hallaban en el centro

\* La deuda pública causada por la revolución de 1840 pasaba de tres millones de pesos; en el gobierno de Mosquera se amortizaron casi dos millones, y al acabar éste quedaba reducida á unos ochenta mil. Véase la *Civilización*, núms. 9 y 15.

y el litoral del Atlántico, la cuarta que se creó para presidir á Panamá.

La gravedad de las reformas que el nuevo presidente traía proyectadas asustó á varios de los que él llamó como auxiliares de su gobierno, por más que algunas fuesen conformes á los principios de la buena economía. Pero veamos cómo refiere el mismo Mosquera los primeros pasos de su administración en un escrito publicado en el *Día* el 10 de Noviembre de 1849 :

Cuando me encargué del Poder Ejecutivo el 1.º de Abril de 1845, llamé á mi lado á los señores Márquez, de Francisco, general Gómez y Ordóñez para que formasen el gabinete de mi Administración. El señor de Francisco se excusó por indisposición de su salud y lo reemplacé con el general Borrero. El señor Ordóñez fue el primero que se separó renunciando hasta por tercera vez, pues quería conservarlo á mi lado, hasta que me manifestó que no podía llevar al cabo mis ideas sobre la ley de exportación de oro y rebaja del derecho de quintos, ni sostener el proyecto de ley de monedas ni la mayor parte del sistema de contabilidad en que me ayudó el señor Caro, y con cuyo objeto llamé á éste primeramente á la subdirección de tesorerías y después á la contaduría general... Reemplacé al señor Ordóñez con mucha dificultad, porque dentro de dos meses y días se debía reunir el Congreso. El señor Pombo aceptó la cartera : este nombramiento, que no fue del gusto del vicepresidente señor Gori, ocasionó un principio de desunión entre

algunos individuos que eran del mismo color político que yo, y se comenzó á hacerme oposición en las cámaras y fuera de ellas. Había injusticia en esto, y la probidad y laboriosidad del señor Pombo le hacían acreedor á mis distinciones.

Al fin de las sesiones de 1846 se separaron todos los secretarios, unos por una causa, otros por otras, y vime en la necesidad de organizar de nuevo el ministerio entre los individuos más decididos del partido que había combatido por mantener el orden. Entonces llamé á los señores Osorio, Mallarino, general Barriga y Calvo. Todos aceptaron ; pero el señor Calvo, á quien encargué el despacho de Hacienda, se excusó antes de posesionarse ; entonces hablé con los señores Ospinas, Torices, Gutiérrez Vergara, Martínez Escobar, de Francisco, Quijano y Arboleda para que lo aceptasen, y todos con razones muy plausibles y amistosas se excusaron. Hice entonces el nombramiento en el señor Arosemena, y mientras respondía quedó la secretaría á cargo del subsecretario. Excusóse, y tuve que hacer nombramiento, después de algunos meses de vacante, para el importante empleo de secretario de Hacienda. Pensé en varios otros individuos, y al fin me decidí por el doctor González ; porque sabía que había apoyado en conversaciones particulares el sistema que había adoptado sobre reformas financieras... El doctor González trabajaba por la conservación del orden social y me había manifestado confidencialmente sus buenas ideas : condenaba los excesos revolucionarios de 1840, y estaba identificado con los principios que me guiaban en la administración : era el

hombre que podía y debía llamar. Consulté la medida con íntimos amigos míos, personales y políticos, uno de ellos el general Herrán, y me la aprobaron.

Este negarse tantas personas entendidas á aceptar la secretaria de Hacienda, prueba bien que las reformas intentadas por el Presidente no contaban con la aprobación general; y cuando tomó á su cargo el ponerlas en planta un hombre cuyos antecedentes políticos no eran gratos en manera alguna á la mayoría del partido dominante, y empezó á usar en defensa de ellas un tono dogmático y presuntuoso como si nunca antes se hubiera oído hablar de cuestiones de hacienda, se extendió el desagrado; y tanto mayor cuanto la multitud de los proyectos hacía pensar á los tímidos que nada iba á quedar en pie. Así para el Congreso de 1847 se prepararon, entre otros, el proyecto de ley orgánica de la administración de la hacienda nacional; el de nueva organización de la renta de tabaco; el de franquicia completa del istmo de Panamá; el de monedas, complementario de la ley del año anterior, y en que se disponía la acuñación de piezas de á diez reales y la admisión de monedas francesas, belgas y sardas; el de ley orgánica del comercio de importación, que rebajaba los derechos, abolía el derecho diferencial y sustituía al sistema protector y restrictivo los principios del comercio libre; el de establecimiento de una contribución general para los gastos del culto y abolición del diezmo; el de conversión en renta per-

petua pagadera por el Estado, de la deuda pública, de los censos impuestos sobre propiedades particulares y del valor de bienes de manos muertas.

La oposición que se levantó en el Congreso fue de lo más tenaz; en los primeros días se rechazó el proyecto sobre franquicia del Istmo, y el secretario González se separó del ministerio por causa de esto. El Presidente llamó sucesivamente para reemplazarlo á los diputados que con más calor lo habían impugnado; no habiendo aceptado ninguno, volvió González á tomar la cartera, y ostentando su carácter de acero, no se separó de las Cámaras, sosteniendo de día y de noche sus proyectos, hasta que logró la sanción de la mayor parte de ellos.

Hasta este punto llevaba Mosquera adelantada su empresa, cuando subió á la vicepresidencia el Doctor Cuervo\*. Al contestar al presidente del Congreso la comunicación en que le participaba el nombramiento, fijándole el 1.º de Abril como día en que había de posesionarse, tuvo la satisfacción, que no á muchos de nuestros hombres públicos sería concedida, de escribir estas palabras :

\* Los candidatos fueron el Doctor Cuervo, D. Diego Fernando Gómez y D. Lino de Pombo, que obtuvieron por su orden 643, 165 y 161 votos. Cuando murió D. D. F. Gómez (28 de Mayo de 1853), con el espíritu de mentira que informaba las publicaciones del Gobierno, se dijo en la *Gaceta*, núm. 1556, que el doctor Gómez obtuvo el mayor número de votos, pero que no apeteciendo el destino, se dirigió á cada uno de los miembros del Congreso para pedirles que votaran por el Doctor Cuervo, protestando no aceptaría aunque lo eligiesen, y que á esto se debió el nombramiento del último.

Habiendo aceptado siempre sin vacilar los destinos públicos á que se me ha llamado, desde juez de paz hasta presidente de la Corte suprema de Justicia, desde simple regidor hasta secretario de estado y desde catedrático de latinidad hasta director general de instrucción pública, acepto también hoy con igual agrado la segunda magistratura de la República, á que me ha elevado la mayoría relativa de los electores y la mayoría absoluta de los representantes del pueblo.

Por Agosto del mismo año de 1847 dejó el general Mosquera la capital con el fin de restaurar su salud, é hizo una correría por Antioquia, de donde pasó á la costa del Atlántico, para arreglar definitivamente el buen servicio de los vapores en el Magdalena. Durante los cuatro meses de su ausencia lo reemplazó el Vicepresidente, guardando la mejor armonía con los secretarios de estado, quienes escribían al Presidente encareciendo el tino y actividad con que despachaba los negocios. Como era natural, no sufrió ninguna alteración el orden que llevaba la administración, demostrándose de este modo que eran las ideas y no los hombres los que estaban gobernando, según expresión del mismo Mosquera. Pero aun así, se dictaron entonces medidas muy del carácter del Doctor Cuervo. Se reparó la calzada de Puente Grande, en que no se había puesto mano desde que él mismo la hizo construir siendo gobernador de Bogotá. Se proveyó prudentemente á la disminución paulatina del ejército permanente. Se



procedió á llevar á efecto la ley del mismo año sobre inmigración, tratando de subsanar en la práctica sus inconvenientes, y usando de toda circunspección para lograr el buen éxito de los primeros ensayos ; era el punto más delicado, tanto que su Santidad protestó contra él, la libertad que daba la ley á los inmigrantes, de cualquiera religión que fuesen, para profesar públicamente su culto ; y con el intento de orillarlo se dispuso que fuesen escogidos de pueblos católicos, designando como cualidad de primera importancia la comunidad de religión\*. Pero fue sobre todo la educación lo que se llevó la preferencia : se preparó y amuebló el local del Colegio militar para que pudiese sin falta abrirse el 1.º de Enero siguiente ; se estableció una cátedra de arquitectura teórica y práctica á cargo del director de los trabajos del Capitolio, y además se recabó del mismo que enseñase la albañilería á dos jóvenes de cada provincia escogidos por los gobernadores y auxiliados por el Gobierno ; y se mandó arreglar en el Hospital una sala de maternidad de acuerdo con la disposición del decreto orgánico de las universidades dado el 14 de Septiembre.

La importancia de este decreto demanda que nos dilatemos algo más sobre él. Cuando se afianzó la paz bajo el presidente Herrán, uno de sus primeros cuidados fue restablecer los estudios, que como en

\* Nota al Ministro de la Nueva Granada en la Gran Bretaña. *Gaceta* de 12 de Septiembre de 1847.

otro lugar hemos visto, ningún esfuerzo había sido capaz de levantar, gracias al defectuoso plan de 1826, « cuadro hermoso (decía D. Mariano Ospina) de los estudios que convendría hacer, en que están doctamente detalladas las materias de enseñanza y hasta los libros que debieran servir para darla; pero en el cual falta, ó es notoriamente deficiente, la parte que debía comprender los medios de ejecución, el modo de hacer que los que debían enseñar enseñasen, y que los que debían aprender aprendiesen \*. » Estos

\* D. José Manuel Restrepo mismo, que intervino en la formación del Plan y lo autorizó con su firma, lo desaprueba en estos términos enérgicos en circular de 20 de Octubre de 1828 con ocasión de haber tenido parte algunos jóvenes en la conspiración del mes anterior : « S. E., meditando filosóficamente el plan de estudios, ha creído hallar el origen del mal en las ciencias políticas que se han enseñado á los estudiantes, al principiar su carrera de facultad mayor, cuando todavía no tienen el juicio bastante para hacer á los principios las modificaciones que exigen las circunstancias peculiares á cada nación. El mal también ha crecido sobremanera por los autores que escogían para el estudio de los principios de legislación, como Bentham y otros, que al lado de máximas luminosas contienen muchas opuestas á la religión, á la moral y á la tranquilidad de los pueblos, de lo que ya hemos recibido primicias dolorosas. Añádase á esto, que cuando incautamente se daba á los jóvenes un tósigo mortal en aquellos autores, el que destruía su religión y su moral, de ningún modo se les enseñaban los verdaderos principios de la una y de la otra, para que pudiesen resistir á los ataques de las máximas impías é irreligiosas que leían á cada paso. » Pero todo lo que se ha dicho sobre el acierto de la designación de textos, es nada en vista de lo que se lee en el art. 229 del mismo Plan : « Los autores designados en este decreto para la enseñanza pública no se deben adoptar ciegamente por los profesores en todas sus partes. Si alguno ó algunos tuvieran doctrinas contrarias á la religión, á la moral y la tranquilidad pública ó erróneas por algún otro motivo, los catedráticos deben omitir la enseñanza de tales doctrinas,

inconvenientes obvió el plan de 1842, sujetando las universidades á un régimen severo, que contra los clamores de la pereza y la rutina restauró los estudios y prometió grandes bienes para lo venidero; notáronse, con todo, algunos vacíos y defectos que se hicieron desaparecer en el famoso plan de 1844, obra del mencionado señor Ospina, bajo cuyas salubres disposiciones se formaron tantos y tantos jóvenes que después han brillado en todas las carreras. Todavía la práctica descubrió otros lunares que fue preciso quitar con decretos reformatorios y adicionales, particularmente siendo secretario de gobierno el doctor J. I. Márquez en tiempo de Mosquera. La creación del Colegio militar, el creciente progreso de las luces y sobre todo la experiencia, pidieron nuevas alteraciones, con lo cual se hizo necesario reducir la obra á una redacción uniforme y metódica, conservando lo vigente, omitiendo lo derogado é introduciendo en sus lugares convenientes las adiciones y variaciones anteriores y actuales. El Doctor Cuervo tomó este trabajo á su cargo, de que resultó el decreto orgánico de las universidades, expedido por él mismo el 14 de Septiembre, congruente en todas sus partes, claro y

suprimiendo los capítulos que las contengan, y manifestando á sus alumnos los errores del autor ó autores en aquellos puntos, para que se precavan de ellos y de ningún modo perjudiquen á los sanos principios en que los jóvenes deben ser imbuidos. » Por manera que ó los que designaron los libros no los habían leído, ó pensaron salvar ante la opinión pública su responsabilidad por recomendar lo que en su conciencia era malo.

sobre todo práctico. Nótase particularmente el espíritu liberal con que estimula á cuantos se dedican al estudio y á la enseñanza, abriendo las puertas á todos y extendiendo por dondequiera la acción benéfica de un sistema razonable de educación. Se aplaudió especialmente la preferencia y particular protección que, volviendo á las tendencias del plan de 1842, se dispensaban á los estudios de literatura y filosofía y de ciencias físicas y naturales, al paso que se ponían oportunas trabas á las profesiones de médico y abogado, que con graves inconvenientes se han facilitado siempre más de lo que piden las necesidades públicas. Los religiosos quedaron muy agradecidos por el aliento que recibían los decaídos estudios de los conventos con permitir que pudiesen entrar en el concierto universitario. En fin, el plan del Doctor Cuervo señala el punto á que llegó el desarrollo de la educación pública en el régimen de los *doce años*, como con escarnio lo llamaban los mismos que de todo lo que entonces se hizo habían de dar la buena cuenta que después veremos.

La oposición tuvo por estos tiempos un refuerzo en el periódico jocosó y satírico llamado el *Duende*, que merece especial recordación por algunos artículos escritos con chispa y cierta gracia local ; pero como esto de decir donaires no es de todos ni de todos los días, el papel dio en maldiciente. Al Doctor Cuervo le hizo el cargo de cobrar sueldo de presidente mientras estaba encargado del Poder Ejecutivo ; no faltó quien les diera en cuatro líneas

un tapaboca apelando al testimonio de dos de los principales redactores que, como empleados en el ramo ejecutivo, debían estar bien informados. Ya antes habían dicho que había sido necesario llamar al Presidente para que viniera á inventar recursos con que atender á los gastos públicos, siendo notorio que se acababan de pagar los intereses de la deuda pública, se cubrían con toda puntualidad sus sueldos á los empleados, y se atendía á las mejoras materiales aun las de puro ornato, y esto sin acudir á medio ninguno extraordinario. Pero basta y sobra para una publicación destinada á divertir á los ociosos.

Como ya declinaba la Administración, era natural que crecieran los desafectos, y más después de un camino de reformas en que hubieron de caer muchas rutinas, con agravio de sus defensores, y alguna vez herirse intereses justos. Es peligro en que tropiezan los reformadores el de deslumbrarse y no tener ni la mano tan delicada que no corte más de lo debido, ni el ojo tan certero que divise todos los daños é inconvenientes que pueden originarse. Nada más razonable que la amortización de la macuquina, aquella moneda de plata cortada y esquinada sin cordoncillo, que la gente de mala fe iba cada día cercenando y deformando; nada más razonable que el arreglo de las pesas y medidas; y sin embargo, no se pudo ó no se supo evitar que especuladores sagaces quisieran sacar provecho de esto, y mucho menos que las mujeres se vieran en conflictos y confusiones y

renegaran del Gobierno en los mercados y en las despensas, dando ocasión á que sus amos y maridos se desquitaran haciendo sus desazones arma de oposición. Por causas transitorias, como las reformas aduaneras, se disminuyeron las entradas del Tesoro, y se dificultó algunas veces el pago puntual de los empleados públicos ; de donde se alzó el grito y se extendió el aborrecimiento contra las reformas y las mejoras materiales. Hay multitud de empresas que no pueden llevarse á cabo sino excitando el interés de los particulares para que empleen en ellas sus caudales ; el político pobre y envidioso naturalmente se inclina á pensar que estas combinaciones no se hacen sin que medie alguna confabulación ilícita de que sacan buena tajada los gobernantes, y en seguida se desboca contra el agio y el peculado. Cargos por este estilo se hicieron contra los contratos de navegación en el Magdalena y contra el establecimiento de factorías para extender y enseñar el cultivo del tabaco, á fin de preparar el campo para la abolición del monopolio. Cuando se aviva así el espíritu de empresa, y se excita el interés individual, cosa que nunca se vio en tanto grado como en esta época, comienzan á revolar en torno de las arcas públicas aves de rapiña que acechan la ocasión de hacer su presa, y entonces se pone á prueba, no ya la honradez, sino la viveza del gobernante para no dejarles lograr el golpe. Así sucedió á la Administración del general Mosquera, como lo atestigua este pasaje de una carta escrita por el Pre-

sidente al Doctor Cuervo cuando estaba encargado del gobierno : « Tiene usted mucha razón en quejarse de la falta de espíritu público y del empeño que hay en explotar al tesoro nacional y engañarnos. Bajo estos dos puntos de vista es que más he tenido que sufrir desde que me hice cargo del Poder Ejecutivo. »

Uno de los puntos en que anduvo Mosquera desacertado fue en lo tocante á las rentas y propiedades eclesiásticas. Siempre se había tropezado con los grandes inconvenientes que ofrecía la recaudación y distribución de la renta decimal\*, en su origen propia esencialmente de la Iglesia y á que no se podía tocar sin previo acuerdo con ella. El Doctor Cuervo indicó en su Memoria de Hacienda (1843) una combinación que cortaba muchas dificultades sin menoscabar en nada los derechos eclesiásticos; pero en la época de que tratamos, el Gobierno propuso llanamente, según vimos arriba, la abolición de los diezmos reemplazándolos con otra contribución para los gastos del culto. Esto y las medidas proyectadas con respecto á las manos muertas y á los censos, asustaron al clero y á las conciencias delicadas.

Con todos los errores y exageraciones que se quieran suponer y á pesar de quejas y embarazos,

\* « No creo equivocarme asegurando al Congreso que los agricultores y criadores de ganados contribuyen con cerca de diez y seis millones de reales, y que sólo entran en arcas como tres millones, costando en consecuencia la recaudación por el sistema de arriendos trece millones. » Mensaje dirigido por Mosquera al Congreso en 1.º de Marzo de 1847.

ello es incontrovertible que el partido que tenía por núcleo á los liberales moderados de tiempo de Santander, había dado á la república tanta libertad, que más bien era llegado el momento de recoger las riendas que de alargarlas. La *Civilización*, defensor el más vehemente de este partido, se jactaba de haber demostrado que las más preciosas libertades que entonces se poseían, aquellas que se habían conquistado en la Nueva Granada y que no venían desde el gran congreso de 1821, habían sido promovidas y sancionadas por él, « desde la libertad de cultos hasta la libertad del tabaco, desde la libertad del oro hasta la libertad de la enseñanza, desde la liberalidad de las tarifas de correos y aduanas, hasta la ampliación mayor que entre nosotros se hubiera visto de las libertades municipales\* ». Ni paraba aquí la sed de libertades : las aspiraciones exageradas de reforma social y política que de Francia se difundían por todas partes, ejercieron también su influencia en la Nueva Granada, y el liberalismo de algunos miembros del partido dominante rayaba en radicalismo. Cuando declamaban sus enemigos contra la constitución vigente, hubo en él quienes dijera : « Aceptamos las reformas, y las aceptamos tan liberales, tan amplias, tan absolutas cuanto es posible imaginarlo. Queremos el sufragio universal, la elección directa, la elegibilidad de todos, la eliminación del presi-

\* Núm. del 20 de Septiembre de 1849.



dente ó rey periódico, la ampliación indefinida de las libertades municipales\*. »

Nuestra historia prueba que no existía continuidad personal en los partidos políticos. De los que se opusieron á la dictadura de Bolívar, ó sea de los liberales de entonces, unos, como los que acababan de redactar la *Miscelánea*, no habiendo tenido otro móvil que evitar movimientos inconstitucionales, funestos en lo venidero para la causa del orden, sostuvieron la legalidad contra Urdaneta, fueron conciliadores con Caicedo y Márquez, lucharon contra Obando y los Supremos y siguieron adictos á los gobiernos de Herrán y Mosquera; otros exagerados y violentos atentaron después contra la vida de Bolívar, fueron perseguidores con Obando en 1831 y 1832, se rebelaron contra Márquez y continuaron su ojeriza con sus sucesores. Entre los partidarios del Libertador los había que, como Herrán, Restrepo y otros, sólo pensaban en aprovechar el influjo y la experiencia de él para fundar una nación gloriosa, y éstos vinieron á juntarse con los liberales moderados; pero también los había que, no teniendo principios ningunos, se amistarón luego con sus perseguidores, y que, como Jiménez, Piñeres, Domínguez de Hoyos, Beríñas y Melo, pasaron de santuaristas en 1830 á

\* *Civilización* de 6 de Septiembre de 1849. Estas ideas se habían sostenido en el *Nacional*, núms. de 21 de Mayo, de 30 de Julio y 9 de Septiembre de 1848. Es sabido que la eliminación de la presidencia fue sostenida en Francia por J. Grévy en 1848, y que con todo eso fue elegido presidente el 30 de Enero de 1879.

ultraliberales en 1849 y 1850, y algunos á dictatoriales con Melo, como antes lo habían sido con Urdaneta. En mala hora se les ocurrió á los neo-liberales de 1849 repetir la cantinela de los santanderistas llamando con el nombre de bolivianos á sus contrarios é igualándolos con los secuaces de Urdaneta; ellos rechazaron con energía ese calificativo, tan oprobioso para los que alcanzaron la usurpación de 1830, como lo era el de melista en 1855; y lo rechazaban con tanto más fundamento, cuanto ellos se jactaban de profesar solos el antiguo principio de sostener á todo trance la legitimidad, el cual jamás fue grato á los bolivianos, que, enamorados de un gobierno personal, minaron la constitución de Cúcuta, impidieron que se diera otra en Ocaña, derrocaron la de 1830 y conspiraron contra la de 1832. « Mentís! — les decía José Eusebio Caro — entre los conservadores hay bolivianos, como los hay entre vosotros, pero los conservadores no son los bolivianos. Mentís! los conservadores de la Nueva Granada no pueden ser los bolivianos de Colombia; los conservadores de 1849 no pueden ser los bolivianos de 1828; los conservadores que no tienen, que no quieren tener jefe, no pueden ser los bolivianos, que sólo vivían por su jefe, que tomaban por nombre el nombre de Bolívar, de Bolívar, que duerme, hace ya diez y nueve años, el sueño del sepulcro! Mentís! no fueron los conservadores, pero ni siquiera fueron los bolivianos los que se alzaron y derribaron el gobierno constitucional de 1830; fue Urdaneta, fue

Jiménez, fue Castelli, fue el Callao, fue la facción venezolana de 1830. Mentís! porque todos los hombres que componían el gobierno constitucional de entonces (con excepción de uno, el doctor Azuero, que ya ha muerto), han sido y son conservadores: el doctor Alejandro Osorio, el doctor Ignacio Márquez, y los generales París y Rieux, secretarios de estado; el general Domingo Caicedo, vicepresidente; pero sobre todo y sobre todos, aquel varón eminente y respetable, aquel modelo de piedad ilustrada y ferviente y de virtud pública y privada, el presidente de Colombia, el señor Joaquín Mosquera. Mentís! porque al mismo tiempo que nos queréis tratar de bolivianos, os obstináis en suponer gratuitamente que el doctor Mariano Ospina es el jefe, el padre, la piedra clave, la esencia y la necesidad del partido conservador, que no tiene necesidades, ni esencias, ni piedras claves, ni padres, ni jefes; y nombráis al doctor Ospina sólo para insultarlo con el calificativo de conjurado liberal de 1828. »

Tampoco es muy perceptible la continuidad en las ideas: si en el gobierno conservador de Bolívar no se patrocinaron las malas enseñanzas, sucedió lo contrario en el de Santander, todavía más conservador en su política; y para que las ideas religiosas lastimadas por el último viniesen á entrar en el credo de uno de los partidos, fue menester que las doctrinas perniciosas que el otro iba difundiendo arraigasen el convencimiento de que sólo con la religión podían contrastarse. Santander, Soto, Azuero se

creyeron siempre católicos y como tales murieron, mientras que no podría asegurarse lo mismo de los que se tienen por sucesores suyos. Aun en las comunidades religiosas se notaron estos altibajos, como que los Agustinos calzados, por ejemplo, tildados de conspirar contra Santander, lo fueron también de muy afectos al gobierno de López\*.

Mucho hubiera sido que en circunstancias normales elementos tan discordantes como se congregaron de resultas del triunfo de Buesaco se mantuvieran tanto tiempo unidos; con los gravísimos problemas políticos, económicos y aun religiosos entregados á la pública discusión y con las aventuradas reformas que parecieron comprometer la vida misma de la República, las antiguas divisiones se ahondaron, y sobrevinieron otras nuevas que anunciaban para el partido pronta é inevitable caída. La elección de presidente señaló la hora en que, haciendo cada cual alarde de sus deseos y pretensiones, se determinase una disolución completa, de que se aprove-

\* Las transformaciones por que los partidos han pasado después, son todavía más profundas: veremos que para poner de un solo lado á los buenos católicos se necesitó la persecución democrático-socialista de López; para volver al gobierno fuerte de Santander y de Herrán era necesario pasar por el caos de la federación. Con el cambio de ideas é intereses también ha cambiado el personal de los partidos. Es visto pues que se abusa notoriamente de los términos al decir que los conservadores ó los liberales hicieron ó dejaron de hacer tal cosa en 1826, ó en 1838, ó en 1847, tomando estas denominaciones en el sentido que hoy les damos. Lo justo será decir: Fulano hizo ó dejó de hacer, con el apoyo de fulano ó zutano; y averiguar luego si sus principios morales han cambiado ó no.

chara un enemigo que sólo pensaba en reconcentrar todas sus fuerzas para llegar al poder. Enumerando, por el orden en que aparecieron, los diversos candidatos, trataremos de especificar las tendencias que con más ó menos claridad mostraban los grupos principales. Mientras dura la representación del drama, suele ser aventurado formar juicio de los personajes : no así pasada la catástrofe, porque ella arroja una luz tal, que da relieve á los incidentes, descubre los móviles de las acciones y revela los quilates de los actores. Para tratar esta materia delicada no aceptaremos las apreciaciones de los contemporáneos sin ponerlas al toque de los sucesos posteriores.

Uno de los primeros candidatos presentados fue el doctor Joaquín José Gori\*. Era vicepresidente cuando Mosquera llegó al gobierno, y tuvo con él muchos desagradados, particularmente por el decreto de 22 de Junio de 1846 en que se arreglaba el despacho del Consejo de Gobierno. La constitución daba al vicepresidente de la República la presidencia de esta corporación, y en el decreto se decía que el presidente de la República podía asistir á sus delibe-

\* En el *Día* de 11 de Julio de 1847 propuso el general Antonio Obando una lista de cinco individuos entre los cuales podría escogerse el candidato para la próxima presidencia : éstos fueron los generales José María Mantilla y José Hilario López y los señores Vicente Borrero, Joaquín José Gori y Florentino González. En el número siguiente del *Día* apareció un remitido en que se escogía entre esta lista á Gori. Este periódico fue el órgano de su candidatura.

raciones ; Gori reclamó, juzgando invadidas sus atribuciones y se siguieron destempladas contestaciones, que dieron mucho que hablar en el público. De manera que esta candidatura parecía como un despique de todos los que en el partido dominante malquerían á Mosquera. No era pues extraño que los adversos al espíritu de reforma alabasen entre las cualidades de su candidato la renuencia á toda innovación, y que mezquinamente inclinados á no ver en cuantos frecuentaban el palacio sino un enjambre de parásitos y agiotistas que desangraban la República, creyesen que para gobernar no se necesita otra cosa que firmeza y honradez, condiciones únicas que ensalzaban en su favorecido, como señalando con el dedo la falta de ellas en los que gobernaban : ultraje no merecido por un Pombo, un Osorio, un Ospina, un Caro, un Mallarino, un González y tantos otros cuya reputación miramos hoy como invulnerable. Todos convenían en que Gori era un abogado respetable ; estuvo en la Convención de Ocaña, y su nombre figura entre los diputados de la minoría cuya separación cortó las sesiones de esa asamblea ; pero sin la parte que tuvo en el juzgamiento de los conspiradores de Septiembre y los violentos ataques que por causa de esto le hizo el *Cachaco*, es muy posible que no hubiera alcanzado la importancia que tuvo entre los civiles que subieron al poder arriándose á los liberales moderados en 1837. Algunos arranques de entereza que tuvo siendo por breves días gobernador de Bogotá, en lo más apretado de

la revolución, le elevaron á la vicepresidencia de la República. Reducido casi de continuo al ejercicio de su profesión, no se halló en el caso de mostrar sus aptitudes en el arte de gobernar, ni queda de él documento por donde pueda formarse concepto de la extensión y profundidad de su saber. Don Florentino González, que le trató en el Consejo de Estado, le consideraba iniope en política, ciego en el conocimiento del mundo y en la marcha progresiva de la civilización, y no veía en su decantada firmeza sino irascibilidad y mal genio\*.

Este núcleo fue creciendo con algunos artesanos á quienes se acaloró exagerando los daños que les causaban las tarifas de importación de artículos extranjeros, y con parte del clero, unos asustados con los proyectos concernientes á diezmos y manos muertas, y otros de menor nota, por cierto espíritu de contradicción al Arzobispo, á quien desde un principio la oposición había tratado de envolver en su odio á Mosquera. Estos voceaban que la ruina de la Iglesia era inminente, y que Gori iba á ser el nuevo Ciro que devolvería los vasos al Templo.

El partido vencido en 1841 había ido levantando cabeza poco á poco, y teniendo representación en el Congreso y uno que otro periódico, hasta el punto de poder decirse que por este tiempo estaba ya completamente organizado y dispuesto á contender con brío en la próxima lid. Su natural caudillo, Obando,

\* Véase el *Día* de 6 de Marzo de 1850.

había procurado fomentar siempre en los suyos el espíritu revolucionario, no cesando de amagar con su venida ; así desde 1846 al despedirse de Chile decía : « Nuevos sucesos favorables á la causa americana verificados aun en el Ecuador, donde parecía eterna la tiranía militar, me abren camino para regresar hasta los límites de la Nueva Granada, confiando en que esta patria del heroísmo y de sublimes virtudes ha de ser tan favorecida por el Dios de la libertad como recientemente lo han sido otras repúblicas que también gimieron bajo el despotismo doméstico. » Aunque le representaban como víctima de una injusticia, era visto que no podían valerse de su nombre para una lucha constitucional. En consecuencia resolvieron cubrir sus principios anárquicos y sus miras ulteriores con un nombre respetable, y echaron mano del general José Hilario López, buscando en él más bien « una bandera que un jefe. » Pensaban sin duda que sería parte á embotar el temor de ver en el mando á los revolucionarios de poco antes, el recuerdo de los importantes servicios que prestó después de la dictadura de Urdaneta, la franqueza con que abandonó á Santander, su adhesión constante á la causa de la legitimidad, guiado por la cual prestó apoyo á Márquez, ofreció sus servicios desde Roma, donde era Ministro, al tener noticia de la revolución\* ; fue Consejero de

\* Acaso con razón fue tachada de ambigua su conducta en los días que siguieron á su vuelta, pareciendo que se estaba á la capa mientras se decidía la contienda.



Estado en tiempo de Herrán, en 1846 se brindó á ir á Pasto para transigir las diferencias con el Ecuador, y aceptó luego el nombramiento de comandante general y jefe de la cuarta división destinada á guarnecer el istmo de Panamá cuando la expedición de Flores. Desgraciadamente, con todo su amor patrio, era López hombre de pocos alcances, candoroso, y que perdía el seso en oyendo hablar de libertad y democracia. El defensor más ardiente de su candidatura fue el *Aviso*, periódico redactado por jóvenes inconsiderados y faltos de tino, que desde un principio amalgamaron al insulto las doctrinas sociales más disolventes. Y no fueron éstos, como pudiera creerse, extravíos individuales : la mayoría del partido, aplaudiéndolos, los hacía suyos ; así fue que, contando por ese tiempo D. Florentino González con un número considerable de sostenedores entre sus antiguos amigos políticos, que hubieran querido verle presidente, le abandonaron no bien improbó, como era justo, el asesinato del Congreso de Caracas (24 de Enero), que el *Aviso* ensalzaba como una gran proeza en servicio de la libertad\*.

Nada de esto sirvió para que los vencedores de 1841 sintiesen el peligro que los amenazaba. La fracción que proclamaba á Gori y se gloriaba de contar en sus filas hombres de todos los colores políticos, era un grupo de descontentos, como si dijéramos de protestantes, más bien que un partido

\* Véase el *Nacional* de 28 de Mayo de 1848.

impulsado por el amor de una idea. Teniendo común con los revolucionarios, aunque por diversos motivos, la aversión á Mosquera, casi no reparaba en lo que era forzoso temer de ellos. La fracción que deseaba continuar, si bien corrigiendo desaciertos y exageraciones, el camino de reformas liberales por donde iba la nación, fue la menos activa en aprestarse para la lucha ; lo que debía suceder, porque no pretendiendo sino la conservación de un bien conocido y experimentado, le faltaban estímulos tan apremiantes como los rencores personales, las ilusiones de los visionarios ó el interés de los revoltosos. Escogió por su candidato al Doctor Cuervo, que efectivamente representaba las antiguas tradiciones del buen gobierno con que la nación había prosperado desde su nacimiento, y á más de la iniciativa de todo progreso compatible con los recursos del país, las seguridades de aquella libertad y tolerancia que caben dentro de la civilización cristiana. El odio encarnizado que desde 1841 le declaró Obando y de que dejó bastantes pruebas en sus libelos, le hacía para los revolucionarios tan inaceptable como el mismo Mosquera. Ya se concibe que la lucha inconciliable iba á ser entre la candidatura de López y la del Doctor Cuervo, pues los sostenedores de Gori se decían dispuestos á amalgamarse con los de la primera, sin pararse en sutilezas\*.

Desde un principio se empeñaron los contrarios

\* Véase el *Día*, núms. de 5 de Julio y de 21 de Octubre de 1848.

del Doctor Cuervo en propalar que era candidato del Gobierno, y que se trataría de imponerlo con manejos indebidos, todo para hacerlo inaceptable á los descontentos ; pero la verdad del caso es que nunca se apoyaron sino en hablillas y rumores, sin poder presentar prueba ninguna de la intervención que imaginaban ; antes en ocasiones se mostraban vacilantes é inciertos de si las simpatías del Presidente se inclinaban á Cuervo ó á González. Dejando aparte el testimonio del resultado, es oportuno decir que Mosquera desde mucho antes miraba con buenos ojos la candidatura del primero, de modo que lo tardío de su presentación arguye que no se ingirió en ella. Además carecía de fundamento el suponer una absoluta conformidad de ideas y sentimientos, cual debiera existir entre el Presidente y el que decían su favorito. En los mismos días en que se empezaba á trabajar con calor por su candidatura no sólo tuvieron desagradados\*, sino que en punto tan capital como la libertad del tabaco estuvieron en completo desacuerdo, negando el Doctor Cuervo su voto en el Consejo de Gobierno á esta medida, que reputaba inoportuna. Sobre la parte que él tuviera en las medidas del Gobierno nos da luz el siguiente suelto publicado en el *Día* (10 de Mayo) y dirigido á los editores del *Aviso*: « Es falso que el Vicepresidente haya

\* Así aparece de una carta de Mosquera al Doctor Cuervo de 17 de Abril, aunque no se especifica el motivo. Sobre el punto del tabaco véase el curioso suelto del *Día*, núm. del 27 de Mayo de 1848, que parece escrito para que se supiera cuál fue la opinión del Vicepresidente.

tenido parte ni conocimiento alguno de la remoción del señor José Caicedo Rojas. El Vicepresidente *nunca* asiste al despacho del Poder Ejecutivo ni toma cartas en más negocios que en aquellos en que conforme á la Constitución se oye al Consejo de Gobierno, al cual concurre cuando el respectivo Secretario de Estado lo cita por escrito. »

Como si el tener dos candidatos no fuera ya prueba suficiente de la desorganización del partido que estaba en el poder, otros grupos menos numerosos propusieron á D. Mariano Ospina, que tuvo partidarios sobre todo en Antioquia, y al general Joaquín Barriga, el vencedor de Obando en la Chanca, que los tuvo dispersos en muchas partes. D. Florentino González contó también entre sus valedores miembros tan distinguidos del mismo partido como D. Lino de Pombo y D. Julio Arboleda\*; y hasta López con las pomposas promesas de buen gobierno que acompañaron el anuncio de su candidatura, se atrajo el apoyo de bastantes personas juiciosas, ó por lo menos se captó tantas simpatías, que su elección no les inspiraba temor ni repugnancia. El lector verá con gusto el siguiente fragmento de una carta escrita en 26 de Septiembre de 1850 por D. Pedro Fernández Madrid á D. José Eusebio Caro, en que la genial sinceridad de su autor comprueba muchas de las apreciaciones que llevamos hechas :

\* Véase el *Nacional* de 16 de Julio de 1848.

Buscando siempre el *juste milieu*, en 1844 fui Cuervista ; estuve opuesto á la elección del general Mosquera, y disgustado de su Administración, como que á ella, desde su alianza con Florentino González, es á la que principalmente pueden atribuirse y atribuyo los males que hoy sufrimos. Durante la última cuestión presidencial opiné por el doctor Gori, y ahogando mis simpatías particulares, estuve absolutamente en contra del Doctor Cuervo en su calidad de candidato del general Mosquera. No podía, pues, desagradarme mucho, ni me desagradó directamente, la elección del general López, aunque siempre temí que no gobernaría muy bien y que sucedería algo, aunque no tanto, de lo mucho que ha sucedido\*.

Todas las candidaturas contaban con sus periódicos. Los más notables fueron : el *Aviso*, ya mencionado, que con sus doctrinas y con sus agresiones á los hombres que habían tenido parte en el gobierno desde 1837, hizo brotar el *Progreso*, defensor de la candidatura del Doctor Cuervo ; éste tuvo entre sus redactores á varios jóvenes que hicieron ahí sus primeras armas, como D. José María Torres Caicedo y D. Escipión García Herreros. El *Día*, donde se propuso á Gori, le sostuvo, ladeándose con evoluciones ambiguas y tortuosas á López hasta el día de saludar con júbilo su elección. El *Antioqueño constitu-*

\* *Repertorio colombiano* de Julio de 1878. Véase además la *Civilización* de 8 de Agosto de 1850, donde se alude á los que se desengañaron con el gobierno de López.

*cional* estaba por Ospina, y *Nuestra opinión* de Tunja, por Barriga. En favor de González abogaba el *Siglo*, asentando que entre los partidos extremos estaban los moderados, justo término medio, representado por su candidato y de que la patria debía esperarlo todo. Fuera de éstos había algunos auxiliares, como la *América del Aviso*, el *Semanario de Santa Marta del Progreso*, el *Tío Santiago* y el *Independiente* de Cartagena del *Día*. El *Nacional*, escrito por valientes plumas, cuales la de D. Mariano Ospina y D. José Eusebio Caro, propuso en sus primeras páginas que en obsequio de la unión y para asegurar el triunfo, se abandonasen todos los candidatos presentados por sus copartidarios y se eligiese otro que llenase los deseos de todos. El pensamiento fue sin duda desinteresado y patriótico; pero cualquiera lo calificará de quimérico, en vista de la incompatibilidad de pretensiones y tendencias de los diversos grupos y de la falta de un interés político común que les hiciera necesaria la unión para conservar el poder.

Parecerá singular que entre estos periódicos y los de los revolucionarios ya organizados, rara vez se discutieran programas políticos ó administrativos; pero es lo cierto que los últimos casi no tenían otra preocupación que la de hacerse al mando, y por eso las cuestiones más debatidas pertenecían á un orden muy diverso y ~~que~~ entraban más bien en los confines de la moral. El *Aviso* daba por justo y honesto cualquier acto que en su concepto contribuyese al triunfo de la libertad ó al bien del Estado, y califi-

caba de heroica la conspiración del 25 de Septiembre, el asesinato de Sucre y el acometimiento del congreso de Caracas ; se dilataba en probar que es lícito asaltar el poder público á punta de lanza como se pretendió en 1840 ; y practicaba la más descarada difamación contra todos los hombres públicos del partido contrario. El *Progreso* rebatió con la mayor energía tales doctrinas, condenándolas como contrarias á la moral y á la causa de la civilización ; y todos los periódicos de los varios grupos en que estaba dividido el partido dominante, estuvieron conformes en igual reprobación y en declarar que, adictos á la legitimidad, obedecerían á cualquiera de los candidatos que fuese constitucionalmente electo.

El punto más importante, por el lado histórico, que se decidió en los debates de la prensa, fue la apropiación de nombres para cada partido. El calificativo de *liberal* había corrido con varia fortuna desde los primeros tiempos de Colombia : entonces se llamaron así los que defendían la constitución contra la dictadura, y se conservó en este sentido en los primeros días de la Nueva Granada ; la oposición de 1839 se apellidó *progresista*, imitando á uno de los partidos de España, sin duda por no atreverse á tomar para sí un nombre que con más razón correspondía á la parte civil de quien se habían apartado ; al volver á la escena en la época de que vamos tratando, conservó la misma denominación como en memoria de sus antiguas tradiciones, pero lo alargó diciéndose *progresista liberal*, para acabar suprimiendo

el *progresista* y dejando sólo el *liberal*, á semejanza de lo que entonces se hacía en Venezuela. Hecho curioso para los que estudian la historia de las palabras, pues vemos aquí una que de haber significado defensor de la constitución y del orden legal, pasó en pocos años á denotar al revolucionario en principios y por desgracia también trastornador del orden establecido. La naturaleza de las tendencias con que apareció este partido sugirió al *Siglo* el nombre de *niveladores*, en cuanto pretendían reducirlo todo á una igualdad arrasadora. Por los mismos días apareció la denominación de *conservador*, tomada en su sentido lato de sostenedor de los principios fundamentales de la sociedad, contra las doctrinas inmorales y anárquicas que se estaban predicando. El primer número del *Nacional* (21 de Mayo de 1848) decía ya que su objeto era defender los intereses, los derechos, los principios y las doctrinas del partido conservador de la Nueva Granada. Este nombre fue generalmente aceptado, salvo que el órgano de la candidatura de Gori lo rechazaba á ratos, prefiriendo para los suyos el título de *liberal moderado*, como para quedar lo menos lejos posible de los liberales no moderados y poder confundirse con ellos cuando el caso lo requiriera \*. Primero está ser que ser libre; y los que, sin haber tenido hasta entonces

\* Véase el *Día* de 5 y de 8 de Julio de 1848. Desde que apareció el nombre de *conservador* los contrarios quisieron ridiculizarlo convirtiéndolo en *conservero*, y llamando al partido entero la *conserva*.



nombre que los calificase, habían adquirido tan grande suma de libertad para su patria, bien podían, por atender á la conservación de la sociedad civil, dejar el de liberal á quien quisiera recogerlo.

El tercer domingo de Junio debían empezarse las elecciones, y cuando todos se aparejaban con más ó menos ardor para la contienda, sobrevino un acontecimiento á que en general no se atribuyó grande importancia, pero que la tuvo muy funèsta, pues allí se ensayaron por primera vez los que habían de librar todas sus esperanzas en su propia violencia y en la meticulosidad de quicncs debían contenerlos. Es el caso que en el número 19 del *Aviso* y en el 11 de la *América* se reprodujo un artículo del *Ecuatoriano* de Quito, producción, según se decia, del señor Espinel, que recuerdos tan poco gratos dejó en Bogotá, en el cual se daba por cierto que el presidente Mosquera estaba confederado con Flores y Páez para cambiar los gobiernos de las tres repúblicas. El Presidente acusó por medio del Ministerio público el escrito calumnioso, y declarado con lugar el juicio, se reunió el jurado el 13 de Junio. Desde el principio del acto comenzaron algunos de los concurrentes, parciales de los acusados, á interrumpir al Fiscal con voces descompasadas, y cuando llegó su turno á los defensores, que fueron algunos de los jóvenes redactores de los periódicos inculpados, creció el alboroto, provocado por aquella oratoria insultante ó gerundiana que dentro de poco había de enloquecer á las sociedades democráticas. Un testigo

nada sospechoso\* refiere que llegó al local á tiempo que D. José María Vergara Tenorio, redactor del *Aviso*, hacía al Presidente cargos temerarios; que en seguida habló uno de los redactores de la *América*, explayándose sobre los temas de libertad é independencia con toda la énfasis teatral con que en otro tiempo se recitaban en el coliseo los monólogos de *Catón* y de *Ricaurte*. Aquí fue perder el seso el auditorio, aquí hundirse el edificio con los vivas y palmotecos. Quiso el juez sosegarlos con buenas palabras, y siendo éstas ineficaces, amenazó con hacer dispersar la reunión; lo que dio margen á que se burlaran de él y creciera el desorden. Terminada con esto la parte pública de la sesión, el jurado sin entrar á decidir el punto que según la ley estaba sometido á su examen, es decir, si se había cometido el delito de calumnia ó no, se puso á deliberar sobre la personalidad del Fiscal, y pensando que no la tenía, dedujo descaminadamente que la ley no le dejaba otro arbitrio que absolver, con lo cual salieron libres y triunfantes los acusados. Así leyes incon-sultas dejaban á la merced del atolondramiento de unos mozos y al arbitrio de un jurado imprudente la honra del primer magistrado de la República, que en cierto modo es la honra de la nación misma, y ponían á peligro la tranquilidad exterior.

Exaltados con su victoria, los alborotadores salie-

\* D. Ulpiano González, sincerándose del cargo de haber sido uno de los alborotadores. Véase el *Día* de 17 de Junio.

ron á la plaza con gran tumulto y vocería, gritando unos : ¡ Muera el traidor ! otros : ¡ Muera el tirano ! En estos momentos llega Mosquera á palacio de vuelta de un paseo, encuentra que la guardia ha cargado sus fusiles, temiendo ser atacada, sabe cómo en vez de alcanzar justicia, le han cubierto de oprobios, y al subir á su habitación siente que llegan grupos y repiten sus gritos en frente de las ventanas. Pensando que había estallado una revolución, se ciñe su espada, vuela, conlaguardia al cuartel de San Agustín, y lleno de enojo manda poner la tropa sobre las armas, resuelto á ir á la plaza en busca de los amotinados. Mientras los militares, que no creían en tal revolución, opusieron la inercia, llegaron el Arzobispo, D. Florentino González y otras personas respetables que le aplacaron é hicieron volver á palacio. La noticia de estos sucesos cundió rápidamente por toda la ciudad, y como se hubiese tocado generala, algunos malintencionados esparcieron la voz de que se tocaba á degüello y que iba á haber una gran matanza. La consternación y el espanto llegaron á su colmo : los comerciantes cerraban sus almacenes ; las placentas y campesinos que vendían víveres los alzaban en el mayor desconcierto ó los abandonaban huyendo despavoridos ; las mujeres corrían por las calles llorando en busca de sus hijos y maridos ; y al fin, la exaltación de unos, la confusión de otros y la curiosidad del mayor número congregaron en la plaza y calles circunvecinas un inmenso gentío. Entonces el gobernador D. José

María Rubio y el jefe político D. Fernando Caicedo Santamaría echaron un bando para tranquilizar la población y ordenando que cada cual se retirase á su casa ; para mejor lograr la dispersión, el último se dirigió para el lado de las Nieves llevando en pos de sí un gran número, que poco á poco se fue disipando ; el primero anduvo menos feliz, porque encaminándose á San Victorino, se le apegaron los más acalorados, repitiendo sus mueras é intimándole que volviese con ellos á palacio á notificar al Presidente que dejase el mando ; y como él les dijese que aquello era un disparate y que no debían pensar sino en irse á sus casas, pretendieron llevarlo por fuerza ; por dicha en esta brega logró escabullirse y acogerse en una casa particular ; los otros, viéndose solos, desistieron de su intento. A las seis de la tarde todo estaba apaciguado.

Las autoridades de la ciudad enviaron esa tarde un propio al Doctor Cuervo, que á la sazón se hallaba en Boyero, su casa de campo, á dos horas largas de Bogotá, comunicándole que había habido « una especie de asonada contra el Presidente de la República, en la cual se habían reunido más de cinco mil personas », y que aunque á fuerza de prudencia se había logrado en parte disiparla, se temían nuevos alborotos para esa noche, por lo cual le pedían que se pusiese inmediatamente en camino para lo que pudiera suceder. Otras personas de consideración dieron el mismo paso, comisionando al efecto á un miembro de nuestra familia, con quien llegó el

Doctor Cuervo á media noche ; se apeó en palacio y en seguida se reunió el Consejo de Gobierno.

Se hicieron algunas prisiones y se inició juicio contra los más comprometidos ; pero el 30 de Junio se dio indulto y plena amnistia en favor de todos los encausados ó que pudieran serlo á consecuencia de los hechos del 13 del mismo mes, y se sobreseyó en los procedimientos incoados, incluso los de injurias y calumnias contra los que ese día ofendieron al Presidente de la República.

Es muy de creerse que las cosas no hubieran llegado á tal extremo si el juez que presidia el jurado, deponiendo la falsa prudencia y los miramientos indebidos, hubiera puesto á raya á los que iban á meter ruido antes de estar acalorados y empeñado su amor propio. Así procedió y con el mejor éxito D. José María Malo Blanco en los cabildos abiertos que se reunieron á fines del año, y en que la minoría liberal pretendió estorbar las elecciones con discursos y amagos tumultuosos.

Difícilmente puede darse en una república más alto ejemplo de respeto á la libertad civil que el que dio Mosquera acudiendo para reparar su honra á las tramitaciones y contingencias de un juicio, y sin embargo le llamaron tirano ; prueba evidente de que los que así procedían ignoraban lo que es libertad, y de que esos gritos eran aspiraciones de almas enfermas ó aullidos de pasiones hambrientas. No tildará de temerario este juicio quien repare en que muchos de los que vociferaban contra el magistrado respe-

tuoso de la ley, le alzaron por dictador á vuelta de pocos años y le fueron mansos servidores.

Al paso que los liberales rejuvenecidos, cifrando en el triunfo electoral todas sus esperanzas y alentados con la división de sus contrarios, trabajaban como movidos por un solo espíritu, los conservadores, quebrantados con las rencillas y emulaciones, no podían obtener el resultado que correspondía á su notoria mayoría; sobre todo los partidarios del Doctor Cuervo, á fuerza de oír que era candidato ministerial, cayeron en la imprudente confianza de que el Gobierno había de hacerlo todo; cosa muy acertada si se tratase de un gobierno menos circunspecto y deseoso de dejar en completa libertad las opiniones. Agregóse á esto el concierto tácito con que liberales y goristas hacían mortal guerra á esta candidatura. Podemos juzgar de lo que sucedía en otras partes por lo que pasó en la provincia de Tunja, según lo describe en carta de 8 de Agosto D. Juan N. Neira, caballero de excelentes prendas morales é intelectuales, sobre todo de un valor incontrastable y adhesión tan sincera y firme á su causa, que el tiempo adelante mereció ser contado entre los varones insignes que una muerte violenta ha arrebatado al partido conservador: « Dos masas de poder y de intereses nos han enderezado sus golpes: el fanatismo ciego y el libertinaje desenfrenado; los clérigos á nombre de la religión proclamaron á Gori, y á nombre de ella nos juraban exterminio; y los lopistas se prometían volver á

ensangrentar el suelo de la patria á nombre de la libertad. Tres eclesiásticos merecen una honrosa excepción entre los primeros, á saber, Severo Garcia, Barrera y Calderón; y por fortuna han recibido sus esfuerzos un espléndido premio. »

Terminadas las elecciones, ningún candidato obtuvo la mayoría requerida por la ley, y tocaba al Congreso perfeccionar la elección entre los tres que mayor número de votos habían obtenido, y que fueron : López 735, Gori 384 y Cuervo 304\*. Entre los demás candidatos conservadores completaron 207 votos, de modo que la mayoría fue evidente en el partido, y de haberse cargado todos á uno solo, como lo hicieron los liberales, la superioridad hubiera sido considerable.

Pendiendo ya del Congreso la decisión de este debate, entraron los partidos á conjeturar y recomtar

\* Hasta esta época, rigiendo las dos constituciones de 1832 y 1843, que exigían para ser elegido presidente la mayoría absoluta de los votos de los electores, y determinaban que en caso de no obtenerla ningún candidato, eligiese el Congreso entre los tres que más votos hubieran obtenido, no se vio sino una sola elección popular, la de Santander en 1833 : siendo los electores 1263, él sacó 1012 votos, y los que más se le acercaron fueron D. J. Mosquera con 121, y D. J. I. Márquez con 35. Los demás presidentes fueron todos elegidos por el Congreso, conforme á su tiempo lo hemos ido apuntando. La elección de Obando en 1853 fue también popular : pero es de advertirse que los conservadores se abstuvieron de votar, y los gólgotas, que lo hicieron por Herrera, eran poquísimos. La constitución de 1853, que estableció el sufragio universal directo, no dejó al Congreso otras funciones en el particular, que declarar la elección en favor del que hubiese obtenido la mayoría relativa de los votos de los ciudadanos.

los votos de que podían disponer. Los goristas, los primeros, juzgaron perdida su causa por este lado y empezaron á inclinarse más y más á Lopez; y desechando con mayor claridad la clasificación de liberales y conservadores, declaraban ser el justo medio entre los dos extremos, con lo cual, en caso de no atraer á su candidato uno de los otros dos bandos, podrían imponer condiciones, como árbitros que eran. Esto, por de contado, no se entiende sino de los directores, pues la masa de la parcialidad, obedeciendo al primer impulso y á las ideas que se le habían imbuído, permaneció del todo ajena á estos manejos. La cuestión entre los otros dos candidatos estaba en balanzas, y los partidarios de López calculaban que, aun siendo ciertas las esperanzas que daban los directores del bando gorista, no debían esperar que todo él siguiera ciegamente lo que se pactara, y que podían quedar vencidos con solo que disintieran tres ó cuatro de los que le representaban en el Congreso. Viéndose tan cerca del triunfo, no pudieron consentir en que se les escapase de las manos, y se determinaron á emplear todos los medios posibles para asegurarlo. Amenazaban con un alzamiento para el caso de que el Congreso no eligiese á su candidato, y la actitud que tomaban en las provincias hacía recordar los preludios de la revolución de 1840; como para abonar la justicia de su causa, hacían correr por toda la República que López contaba en el Congreso con cuarenta y ocho votos, y que si no era elegido, se debería á malas artes del Go-



bierno. Pero el medio más eficaz parecióles la fundación de sociedades adonde atraer á los artesanos y á los jóvenes de los colegios para imbuirles las seductoras doctrinas socialistas de que tanto se hablaba, y sacar de ellos prosélitos fanáticos capaces de intentarlo todo y sacrificarlo todo por su causa. Hecha esta iniciación, les inculcaban que ellos únicos constituían el pueblo soberano, árbitro de la nación. Así tenían á la mano un núcleo de gente resuelta, por si llegaba el caso de emplear la fuerza. Tal fue la sociedad que se llamó *Democrática* en Bogotá, tales los primeros *democráticos*.

El pensamiento de valerse de estas sociedades como de instrumento político no era nuevo en ellos : durante el gobierno de Márquez se fundó en Bogotá la Sociedad democrática republicana, y se enviaron emisarios á las provincias con el fin de propagarla ; y aunque en algunas partes, como en Tunja, se instaló con mucha algazara y brindis á la libertad, no correspondieron á las esperanzas de sus promotores. En 1845, á tiempo que se reorganizaba el partido, se fundaron también sociedades en diversas partes y con varios títulos, las que tampoco prosperaron, por faltarles un elemento tan adecuado á remover las capas inferiores de la sociedad, como la perspectiva de una nueva organización social en que los poco favorecidos de la fortuna serían por lo menos iguales á aquellos á quienes siempre habían mirado con respeto ó con envidia.

El partido conservador, sin unidad de ideas ni de

intereses políticos, no pudo pensar en organizar otras sociedades análogas para contrarrestar las del enemigo, como lo hizo después, enardecido por el vencimiento y los ultrajes, fundando la Popular y la Filotémica. La gente calmada miraba los fieros de los liberales como efectos de exaltación pasajera, y contemplaban al Gobierno con la fuerza suficiente para atajar cualquiera tentativa de trastornar el orden. El Gobierno mismo se sentía vigoroso y seguro, y creía cumplir con su obligación no tomando medida alguna represiva mientras los exaltados no salieran del límite legal. La mayor parte de la nación, viendo esta serenidad, descansaba en ella y aguardaba como cosa fuera de duda que el Congreso, donde el Doctor Cuervo tenía la mayoría, le declarase presidente de la República.

A medida que se acercaba la reunión del Congreso, crecían y se determinaban los rumores de una coacción preparada por los liberales. Ya hemos dicho que desde que se supo el asesinato del Congreso de Caracas, fue proclamado por ellos como acto heroico, y después no se les caía de los labios el encomio de este atentado, sobre todo cuando halagaban á sus parciales llamándolos pueblo soberano y persuadiéndoles que nadie podía oponerse á su voluntad y que todo era lícito para cumplirla. Dóciles á las lecciones del *Aviso*, apacentábanse de continuo con imágenes de sangre y de matanza, dando el crimen por virtud, con tal que se cometiese con fines políticos. Así no es de admirar que proyectaran

degollar al Doctor Cuervo si se declarase la elección en su favor\* Fue público que se habían comprado cuantos puñales, pistolas, trabucos y pólvora había en los almacenes de la capital; diariamente llegaban de las poblaciones comarcanas bandadas de hombres desalmados para refuerzo de los democráticos; á los diputados que iban llegando se les notificaba que había brazos prontos para hacer elegir á López; y como sello de todo, se agregaba que un ejército venezolano se movía hacia nuestra frontera para prestarles apoyo.

Cuando unos, movidos por estos antecedentes tenían por cierto que el Congreso sería teatro de una escena sangrienta, otros eran menos pesimistas; el *Nacional* de 24 de Febrero profetizaba así lo que iba á suceder: « ¿Qué será pues lo que en esta ocasión intentará ese grupo? Intimidar con gritos y con demostraciones y apariencias de fuerza y de violencia. Llevará sus seides á ocupar la barra y las galerías, y á dar gritos insolentes y amenazadores, esperando que haya diputados débiles y pusilánimes, que temiendo un estrago, voten por el candidato de los agitadores. Habrá quizá amenazas individuales, grupos que recorran las calles con el intento de imponer á los tímidos, y otros actos seme-

\* « Oímos decir á un personaje de los llamados liberales y sin hacer de ello misterio, que si el Doctor Cuervo hubiera sido electo, lo habrían degollado antes de posesionarse. » M. M. Madieto, *Día*, 8 de Septiembre de 1849.

jantes. » Y agregaba : « ¿ Qué debe hacer el Congreso en este caso ? Hacerse guardar cumplida y escrupulosamente *todo* el respeto y veneración que se le debe ; reprimir y hacer castigar pronta y severamente hasta la más ligera falta que en ofensa suya se cometa. »

El día 1.º de Marzo se reunieron las Cámaras y eligieron por presidentes, el Senado á D. Juan Clímaco Ordóñez y la Cámara de Representantes á D. Mariano Ospina ; así pues los conservadores pusieron en cierto modo su suerte en manos de los partidarios de Gori, pues el señor Ordóñez, á quien correspondía presidir el Congreso, era uno de ellos.

El enlace de los acontecimientos permite suponer que si bien la turba del partido liberal pudiera llegar á mancharse con sangre, sus jefes procuraron probar si bastaba con la intimidación. El 13 de Junio había hecho ver que por más que el presidente Mosquera quisiese emplear la fuerza para ahogar un motín, no faltarían quienes lo contuvieran, y esto era ya una premisa de mucha significación. Además que, como ellos no cometiesen en la calle ningún desafuero, estaban seguros de que la fuerza pública no invadiría el local del Congreso si éste no la llamaba. El 2 de Marzo acudieron en gran número los democráticos á la Cámara de Representantes é insultaron groseramente á los conservadores que tomaron la palabra : el presidente Ospina por primera y segunda vez los excitó inútilmente al orden ; quiso hacer despejar el recinto, y al efecto ordenó al Secretario pusiese una comunicación pidiendo el auxilio de la

policía, y éste no se atrevió á hacerlo; llamado el Gobernador de la provincia y requerido para que formase el sumario y promoviese el enjuiciamiento de los culpados, se contentó con suplicar á éstos que se retirasen. Este amago del Presidente, frustrado por la indecisión de la Cámara y las contemplaciones de la autoridad política, enseñó á los alborotadores qué era lo que podían temer y los alentó para mayores hazañas.

A todo esto el Senado, queriendo cortar las maquinaciones que acaloraban los enemigos del orden, invitó desde el día de su instalación á la otra cámara para que al siguiente se reuniesen en la iglesia de Santo Domingo á fin de proceder á los escrutinios y hacer la elección de presidente de la República; mas la Cámara no vino en ello. Reiterada la invitación el tres de Marzo é indicado al efecto, no ya Santo Domingo, sino el salón en que se reunía la Cámara, segunda vez se negó ésta. Los liberales, sobre todo, cuyos planes se desmoronaban con el cambio de local, amenazaron con no concurrir si se efectuaba tal designio. Estas discordancias sugirieron la idea de convocar á los diputados conservadores para una junta que se verificó en casa de D. Raimundo Santamaría el 4 de Marzo; en la cual después de inútiles tentativas para que conviniesen todos en votar por un solo candidato, uno de los concurrentes expuso circunstanciadamente y asegurando saberlo de ciencia cierta, el plan concertado para arrancar la elección de López. Los hechos comprobaron la verdad

del anuncio ; pero, como sucede á los hombres honrados, hubo allí muchos que no creyeron posible tanta maldad, y aunque para llevar á efecto el crimen era base que el Congreso se reuniría, como era costumbre para semejantes casos, en la iglesia de Santo Domingo, la junta no quiso admitir cambio alguno en el particular, y se limitó á convenir en que las cámaras se reunirían el día 6 y que los presidentes tomarían las medidas oportunas para la seguridad de los diputados.

Al efecto rodeóse el recinto en que debía reunirse el Congreso con una barrera que, dejando un espacio conveniente, impedía que llegaran los concurrentes á mezclarse con los diputados, lo cual era, según estaba denunciado, uno de los medios que habían de poner la libertad y aun la vida de éstos á merced de las turbas. Comenzada apenas la lectura de los registros, la interrumpió el senador Mantilla para exponer con descaro inconcebible que no oyendo perfectamente el pueblo soberano todo lo que se leía, la sesión era secreta, y por tanto el Congreso estaba infringiendo la Constitución y de hecho invalidando la elección misma ; y después de otras impertinencias encaminadas á deprimir el Congreso y adular á sus partidarios, acabó pidiendo que se quitase la barrera mencionada. Mientras duraba la discusión suscitada por esta arenga, fueron cortadas las cuerdas que mantenían la barrera, y una oleada de populacho invadió con salvaje algazara el recinto de los diputados. Para hacerlos retirar no bastó la

energía con que algunos protestaron contra semejante atentado, ni las exhortaciones del Presidente del Congreso; fue menester que los diputados liberales se lo ordenasen. Con esto y la condescendencia de acercar á la barra las mesas de los escrutadores y secretarios pudo continuar la sesión. Una vez más se dejó, pues, atropellar el Congreso sin emplear los medios que estaban en su mano para sostener su dignidad é independencia. En el acta de este día no se mencionó el escándalo; si por moderación, por debilidad ó por vergüenza, no se sabe.

El miércoles 7 de Marzo de 1849 es sin duda uno de los días que menos pueden olvidarse en nuestra historia moderna. En él se vio á una turba soez, aleccionada de antemano, usurpar el nombre del pueblo, violar el recinto del Congreso de acuerdo con los diputados de su bando, y obedeciendo á sus órdenes, asediar por largas horas á la mayoría hasta sacar electo al hombre que debía el primero subrogar en el gobierno, sistemáticamente y jactándose de ello, al nombre de la nación el nombre de un partido. El acta misma de esta sesión nos presenta los lineamientos del execrable suceso, y testigos intachables, cuyo dicho hasta ahora nadie ha revocado á duda, nos han conservado todos sus incidentes; nosotros no haremos sino bosquejar rápidamente tan triste cuadro\*.

\* La relación más circunstanciada es la que se halla en los números 19 á 27 de la *Civilización*.

Desde temprano acudieron los democráticos; los conocidos por más temibles entraron al templo y cercaron el espacio donde estaban los asientos de los diputados, ocupando todas las salidas; la turba restante quedó encargada de mantener la agitación en la calle. Todos llevaban en el sombrero divisas rojas que decían : *Viva López, candidato popular*; hacían juego con estas divisas las blancas que llevaban al brazo algunas mujeres esparcidas por los balcones de las casas inmediatas, con el mote *Viva López, terror de los conserveros*\*.

Los diputados conservadores atravesaron impávidos la muchedumbre hasta llegar á sus puestos, sin que se les ocurriera mirar por su seguridad ó reclamar contra la violencia que anunciaban las miradas amenazadoras que les clavaban. López, según era sabido, contaba con treinta y tres votos decididos, más cuatro que se le agregaron á última hora; dos Cuervistas dejaron de concurrir por miedo. Abierta la sesión á las diez de la mañana, después de algunos preliminares se dio principio á la elección, y en el escrutinio cada vez que se pronunciaba el nombre de López, prorrumpían sus partidarios en estrepitosos aplausos, así como recibían el de Cuervo con vociferaciones de befa é improprio. Resultaron treinta y siete votos por el Doctor Cuervo, igual número por el general López y diez por el doctor Gori. La siguiente votación debía concretarse

\* Véase el *Neogranadino* de 10 de Marzo.



á los dos primeros, de modo que á los Goristas tocaba decidir la elección ; era natural pensar que votarían con sus copartidarios de poco antes, pero no sucedió así, que varios movidos de odio ó ganados con la promesa de un destino\*, se fueron á López. Antes de proceder á la votación declaró el Presidente que, habiendo obtenido en el escrutinio que acababa de hacerse igual número de votos los dos candidatos, no se adjudicarían á ninguno de ellos los votos en blanco que pudieran resultar en el escrutinio siguiente. Al hacerse, se repitió el mismo alboroto. Cuarenta votos llevaba cada candidato y dos habían salido en blanco, cuando se pronunció una vez más el nombre del Doctor Cuervo : momento de silencio pavoroso en que los amotinados hacen ademán de apercibir las armas, y con miradas de furor ansioso parecen convenirse para obrar ; en seguida el último voto por el Doctor Cuervo. Aquí rompen los democráticos las barreras, invaden el recinto de los diputados, y los arrollan hasta la mesa del Presidente, amagando á algunos con los puñales. Varios diputados lopistas, subiéndose á las sillas y á las mesas, logran contenerlos gritando : « Todavía no hay elección », y en frase más breve y significativa : « Todavía no ». Hecha tercera votación, la grito fue más frenética, el atropello más violento ; dos horas hubo que aguardar para hacer el escru-

\* Es sabido que algunos diputados goristas obtuvieron empleos tan luego como López subió al poder.

tinio, mientras el Gobernador de la provincia, allí presente, conseguía que lentamente se retirasen hasta la puerta del templo. Continuando la sesión, el general José María Ortega, cuyo valor probado desde la guerra de la Independencia, daba bien á entender que sólo obedecía ahora á la voz del patriotismo, propuso se suspendiera la elección hasta que se designase nuevo día. Los más de los conservadores sostuvieron esta proposición, para salvar la dignidad nacional, y algunos hablaron con la entereza y vehemencia propias del más alto valor personal. D. Manuel de Jesús Quijano dijo entre otras cosas : « Aquí no hay Congreso ; nosotros no podemos elegir al presidente de la República ; no queda otro camino que romper estas hojas de papel » (y rompió las papeletas en que estaban escritos los nombres de los candidatos) « y que el populacho de Bogotá, que se ha erigido en soberano, proclame el presidente que él se ha elegido. El Congreso no tiene seguridad, no tiene libertad ; aquí no hay representación nacional, aquí no hay constitución. » Y concluyó dirigiéndose á los diputados liberales : « Mis manos no se mancharán con sangre de bandidos miserables ; cuando los asesinos den principio á la tarea preparada, vosotros que sois sus jefes y directores, obtendréis mi preferencia. » D. Juan N. Neira desechando la proposición de suspensión, exclamó : « Este es el momento de sublime prueba para un republicano ; mi pecho no palpita, mi mano no tiembla á la sonrisa de los asesinos, al reflejo fatídico de los puñales.

Yo no sé si debo á la naturaleza, que me dotó de una constitución atlética, este privilegio, mas yo me siento fuerte y exijo á todos fortaleza. Unos cuantos moriremos. ¿Qué importa, si la libertad y la constitución se salvan? Si esto no sucede, si el aspecto de la muerte intimidare á unos pocos de mis amigos, lo que no quiero pensar, que resulte nombrado un presidente de puñales para baldón eterno del partido que tal sistema electoral establece. Procedamos, pues, sin demora; que los hechos se consumen.» D. Juan Antonio Pardo había hablado después de Quijano y ratificando con no menor vehemencia sus palabras; las siguientes describen claramente la agonía de esos momentos: «Jamás un cuerpo soberano se vio en situación comparable á la situación en que se ve hoy el Congreso granadino. Siete horas hace que gime bajo el puñal alevoso de una turba sin freno, y ni una voz se ha alzado para protegerlo, ni autoridad alguna se ha movido á emplear la fuerza pública para aligerar siquiera la degradante agonía que se nos impone. El Gobernador de Bogotá está delante de nosotros, el Presidente de la República á unos cuantos pasos en su palacio... Dios solo es capaz de descifrar este enigma... Algunos diputados acaban de decirme que la fuerza les obligó hace poco á cambiar sus votos; otros vienen á anunciarme que alterarán los suyos, contrariando su conciencia y el deber que los pueblos les impusieron al enviarlos á este recinto; que no teniendo vocación para el martirio, la Nación no tiene derecho para exigirles

un sacrificio inútil y evidente. » Impugnada por los liberales, sin que ninguno protestase contra los conceptos de sus contrarios, la proposición de suspensión se negó por cuarenta y ocho votos contra treinta y seis, y se pasó á nuevo escrutinio, que dio cuarenta y dos votos por López, treinta y nueve por el Doctor Cuervo y tres en blanco, habiendo sido el último que se leyó el de D. Mariano Ospina, redactado así : « Voto por el general José Hilario López para que los diputados no sean asesinados »; con el cual, sin duda, pensó poner á la elección marca de ilegalidad é ignominia. Acumulados los votos en blanco al general López, fue declarado Presidente de la República. Entonces, á la señal de algunos diputados, la turba, que á duras penas había podido ser detenida á la puerta del templo, se abalanzó adentro; unos cuantos entraron furiosos por entre los diputados, creyendo que todavía era necesaria la violencia; sabido que todo estaba consumado, se apaciguaron.

Al levantarse la sesión los diputados liberales brindaron á los conservadores protección contra los ataques á que, según ellos, estaban expuestos si saliesen solos, y las turbas se derramaron con grande algazara victoreando á Obando más bien que á López. Muchos tomaron á su cargo el insultar á los conservadores. Delante de la casa del Doctor Cuervo se habían sucedido todo el día los vivos y los mueras, como ecos de lo que pasaba en el Congreso, pues hubo momentos en que á la puerta del templo se

creyó decidida la elección á su favor ; así, nada de extraño que muchas de aquellas voces contrarias hubieran salido de unas mismas bocas ; como fueron al día siguiente rabiosos enemigos suyos otros que la víspera se le ofrecieron para guarnecer su casa.

Apenas supo el general Mosquera en qué había parado la elección, quiso que se desconociera lo que no era sino efecto de la coacción y que el Doctor Cuervo, como Vicepresidente y con el título que le daba su mayoría en el Congreso, se encargase del poder, y nombrase al misino general Mosquera jefe supremo de la fuerza armada para sostener tal determinación. El Doctor Cuervo, que, si hubiese sido electo, hiciera rostro á cualesquiera peligros para cumplir con su deber, se negó á pie firme á dar semejante paso, enteramente contrario á los principios que había profesado toda su vida\*. Oída esta resolución, juzgó el Presidente que no quedaba otro camino que dar por legítima la elección de López, y saliendo á la plaza, lo victoreó entre la muchedumbre\*\*.

Como se jactasen los liberales de que la elección se debía al pueblo de Bogotá, una infinidad de artesanos y otros ciudadanos pacíficos resolvieron dirigir al Congreso una enérgica protesta que, suavizada

\* De este hecho se conservó memoria en nuestra familia, y al momento de narrarlo aquí nos lo corrobora en carta particular persona de alta respetabilidad á quien lo refirió el general Mosquera, siendo senadores ambos el año de 1855.

\*\* Véase el *Neogranadino* de 10 de Marzo de 1849.

por algunos meticulosos, fue en pocas horas firmada por gran número de personas; pero los que llevaban la voz del partido no dejaron que tuviera curso. Sin esto se hubiera visto que el Congreso fue oprimido por un grupo insignificante con respecto á la población de la capital.

El 12 de Marzo siguiente se reunieron de nuevo las Cámaras en Congreso con el fin de elegir Designado para ejercer el Poder Ejecutivo. Los conservadores votaron por el meritisimo general Juan María Gómez, y los goristas y los lopistas aliados por el doctor Gori\*.

Reflexionando sobre los sucesos del 7 de Marzo, se ocurre que los liberales no sacaban provecho ninguno de asesinar al Congreso, cifrándose sólo su interés en obtener la elección de López, y por tanto pueden ellos pretender que no fue otro su intento que el de intimidar. Pero imposible es que no comprendiesen que la ejecución de tal designio era peligrósísima, porque entre los instrumentos de ese plan se contaban muchos individuos á quienes poco después sus copartidarios mismos condenaron como malhechores al patíbulo ó á los presidios, y entre los diputados no escaseaban hombres de temple y dignidad que no se sometían fácilmente á un ultraje; por manera que el menor choque personal pudo ser principio de horrible carnicería. Aun habiendo sido

\* Hubo además un voto por D. Juan C. Ordóñez y otro por el general Joaquín M. Barriga.

aquel el designio, todavía el proceder de los caudillos de esta jornada, á más de criminal, fuera villano. Todo esto hemos dicho en el supuesto sumamente inverosímil de que los liberales tuviesen certidumbre plena de que las cosas habían de pasar punto por punto como pasaron. Demos ahora que contra lo que esperaban, hubiera salido el Doctor Cuervo; ¿qué habrían hecho en esos momentos? Ellos no lo han dicho ni acaso lo dirán jamás; ni lo puede imaginar quien no tenga la prudencia de los hijos de las tinieblas. Lo seguro es que habría venido en pos una gran revolución, para la cual sin duda se contaba con Obando, que, comprendido en el indulto dado por Mosquera el día de año nuevo, llegó á Bogotá el 13 de Marzo\*.

El *Día* del sábado 10 en su artículo editorial decía : « Felicitamos cordialmente á los diputados que supieron hacer honor al incorruptible ciudadano doctor Joaquín José Gori, sufragando por él; y felicitamos á los mismos que penetrándose de los principios virtuales que animaban el pensamiento de esa candidatura, coadyuvaron después la elección del ciudadano general José Hilario López. » ¿ Estas últimas palabras aludirán sólo á los votos, ó bien á

\* En el número 2.º de la *Civilización* leemos : « Como la resistencia á mano armada estaba preparada para el caso en que saliese elegido el Sr. Cuervo, la rebelión habría empezado desde luego, y se habría proclamado no al presidente López sino al dictador José María Obando. Este hecho, que es bastante sabido, lo tenemos nosotros de una de las primeras notabilidades de aquel partido. »

otra especie de cooperación? Vimos que lopistas y goristas se aunaron para la elección de Designado, lo cual no puede interpretarse sino como una recíproca aprobación de lo hecho el 7 de Marzo, y como una retribución por parte de los liberales. ¿Pero cómo coadyuvaron los goristas al triunfo de sus aliados? Era condición indispensable para el buen éxito de la coacción, esto es, para lograr la elección de López con el menor peligro posible y dándole todos los visos de legalidad, que la fuerza pública no interviniera. Ahora bien, la tropa, acuartelada de antemano, los fusiles en pabellón, los caballos ensillados y los cañones listos, estaba á las órdenes del Presidente del Congreso; éste convino con el gobernador D. Urbano Pradilla, cuervista « de entendimiento y de corazón », en que cuando llegara el caso de llamar la tropa, le haría cierta señal con el pañuelo si de palabra no era posible darle la orden, excluyendo así cualquier otro modo ó autorización. Pues el Gobernador habló varias veces con él, y nunca le pidió la fuerza; encargado además de guardar el orden en las entradas y salidas de la iglesia, llevaba consigo un corneta disfrazado y á cada momento, y sobre todo cuando apretaba el tumulto, poniéndose en un lugar visible interrogaba con la vista al Presidente, pero en vano aguardó la seña convenida\*. Es evidente pues que aquél previó

\* Sabemos estos pormenores de boca del mismo señor Pradilla, el que bajo su firma asegura en un escrito publicado en el *Día* de 18 de Agosto



oportunamente el caso de una coacción, y comprendió que estaba obligado á defender al Congreso. No haciéndolo, favoreció á los revolucionarios : ¿ fue traidor ó pusilánime ? Si en él obraron otras consideraciones, ¿ por qué no se puso de acuerdo con los que iban á ser atropellados ? Si fuera cierto que los goristas estaban confabulados con los lopistas, sería menor su crimen, pero, como en otros casos que la ley castiga con menos rigor, inspiraría más repugnancia á los hombres de sentimientos caballerescos. Los liberales arrostraron con franqueza el peligro, los otros hubieran contribuído solapadamente á ultrajar á la patria y á burlar con ignominia á sus colegas.

Habían tenido particular empeño los enemigos de la candidatura del Doctor Cuervo en igualar malignamente la situación actual á la de 1837 ; fingían creer que Mosquera trataba de imponer un presidente á su gusto, y aun hablaban sin sombra de fundamento de inconstitucionalidad en la elección del vicepresidente. Pero el desenlace de este drama, además de esclarecer el punto, pone en contraste el fin de

de 1849 que en los momentos en que se creyó necesaria la intervención de la fuerza armada, la ofreció al Presidente, y que éste no aceptó el ofrecimiento. Los diputados liberales, agradecidos de que el Gobernador se contuviera dentro de su deber, le dirigieron el 8 de Marzo una acción de gracias en que le decían haber sido el día anterior uno de los más solemnes para la República y haber estado la paz pública en inminente peligro, y que él con su conducta circunspecta y patriótica había merecido bien de la patria. Este documento se halla en el número 30 de la *América*.

las dos administraciones. La de Mosquera no sólo había esquivado la más pequeña ingerencia en las elecciones, sino que permitió al Congreso dar un vergonzoso escándalo, más bien que violar su neutralidad legal. Cuando Santander dispuso en el último mes de su gobierno de todos los empleos libres, hasta de las prebendas, colocando en ellos á sujetos que no podían menos de ser embarazosos á Márquez, y cuando declaró á ojos cerrados una oposición decidida á cuanto hiciera su sucesor únicamente por no ser de su agrado, Mosquera convoca en su casa una junta para el 31 de Marzo, en la cual se recibe con caluroso entusiasmo la proposición, presentada por un joven, de no hacer oposición al general López hasta que sus procedimientos dieran lugar á ello; y llegado el caso, hacerla con lealtad y decencia.

El partido conservador se encontró en la alternativa de aceptar la elección del 7 de Marzo ó precipitar la nación á los escándalos de la guerra civil; é hizo al orden constitucional el sacrificio de olvidar la satisfacción de su agravio, cuando había la contingencia, aunque remota, de que López cumpliera las promesas lisonjeras que á su nombre se hicieron á la República.

## CAPÍTULO XVI

### VICEPRESIDENCIA DE LA REPUBLICA

(Gobierno de López)

Posición embarazosa de López. — Elección de ministerio. — La oposición en el Congreso. — Renuncia de Rojas. — Le reemplaza Murillo. — El general Acevedo en el ministerio. — Predominio de la Democrática. — Exige ésta la expulsión de los jesuitas y otras cosas. — Renuncia de Herrera. — Malquerencia contra los jesuitas desde su llegada. — Pasos que se dan para evitar la expulsión. — Son expulsados. — Circunstancias que acompañaron su ida y su expulsión. — Los defiende el Doctor Cuervo en el Consejo de Gobierno. — Posición del mismo y disgustos que tiene. — Su conducta para con sus detractores. — Procura apaciguar las sociedades populares y moderar la prensa. — Exposición de Londres.

Sobre manera embarazosa fue la posición del general López al tomar las riendas del gobierno. Él mismo y los sujetos de alguna prudencia y perspicacia que le acompañaban, veían claro la necesidad de aparecer ante la nación y ante los pueblos extranjeros como un gobierno legítimo, resultado de una elección sin tacha; mientras que por el contrario la turba de su partido, orgullosa de haber alcanzado el poder por medio de una revolución, no podía conformarse con moderar sus pretensiones, aquietar su rencor vengativo y renunciar al público alarde

del triunfo\*. De aquí esas luchas desiguales en que la dignidad, la conciencia y el amor al bien común cedían al cabo á la presión de los revolucionarios. De aquí esas vacilaciones entre el programa demagógico que se proclamaba por dondequiera y la precisión de seguir el carril de la legalidad y proveer al sostenimiento del gobierno. Una breve exposición de los primeros acontecimientos de esta presidencia comprobará suficientemente lo dicho. En otro lugar expondremos con más pormenores la situación á que llegó durante ella la República.

Después de una Alocución que abría ancho campo al temor y á la zozobra, pues bajo capa de un mal entendido amor á la democracia, apenas quedaba cosa alguna de interés capital para la sociedad que no apareciese amenazada, siguió el nuevo presidente para el nombramiento de su ministerio un camino que hasta entonces á ninguno de sus predecesores había ocurrido. Convocados y reunidos unos cuan-

\* El 8 de Marzo se repartió y se fijó en las esquinas una especie de proclama del clérigo diputado liberal Juan Nepomuceno Azuero Plata, titulada *Congratulación al pueblo bogotano*, en que exaltando la jornada del día anterior sobre el 20 de Julio de 1810, decía : « A vuestra constancia, firmeza y orden para sostener vuestras opiniones democráticas se ha debido ayer el triunfo de los principios liberales. » Esta indiscreta publicación fue arrancada y recogida á toda priesa (*Civilización* de 7 de Febrero de 1850). En la *Gaceta* de 3 de Noviembre de 1850 se definía en estos términos el 7 de Marzo : « Una revolución democrática realizada en el recinto del legislador. » Pero estas y otras efusiones de la laya no quitaban que oficialmente se negaran los hechos : véase, por ejemplo, la circular pasada en 18 de Septiembre de 1851 á los Cónsules y Agentes diplomáticos con motivo de la revolución de ese año.

tos liberales, les pidió señalasen las personas á quienes debía confiar las carteras; y ellos, no sin algún desorden tumultuoso, cumplieron su cometido nombrando á D. Francisco Javier Zaldúa para el despacho de Gobierno, á D. Manuel Murillo para el de Relaciones Exteriores, á D. Ezequiel Rojas para el de Hacienda y al coronel Tomás Herrera para el de Guerra y Marina.

El Congreso era el mismo que había hecho la elección del 7 de Marzo, y por consiguiente la oposición era numerosa y poco dispuesta á cejar, con la circunstancia harto grave de que, lejos de podérsela tachar de reaccionaria, iba como antes á la cabeza de todas las ideas liberales; á tal punto que algunas disposiciones que dan lustre verdadero á la presidencia de López, se sancionaron en las Cámaras con la firma de presidentes conservadores. Díganlo la abolición de la pena de muerte y otras por delitos políticos y la de vergüenza pública en los comunes, y la ley por la cual se mandó dar principio ese mismo año al levantamiento de la Carta geográfica de la República, de donde nació la Comisión corográfica, dirigida por el nunca bien alabado Coronel A. Codazzi\*. Y era lo más singular que cuando muchos conservadores habían sostenido y sostenían las ideas más avanzadas aun en lucha con los que ahora se

\* Leyes de 26 y 29 de Mayo de 1849 firmadas por D. J. I. Márquez y D. M. Ospina. El Gobierno con laudable celo venció algunas dificultades que quedaban en pie y celebró la contrata con Codazzi en 1.º de Enero de 1850.

llamaban liberales, éstos no vacilaban en volver atrás en algunos puntos. Así sucedió respecto de las franquezas otorgadas al comercio del Istmo y de la libertad del tabaco, tan solicitada antes, y cuyos inconvenientes advertidos por Mosquera en su último mensaje, asustaban ya á algunos de sus más decididos favorecedores. Por de contado que no hay para qué mencionar otras contradicciones naturales exigidas por la vida misma del partido, cual era la repugnancia á reformar la constitución por medio de una convención elegida directamente por el pueblo, repugnancia que se confesaba provenía del temor (cosa peregrina en los preconizadores de la soberanía popular) de que el pueblo no hiciese buenas elecciones. No versando pues la discordancia real de los partidos, según ya dijimos, sobre doctrinas económicas y administrativas, sino sobre cuestiones morales ó, más concretamente, religiosas, era muy fácil vencer al Gobierno en cualquiera de aquellos puntos\*. De esto se aprovechó el partido revolucionario para hostigar á Rojas negándole cuanto pedía, hasta hacerlo dejar el Ministerio. Creían y con razón que siendo la cartera de Hacienda la más importante, no debía estar en manos de un hombre relativamente moderado, y la destinaban en sus planes para Murillo, que era la encarnación perfecta de la demagogia.

Acostumbrado éste al periodismo ligero de una

\* Consúltese sobre estas apreciaciones el *Neogranadino* de 14 de Abril de 1849.

ciudad de provincia, después de haber sido secretario de uno de los supremos de 1840, representó en el gobierno el espíritu revolucionario y el descaro insultante del 7 de Marzo, haciendo alarde de provocar todas las animosidades, como si no tuviera otro pensamiento que mantener vivos en sus copartidarios los sentimientos que les dieron el triunfo. Esta conducta le atrajo ya la censura de liberales sensatos en los días que fue Secretario de Relaciones Exteriores, sin que faltara un periódico ministerial, la *América*, que tomase cartas en ello. Hacíase más visible su osadía con la poca habilidad ó, si se quiere, poca práctica en el manejo de los negocios oficiales. Con suma facilidad se le probó la temeridad con que hirió la delicadeza de los generales Herrán y Mosquera en una nota oficial dirigida al Secretario del Senado el 20 de Abril relativa al contrato del ferrocarril de Panamá, y encaminada á hacer creer que el presidente Mosquera todo lo había subordinado al interés de recibir los seiscientos mil francos de la fianza, y dejar cien mil para pago anticipado del sueldo de su hijo político. No bien pasó á la Secretaria de Hacienda, uno de sus primeros intentos fue sacar verdadera la cantinela fastidiosa de liberales y goristas sobre que el erario había sido arruinado por las medidas económicas de Mosquera. Al efecto dirigió una comunicación al Congreso sobre la situación del tesoro, pretendiendo demostrar que había un considerable déficit; se comisionó por las dos cámaras á D. José Ignacio Márquez, D. Juan de

Francisco Martín; D. Ignacio Gutiérrez y D. Victoriano de D. Paredes \*, para que informasen ; con los mismos datos suministrados por el Poder Ejecutivo, pusieron en claro que aquella comunicación se había redactado con el designio de sacar á todo trance un déficit, exagerando para ello el pasivo y disminuyendo el activo, y que por el contrario era « verdaderamente lisonjero el cuadro fiel y favorable del estado fiscal de la República ». Las Cámaras quedaron satisfechas de este informe. Murillo, persistiendo en su empeño de hacer creer que el Gobierno no contaba con recursos ningunos, pidió al Congreso autorización para pagar hasta el diez y ocho por ciento anual por el dinero que pudiera conseguir á préstamo, interés descomunal que no podía menos de redundar en gran descrédito de la nación. En suma, puede decirse que Murillo, revolucionario antes que todo, fue quien más contribuyó á poner en planta la mezquina y antipatriótica máxima de *gobernar con su partido*, exonerando á muchos empleados hábiles ó envejecidos en el servicio público : él, quien forzó al partido conservador á salir en defensa de la nación y de su propio honor ultrajado, cuando cumpliendo su propósito, aguardaba ver el camino

\* Paredes, liberal, en el informe que por separado presentó, confirma los resultados del examen hecho por la comisión, diciendo que « el estado del tesoro ó de las rentas de la República no es de ninguna manera tan triste y alarmante como nos lo habíamos figurado ; » y apoyándose en esto discurre largamente sobre que debe sostenerse la libertad del tabaco (*Gaceta* de 27 de Mayo de 1849).



que tomaría el nuevo gobierno\* ; él, en fin quien puso el tono al lenguaje indecente que se encuentra usado por algunos periódicos conservadores y liberales de aquella época.

Obligado Rojas á renunciar la Secretaría de Hacienda y ocupado su puesto por Murillo, ocurrió al Presidente aprovechar la ocasión de tener una cartera vacante para dar el paso político de atraerse á los goristas, de quienes los vencedores se habían ido olvidando. Esta fue sin duda la causa del llamamiento del general José Acevedo, secretario de Guerra en tiempo de Herrán, y que aunque vivía retirado de la política, había sido conocidamente adicto á la candidatura de Gori ; y decimos que la causa fue puramente política, pues la insistencia con que se le obligó á aceptar el cargo no puede achacarse á meras relaciones de amistad con el Presidente ó con alguno de sus secretarios. Para ello pasó Murillo (14 de Mayo) á casa de Acevedo con el fin de ofrecerle el puesto en nombre del Presidente ; negándose á pesar de todas las instancias, le pidió Murillo que fuese á palacio esa misma tarde. Allí le apremió López con igual empeño, y Acevedo esforzó su negativa en una conferencia de tres horas ; al día siguiente le estrecharon de nuevo

\* El *Progreso* cesó en la última semana de Marzo ; el *Día*, que hizo completa la evolución gorista liberal, no pasó á manos de los conservadores hasta el 7 de Julio ; la *Civilización* apareció el 9 de Agosto de 1849.

López y Zaldúa, y tuvo que ceder. El vulgo de los liberales no comprendió la razón de estos pasos, y llenó de injurias á Acevedo ; sobre todo la Sociedad Democrática se mostró imponente, y exigió de López que de cualquiera manera alejase del ministerio al secretario recién nombrado. Obedeciendo esta orden, lo cita el Presidente (3 de Junio) por medio de un oficial, y le hace saber que una reunión de sus amigos políticos exigía como condición indispensable de su apoyo y cooperación que lo separase de la secretaría, y que ya no era posible resistir más. Acevedo, para evitar el escándalo de una remoción, presentó su renuncia.

Con esta condescendencia se envalentonó la Democrática y habiendo obtenido que se repartieran armas á sus miembros, llegó á ser motivo constante de sobresalto. Los conservadores pensaron hacerle frente fundando la Sociedad Popular, en la cual se alistaron muchísimos ciudadanos y entre ellos gran número de artesanos; pero sucedió lo que por fuerza había de suceder, que con la rivalidad se exacerbó una y otra y varias veces estuvieron á pique de llegar á las manos. Semejante rivalidad tuvo por consecuencia comprometer al Gobierno á sostener á todo trance á los que en caso de un conflicto debían ser su más firme apoyo, y aun á convertirse en instrumento de sus más locas pretensiones; lo que constituye uno de los caracteres más repugnantes de la presidencia de López, por más que él mismo tratase alguna vez de sacudir este yugo oprobioso.

Crecía el auge de la Sociedad Popular, y no veían los democráticos la hora de intimidarla ó disolverla; para esto fueron á la reunión del 15 de Enero de 1850 unos cuantos, y después de haber querido introducir el desorden con gritos y aun con un tiro disparado entre la concurrencia, pusieron en alarma la tropa y las autoridades, diciendo que los conservadores se habían levantado; con todo esto la sesión continuó en toda calma, no sin gran desprecio de los alborotadores. Al día siguiente se reunieron en la plaza de Bolívar gran número de democráticos de acuerdo con el Gobernador y enviaron una comisión al Presidente para pedir no sólo la disolución de la Sociedad Popular, sino la expulsión inmediata de los jesuitas y la pronta remoción de los empleados conservadores que aun quedaban. López, que por su carácter era enemigo de estas arbitrariedades, se contentó con llamar al día siguiente al padre Manuel Gil, superior de la Compañía, y empezó á hacerle los cargos más singulares, cual fue el de que los jesuitas no habían jurado la constitución y las leyes, como si hubiera alguna que lo ordenara; pasó á exigirle que se continuasen los trabajos de las misiones, cuando así se había hecho, no obstante que en el presupuesto de 1848 no se votó la partida competente; y acabó por pedir que le prometiese que no vendrían más jesuitas al país. Esto era más que suficiente para persuadir que el Gobierno estaba ya en camino de contentar á sus parciales, y que para obrar no aguardaba otra cosa que hallar un pretexto, cualquiera que fuese,

y tener tomadas las providencias oportunas para el caso de que los conservadores tratasen de levantarse. Impacientes con esta indecisión, que achacaban no sólo á López sino á su secretario Herrera, volvieron al ataque la Democrática y los exagerados, intimando al primero que de grado ó por fuerza había de expulsar á los jesuitas y al Arzobispo y separar á Herrera (Abril de 1850). El Presidente trató de resistir con entereza, pero de todo ello no quedó sino la renuncia del ofendido coronel Herrera, como testimonio de que se había constituido una junta permanente « para asegurar el triunfo de los principios proclamados el 7 de Marzo de 1849 », con la pretensión de « que el jefe del Gobierno debe ser un mero instrumento para la ejecución de las miras del partido que lo alzara al poder ».

La nube iba pues engrosándose y á nadie se ocultaba que había de descargar ante todo sobre los jesuitas, ya como en satisfacción de un antiguo agravio de que se querellaban los liberales, pretendiendo que estos regulares habían sido traídos al país con la mira exclusivamente política de hacer propaganda contra ellos; ya por las tendencias antirreligiosas y las prevenciones vulgares arraigadas en ciertos magnates del partido; ya finalmente con el propósito de herir en lo vivo y exasperar á los conservadores, que los acataban como sacerdotes y como institutores.

Su llamamiento fue decretado el día 3 de Mayo de 1852 con el fin de encomendarles las misiones, y

al mismo tiempo para satisfacer los deseos de muchas personas que querían confiarles la educación de sus hijos ; pero, según tenemos apuntado, esta medida no fue del gusto de todos los sostenedores del Gobierno, cuanto menos de los enemigos. En el Congreso hubo acaloradas discusiones. Tratándose de un instituto que había durado cosa de dos siglos en América antes de su expulsión de las posesiones españolas, era lo natural, cuando se pensaba en hacerlo volver á la Nueva Granada, que se investigase qué bienes ó qué males había hecho, para fundar sobre ello una decisión atinada. Con sólo trasladarse desapasionadamente en espíritu al otro lado de la cordillera que sirve de dosel á Bogotá, hallaran aquellas florecientísimas misiones que, sin la rabiosa plumada de Carlos III, fueran inagotable fuente de prosperidad y riqueza para la nación ; volviendo los ojos á la parte austral, contemplaran aquella maravillosa república del Paraguay, en que portentos de caridad y paciencia convirtieron á los nómades en ciudadanos felices, y á los lasos é indolentes en activos trabajadores ; volviéndose al norte, siguieran á aquellos pocos católicos que guiados por Calvert, bajo la dirección espiritual del padre White y de tres jesuitas más, dejaron las bocas del Pótomac para ir á fundar la humilde aldea de Santa María ; y allí vieran con sorpresa á los católicos ahuyentados de Inglaterra abrir un asilo á los protestantes perseguidos por la intolerancia de sus correligionarios, y asentar para gloria de su raza el primer hogar

que poseyó la libertad religiosa en todo el ámbito del mundo \*. Pero. como es de nuestro carácter no ponernos en el trabajo de estudiar y juzgar las cosas nosotros mismos, sino atenernos á lo que otros han dicho, todo se redujo á traer á colación unos y á rebatir otros las trasnochadas especies que en el siglo pasado se divulgaron para hacer odiosa la Compañía en pueblos monárquicos. Era curioso oír tacharlos de peligrosos en una república por las doctrinas que se les achacan sobre el regicidio y por los tantos reyes y príncipes que cuentan han quitado del medio, y esto amalgamado con el temor de que fueran también nocivos á la democracia por lo de la obediencia pasiva, con otras ineptias por el estilo. Como se ve, estas muletillas son de antigua data ; se repitieron en congresos posteriores y sabe Dios hasta cuándo se repetirán. A pesar de todo, los jesuitas llegaron á Bogotá el 18 de Junio de 1844 ; fueron no sólo agasajados por sus amigos, sino aun visitados por muchos de sus adversarios, quienes quedaron en su mayor parte pagadísimos de su cultura é ilustración, desengañándose de que no eran aquellos entes feroces de que tanto se habían asustado. No obstante, á medida que su influjo fue creciendo, nació la emulación y se avivaron las antiguas prevenciones ; al año siguiente ya se les atacaba por la imprenta, y en el Congreso de 1846, donde el partido de oposición contaba con bastantes diputados,

\* Expresiones de Bancroft, *History of the United States*, cap. vii.

firmaba un proyecto de expulsión el canónigo Saavedra, que los había festejado, á poco de su llegada, con un pomposo y aplaudidísimo panegírico de San Ignacio, y se debatía con toda seriedad la peregrina idea de ser ilegal la permanencia de los jesuitas en la República por estar vigente la cédula de Carlos III en que se decretaba su extrañamiento de los dominios españoles\*. Poco más ó menos lo mismo se repitió en 1848, con la circunstancia de que D. Florentino González se separó del Ministerio por no estar de acuerdo en este punto con los principios tolerantes del Gobierno.

Como los deseos del partido vencedor en 1849 no habían de quedar satisfechos con meros desahogos de palabra, el menor incidente podía ponerlos en acción. Con motivo del grande éxito que tuvo una misión dada por los jesuitas en Facatativá, á petición del cura y de los vecinos, subió de punto la ojeriza que el mismo Presidente había dejado entrever el primer día de su gobierno, y desde Octubre de 1849 se daba ya por cierto que serían echados del país. A medida que se fortalecía esta convicción, de todas

\* J. M. Vergara y Vergara en el prólogo que puso á la *Historia de la Compañía de Jesús en la Nueva Granada* por José Joaquín Borda afirma que esta idea apareció por primera vez en el folleto que publicó Julio Arboleda en 1848 con el título de *Los Jesuitas*. Esto no es exacto : en el Congreso de 1846 se discutió la cuestión, como puede verse en la noticia que de la sesión del 25 de Marzo se halla en el núm. 349 del *Día* (19 de Abril de 1846). El señor Borda en el cuerpo de la obra (tomo II, pág. 230) dice que parece fue á D. José Vicente Martínez á quien tal idea ocurrió por primera vez.

partes llovían representaciones, suscritas muchas de ellas por personas distinguidas, para que no se llevase á cabo la expulsión. En la capital era suma la ansiedad, y aunque el 5 de Mayo había asegurado el Presidente al Superior de los jesuitas que « no serian heridos alevosamente », se siguieron empleando todos los medios imaginables para hacer entrar en razón al Gobierno. El 9 estuvieron en Palacio como doscientas señoras de lo más respectable, y presentaron una petición firmada por infinitas más. El Presidente, no olvidando la historia romana, que era su flaco, contestó á la que llevaba la palabra, que no se dejaría conmover por las lágrimas, como Coriolano, y que esa solicitud sería considerada en los *Consejos* de Gobierno y resuelta conforme á la constitución, á las leyes y á la política. Nueve días después, como ochenta niñas vestidas de blanco y con ramos de flores fueron á solicitar la intercesión de la hija del Presidente, niña también, en favor de los jesuitas. Este mismo día se firmaba el decreto de expulsión, aunque no se publicó hasta el 21 á las once de la mañana, acompañando á la promulgación un bando del Gobernador en que se prohibía toda reunión de diez personas arriba, y se conminaba severamente á quien profiriese expresión alguna improbatoria. A eso de las tres de la tarde se hizo la notificación al Superior, y desde dicha hora comenzaron á contarse las cuarenta y ocho que se daban de término para la marcha. Los ánimos estaban conmovidos de manera indecible, pero gra-



cias á los esfuerzos hechos para mantener el orden por sujetos influyentes entre los conservadores, se evitó todo conato de insurrección, y en las breves horas del plazo ofreció la población entera á los desterrados las más delicadas demostraciones de adhesión y simpatía. Los contrarios, que á cada manifestación que se había hecho para evitar el golpe, se iban saboreando con la idea de darlo tan sensible, cuanto era necesario para provocar una insurrección en que quedasen dueños absolutos del campo, se veían casi burlados con aquella moderación. Desde el día anterior se habían dado armas á los estudiantes, repartido municiones á los democráticos y alistado los cañones ; y el resto de los liberales se acuarteló en diversos edificios. En el salón de grados de la Universidad lo hicieron los estudiantes con el rector y varios diputados al Congreso, entre ellos el candidato para la vicepresidencia de la República, y apacentaron su rabia salvaje en los retratos del Doctor Cuervo y de D. Mariano Ospina (que estaban allí como beneméritos de la instrucción pública), picándoles los ojos, dándoles bayonetazos y degollándolos, como si se ensayasen en lo que con gusto harían de veras\*. Los miembros del ministerio permanecieron casi constantemente en palacio, y ahí mismo durmieron. El Presidente, al enviar al Doctor Cuervo el decreto á su casa, le ofrecía un departamento para

\* Años después estaban todavía estos retratos así mutilados en una pieza del mismo edificio, donde los vimos.

caso que quisiese hacer lo mismo, asegurándole que tendría todas las consideraciones á que era acreedor. Él, sin ponerse á interpretar lo que podía contener tal ofrecimiento, se limitó á darle las gracias, manifestándole que tenía fundadas esperanzas de que no se turbaría la paz pública, con tal que el Gobierno tuviese el tacto delicado que la gravedad de las circunstancias requería, y que hubiera en las autoridades subalternas la prudencia bastante para tolerar las lágrimas y los desahogos de las mujeres y de algunos devotos.

Al fin sin desorden ni manifestación alguna salieron los jesuitas el 24 de Mayo á las dos de la mañana, hora fijada por ellos de acuerdo con el Gobernador y ocultada con el mayor sigilo. Los residentes en Medellín fueron puestos en camino el 5 de Junio, los de Popayán el 6 y los de Pasto el 8; unos hicieron alto en Jamaica, y fundaron un colegio; otros se encaminaron al Ecuador, donde su buena acogida proporcionó á nuestro agente diplomático la ocasión de reclamar de este Gobierno porque abría las puertas á los enemigos encarnizados de la Nueva Granada.

Resta para completar la idea que ha de formarse de este acontecimiento indicar las garantías con que los jesuitas habían ido á la República y el camino que se tomó para echarlos. El Doctor Cuervo historia aquéllas en su voto dado por escrito el 17 de Mayo en el Consejo de Gobierno, en los términos siguientes :

Una ley de la República, la ley 16, tratado 4.º, parte

2.<sup>a</sup> de la Recopilación Granadina, ordenó el establecimiento de colegios de misiones y facultó al Poder Ejecutivo para designar el instituto á que debían pertenecer estos colegios, escogiéndolo entre los que profesasen el ministerio de misiones en Europa. A virtud de esta disposición el Poder Ejecutivo eligió para aquel objeto el instituto de la Compañía de Jesús, entre otras razones, « por haberse expedido la citada ley en el supuesto de que dicha Compañía debía ser la llamada para encargarla de las misiones », según expresa el primer considerando del decreto ejecutivo de 3 de Mayo de 1842, del cual se dio cuenta á la Legislatura de 1843. El Encargado de Negocios de la República en Londres fue comisionado especialmente para arreglar la venida de los jesuitas, quienes efectivamente vinieron á principios de 1844 á costa del tesoro nacional y de varios particulares, y bajo la salvaguardia y garantía, no solamente de las leyes que han abierto las puertas de la República á todos los extranjeros, sino de las disposiciones especiales que habían decretado su llamamiento.

Llegados á la Nueva Granada, los Padres de la Compañía de Jesús establecieron en ella diferentes colegios, y el Cuerpo legislativo les asignó cantidades anuales para su mantenimiento en las leyes de gastos expedidas desde 1844 hasta 1847. Y digo que fue á los Padres de la Compañía á quienes estas asignaciones se hicieron, porque de ellos eran los colegios de misiones nuevamente establecidos en la Nueva Granada, porque á ellos se hicieron los pagos por las tesorerías de la República, porque de estos hechos tenía conocimiento el Poder

Legislativo á causa de su incuestionable notoriedad, y porque sobre este punto no ha habido ni hay duda alguna, y mucho menos la más ligera contradicción.

La existencia de los jesuitas en la Nueva Granada es por tanto un hecho autorizado, algo más que autorizado es un hecho ordenado implícitamente por la ley : es la consecuencia del *voto de confianza* dado al Ejecutivo ; y aunque fuera cierto que éste no hizo un uso prudente de aquel voto, ya no es potestativo al Gobierno remediar el mal, sin procederse en el orden y por los trámites con que fue ejecutado, es decir, por medio de un acto legislativo.

Sin embargo, en nada se pensó menos que en esto, si bien los partidarios del Gobierno en el Congreso quisieron dar una especie de sanción, dirigiendo con este fin al Presidente en 26 de Abril una carta con cincuenta firmas en el tono y con las falsedades que se usan en tales casos. El Poder Ejecutivo tomó á su cargo el poner por obra la expulsión con un simple decreto : pero habiendo por precisión este decreto de fundarse en algo, se echó mano de la pragmática de Carlos III, que tanto se había discutido en congresos anteriores; de modo que no hubo ni la originalidad del hallazgo, antes sí una especie de irrisión á las ideas liberales de que tanto alarde se hacía. Como se trascendió que ése era el Aquiles del Gobierno, los jurisconsultos de nombre reiteraron su concepto de que era absurdo suponer vigente en la República tal disposición. El Doctor Cuervo lo

demostró victoriosamente en el Consejo de Gobierno, haciendo ver que, por su naturaleza misma, la pragmática había caducado al surtir sus efectos, y que á no haber sido así, habría quedado derogada por la constitución y leyes de la República; y agregó á esto consideraciones políticas y sociales que á espíritus menos obcecados hicieran patente el injustificable error que iban á cometer; todo esto con la dignidad y elevación que cumplía al segundo magistrado de la nación, usando una serena imparcialidad que contrastaba con la efervescencia de esos momentos, y situándose en el terreno de las ideas verdaderamente liberales, como para confundir mejor la intolerancia de que se estaba dando prueba.

Según se ha visto, nada de esto fue de provecho. Antes es de creerse que después de la sesión del Consejo se agregó al decreto un artículo que realza la ilegalidad del acto: permitiéndose á los jesuítas granadinos de nacimiento permanecer en la República, quedando como simples particulares. Si en la pragmática no se hizo excepción alguna en favor de los españoles, cuanto menos de los granadinos, ¿cómo podía alterarse una ley que se creyó necesario cumplir á todo trance? Que esta excepción fue cosa de la última hora lo demuestra lo que el Presidente dice al Doctor Cuervo en la carta mencionada: « Acabo de publicar el decreto declarando vigente la cédula de Carlos III respecto de jesuítas. Los granadinos de nacimiento serán considerados en sus derechos de tales, y por consiguiente podrán quedarse en el

país ». Si de esto se hubiera tratado en el Consejo, no habría para qué advertirlo. Los jesuitas extranjeros representaron luego al Gobierno para que se les permitiese quedarse en la misma calidad de particulares, reclamando el derecho que como extranjeros tenían de residir en el país. El Gobierno, apurado para contestar, dictó una resolución cual era de esperarse, que no se comunicó á los interesados\*.

Después de haber acompañado hasta este punto al gobierno de López, no necesitarán los lectores hacer muy grande esfuerzo para concebir la situación del Doctor Cuervo. Resuelto que hubieron los conservadores dar por buena la elección de López, era forzoso que el Vicepresidente continuase ejerciendo como antes sus funciones. El 1.º de Abril de 1849 recibió en palacio al Presidente legitimado, y le « felicitó en términos respetuosos y adecuados » (dice la Gaceta); y de ahí en adelante se vio obligado á rozarse diariamente con los mismos que se gloriaban de haber humillado á su partido. Como vicepresidente, le tocaba presidir el Consejo de Estado, y por la naturaleza misma de las circunstancias tuvo que hallarse en completa contradicción con los consejeros\*\*. Sin declinar de la firmeza y serenidad que

\* Véase el *Catolicismo* de 1.º de Junio de 1850.

\*\* En un artículo publicado en el *Día* de 30 de Junio de 1849, firmado por *Un Observador* y atribuido generalmente á Murillo, se habla del « insensato orgullo con que el Vicepresidente ha querido romper abiertamente con la Administración. »

le eran propias, asistía á todas las funciones de su cargo, hacía oír la voz de la razón, y en las cuestiones importantes extendía su voto por escrito. Bien fue necesario en el roce continuo con estos hombres todo su tacto, para que ocultasen en su presencia el odio que le tenían ; aunque, con el desprecio de las fórmulas de civilidad que entonces prevalecía, rayaba casi en lo imposible que no acaeciesen lances desagradables. Una vez se descomidió uno de los secretarios, y el Doctor Cuervo se levantó airado y lo confundió hasta obligarle á abandonar la sala ; pero fue tan violenta la conmoción de este disgusto, que allí mismo cayó exánime en una silla ; recobrado después de algunos instantes, fue conducido del brazo á su casa, poco distante de palacio, por el presidente López. Él no disimulaba la idea que tenía de su posición, como lo muestra la siguiente anécdota. Asediado por multitud de personas que cando-rosamente se figuraban que tendría algún valimiento para conservar en su puesto á los empleados que iban quedando cesantes, dijo á una señora amiga que invocaba su mediación en favor del marido : ¿Qué quiere usted, señora, que haga yo, si estoy en el Gobierno como aquel santo de quien dice el pueblo que estando en el cielo, ni Dios hace caso de él, ni él de Dios ?

Cuando de su conducta oficial se valían para mortificarle, desdeñó siempre dar explicaciones, á no ser que el cargo viniese bajo el nombre de persona de posición política ; así, habiéndose opuesto, como lo

exigía su conciencia, al nombramiento de Obando para gobernador de Cartagena, le atribuyeron una hoja volante escrita contra el último con ocasión de haber pedido al Senado que, á pesar del indulto, se le sometiese á juicio para probar su inocencia en el asesinato del Mariscal Sucre. Él calló hasta que en el *Siglo* se le hizo de una manera ofensiva la imputación á que se refieren las siguientes palabras, que publicó con su firma en el *Neogranadino* de 14 de Junio : « No es cierto que yo haya escrito el papel titulado *Cuestión Obando*, como ha tenido la ligereza de decirlo el Senador de la República José Obaldía. Hago esta declaración por miramiento al alto puesto que ocupo, no por satisfacer á persona alguna. »

Esta clase de desazones era al fin en cierto modo personal ; pero, á fuer de patriota, tenía motivos de más hondo pesar cuando consideraba la rápida pendiente por donde corría á deshacerse cuanto constituía el lustre y poderío de una nación ; y muy particularmente aquellos ramos á que en toda su vida había consagrado sus más caros desvelos, como la instrucción pública, la hacienda nacional y los adelantos materiales. En previsión de la ruina inminente consintió en que se llevase á efecto la carretera de Bogotá á Facatativá, aunque su costo pareció tan excesivo, comparado con lo que otros habían propuesto al Gobierno, que aludiendo al precio, se la denominaba *camino de terciopelo*. Algunos se dirigían al Doctor Cuervo diciéndole que debía impedirse el que se llevara á cabo la contrata : « Es caro, carísimo



el camino », replicaba, « pero ¿ piensan ustedes que, si no se hace, al acabar la presente administración quedará en las arcas el dinero que va á invertirse ? »

Con ser tan difíciles sus circunstancias, trató de seguir su invariable regla de conducta, no perdiendo ocasión de emplear su influencia en calmar el ardor de las pasiones políticas, que iban llegando á un punto en que irremediablemente acarrearían una ruptura desastrosa. Además de las sociedades políticas cuya animosidad era estimulada por ardorosos tribunos, los periódicos vinieron á ser otros tantos atizadores que hoy se ven con repugnancia, y aun con vergüenza de que la nación haya pasado por semejantes desvaríos. Cosa increíble : el Gobierno sancionó esta desmoralización de la prensa empleando en la redacción del periódico oficial, después de haberlos indultado como exprofeso, á los redactores del *Alacrán*, aquel libelo inicuo en forma de periódico que hirió en lo más sagrado á la sociedad bogotana, calumniando á multitud de personas respetables, ó descubriendo faltas y deslices de otras, designadas por su nombre.

Llegaba á su colmo esta vergonzosa zambra á tiempo que iba á reunirse el Congreso de 1850. Pensó el Doctor Cuervo que estos momentos eran oportunos para poner tregua á las iras de los partidos, y con este fin invitó (18 de Enero) á su casa varios de los individuos afiliados en las sociedades políticas de la ciudad, y después de manifestarles los beneficios que él mismo creía que la nación podía

reportar de esta clase de asociaciones, tanto para la perfección del sistema democrático como para uniformar la opinión en puntos de interés general, esforzó la necesidad de que todos trabajasen en obsequio de la paz pública, difundiendo en el pueblo los principios de tolerancia y fraternidad; finalmente agregó que en el estado de excitación en que se encontraban los ánimos sería quizá conveniente que las sociedades populares suspendieran sus reuniones durante las sesiones del Congreso; y que indicaba esto como base de discusión, pues aunque no era lo más necesario para asegurar la paz, era sin embargo medio bastante poderoso para evitar excesos. Los invitados se trataron con bastante cordialidad, y convinieron todos en que emplearían su influencia con los escritores públicos para que moderaran su tono descompuesto, y con las respectivas sociedades para que se entendiesen por medio de comisionados\*. Este paso, aprobado por todos los hombres de buena voluntad, no podía contentar á los que vivían de la agitación, y aun fue neciamente increpado en la prensa liberal. De no haberse seguido este camino procedieron los nuevos escándalos dados en el Congreso, donde los concurrentes insultaban y aun hacían callar insolentemente á los diputados conservadores, y además las medidas de persecución recabadas por los democráticos. En

\* Háblase de esta reunión en el núm. 84 del *Neogranadino* y en el 691 del *Día*.

cuanto á los sentimientos que guiaron al Doctor Cuervo, no podemos darles mejor comentario que la conducta que él mismo observó en 1838, acercando á los directores de las sociedades Católica y Democrática, igualmente acaloradas, y haciendo cesar publicaciones que se leían con desagrado en el exterior\*. Aquí como allá luce el patriótico deseo de ver reinando la moderación y la decencia en los debates de la política, para tranquilidad de los ciudadanos y buen nombre de la patria.

El Gobierno, por su parte, no ofrecía al Doctor Cuervo ocasión de emplear su influencia sino en asuntos ajenos de la política. Invitada la República por el gobierno de Su Majestad Británica, para concurrir á la Exposición de Londres en 1851, se le nombró en unión de D. Lino de Pombo, D. José Manuel Restrepo, D. Pedro Fernández Madrid y D. Juan Manuel Arrubla, para que reuniesen y escogiesen los productos que debían enviarse. A fin de interesar á todos los amantes del progreso, fundaron la Sociedad Central Neogranadina, la cual eligió por su presidente al Doctor Cuervo y empezó sin demora á trabajar, buscando corresponsales en las provincias, excitando su celo con la pintura de las ventajas que alcanzaría la Nación al ser conocidos

\* « Supe que usted ha negociado treguas entre los caudillos de las sociedades Democrática y Católica ; éste es un servicio público, porque causaban vergüenza los papeles que llegaban hasta aquí. » Joaquín Acosta, carta fechada en Guayaquil el 9 de Enero de 1839.

sus productos en el extranjero, y dando todas las instrucciones convenientes para lograr el acierto en la elección y preparación de los objetos que debían remitirse. Pocos fueron los que correspondieron á estas excitaciones, y como, fenecido el plazo en que debían hallarse en la capital los objetos destinados á la Exposición, no hubiese ninguno verdaderamente digno de figurar en ella, el Presidente de la Sociedad lo comunicó así al Gobierno, haciendo el debido elogio del desinterés y patriotismo de los miembros y asignando al mismo tiempo las causas de resultado tan desfavorable. Entre éstas se contaron, ya la novedad del caso, por ser la primera exposición universal, ya la brevedad del plazo, acortado aun más por el descuido del Gobierno, que dejó pasar dos meses sin providenciar cosa alguna, ya la falta absoluta de fondos, pues que ni la Sociedad los tenía, ni la premura del tiempo permitió apelar á suscripciones voluntarias.

En resumen, estos dos años de la vicepresidencia fueron para el Doctor Cuervo de esterilidad y de sacrificio, como si estuviera colocado en un puesto eminente sólo para ver mejor y con más amargura la desolación que se dilataba por dondequiera.

---

## CAPÍTULO XVII

### RECUERDOS ÍNTIMOS

Sale el Doctor Cuervo de la vicepresidencia. — Se dedica á la educación de sus hijos. — Su vida en la casa. — Su conversación. — Sus hábitos sociales. — Su conducta con los amigos y con los parientes. — Su casa de campo. — La vida de familia en ella. — La inscripción de la puerta.

Respiró en cierto modo libre el Doctor Cuervo al dejar un cargo que tantos desabrimientos le había causado, y sus amigos le dieron plácemes cuando el 1.º de Abril de 1851 se posesionó de la vicepresidencia don José de Obaldía. El estado en que quedaba la República, relajada la fuerza moral del gobierno, conmovido hasta sus cimientos el orden social y sintiéndose ya rugir la guerra civil, no dejaba otro lenitivo al que no había podido contener el mal, que el de acogerse al silencio de la vida privada con el ánimo sereno y la conciencia tranquila. Poca sagacidad había de tener quien aguardara calma en este retiro ; pero es tal el corazón humano que, al verse libre del peso que le agobia, aunque sea por breves momentos, forja luego mil escenas apacibles y lisonjeras ; y por eso, como si participáramos nosotros de la misma ilusión, queremos describir aquí la

dicha de que disfrutaba el Doctor Cuervo en su casa y en el trato de su familia y de sus amigos, y que le halagaba al huír del tráfago de la política. La lucha comenzará de nuevo para él, dura é incesante hasta la muerte, de modo que en esta narración formarán como una tregua los recuerdos cariñosos de la felicidad que los buenos padres hacen saborear á sus hijos en el hogar, y que continúan de una generación á otra la frescura de los afectos y aquella fe en el bien que constituye la energía del hombre digno y honrado.

Fecundando la laboriosidad con un espíritu de orden que era ingénito en él, logró el Doctor Cuervo allegar un modesto caudal, cuyo incremento paulatino, así como el rumbo que iba tomando, pueden seguirse sin dificultad alguna en los documentos de la familia. Tan distante del despilfarro como de la miseria, sabía cumplir con las exigencias de su posición social y facilitar á su familia los goces que son asequibles en una ciudad como Bogotá. Haciendo caso omiso de que apenas había empresa útil y patriótica que él no fuera uno de los primeros á apoyar, y de que la desgracia y la pobreza hallaron siempre en su casa manos prontas á su alivio y socorro, diremos que convirtió sus esfuerzos casi con prodigalidad á la educación de sus hijos. A Luis, el mayor, le proporcionó en Inglaterra modo de seguir la carrera comercial; Antonio siguió la del foro; y á todos, desde la niñez, infundió amor al estudio y al saber. Dos de los menores, todavía en la infancia, iban,

convidados por la galantería del señor Cerqueira de Lima, Ministro del Brasil, á oír en su casa las lecciones que de buenos profesores recibían sus hijos. Cuando fueron expulsados los jesuitas (en cuyo colegio se educaban dos de nosotros), y los colegios públicos cayeron en increíble postración, resolvió dirigir él mismo en la casa nuestros estudios y para el efecto encargó á Europa los elementos necesarios. Mientras que perfecciona á Antonio en la jurisprudencia, enseña á Rufino los elementos de la geografía y gramática y da lecciones de historia y literatura á Angel y Nicolás; completan la enseñanza de éstos el señor Bergeron, notable profesor francés llevado para el Colegio Militar, el señor Touzet, á cuyos esfuerzos debe tanto en nuestro país la propagación del estudio de la lengua francesa y de la contabilidad mercantil, y don Juan Esteban Zamarra, primero, y don Manuel María Medina, después, jóvenes ambos de variados talentos é instrucción. Fuera de esto puso á sus sobrinas los mejores maestros de música, y él mismo les daba lecciones de idiomas y otros ramos. En fin era tal la atmósfera de estudio y aplicación que había en la casa, que los criados en sus horas de descanso aprendían á leer, ó á escribir y contar, siendo nosotros los maestros. Por el mismo tiempo estimuló á Antonio, franqueándole sus apuntamientos, para que escribiese el *Resumen de la Geografía de la Nueva Granada*\*, obra

\* « Habiéndome franqueado mi amado padre sus manuscritos históricos

que colmó la falta que se notaba de un libro apropiado para esta enseñanza en los colegios; y como para que las primicias literarias de sus hijos diesen testimonio de á quién se debía en la casa el amor al saber, salió esta obra dedicada á la memoria del Doctor Nicolás Cuervo, al cual nuestro padre era acreedor de su educación y cuyas virtudes recordaba de continuo. El fin principal á que aspiraba en la educación de sus hijos era formar hombres honrados y trabajadores. Así lo expresaba en este fragmento de las instrucciones que dejó á nuestra madre al partir para Europa en 1835 :

Si yo muriere, tú tienes el deber de educarlos : ponlos en una pensión ó casa de educación, recomendando con particularidad que aprendan los principios de moral y de religión, la gramática castellana, la aritmética, el dibujo lineal y una buena escritura : cuida después de que aprendan algún arte ú oficio, sea cual fuere, con tal de que tengan una ocupación honesta con que subsistir. No tengo la vana pretensión de que mis hijos ocupen puestos elevados en la sociedad, ni tampoco quiero que sigan por la carrera de la medicina ó del foro, como lo están haciendo casi todos nuestros jóvenes. La patria no necesita de muchos médicos y abogados, sino de ciudadanos

y geográficos, he hecho de ellos el presente *resumen*, que me atrevo á publicar para el uso de los niños de los campos, que no tienen un padre tan ilustrado y tan amoroso como el mío ». (Advertencia puesta al principio del *Resumen*.)



laboriosos que cultiven los campos, mejoren la industria y transporten nuestros frutos á los mercados extranjeros.

No economices gasto ni sacrificio alguno para educar á nuestros hijos : vende lo más precioso que tengas, porque aun cuando no les dejes bienes de fortuna, ellos tendrán siempre lo bastante con la buena educación.

A las seis de la mañana estaba ya en pie aguardando que comenzásemos á estudiar, y sin perder de vista á los pequeños, despachaba la correspondencia con su amanuense ó escribía para la imprenta. Ni lo de madrugar era cosa de entonces, sino que, como la mayor parte de sus hábitos, databa de su juventud ; en efecto, había llevado una vida tan metódica y arreglada, que puede asegurarse que lo que hizo en su edad madura lo había hecho siempre. Así, por ejemplo, como casi nunca salía de noche, á las siete comenzaban á entrar sus amigos, y se sabía que á las ocho y media se despedían, pues nunca dejó de acostarse á las nueve, rodeado de sus hijos y dándoles la bendición desde la cama. El almuerzo, en extremo sencillo, á causa de lo delicado de su salud, y la merienda se le servían á unas mismas horas y con idénticas circunstancias. Unicamente acompañaba á la familia en la comida, que precisamente se ponía á las dos, á la cual habíamos de hallarnos todos mudados y con la compostura debida ; allí nos inculcaba, sin que cayésemos en la cuenta, el modo de conducirse en la mesa la gente culta, y nos enseñaba con su jovialidad el modo de mantener

la alegría entre los concurrentes, por más que tengamos el alma asaeteada por los pesares de la vida. Aun en los días de más amargura, al entrar al comedor su semblante se despejaba, y no se oía en la mesa nada que no fuese agradable, ni cosa que no contribuyese á aumentar en nosotros la consideración y el respeto á nuestra madre, pues nada anhelaba tanto como que la veneráramos, siendo para ella modelos de hijos, como ella lo era de madres. Jamás ni en la mesa ni en las demás ocasiones en que estaba reunida la familia, se dio lugar á la maledicencia ni á la crónica escandalosa, jamás se oyó infamar á las personas que ejercían los cargos públicos ó que defendían opiniones contrarias : cuidado que no es tan solícito como debiera en las familias, por lo cual se envenenan desde tiernos los ánimos y se ciegan en la fuente el respeto á la autoridad y la confianza en la honradez de los hombres públicos. Nosotros debemos á nuestros padres el beneficio imponderable de no haber heredado un solo odio, una sola enemistad ; los negocios desagradables, las infidelidades de los amigos nunca llegaron á nuestros oídos de niños, y se ha necesitado que la edad y el roce del mundo nos descubran algunas de las penas que ellos devoraron en secreto.

Dentro de los límites de una moderación higiénica gustaba el Doctor Cuervo de manjares regalados, afición que sin duda se había acrecentado con los viajes y el trato con personas de distinción ; así que las copiosas recetas de cocina española que nos

venían de nuestros abuelos maternos, se aumentaban con los buenos platos que se le servían fuera, y cuya descripción se complacía en hacer luego, ya por haber adivinado su composición, ya por haberla averiguado discretamente en la conversación. Nuestra madre ponía particular esmero en hacerlos preparar, y cuando llegaba el caso de una comida extraordinaria ó un banquete, era como punto de honor que todo se aderezase en la casa. Además nunca faltaba una buena provisión de vinos escogidos. En suma, siempre teníamos mesa delicada, en la cual uno ó más amigos hallaban con frecuencia cordial agasajo. Recordamos que varias ocasiones llegaba á tiempo el naturalista don Francisco Javier Matis, por entonces casi octogenario ; luego que le anunciaban, dos de nosotros iban á recibirle y le conducían al lugar de honor, venerando en él al anciano pobre y virtuoso y al sabio modesto. Las más veces entraba de vuelta de sus excursiones á los cerros vecinos, y traía en un pañuelo multitud de hojas y flores ; difícilmente se olvidaría su semblante apacible, su tez ligeramente sonrosada por el reciente ejercicio y su copiosa cabellera cana ; de sobremesa nos hacía conocer las plantas que llevaba, y de su boca oímos la relación del descubrimiento del *guaco*, y de los peligrosos ensayos que hizo para comprobar su eficacia contra las culebras más ponzoñosas.

Tuvo el Doctor Cuervo fama de poseer el arte de la conversación y de saber agradar en la sociedad. De estatura elevada, porte desembarazado, facciones

noblemente delineadas, ojos vivos, semblante animado y expresivo, ademanes graciosos y elegantes, metal de voz gratisimo, maneras finas sin la más leve afectación, hallaba en su variada instrucción infinidad de temas interesantes, y el conocimiento práctico de los hombres, adquirido en una vida agitada, le permitía acomodarse al gusto de cualesquiera interlocutores, amenizándolo todo con anécdotas y dichos felices y oportunos. Profesaba el principio de que más vale deber dinero que visitas, lo cual, sabido el orden escrupuloso que mantenía en sus negocios, encarece debidamente la puntualidad con que cultivaba sus relaciones; y no limitándose á meras formas y manifestaciones vanas de amistad, prestaba servicios con la mayor prontitud y delicadeza. En consecuencia, muchas familias lo miraban como de la casa; los primeros ensayos pasaderos de dibujo ó de labores femeniles eran dedicados á él; tenía innumerables compadres y ahijados, entre los cuales hemos contado algunos de nuestros buenos amigos y compañeros de aficiones literarias.

En su sentir, la decencia y el porte leal y caballeroso eran deberes imprescindibles, no sólo del hombre privado, sino más todavía del hombre público; repetía que no lo había acertado el doctor Soto al decir que la república se perdía por falta de lógica, que se perdía por falta de buena crianza. Quien recuerde los insultos, bajezas, cobardías, prevaricatos, traiciones que afean nuestra historia, sabrá apreciar cuánto dijo con esta frase, al parecer

trivial. Consonaban con este sentimiento otros dos igualmente loables : primeramente celo grande de su buen nombre, nacido del respeto á la opinión de la gente honrada, y en particular de sus amigos, de donde le venía el ser cuidadosísimo en guardar documentos y comprobantes de su conducta y en desvanecer cualquier cargo que pudiera hacerle perder la estimación de sus conciudadanos ; en segundo lugar, esmero continuo de guardar el decoro en cuanto hacía y escribía y de procurar que los demás hiciesen lo mismo en obsequio de la honra nacional\*.

Nadie, como él, se desvelaba por la felicidad y la honra de sus amigos ; nadie volvía con más prontitud por ellos, aunque la defensa le acarrease algún sacrificio. Baste citar algunos ejemplos. En 1830 el general Herrán, entonces Secretario de Guerra, salió á acompañar al Libertador, cuando éste, ya sin mando, casi sin prestigio y próximo á morir, dejó á Bogotá dirigiéndose á Europa. En Honda, poniéndose Herrán de acuerdo con el Gobernador de la provincia de Mariquita el entonces coronel Joaquín

\* D. José María Vergara y Vergara en el prólogo que puso á la *Historia de la Compañía de Jesús en la Nueva Granada* de D. José Joaquín Borda, alaba con razón la manera como el Doctor Cuervo, « con aquella cortesía y discreción que distinguían su talento » rebatió, callándolo, en la *Defensa* del Arzobispo de Bogotá lo que el libelista decía sobre ser las señoras de Bogotá mancebas de los jesuitas : « aconsejó al lector que borrarase con la pluma las líneas tales y tales de las páginas que citó ». Rasgos parecidos son comunes en sus escritos polémicos, cuando el desenfreno de la prensa no conocía límites.

Posada Gutiérrez, aceptó algunos empréstitos voluntarios para ser cubiertos á la vista por el Gobierno en la capital, con el objeto de facilitar la marcha del Libertador y de los militares que seguían con él. De esto, que nada tenía de tachable, sacó el *Demócrata*, periódico apasionado y agresivo, argumento para los más exagerados cargos; el Doctor Cuervo salió á la defensa del general Herrán, publicando una hoja firmada por *Unos Bogotanos*, de la cual quedó tan satisfecho el agraviado, que en toda su vida conservó de ella agradecido recuerdo. Otro amigo, á quien amaba entrañablemente, se veía amenazado de gran menoscabo en sus intereses si no encontraba un abogado de importancia que lo defendiera en Antioquia: el Doctor Cuervo le dice: Yo iré; y dejando destino y familia, va y lo salva. Más adelante veremos lo que hizo por su amigo el Arzobispo Mosquera, cuando, desterrado y perseguido, vino la calumnia á ahondar su dolor; y cómo se gozó al ver que habia atraído á sí los insultos que antes cargaban sobre su amigo.

No era menor el tino y delicadeza que empleaba para complacer, escogiendo siempre lo que pudiese ser más agradable. En 1846 muere al regresar de Palestina el joven don Manuel I. Cordobés y Moure, á cuya familia le ligaban antiguas y estrechas relaciones, y para consolar á sus padres, en medio de premiosas ocupaciones, coordina algunos apuntes y las cartas del viajero y forma un librito titulado *La primera visita de un granadino á la Tierra*

*Santa*, conservando con el mayor esmero el lenguaje original, para que pudiera decirse que el autor era el viajero. Precede á la relación una breve noticia biográfica en que se hace el elogio de las buenas prendas del joven Cordobés.

Parece que hubiera tenido el don de adivinar á primera vista los que habían de ser sus amigos. Nos refería don Urbano Pradilla, el último de los que le sobrevivieron, y que fue con nosotros tan sincero y afectuoso como lo fuera con él, que esta amistad nació al día siguiente de graduarse él de doctor. Había sido uno de sus examinadores el Doctor Cuervo, que, sea dicho de paso, tenía la habilidad de hacer lucir los estudiantes; y ¡cuál sería la sorpresa del joven graduado cuando le ve presentarse en su desmantelada vivienda, para darle el parabién por el feliz éxito de su examen, y estimularlo como lo hiciera su mismo padre! Desde ese instante, nos decía nuestro anciano amigo, lleno de gratitud me sentí atraído hacia él, y ya ven ustedes que han pasado más de cincuenta años, y hoy le amo y le respeto como el primer día, gozándome en repetir que siempre encontré en él un consejero para mis dudas y un amigo en quien depositar mis penas.

Cuando moría alguno de sus amigos el primer recuerdo necrológico salía de su pluma. El mismo señor Pradilla nos decía: Al Doctor Cuervo le convidaban á todos los entierros, porque era sabido que á todos asistía, y porque las familias tenían en él un consolador.

Lo que era para con sus amigos da bien á entender cuál sería el afecto que abrigaba para sus parientes y allegados. Trataba á su numerosa parentela, que estaba esparcida en el Valle de Tensa con un cariño lleno de benevolencia, y cuando alguna vez iba á casa algún buen anciano de la familia, lo sentaba á la mesa con todo agasajo, y se complacía en abrirle campo para que discurriese sobre el estado de su provincia ó refiriera la parte que había tomado en la guerra de la Independencia. Escuchándole con atención nos enseñaba á respetarlo, y una vez que estábamos solos nos decía : Don Fulano, con su traje campesino, es tan digno de consideración como cualquiera de los caballeros que me visitan ; y en seguida nos refería su vida llena de laboriosidad y honradez y la educación que había dado á sus ocho ó diez hijos, haciéndolos seguir, como agricultores, el mismo camino que habían seguido sus padres. Cada dos ó tres años acostumbraba hacer una correría por el pintoresco Valle, llevando una carga de regalos para no dejar sin su obsequio ni á la más humilde anciana, y seguido sólo de su criado, un inteligentísimo mulato que lo acompañó por más de veinte años, y que, llegado el caso, podía prepararle los platos más de su gusto. A la entrada del Valle no más comenzaban los obsequios y las exigencias para que fuese á la casa del uno antes que á la del otro. Los hijos de los parientes, por lejanos que fueran, lo llamaban *mi tío*, y ya se sabía por allá que *mi tío* no era otro que el Doctor Cuervo ; los padres y los



ancianos le decían el *señor doctor*. Todos sabían que el mejor obsequio que podían hacerle eran los adelantamientos de los niños, su compostura y aseo; así, luego le mostraban las planas y bordados, y él por su parte tanteaba discretamente lo que en la escuela habían aprendido. Le agradaba en extremo que alguna de las niñas le dijese en la comida : Aquí tiene usted, tío, este plato hecho por la receta que usted nos envió; porque, aun abrumado por las atenciones de la vida pública, no se olvidaba de escribirles y darles las recetas y noticias que juzgaba propias para mejorarles el gusto, proponiéndose también al obligarlos á contestar, que no se abandonasen, como es frecuente en las personas que viven lejos de las ciudades. Su adhesión á la familia no quedaba satisfecha con estas demostraciones, como lo probó, por ejemplo, con las dos hijas de su hermano don Francisco, á quienes, habiendo quedado huérfanas, las llevó á Bogotá, las puso en el mejor colegio y concluída su educación, las trató en su casa á par de sus propios hijos. Con nosotros se educó sin distinción ninguna el virtuoso joven Jacobo Martínez y Barreto, cuya familia le era especialmente querida.

No podemos menos de tocar con profundo respeto estos rasgos de su vida íntima, que sin duda él no consintiera que estampáramos aquí, pues así como siempre esquivaba hablar de los daños que le inferían sus enemigos, también procuraba no se diese importancia á los beneficios que hacía, juzgando el

hacerlos como un deber que le imponía la Providencia por los favores que le dispensaba; nosotros nos excusáramos también de hacerlo, si no contempláramos que en las virtudes domésticas resaltan los méritos del hombre público, como en su fondo dorado las antiguas pinturas.

Cuando en 1830 empleó el Doctor Cuervo parte de su capital en las tierras llamadas de Boyero, en la Sabana de Bogotá, fantaseó dedicarse él mismo á cultivarlas, con el pensamiento de ser institutor de sus hijos y enseñarles á ganar el pan lejos de los azares y vaivenes de la política; pero ya que su profesión y la nombradía que iba adquiriendo le impidieron realizar tan poético ensueño, conservó el terreno como finca que acrecentaría su caudal con el desenvolvimiento natural de la riqueza en país nuevo, y como refugio para las peripecias de la vida pública. Años después, viendo que las casas de la Sabana son casi inhabitables para los que no han nacido allí, á causa del frío y de los vientos que reinan en ciertos meses del año, construyó una muy linda á la traza de las de campo que había visto en Europa, la cual une á la ventaja de ser sumamente abrigada, toda la comodidad y decencia que convienen á una familia culta y hecha á la vida de la ciudad. Esta construcción fue motivo de escándalo para los de la comarca, que no podían concebir casa sin ancho patio interior y sin grandes balcones; y con aire de reproche le decían: « Pero, señor doctor, se le olvidó el patio. » « No, mis amigos, replicaba,

patio hay todo el que ustedes quieran, desde aquí hasta Bogotá, y aun más, si les parece poco ». Igualmente enemigo de la rutina que deseoso de contribuir con su ejemplo á introducir mejoras, no se contentó con esto, sino que rodeó la casa de árboles y jardines, y construyó unas accesorias para el servicio de la propiedad, de modo que, á diferencia de las otras haciendas, nada tuviesen que ver con las habitaciones de la familia, los jornaleros, los caballos, ni los carros. Por manera que á la sala y piezas altas no llegaban sino los amigos y las personas de consideración que iban de visita, habiendo para los agricultores y personajes de los pueblos vecinos una pieza baja decentemente amueblada, donde quedasen los lodos del camino y se ahogaran las risotadas y expresiones vulgares, sin turbar la calma de aquel retiro. No por esto dejaban los últimos de ser tratados con afectuosa bondad y obsequiados cumplidamente, de lo cual quedaban tan agradecidos como de los consejos que recibían sobre agricultura ó sobre cuestiones jurídicas, que raros son los campesinos que no tienen un pleito que consultar. Si la disposición del edificio nada deja que desear por lo que hace á comodidad ó recreo, el mobiliario, en su mayor parte labrado allí mismo por hábiles artesanos, es casi todo del precioso nogal que crece en algunas de nuestras serranías y de exquisito gusto. Los cuadros que adornan las piezas son en general copias en grabado de cuadros inmortales, sobre todo los del oratorio, el que estaba además provisto de

los ornamentos necesarios. El día que se bendijo la casa, celebró en él con gran fiesta el Ilustrísimo Arzobispo Mosquera, y después lo hicieron y lo han hecho los Ilustrísimos Torres, Obispo de Cartagena, y Riaño, de Antioquia, el R. P. Manuel Gil, Superior de la Compañía de Jesús y otros sacerdotes parientes y amigos que después han ocupado puestos no menos elevados.

En los meses de Diciembre y Enero, en que el cielo es tan diáfano y azul en las partes altas del centro de la República, no se desocupaba la casa de los amigos invitados y de las señoras que iban á acompañar á nuestra madre, y ~~que~~ todos disfrutaban de los placeres del campo al abrigo de la confianza y de una agasajadora hospitalidad. Los últimos días del año, tan deseados por las familias antiguas de Bogotá, eran particularmente animados : entonces armábamos el nacimiento que nuestro padre había hecho labrar en Quito de marfil vegetal, y en que, á vueltas de las imágenes religiosas, menudeaban otras satíricas ó caricaturescas llenas de soltura y originalidad ; para adornarlo íbamos á los cerros más cercanos en busca de musgos, líquenes y otras plantas curiosas, y con frecuencia él mismo nos dirigía en la colocación de las figuras y en el arreglo de los pormenores, para que el conjunto quedase más artístico. Al mismo tiempo nuestra madre hacía todos aquellos manjares que conforme á la tradición de sus mayores eran de ordenanza en esos mismos días : allí las empanadas crecidas y doradas, las

S/

hojaldres, los buñuelos en todas sus formas de pestiños, hojuelas, rosquillas y quién sabe cuántas más, nadando en clarísimo almíbar y engalanados con la flor de la borraja; el guarrús, el masato y la aloja que formaban el refresco, acompañados de bizcochuelos y variada abundancia de colación. Muchas veces después de deshornar y cuando se nos iban los ojos tras de esta tentadora profusión, nos recordaba nuestra madre que en los días amargos para las familias españolas que siguieron á la batalla de Boyacá, emigrado nuestro abuelo y sus propiedades abandonadas y sin producir nada, por algún tiempo no subsistieron en la casa sino de la humilde ganancia que sacaban de hacer colación y enviarla á vender en las calles por sus criadas. Al proporcionarnos en Boyero estos inocentes placeres, parece que no quisieran nuestros padres otra cosa sino que, cualquiera que fuese la suerte que el Cielo reservara á sus hijos, tuvieran para la edad madura los mismos recuerdos que con ternura guardaban ellos de su niñez.

Persuadido nuestro padre de que en los pueblos donde está arraigada la democracia poco vale un caudal y un buen nombre heredado, sino que el individuo ha de aguardarlo todo del vigor y la energía con que haga valer sus talentos, quiso desde temprano imbuírnos el amor al trabajo, y acostumbrándonos á todas las fatigas, prepararnos á los combates de la vida, no sucediese con nosotros como con muchos miembros de antiguas familias, que aletargados con una vana confianza en sus tim-

bres, se han confundido entre la muchedumbre dejando olvidado é inglorioso un nombre ilustre. Cuando las lluvias descomponían el camino vecinal que pasa por el frente de las casas, íbamos nosotros á repararlo; los mayores tomaban la pala ó el azadón, y los pequeños llevábamos en carretillas ó á espaldas la piedra ó los céspedes necesarios, mientras él, como capataz, dirigía nuestros trabajos, dándonos las lecciones prácticas del caso. Otro objeto de nuestra actividad constructora era el puente de una acequia que cruza el camino, el cual varias veces compusimos y casi reconstruímos; y era de ver la cara que ponían los transeúntes al ver que por vía de juego y ejercicio hacíamos obra tan meritoria, llegando el caso de que algunos, y entre ellos reposados propietarios, echaban pie á tierra, y asiendo nuestras herramientas decían: Yo también voy á ayudar al Doctor Cuervo. No menos se recreaba éste cuando tomábamos la hoz ó la azada para ayudar á la cosecha de los frutos que se cogían en las pocas fanegadas que había reservado para el uso de casa, ó cuando por la mañana nos encontraba ordeñando las vacas, y pisando descalzos la escarcha ó andando por el agua sin que nos hiciese impresión alguna. Cada cual había de cuidar su caballo yendo á cortar y traer la alfalfa, almohazarlo, y ensillarlo cuando llegaba el tiempo de montar. Otras veces nos permitía cabalgar en terneros indómitos y aun nos estimulaba á ello, y ayudaba con su risa á burlar al que se dejase caer.

Para dar fin á estas tristes reflexiones debemos también hacer mención del grave mal que aflige á casi toda nuestra sociedad y compromete seriamente su porvenir : mal que se ha importado del viejo mundo, pero sin los correctivos que allí neutralizan sus efectos : hablamos del *amor desenfrenado* al dinero, que comprime los más nobles sentimientos del corazón, ataca las creencias y santifica el egoísmo. Al deseo de adquirir se sacrifican el deber, el honor y la virtud ; pocos son los que trabajan por ganar gloria, estimación y las bendiciones de sus compatriotas, y menos aún los que sólo aspiran á gozar de la dulce satisfacción de hacer el bien ó cumplir con un deber. El cambio de instituciones, la reforma de las leyes, la elección de los mandatarios, los trastornos públicos, los prevaricatos, las bajezas, todo es una especulación pecuniaria. El *becerro de oro* ha venido á ocupar el tabernáculo del Dios de nuestros padres. La libertad, la igualdad que tanto se decantan para alucinar, corromper y explotar la multitud, son deidades subalternas que apenas hacen el oficio de mediadoras. Sobre la estatua de la *libertad* hay en la Nueva Granada una divinidad superior, el oro\*.

---

\* *Catolicismo* de 18 de Junio de 1853.

## CAPÍTULO XVIII

### PARODIAS Y RUINAS

Las influencias extranjeras. — La de Francia en los tiempos que precedieron y siguieron á la revolución de 1848. — Extiéndense las sociedades democráticas. — Fundación de la Escuela Republicana y de la Sociedad Filotémica. — Sesión de la Republicana el 30 de Octubre. — Se ofrece uno á ser verdugo del Arzobispo. — Temores que esto inspiró. — Proceso infame. — Quejas de los democráticos. — Plaga de ladrones é inseguridad pública. — Horror á los democráticos. — Mensaje del Presidente López y representación de la Democrática al Congreso. — Remoción del cuerpo de policía. — Reuniones en el Salón de Grados. — El juicio por jurados. — Se estrena la ley con Russi y sus consortes. — Las democráticas en el Cauca. — Sus excesos. — Conducta del Gobierno. — Asesinato de Pinto. — Revolución de 1851. — Encarnizase la persecución religiosa. — El Arzobispo Mosquera. — *El Catolicismo*. — El Doctor Cuervo fue uno de los primeros redactores. — Hostilidades oficiales contra la Iglesia. — Leyes contrarias á ella. — Protestan el Arzobispo y los obispos. — Conflicto con ocasión de la convocación á concurso. — Rechaza el Arzobispo la intrusión del Vicario de Antioquia. — Acusación y juicio del Arzobispo. — Su extrañamiento y salida. — Acusación y juicio de los demás obispos. — Manifestaciones que se hacen en el extranjero á los desterrados. — Tentativas para revolver la Iglesia. — D. Manuel Fernández de Saavedra. — *El Arzobispo de Bogotá ante la Nación*. — *Defensa del Arzobispo de Bogotá*. — Efectos de esta publicación. — Se reimprime el libelo en Chile. — Desorganización de la República. — Ley de descentralización de rentas y sus consecuencias. — Efectos de la autonomía de los cabildos en la instrucción primaria y en la suerte de los curas. — Decaimiento de la instrucción secundaria. — El Colegio Nacional. — El Seminario y el Colegio de la Merced. — La administración de justicia. — Disputa entre el Presidente y la Corte Suprema. — Conclusión.

Quando nuestros padres rompieron los vínculos políticos que los unían á España, no pensaron en



que de hecho quedaban sometidos á otro vasallaje en ocasiones igualmente funesto, cual es el que constituye la inferioridad literaria y científica, agravada en toda la América española por la distancia de los centros de cultura, por la comunicación difícil y la escasez de personas suficientemente ilustradas para discernir entre la buena y la mala doctrina, y lo adaptable ó contrario á las peculiares circunstancias de cada país. La primera sangre que se derramó en nuestro suelo por las contiendas civiles, se debió á la alucinación de querer acomodar á comarcas que ni la más remota idea tenían de la vida política, las instituciones de los Estados Unidos, impuestas á ellos por la naturaleza misma de las cosas, como que varios de los miembros de esta federación ni una línea tuvieron que cambiar á sus antiguas constituciones al separarse de la metrópoli. La desorganización producida por este desacierto facilitó la reconquista al ejército expedicionario de Morillo, y la forma que nosotros hemos disfrutado de la federación ha merecido calificarse de anarquía organizada. Recobrada la patria, vino la maléfica influencia que ejercieron los liberales españoles con sus ideas sobre derecho público eclesiástico y con sus escritos ligeros enderezados á minar la piedad y poner en descrédito los institutos religiosos; y lo que es más singular, sirviendo de conducto para que llegaran á nosotros el sensualismo y el utilitarismo extranjeros, aumentada su crudeza, á lo menos en el tratado de legislación de Bentham, cuyas notas son

todavía más perniciosas que el texto\*. Con no menos fe se recibieron después las declamaciones y dañinas utopías de los republicanos y socialistas franceses que prepararon é hicieron la revolución de 1848; y si este memorable acontecimiento conmovió á todos los pueblos de Europa, en la Nueva Granada, por las peculiares circunstancias en que se hallaba, las consecuencias fueron más deplorables y los escándalos mayores.

La influencia de Francia durante los años que pre-

\* Para mayor abundamiento, agregaremos á lo dicho en otro lugar (tomo I, pág. 27) algunas noticias sobre la influencia de Bentham en la revolución española de 1820 y sobre los motivos que le hicieron simpático en América. Recién abiertas las Cortes, les dirigió una carta sobre los inconvenientes de establecer una cámara alta, la que fue leída en ellas con fervientes aplausos; también se leyó en la sociedad patriótica del café de la Cruz de Malta, que, entusiasmada, envió á su autor el diploma de miembro honorario. Poco después Argüelles le consultó sobre la institución del jurado, y el Conde de Toreno, que le proclamaba lumbrera de la humanidad, sometió á su examen el *Proyecto de código penal*, lo que dio materia á siete extensas cartas del jurisconsulto inglés. Calatrava, el principal entre los redactores del *Proyecto*, ensalzaba en las Cortes la humanidad, la filantropía y el genio sublime de Bentham. De esta manera el que era abominado en Inglaterra como caudillo de los radicales, vino á ser legislador de España, según lo advierte el traductor francés de estos opúsculos (*Essais de Jérémie Bentham sur la situation politique de l'Espagne*, p. 179 : París, 1823). En lo más vivo de la influencia del liberalismo español, á mediados de 1821 con la primera avenida de libros españoles, llegó la traducción de Bentham á Bogotá (Groot, *Hist. ecles. y civ.*, tomo III, p. 143). La aceptación que tuvo estaba preparada, pues él era conocido de los primeros hombres de nuestra revolución, en el concepto de que aunaba en sus simpatías á los liberales de España y América; simpatías tan sincoras, que por ese tiempo hacía valer todo su influjo para que la metrópoli emancipase á sus colonias (*The works of*

cedieron á la revolución es muy perceptible en nuestros asuntos políticos, así para bien como para mal. La ley de libertad de enseñanza (8 de Mayo de 1848), por ejemplo, fue sin duda eco de las discusiones que tanta gloria dieron al elocuente Dupanloup. Acaso no es aventurado afirmar que á los enemigos de Mosquera no se les hubieran ocurrido sus invectivas contra los despilfarros y dilapidaciones, ni hubieran declarado guerra á los monopolios, á no ver á los periódicos franceses desencadenarse, ya

*Jeremy Bentham, published under the superintendence of his executor, John Bowring*, tomo X, p. 514-515. Véase además la curiosa carta de Bentham á Bolívar, fechada el 13 de Agosto de 1825, en las *Memorias de O'Leary*, tomo XII, p. 265). Grande amigo de Miranda, le redactó antes de partir éste para Venezuela en 1810 una ley de libertad de imprenta, y proyectaba él mismo hacer un viaje á este país. Miranda, que le consideraba como uno de los principales apoyos de la libertad americana, le daba parte de sus empresas (véase la citada edición de Bentham, pp. 458, 552). El *célebre escritor* á quien Nariño cita de memoria en el proyecto de constitución que presentó al Congreso de Cúcuta, para sostener que no debía haber sino una sola cámara, es el mismo Bentham en la carta á las Cortes, arriba mencionada, y que sin duda vio en España traducida por D. José Joaquín de Mora. Finalmente diremos que este liberal español, benthamista fervoroso, que al anunciar aquella traducción en el *Constitucional* de 18 de Agosto de 1820 hizo pomposo elogio de su ídolo, fue el primero que enseñó en Chile sus doctrinas (J. V. Lastarria, *Recuerdos literarios*, p. 24).

La redacción francesa de Dumont ha tenido escasa circulación entre nosotros; y así nos parece fuera de toda duda que sin el entusiasmo de los españoles por Bentham, gracias al cual sus obras se vulgarizaron é hicieron accesibles á la juventud colombiana en circunstancias tan especiales, acaso no salieran entre nosotros del gabinete de los doctos ni se convirtieran en bandera de partido á título de ser cosa de patriotas y liberales.

contra el monopolio universitario, ya contra las malversaciones de ciertos altos empleados y contra los que tenían hambreadas las poblaciones guardando el trigo en sus almacenes.

Seguíase con el más vivo interés entre nosotros el curso de las cosas en Francia, de modo que al saberse la crisis, los periódicos publicaron hasta los incidentes más pequeños, y reprodujeron las proclamas, discursos y decretos en que se contenían las conquistas de los nuevos apóstoles. La revolución triunfante el 7 de Marzo se esforzó en copiar ó parodiar esos actos. Abolióse la pena capital por delitos políticos y la de vergüenza pública; se desterraron los tratamientos oficiales de los magistrados reemplazándolos con el de *ciudadano*, porque en Francia se declararon abolidos todos los antiguos títulos de nobleza y las calificaciones que les eran anexas. Poco después se dio atropelladamente libertad á los esclavos, como el gobierno provisional la dio á los de las colonias francesas.

Los liberales verdaderos (que eran entonces los conservadores) aceptaron gustosos entre estas reformas las que eran razonables y no herían derechos adquiridos. Los revolucionarios se apropiaron cuanto conducía á solevantar é inflamar las muchedumbres para granjear prosélitos y dóciles instrumentos. Parecía que á los conservadores cautivaba el papel generoso y poético de Lamartine, que arrancaba la bandera roja de la casa municipal, mientras los otros se dejaban arrebatarse de Luis Blanc cuando arengaba

á los obreros en el Luxemburgo anunciándoles la renovación del mundo social y el remedio de todas las miserias del pueblo. La idea de un progreso indefinido que llevaría la humanidad á abrazarse en el regazo de la democracia cristiana, impresionó vivamente á individuos de ambos partidos, en especial á los jóvenes. Aquellas palabras mágicas con que se electrizaba al pueblo de París, libertad, igualdad, fraternidad, democracia, soberanía del pueblo, sufragio universal, revueltas con la Biblia, con Jesucristo, con la humanidad, no se les caían de la boca á nuestros tribunos en las sociedades democráticas ni tampoco en las contrarias\*. Pero no pasaba de aquí la conformidad, pues los conservadores repudiaban el socialismo y el comunismo, y nada admitían que atacara las bases de la sociedad cristiana. Los otros no hacían ascos á las doctrinas más subversivas, y sólo como materia de exornación retórica profesaban

\* Es tipo acabado de estos revoltillos la siguiente lista de brindis propuestos en un banquete reformista celebrado en Limoges en Enero de 1848 : Por la soberanía del pueblo ; Por la libertad, la igualdad y la fraternidad ; Por la organización del trabajo ; Por la solidaridad humana ; Por la instrucción nacional ; Por el problema pacífico del proletariado ; Por la libertad de imprenta ; Por el sufragio universal ; Por el porvenir religioso de la humanidad ; Por la propiedad y la familia ; Por Jesucristo ; Por el triunfo de la libertad ; Por el pueblo. El periódico titulado *Le Peuple* da en los términos siguientes noticia de un *Banquete religioso y social* celebrado « en memoria del nacimiento de Jesucristo, el grande apóstol del socialismo » el 25 de Diciembre de 1848 : « Abrióse dignamente la sesión con la lectura del Sermón del Monte, y después de cantar con recogimiento el himno á la fraternidad, se propusieron estos brindis : una señora cuyo nombre no recordamos : Por Cristo, padre del

un cristianismo vago, ideal, sin dogma, sin culto ni ministros, el mismo que tanto efecto producía en los clubes de París. Entre nosotros se efectuó la más inicua persecución al catolicismo prometiendo « predicar la moral en consonancia con los dogmas del cristianismo *a novo*, es decir la doctrina consoladora y divina del Evangelio\* »; y llamando á éste « el libro divino de la religión no menos que de la democracia, el libro de donde se ha tomado el lema de las tres grandes palabras regeneradoras de la especie humana, libertad, igualdad y fraternidad\*\* ». Tanto se hablaba del Gólgota, voz que por su uso poco frecuente y hasta por su acentuación se brindaba á periodos rimbombantes en prosa y verso, que al fin estos ilusos fueron bautizados con el nombre de *gólgotas*.

También se imitó aquel hermanamiento de que dieron ejemplo los estudiantes el 2 de Abril en el Campo de Marte, quitando de las manos sus herra-

socialismo ; la señora Jeanne Déroin : Por el advenimiento de Dios á la tierra ; etc. En seguida nuestro amigo Pierre Leroux, que con tan buena voluntad corresponde siempre á los deseos de sus hermanos y amigos, volvió otra vez al Sermón del Monte, y, habiéndolo comentado, saludó el advenimiento de una religión nueva fundada en la solidaridad, y en la que habían de aunarse la afirmación del corazón y la sanción de la ciencia. Esta improvisación, dicha con emoción y entusiasmo, mereció los más vivos aplausos. Siguiéron los brindis : la señora Brazier : Por la Navidad ; Hervé : Por Saint-Just, mártir de Termidor ; Bernard : Por el Cristo vivo, por Francia. » — Estos fueron los Felicianos de Silva que volvieron el seso á nuestros demócratas.

\* *Gaceta oficial* de 11 de Julio de 1850.

\*\* Discurso de posesión del vicepresidente Obaldía (1.º de Abril de 1851).

mientas á los obreros y cantando la *Marsellesa* abrazados con ellos, y que se veía á cada paso en los banquetes fraternales, confundiéndose todas las categorías sociales y todos los vestidos. En las sociedades democráticas granadinas, los miembros del Gabinete y la generalidad de sus sostenedores se mezclaban con gente despreciable, no ya para infundir sentimientos generosos ó estimular al ejercicio honrado del trabajo, sino para avivar las pasiones y desviar los buenos instintos.

En estas juntas, explayando las ventajas de la asociación en el lenguaje de Saint-Simon y Fourier, se halagaba á nuestros artesanos con las mil soñadas ventajas del establecimiento de talleres industriales. De las novelas de Eugenio Sue, que constituían casi la total erudición de muchos que la daban de publicistas, amasadas con las declamaciones de otros de la misma estofa, sacaban materia los tribunos para remedar aquellas arengas con que se incitaba al pueblo á reivindicar sus derechos, conculcados, según decían, por una opresión secular, y que ninguna aplicación podían tener entre nosotros, pues aun los esclavos mismos eran harto más felices que los obreros y proletarios de Ultramar; y era lo más peregrino que se declamaba contra el feudalismo y otras cosas semejantes, que cuanto menos se conocían entre nosotros, tanto más se prestaban á ridículas y siniestras interpretaciones.

En las siguientes páginas nos proponemos bosquejar las consecuencias de tales remedos y de la

necesidad en que se vieron los liberales, para acreditar su nombre, de exagerar locamente las libertades, ya harto grandes, que sus predecesores habían establecido. En semejante competencia de desvaríos con los franceses y de liberalismo con los conservadores se ayudaron recíprocamente, para ruina de la nación, el candor de unos, la incapacidad de otros, la perversidad de no pocos y los odios y rencores de partido.

Si los revolucionarios de 1840 hubieran triunfado en 1849 por efecto de un alzamiento y después de ganar batallas en el campo, su caudillo se viera obligado, tarde ó temprano, á organizar su gobierno, á licenciar parte de sus tropas y tratar de apaciguar los partidos. En una palabra : la revolución hubiera pasado. Pero subiendo al poder con una victoria sin combate y quedando en pie é incólume el enemigo, les fue preciso conservar y aumentar la fuerza con que habían alcanzado esa victoria : el triunfo no fue pues sino el comienzo de la revolución.

Lo que era y lo que prometía la sociedad Democrática de Bogotá sugirió la idea de propagarlas por todo el país, hasta en los pueblos más insignificantes. Se procuró conmover á todos los ciudadanos y empeñarlos en la política, darles la iniciativa en todas las cuestiones públicas, volviendo las instituciones á la época primitiva de las repúblicas, cuando, no habiendo gobierno representativo, el pueblo no desamparaba la agora y el foro ; por una aplicación



maliciosa y extravagante del ensanche dado al poder municipal durante el gobierno de Mosquera, se puso en práctica la autonomía de la aldea, dejando á cargo de la ignorancia y de las intrigas lugareñas los intereses de la enseñanza y el orden del culto católico, hasta poner al arbitrio de las muchedumbres el nombramiento de los párrocos y aun prometerles participación en el de los obispos. Pero nada de esto podía hacerse sin adular malignamente bajas pasiones. Alegando fingidos agravios, al paso que se despertaba la envidia y odio del pobre contra el rico, se presentaba á las turbas como próximo el día en que los ignorantes y la última hez de la sociedad habían de llegar á los primeros puestos, no ya en fuerza del trabajo y la inteligencia, sino por el mero hecho de ser los últimos. « El pueblo es libre hasta donde es posible serlo, — se lee en la Gaceta Oficial de 29 de Septiembre de 1850, — sólo faltan algunos pequeños rasgos para acabar su situación política : el sufragio directo y la abolición de toda traba pecuniaria y condición de instrucción *primaria* para poder ser ciudadano y *legislador*. »

De Bogotá partían como emisarios á comunicar el incendio á las provincias, jóvenes acabados de salir de los colegios con la cabeza llena de las ideas más dañinas, y las sociedades fundadas asumían en cada parte carácter diverso, según las circunstancias é intereses locales, si bien animadas todas de un mismo espíritu. Para que en todo tiempo constara que este movimiento provenía de impulso oficial, en la *Gaceta*

se publicaba el establecimiento de cada club con el aplauso que mereciera la empresa más útil y patriótica.

Mientras las democráticas se multiplicaban en toda la República alimentando gérmenes de odio y desolación, quisieron en Bogotá unos jóvenes entusiastas y desvanecidos con las ideas novísimas buscar campo más adecuado á sus aspiraciones, fundando una nueva sociedad que llamaron *Escuela Republicana*. Inauguróse solemnemente en 1850 el 25 de Septiembre, fecha de triste recuerdo asistiendo el Presidente de la República, parte del Ministerio, muchos funcionarios públicos y una diputación de la Democrática. Los oradores dieron las primicias que eran de esperarse de jóvenes que discurren sobre la libertad y otros temas igualmente propios para amontonar palabras sobre palabras muy sonoras y muy huecas; los aplausos fueron estrepitosos y no faltaron las coronas. Si entre esta hojarasca se traslucían bien los delirios socialistas, sería demasiado rigor afear los sentimientos que los producían, porque al fin aquéllos pueden hermanarse con el corazón generoso de la juventud; lástima sí que con ellos apareciesen las sugerencias de demagogos impenitentes que los enseñaban á glorificar la memoria de aquella infausta noche de 1828 en que otra juventud desvariada estuvo á punto de quitar la vida al Libertador, y les imbuían la saña contra la Iglesia católica y muy particularmente contra el venerable Arzobispo de Bogotá.

Los jóvenes conservadores, como por despique, se reunieron en otra sociedad que apellidaron *Filotémica*, y para su inauguración escogieron el día 28 de Octubre, natalicio de Bolívar, y la quinta que lleva su nombre, donde él habitó algún tiempo. Aunque los discursos no aventajaron mucho literariamente á los otros, sí los dejaron muy atrás por sus ideas en un todo liberales, algo recargadas, conforme á las influencias que corrían, pero no anárquicas ni demagógicas. Los miembros de una y otra sociedad se extasiaban contemplándose como árbitros del porvenir y como lumbreras únicas de la civilización; y es cierto que, así de los unos como de los otros, hemos visto á algunos ocupando los primeros puestos en las letras y en la política, pero acaso los más se correrían hoy al rever las ilusiones ó los partos literarios de unos días de inexperiencia y de locura.

Para oscurecer la fiesta del 28 de Octubre celebraron los jóvenes liberales otra el 30, la más ruidosa entre todas, la que enloqueció á su partido, la que dejó más hondos recuerdos. Hacia el fin de la sesión todos estaban ya fuera de sí, cuando el joven Octavio Salazar leyó unos versos en que á vuelta de otras cosas propias de la época, cantó calorosamente á los mártires de la Independencia y en particular á Ricaurte. El Presidente de la República se sintió tan conmovido, que, en bajando el poeta de la tribuna, le estrechó con efusión entre sus brazos, y le dijo que en memoria del héroe de San Mateo llamaría Antonio Ricaurte al hijo que acababa de nacerle. El

joven comunicó á la concurrencia esta noticia placentera, y faltaron palmas y voces para aplaudir\*.

Como el entusiasmo hace el efecto de la embriaguez, que revela indiscretamente los arcanos del corazón, hubo allí un sujeto que tomando de los discursos y de los versos que acababa de oír, la parte que cuadraba con sus instintos, creyó bien caldeada la fragua de las pasiones feroces, subió á la tribuna y diciendo que abundaba en las ideas que aquella noche se habían expresado, agregó : « En prueba de que mis principios son liberales, si se quiere ahorcar al Arzobispo, yo seré su verdugo\*\* ». Según parece, de entre los espectadores que estaban en las graderías salieron las primeras voces de improbación, ¡ No ! ¡ no ! ¡ no ! las que fueron repetidas entre los miembros de la Sociedad, y á poco uno de ellos rechazó la oferta desde la tribuna, con lo cual se calmó la vocería.

Mucho empeño se tomó en probar que este desgraciado no era miembro de la Escuela y que todos los concurrentes, del Presidente abajo, habían desaprobado con indignación su desalmado pensamiento ; mas vistos los sucesos después de cuarenta años, ocurre preguntar : ¿ A qué semejantes escrúpulos cuando esta sociedad se ufanaba de enlazar su historia con el 25 de Septiembre, y cuando en su primera

\* Véase la *Gaceta* de 3 de Noviembre de 1850.

\*\* Estas palabras se hallan referidas con uniformidad casi completa en la *Gaceta*, en el *Neogranadino* y en los periódicos conservadores. Nosotros las hemos copiado de la primera.

sesión uno de los oradores designó como tirano al Arzobispo\*? ¿A qué tantos aspavientos porque uno se ofreciera á cortar luego la vida material del señor Mosquera, que al fin había de acabar en breves días á poder de amarguras y padecimientos, cuando dentro de poco se iba á buscar otro verdugo para arrebatár á la víctima la vida de la honra, aquella vida sempiterna que consiste en el olor indeficiente de las virtudes al través de las generaciones y en el amor y veneración de los buenos? Además que nada de eso impidió que, reunida algunos días después la Democrática en sesión plenísima, enviase una diputación al que se ofrecía como verdugo para felicitarlo, y que presentándose éste muy satisfecho, reiterase entre aplausos la oferta. Hasta tal punto habían logrado pervertir á estos artesanos : para atraerlos en un principio, colocaron en el local de sus sesiones el retrato de Pío IX, haciendo alarde del fingido entusiasmo que en Europa mostraban por el insigne pontífice los enemigos de la Iglesia; ahora lo derribaban con befa, porque vieron á los adeptos ya bien aleccionados en despreciar á la religión, ufanos de haber expulsado á los jesuitas y muy bien hallados con salir por las calles vociferando mueras contra el *monigote morado*, como llamaban al Arzobispo. De todo esto se originó la voz de que se trataba efectivamente de dar muerte al Prelado, y á la Nochebuena siguiente era entre la gente piadosa tan

\* Véase la *Civilización* de 10 de Octubre de 1850.

firme la creencia de que el horrendo designio se llevaría á cabo al salir aquél del palacio arzobispal ó al volver de la catedral después de celebrada la misa del gallo, que en todas esas calles se allegó una inmensa muchedumbre determinada á poner su vida por la de su Pastor. Informado López de lo que pasaba, envió al Arzobispo un oficial para asegurarle que no corría peligro alguno\*.

El estado de frenesí á que llegaron estos hombres puede medirse, entre muchos, por el siguiente hecho que vaciláramos en referir, sin la consideración de que cuanto se calla de los ultrajes hechos á un varón insigne, tanto se escatima de su gloria. Sobornando á una mulata despreciable, empezaron á instruir un sumario para seguir al Arzobispo causa de amancebamiento. Apenas llegó á sus oídos semejante infamia, fue de mañana á casa del Doctor Cuervo, y entrando á su estudio con la franqueza á que le daba derecho una íntima amistad, le dijo arrasados los ojos en lágrimas : « Compadre, ¿ no sabe usted cómo me tratan ? » Al proferir estas palabras echó de ver que hacia un lado estaba alguien ; y como se turbase un tanto, el Doctor Cuervo le tranquilizó haciéndole reconocer á una persona de la familia de entera confianza para ambos, el entonces presbítero Don Indalecio Barreto, que ocupó luego altos puestos en la jerarquía de la Iglesia y de cuya boca sabemos este

\* Véase *Gaceta* de 6 de Febrero de 1851 y *Civilización* de 2 de Enero del mismo año.

lance. Hablaron en seguida del asunto, y el Doctor Cuervo quedó en que inmediatamente daría todos los pasos que la gravedad del caso demandaba. Ido el Arzobispo, salió con el señor Barreto, y al separarse de él en la puerta de la casa, le citó para las dos de la tarde; él acudió con toda puntualidad, y luego que entró, le puso en sus manos el Doctor Cuervo unos papeles, diciéndole que los leyese; y mientras tanto, habiendo tocado la campanilla, ordenó al criado que trajese un brasero encendido; cerrada la puerta con llave, echó en él los papeles, que no eran otra cosa que el susodicho sumario. Cuando estuvo reducido á cenizas, dijo al señor Barreto: Ahora vaya usted inmediatamente á casa del señor Arzobispo y refiérale lo que ha visto. Cómo se hizo al sumario es punto que no hemos podido averiguar; pero el hecho es que el Doctor Cuervo impidió este oprobio.

Como es de concebirse, no hubieran bastado las enseñanzas puramente doctrinarias para atraer concurrencia á las sociedades democráticas: se necesitaba de algunas promesas tangibles en que cada individuo viera que iba á mejorar de suerte. En Bogotá mismo se hizo así desde la primera fundación de la Sociedad de artesanos, asegurándoles, por ejemplo, que se establecerían talleres en que se perfeccionasen en los principales ramos de industria, y que alzados los derechos de introducción para los artefactos extranjeros, ellos podrían abastecer el mercado á precios muy altos; y esto sin

contar con lo que locos ó pérfidos les ofrecían sobre una nueva repartición de bienes que los sacaría de la condición de pobres. Muchos entre esta buena gente se recreaban ya con la ilusión de verse catedráticos de sastrería, carpintería ú hojalatería en los nuevos institutos, y tirar sueldo del tesoro como lo tiraban otros de sus copartidarios por enseñar en la universidad derecho ó filosofía. Pero como tales ofrecimientos tardaban en cumplirse, comenzaron las quejas, y con amargura decían que los proyectados talleres, pedidos por uno de los Secretarios al Congreso, habían venido á parar en un decreto del Ejecutivo para establecer en la Universidad enseñanzas de dibujo lineal y de estática \*. Algunos, no satisfechos con estas prendas de amor platónico y familiarizados con la sentencia proudhoniana de que la propiedad es un robo, juzgaron más eficaz medio

\* El Secretario de Gobierno presentó al Congreso de 1850 un proyecto sobre establecimiento de talleres industriales en los colegios nacionales y universidades de la República (*Gaceta* de 24 de Enero). Fue recomendado por el Presidente en su Mensaje del mismo año, con la indicación de que sería conveniente enviar á Europa á costa de la nación algunos jóvenes, hijos de artesanos, para que hiciesen un aprendizaje formal y científico de sus profesiones (*Gaceta* de 3 de Marzo). Por la ley de 8 de Junio se establecían escuelas de artes y oficios en los colegios nacionales, para la enseñanza gratuita de la mecánica industrial y de las artes y oficios á que quisiesen consagrarse los granadinos, dejándose al Poder Ejecutivo el cuidado de designar el número y clase de estas escuelas, las enseñanzas teóricas y prácticas que debieran darse y los institutores á cuyo cargo habían de correr. Todo se redujo á que en el decreto orgánico de los colegios nacionales se ordenó la enseñanza de dibujo lineal, estática y maquinaria, agricultura y arquitectura (25 de Agosto).



para mudar de suerte, incorporarse en las bandas de ladrones que, con tiempos tan revueltos, estaban ya haciendo ruidosas hazañas. Las primeras tuvieron por campo los almacenes del comercio de Bogotá (Marzo de 1850), y fueron celebradas con público regocijo por los cofrades de un lugar no muy distante (Chocontá). Aprehendidos algunos de los culpados, entre ellos todo un vicepresidente de la Democrática, no tardaron en fugarse y volver al interrumpido ejercicio. Estimulados con el buen éxito de los primeros ensayos, acrecentaron sus filas de una manera pasmosa, y en poco tiempo tuvieron á la ciudad en una consternación sin igual. A todo esto no había en la capital sino seis agentes de policía; el Cabildo aumentó su número (25 de Junio) á trescientos diez comisarios y sesenta y un inspectores, aceptando el ofrecimiento que hicieron de prestar gratuitamente sus servicios, sujetos á quienes calificó de honrados y laboriosos\*. A la cuenta, nada se consiguió con esto, porque en los primeros días de Julio acudieron muchas personas al despacho del Gobernador « con el objeto de poner en su conocimiento el estado de alarma é inquietud en que se hallaba ya toda la ciudad á consecuencia de los robos que se estaban repitiendo constantemente y todas las noches\*\* ». De resultas de esto

\* Informe pasado por el Jefe político de Bogotá al Gobernador en 23 de Junio.

\*\* Así se expresa el general Mantilla, Gobernador, al elevar al Poder Ejecutivo el citado informe del Jefe político (*Gaceta* de 11 de Agosto).

convocó el Jefe político para el día 10 á los propietarios y demás habitantes de la ciudad « á fin de tomar todas las medidas que la prudencia aconsejara para evitar los atentados contra las personas y los ataques á la propiedad que tan frecuentes se habían hecho en aquellos días\* ». ¿ Pero qué podía hacer esta junta con la indiferencia de las autoridades superiores? El Gobernador se complacía en afirmar que todo eran exageraciones de partido para ganar las elecciones, y cuentos de las beatas para hacer creer que con la expulsión de los jesuítas se había acabado la moralidad en la Nueva Granada\*\*. El Gobierno nacional, como decía su órgano más caracterizado, era el que menos podía proveer á la seguridad pública, « que sobrado trabajo tenía con no poder dar destinos á todos los que lo solicitaban é iban luego á aumentar las filas de los descontentos »; agregando que á los particulares tocaba mirar por sus intereses, y castigar á los criminales como lo estaban haciendo los yanquis en Chagres\*\*\*. Resguardados así los ladrones con la impunidad, se hacían más atrevidos y crecía su descaro. Los vecinos se recogían por la noche á su casa con el temor de que les tocara ser asaltados, atrancaban bien sus puertas y no se acostaban sin dejar apercebidas las

\* Esta invitación, que se fijó en las esquinas, se halla en la *Civilización* de 11 de Julio.

\*\* Véase el documento arriba mencionado (*Gaceta* de 11 de Agosto).

\*\*\* Véase la *Civilización* de 8 de Agosto de 1850.

armas, y los más temerosos llevaban hombres de su confianza que se turnaran en la vela de la casa ; á la mañana, lo primero que se preguntaba era quiénes habían sido las víctimas de la noche anterior. Hoy se contaba que los ladrones habían pasado el día entero en casa de una señora adinerada, barriéndola de tal manera, que la infeliz hubo de pedirles que le dejaran para comer al día siguiente, y que ellos generosamente le habían dado veinte pesos ; luego, que penetrando hasta la celda del Provincial de Agustinos, le habían obligado á entregar el dinero del convento con una custodia y otras joyas preciosas, y dejándole muy bien amarrado, se habían vuelto á salir con todo sosiego ; después, que á pocas varas de palacio habían asaltado la casa de un rico propietario, y echándole cal en los ojos, lo martirizaban unos á él y á su mujer, mientras otros lo desvalijaban todo. Estos asaltos no sólo eran terribles para las familias por la pérdida de su dinero, sino por todo linaje de vejaciones, como entre varios casos lo da á entender la tentativa de entrarse al colegio de niñas de la Merced, y la necesidad en que se vio la viuda del general Santander de resguardar el suyo con una escolta. En una noche del mes de Mayo de 1851 fueron á nuestra casa, pero sentidos al querer forzar las puertas del interior, se les hicieron algunos tiros, con que huyeron, dejando rotas unas cuantas tejas y envenenado un hermoso perro. La noche antes habían muerto al guardián de una quinta de los alrededores y herido gravemente á su hermano,

en tanto que otra partida robaba un almacén situado en la esquina principal de la plaza de Bolívar.

Aumentaba el horror que se tenía á los ladrones el vestido adoptado comúnmente por los democráticos, el cual consistía en un gran sombrero de paja y una ruana amplísima de bayeta roja forrada de azul que los cubría hasta los pies, y se prestaba á ocultar un trabuco ó un garrote. Toda mujer que reparaba en que uno de estos sujetos ponía la vista en una casa, la creía ya designada para un asalto; así se arraigó en el común de la gente el calificativo de rojos aplicado por los periodistas, á usanza francesa, á los liberales exagerados, sin duda imaginándose que las ideas estaban íntimamente ligadas con el vestido.

Aterrados los partidarios mismos del Gobierno, ejercieron tal presión sobre él, que abrazó al fin el partido de mostrarse sobremanera inquieto é indignado, y como para probar cuán ajeno estaba del criminal disimulo de que se le acusaba, pintó los hechos con una desnudez cual no la había usado la oposición. El primer paso que dio fue pedir al Congreso la reforma de los artículos del Código de procedimiento criminal en que se prevenía que si durante el juicio y aun después de terminado en todas sus instancias, cometiese el reo un nuevo delito ó se descubriese alguno que hubiera cometido antes, se suspendiera el primer proceso ó la ejecución de la pena hasta poner el nuevo en estado de seguir su curso paralelamente con el anterior, hasta el pro-

nunciamiento de la sentencia ; y sobre todo insistía en la abrogación de la ley de 11 de Junio de 1850 que permitía la excarcelación de los ladrones mediante fianza. El Presidente para pintar las horribles consecuencias de estas disposiciones legales se valió de los enérgicos términos que vamos á copiar, y que son un grave cargo contra quien, sabiendo los hechos que denuncia, no había procedido á reprimirlos : « La sociedad hoy día no tiene otra garantía al permitir la excarcelación de los ladrones, que la rectitud del juez que debe calificar la fianza carcelera, y esta garantía es casi nula, porque mil circunstancias que os son demasiado conocidas, mil influencias que asedian de continuo al juez, dan por resultado la excarcelación de todos los delincuentes, que la justicia lanza en el seno de la sociedad inocente y desapercibida, como otras tantas bestias feroces que derraman por doquiera el espanto y la alarma. Yo apelo á los hechos y al testimonio de cada uno de los miembros de las Cámaras legislativas, que no se encuentran bastante seguros en su persona y en sus propiedades. Yo apelo á la opinión pública, que clama fuertemente por la adopción de medidas que salven á la sociedad de los riesgos que la cercan, reprimiendo con mano vigorosa al delincuente. Los ladrones por lo general se organizan en cuadrillas, y forman una asociación tremenda, no sólo para robar, sino también para evadir el castigo, si llegan á ser aprehendidos. Ellos se ofrecen generosamente de fiadores de sus mismos cómplices ; ruegan y

suplican al juez hasta triunfar de su rectitud, hasta lograr que el cómplice sea puesto en libertad, y pueda continuar sus útiles servicios á la compañía á que pertenece\*.

La Sociedad Democrática, á quien se miraba como nido de ladrones, representó también al Congreso el mismo día, deseosa de no cargar con el crimen de sus miembros dañados, y entre otras cosas decía : « Los hombres pacíficos y honrados no se atreven á alejarse hoy en la capital, ni por un momento de sus casas, temiendo que aprovechándose de su ausencia, los perversos atropellen sus casas, roben sus propiedades y ultrajen á sus deudos y domésticos ; pero ni aun la presencia del hombre en el recinto doméstico es ya suficiente, cuando los ladrones en pandillas numerosas acometen á las casas á la luz del día\*\*.

El 22 de Abril se pusieron por las esquinas carteles de orden del Gobernador y firmados por su Secretario, en que se anunciaba haber sido removido *todo* el cuerpo de policía (aquellos ciudadanos honrados que se ofrecieron á desempeñarla gratuita-

\* Mensaje de 10 de Abril de 1851, publicado en la *Gaceta* del 13 del mismo mes.

\*\* La comisión de la Cámara á quien se pasaron el mensaje del Presidente y la representación de la Democrática, reconoce el hecho de haber salido ladrones de esta sociedad : « Por desgracia cuando las pasiones hablan, se quiere que toda una clase, toda una secta, toda una asociación sea responsable de las faltas de alguno ó algunos de sus miembros, y se desconoce completamente el hecho desde el principio del mundo, de que toda sociedad, hasta la familia, se compone de buenos y malos. » *Gaceta* de 28 de Mayo de 1851.

mente), por haber indicios de que dos individuos de él estaban complicados en un robo, y se invitaba á los propietarios y particularmente á los comerciantes de la ciudad para que ayudasen á reorganizar dicho cuerpo, indicándole personas adecuadas por su honradez y actividad\*. Como los dos individuos á que aquí se aludía no eran otros que el jefe mismo de la policía y su primer cabo, y los indicios se reducían á estar ya presos por ser actores en el robo de un rico comerciante, llegó á su colmo la consternación; y á la semana siguiente (29 de Abril) aparecieron nuevos carteles para invitar á todos los ciudadanos honrados á que concurriesen esa tarde al Salón de Grados con el fin de acordar las indicaciones que pudieran hacerse al Presidente de la República y al Cuerpo legislativo para remediar la alarma que tan justamente se había difundido entre los hombres de bien\*\*. Efectivamente acudieron de

\* « *Invitación importante*. La Gobernación de la provincia ha removido todo el cuerpo de policía por haber indicios de que dos individuos de él estaban complicados en un robo. Si los propietarios y particularmente los comerciantes de esta ciudad quieren ayudar al Gobernador á reorganizar dicho cuerpo, indicándole qué personas serían á propósito por su honradez y actividad para gendarmes, él atendería con mucho gusto á sus indicaciones, y se tendría un cuerpo de absoluta confianza. — Abril 22 de 1851. — De orden del Sr. Gobernador, El Secretario, J. Salgar. »

El Gobernador en su Informe á la Cámara de Provincia dice que tuvo que remover á los empleados en el Cuerpo de policía por la desconfianza casi general que respecto de ellos se esparció en la ciudad. *Gaceta* de 27 de Septiembre de 1851.

\*\* « *Importante*. Se invita á todos los ciudadanos honrados á que concurran al Salón de Grados esta tarde á las cuatro, en que tendrá lugar

novecientas á mil personas, y cuando todos aguardaban que de allí saldrían medidas eficaces y severas que restableciesen la seguridad, tomó la palabra uno de los tribunos más famosos de la Democrática y tratando de excitar simpatía y compasión en favor de los pobres ladrones que carecían de pan, se extendió probando que no había que pensar en emplear semejantes medidas, sino en que los ricos diesen de su dinero para fundar penitenciarías, colonias agrícolas, con otros de los lejanos é ilusorios medios del sistema socialista\*. Al oír estos desatinos, todos se miraban unos á otros sin saber qué decir, considerando que el orador era persona muy de adentro en el Gobierno, y que periódicos ministeriales dejaban escapar las mismas ideas. A pesar de todo, resolvieron nombrar una comisión que arbitrarse y propusiese los medios de atajar tantos crímenes, y se convocó para otra junta. Los medios propuestos y aprobados en ella traen á la imaginación los primeros pasos de una sociedad donde todavía no hay ni leyes, ni autoridades y casi ni idea de moralidad, y dan la medida del desamparo en que había quedado la gente honrada; baste decir que se

una reunión con el objeto de acordar las indicaciones que pueden hacerse al ciudadano Presidente de la República y al Cuerpo legislativo, para remediar la alarma que tan justamente se ha difundido entre los hombres de bien. — Bogotá, 29 de Abril de 1851. »

\* Es de observar que entre los condenados después por ladrones, pocos eran aquellos de quienes pudiera decirse que fueron arrastrados al crimen por la miseria; los más eran hombres de vivir de su trabajo.



creyó necesario condenar explícitamente la compasión á los ladrones, y, como desesperando de la acción de la justicia, abrir una suscripción para facilitar á los que no tuviesen trabajo, es decir á los ladrones, el ir á buscarlo á Panamá. No obstante, de esta junta salió una reforma de gran trascendencia, cual es el juicio por jurados en causas criminales; por las consideraciones en que se apoya la comisión para pedir al Poder Ejecutivo que lo recabe de las Cámaras, se ve que el pensamiento dominante era poner el castigo de los malhechores en manos de ciudadanos honrados é independientes, disminuyendo hasta donde era posible la influencia del Gobierno, que por tantos vínculos estaba ligado á los socialistas exagerados. A los pocos días se expidió la ley de jurados (4 de Junio), y se estrenó inmediatamente con muchos de estos criminales, entre ellos el doctor Raimundo Russi, institutor en un tiempo, y en días recientes juez parroquial de Bogotá, secretario de la Democrática y uno de los más calurosos propagadores de las doctrinas socialistas, que con otros cómplices dio muerte á uno de sus compañeros, de quien supieron los había denunciado como autores de un robo acabado de cometer.

El día que debía abrirse el juicio se aguardaba con grande ansiedad, como principio de un desagravio que la sociedad misma iba á hacer á la justicia. La concurrencia entonces y mientras duró el jurado fue inmensa en el local de la Cámara de Representantes (Casa Consistorial), que se designó

al efecto, y se seguían con el mayor interés todos los pormenores de la causa. Los criminales y sus defensores veían el asunto conforme era de esperarse de sus principios : dígalo este cartel que en grandes letras se pegó en las esquinas :

A las nueve del día de mañana tiene lugar en la casa municipal el jurado que va á fallar en las ruidosas causas del asesinato cometido en la persona de Manuel Ferro, y los robos ejecutados en el convento de San Agustín y en la casa del señor Andrés Caicedo Bastida.

Esta cuestión no es solamente contra los procesados sino contra todos los pobres, contra quienes ha decretado su exterminio el *Meeting* de poderosos de la capital.

¡ Concurrid á oír y juzgar si es á los criminales á quienes se quiere castigar, ó si es á los ricos á quienes se quiere complacer !

Bogotá, 24 de Junio de 1851.

Russi y cuatro de sus consortes fueron ajusticiados en la plaza de la Constitución el 17 de Julio, y los demás reos encaminados esa misma tarde á los presidios de Panamá y Cartagena.

Así cesaron después de larga agonía los excesos de la capital, gracias al interés de tanta gente acaudalada y á todos los elementos que conservan influjo en la residencia misma del Gobierno, y gracias también sin duda á la necesidad en que éste se vio de quitar á la revolución de los conservadores el apoyo que le daba la inseguridad general.

Muy otra fue la suerte que cupo á los infelices habitantes del Cauca. Allí, como en otros puntos de la República, al frente de las sociedades democráticas se habían ido fundando otras de conservadores, que por más que en sus estatutos declaraban incondicionada sumisión á la constitución y á las leyes y se componían en general de ciudadanos quietos y laboriosos, fueron miradas con encono por las contrarias; era pues fácil de prever que con las rencillas y animosidades tan comunes en lugares cortos, habrían de sobrevenir conflictos. Al acercarse las elecciones parroquiales para el año de 1851, llegó á su punto la exacerbación, y las democráticas armadas ya por el Gobierno y ufanas de su apoyo, se dejaron de pensar en las sociedades contrarias para anoadar individualmente á los conservadores. La de Cali dio el ejemplo y al mismo tiempo el impulso para una persecución salvaje, en que se confundían el odio socialista á la propiedad inculcado por los doctrinarios, las venganzas de partido y el espíritu de rapiña, propios de una turba á quien se ha quitado todo freno. En los ejidos primero, armados de hachas y machetes abatieron las cercas y talaron las plantaciones de los habitantes más ricos de la ciudad; pasaron luego á incendiar casas é ingenios sin dejar de recoger el dinero y demás objetos valiosos. Recorrian las calles en bandadas con látigos y garrotes para descargarlos sobre el desgraciado que caía en sus manos; se entraban á las casas, sobre todo en los campos, y azotaban sin distinción alguna

á hombres y mujeres, habiendo llegado el caso de que algunas malparieran mientras duraba esta afrenta ó quedaran locas del horror. En ocasiones, si los atacados presentaban resistencia, las autoridades políticas acudían en auxilio de los agresores, ó bien, si se quejaban, por toda satisfacción los llenaban de baldones, cuando no eran reducidos á prisión. Cerca de Palmira fue cruelmente ultrajado un caballero con dos señoras, después de haber visto quemadas y arrasadas sus propiedades; aprehendidos algunos de los culpados, salió de Cali una partida y puso en libertad á sus compañeros.

Cundió este vandalismo como una plaga, y discurrían por los campos bandadas no ya de diez ni de ciento, sino hasta de trescientos ó quinientos hombres armados y sin disciplina, extendiendo el espanto por dondequiera\*.

\* Para cohonestar la destrucción de las cercas en los ejidos de Cali se alegó que los poseedores no tenían título legítimo; pero las autoridades hallaron suficiente disculpa á su connivencia, diciendo que no se podía averiguar quiénes eran los autores. En otras partes no se pretextó cosa alguna.

En seguida copiamos pasajes de documentos oficiales que comprueban lo que decimos en el texto :

« La policía, que sin cesar ha invigilado y las patrullas de ciudadanos que le ayudaban, disipaban aquellos tumultos y asonadas, hasta que la población entera que rodea al Gobierno se puso en celo y vigilancia de un modo serio, y á látigo ó perrero, que llaman, disipaba los tumultos, á pesar de que sus autores ó fomentadores ostentaban armarse encubiertamente de puñal, pistolas y lanza de tornillo; la emergencia produjo algunos leves hechos de personas flageladas, que precisamente resultaban ser de las más provocadoras, y quienes nunca han podido denunciar á la auto-

La fama de tamaños desmanes se difundió rápidamente causando la más viva indignación y dando justo motivo para acusar á las autoridades. En Bogotá acudió primero el Gobierno al expediente de negar los hechos ó suponerlos malignamente abultados, á pesar de las desvergonzadas confesiones de sus agentes, publicadas oficialmente en la *Gaceta*; mas al fin ni este recurso le quedó, pues en el Congreso mismo un diputado ministerial de aquella región, D.

ridad sus agresores, por más que se les ha instado á ello para castigarles, á causa de no haberlos conocido ó hayan temido delatarlos. Seis ú ocho días presentó el lugar este estado. La Gobernación llamó al servicio un reducido piquete de guardia nacional, y éste con el cuadro veterano, los agentes de policía y muchos ciudadanos que se prestaban, patrullaban sin cesar para contener el desorden. No obstante esto, los provocadores dondequiera que asomaban parece que eran flagelados. » Informe de Ramón Mercado, Gobernador de Buenaventura, sobre los sucesos de Cali, 24 de Enero de 1851 (*Gaceta oficial* de 6 de Febrero). Las flagelaciones de Cali se hallan también comprobadas por las comunicaciones del Jefe político publicadas en las *Gacetas* de 6 y 27 de Febrero, y por una publicación hecha por la Democrática de Cali para desmentir á los periódicos conservadores y reproducida en la *Gaceta* de 30 de Marzo; en esta publicación no se atribuyen ya los atentados á causas políticas, como en las anteriores, sino á motivos personales.

La violencia hecha en la cárcel de Palmira para sacar á los enjuiciados por los delitos de robo, maltratamiento y heridas cometidos en la persona de Segundo Hernández y Quiteria Fernández está plenamente probada por las declaraciones remitidas al Gobierno por el gobernador Carlos Gómez (*Gaceta* del 2 de Marzo). Sobre « el cúmulo de hechos escandalosos de flagelaciones, derroque de cercas y demás atentados », cometidos después de aquel acontecimiento, deponen multitud de personas que firman una representación en defensa de D. Antonio Matéus y trasmitida por el mismo Gómez (*Gaceta* de 28 de Junio).

C. Gómez en comunicación de 12 de Abril : « Antes de esto había recibido varias quejas de que en Tuluá se cometían excesos y flagelaba á los

Eliás Fernández de Soto, hizo una relación expresiva de la inseguridad y desolación que reinaban en ella, y ratificó después la pintura elocuente y lastimera que de los mismos sucesos acababa de hacer D. Manuel María Mallarino. Precisados á confesar, se apropiaban aquellos cínicos conceptos del gobernador Gómez : « El pueblo, que ha salido de la opresión á la libertad, que conoce que el principio de igualdad impera, que en una república sólo debe acatarse la

que se titulaban conservadores : que hasta las mujeres hacían uso del látigo. » De los asesinatos perpetrados en el lugar dicho habla el mismo Gobernador en su Memoria á la Cámara de provincia (*Gacetas* de 26 de Abril y 22 de Noviembre).

Sobre las partidas armadas que recorrían los campos, véase la nota del gobernador Gómez en la *Gaceta* de 15 de Mayo.

Todos estos escándalos y demás de que no habla la *Gaceta*, pero que eran de pública notoriedad, se hallan compendiados en las siguientes palabras de un escrito tan conocido por su título disparatado como por el conspicuo personaje á quien se atribuía : « Condenamos asimismo la conducta de éstas (las clases pobres), que faltas de fe en el porvenir y en la rectitud con que las autoridades públicas apoyan ya todo derecho legítimo, se lanzaron y todavía se lanzan una ú otra vez en excesos lamentables, como flagelaciones, derribamientos de cercos, incendios de casas en los campos y violaciones del sexo femenino. » (*Cúlpense á sí mismos los conservadores, cuando experimenten desgracias, porque el Gobierno no las admita como realidades, después de haber sufrido la burla de ser engañado cien veces por sus adversarios políticos.* *Gaceta* de 31 de Mayo).

Los pasajes copiados se han escogido porque mencionan hechos concretos ; la lectura íntegra de los documentos demuestra una cosa todavía más grave, y es que los funcionarios que los redactaron estaban dominados por las mismas violentas pasiones que trataban de disculpar, y que cuando no fuesen instigadores de todas estas maldades, sí las aprobaban á veces con fruición íntima y las toleraban indignamente.

virtud y el mérito, retoza y se divierte, indignándose á veces contra los que se creyeron con el poder de humillarlo. Está agitado es cierto ; pero de esta agitación nada debe temer el Gobierno, pues al contrario dondequiera se reúnen masas para victorearlo con júbilo ; está agitado, pero es la agitación que le produce el sentimiento de sus derechos y el deseo de que se le conserve bajo una Administración que le protege y ha hecho sentir á sus opresores el verdadero poder de las mayorías populares\* ». Sentimientos inicuos á que dio forma breve é imperecedera el Secretario de Hacienda, cuando en el Congreso apellidó los horrores del Cauca *retozos democráticos*. El Presidente, sintiendo que el silencio era ya imposible, dio la extraña alocución de 14 de Abril en que dice « haber sabido por informes privados que las pasiones se han desbordado hasta el punto de haberse cometido varios excesos contra las propiedades y seguridad de las personas » ; cosa en que andaba algún tanto desmemoriado el ciudadano Presidente, pues desde antes la misma Gaceta había estado publicando las comunicaciones oficiales de los gobernadores de aquellas provincias ; y atribuye además dichas tropelías á un « excesivo celo » por parte de los cuerpos que constituyen « uno de los apoyos más incontrastables de la Administración ». Así con cuatro días de intervalo sancionaba el Presidente los atentados cometidos contra las

\* *Gaceta* de 26 de Abril de 1851.

propiedades y seguridad de las personas en el Cauca, y pedía remedio al Congreso contra los delincuentes de Bogotá, « que la justicia lanza en el seno de la sociedad inocente y desapercibida como otras tantas bestias feroces que derraman por doquiera el espanto y la alarma » : los democráticos del Cauca glorificados, los de Bogotá entregados al suplicio.

Estimulados así los asoladores del Cauca, continuaron en sus hazañas y dieron á poco en el asesinato de la familia de Pinto (19 de Junio) testimonio de lo que pueden los instintos brutales puestos al servicio de una causa política. Era Pinto ciudadano notable de Cartago, á quien miraban de muy mal ojo los liberales porque, según decían, él habia sido quien aprehendió á Córdoba, jefe revolucionario fusilado por Mosquera en 1841. Estaba recogido con su familia cuando á eso de las once de la noche acometió su casa una turba rabiosa, y rompieron todas las ventanas, victoreando estrepitosamente al Gobierno ; después de cercar la manzana, entraron y hallando á Pinto rodeado de los suyos, los azotaron á todos, aun á los niños, y á vista de su mujer y de su hija lo mutilaron horrorosamente, lo mismo que á su yerno. Las mujeres pudieron huír al fin para quedar en el desabrigo y la miseria : en la casa y almacenes accesorios no se halló ni en qué recoger los restos de las víctimas.

Causaron tan honda impresión las circunstancias y pormenores de esta horrenda carnicería, que el Gobierno, haciéndose eco de la pública indignación,



dijo entre otras cosas al Gobernador del Cauca : « Ningún suceso ha afectado tanto el ánimo del Gobierno, como el escandaloso crimen de Cartago, en que á sangre fría y con inaudita crueldad, se asesina á ciudadanos pacíficos residentes en su casa, que podían acaso ser descontentos, pero que no estaban en armas contra la autoridad, única circunstancia que pudiera atenuar, pero nunca justificar el atentado cometido. Bien persuadido está el Poder Ejecutivo de que tal crimen se ha cometido no sólo con absoluta independencia de la autoridad pública, sino aun contra los deseos y las medidas generales de ésta ; pero las circunstancias de que haya tenido lugar precisamente la noche en que el Gobernador había llegado á Cartago, á corta distancia de la casa que él habitaba, y con gritos, según se ha dicho, por los cuales se victoreaba al Ciudadano Presidente de la República, son cosas aparentes para que los enemigos de la Administración pinten ese acontecimiento, si no como mandado, al menos como indignamente tolerado por los agentes del Poder Ejecutivo \* . »

Los cargos tremendos que aquí apuntaba el Secretario se corroboraban y aun agravaban con las deposiciones de los inculpadados, que decían haber salido el Gobernador al balcón de su casa y preguntado á la cuadrilla « que si aun vivía Pinto, que si pisaba todavía el suelo con sus pies », y que habiéndole

\* *Gaceta* de 13 de Agosto de 1851.

contestado Rafael Jaramillo, cabeza de los sicarios, « que sí vivía, pero que poco demoraría », había replicado con voces instigadoras al crimen. Fue pues muy natural que antes de llegar las apremiantes comunicaciones de Bogotá, ya el Juez de Cartago hubiese dictado un auto de sobreseer y puesto en libertad á los detenidos. Cuando el Tribunal revocó este auto, se empezaron de nuevo las pesquisas, de cuyas resultas volvieron á ser presos algunos de los culpados. El Jaramillo fue condenado á muerte, pero se dieron trazas para hacer nugatoria la sentencia, hasta el punto de que en Septiembre de 1855 aun no se había determinado cosa alguna sobre el expediente, que fue remitido á Bogotá para que el Poder Ejecutivo conmutase la pena\*.

\* Las primeras declaraciones adversas al Gobernador se trataron de desvanecer seis meses después, haciendo que los reos se desdijesen, manifestando que habían complicado al Gobernador por sugerencias del defensor para mejorar su causa. (*Gaceta* de 15 de Abril de 1852.)

El Procurador General de la Nación, el doctor Florentino González, después de haber examinado cuidadosamente los autos, los resume en estos términos : « El expediente revela, es verdad, que el espíritu de partido exaltado extraordinariamente por la parcial protección que algunos hombres encargados de la autoridad en el valle del Cauca daban á las personas enroladas en la bandería oclócrata, que impropia y abusivamente se quiso llamar democrática, fue el que impelió á aquellos malhechores á violentar la casa de Pinto, á asesinar, con todo el refinamiento de la crueldad, á dos honrados ciudadanos, á vapular á las señoras y niños de la familia y á saquear las propiedades ; representando todas las escenas de este drama escandaloso en medio de la algazara y vivas á la « libertad y á la democracia » : que esa orgía sangrienta tenía lugar en Cartago en la noche en que llegaba á aquella ciudad el Gobernador de la provincia,

Para escapar del peligro de perder la vida, la honra ó la hacienda, ó todo junto, muchas familias caucanas buscaron refugio en los montes; otros emigraron hacia el interior de la República ó salieron para el extranjero; muchos lo aventuraron todo á los trances de una resistencia armada. Tal fue el origen de la revolución de 1851, que estalló en Pasto por el mes de Mayo, y se extendió luego por Antioquia, Mariquita, Bogotá, Tunja y Pamplona, excitada por todas las causas de descontento que estaban obrando desde el 7 de Marzo\*. Tanto por el carácter del partido

Carlos Gómez, en una de las calles más públicas, con el estruendo de tiros de trabuco y de pistola, y que, á pesar de esto, ninguna autoridad apareció á contener los atroces atentados de aque'lla horda de bandidos, compuesta en su mayor parte de hombres que estaban ocupados en el servicio público y que salieron del cuartel para ir regimentados á cometer el escandaloso crimen, después de haberse estado preparando para él con otras violencias ejecutadas en varias propiedades: y que, después de haberse cometido el delito con tanto escándalo, se practicaron tan pocas diligencias para averiguarlo y se sobreseyó en el procedimiento con tanta indiferencia que, si no hubiese habido un digno magistrado en el tribunal del Cauca que revocase el auto de sobreseimiento, y con enérgica firmeza hubiese mandado seguir las diligencias para descubrir el hecho, él hubiera quedado impune. Pero todo esto, que aumenta el escándalo del crimen, porque indica la complicidad moral en él de muchos de los que tenían el deber de impedirlo y castigarlo, no puede ser hoy causa de procedimiento contra ninguno, porque han muerto varios, y porque, aunque tardío, al fin la justicia pronunció su fallo sobre los principales asesinos. » (*Gaceta* de 27 de Octubre de 1855.)

\* En la Circular á los Agentes diplomáticos y Cónsules de la Nueva Granada sobre los últimos acontecimientos políticos y otros puntos que los explican (18 de Septiembre de 1851), se disfrazan y atenúan á tal punto las causas de la revolución, que ni siquiera una palabra se dice de los sucesos del Cauca.

conservador, inhabilísimo entonces para los manejos revolucionarios, cuanto por la falta de elementos y de organización, fue dondequiera sufocada brevemente, excepto en Pasto y Túquerres, donde se mantuvieron las guerrillas por cerca de un año. Con el insulto, la persecución y la devastación material y moral de la República lograron los gobernantes lanzar los conservadores á la guerra, realizando con ello un deseo muchas veces éxpresado, no ya cuando las cosas se hallaban en el extremo que llevamos referido, sino antes de que hubiese siquiera periódicos de oposición : en 29 de Mayo de 1849 se escribía en el *Aviso* : « Si los conservadores quisieran lanzarse en la oposición de hecho, nos harían un gran favor, porque entonces se apresuraría la hora deseada de su castigo, y se vería libre el país de su funestísima presencia. Es de sentirse que no se muevan, porque tiempo es ya de que ellos desaparezcan de la escena política y de la comunidad social. »

- Las sociedades democráticas festejaron el día 1.º de Enero de 1852, en que, conforme á la ley de 21 de Mayo anterior, quedaban libres todos los esclavos. El lector verá con gusto por el siguiente fragmento de una carta dirigida al Doctor Cuervo, cómo se comportó con los suyos uno de los ricos propietarios del Cauca :

Contesto á usted con retardo su estimable carta de 3 de Marzo, por haberme hallado peregrinando por el cantón

de Caloto, recogiendo los ripios de mis propiedades de minería; y no hay figura retórica en estas expresiones, pues la libertad simultánea de los esclavos ha hecho por allá el efecto que hace un terremoto en una ciudad cuando la derriba. Sin embargo, no me han faltado resignación, paciencia y ánimo generoso con los que fueron mis esclavos. Merecían también que los tratase con benevolencia, porque me aman y me respetan. Los convoqué á todos y los felicité por su libertad, explicándoles sus derechos y deberes de hombres libres como pudiera haberlo hecho un *abolicionista* de los Estados Unidos, y les hice presente la necesidad de olvidar todos los usos é ideas del tiempo de la esclavitud, y que se figuraran que yo era un extranjero á quien conocían por la primera vez, y tratáramos de hombre á hombre como libres. Mis sesiones duraron una semana en mi mina del Ensolvado y otra en la de Aguablanca de mi mujer, y los he complacido hasta la saciedad. Les he arrendado las minas con todos sus entables á vil precio; les regalé las casas y platanares repartiéndolas por familias, y dejando parte para los viejos y enfermos; les vendí fiadas las herramientas y fraguas con largos plazos y á mitad de precio de lo que piden los comerciantes de ese cantón, y les dejo mis tierras para cría de ganados pagando dos reales al año por cabeza. Los libertos robustos me pagarán un peso por mes, y los débiles á dos reales y hasta un real uno que otro. Son pues dueños de mis propiedades, quedándome una especie de dominio útil que podrá darme la quinta parte de mi renta antigua si me pagan, que lo dudo mucho. No es posible explicar á usted todos

los pormenores de mis teorías practicadas en favor de la naturaleza ultrajada. He perdido mucho, pero me he aliviado del inmenso peso que gravitaba contra mí, contra mi carácter. La manumisión de mis esclavos me ha manumitido á mí. Al despedirme les regalé unas cuantas reses gordas para una comida, y les enseñé cómo habían de hacer compañías para aprovecharse de mis mejores veneros de mina. Tengo también unos pobres indios inocentes á quienes no cobro nada por terrajes, de modo que son colonos sin pensión; los padres, mujeres é hijos me abrazan cuando llego y cuando parto, y me regalan verduritas y algunas frutas, y quedo muy pagado gozando los encantos de la naturaleza primitiva exenta de los artificios de la sociedad.

Este verdadero demócrata fue D. Joaquín Mosquera.

En la calma material que se siguió á la desgraciada tentativa de los conservadores, se desenfrenaron las tendencias antirreligiosas que de tiempo atrás venía mostrando el partido liberal, avivadas por envidias y rencores personales y ayudadas ahora por las nuevas ideas. El campo estaba en cierto modo preparado, porque, triste es decirlo, los liberales hallaron apoyo en miembros del partido que después se llamó conservador para dar leyes poco ortodoxas unas, y otras muy á propósito para servir de instrumento de persecución. Entre las víctimas descuella el Arzobispo de Bogotá, D. Manuel José Mosquera, cuyo nombre se registra hoy en las historias de la

Iglesia universal como el de un confesor insigne de la fe, mártir en defensa de la justicia y el derecho, cual si la Providencia quisiera una vez más confundir á los perversos y burlar sus designios, haciendo que con cuanto trabajan en abatir y tiznar á los buenos, no consigan otra cosa que levantarlos y esclarecerlos.

Al pasar la revolución de 1840, había llegado el Arzobispo al apogeo en el amor y veneración de los fieles. Estimábanse altamente la gravedad y escrupulosa exactitud con que desempeñaba y hacía desempeñar los más ligeros deberes del ministerio sagrado, y se admiraban la prudencia y acierto con que logró fundar el seminario y organizar en él los estudios; sus predicaciones, elevadas al mismo tiempo que claras y sencillas, le corroboraron en el concepto de docto y celoso del adelantamiento de su grey; y por fin la solicitud paternal que mostró durante la epidemia de las viruelas, visitando y confortando á los pobres, y la participación activa que tomaba en cuanto propendía al bien de las clases menos favorecidas, como en la educación primaria y después en el buen orden de la caja de ahorros, arraigaron hacia él un cariño religioso y le hicieron verdaderamente popular.

De tanto aprecio así disfrutaba cuando se propuso la candidatura del general Mosquera para la presidencia de la República, y uno de los principales inconvenientes que tuvieron muchos para decidirse por ella, fue el considerar los graves daños que

podrían redundar de que las dos primeras dignidades de la Iglesia y del Estado se hallasen en una sola familia. El Arzobispo mismo lo sentía así, no sólo por los defectos de su hermano, que naturalmente no se le ocultaban, sino por las conocidas odiosidades que tenía como sanguinario vencedor en la revolución pasada. Estos temores no tardaron en salir verdaderos, porque al romper la oposición, A. Acevedo envolvió en su rencor á los dos hermanos, procurando indisponer contra el Arzobispo al clero de posición menos elevada; y algo después los periódicos liberales prohijaban las falsedades que el libelo de Obando publicado en Lima en 1847 contenía sobre la manera como « el hermano del famoso asesino » (son sus palabras) « dejó asegurado en 1840 el reinado sangriento de su familia ». Creció lo angustioso de su situación cuando en el cúmulo de reformas de hacienda que intentó el Presidente se discutieron en las Cámaras la abolición de la contribución decimal y la conversión en deuda pública de los censos pertenecientes á la Iglesia, cosas que aunque entonces no vinieron á ser leyes, sobresaltaron las conciencias y dieron ocasión á quejas de parte de la Santa Sede, lo mismo que la ley que garantizaba á los inmigrantes el culto público ó privado de su religión, cualquiera que fuese. Todas estas medidas, que hallaban favor en unos por patriotismo inconsiderado y en otros por hostilidad decidida á la Iglesia, fueron rechazadas ó atenuadas por la parte que en el Gobierno tenían los buenos cató-



licos ; desgraciadamente con el advenimiento de López al poder faltó esta defensa, y la Iglesia quedó á merced de sus enemigos.

Al programa amenazante de la primera alocución del Presidente\*, que ya en otro lugar mencionamos, respondieron cual en coro multitud de escritos hostiles á las personas y cosas eclesiásticas, y aunque los periódicos conservadores no se descuidaban en rebatirlas, vio el Arzobispo de Bogotá la necesidad de fundar una publicación exclusivamente destinada á la defensa de las doctrinas é intereses de la Iglesia. A este fin invitó para el domingo 1.º de Noviembre de 1849 á varias personas conocidas por su saber y su celo, entre ellas al Doctor Cuervo\*\*, y les propuso su pensamiento, que no era otro que tratar las cuestiones religiosas de manera elevada y científica y

\* Es curiosidad digna de transcribirse el pasaje referente á la religión : « La religión de nuestros padres, que es también la de la inmensa mayoría de los granadinos tendrá mi respeto y veneración ; pero convencido de que ella no aparecerá en toda su pureza ni llenará completamente su augusta misión, si no se rompen los odiosos lazos con que la tiranía de algunos reyes la ligaran á las miras del trono, yo me esforzaré en volverle su necesaria independencia para que brille con todo su esplendor y pueda difundirse bajo los auspicios de su santidad y dulzura. Al seguir esta conducta, religiosa y democrática, respetaré también todas las creencias y todos los cultos. »

\*\* Los demás fueron : el Ilmo. Señor D. José Antonio Chaves, los prebendados Dr. Marcelino de Castro, Dr. Antonio Herrán y Dr. Domingo A. Riaño, el R. P. Fr. Bernabé Rojas, D. José Ignacio Márquez, D. Alejandro Osorio, D. José María Saiz, D. Juan Antonio Marroquín, D. Ignacio Gutiérrez y D. José Manuel Groot. (*Catolicismo* de 4 de Enero de 1859.)

evitar de todo punto envolverlas en las polémicas de partido. De esta junta salió el plan y la forma del nuevo periódico, que se llamó *El Catolicismo* y apareció por primera vez en Noviembre de 1849; su ciencia y moderación le hicieron respetable, muchos de sus artículos fueron reproducidos con aplauso en varios países de América, y aun sirvió de estímulo y modelo para la fundación de publicaciones análogas. El Doctor Cuervo fue de los que primero colaboraron, empezando desde el segundo número á publicar unos artículos sobre la influencia del sacerdocio católico en la educación y bienestar social de los granadinos, en los cuales con rápida y gallarda pluma refresca la memoria de los que, sacerdotes todos, abrieron las primeras escuelas públicas y los colegios mayores, y reseña los varones eminentes que en éstos se formaron, las casi milagrosas proezas de los misioneros en la reducción de los indígenas, y en fin, los beneficios que debe nuestra sociedad á la moral cristiana. Pasados algunos años, cuando los enemigos volvieron al ataque, el mismo *Catolicismo* los reprodujo con este título : *Una voz del sepulcro en defensa del clero*.

Con la guerra de la tribuna y de la prensa corrieron parejas las hostilidades de los empleados públicos. No parecía sino que una manía teológica trastornaba las cabezas : comerciantes, abogadillos de pueblo, poetas imberbes, todos eran moralistas y canonistas, todos se creían con el derecho de reglamentar las cosas de la Iglesia, considerándose á tal

altura que calificaban las enseñanzas de ella ó repudiaban con desprecio las que les placía. En la capital, á poco de instaurado el nuevo gobierno, un fiscal tomó en un juicio por amancebamiento la defensa de los reos, echando la responsabilidad de su delito al « decrébito catolicismo que, convertido en una religión de estafa, vendía los ritos y ceremonias demasiado caras para el infeliz del pueblo ». En un lugar determinó el cabildo las fiestas religiosas que podía costear la devoción de los fieles; un gobernador impuso á los curas el deber de pedir licencia á los alcaldes para ausentarse de sus iglesias, y autorizó á los alcaldes para darla; en otra provincia, al reglamentar la instrucción primaria y secundaria se designó el Evangelio como texto de moral en las escuelas de ambos sexos y en el colegio provincial, con prohibición de usar el catecismo aprobado por los obispos, é imponiendo á las preceptoras, bajo pena de remoción, el estudio de *La Educación de las madres de familia*, obra harto conocida de Aimé Martin. Estas invasiones de la autoridad civil obligaban á los obispos á hacer reclamaciones y á entrar en polémicas, en que por cierto no era lo menos penoso alternar con gente cuya ignorancia era igual á su pedantería é incivilidad. Un empleado casi niño, tratando de contestar á una nota del Arzobispo, se dejó decir que iba á exhibir al público las inexactitudes de ella, para que se juzgase de la ortodoxia del autor.

El Poder Ejecutivo y las Cámaras no se quedaron

atrás de los alcaldes y los cabildos. El Secretario de Gobierno presentó con su informe al Congreso de 1851 varios proyectos de ley inaceptables para la Iglesia, y el Metropolitano se dirigió en seguida al primero manifestándole la inconveniencia de ellos; pero sin ningún efecto, porque se sancionaron disposiciones enteramente contrarias á las doctrinas de la Iglesia. Por una quedaba su autoridad puramente espiritual sujeta al examen y calificación de los tribunales y juzgados civiles; por otra se daba, en contra de la disciplina de la Iglesia, derecho al pueblo para nombrar los curas, quedando la elección á merced de intereses lugareños y el elegido en situación inadecuada para el libre desempeño de su ministerio; por otra se dejaba al arbitrio de veleidosas asambleas la existencia de los capítulos catedrales, que no pueden faltar en las diócesis; por otra finalmente se defraudaban los medios de subsistencia de los dos cleros secular y regular y de varios establecimientos eclesiásticos, admitiendo la consignación en el tesoro público de la mitad de los capitales á censo, obligándose el Estado á reconocer el valor integro y dando por libre al censuario\*. Al mismo tiempo se desenterraba un proyecto fraguado el año precedente por un aborrecedor del nombre

\* Leyes de 14 de Mayo sobre desafuero eclesiástico; de 27 de Mayo adicional y reformativa de las de patronato; de 1.º de Junio adicional y complementaria de la de descentralización de rentas; de 30 de Mayo sobre arbitrios.

de Mosquera, para incorporar el seminario conciliar, objeto de los desvelos y depósito de todos los ahorros del Arzobispo, en el colegio nacional de San Bartolomé y volver las enseñanzas eclesiásticas al lastimero estado que tenían diez años antes; y como si esto no fuese ya de por sí hartó inicuo, se coronaba la idea traspasando al Poder Ejecutivo todas las facultades que para la dirección del establecimiento correspondían al Prelado. Por manera que no había reparo en atropellar la propiedad al mismo tiempo que la libertad de enseñanza, con tal de abrir la puerta para la corrupción ó desaparición del clero\*.

La primera protesta del señor Mosquera relativa al desafuero eclesiástico se mandó archivar por el Senado, cosa que en nuestra táctica parlamentaria es manera de indicar desdén supremo. En cambio, á ella y á las que hizo con respecto á las demás leyes, adhirieron todos los obispos y la mayor parte del clero secular y regular de la arquidiócesis; el representante de Su Santidad se dirigió al Gobierno en términos muy moderados, apoyando las razones en que se fundaba la oposición de los obispos, de lo que se aprovecharon en el Congreso para tratarle de una manera indigna y para sostener que el Presidente debía darle su pasaporte; finalmente, el Sumo Pon-

\* El Congreso declaró infundadas por dos veces las objeciones que puso á esta ley el Presidente López, con lo cual quedó sancionada (20 de Marzo de 1852); esto en momentos en que el Poder Ejecutivo proponía la separación de la Iglesia y el Estado, y por lo mismo dejaba entender lo poco que le acomodaba tomar á su cargo la educación del clero.

tífice aprobó de la manera más cumplida la conducta del Metropolitano y sus sufragáneos.

El Secretario de Gobierno D. J. M. Plata por su parte había estampado estas palabras en una contestación al Arzobispo : « El Gobierno no puede impedir á un Prelado eclesiástico ni á ningún particular cualquiera, que proteste contra una ley que en su concepto hiera sus principios ó doctrinas privadas, siempre que la protesta no envuelva la comisión de un delito : lo único que la autoridad exige, y lo que hará efectivo en todo caso es el cumplimiento de la ley escrita, respecto de cuya obediencia no permitirá la menor transgresión, ni tendrá el más pequeño disimulo. A esto debía limitarse la resolución del Poder Ejecutivo : á dejar al Prelado Metropolitano, como á todos los habitantes de la República, la libertad de protestar y de pensar de las leyes que les disgusten lo que tengan por conveniente ; pero con calidad de cumplirlas inevitable é irremisiblemente en los casos prácticos que puedan ocurrir » (23 de Junio). De manera que no había más sino acechar el primer caso práctico para ocasionar un conflicto, y este apetecido lance se presentó con motivo de la convocación á concurso para la provisión de los curatos vacantes. Según la ley de 27 de Mayo mencionada, contra la cual protestaba el episcopado granadino, el nombramiento de curas correspondía á los cabildos parroquiales, cuerpos á que se transfería toda la ingerencia que anteriormente tenían en el particular el Presidente de la República y los

gobernadores; á pesar de esta circunstancia, Plata como Secretario de Gobierno excitó al Provisor vicario general, D. Antonio Herrán, encargado del gobierno eclesiástico por enfermedad del Arzobispo, para que abriese el concurso\*. Él lo esquivó hasta por cuarta vez alegando varias causas, y Plata se dirigió (1.º de Diciembre de 1851) para que supliera lo que llamaba negligencia canónica del Metropolitano, al Vicario capitular de Antioquia, D. José María Herrera, anciano de escasísima instrucción, que cediendo á malas influencias, procedió de plano pidiendo al señor Herrán la relación de curatos vacantes en la arquidiócesis para convocar á con-

\* Para que el lector pueda juzgar de por sí sobre los puntos que aquí y luego tratamos, pondremos el artículo 26 de la ley de patronato, que es la 1.ª, pte. 1.ª, trat. 4.º de la Recopilación granadina, y en seguida el artículo 1.º de la ley de 27 de Mayo de 1851, adicional y reformatoria de la anterior :

« En la provisión de curatos y lo mismo en la de sacristías se guardarán las formalidades que prescribe el capítulo 18, sesión 24 del Concilio de Trento, y para ello se abrirá concurso á beneficios vacantes cada seis meses á lo más. Los edictos se fijarán por los Prelados eclesiásticos con anuencia de los Intendentes ó del Poder Ejecutivo en su caso, y cuando los Prelados no convoquen oportunamente el concurso, los excitarán á que lo verifiquen, y de no prestarse á ello, avisarán al Metropolitano, y si éste fuere el omiso, al sufragáneo más inmediato para que conforme á los cánones suplan la negligencia. »

« Corresponde á los cabildos parroquiales el nombramiento y presentación de los curas, tomados de entre las propuestas que les pasen los respectivos diocesanos, observándose todo lo dispuesto para la provisión de curatos en las leyes 1.ª y 4.ª, pte. 1.ª, trat. 4.º de la Recopilación granadina, y entendiéndose de los cabildos lo que en ellas se dice respecto al Presidente de la República y Gobernadores de las provincias. »

curso. Éste le replicó en términos enérgicos haciéndole ver con sólidas razones lo desacertado de su proceder. Efectivamente, la ley misma, muy mal redactada, no suponía la negligencia canónica por la cual se devuelve al superior el derecho del negligente, ni la podía haber, existiendo el inconveniente insuperable de no ser lícito convocar el concurso conforme á disposiciones opuestas á la disciplina de la Iglesia; á todo lo cual se agregaba que según los términos de la ley misma eran los cánones la pauta del procedimiento, y éstos no reconocen para el efecto otro superior del Metropolitano que el Papa, y no un sufragáneo. El vicario Herrera envió esta nota al Gobierno, y á consecuencia de ella el Vicario de Bogotá fue encausado y reducido á prisión (11 de Marzo)\*, en circunstancias en que por mala salud se había retirado del despacho y encargándose de él como provisor interino el señor canónigo D. Domingo A. Riaño. Plata, que no tenía por qué saber

\* El señor Herrán fue condenado á las penas de privación del empleo de Provisor de la Arquidiócesis, inhabilitación perpetua para obtener empleo ó cargo público, dos meses de arresto, seis de reclusión, multa de diez pesos y pago de costas procesales. A petición del canónigo Saavedra y otros sujetos le favoreció el Poder Ejecutivo con un decreto de indulto bien ofensivo, y tan disparatado que decía que la causa fue seguida por haberse resistido al cumplimiento de la ley de 27 de Mayo de 1851 en calidad de *Vicario capitular del Arzobispado*, siendo *Vicario general*, cosas diferentísimas. El Señor Herrán, después Arzobispo de Bogotá, mostró en esta persecución toda la dignidad y grandeza de ánimo que, unidas á actos de caridad heroica que no disonarían entretnejidos en la vida de Santo Tomás de Villanueva, le hicieron siempre objeto de la veneración y filial cariño de cuantos tuvieron la buena dicha de conocerle.



de estas cosas, como que su profesión era el comercio, y además se reía de los cánones\*, requirió al nuevo vicario (13 de Marzo), olvidando que en su concepto el derecho del Metropolitano ó del que lo representaba, se había devuelto al vicario de Antioquia, y que por tanto, conforme á sus principios, era absurdo pedir al otro que hiciera la convocatoria. Pero mientras obraba así á tontas y á locas, llega el edicto del vicario Herrera y se publica en la *Gaceta* (27 de Marzo). El Arzobispo, que vio invadida su jurisdicción, rechazó denodadamente el atentado conminando con excomunión mayor *latae sententiae* á los eclesiásticos que prestasen obediencia al edicto del intruso (29 de Marzo).

Con anterioridad (22 de Marzo) había pasado el Secretario de Gobierno á la Cámara de Representantes todos los documentos relativos á las reclamaciones y protestas del episcopado, los que fueron puestos en manos de una comisión para su examen. Mientras ésta evacuaba el informe, salió el edicto del Arzobispo sobre los procedimientos del Vicario de Antioquia, y denunciado á la Cámara por uno de sus miembros, se pasó á otra comisión. La primera presentó por todo informe un proyecto de separación completa de la Iglesia y el Estado, y como el que llevó la voz era también de la segunda comisión,

\* En la Cámara de Representantes expresó estos conceptos : « Es verdad que las leyes que reclaman son contra los cánones, ¿ y qué tenemos con eso ? También podían ser contrarias á las leyes de Mahoma, ¿ y qué tendríamos con eso ? » *Catolicismo* de 15 de Abril de 1852.

se pensaba que éste sería el giro que iba á darse á la cuestión ; mas no fue así, porque el 11 de Mayo se leyó el informe en que la última comisión proponía se acusara ante el Senado al Arzobispo no sólo por el edicto sino por las protestas. El 14 de Mayo, después de largas discusiones, se admitió la acusación por veintisiete votos contra quince. Al día siguiente se votó á la carrera en segundo debate, y se nombró el miembro que debía sostenerla. El 18 se presentó éste en el Senado, y leído que hubo la acusación, se eligieron los tres que debían informar sobre ella. No es de olvidarse que quien más votos obtuvo fue el doctor Joaquín José Gori, ya porque quisiesen sus nuevos copartidarios someterle á esta prueba, ya porque se complaciesen en ver entre los acusadores del Arzobispo á quien había figurado como uno de los sostenedores de la religión en 1830 y en 1840, y alcanzado de muchos eclesiásticos en 1848 el renombre de nuevo Ciro que iba á devolver los vasos al Templo. Si así pensaron los que le eligieron, no quedaron defraudados sus deseos, pues servilmente apoyó todos los cargos del acusador, y concluyó proponiendo se declarase haber lugar á seguimiento de causa ; preludio del encono que en calidad de fiscal de la Nación había de mostrar contra los demás obispos y en todas las cuestiones eclesiásticas que por entonces se trataron.

Aprobada por el Senado la proposición de la comisión, el secretario D. Medardo Rivas lo notificó al Arzobispo por medio de una comunicación ; pero

habiéndosele manifestado que debía hacerlo personalmente, se negó á ello, diciendo que si el secretario del Senado debía hacer las veces de escribano, renunciaba el destino ; contra todas las reflexiones que allí le hicieron para hacerle cejar, persistió en su determinación, é igual conducta observó el oficial mayor al cual llamaron para reemplazarlo. Entonces el Senado nombró secretario á uno de sus miembros, quien asociándose á otro de sus colegas y á un representante, desempeñó gustoso este que llamó patriótico servicio. Con gran pesar, sin duda, tuvieron que poner la boleta de notificación en manos del mayordomo del Arzobispo, porque el médico, con quien casualmente encontraron, les ratificó lo que de todos era sabido, que el señor Mosquera estaba gravemente enfermo.

Conforme á la ley de 25 de Abril de 1845 (cuya historia bosquejamos en otro lugar), esta notificación debía producir el efecto de que el Arzobispo se reconociese suspenso de sus funciones y procediese á nombrar vicario general, cosas que por ningún caso podía hacer, y así lo declaró al Senado : « Si por una fatalidad deplorable, decía, se pone en contradicción la ley civil con la ley canónica sobre materias eclesiásticas, ¿ qué deberá hacer un obispo, que es en su diócesis el depositario y el guardián de la potestad, de los derechos y de la disciplina de la Iglesia ? La misma Iglesia le tiene trazado el camino que han seguido otros obispos, y del que no puede desviarse » (26 de Mayo). Como se leyó este oficio al

día siguiente, el mismo senador que hacía de secretario, propuso el extrañamiento del Arzobispo y la ocupación de temporalidades, proposición que después de un corto debate fue aprobada por todos los liberales. El Secretario de Gobierno ordenó al Gobernador previniese ese mismo día al desterrado que debía ponerse en marcha para fuera de la República inmediatamente.

Así terminó este juicio en que se ostentaron igualmente el fanatismo del sectario ansioso de humillar un prelado insigne y el furor del revolucionario que no pára hasta herir en lo más vivo la prenda más querida de su enemigo. Las comisiones de las dos Cámaras se desentendieron completamente de las importantes cuestiones que se les ofrecían, y en que hubieran podido lucir ciencia jurídica y constitucional. Con un poco de amor á la justicia, hubieran recordado la obligación impuesta por la constitución al poder público de proteger el ejercicio de la religión, y de mantener en su vigor la disciplina de la Iglesia, conforme á la ley de patronato; hubieran recordado que esta ley, subordinando el derecho de patronato á la celebración de un concordato, reconocía que nada podía innovarse en el particular; y finalmente, que la misma ley daba fuerza de tal á los cánones y que por lo mismo el Arzobispo, acomodándose á ellos en este caso, no infringió la ley civil\*. Los miembros de la oposición, y muy parti-

\* Esto era tan obvio que el secretario Plata expresó en el Congreso el

cularmente D. Antonino Olano y los dos eclesiásticos D. Pablo Agustín Calderón y D. Severo García, con claridad y copia de buena doctrina alegaron estas y otras muchas consideraciones en defensa de la justicia ; pero la determinación de los jueces estaba irrevocablemente formada. Maña antigua de los demagogos, que designan de antemano sus víctimas, y careciendo del valor de los tiranos, para mejor asegurar el golpe se emboscan en leyes y fórmulas de juicio, que ellos son los primeros en despreciar.

La orden apremiante de ponerse inmediatamente en marcha, comunicada por el Gobernador al Arzobispo, se hubiera llevado á efecto, aun sacándole quizá con una escolta, á no haber intervenido los buenos oficios del Ministro francés, el Barón Goury du Rosland, quien hizo valer en favor de la humanidad las consideraciones que se deben á un moribundo. Gracias á esto pudo permanecer algunos días más en su palacio, hasta que, algo aliviado, se halló en capacidad de ponerse en camino. ¿ Pero de qué manera ? Sacado de la cama en brazos de sus familiares fue colocado en una silla de manos que debía conducirlo á casa de su amigo D. Mariano Calvo, situada en los afueras de la ciudad. A nadie

3 de Abril estos conceptos : « Hasta cierto punto tiene razón el Arzobispo ; el artículo 26 de la ley de patronato dice que el sufragáneo supla la falta del Metropolitano, según los cánones, á los cuales da fuerza de ley ; y conforme á los cánones, las faltas del sufragáneo las suple su mayoral, que lo es el Metropolitano ; pero éste no tiene otro mayoral que el Papa » (*Catolicismo* de 15 de Abril de 1852).

se dio noticia de la salida. Era la una de la tarde, y la silla de manos atravesó la población de oriente á occidente, sin más acompañamiento que un caballero que con ojo vigilante va cuidando de que ni amigos ni enemigos lleguen á reconocer á la ilustre víctima y le causen una impresión que le sería funesta : este caballero era el Doctor Cuervo. Al día siguiente (20 de Junio) continuó su viaje llevado á hombros en una camilla, y atravesando así la fatigosa montaña, se detuvo en Villeta algunos días buscando fuerzas. Hasta aquí vino con él el Doctor Cuervo, y su separación fue triste como la de dos antiguos y leales amigos que presienten no volverán ya más á verse sobre la tierra.

En los pocos meses que siguieron, por igual motivo fueron acusados ante la Corte Suprema el obispo de Santamarta, que rendido al dolor de ver así perseguida la Iglesia, dio el último aliento antes de terminarse su juicio ; el de Cartagena, de quien dijo el fiscal Gori : « Parece que el señor doctor Torres pretende ser mártir, y no será sino un delincuente, á quien como tal pintará la historia\* ; » y por último el de Pamplona, de ochenta y cinco años de edad, á quien á las cinco y media de la tarde la víspera de su salida y mientras arreglaba su pobre equipaje, se le presentó un ministro de justicia á

\* Al publicarse en la *Gaceta oficial* esta acusación, agregó el editor oficial esta nota incomparable : « Hombres de bien de todos los partidos, ¡ leed y juzgad ! Fanáticos intolerantes, leed y despedazad ! »

notificarle un mandamiento ejecutivo por diez y seis pesos, cinco reales y treinta y cinco céntimos á que montaba la contribución directa por el plazo vencido cuatro días antes; y sin dar oídos á sus reclamaciones en momentos tan angustiosos, le sacaron con multas y recargos cuarenta pesos.

Todas estas villanías se compensaron no sólo con los testimonios de amor y veneración que los desterrados recibieron de todos los buenos católicos de su patria, sino con las manifestaciones de simpatía y admiración que se les prodigaron en el exterior. El señor Mosquera al momento que arribó á Nueva York, fue visitado por el Arzobispo de esta ciudad y por otros arzobispos y obispos de la gran República que venían á conocerle y consolarle; el clero y los fieles de aquella ciudad se congregaron para probarle su acatamiento, y en una gran reunión le ofrecieron un rico anillo, por cuyo interior corría esta inscripción : *Emmanueli Josepho Mosquera Confessori Fidei. Neo-Eboraci. 1853*. Y ¿quién ignora los homenajes que, vivo, se le rindieron en Amiens, y, muerto, en Marsella? Al señor Torres le alojó en su palacio el Arzobispo de Lima, y el Gobierno viendo en él, así á un expatriado venerable, como al antiguo compañero del Libertador, le asignó una pensión mensual de doscientos pesos. Para dar idea de la acogida que tuvo en Venezuela el señor Torres Estans, nada más propio que la siguiente relación que tomamos de un periódico contemporáneo :

Al cabo de diez y siete días de una marcha penosa, ya á bestia, ya en silla de manos, llegó á las orillas del Táchira, que nos separa de Venezuela. Notable y en cierto modo extraordinario era el espectáculo que presentaban las dos riberas de este río. Ellas se veían cubiertas, la una de granadinos, la otra de venezolanos; unos y otros agitados por sentimientos diversos, pero favorables al Prelado y á la causa que defiende. Veíanse pintados en los semblantes de los granadinos, que guardaban silencio, el dolor y la indignación que producen siempre las grandes injusticias. Los venezolanos se mostraban alegres y contentos de recibir en su patria al ilustre huésped. Desde las orillas del río hasta la villa de San Antonio, el camino estaba cubierto por ambos lados de multitud de gentes de todos sexos y edades, que por medio de cohetes, de música, de flores y de arcos mostraba sus simpatías por el proscrito, y le daba á entender muy claramente que estaba en un pueblo amigo, creyente y por tanto civilizado y hospitalario. Rodeado de las autoridades de la villa y en medio de los vivas y aclamaciones de la gente, llegó á la plaza, en donde se redoblaron las señales de respeto, de simpatía y de gozo, y luego se le condujo á la casa cural, que había sido preparada de antemano para recibirlo. En el acto se presentaron el Concejo municipal y demás autoridades no sólo con el fin de felicitarle, sino también de ofrecerle, como lo hicieron en hermosos discursos, la más amplia y generosa hospitalidad\*.

\* Con el obispo de Pasto no tocaron, aunque siguió la misma conducta que sus compañeros, sin duda por temor de una insurrección, que en el



Desembarazados de los obispos, pretendieron algunos revolver las cosas de la Iglesia é introducir la anarquía, sobre todo en la metrópoli, ora fuese por mera malignidad, ora por la esperanza de adelantarse con la revuelta. Para esto empezaron á propagar escritos encaminados á deprimir la autoridad de la Santa Sede y sembrar la idea de una iglesia nacional, é igualmente á dar por nulo el nombramiento de vicarios hecho por el Arzobispo ocho días antes de su salida de Villeta, pretendiendo que era llegado el caso de que el Capítulo Catedral hiciese otro nombramiento\*. No menos convenía á estas

estado de nuestras relaciones con el Ecuador fuera muy grave. El obispo de Popayán murió después de protestar ; no obstante, su provisor complació en todo al Gobierno ; pero después reconoció su error y se retractó. El vicario de Antioquia se sometió humildemente á la improbación de su conducta que en letras especiales le dirigió la Santidad de Pío IX (10 de Junio de 1853).

\* El Secretario de Gobierno en su Informe al Congreso dijo con respecto á las facultades dejadas por el Arzobispo á sus Vicarios : « El Poder Ejecutivo quiso oír la opinión de personas doctas en estas materias, y todas convinieron con las formadas por los miembros de la Administración, que semejantes restricciones eran opuestas á las disposiciones canónicas... » Una de las personas á quienes aquí se alude fue Fr. Gerónimo García, el cual protestó enérgicamente contra el aserto del Secretario, afirmando que él y otros dos compañeros, D. E. Vergara y D. J. N. Núñez Conto estuvieron conformes, después de tratar maduramente la cuestión, en que el Gobierno no debía proceder ni de hecho ni de derecho contra los nombramientos que el R. Arzobispo había hecho de Vicarios para el gobierno de su Iglesia, y agregando que todos tres lo expusieron así delante del Consejo de Gobierno, y que él mismo no se contentó con esto, sino que extendió por escrito su dictamen y lo puso en manos del Dr. Vergara para que lo hiciese llegar al Gobierno. Excitados á hablar sobre el particular los señores Vergara y Núñez Conto, trataron de com-

miras el desconceptuar al señor Mosquera haciéndole culpable de la situación de la Iglesia, y presentándole como indigno del amor y sentimiento de sus ovejas; en lo cual estaba también muy interesado el Gobierno para sacudir de sí la odiosidad de sus medidas perseguidoras. En esta satánica empresa fue el brazo más poderoso un canónigo de Bogotá, D. Manuel Fernández de Saavedra, á quien señalaban ya con el dedo como autor de los escritos á que arriba hemos aludido, y que descollaba entre los demás clérigos, por fortuna bien pocos, que en esas circunstancias se habían puesto del lado de los perseguidores. Desde mucho tiempo antes había sonado su nombre como intransigente y fomentador de las pasiones populares: en 1823 se le siguió una ruidosa causa por haber firmado, como cura vicario de Facativá, junto con los alcaldes y en primer lugar, un bando por el cual se imponían penas arbitrarias al vecino que dentro de tercero día no diese cuenta al cura y alcaldes de las personas de fuera que alojase en su casa, y decretaba la expulsión del alojado si no presentaba documentos ó testigos de su cristiandad y buenas costumbres; en 1830 fue de los más calurosos predicadores de los *religioneros*, como llamaron á los vencedores del Santuario; el mismo

ponerse de modo de no contradecir al padre García y de no dejar feo al Secretario; pero es tan transparente el designio, que puede asegurarse no lograron su objeto al embozar la verdad. *Quidquid horum attigeris, ulcus est.*

papel hizo en 1840, en que recorría los cuarteles y las calles exhortando al exterminio de los facciosos, á los que designaba con el nombre de *jenízaros*, y publicaba continuamente hojas para encender el entusiasmo público; en fin, fue siempre incansable ariete de los « melosos secuaces del tolerantismo ».

- A pesar de su erudición indigesta y de un gusto muy poco acendrado que podría en ocasiones calificarse de gerundiano, gozaba de alto concepto como predicador, á lo que contribuía no poco la especie de que el doctor Margallo, estando para morir, le había encomendado que lo reemplazara en el ejercicio de la cátedra sagrada. Lo cierto es que su oratoria tenía más de relumbrante que de sólida, y que fascinaba al vulgo con una declamación teatral y una voz áspera y regañona. A medida que con las predicaciones del señor Mosquera y luego con las de los jesuitas, fue adquiriendo el público una idea algo más elevada de la elocuencia del púlpito, la reputación de Saavedra fue decayendo, hasta el punto de verse casi abandonado de sus apasionados y encontrarse con que las mujeres que se alistaban bajo su dirección en una numerosa cofradía, desertaban de su auditorio para engrosar el de los jesuitas. Estos desengaños y lo poco que le parecía adelantaba en su carrera, exasperaron su carácter violento y le hicieron entregarse á ojos cerrados á los enemigos de la Iglesia, aunque esquivando siempre dar la cara; tal que ni se defendió jamás de los cargos directos que se le hacían, ni se confesó culpado para repa-

ración del escándalo y desagravio de la justicia. Este hombre fue el instrumento de que se valió el Gobierno para dar lo que se figuraba sería el golpe de gracia en la cuestión religiosa.

El '19 de Octubre salió anónimo de las prensas oficiales y costado de las rentas públicas un folleto titulado *El Arzobispo de Bogotá ante la Nación*, que se distribuyó gratis en el local de las Secretarías de Estado, se circuló profusamente dentro y fuera del país bajo el sello de la Secretaría de Gobierno, y se hizo leer en los pueblos el domingo después de misa mayor con recomendación de que se guardase cuidadosamente en los archivos. Comenzando por la elección del Arzobispo, que calificaba de ilegal y anticanónica, discurría luego por toda su vida hasta el momento en que partió de Villeta; nada perdonó; los actos más honrosos de su vida fueron convertidos en marcas de ignominia; donde faltaron hechos, los suplió la calumnia: en pocas palabras, una de las glorias más puras de nuestra patria vino á ser *un trahán; un tráfuga y desertor de su Iglesia; un malvado á quien el hábito del crimen ha extinguido hasta el último sentimiento de moral!* ¿Qué mucho, pues, que ahí mismo se deprimiera de camino al clero fiel y se hiciera pasar á las señoras de Bogotá por mancebas de los jesuitas? Desde el punto en que apareció esta publicación, nadie dejó de llamarla *el cuaderno de Saavedra*.

Indescriptible fue la indignación que produjo, y todos aguardaban con ansia un vengador que hiciera

trizas al calumniante. Pero fue corta la expectación : un empleado de la Secretaría del Interior y Relaciones Exteriores, antes de llevar las pruebas de imprenta á Saavedra, las hacía ver al mejor amigo del proscrito, al Doctor Cuervo ; así, no obstante su extensión y el sigilo con que se imprimía, pudo salir á los diez días la *Defensa del Arzobispo de Bogotá*, llenando de satisfacción á todos los hombres honrados. Distribuyóse también gratis ; las ediciones se repitieron con suma rapidez, y nuestra casa no se desocupaba de personas que iban á solicitarla ; luego que cundió fuera la noticia, llegaban en su busca propios de lugares distantes, pues el correo detenía los ejemplares\*. En Popayán hizo otra edición D. Joaquín Mosquera, que se arrebatában con igual ansiedad en el sur de la República. En todas partes se firmaban adhesiones á la obra del Doctor Cuervo ; de manera que su nombre vino á ser como el centro á que convergían los sentimientos de todos los buenos católicos y de cuantos rechazaban la alevosía oficial, defiriendo á su testimonio, como al más autorizado, las altas dignidades de la Iglesia con el clero y el pueblo fiel, sin distinción de grandes ni pequeños. No sólo á la oportunidad debió este escrito su extraordinaria acogida : la generosidad del amigo que acude á la defensa del amigo desgarrado por un alevoso tan pérfido cuanto temible ; la posición elevada

\* Bastantes años después supimos que en los Archivos nacionales yacían muchos ejemplares, y uno de ellos es el que empleamos para reproducirla.

del defensor que desvanecía toda sospecha de querer abrirse campo ó buscar aplausos ; la autoridad del testigo que había tenido honrosa parte en los hechos que rectificaba ; la claridad y magisterio con que se dilucidaban los puntos legales y canónicos ; la soltura y gracia del estilo, y el tino y discreción con que se empleaban en contra del mal encubierto autor las armas suministradas por su vida veleidosa : todo esto hizo de la Defensa del Arzobispo una obra digna de su objeto, y que pasados tantos años se lee todavía con interés\*.

El Doctor Cuervo quedó igualmente pagado del aplauso de sus amigos que de la ira con que los calumniadores encubrieron su vencimiento. « Yo he tenido la gloria », escribía al Arzobispo, « de ser el único á quien se haya atacado y de haber visto cumplido el doble objeto que me propuse al escribir la defensa de usted : primero, que se embotaran en mí los tiros que se lanzaban contra usted, y segundo, que la verdad de mi testimonio triunfara, aunque mi persona y mis opiniones fueran maltratadas. He tenido el gusto de que nadie haya contradicho alguno de los hechos que afirmo, y éste ha sido mi triunfo. En cuanto á principios, nuestro desacuerdo es natural, lógico, necesario : esos señores son ateos, y yo

\* Entre otros escritos que por el mismo tiempo circularon en defensa del señor Mosquera, merece especial elogio la *Impugnación del libelo infamatorio titulado el Arzobispo de Bogotá ante la Nación*, debida á la docta y elegante pluma de D. Venancio Restrepo.

soy católico. Por lo demás, me he reído de los insultos é ineptias que me han dicho, y hasta del aumento de contribuciones y empréstitos con que se ha querido castigar mi franqueza. »

Que el Gobierno prohijsara una obra dictada por la envidia, el rencor y mil pasioncillas mezquinas, sin mérito alguno literario ni científico, sería muy fácil de concebir si sólo se hubiera pensado en producir efecto entre los miembros de las sociedades democráticas ú otras personas de igual altura intelectual y moral; mas no se ciñó á esto, sino que transmitió el libelo á los agentes diplomáticos de la República para que lo presentasen en centros más cultos, y ajenos al frenesí que lo había engendrado. La mayor parte no se atrevió á cumplir la orden. El que estaba en Santiago de Chile, que se había propuesto dar á conocer el movimiento político de sus copartidarios, valiéndose de la amistad del redactor en jefe del *Progreso* « insertó el famoso folleto denominado el *Arzobispo de Bogotá ante la nación*. ¡Allí fue Troya! Alarmóse el Gobierno y alborotáronse clérigos y pelucones con aquel *crescendo democrático*. Motivo por el cual la imprenta del *Progreso* fue cerrada por la policía de orden de la autoridad. » Con estas palabras refiere un escritor liberal lo que pasó en Santiago\*. Si con la expresión *crescendo democrático* aludía el autor á los retozos democráticos del Cauca, no hay duda que es felicísima, porque

\* *Emiro Kastos, Artículos escogidos*, pág. 384 (Londres. 1885).

esos azotes y asesinatos son preludios armónicos de la maldad de publicar en país extranjero un zurcido de calumnias, ya concluyentemente rebatidas, contra la sociedad entera de la patria.

En compensación de este escándalo el Arzobispo y el clero de Santiago con un gran número de las personas más condecoradas en la política, en la magistratura y en las letras, dirigieron una manifestación de veneración y simpatía al señor Mosquera, la cual hizo llegar á sus manos en Nueva York el Ministro de Chile, acompañándola de una nota empapada en los mismos sentimientos.

A la inquietud que causaban los desbordes de las democráticas y la persecución religiosa, se agregó, para hacer este período « el más agitado en los veintidós años de la vida política de la Nueva Granada » (como decía en su último Informe al Congreso el Secretario de Gobierno), se agregó, decíamos, el desorden que hasta los pueblos más distantes llevaron la ignorancia del arte de gobernar y la manera disparatada con que se entendía el sistema democrático. En comprobación de este juicio vendrán, para no citar otras cosas, la ley de descentralización de rentas y el ensanche del poder municipal. Por la primera se desprendía el gobierno de la nación de ciertas rentas en favor de las provincias, dejándoles libertad para hacer de ellas lo que á bien tuviesen y para arbitrar los demás medios de subsistencia ; pero precisamente las principales entre las rentas



cedidas eran aquellas contra las cuales más se había declamado, como el diezmo, cuya injusticia se ponía por las nubes, y el monopolio del aguardiente, que con todos los monopolios había sido blanco de muchos ataques, desde que se tomó esta cantinela contra el gobierno de Mosquera. Las cámaras de provincia, que no querían pasar por retrógradas, abolieron todas las contribuciones desconformes, en su sentir, al espíritu del siglo, y crearon otras nuevas, que sólo por lo nuevas, ya que no hubiera otras causas, se recibieron con desagrado, y en varias partes no dieron ni con mucho lo suficiente para los gastos. Sobre todo sucedió esto con la contribución directa, tipo de perfección, según las ideas de entonces : como no había catastros ni modo de saber con precisión lo que cada cual tenía, se cometieron injusticias monstruosas, tal que en alguna provincia hasta se hizo una asonada para resistir el pago, y en otra fue llamada esta imposición el azote del pueblo ; ni faltó el caso de otra provincia en que, al cesar las contribuciones viejas, no se había podido organizar en forma el reemplazo. Como además se crearon muchas provincias, hasta llegar á treinta y cinco, los gastos se aumentaron, y al mismo compás los impuestos, de suerte que « el sacrificio de los contribuyentes se invertía con pocas excepciones en el pago de miserables pero numerosos sueldos », sin que pudiese « apropiarse suma alguna para la construcción de cárceles, puentes y caminos, para establecer casas de educación y beneficencia, para

objetos de aseo y ornato en las poblaciones, para la instrucción primaria, ni para objeto alguno que no sea absolutamente indispensable para que exista la provincia, como es el pago de sueldo de los empleados. »

Mayor fue el caos á que vinieron á dar los pueblos, sacrificados al mentiroso axioma de que cada uno es el mejor juez de lo que le conviene, no de otra suerte que entre los egipcios se inmolaba un toro á una mosca. Investidos los cabildos de amplias facultades para hacer y deshacer en todos los ramos del servicio municipal, estos cuerpos, compuestos en su mayor parte de sujetos que no sabían leer ni escribir, no tenían idea de nada mejor ni otro criterio que el interés ó las aficiones privadas. Quedando, pues, á su cargo el nombramiento y deposición de los maestros de escuela, se vieron á cada paso en este puesto individuos incapaces, cuales podían escogerlos semejantes jueces, y con asignaciones tan mezquinas como que debían salir directamente de la bolsa de los vecinos que las fijaban : cuando se acertaba una elección, venían luego las ojerizas lugareñas y hacían remover al maestro, ó bien se presentaba otro que se ofrecía á desempeñar el cargo más barato, y se llevaba la preferencia, aunque fuera menos hábil. En todo tiempo la instrucción primaria ha ofrecido entre nosotros dificultades sin cuento, en las que se han estrellado casi siempre las intenciones más sanas ; ni podía ser de otro modo, dado que los focos de cultura que quedaron al tiempo de la emancipación

eran muy cortos y esparcidos á grandes distancias en medio de espesas tinieblas ; por manera que para hacer penetrar la luz hasta ellas fuera menester un esfuerzo tan tenaz como perseverante, cosa que han imposibilitado las borrascas de barbarie con que las revoluciones han hecho oscilar aquellas lamparillas del saber. Con maduro juicio todos habían pensado hasta entonces que la luz debía difundirse desde esos focos, sin que á nadie se le ocurriera que la barbarie de por sí pudiera trocarse en civilización. Que el ensayo causó á la instrucción primaria increíble retroceso, lo testifican los trenos con que lamentan su decadencia el Presidente y el Secretario de Gobierno en sus últimos mensajes al Congreso\*.

Suerte parecida á la de los preceptores cupo á los curas donde las Cámaras de provincia, aboliendo los derechos de estola, cometieron á los cabildos el sostenimiento del culto. Las más veces fueron los sueldos tan ruines que los gobernadores se vieron asediados por las reclamaciones, y otras la malevolencia corría parejas con la mezquindad : acá se entremetía el cabildo á nombrar de por sí sacristán, cantores y monaguillos, allá se dictó una especie

\* Estas son las palabras del Presidente : « Con todo, como sea evidente que la instrucción primaria, base de la civilización y de las instituciones republicanas, ha decaído, en vez de adelantar, á virtud de haberse confiado á los Cabildos su dirección en todos sus pormenores, importa mucho que consideréis la gravedad del mal, y apliquéis sin demora el remedio que os aconsejen vuestra sabiduría y vuestro patriotismo. »

de código penal para castigar con multas al cura todas las veces que infringiese las obligaciones que ahí mismo se le imponían; en otras partes á fuerza de contribuciones reducían á nada el dichoso sueldo. Bien es verdad que en el reparto de estas contribuciones padecían todos los vecinos indecibles injusticias, y como no siempre los más poderosos se quedaban con las manos cruzadas, el temor de su venganza hizo que toda la carga recayera sobre la gente pobre y desvalida. Para sellar la burla, los cabildos eran irresponsables, y cuando se les recordaba la obligación legal de mantener escuela, alegaban que por mayoría de votos se había negado la fundación, y ahí paraba toda la acción de la autoridad superior; con el mismo arbitrio eludían dar cuenta de las rentas cuya administración estaba á su cargo\*.

Mayor, si cabe, fue el golpe que recibió la instrucción secundaria y profesional. La ley de 15 de Mayo de 1850 no sólo declaró innecesarios los títulos académicos para desempeñar un empleo ó profesión, sino que los envileció no exigiendo para obtenerlos

\* Todos los hechos y apreciaciones sobre estos puntos se han tomado casi con sus mismas palabras de los informes de los gobernadores á las Cámaras de provincia, y del que presentó al Congreso de 1853 el Secretario de Gobierno. Véase además en el *Catolicismo* de 1.º de Marzo de 1853 la reclamación dirigida por el Provisor al Gobernador de Tundama. En el mismo periódico (1.º de Septiembre de 1852) se lee el arancel de multas acordado por un cabildo de la provincia de Vélez: 200 reales al cura si tarda dos horas en ir á una confesión para la cual se le llama del campo; 80 reales por una hora de dilación en administrar un bautismo, etc., etc.

otra cosa que un examen en las materias peculiares de cada profesión. Con esto pasaban los jóvenes de las escuelas de primeras letras al estudio de la jurisprudencia ó de la medicina, sin haber saludado las humanidades ni la filosofía. « Los conocimientos que hoy se tienen en matemáticas, en física, idiomas, química, botánica y otras ciencias », decía el Secretario de Gobierno al Congreso de 1853, « se deben en la mayor parte á que antes de 1850 se exigía para obtener el título de doctor haber hecho algún estudio de ellas. Son muy pocos los jóvenes que hoy dedican algún tiempo al estudio de las materias que he mencionado, porque no son objeto de examen, y no hay uno solo de los que obtuvieron sus grados antes de 1850, que no tenga algunos conocimientos en ellos. » Con las nociones superficiales que podían obtenerse sin esta preparación necesaria, se presentaban en breve á optar un título de doctor, confiados en la lenidad de los examinadores, quienes persuadidos á su vez de que el grado ni valía nada, ni había de servir para nada, lo otorgaban con la mayor facilidad. Con tal frescura iban los estudiantes, que sucedió presentarse á examen uno que no pudo responder palabra y calló á todo como un leño; hecha consulta entre los examinadores, hubieron de parodiar el conocido axioma del *Arte de tocar las castañuelas*, determinando que no podía darse calificación, porque del que no lo había hecho, no podía decirse que lo había hecho ni bien ni mal. Nada pues tenía de extraño que en tiempos posteriores ser

*doctor de 1851* fuera una de las recomendaciones menos apreciables de un letrado.

No paró aquí la destrucción : el Colegio nacional (como se llamó á la Universidad) se vio en tal extremo de escasez, que á principios de 1853 propuso la Junta de Gobierno al Poder Ejecutivo que cerrase el establecimiento para que no continuaran gravándose sus rentas con los sueldos que devengaban los empleados y que no podían pagarse. Si por el momento no llegó á cerrarse, fue menester despedir á todos los alumnos internos por falta de fondos para pagar al que suministraba los alimentos, y suprimir los pasantes, de modo que no había quien invigilara la conducta de los estudiantes. La misma Junta de Gobierno tuvo que proponer (Abril de 1853) que se declararan suspensas por dos años las escuelas de jurisprudencia y medicina ó por lo menos una de ellas. Todo esto provenía de que el Gobierno no pagaba un cuarto de las cuantiosas sumas que debía al colegio, entre ellas la de más de siete mil pesos duros que tenía éste en caja y que el Gobierno hizo depositar en el tesoro público\*. ¿Pero qué mucho, si á pesar del superávit que hubo en las rentas en 1850, fue creciendo el déficit en los tres años siguientes con una proporción verdaderamente lastimosa? A 2.250.000 pesos llegaba en 1853.

Incorporado el Seminario al Colegio nacional, vino

\* Véanse las comunicaciones del Rector en las *Gacetas* de 17 de Marzo y 12 de Julio de 1853.

á tal deterioro su edificio, que lo reputaba el Rector del segundo como posesión gravosa, y habiendo querido arrendarlo, no se halló postor, por más carteles que se pusieron\*.

El colegio de la Merced se cerró una vez por la poca confianza que inspiraban las personas encargadas de su dirección; su local se destinó para hospital de coléricos en caso de que llegase este azote, y aun cuando se abrió de nuevo en 1851, se vio precisado el Gobernador de la provincia á acudir á la generosidad pública para que no se acabara.

La ley de redención de censos de que hemos hecho mención en otro lugar, causó á todos los establecimientos de educación y de beneficencia perjuicios cuyas consecuencias todavía se lamentan hoy.

Si hay en la administración pública cosa que deba mantenerse lejos de las influencias y caprichos provinciales, son sin duda los tribunales y juzgados, pues colgando de su estabilidad é independencia lo que más de cerca toca á los ciudadanos, que es su propiedad, es preciso no dejar á la codicia y la mala fe resquicio por donde meter la mano y torcer la justicia. El Secretario de Gobierno en el Informe que tanto nos ha servido para conocer esta época, pinta los amaños de que se valían las cámaras de provincia, ó mejor dicho los que tenían interés en ello, para burlar, apoyados en leyes recientes, la

\* Véase la primera de las comunicaciones citadas en la nota anterior, y además el *Catolicismo* de 1.º de Marzo de 1853.

disposición constitucional que hacía á los jueces inamovibles por seis años, á menos de ser legalmente acusados y sentenciados : ora se expedía una ordenanza para suprimir el tribunal y agregar la provincia á otro distrito judicial, con que de hecho cesaban los jueces ; ora por el contrario se decretaba la creación de tribunal en la provincia, y así pasaban los expedientes á otras manos. En cuanto á los juzgados de circuito, bastaba para cambiar el juez señalar un lugar distinto para su residencia, dar al circuito otro nombre ó hacer alguna modificación insignificante en sus límites ; así las cámaras quitaban y ponían jueces á su gusto, y ellos á fin de conservar el puesto tenían que captarse su benevolencia con medios no siempre decorosos. Por estas y otras razones el Presidente hizo al Congreso de 1852 una pintura negra de la administración de justicia, « cuya debilidad de acción se siente cada día más » ; « falta la sanción moral, añadía, que supliendo la carencia de buenos códigos judiciales, mantenga á los jueces en el camino del deber, y sostenga su celo cuando flaquea. » De aquí se originó una « vergonzosa » reyerta con la Corte Suprema, que protestó contra el mensaje presidencial, y pretendiendo ver en tales palabras el empeño de deprimir al poder civil, retorció el cargo, diciendo al Presidente : « ¿ Quién ha indultado á famosos asesinos y criminales, arrancándolos de las manos del poder judicial, enervando así la acción saludable de la justicia pública ? » Lastimado López con esta acrimonia,



renunció la presidencia ante el Congreso ; pero, natural es pensarlo, éste no accedió á sus deseos.

Entre las pocas instituciones que resistieron al soplo asolador, citaremos el Colegio Militar y las cajas de ahorros. Estos últimos establecimientos se habían ido extendiendo y multiplicando con creciente prosperidad. En Octubre de 1848 los había en Antioquia, Bogotá, Buenaventura, Cartagena, Cartago, Cúcuta, Chocó, Mompós, Pamplona, Panamá, Popayán, Riohacha, San Gil, Santa Marta y Tunja, y entre todos tenían una existencia de 1,913,805.45 reales. Después se fundaron otros, pero las más veces como anexos á las Democráticas. Muerto el espíritu público con el gobierno de partido de López y Obando y con la dictadura de Melo, consecuencia natural de uno y otro, y enervado el poder público con el desbarajuste precedente no menos que con erróneas ideas políticas, todo aquello se fue acabando, y á nadie se le ocurrió anudar las tradiciones de la administración progresista y vigorosa que tantos bienes produjo de 1832 á 1849\*.

\* Debemos recordar que en esta administración se enriqueció la biblioteca de Bogotá con la incomparable colección de obras y documentos nacionales formada por el coronel Anselmo Pineda en largos años de inteligente laboriosidad. Por decreto legislativo de 31 de Mayo de 1849, firmado por D. J. I. Márquez y D. M. Ospina (véase atrás, pág. 116), se autorizó al Poder Ejecutivo para auxiliar al coronel Pineda hasta con 32,000 reales en la obra de arreglar completamente la colección. En 1851 hizo Pineda donación de ella á la República, y el Congreso al aceptarla aumentó hasta 40,000 reales la cantidad anteriormente decretada, como indemnización de los gastos de clasificación, encuadernación

Al llegar á este punto y releer las páginas antecedentes, nos sentimos como sobrecogidos de espanto, viendo el pavoroso cuadro que hemos trazado, y nos acomete el temor de que alguien nos acuse de haber faltado al candor histórico, dejándonos arrebatados por el empeño de acriminar á un partido político, hasta el punto de no poner sino sombras y olvidar los puntos luminosos. Sin embargo, serena nuestra aprehensión el convencimiento de no haber escrito cosa alguna que no esté apoyada con documentos fehacientes, con el testimonio de los que presenciaron los sucesos y con nuestros recuerdos personales. Por otra parte, visibles quedan aún las ruinas que atestiguan el gran desastre que entonces padeció nuestra patria; y al escribir la historia, no es culpa del historiador si sólo se ofrecen á sus ojos escenas de abatimiento, anarquía y destrucción. Lejos de nosotros marcar á todos los vencedores de 1849 con el título de demagogos desalmados: al lado de hombres sumamente corrompidos había otros cuyas intenciones pudieron ser inocentes, pero que extraviados por teorías quiméricas, causaron también gravísimos daños. Nadie puede poner en duda los buenos deseos del general López; en varias ocasiones trató de evitar el mal y sobreponerse á

y otros indispensables para el arreglo y uso de la colección; y además concedió al donador una pensión vitalicia de 9,600 reales por año y la propiedad de 8,000 fanegadas de tierras baldías. El Doctor Cuervo esforzó en el Consejo de Gobierno la necesidad de que la Nación adquiriese este tesoro, retribuyéndolo generosamente.

pretensiones indebidas, y aun viendo que sus esfuerzos eran estériles, llegó á tener escrita su renuncia para abandonar el puesto, en los momentos de mayor exacerbación de los suyos, poco antes de estallar la revolución de 1851\*. Pero él, como otros de igual indole, corrió la suerte que cabe en las tormentas políticas á los caracteres débiles, que no siendo capaces de figurar en primera línea y dirigir los sucesos, paran en instrumentos de los más audaces. Dejemos empero de escudriñar las intenciones y pongamos los ojos en los resultados, que son los que en el criterio de los pueblos sirven para apreciar la bondad de los gobernantes. A los que creyeron en las pomposas promesas de dicha y rehabilitación social; á los que escucharon el insultante desprecio con que se hablaba de los gobiernos anteriores, proclamando en prosa y verso que con el 7 de Marzo la nación se había trocado de esclava en señora y de débil en potente; á los que, viendo en el exterior los discursos y leyes que á tambor batiente publicaban los agentes del Gobierno, llegaron á formarse el concepto de que nuestro país era el más avanzado en efectivas reformas democráticas: á todos éstos les bastará mostrarles las clases pobres arrancadas del trabajo honrado y lanzadas al crimen ó al motín para llevarlas luego á perecer lastimosamente ó en el cadalso ó en playas insalubres\*\* ; mostrarles las

\* Así lo afirma él mismo en la renuncia que dirigió al Congreso en 1852.

\*\* Atrás relatamos el fin de los compañeros de Russi; por decretos de

poblaciones vejadas y esquilmas por tiranuelos microscópicos; exhausto el tesoro público y olvidado casi el progreso material, abandonada y viciada la instrucción pública, decaída la administración de justicia, pervertido el sentimiento moral y la religión perseguida y vilipendiada, para que, viendo convertido en ruinas casi todo lo que antes existía, exclamen con Hamlet: *Words, words, words*. Sí, todo el bien prometido y publicado no fue sino palabras, palabras, palabras.

18 de Diciembre de 1854 y de 12 de Enero de 1855 fueron enviados á Panamá cosa de 150 artesanos escogidos entre los que cayeron prisioneros con las armas en la mano el 4 de Diciembre al vencimiento de la dictadura de Melo. Para este envío se dijo que iban en calidad de indultados bajo condición de servir cuatro años en el ejército, agregando que al que no quisiera aceptar, se le seguiría el juicio por rebelde en Panamá mismo. Es de observar que los decretos se dieron por D. José de Obaldía, uno de los más insignes fomentadores de las democráticas.

Todos recuerdan cuántos otros perecieron ó quedaron baldados en la toma de Bogotá y en los combates antecedentes. Con razón los que sobrevivieron se estremecían al oír el nombre de gólgota.

---

## CAPÍTULO XIX

### EL ÚLTIMO COMBATE

Sube Obando al poder. — Gólgotas y draconianos. — La Constitución de 1853. — Asonadas del 19 de Mayo y del 8 de Junio. — Inseguridad de la gente decente. — Oposición de los draconianos á la libertad religiosa. — Opinión de los católicos sobre ella. — *Exposición católica*. — Últimos esfuerzos de los draconianos. — Cómo recibieron los católicos la libertad religiosa. — Trabajos del Doctor Cuervo. — Se ensaya el sufragio universal y ganan los conservadores. — Monseñor Lorenzo Barili. — Sus reclamaciones, y polémicas que les siguieron. — Últimos escritos del Doctor Cuervo. — Su enfermedad y muerte. — Honores que se le tributaron. — Muerte del Ilmo. Mosquera.

Difícil hubiera sido, aun para el hombre dotado de las más altas prendas cívicas é intelectuales, dar vida á la República, convertida en un cadáver por el desgobierno anterior; así que nadie pudo augurar cambio alguno favorable del advenimiento del general Obando. Este no era ya como en 1849 el Deseado de todos los liberales. La juventud que se había formado en la Escuela Republicana, disciplinada ahora por D. Florentino González, hombre de talentos nada comunes, de grande entereza y de amor franco y sincero á la libertad civil y política, anhelaba por un ideal más elevado que el de los revolucionarios de 1840, cuya aspiración por el contrario era un

gobierno duro y arbitrario que en todo metiese la mano y todo lo sujetase á su inspección y tutela.

En el día mismo de inaugurarse el nuevo Presidente le apercibió el del Congreso contra « esos intrigantes ambiciosos que pretenden turbar el orden público por su interés particular, que haciendo gran ruido con lo que llaman sus principios y sus opiniones, sólo tratan de elevarse á los primeros empleos, y que fingiéndose amigos de los pobres, á quienes procuran extraviar predicándoles que en la destrucción de los ricos está el principio de su prosperidad, tienen únicamente en mira su propio engrandecimiento ». « Abandonadlos », agregaba, « á sus quimeras, dejadlos solos fuera de los puestos públicos, y despreciad los gritos del orgullo ultrajado con que os calumniarán. » Obando á su vez tocaba el mismo tema, diciendo al Congreso : « La República ha avanzado inmensamente en el período constitucional que ha terminado ; pero al lado de los principios saludables que han sido establecidos, revuelven doctrinas dañosas que han dejado alguna confusión en las ideas. A vosotros toca aclarar el espacio y sacar la República de los antros oscuros de la utopía, para elevarla al sublime destino que le está señalado en la alta región de la verdad. »

Estos, á quienes vemos calificados de utopistas y que en el lenguaje común eran llamados *Gólgotas*, se desquitaban apellidando *Draconianos* á los liberales viejos, designaciones ambas que dan idea más exacta de la índole de estos partidos que cualquier exposi-

ción circunstanciada de sus principios y tendencias. Pero, cualesquiera que ellas fuesen, es singular que el nombre de Obando entonces como en 1837, sirvió de elemento de disgregación, alejando de sí á la juventud progresista y propagadora de ideas generosas, bien que en la última época algún tanto fantásticas y dañinas y fundadas en convicciones republicanas menos profundas.

En los mismos momentos en que eran atacados los gólgotas como socialistas y comunistas, adulaba Obando á las sociedades democráticas, atribuyéndoles su elección, y defendía al ejército permanente, cuya eliminación era uno de los temas favoritos de sus adversarios dentro y fuera del Congreso. De esta manera deslindaba el nuevo Presidente sus amigos y sus enemigos, que no tardarían en ser contendores en escandalosos tumultos. No obstante, con el intento de mostrarse conciliador nombró para la Secretaría de Guerra al general Tomás Herrera, candidato por el cual habían votado los doctrinarios, y que en el número de votos que sacó, descubría lo poco numeroso de su partido; el nombrado se excusó con harta sequedad.

Aunque en la creación y fomento de las sociedades democráticas habían tenido parte todos los liberales, y más algunos de los ministeriales, concitaron éstos el odio de ellas contra los gólgotas, haciéndolos pasar por engañadores que habían alucinado á los artesanos con lisonjeras promesas que no habían cumplido; y como en efecto habían sido los tribunos

más fervorosos de sus juntas, no era difícil echarles encima la que era culpa de todos.

Así estaban las cosas mientras que en el Congreso se discutía la constitución, cuyo proyecto se había aprobado en 1851, y que, conforme á las disposiciones de la que regía, no podía sancionarse hasta este año. Aunque las modificaciones que se introdujeron no eran ni podían ser de grande entidad\*, en las discusiones se pusieron más de manifiesto las divergencias de los dos antagonistas, no dejando de comunicarse al exterior el calor de los debates. Todavía á mediados de Mayo estaban discordes las Cámaras en dos puntos de mucha importancia uno y otro, si bien por razones diversas : era el uno el nombramiento de gobernadores, que según el pro-

\* Son dignas de mención estas modificaciones : en el artículo 10 se cercenó la cláusula : « Adopta (la República) la forma federal no como la alianza de estados soberanos é independientes, sino por la unión de provincias ó secciones territoriales que se reservan el poder municipal », quedando : « Reserva á las provincias ó secciones territoriales el poder municipal... »; en consecuencia se cambió dondequiera « gobierno federal » en « gobierno general ». Se omitió el requisito de saber leer y escribir para ser considerado como ciudadano ; se introdujo como garantía el juicio por jurados, de que no se hablaba en el proyecto ; y sobre todo al inciso relativo al derecho de reunión se agregaron estas significativas palabras : « Pero cualquiera reunión de ciudadanos que, al hacer sus peticiones ó al emitir sus opiniones sobre cualesquiera negocios, se arrogue el nombre ó la voz del pueblo, ó pretenda imponer á las autoridades su voluntad, como la voluntad del pueblo, es sediciosa ; y los individuos que la compongan serán perseguidos como culpables de sedición. La voluntad del pueblo sólo puede expresarse por medio de los que lo representan por mandato obtenido conforme á esta constitución. » Esto en una constitución liberalísima : ¡ tanto se había aprendido de 1849 á 1853 !



yecto original debía hacerse por elección popular en cada provincia, lo que patentemente dificultaba en gran manera la acción del Poder Ejecutivo; era el otro la cuestión religiosa. El proyecto, sostenido por los gólgotas, asentaba francamente la libertad absoluta, sin cortapisas ni tranquilas, para profesar pública ó privadamente cualquiera religión; por manera que de hecho quedaba declarada la separación de la Iglesia y del Estado, y cesaba la intervención de éste en todos los asuntos religiosos; los ministeriales, por el contrario, rehusaban admitir tal separación, mas no por ortodoxia, sino con miras estrechas y mezquinas. Pero de la noche á la mañana las Cámaras se pusieron de acuerdo, y el 16 de Mayo cerraron los debates, aprobando la constitución que fue sancionada y publicada el 21 siguiente. Los gobernadores quedaron de elección popular, y al inciso en que se garantizaba á los granadinos « la profesión libre, pública ó privada de la religión que á bien tengan », se agregó la coleta de « con tal que no ofendan la sana moral, ni impidan á los otros su culto religioso »; palabras que llenaron de recelo á los católicos por ser idea de Gori, que había defendido hasta el último trance la intervención del gobierno en materias religiosas, y porque en manos de hombres mal intencionados podían servir de pretexto para fiscalizar y perseguir.

La precipitación con que se dio fin á los debates de la constitución, debióse sin duda á los temores que andaban y á los datos que acaso poseería el

Congreso sobre próximos trastornos que muy bien podían tener por objeto ó por resultado impedir la coronación de la obra. Algunos días antes había representado la Sociedad Democrática del barrio de la Catedral á la Cámara de Representantes pidiendo que se alzaran los derechos de importación á aquellos artículos que pudieran hacer competencia á los fabricados en el país. El maríes 17 de Mayo el Presidente y Secretario de la Sociedad convidaron por carteles á defender la causa del pueblo en la discusión que con este motivo habría en la Cámara el jueves inmediato; la noche de aquel día y la siguiente se reunieron los democráticos en juntas bulliciosas donde se amenazó con hacer una *caraqueñada*, un *24 de Enero*, si no se cumplían siquiera en parte las antiguas promesas de favorecer á los artesanos; y como si ya no fuera harto atrevimiento el que todo esto pasase en el mismo edificio en que tenían sus despachos el Gobernador, el Jefe político y el Comandante de armas y en que se reunían las mismas Cámaras, se dispuso con tiempo que el día designado no hubiese mercado en la plaza á que da el edificio, como para tenerla despejada. Los democráticos no se hicieron sordos al convite, y acudieron en gran número; pero la Cámara eludió la discusión del asunto pasando la petición al Senado para que la tuviera en cuenta al discutirse la ley sobre comercio de importación. Sin embargo, esto no se decidió sin que hubiera amenazas, mueras y vivas, y amagos de un conflicto entre los democráticos y los sostene-

dores del Congreso. Por dos veces invadió el recinto de la cámara la oleada de la plebe, y á duras penas pudo ser contenida, descolgándose los jóvenes que estaban en las galerías altas. Poco gustosos los artesanos de quedarse ensayados y no ejecutar la fiesta, al salir los representantes, dijeron : ¡ A ellos ! y se les echaron encima. Dos de los acometidos recibieron unos cuantos golpes y puñadas, y en seguida se trabó una viva refriega, formándose dos bandos que se distinguían por el vestido, unos de *ruana* y otros de *casaca*, ó en otros términos, *guaches* y *cachacos*; la cual se disipó, quedando muerto de una puñalada un infeliz artesano, al aparecer en la plaza la guarnición y luego el presidente Obando. Lo cierto es que sin el valor de los jóvenes decentes, ó digamos de los cachacos, hubieran perecido algunos diputados. Para alejar de los democráticos la odiosidad de este atentado, se dijo con impudencia en la Gaceta al día siguiente que era obra de los *congregantes*, ó miembros de una antigua cofradía fundada por los jesuitas.

No por haberse sancionado la constitución se apagaron estas rencillas, antes bien se fueron avivando hasta nuevo rompimiento. Con ocasión de la octava del Santísimo en el barrio de las Nieves se hicieron corridas de toros, y en la algazara que las acompaña empezaron las provocaciones por parte de los artesanos, que eran como dueños de aquel barrio. El 8 de Junio se acrecentó la irritación, y al fin se formó un inmenso tumulto que adelantó hasta el puente de

San Francisco, victoreando á Obando y á Melo, jefe del ejército, y echando muertas á los cachacos y á los gólgotas. Éstos resistieron por algún tiempo el empuje, sosteniendo un combate en que eran principales armas la piedra y el palo, bien que no faltaron las de fuego. Como la tropa fraternizaba con los de ruana, salieron algunos húsares del cuartel situado cerca del puente, y se pusieron de su parte. Aunque un húsar quedó ahí muerto de un balazo, con este auxilio arrollaron á sus enemigos por toda la Calle Real hasta la plaza de Bolívar, y aun pretendieron forzar la gobernación, adonde se habían recogido algunos; pero al fin se contentaron con romper las ventanas á pedradas. Ya oscurecido, unos artesanos encontraron en la Calle Real con D. Florentino González, á quien odiaban de muerte como caudillo de los gólgotas y alma de la nueva constitución, y dándole de palos, le dejaron muy maltrecho. Desde entonces se hizo intolerable para la gente decente la vida en la capital, y con razón decía D. Francisco E. Alvarez, Juez segundo del circuito, en una representación dirigida al Gobierno, que se ensayaban en Bogotá los escándalos de que fueron víctimas las desgraciadas regiones del Sur de la República\*. Obando, incapaz moral é intelectualmente de com-

\* En la noche del 18 al 19 de Junio iban D. Antonio París y algunos amigos suyos tocando guitarra y otros instrumentos, y saliéndoles al encuentro varios de ruana les preguntaron si eran guaches ó cachacos: al responder que lo último, fueron atacados y París cayó muerto de una puñalada.

prender y defender programa alguno liberal, se abrazó de corazón con esta gente y procuró de todos modos fortalecerse con su apoyo. Para ello se aprovechó de la organización de las guardias nacionales, que convirtió en organización de las democráticas, y trasladó cautelosamente á la capital cuantas armas se hallaban en provincias que juzgaba adictas á la constitución. De esta manera se formó y envalentonó el partido, si merece este nombre, que hizo la revolución el 17 de Abril de 1854, llevando por divisa : « ¡ Viva el ejército y los artesanos ! ¡ Abajo monopolistas ! » Llamaban anarquía á la constitución (en lo que no iban desacertados), monopolio á toda empresa productiva, agio á todo comercio, y tenían odio salvaje á la juventud ilustrada y á la gente rica y laboriosa. Alzaron por dictador á José Maria Melo, soldado tosco y sin prestigio alguno, mientras Obando aguardaba el éxito aparentando estar preso en palacio. La demagogia triunfante el 7 de Marzo de 1849 no podía conducir sino á una dictadura militar apoyada por la hez de la sociedad, ni podía proporcionar á su ídolo otra recompensa que la humillación de verse depuesto por el Congreso del cargo de Presidente de la República, y la humillación todavía más cruel que le impuso la Corte Suprema absolviéndole de los cargos de rebelión y traición, para dejarle recogiendo por las calles el desdén, si no el desprecio, de propios y de extraños\*.

\* Con la dictadura de Melo puede afirmarse que llegó á colmo la bar-

Apuntamos arriba que al oponerse los ministeriales á la libertad religiosa, obedecían á sentimientos mezquinos, y para convencerse de ello basta recordar algunos incidentes de las discusiones á que esta materia dio margen en el Congreso. Por el mes de Marzo se expresó el senador Gori en estos términos (según el extracto de su discurso publicado en el núm. 243 del *Neogranadino*): « Al emancipar la Iglesia, van á volver á este país los obispos ; y los eclesiásticos que se pusieron del lado del Gobierno en sus procedimientos contra ellos, van á quedar expuestos á persecuciones y molestias, y no debemos dar lugar á esto. » A lo cual González replicó oportunamente : « Yo no comprendo esos temores : esos clérigos, si eran verdaderos clérigos, han debido estar con su obispo, porque la Iglesia se lo indica, como la guía segura de su fe y conducta ; y si no estuvieron con su obispo, no son tales clérigos, y echarán á un lado los hábitos, y los obispos no tendrán nada que hacer con ellos, porque la República les garantiza esta libertad desde el día en que el artículo que se discute sea una disposición constitucional. » Algunos días después D. J. N. Azuero, clérigo *sui generis*, que ni siquiera llevaba vestido eclesiástico, se dejó decir en el mismo Senado, que

barie : después de su caída el 4 de Diciembre, vimos en la Biblioteca Nacional atrincherados los balcones con libros, y muchos de éstos atravesados por las balas ; el Museo sirvió de letrina á la gente acuartelada en el mismo edificio.

era opuesto á dicha libertad, no porque él no fuese liberal, sino porque ése no era el partido que se debía tomar; que él iba más adelante que los demás, pues en su opinión lo que debía hacerse era emancipar á los granadinos de la Curia Romana. No menos atinadamente le repuso González, que, á su modo de ver, no era ni ir más adelante ni ser más liberal el proponer que se separase á los granadinos de la Curia Romana; que ésta sería una violencia tan vituperable como lo fuera obligar á los granadinos á que se entendiesen con el jefe de su religión y le obedeciesen de la manera que dispusiera el gobierno, y no del modo que se lo dictara su conciencia; que si los granadinos eran católicos y el jefe de la religión católica era el Papa, era necesario que los partidarios de la libertad religiosa reconocieran que ellos debían entenderse libremente con su jefe, y prestarle la obediencia que creyeran se le debía en conciencia; así como les era forzoso reconocer que la ley no tenía que mezclarse en arreglar el modo de prestarla: « así es, terminó, como yo entiendo la libertad y como deseo que se practique ». Con aquel modo de sentir de los suyos concordaba lo que Obando dijo en su alocución del 1.º de Abril, después de ponderar con apreciaciones injustas y vulgares los males que, según él, acompañan á la unión de las dos potestades: « Empero en las actuales circunstancias de la Nueva Granada la ruptura de los vínculos que ligan á su Gobierno con la Iglesia, y la consiguiente derogatoria de las leyes que han entris-

tecido á sus pastores y atribulado las conciencias, ¿devolverán la paz á los espíritus, asegurarán á los eclesiásticos una decente sustentación por ofrendas voluntarias de los fieles, y darán al principio religioso y á la moral del Evangelio toda la fuerza, todo el esplendor de sus tiempos primitivos? ¿No habrá peligro en entregar desamparada la Iglesia granadina, cuyas libertades deben sernos tan caras, puesto que á ella pertenecemos, á los dictados más ó menos caprichosos de la Curia Romana? »

En tanto que así discurrían los liberales legítimos y los que lo eran sólo de nombre, á los católicos agitaban sentimientos diversos sobre punto de tanta importancia. Continuando la ingerencia del gobierno en los asuntos eclesiásticos, no veían para lo venidero sino vejaciones é insultos más ó menos disfrazados; con la libertad religiosa, ora dilataban los pechos figurándose terminada la opresión de la Iglesia y alzado el destierro de los obispos, ora se contristaban con la perspectiva de una era nueva de peligrosos ensayos y de reconstrucción larga y dudosa después de tan hondos sacudimientos, cuyos efectos en las diversas clases sociales nadie alcanzaba á apreciar todavía. Desde Marzo había escrito el Doctor Cuervo en una carta á D. Joaquín Mosquera estas palabras :

Ya sabrá usted la grave cuestión que va á debatirse sobre separación *absoluta* de la Iglesia y del Estado. Mi opinión es que el clero no debe apoyar este pensamiento ;



pero si pasa á ser ley de la República, lo debe recibir como un acto transitorio al cual ha de seguirse sin duda ninguna un orden de cosas mejor. Peor será que ahora no se haga el concordato tan justamente deseado, y que desde el Congreso hasta el cabildo, desde el Poder Ejecutivo hasta el alcalde y desde la Corte Suprema hasta el juez parroquial continúen trastornando la disciplina de la Iglesia, hasta que lleguemos al cisma, más escandaloso por cierto que la separación temporal de la Iglesia de un poder opresor. »

Para uniformar la opinión de los católicos, confortar á los débiles y señalar á todos un camino cierto que seguir en tan azarosas circunstancias y cualquiera que viniese á ser el rumbo que tomaran las Cámaras, se congregaron varios sujetos respetables de Bogotá, previa consulta con las autoridades eclesiásticas, y dieron el día de la Ascensión (5 de Mayo) una Exposición redactada por el Doctor Cuervo y destinada á circularse profusamente, para que adhirieran á ella todos los católicos de la República. Es documento en que se ve con claridad la situación de la Iglesia en la Nueva Granada, las heridas que sus enemigos le habían hecho, y el celo con que sus hijos fieles se ofrecían á defenderla ; por eso la transcribimos en seguida :

## EXPOSICIÓN CATÓLICA

*ó principios y reglas de conducta de los católicos en la situación actual de la Iglesia granadina.*

La serie de actos ejercidos por el poder temporal contra la Iglesia de Jesucristo en la Nueva Granada, desde 1850 en adelante, revela, aun á los menos entendidos, un plan meditado de destruir el catolicismo en esta parte del continente americano. Una breve reseña de estos mismos actos comprobará nuestra aserción.

Se ha sometido al examen y fallo del poder judicial el ejercicio de la sagrada potestad que los ministros de la Iglesia han recibido de Jesucristo.

Los tribunales y juzgados seculares se han avocado el conocimiento de las causas benéficas y de divorcio matrimonial, unas y otras de la competencia de la autoridad eclesiástica conforme á las Santas Escrituras y á las disposiciones canónicas, y hasta se han creído facultados para suspender y deponer de sus beneficios á los párrocos.

Se ha atacado la disciplina universal de la Iglesia, atribuyéndose á unas asociaciones populares anómalas el nombramiento y presentación de los párrocos.

La existencia de los Capítulos catedrales, de estos antiguos y venerables cuerpos consultivos de los Obispos, se ha dejado al capricho ó buen querer de las Cámaras provinciales.

Se han suprimido las primicias y las oblaciones nece-

sarias, destinadas al sostenimiento del culto y sustentación de los ministros, sustituyéndolas con asignaciones variables, en cuya fijación se atiende, de ordinario, no al servicio sino á la persona, y cuyo pago no siempre es puntual ni seguro.

Se ha privado á la Iglesia de la especial é incontrovertible dirección del Seminario del Arzobispado, arrebatándosele la propiedad que tenía en los edificios, rentas y muebles de este utilísimo establecimiento, en el cual eran educados los jóvenes llamados al ministerio sacerdotal; sin que, para cohonestar tan violenta expropiación, se haya hecho valer razón alguna de necesidad pública, ó al menos de utilidad; viéndose, por el contrario, saqueado y abandonado el edificio del colegio, en términos de presentar hoy el aspecto de lugar invadido por un ejército conquistador.

A las fundaciones piadosas que forman parte de las rentas alimenticias del clero, se les cambia su objeto y destino sin miramiento alguno por la suerte futura del sacerdocio, para darles una aplicación diferente ó contraria á la siempre respetable voluntad de los fundadores.

Varias Cámaras de provincia se han arrogado la facultad de disponer lo relativo á la residencia y coadjutoría de los párrocos, designando autoridades distintas de la del Prelado diocesano para la concesión de licencias que no pueden acordarse sino por causas canónicas, sólo apreciadas del Superior eclesiástico.

Por su parte algunos cabildos han llevado el abuso de sus funciones hasta el punto de fijar las horas y los términos para la administración de los Santos Sacramentos.

El venerable Arzobispo de Bogotá y los no menos venerables Obispos diocesanos de la Nueva Granada han sido expulsados del territorio de la República, ocupadas sus temporalidades, ajada su dignidad, calumniada su conducta y difamado su nombre; y hoy andan errantes en extraña tierra, comiendo el triste pan del destierro, en el cual ha muerto ya uno de ellos, el varón apostólico, el Illmo. Sr. Dr. José Jorge Torres y Estans, Obispo de Pamplona; mientras que viudas sus Iglesias y abandonada su grey, se encuentra en completa orfandad la casi totalidad de los granadinos.

En la función más solemne que tiene la República, en el seno de la Representación nacional, delante del Cuerpo diplomático y á presencia de un numeroso pueblo, se ha insultado oficialmente al Soberano Pontífice, cuyo preclaro y digno representante se hallaba también presente...

A tan graves ultrajes y desmanes contra lo más sagrado de nuestras convicciones y lo más caro de nuestros afectos, hemos opuesto sumisas y fundadas reclamaciones, ya por la imprenta, ya ante las autoridades competentes, sin que hayamos obtenido por fruto de nuestras gestiones sino un insultante desdén, ó la calumnia y el sarcasmo de los periódicos ministeriales contra los buenos católicos que, por sí y á nombre de la mayoría nacional, que toda es católica, han levantado su voz en sostén de la Iglesia y sus Ministros. Nosotros hemos defendido, defendemos y, con la ayuda del cielo, defenderemos constantemente la RELIGIÓN CATÓLICA, APOSTÓLICA, ROMANA, porque es la religión de nuestra conciencia, la religión de nuestro corazón, la religión de nuestros recuerdos, la religión de

nuestras esperanzas : la sostenemos porque la consideramos como una propiedad de familia en que encuentran dulces, sólidos é inagotables consuelos nuestros padres, nuestros hijos, nuestras esposas y nuestros hermanos ; la sostenemos porque es el único y poderoso elemento de moral y civilización para nuestras ignorantes y heterogéneas masas populares, dispersas en extensas y ásperas regiones ; la sostenemos, en fin, porque es el verdadero principio conservador del orden social, tan seriamente amenazado por los bandos y parcialidades que se disputan el poder en nuestra amada patria. El profesar, conservar y defender nuestra augusta Religión, es algo más que un derecho, es una facultad como la de pensar ; y es algo más que una facultad, es un deber y deber santo, deber de honor, deber de conciencia, deber de cuyo cumplimiento habremos de responder ante el Juez eterno los que tenemos la dicha y el consuelo de creer que sobreviviremos á las penas de la vida y que no moriremos como los jumentos. Si nos equivocamos en nuestras creencias y decisiones, nuestra equivocación será común á *doscientos cincuenta millones* de católicos diseminados en la *parte civilizada* del globo que habitamos.

Halagados con la firme esperanza de que estos mismos sentimientos animan á los granadinos que se glorían y á grande honra tienen el ser CATÓLICOS, queremos hacerlos participantes de nuestros principios y línea de conducta que, de común acuerdo y después de maduro examen y consulta con quienes aconsejarnos pueden, hemos adoptado seguir en las eventualidades que entraña un porvenir no lejano. No basta, ciertamente, que todos tengamos

los más nobles deseos, las más sanas intenciones : no basta que haya unidad de motivos y unidad de fines, si falta la unidad en los medios. Muy bien podemos estar estrechamente ligados por los vínculos de la *Fe, de la Esperanza y de la Caridad*, y encontrarnos expuestos, sin embargo, á los lazos que nos tenderán los diversos enemigos del catolicismo, aprovechándose de nuestro candor y falta de concierto. Dividido como está en dos secciones el partido dominante en la Nueva Granada, no es imposible que una de ellas ó ambas lisonjeen los intereses religiosos para buscar apoyo moral y comprometer quizá la causa del SEÑOR en ingratas contiendas de partido. Los hechos pasados deben hacernos muy cautos para no dejarnos sorprender por el profundo maquiavelismo de algunos, ó la fementida generosidad de no pocos. La unión entre los católicos es hoy una necesidad de conservación.

Agítense, enhorabuena, las altas cuestiones políticas que dividen la República; cámbiense las instituciones que hoy la rigen y dése una nueva forma, una organización diferente á nuestra sociedad; nada de todo esto puede alterar la esencia de la religión, ni la autoridad ni los derechos de la Iglesia. Por su carácter de *universalidad*, la religión de Jesucristo se acomoda á todas las formas de gobierno y á todos los climas del mundo; porque siendo su objeto instruir y consolar al hombre en la tierra y prepararlo para el goce de una dicha perdurable, iguales beneficios dispensa al súbdito del gobierno imperial de Austria, que al ciudadano católico de la Unión Americana, al habitante de las regiones ardientes del

Ecuador, que al que arrastra penosamente su existencia bajo el frío glacial de los polos, al individuo de la raza etiópica, como al individuo de la mongólica ó de la caucásiana. La Religión Cristiana no se aleja sino de los países que son presa de la tiranía de los gobiernos ó de la desenfrenada licencia de la multitud, cuando ya la depravación de costumbres, los vicios, la frecuencia de los delitos, el olvido de los deberes religiosos anuncian la transición ó el regreso de la vida social á la vida salvaje. La Religión emigra entonces, llevando consigo la VERDADERA CIVILIZACIÓN, su compañera inseparable.

Libre por institución divina la Iglesia de Jesucristo, esta libertad no puede ser restringida ni menoscabada por los cambios que sobrevengan en la organización política de las sociedades humanas. Cualquiera que sea la situación que tome el Estado respecto de la Iglesia, ésta tiene derechos propios, sagrados é imprescriptibles, independientes absolutamente del poder de los hombres; derechos que recibió del mismo Dios, y cuyo ejercicio no puede ser impedido ni turbado sino por la fuerza y la violencia. La influencia benéfica que tiene en el *orden social*, base esencial de todo orden político, no la constituye en la dependencia del poder temporal, así como la influencia del sol en los fenómenos de la naturaleza y en la abundancia de las cosechas, no lo somete á la voluntad del cultivador.

En la organización que á esta divina sociedad dio el Redentor de los hombres, puso por cabeza visible de ella á San Pedro de quien es legítimo sucesor el Pontífice Romano, así como también lo son de los Apóstoles los

Obispos puestos para regir por secciones el rebaño del SEÑOR, con sujeción al Vicario de Jesucristo, en quien reside el primado de honor y de jurisdicción. En el Pontífice Romano reconocemos el centro de la verdad y de la unidad todos los miembros de la Iglesia Católica, sin distinción de rango ni de clase, cualquiera que sea el gobierno temporal que se hayan dado ó se den los pueblos, cualquiera que sea el grado de latitud en que habitemos, en la zona templada de Europa, como en el corazón de la zona tórrida en que se halla colocada esta porción de América, y cualesquiera que sean, por último, los cambios, las vicisitudes y los contratiempos que la Providencia tenga reservados á los que hacemos parte de esta asociación, que, según la promesa de su Fundador, se conservará pura y santa hasta la consumación de los tiempos, como se ha conservado por más de diez y ocho siglos, á despecho de las persecuciones de los tiranos, del furor desencadenado de los anarquistas, de las halagüeñas doctrinas de los filósofos sensualistas, de los sarcasmos y burlas de los ateos, del hipócrita celo de los reformadores, de los delirios de los utopistas y hasta de la misma apostasía de algunos sacerdotes.

Con tan profunda é incontestable persuasión, y confiando en los auxilios del Todopoderoso, testigo y juez de la pureza de nuestras intenciones, los católicos de Bogotá, á nombre nuestro y de nuestras familias hacemos las siguientes declaraciones :

1.<sup>a</sup> Creer, confesar y defender hasta rendir la vida los dogmas, misterios y doctrinas de la Religión Católica, tales como los cree y confiesa la Santa Iglesia Romana.



2.º Reconocer, acatar y obedecer la autoridad del Pontífice Romano, Vicario de Jesucristo en la tierra, centro de la verdad y unidad católica ; sin que sean parte para separarnos de esta obediencia el temor, los halagos, el menoscabo en los intereses, la pérdida de los destinos, la miseria, la persecución, ni linaje alguno de padecimientos.

3.º Reconocer asimismo, acatar y obedecer en sus respectivos casos y lugares la potestad de los Prelados proscritos, por cuyo pronto regreso no cesaremos de trabajar, viviendo entre tanto sometidos á la autoridad de sus Vicarios legítimamente nombrados.

4.º Emplear nuestros esfuerzos, recursos y relaciones para que, revocándose las leyes antieclesiásticas, sea reintegrada la Iglesia en el pleno goce de su libertad, de su autoridad y de sus derechos ; para que los ministros del Santuario tengan expedito el ejercicio de su ministerio sin las trabas y limitaciones humillantes puestas por los funcionarios y corporaciones del orden político y municipal ; para que se provea de fondos seguros al mantenimiento del culto católico y sustentación de los ministros ; para que se garantice la inmunidad de los templos, la propiedad de las rentas, fondos y bienes eclesiásticos sin que sus productos puedan destinarse á objetos distintos de los de su primitiva aplicación ; para que sean restituidos los Seminarios con todas sus rentas al respectivo Prelado diocesano, bajo cuya exclusiva dirección deben correr estos útiles y benéficos establecimientos ; y en fin, para que no se embaracen de modo alguno nuestro acceso é indispensables relaciones con la Santa Sede para

el remedio de las necesidades espirituales de los granadinos.

5.º Comprometernos de la manera más solemne á sostener con nuestras propias fortunas el culto católico, en la parte que nos toque, siempre que la Nación no contribuya completamente para estos objetos.

6.º No convenir jamás en que los intereses de la Religión sean sometidos á los de la política; y bajo este concepto no apoyar ninguno de los partidos políticos que hoy ó más tarde se presentaren en la Nueva Granada hostilizando los principios y los intereses religiosos consignados en la presente Exposición, sin dejar por esto de combatir por todos los medios legales las doctrinas anticatólicas ó contrarias á los derechos de la Iglesia.

7.º Circular entre nuestros amigos y poner al alcance y comprensión de los católicos de la Nueva Granada esta *Exposición*, á fin de que ella sirva de *vínculo de unión* entre los granadinos que nos proponemos ser fieles á la santa Religión de nuestros padres, de *guía* en los conflictos y eventualidades que sobrevengan, y de *compromiso* solemne de honor y de conciencia para cumplir con lealtad los deberes á que nos sujetamos.

*Bogotá, el día de la Ascensión del Señor, á 5 de Mayo de 1853.*

El Delegado Apostólico entre otras cosas escribía con este motivo al Doctor Cuervo :

La *Exposición católica* de la cual se ha servido usted

enviarme varios ejemplares, el 16 del corriente, es digna de la rectitud católica y de la prudencia distinguida de quien la redactó. Al adoptarla ha empezado dignamente sus tareas esa sociedad compuesta de miembros tan respetables, y que (según usted me dio la plausible noticia) están decididos á emplear todos sus esfuerzos, y á uniformar los de los demás que en la Nueva Granada profesan la fe de Jesucristo, con el fin de mantenerla intacta en la República y de libertar la Iglesia de la injusta opresión que está sufriendo. Mientras de todo corazón hago votos los más sinceros para que se consiga el buen resultado que merecen la nobleza de sus intenciones y los excelsos fines que se han propuesto, yo apruebo con el mayor gusto todos los principios consignados en la Exposición; y el modo de practicarlos que en ella se indica, es el más acertado y decoroso, el más conforme con las circunstancias.

A los draconianos dolía en el alma el que se les escapase la Iglesia de las manos, y valiéndose de todo linaje de artimañas, se empeñaron en dejar vigente el patronato y la tuición, haciendo ilusoria la libertad religiosa. Sancionada apenas la constitución, propuso Gori una ley para levantar el destierro á los obispos y derogar los artículos de la de 1851 que atribuían á los cabildos el nombramiento de curas; y lo mismo solicitaba el presidente Obando, diciendo que esto bastaría para asegurar la paz religiosa, mientras que por el contrario la separación completa acarrearía una reacción contra los princi-

pios democráticos y males sin cuento á la República. Con miras tan filantrópicas al parecer y tan patrióticas sólo se pretendía hacer que el Congreso diese por no derogadas las leyes opresivas y restringiese el sentido latísimo del artículo constitucional ; pero no lo lograron, pues González y los suyos desbarataron los sofismas con que pretendían interpretarlo en el concepto de una mera tolerancia de cultos á la manera de Inglaterra, y dejando al gobierno igual ingerencia que en este país con respecto á la religión oficial. Vista la resistencia del Senado, el Poder Ejecutivo cejó, y presentó el proyecto que sirvió de base á la ley de 15 de Junio, por la cual cesó la intervención de la autoridad civil en los negocios relativos al culto y que puso el sello á la separación de las dos potestades ; aunque llevando rastros de la intolerancia de su origen, como se ve en la prohibición de dar entrada á los jesuitas.

El papel de los católicos en esta emergencia no podía ser otro que el de meros observadores. La Santa Sede tenía condenado desde mucho antes el principio de que es necesaria y conveniente la separación de la Iglesia y el Estado, y en esta conformidad todo el episcopado granadino se negó á admitir tal expediente como remedio de las actuales diferencias, cuando el Gobierno le pidió su dictamen en Febrero de 1852 ; vino luego la famosa Alocución de 27 de Septiembre del mismo año sobre la condición de la Iglesia en la Nueva Granada, en que la Santidad de Pío IX condenó de nuevo el mismo

principio con ocasión de haber sido propuesta esta medida en el Congreso \*; y por tanto estaba señalado el único camino que podía seguirse. De esta expresa condenación se asían los ministeriales para asustar á los católicos y decidirlos en su favor; pero ellos muy bien supieron á qué atenerse: mantuviéronse lejos de la contienda, y una vez dado este paso, que no solicitaron y en el cual no tuvieron parte, lo aceptaron como la única concesión que podían esperar. Cuando se repasan las leyes de entonces y se ve que el poder temporal elegía los arzobispos y obispos, proveía las dignidades, canonjías y prebendas, dejando á los cabildos y vecinos la presentación de párrocos y sacristanes mayores y la intervención en las permutas de beneficios; exigía que los provisos y vicarios generales, los prelados de las órdenes regulares, los vicarios foráneos y en general todos los funcionarios de la Iglesia obtuviesen previamente su asenso ó beneplácito para poder entrar en el desempeño de sus cargos; daba ó negaba el pase á las bulas, breves y rescriptos pontificios; creaba diócesis y parroquias, y fijaba ó mudaba sus límites; conocía en las causas beneficiales y admitía recursos de fuerza y protección; fiscalizaba si los prelados ó ministros del culto ejercían bien ó mal sus funciones; recaudaba, adminis-

\* De este documento pontificio se sacó la condenación para formar la proposición 55 del *Syllabus: Ecclesia a Statu, Statusque ab Ecclesia sejungendus est*.

traba é invertía las rentas eclesiásticas ; permitía ó no á los fieles levantar templos y capillas ; averiguaba los bienes que tenía el obispo al consagrarse, y los que dejaba á su muerte para echarse sobre ellos ; y otras mil humillaciones, abusos é injusticias, cadena labrada por los regalistas españoles y agravada por los demócratas de la Nueva Granada con duros y pesados eslabones ; cuando se ve que la intervención puramente protectoria que á los gobiernos corresponde en los asuntos de la Iglesia, se había convertido en una tiranía insoportable ; cuando se ve que la Santa Sede no había reconocido estas facultades que se arrogó el Congreso de Cúcuta con la promesa nunca cumplida de celebrar un concordato ; cuando se ve todo esto, decimos, no es de extrañar que los católicos se alegraran de que el opresor soltase á su víctima y que se felicitaran de un sacudimiento, que quebrantando los hierros que la aprisionaban, dejara cicatrizar sus llagas, mientras venían tiempos más propicios para restablecer la armonía sobre bases equitativas.

La ley fijaba como plazo para la separación el 1.º de Septiembre próximo, y los buenos católicos se unieron de corazón para ayudar al restablecimiento de la Iglesia, y oponerse al mismo tiempo á que el gobierno metiera el pie, como no dejó de hacerlo, en terreno que ya le estaba vedado. El Doctor Cuervo tomó á pechos una y otra cosa, valiéndose de su pluma y de su influencia ; y como juzgase por lo más urgente mostrar con toda claridad cuál era la nueva situación

y cuáles los deberes de los fieles, publicó en el *Catolicismo* una serie de artículos bajo el título de *Libertad de la Iglesia*, poniendo como texto que todos debían conocer la disposición constitucional y la ley adjetiva. Enumeradas las heridas cruelísimas que había recibido la religión, diseñada la desmoralización de la sociedad y el desconcepto en que á los ojos del pueblo se había querido hacer caer lo más sagrado á fuerza de insultos é indignas vejaciones, analiza detenidamente la ley, nota sus defectos é incongruencias, sin olvidarse de aplaudir las justas reparaciones que hacía, y pasa luego á exponer lo que debía hacerse para usar con acierto de los nuevos derechos y cumplir con los deberes correlativos. Con el mismo empeño escribió, cuando el Gobierno, persistiendo en su tema de inmiscuirse en estas cosas, dio un decreto sin pies ni cabeza en ejecución de la ley de 15 de Junio, en el cual se adelantó hasta dar la regla para saber quiénes eran los católicos (29 de Junio)\*; y en cuantas ocasiones fue preciso defender los derechos de los católicos, otras tantas lo hizo sin ambages como sin temor. En estos días no tenía otra ocupación, ninguna otra cosa se llevaba sus pensamientos. Fueron premio de su solicitud estas palabras que le dirigió en 20 de Octubre de 1853 el Prelado proscrito : « Sé lo que usted ha trabajado con Monseñor Barili y nuestro buen amigo

\* Este escrito lleva el título de *Intervención directa del poder temporal en los negocios eclesiásticos* (*Catolicismo*, núm. 102).

Riaño (el Provisor, D. Domingo Antonio Riaño) en favor de mi iglesia, y les estoy cordialmente agradecido. Todo lo que conozco de esos trabajos es cuanto puede hacerse, ni yo habría hecho más, porque siempre habría implorado el auxilio de ustedes ».

La siguiente carta escrita á D. Joaquín Mosquera por el Doctor Cuervo el 3 de Agosto resume los últimos sucesos y las esperanzas y temores del momento :

Mi muy estimado amigo :

Muy justas y fundadas son las dudas que tiene usted relativamente á su venida á Bogotá, según me dice en su amistosa y muy apreciable carta de 20 del mes próximo pasado. No habiendo sido aprehendida la cuadrilla de malhechores que ha robado los correos en la provincia de Neiva, es seguro que está agazapada aguardando ocasión de hacer nuevos tiros. Pronto no se podrá viajar por el sur de la República sino con escolta ó en caravana como en los desiertos de la Siria ó de la Arabia. Este es el progreso de los rojos.

Bogotá presenta ahora alguna calma, después de días terribles, días de anarquía : el campo ha quedado por los democráticos y sus auxiliares, los individuos de la fuerza armada ; los jóvenes se han dispersado unos por miedo ú orden de sus padres, y otros por haberse suprimido en el Colegio nacional las enseñanzas superiores (otro progreso). Sin embargo, todo anuncia en varias provin-



cias serios alborotos para las elecciones de Septiembre y Octubre\*, y el Gobierno se prepara organizando las guardias nacionales y poniendo de jefes y oficiales de los cuerpos á los democráticos más desaforados.

Partiendo de estos hechos, pienso que no habiendo podido usted aprovechar esta pequeña tregua para venir á Bogotá, la prudencia aconseja que deje su viaje para Diciembre, tiempo en que habrá pasado el peligro y las Señoritas sus hijas habrán terminado el año de estudios para principiar las vacaciones.

Los buenos ó malos efectos de la ley sobre independencia y libertad de la Iglesia, dependen exclusivamente del clero, de su buen ó mal manejo. Nuestro pueblo en general no está tan pervertido como quisieran los que lo instigan para que se lance en los delitos. Aquí lo hemos visto. La guerra ha sido entre los guaches afiliados en la Democrática y los cachacos afiliados en la Escuela Republicana. Los demás individuos de la alta y baja clase no han tomado parte ninguna en los desórdenes, aunque siempre han corrido riesgo y tenido sus molestias, como sucede siempre que hay desórdenes, en que pagan justos por pecadores. Nuestro país, en verdad, marcha á la desmoralización, pero más aprisa camina á la barbarie, y lo único que puede detenerlo es la religión, si los católicos, y los sacerdotes especialmente, nos unimos estrechamente y hacemos un esfuerzo extraordinario de despren-

\* Efectivamente, en los meses que faltaban del año se sucedieron los alborotos en Chocontá, Pasto, Cipaquirá, Sogamoso y Cali ; para no contar lo que dieron que hacer las legislaturas en Antioquia y Piedecuesta.

dimiento, de celo apostólico, de piedad y de prudencia para salvar la única tabla de civilización que nos queda.

Reitero á usted los sentimientos de mi antigua, ingenua y constante amistad.

En la tregua á que se alude aquí se animó el espíritu público con ocasión de las próximas elecciones en que se iba á ensayar el sufragio universal por voto directo y secreto establecido en la constitución. Los conservadores quisieron entrar en la lid, alentados por cierto aire de esperanza que se respiraba, primero gracias á la ingenuidad desplegada por los gólgotas en el Congreso, y después con la devolución de las temporalidades á los obispos y con la entrega del seminario. Todos los partidos pusieron manos á la obra, designaron sus candidatos y se aprestaron á mover el mayor número de electores. En casa del Doctor Cuervo se reunían los conservadores más distinguidos, y desde allí se avivaba el entusiasmo dondequiera. Según la ley de elecciones, las boletas debían ser perfectamente cuadradas, conforme al modelo fijado por el jurado electoral, de papel blanco sin mancha ni borradura, y dobladas exactamente en cuatro; cuando se iban acercando los días fijados, las casas parecían talleres en que todos, chicos y grandes, hombres y mujeres trabajaban, quiénes en recortar, quiénes en escribir y quiénes en doblar. Otros se encargaban de inscribir á todos los que pudieran votar, yendo á buscarlos á las chozas y hasta llevando á cuestas á los lisiados.

Al fin correspondió el resultado á estos esfuerzos, pues los conservadores ganaron en casi toda la República con increíble mayoría. Para dar una prenda de estimación á la lealtad y honradez de D. Florentino González, le habían puesto el primero entre los candidatos para magistrados de la Suprema Corte de Justicia; pero el Doctor Cuervo, á quien habían designado para procurador general de la nación, hizo que se votase para este cargo por González, dejándole á él mismo el que á éste se había señalado antes. González, reuniendo los votos de sus copartidarios y los de los conservadores, obtuvo 64.491; el Doctor Cuervo con los de los suyos 51.997\*.

A medida que vamos adelantándonos hacia el desenlace del drama político, desenlace que dejamos apuntado arriba en breves palabras, porque no pertenece al plan ni al objeto de este escrito, nos vamos acercando también al fin natural de nuestra tarea. Una salud delicada de suyo no podía resistir á los golpes violentos de esta época azarosa, y de cuando en cuando amenazaba irremediable caída. Pero la Providencia quiso dar al Doctor Cuervo la satisfacción de consagrar sus últimos desvelos á la defensa de una causa en que se interesaban tanto la Iglesia como la amistad. Desde que llegó á Bogotá en

\* Los otros candidatos conservadores de la misma lista llevaron: D. J. I. Márquez, 50,475; D. J. M. Latorre Uribe, 47,340. Los que les siguieron dan idea de las fuerzas de cada partido: D. B. Herrera, 34,576; D. J. J. Gori, 28,228; D. F. J. Zaldúa, 26,049; D. P. Cuéllar, 22,367; D. J. N. Núñez Conto, 13,854; D. M. Murillo, 11,070.

Noviembre de 1851 Monseñor Lorenzo Barili, Delegado Apostólico para las repúblicas de Nueva Granada, Venezuela, Ecuador, Perú y Bolivia y Enviado Extraordinario del Gobierno Pontificio en la Nueva Granada, contrajo estrechas relaciones con el Doctor Cuervo. Su casa quedaba á corta distancia, y muy pronto empezó á ir por la noche á la del Doctor Cuervo á la hora en que acudían otros amigos, y departiendo circunspectamente con todos sobre los sucesos diarios del país y la política extranjera, se distraía y consolaba de los desabrimientos continuos que le proporcionaba su posición difícilísima. No tardó mucho en ser el más puntual concurrente á la tertulia, de modo que no se pasaba noche sin que fuese; y cuando tenía negocios graves que conferir, iba además por la mañana; á lo cual se agregaban entre las dos casas aquellas atenciones y obsequios propios de una amistad franca y sincera.

Los recuerdos poco gratos que habían dejado en el país otros ministros de la Santa Sede, se compensaron y con creces en las generales simpatías, respeto y gratitud que se captó el señor Barili, reuniendo á las cualidades más relevantes del sacerdote, cuales son la caridad, celo, prudencia y don de consejo, las dotes del caballero más culto y cumplido, al par que la vasta ilustración, tacto y destreza que le graduaban de diplomático eminente. « El señor Barili », decía, al anunciar su salida de Bogotá, el *Tiempo*, periódico liberal hartó conocido, « se ha conducido aquí con una habilidad superior á todo

elogio, siendo nosotros, que hemos figurado como adversarios á los objetos de su misión, los que tal vez podemos apreciarla mejor. Las cuestiones religiosas llegaron á complicarse de un modo singular y capaz de hacer perder el pie al más experto, y el señor Barili se ha salido con orillar todas las dificultades y salvar su bandera por en medio de la libertad. La afamada diplomacia italiana no podía estar mejor representada en Madrid, que lo que lo estará por el señor Barili. Nosotros que gustamos de los hombres de talento y cultura superior, aun en nuestros adversarios, nos despedimos con sentimiento de él y le deseamos muchos y felices días\*. » Efectivamente, llegado á la Nueva Granada en los días de más exaltación, hizo valer siempre los derechos de la Iglesia; y con su prudencia y consejos sirvió como de luz y guía para los católicos, cuando expulsados el Arzobispo y dos Obispos y muertos cuatro, parecía la iglesia granadina condenada á perecer á manos de la anarquía y de las pasiones triunfantes de sus opresores, que en cierto modo no la dejaban en libertad, retirándole su apoyo, sino para que fuese más cierta su ruina. La defensa de su propio decoro ultrajado y del Padre Santo vilipendiado puso fin á su misión para con el Gobierno, mediando diferencias en que sin duda la ligereza, la injusticia y la falta de tacto, tan comunes en los hombres nuevos de una democracia turbulenta, pro-

\* Número 116.

porcionaron al señor Barili triunfos acaso más vergonzosos para el vencido que gloriosos para el vencedor.

López en su último mensaje al Congreso y algunos de sus secretarios en los informes respectivos asentaron conceptos calumniosos contra el episcopado y el clero y ofensivos á su Santidad; el Delegado reclamó, como era de su deber. De aquí se originó una correspondencia á que Obando dio más gravedad con el hecho inconcebible de invitar directamente para el acto de su posesión al representante del Papa y dar ocasión á que en su presencia se leyera la Alocución en que, á vuelta de otras cosas, lamentaba que con la libertad de la Iglesia fuese ésta á quedar á merced de los dictados más ó menos caprichosos de la Curia romana. Para que nada faltase al desacato, le hizo enviar oficialmente el documento por el Secretario de Relaciones Exteriores.

Contra estas reclamaciones se alegó sobre todo que siendo los documentos que las motivaban de carácter doméstico, no tenía derecho un gobierno extranjero para pedir explicaciones por lo que en ellos pudiera disgustarle, aduciendo en apoyo de esta doctrina la conducta del Gobierno de los Estados Unidos en 1835, cuando el Gobierno francés pidió explicaciones por los términos de un mensaje enviado al Congreso por el Presidente, y dando por cierto que Francia había aceptado tal principio. El Delegado rectificó el hecho, mostrando que esta potencia estuvo muy lejos de obrar así, y que sostuvo su

derecho hasta que se juzgó satisfecha con otro mensaje del Presidente al Congreso; y agregó que no más que el año anterior se habían dado en la Nueva Granada explicaciones al Ministro del Perú por varios conceptos de un documento semejante. A lo primero contestó el Secretario que las observaciones que podía hacer sobre el particular harían su nota demasiado extensa y los multiplicados negocios que llamaban de preferencia su atención le demandaban escribir con rapidez y concisión (y su nota tiene seis columnas de la *Gaceta*): y en cuanto á lo segundo, que cualquiera que hubiese sido la conducta anterior de su Gobierno, alguna vez había de tener origen un principio, y empezar un gobierno á regular por él su conducta!

Viéndose acorralado el Gobierno en este y otros puntos, determinó dar nuevo giro á la controversia, tomando un tono agresivo y queriendo probar con singular desenfado que él era el ofendido, y por consiguiente quien tenía que pedir satisfacción. Júzguese por esta muestra de la habilidad con que procedieron en tal evolución: una de las reclamaciones del Delegado se refería á estas palabras asombrosas de López: « Desde el momento en que el episcopado granadino no encontró en las leyes de la República la utilidad que buscaba en la confusa mezcla de lo espiritual y lo material, protestó contra esas leyes, las resistió abiertamente, y aun dio lugar con su conducta á que las pasiones políticas se lanzasen en la rebelión. » Copiándolas, había dicho el señor

Barili al Secretario de Relaciones Exteriores : « S. E. convendrá en cuán terribles acusaciones son éstas contra pastores evangélicos de haber tenido por motivo de lo que quisieron hacer creer que les mandaba la conciencia, su utilidad privada, y de haber cooperado á encender en la patria el fuego desastroso de la guerra civil. Pero cuanto más graves son las acusaciones, y cuanto más alto es el lugar de donde parten, tanto mayores y evidentes pruebas deben acompañarlas. ¿ Y cuáles hubo ó hay para sospechar tal conducta del episcopado granadino ? ¿ Quién las presentó, quién las tomó para examinarlas, quién determinó su valor ? Quizá un anónimo... ! » Pues bien, para sacar de aquí un agravio, echó el Gobierno á un lado el Mensaje de López, y dijo que estos conceptos se referían al extrañamiento de los obispos y al fundamento con que el Senado y la Corte Suprema los habían condenado.

Enviada apenas á su destino la agresiva nota, el Gobierno, sin saber si habría contestación ó no, publicó (22 de Junio) todas las que hasta ese día se habían cruzado, como para asegurar un grande efecto dejando por vencedor al último que hablaba. El señor Barili, aguardando las medidas que se tomaran en consecuencia de la ley de 15 de Junio, y que apareciera sancionada la de matrimonio civil, dilató su réplica hasta el 30 de Agosto, y en ella resumió sus agravios, contrapuso sus razones á las del contrario con la claridad más seca y abrumadora, protestó contra las nuevas leyes, y declaró terminada su misión por



el hecho de haberse negado la reparación exigida y por efecto del artículo de la ley de 15 de Junio que prescribía al Poder Ejecutivo no admitir agente alguno del Gobierno Pontificio que no fuese puramente diplomático, y eso con el solo objeto de tratar negocios internacionales. El Gobierno Granadino se guardó muy bien de publicar esta nota, haciéndolo sólo con la respuesta, en que con el desenfado de antes decía no haber sido en modo alguno desvanecidos los cargos por el Delegado, y le preguntaba con descortés insistencia hasta qué día pensaba hacer uso de las inmunidades diplomáticas á que habia tenido y tenia derecho como Enviado Extraordinario de la Santa Sede. El patriotismo se resiente al tener que recordar estos incidentes, pero sin contar con el deber de no disimular cosa alguna que pueda ilustrar el carácter de los hombres y de los tiempos, es provechoso relatarlos, aunque no sea sino como testimonio de que cuando un gobierno ultraja cobardemente á una potencia que no dispone de escuadras ni cañones para tomar satisfacción, ésta puede todavía abrir en la honra brecha más anchurosa que hiciera en muros de ciudades fronterizas un ofendido poderoso\*.

\* Importante como es esta correspondencia en la historia política y eclesiástica de la nación, no lo es menos para la de su cultura, pues pinta la caída que en nuestro Gobierno habían tenido la ilustración y el decoro, y aun puede decirse que su lectura no carece de amenidad. Ciertamente que causa tristeza ver al Secretario enviar con su penúltima nota á un Ministro extranjero, á un Delegado de Su Santidad, algunos números de periódico.

Para subsanar la deslealtad cometida en no publicar la nota del señor Barili, la sacó á luz en el *Catolicismo* el Doctor Cuervo, con una introducción en que hizo ver algunos de los desaciertos del Gobierno en esta cuestión y generalmente en el manejo de los asuntos internacionales. El periódico ministerial, publicado en la imprenta oficial, salió á la defensa y al mismo tiempo al ataque en forma y tono truhanesco é insultante, que argüía impotencia para contestar formalmente la nota como la introducción. Bien es verdad que esta impotencia había sido evidente desde el punto en que el Gobierno esquivó la discusión con el Delegado, por vedárselo, decía, la ley que separa la Iglesia del Estado, aludiendo á la cesación de las relaciones con la Santa Sede desde

dicos del país, mal escritos por añadidura, para que se imponga de la doctrina del patronato eclesiástico sobre que él mismo le había movido discusión ; pero casi da risa leer estas frases : « En los países en que el pueblo se gobierna á sí mismo, y en donde, como en la Nueva Granada, casi la totalidad de ese pueblo no profesa más que un solo culto, es el pueblo el que ejerce el patronato de sus templos, y el que elige sus ministros por medio de sus representantes legítimos. Empero, si no quisiere que ese patronato sea ejercido por sus delegados, y decretare el divorcio del bastón y el incensario, reservándose el gobernarse cada cual por sí mismo en materia de conciencia, no por eso se desprenderá del derecho inmanente de su soberanía, derecho que en la republicana iglesia del Salvador ejerciera el pueblo de los siglos primitivos y que registran los cánones nicenos ». Y es lo más curioso que habiéndosele dicho en contestación que los cánones nicenos no contienen una palabra sobre tal derecho inmanente de soberanía popular, el que salió á su defensa en el periódico ministerial, se descolgó con que Fleury, hablando de la elección de los obispos, cita al margen el cuarto concilio de Nicea ; por lo visto pues se trajeron á colación los cánones nicenos sin saber o que contenían.

el 1.º de Septiembre; y esto lo escribía en 17 del mismo mes. Tal fue el origen de la polémica que (ya lo dimos á entender) absorbió los últimos días del Doctor Cuervo. Su primer artículo (*Catolicismo* de 29 de Octubre) se redujo á rebatir los ataques dirigidos á la introducción dicha; el segundo fue una protesta contra la manera indecorosa adoptada por el adversario, quien fingiendo un diálogo bufo entre el Secretario de Relaciones Exteriores y su oficial mayor, disponía un *ensueño* de contestación al señor Barili, y usando de un lenguaje grosero, bajo capa de llamarse católico, zurcía cuanto han dicho contra la Santa Sede sus enemigos. « Quisiéramos, concluía el Doctor Cuervo, que el combate de las opiniones y de las doctrinas en la Nueva Granada se diera sobre el campo en que siempre luchan la civilización, la decencia y la buena fe; y quisiéramos que los escritores ministeriales dieran el ejemplo en la polémica que nos ocupa. » Entró luego á esclarecer algunos puntos de historia eclesiástica que, tocados en la correspondencia diplomática y decididos secamente por el Delegado, estaban sirviendo á los escritores del Gobierno para lucirse tomando prestada á los regalistas y á los apóstatas ó sectarios su cólera, no menos que su erudición, sobre estrecha y superficial, añeja y anticuada. Después, como desembozando la hipocresía, descargasen toda su ira contra los papas, á pesar de haber protestado que nada iba con ellos sino con la Curia Romana, determinó el Doctor Cuervo oponer el juicio de los más

insignes historiadores de la actualidad, católicos y protestantes, á las « ya muy rebatidas y despreciadas obras de Llorente y otras de la laya », que formaban todo el caudal de estos tardíos y desmedrados retoños de una escuela olvidada. A esta luz trató de las principales fuentes de la animosidad contra los papas y de la justicia que en los últimos años les estaba haciendo la crítica histórica; de los beneficios que su poder, reconocido por el derecho público de otra edad, dispensó á los pueblos, teniendo á raya la ambición é insolencia de los príncipes, velando por las buenas costumbres, protegiendo las ciencias y las artes; y por último desvaneció los cargos más importantes que contra ellos estaban copiando sus contrarios, para sacar de todo como corolario las palabras de Monseñor Barili: « Véase pues cuán brillante sea la aureola de gloria que ciñe la frente de la Curia Romana, presidida y dirigida por los Pontífices, ó sea la Iglesia Romana, por los beneficios que á millares ha derramado en el seno de las sociedades políticas. »

Acababa de publicarse el tercer artículo\* (12 de Noviembre), cuando le acometió la enfermedad que había de arrebatarse al amor de su familia, á la estimación de sus amigos y á la defensa de los intereses más altos de la sociedad. Aunque desde el principio

\* El último, que fue el quinto, salió en el *Catolicismo* de 26 de Noviembre, con tantas erratas y descuidos, que parece tomado de apuntes en borrón. Uno de los redactores continuó la polémica.

se presentó el mal con aspecto de muy grave, como que procedía de una antigua afección al hígado que muchas veces le había puesto en cuidado, no perdió un instante su serenidad. Para fines del mes tenía dispuestos los exámenes que debían presentar aquellos de sus hijos que seguían en la casa sus estudios, y no dejó un día de ensayarlos, desde la cama, refrescándoles esta ó la otra cuestión, ni de atender á la fiesta que con esta ocasion había de celebrarse en la casa, ni de informarse en qué estado se hallaban los preparativos del ambigü. Tres días llevaba de enfermedad, y ya pensó en disponerse para morir como cristiano, facilitándolo una coincidencia singular : entre la infinidad de personas que acudían á inquirir por su salud, se halló el respetable sacerdote D. Raimundo Rodríguez, cura de la parroquia de San Victorino, y oyéndolo acaso hablar en la sala vecina, se incorporó con viveza, diciendo : « Llámenme al doctor Rodríguez, que con él hice mi primera confesión, y con él quiero hacer la última. » Logró esta fortuna, que habiendo tenido por amigos en sus primeros años á jóvenes que perdieron la fe, y no volvieron á ella sino á la última hora, él fue siempre fiel á la cristiana enseñanza y virtuosos ejemplos que recibió de niño ; de manera que, si por un momento cedió á la moda yendo á las logias ó se dejó arrastrar por la corriente de ideas seudoliberales, de nada de esto quedó huella ni en su corazón ni en su entendimiento. Cuando estuvo en Popayán, siguió con los demás empleados de la

Universidad las prácticas religiosas del establecimiento, sin hacer caso de lo que podían decir, y en efecto dijeron, sus copartidarios; vuelto á Bogotá, se recogía en silencio y sin ostentación para cumplir con estos deberes\*. Con la misma tranquilidad que su conciencia, arregló algunos pormenores de su testamento, porque en general tenía todas sus cosas ordenadas convenientemente desde años antes. Sin turbársele un instante la razón rindió su espíritu al Criador el 21 de Noviembre á las tres de la tarde, rodeado de los suyos y prestándole Monseñor Barili los últimos auxilios de la religión.

Según sus deseos, las exequias se celebraron en la retirada iglesia de San Diego, adonde él en sus paseos de por la tarde solía entrar á aislarse algunos momentos del bullicio de la vida; como muchas veces desde su juventud se había recogido en el tranquilo convento contiguo á la iglesia « para asomarse á la eternidad », conforme él mismo escribía á un amigo ausente. Algunos relacionados con la familia, al ver las dilatadas listas de las personas que habían acudido ó enviado á informarse del curso de la enfermedad, juzgaron mejor convidar públicamente por carteles que dirigir esquelas individuales, cosa que, á lo que entendemos, no se había hecho antes con ningún particular.

« Sobre su cadáver se han derramado lágrimas

\* Todo esto aparece de la correspondencia con personas de la familia y con D. Manuel José Mosquera.

abundantes y sinceras. Sus exequias han sido el más espléndido testimonio que un pueblo entero consternado ha podido tributar al mérito y a la virtud : ellas se celebraron el 23 en la Recoleta de San Diego y en el tránsito desde la casa mortuoria hasta allí, se hicieron espontánea y solemnemente sufragios en todas las iglesias por donde pasó el cadaver, conducido en brazos de sus compatriotas.

« En el cementerio la juventud y la amistad pronunciaron bellos y sentidos discursos; y el dolor pintado en todos los semblantes, devoraba en silencio toda su amargura, buscando en medio de aquella numerosa y afligida concurrencia, una persona que se echaba menos... ¿ Quién ? CUKAVO... que siempre estaba presente en todos los dolores, y era el primero que venía á enjugar las lágrimas\* . »

Las legislaturas provinciales de Bogotá y Cundinamarca decretaron en seguida honores á su memoria : la primera « en testimonio de aprecio por las relevantes prendas del finado y de veneración por sus restos », resolvió asistir en corporación al entierro ; la segunda dispuso se hiciera su retrato con esta inscripción : « La provincia de Cundinamarca al más ilustre de sus hijos. » En muchas poblaciones de la República, sobre todo en el interior, se le hicieron honras más ó menos solemnes ; y en los establecimientos de educación privada se dedicaron actos literarios á su memoria. Los periódicos conser-

\* *Catolicismo* de 26 de Noviembre de 1853.

vadores publicaron en loor suyo poesías y artículos necrológicos ; los escritores ministeriales vomitaron injurias sobre su tumba. Testimonios claros de cuánto había sido su patriotismo, su lealtad á los principios conservadores de la sociedad, y sobre todo la decisión con que tomó sobre sus hombros la causa de la Iglesia y de la verdadera libertad, ya defendiéndolas con su pluma, ya aconsejando y comunicando privadamente sus vastos conocimientos á los que le consultaban, cuando los demás hombres prominentes de su partido, ó estaban ausentes, ó por otras circunstancias se mantenían retirados de la escena política.

Al reunirse el Congreso pasada la revolución de Melo, expidió el siguiente

## DECRETO

EN HONOR Á LA MEMORIA DEL C. RUFINO CUERVO.

El Senado y la Cámara de Representantes de la Nueva Granada, reunidos en Congreso,

Decretan :

Art. 1.º La Nueva Granada registra en el catálogo de los esclarecidos ciudadanos que, por sus talentos y servicios, han dado prez y reputación á su patria, el nombre de RUFINO CUERVO.



**Art. 2.º** La República honra la memoria de este benemérito granadino, cuyo retrato se colocará en la sala del Despacho del Poder Ejecutivo, y en los establecimientos literarios de la capital, costeados por la Nación.

Dado en Bogotá, á 9 de Abril de 1855.

*El Presidente del Senado.*  
JUSTO AROSEMENA.

*El Presidente de la Cámara  
de Representantes.*  
R. ANTONIO MARTÍNEZ.

*El Secretario del Senado,*  
L. ZARO MARÍA PÉREZ.

*El Secretario de la Cámara  
de Representantes.*  
MANUEL POMBO.

Bogotá, 9 de Abril de 1855.

(L. S.)

Ejecútese y publíquese

*El Vicepresidente de la República,  
encargado del Poder Ejecutivo,*  
MANUEL M. MALLARINO.

*El Secretario de Gobierno,*  
VICENTE CÁRDENAS.

Como si el vínculo de una larga, estrecha y noble amistad fuese también lazo misterioso que unía sus existencias, el ilustre Arzobispo de Bogotá (quien, quebrantado sobremanera, había llegado á París en Junio y puéstose en camino para Roma), después de varias oscilaciones en su salud exhaló el último aliento en Marsella el 10 de Diciembre, sin alcanzar á saber que el Doctor Cuervo había muerto veinte días antes. Esta circunstancia unió más y más en la memoria de todos los buenos el recuerdo de los

dos amigos, como lo atestigua el Ilustrísimo señor D. Mariano Fernández Fortique, Obispo de Guayana, en las palabras siguientes de la oración fúnebre que pronunció en las honras celebradas por el Clero de Caracas en homenaje al Señor Mosquera :

Yo no debo hacer aquí la defensa del señor Arzobispo de Bogotá, ni ventilar cuestiones ya decididas por el voto general del mundo católico. Desempeñó esta tarea un varón tan eminente por su sabiduría, como venerable por su piedad. Su brillante apología fue su último tributo á la religión, á la Iglesia y á la amistad. Cristiano generoso, digno de los primeros siglos de la Iglesia, la de Santa Fe de Bogotá ha vestido luto y derramado abundantes lágrimas en su muerte. Parece que este fiel amigo, presintiendo la muerte del Señor Mosquera, quiso precederle en el viaje á la eternidad para esperarle en la mansión de los justos y presenciar el momento de júbilo celestial en que el Príncipe de los Pastores había de ponerle la corona de justicia y darle la palma de los mártires en premio de sus virtudes y fortaleza.

---



## ALGUNOS ESCRITOS DEL DOCTOR CUERVO

### I

#### TRATADO DE ÉTICA

Según dijimos en la página 15 del tomo I, el Doctor Cuervo obtuvo por oposición la cátedra de Filosofía en el Colegio de Nuestra Señora del Rosario, y para este curso, que duró de 1822 á 1825, redactó unas lecciones de moral, que aunque se conservaban manuscritas, nos fue imposible conseguir á tiempo. Han llegado posteriormente á nuestras manos : se hallan en un cuaderno de letra contemporánea muy metida, que daría mucho más de cien páginas de impresión en la forma de este libro, y en la primera guarda se declara de letra del autor el tiempo y ocasión de escribirse. Fuera de la importancia que tienen para la vida de quien las dictó, porque dan á conocer sus ideas y su estilo cuando apenas contaba veintiún años, la tienen y mayor para la historia de nuestra cultura, en cuanto descubren las doctrinas filosóficas que se enseñaron en los colegios de Bogotá al constituirse Colombia.

A tiempo que el Doctor Cuervo era catedrático en el Rosario, fue invitado D. José Félix Restrepo por D. José María Estévez, rector del Colegio de San Bartolomé y después obispo de Santa Marta, y por otros ciudadanos respetables para que en este colegio diera la misma enseñanza. Restrepo había sido en nuestra patria el primero que, como maestro en Popayán, donde tuvo por discípulo á Caldas, había dado al estudio de esta facultad toda la extensión que consentían los métodos modernos, dejando las sutilezas y fórmulas rutinarias del peripato y ahondando las ciencias físicas y matemáticas. Era venerado de sus discípulos por la elevación de sus ideas y la placidez socrática con que les comunicaba su ciencia, y el común de sus conciudadanos le miraba como el Catón de Colombia, por la austeridad de sus costumbres y la rectitud incontrastable que sellaba todos sus actos. Desde 1814, en unión de D. Juan del Corral, hizo en Antioquia declarar libres los vientres de las esclavas, y á su influjo se debió la misma ley del Congreso de Cúcuta; por manera que á los ojos de todos era filántropo insigne y modelo de republicanos. Con esta aureola había venido á Bogotá á ser magistrado de la Alta Corte de Justicia, y, como es de presumirse, al abrir su curso de filosofía se matricularon tantos jóvenes cuantos nunca se había visto antes.

Con una revolución como la que se estaba verificando, á cuyo impulso habían caído é iban á caer tantos monumentos del tiempo pasado, corrían

riesgo de ser arrebatados los principios fundamentales de la sociedad. La incredulidad por una parte y por otra la demagogia habían ganado bastantes prosélitos, y por añadidura los desafectos al nuevo orden de cosas ponían en duda los dogmas republicanos ; de donde los patriotas sensatos vieron que para salvar á la juventud el medio más oportuno era salirle al encuentro en el estudio de la filosofía, á fin de inculcarle los fundamentos de la moral cristiana y del derecho público democrático. Para que se juzgue si Restrepo era á propósito para llenar este objeto, pediremos á la pluma de un escritor ilustre algunos rasgos que nos den á conocer sus doctrinas en orden á la religión y á la política :

Era el señor Restrepo patriota sincero, abnegado y ardiente ; su estudio favorito de la historia y de la literatura clásica, griega y latina, le había inspirado un elevado concepto de la forma republicana ; creía ingenuamente que la América, bajo este sistema de gobierno, sería á la vuelta de algunos años el emporio de las letras, de las ciencias y de las artes, y sin pensarlo trasmitía á sus discípulos su candorosa y entusiasta persuasión. Los republicanos franceses, que tan mal parada dejaron la república en el siglo pasado, no eran para él republicanos sino « fanáticos furiosos », que no habían comprendido que *la justicia, la seguridad, la libertad para todos son el fundamento y el fin esencial de la república*. Como cristiano sincero atribuía las atroces violencias y barbaridades de aquellos republicanos á su impiedad. Para él,

el patriotismo era una emanación natural de la religión, un ramo de la caridad ; y con frecuencia repetía el pensamiento sublime de un antiguo : *Deo et patriae natura nos genuit*.

Era el señor Restrepo naturalmente tolerante y benévolo, corazón sin hiel ; católico sinceramente convencido, tenía la justicia y la caridad como los dos puntos cardinales sobre los cuales deben gravitar y girar la familia y la sociedad política. De estos dos principios deducía toda la teoría de la moral pública y privada. Para él toda doctrina social que busque en otra parte sus principios, se extravía irremediablemente. Los sistemas filosóficos de la Grecia, adoptados en Roma y llevados con su dominación á las regiones entonces conocidas del antiguo mundo, no fueron, en su concepto, sino metéoros brillantes pero efímeros, que divertían los ocios de los ricos y de los desocupados, sin que hayan llegado á ser en ningún punto del globo la norma de la vida pública y privada de un pueblo. Su reaparición en la literatura y en la política podrá agitar la porción letrada de la sociedad ; pero su existencia será siempre meteórica, pasajera, fugaz, por cuanto esos sistemas no se fundan exclusivamente en la *justicia*, que es la condición esencial de toda sociedad, y en la *caridad*, que es su complemento.

Siendo la justicia el principio de criterio de este pensador de sangre fría, de plácida firmeza y de mirada extensa y desapasionada, nada era más común que hallarlo en desacuerdo con las opiniones dominantes y exaltadas ; pero su crítica siempre modesta y benévola no era nunca desapiadada ú ofensiva ; otorgando siempre las circuns-

tancias atenuantes, juzgaba los errores como flaquezas disculpables de la débil razón humana\*.

No será pues aventurado tener lo que precede como comentario de las siguientes expresiones del discurso con que se abrió el certamen de su clase de filosofía el 4 de Julio de 1825, y que por la gravedad del estilo y la madurez de las sentencias parece obra del profesor, ni tampoco será aventurado tomar tales expresiones como declaración del fin que se proponía en sus desvelos : « Son los jóvenes la parte más preciosa del género humano, y pueden compararse á unas plantas tiernas en que están encerradas las semillas del heroísmo y de la virtud, que, fomentadas con el riego de la enseñanza, deben algún día producir frutos abundantes en beneficio de la religión y de la patria \*\* ».

El tratado de Ética del Doctor Cuervo prueba que en el Colegio del Rosario seguían el mismo rumbo los estudios de filosofía. Es un resumen claro y metódico de la ética católica, conforme en sus principios y nomenclatura con las obras semejantes conocidas entonces, apoyado en el Evangelio y en la doctrina de los Padres y de los teólogos, y acomodado á las ideas y necesidades actuales. Su extensión no consiente que lo incluyamos íntegro ; pero haremos un análisis breve, transcribiendo algunos

\* Mariano Ospina, *Artículos escogidos*, pp. 408, 410, 411.

\*\* *Gaceta de Colombia*, núm. 201.



pasajes, oportunos para nuestro objeto, é importantes además porque prueban la fidelidad con que practicó siempre su autor los principios que de joven profesó en la cátedra.

« La *Ética* ó *Moral*, según su etimología, es la ciencia de las costumbres ; suele definirse : Ciencia práctica que dirige los actos humanos á la honestidad. Dícese *ciencia* porque de principios ciertos deduce ciertas conclusiones : v. g. de este principio : « No hagas á otro lo que no quieres que se te haga, » se infiere que no se ha de robar, matar, etc. Se dice *práctica* porque no descansa en la mera contemplación de su objeto, sino que nos da reglas para dirigir nuestras acciones. Finalmente decimos que dirige los actos humanos á la honestidad porque es principalmente su fin. Divídese la *Ética* en general y especial. »

La primera trata en general de los actos humanos, y está distribuída en dos disertaciones, una sobre los principios y otra sobre las propiedades de aquellos actos. De los principios trata en dos capítulos, según son internos y externos ; en el primero, dejando el estudio del entendimiento á la *Metafísica*, habla de la voluntad con sus manifestaciones, que son el voluntario y el voluntario libre, y en seguida de la conciencia ; en el segundo distingue, como externos, el principio final y el directivo : el fin último del hombre es la suma felicidad ó el sumo bien, y éste no puede ser otro que Dios, « á quien debe dirigir el hombre todas sus acciones y á quien

debemos amar sobre todas las cosas, como lo manda por san Mateo : *Diliges Dominum Deum tuum ex toto corde tuo, et in tota anima tua... hoc est maximum, et primum mandatum* ; por él debemos hacer todas nuestras cosas, como aconseja san Pablo á los Corintios : *Sive manducatis, sive bibitis, sive aliud quid facitis, omnia in gloriam Dei facile.* » Viene luego el principio directivo, que es la ley, natural ó positiva ; para la primera da la definición de santo Tomás, diciendo que es « una participación de la ley eterna en la criatura racional » ; de la segunda difiere tratar hasta la Ética especial. En la segunda disertación, sobre las propiedades de los actos humanos, se expresa así : « Bondad moral es la conveniencia de los actos humanos con la recta razón. La recta razón, ó es increada, que es la que existe en la mente divina y se llama también ley eterna, ó es creada, que es la luz puesta por Dios en la criatura racional ; ó lo que es lo mismo un conocimiento de la ley eterna que enseña qué se ha de hacer ó huír. La malicia moral es la discrepancia del acto humano de la recta razón ó ley eterna. » En dos capítulos trata de los actos indiferentes y de las causas que hacen la bondad ó malicia moral.

La Ética especial trata en tres disertaciones de los deberes del hombre para consigo mismo, para con los demás hombres y para con el Criador. Esfuerza en la primera la obligación que el hombre tiene de cultivar su entendimiento y encaminar su voluntad al bien, refrenando sus apetitos ; y discurriendo

luego sobre los deberes que tiene para con su cuerpo, condena el suicidio, y « las riñas particulares vulgarmente llamadas duelos ó desafíos, porque ningún particular puede tomar por sus manos la venganza, y, como dice Bacón, el que hace una injuria sólo viola la ley; pero el que se venga, la despoja de su autoridad\* ». »

En la segunda disertación discurre sobre los deberes del hombre para con todos sus semejantes en general (cap. I), y luego para con los miembros de la sociedad de que él mismo forma parte, y en seguida de la organización de las sociedades (cap. II). Rebate la utopía del estado de naturaleza, y hablando de las relaciones que existen entre la sociedad y sus miembros, dice : « Si las partes deben al todo, el todo debe á sus partes. La sociedad debe á cada uno de sus miembros su bienestar, es decir, el goce seguro de lo que posee; y cada individuo debe á la sociedad el abandono de su libertad, es decir, dependencia entera : así la sociedad compensa con beneficios los sacrificios que cada hombre está obligado á hacerle. El hombre puede subsistir solo, pero subsiste más cómodamente y es más feliz cuando los otros cooperan á su existencia y á su felicidad\*\*.»

En ocho artículos de este capítulo trata de los derechos del hombre que vive en sociedad, á saber, libertad, igualdad, propiedad y seguridad; de las

\* Véase tomo I, p. 157 y sigs.

\*\* Véase tomo I, pág. 215.

leyes, del gobierno y sus formas, de los agentes de éste y origen de la autoridad pública, de las señales de un buen gobierno, de los déspotas y á quiénes corresponde destronarlos, y finalmente del derecho de gentes. Entresacaremos algunos pasajes :

La libertad natural consiste en obedecer á la razón, y la civil en obedecer á la razón y á la ley. He aquí la verdadera libertad.

El amor á la patria es también una virtud social, y quizá la principal, porque ella produce todas las grandes acciones de los ciudadanos. Por este amor el ciudadano debe vivir sometido á la constitución y á las leyes, respetar y obedecer á las autoridades que son sus órganos, contribuir á los gastos públicos y estar pronto en todo tiempo á defender la patria derramando su sangre y sacrificando sus intereses.

Montesquieu, Rousseau y algunos otros políticos opinan que las leyes deben ser conformes al clima, índole y costumbres de los pueblos. Esta opinión en toda su extensión es bastante falsa, porque el objeto de la ley es siempre morigerar los pueblos, y si éstos tienen costumbres depravadas, se seguiría que las leyes también deben serlo, lo que es absurdo. Si Pedro el Grande, por ejemplo, hubiera conformado sus leyes á las costumbres salvajes de los rusos, no se habrían éstos levantado al alto puesto en que hoy los vemos. Solón en la antigüedad tampoco habría ilustrado á Atenas, si en la formación de sus leyes hubiese tenido presentes los usos depravados por la bárbara y sangrienta legislación de Dracon.

Finalmente, nosotros permaneceríamos en la ignorancia, en la superstición y el fanatismo, si el supremo Congreso hiciese leyes adecuadas á los hábitos que los españoles nos enseñaron. De consiguiente es de concluirse que si las costumbres de un pueblo son malas, las leyes deben tener por objeto hacerlas buenas, porque de otro modo nada adelantarían los hombres con reunirse en sociedad ó con mudar la forma de su gobierno.

Los fautores del despotismo y la tiranía han sostenido siempre que la autoridad de los gobernantes ha dimanado de Dios, y para sostener esta opinión han tomado algunos textos de la Escritura : *Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt* (Proverbios, 8. 15); *Non est potestas nisi a Deo* (S. Pablo, Rom. 13. 1). Estas son las armas con que se ataca la soberanía de los pueblos. Nosotros sostenemos que la autoridad de los gobernantes dimana inmediatamente del pueblo, y mediatamente de Dios, y de este modo respondemos á los textos ya citados\*. El pueblo de Israel era gobernado teocráticamente, y habiendo querido tener rey á ejemplo de las demás naciones, Dios por medio del profeta Samuel se lo concedió, y ellos eligieron á Saúl. Esta es la mejor prueba de nuestra proposición.

Nosotros nunca defenderemos que un demagogo pueda erigirse en vengador de las injurias de los demás para atentar contra el gobierno. Esto no es obra del voto particular, sino de la reunión de todos ó de la mayor parte

\* Es sabido que ésta es la doctrina de Santo Tomás, Suárez, Belarmino y otros teólogos.

de los miembros de la nación. Aunque el jefe supremo abuse de su poder, el súbdito queda siempre obligado á obedecerle, porque la autoridad la ha recibido de toda la nación, y á ella corresponde mudar su constitución y juzgar al príncipe : en este sentido se entiende el concilio de Constanza y demás decisiones de la Iglesia. El regicidio cometido por el particular está tan prohibido por derecho natural y de gentes como el homicidio\*. La espada de la ley es la única que puede separar del cuerpo social al miembro que se corrompe y se hace indigno de su protección. No se debe dudar pues que ningún ciudadano puede atacar al gobierno sin causar á la sociedad los horribles males de la anarquía y hacerse reo delante de Dios y de los hombres.

La tercera disertación versa sobre los deberes del hombre para con Dios, dictados por la razón natural ó por la revelación. Los tres capítulos en que se divide, tienen por objeto la existencia de Dios y el culto que se le debe, la revelación, y la divinidad de la religión cristiana. En esta importante disertación (como la califica el autor) se presentan « los argumentos más á propósito para destruir la incredulidad de *nuestros* filósofos. » Así vemos que asienta la posibilidad, utilidad y necesidad de la revelación, y determina los signos que la caracterizan, á saber, los milagros y las profecías ; demuestra la autenticidad, integridad y verdad de los libros del Nuevo Testa-

\* Véase tomo I, pág. 128.

mento, y para consolidar la consecuencia que de ahí se deriva en favor de la divinidad de la religión cristiana, aduce argumentos fundados en los milagros de Jesucristo y sus apóstoles, en el cumplimiento de las profecías que en dichos libros se contienen, en la resurrección de Cristo, en la propagación del cristianismo y en la fortaleza de los mártires. Para terminar demuestra, contra Rousseau y otros, que la religión cristiana no se opone á la pública felicidad.

Tales son en resumen las lecciones de moral que redactó el Doctor Cuervo para su curso de filosofía en el Colegio del Rosario. El 8 de Noviembre de 1825 decretó el Vicepresidente que en todas las universidades y colegios se enseñasen en el curso de derecho público los Principios de legislación de Bentham; lo que fue como desterrar de la enseñanza la ética cristiana, y causó justa indignación en los hombres religiosos. En el mismo número de la *Gaceta* en que se publicó el decreto, salió un artículo para decir que el escándalo de « las personas piadosas y de las afectas al antiguo régimen » provenía de que Bentham era inglés protestante, y para desvanecerlo se alegaron autores no católicos y aun paganos que servían de texto en los colegios. Aquí se ve el giro que desde un principio quiso darse á la cuestión. El doctor Vicente Azuero, que fue el primer profesor en Bogotá, puso todo empeño en presentar las predicaciones del doctor Francisco Margallo contra los principios de Bentham como actos de rebeldía

contra las disposiciones del Gobierno, y de ahí provino naturalmente que se pusieron del lado de él los que, por el momento, eran republicanos antes que todo y sostenedores de las instituciones; este primer movimiento, ayudado de la novelería, se volvió puntillo de partido, y así se acreditaron las nuevas ideas, cuyos altibajos hemos tocado en diversos lugares de esta obra. Sería importante para nuestra historia literaria el que alguna persona competente y desapasionada examinase desde el punto de vista puramente científico los escritos que sobre utilitarismo y sensualismo publicaron nuestros prohombres de entonces. No tenemos á la mano sino algo de lo escrito por Azuero y por D. Rafael María Vázquez, clérigo partidario acérrimo de Destutt de Tracy; y, la verdad sea dicha, esas producciones no tienen valor alguno por el aspecto que hemos indicado.

## II

### ACTAS DE GUAYAQUIL Y QUITO

(*Bandera Tricolor* de 15 de Octubre de 1826)

Intentamos presentar á nuestros conciudadanos ligeras observaciones sobre las actas de Guayaquil y Quito de 28 de Agosto y 6 de Septiembre del presente año. No hablaremos del derecho que se han arrogado



las municipalidades y otros individuos para reunirse en asamblea y deliberar acerca de la suerte de los pueblos, porque, sobre ser muy conocida esta materia de cuantos tienen idea de la estructura de nuestro gobierno y de las atribuciones de cada autoridad, ya otras veces se ha dilucidado el punto por algunos escritores con profundidad y tino. Así que nos contraeremos solamente á examinar las razones con que dichas corporaciones han querido justificar sus muy serviles y escandalosos procedimientos, y los resultados que deben serles consiguientes. Como tendremos que impugnar cosas al parecer increíbles, transcribiremos literalmente los rasgos principales de aquellos documentos, colocando, al lado de cada uno de ellos, nuestras consideraciones.

*El departamento de Guayaquil, dice el acta de esta ciudad, con todas sus autoridades y corporaciones al frente, ha examinado, para tomar una resolución definitiva sobre su suerte, las razones siguientes :*

*Primero : que según las noticias más justificadas, el gobierno de la España ha añadido al número de quince mil soldados que tenía en Cuba, siete mil más y tiene decretado otro envío de diez y ocho mil; que la escuadra española de aquella isla, ya superior á la nuestra, ha sido reforzada por un navío y cinco fragatas, y que de los puertos de la Península deben salir algunos buques más, y entre ellos otro navío y otras tres fragatas.*

Descaríamos saber por qué conducto han venido estas noticias tan justificadas. Tenemos á la vista papeles de Londres y París hasta el mes de Julio y

nada nos dicen : los correos del *Magdalena*, que siempre aguardamos con impaciencia, han llegado y no nos anuncian sino calma. Sólo que España, después del descubrimiento del célebre óptico Sfrayel de Basilea, haya celebrado alianza con los estado de la luna para subyugarnos, y que de allá hayan descendido estos millares de hombres con que se delira en Guayaquil, *sería justificada la noticia*. No pudo aquella arruinada nación en sus tiempos de más prosperidad, cuando aun no estaba despedazada por disensiones intestinas, ni cargaba sobre sí con una deuda tan cuantiosa, formar una expedición de cuarenta mil hombres para Colombia, ¿ y lo podrá ahora que está reducida á un estado que excita lástima más bien que miedo ? ¿ Y con ella quiere asustarse á un pueblo heroico, para que renuncie á su libertad y se entregue á un solo hombre ?

*Que una parte de esta escuadra cruza sobre nuestras costas, bloquea nuestros puertos, hace pequeños desembarcos, roba el país, impide el comercio, intercepta las comunicaciones, y hostiliza, en fin, amenazando con mayores fuerzas, mayores males.*

¡¡ Así se miente !! Pocas veces en tan cortas palabras se han dicho tantos embustes. O los señores de Guayaquil han perdido enteramente el juicio, ó se figuraron que sus papeles no podían circular entre personas que los contradijesen. De otro modo, ¿ cómo es creíble que á la faz de Colombia y del mundo entero que nos observa, se hayan atrevido á estampar tamañas falsedades ? Algunos, es verdad,

se han reído con ellas, porque dicen que no merecen otra cosa; pero nosotros... nosotros que barruntamos las intenciones con que se propalan tales especies, que conocemos la sencillez de algunos pueblos y la trascendencia que aquéllas pueden tener, no sabemos si es mayor nuestra admiración por el descaro con que se miente, ó nuestro pesar por los subsecuentes resultados.

*Que se encuentra (la República) próxima á entrar en una lid con fuerzas, muy superiores á las que antes de ahora nos han invadido.*

En los años de 1819, 20, 21 y anteriores casi todo el territorio de la República estaba ocupado por las tropas españolas. No teníamos armas, dinero, recursos, ni figurábamos como ahora en el mundo político, y sin embargo de esto, las huestes enemigas fueron expulsadas de este suelo, y los departamentos del sur recibieron en un día esa libertad por la que tantos años se ha trabajado, y que tan infamemente se quiere renunciar. ¿Cómo, pues, ahora que no tenemos un solo enemigo entre nosotros, que dos grandes y poderosas naciones nos han reconocido del modo más solemne, que el espíritu de libertad é independencia ha penetrado en todas las clases, y que han comenzado á desarrollarse todos los elementos del poder y de la dicha, cómo, repetimos, nuestra situación ha de ser más angustiada al presente que en aquellos días de miseria y de horror? Muy cierto es que al que no está acostumbrado á las bragas las costuras le hacen llagas. Aquí

no nos arredramos aunque se nos diga que España tiene almacenado un ejército como el de Jerjes, porque ya estamos bien acostumbrados á pelear con *fuerzas muy superiores.*

*Las razones expuestas reciben una doble fuerza al examinar el estado interior de la República. Los departamentos de Venezuela, armados ya, se han pronunciado de un modo terminante contra el orden actual de la República, y según la expresión del guerrero que está á su cabeza, ha desenvainado su espada para establecer un sistema que combine los intereses y esté de acuerdo con nuestros elementos.*

No ; no son los departamentos de Venezuela los que se han pronunciado contra el orden actual de la República ; sino un puñado de hombres para sustraerse al juicio de los tribunales y evadir el castigo. Diez y siete individuos apenas son todo el apoyo de la rebelión : la masa del departamento ama al Gobierno y gime tristemente bajo la férula de una facción á mano armada : aun entre la clase militar sobran individuos que no han hecho más que ceder á la fuerza de las circunstancias, y que tan pronto como han podido, han dejado las filas enemigas y pasádose á las de la nación. Macero, Smith, Muguierza, Sagarzazu, Flegel, el batallón Apure y su oficialidad son los comprobantes de esta verdad.

*La parte oriental de aquel país mismo se ha declarado en asamblea y se ha pronunciado contra la voluntad de sus vecinos.*

!!! Buen argumento !!! ¿ Conque por no haber

cundido las ideas revolucionarias, y por haberse puesto un departamento en actitud de contener una facción, debe mudarse el orden actual de cosas? ¡Pecadores de nosotros! Hasta ahora habíamos creído que ésta es una prueba de la estabilidad de las instituciones, pero gracias al cielo, que ya ha venido un *rayo de luz* á sacarnos del error en que yacíamos.

*El Magdalena encierra terribles combustiones, que se encienden ahora con los movimientos limítrofes.*

No sabemos de qué *Magdalena* hablarán estos señores de Guayaquil, porque el departamento de este nombre es cabalmente uno de los que más se han distinguido en amor al orden y á las instituciones. Podemos aducir en prueba de ello las actas de algunas de sus municipalidades y los escritos de Cartagena que con tanta firmeza han defendido los principios. Si algún individuo *no hijo* de allí ha querido singularizarse en sus ideas, su voz ha sido inmediatamente sufocada. Es pues un insulto, é insulto imperdonable, el que se ha hecho al departamento expresado, si de él se ha querido hablar en Guayaquil.

*Las provincias del centro se hallan agitadas por opiniones, intereses y pasiones opuestas; el Gobierno mismo colocado al frente de diversas ideas se presenta como resuelto á entrar en una lid armada... El desorden se apodera de los pueblos, y las provincias son presa de la división. Por más que un partido quiera fascinar á los demás y presentar á la República como segura, esto nunca es*

---

*probable cuando vemos á los pueblos agitados, divididos entre sí, y algunos armados ya.*

No han dicho más para desacreditarnos las gacetas de Madrid y los demás papeles de España. ¿Qué se pensará en Europa al contemplar el triste cuadro de Colombia trazado por las manos de sus propios hijos? Si estos documentos quedasen solamente entre nosotros, ellos servirían para divertirnos al ver un zurcido tan ridículo de mentiras y de chismes. Pero por desgracia, circulan en todas partes y nuestros enemigos se apoderarán de ellos para acusarnos ante el mundo civilizado. Lo hemos dicho y volvemos á repetirlo : es preciso haber perdido el juicio y la vergüenza también para mentir tan á las claras. Nosotros buscamos en los departamentos y en las provincias, en los lugares y en las familias, en las clases y en los corazones de los habitantes de la antigua Nueva Granada, esas pasiones y esa fiebre revolucionaria que se dice está apoderada de todos, y no hallamos sino tranquilidad, obediencia á las leyes y amor á la libertad. ¡ Ah! Ojalá que los señores de Guayaquil se tomasen el trabajo de especificar los hechos que comprueben sus aserciones, pues de otra manera tenemos derecho de quejarnos de la ligereza ó mala fe con que se pronuncian.

*En tal estado el pueblo mismo es el único que en el ejercicio de su soberanía puede atender á satisfacer sus necesidades.*

Dos errores harto vergonzosos encontramos en estos renglones : 1.º Que el pueblo pueda hacer uso

de su soberanía, y 2.º que en los departamentos de Guayaquil y Quito exista esta misma soberanía. En orden al primero, ya tenemos demostrado en otro número con razones victoriosas y doctrinas respetables, que constituida una nación y fijado un término de inviolabilidad para sus leyes fundamentales, no tiene derecho de variarlas hasta que aquél se cumpla. El punto es tan trivial que basta tener idea, no de política, sino de los principios más sencillos de moral para saber que los pactos obligan en conciencia, que las condiciones puestas en ellos deben observarse religiosamente, y que su trasgresión es una verdadera falta, tanto más grave cuanto mayores son los males que acarrea. Lo contrario es un absurdo pernicioso, destructor de la paz de los pueblos y causa fatal de la anarquía y de la ruina de los estados. En orden al 2.º todos sabemos, no sólo porque está escrito en la constitución, sino porque lo enseñan los maestros del derecho público, que es en toda la nación y no en un partido donde reside la soberanía, que ésta es por su naturaleza una é indivisible; que la voluntad particular debe doblarse á la voluntad general, y por fin que el ataque á ésta se ha calificado de una verdadera rebelión, escarmentada en todas partes con penas bien severas. Si se admitiese el principio proclamado en Guayaquil, cualquier pueblo, cualquier individuo se levantaría, desobedecería y cometería toda suerte de atentados en uso de su *soberanía radical*, por muy pequeña que fuese, sin que nadie pudiera reconvenirlo; se autorizarían las aso-

nadas, los tumultos, los latrocinios y todos los males en fin, porque apoyado cada uno en aquella máxima *populicida*, no inclinaría su cerviz al yugo de la ley. ¿Y en un estado tal podría vivirse? valía más habitar entre las fieras que con los hombres reunidos en sociedad.

*Y Guayaquil penetrado íntimamente de todo lo expuesto, HA RESUELTO:*

*1.º Consignar, como consigna, desde este momento el ejercicio de su soberanía por un acto primitivo de ella misma en el padre la patria, en Bolívar.*

He aquí el acta de Dinamarca, en que renunciándose á las instituciones y sus garantías, se entregaron los daneses á la voluntad absoluta de un solo hombre. ¡Cuán cierto es que no habría déspotas si no hubiese pueblos tan serviles! Crear un dictador en la era de los gobiernos representativos, en medio de la luz inmensa del siglo en que vivimos, y en una tierra de libertad, es un escándalo que no se perdonará jamás mientras que haya hombres libres en el mundo. No se hizo tanto en los días de mayor conflicto y amargura para la patria; cuando era más necesaria la concentración de fuerzas y unidad de acción, cuando el ejército era el pueblo, cuando había que luchar con ejércitos cincuenta veces más numerosos, acaudillados por jefes tan hábiles como experimentados, y cuando no había más terreno que el ganado con la fuerza de las armas. No; en medio del brillo de la lanza y del estruendo del cañón se reunían congresos y se expedían leyes, y jamás se oyó



por ninguna parte el azaroso nombre de *dictador*. Por esta conducta tan eminentemente liberal la Europa fijó sus miradas sobre nuestra marcha, y los hijos de Colombia empezaron á adquirir alguna celebridad y nombradía. Pero estaba reservado á los hijos, nietos, ó sobrinos del Sol, á una porción muy pequeña de la sociedad hollar las instituciones, divorciarse de la libertad y presentarnos á la befa y al escarnio de nuestros enemigos.

Pero supongamos que fuesen ciertas las razones que se alegan é inminentes los peligros que se temen. Pues aun en este caso no habría sido menester apelar al expediente muy desesperado de nombrar un dictador. La misma constitución, en el artículo 128, ha previsto los sucesos y dispuesto el remedio, concediendo facultades extraordinarias al Ejecutivo, facultades que puede ejercer el mismo general BOLÍVAR haciéndose cargo del gobierno, sin necesidad de romper el pacto que todos hemos jurado sostener. Fuera de que ¿no es verdad que en otra ocasión se nos ha dicho que nuestras instituciones han acelerado el día de nuestra emancipación? ¿Por qué, pues, habiendo alcanzado con ellas la libertad, han de ser insuficientes para conservarla? Semejante contradicción es la prueba más perentoria de la malicia con que se procede, y de los conatos depravados para derribar los monumentos que hemos erigido á la libertad.

2.º *El LIBERTADOR por estas facultades dictatoriales, y por las reglas de su sabiduría, se encargará de los des-*

*tinios de la patria, hasta haberla salvado del naufragio que la amenaza.*

*3.º Libre ya de sus peligros, el LIBERTADOR podrá convocar la gran convención colombiana, que fijará definitivamente el sistema de la República, y de ahora para entonces Guayaquil se pronuncia por el código boliviano.*

Tres preguntas nos permitiremos hacer á los señores de Guayaquil : 1.º No imponiéndose al general BOLÍVAR la obligación de convocar la gran convención ¿queda á su arbitrio ejercer la dictadura por todo el tiempo que le acomode ? 2.º Pudiendo una fracción de la sociedad hacer uso en cualquier tiempo de su parte de soberanía, como lo sostiene Guayaquil, ¿ será duradero el sistema que *definitivamente quiere fijarse* ? Habiendo ya la soberanía de Guayaquil pronunciándose por el código boliviano, ¿ no será inútil y ridícula la reunión de la gran convención ?

*4.º Que se dirija á S. E. un tanto de esta acta para que se sirva admitir los votos de este departamento y encargarse de su destino, dándole al mismo tiempo toda la publicidad y toda la solemnidad que merece un acto sagrado y primitivo de soberanía.*

No creemos que el *hombre de este siglo*, el genio de la empresa, el LIBERTADOR de tres naciones, descienda hasta el extremo de admitir el titulajo con que le quieren regalar cuatro perjuros y rebeldes. Mil veces hemos oído de sus labios sus protestas de obediencia á las leyes, sus votos por la libertad de este país y su odio á la tiranía. ¿ Cómo posponer el título de Liber-

tador al de Dictador? ¿Cómo autorizar con su nombre la violación de los deberes más sagrados? ¿Cómo exponer su gloria tan costosamente adquirida por complacer á hombres que no saben apreciarse á sí mismos? El general BOLÍVAR se respeta mucho á sí propio, respeta á su patria y respeta al mundo que lo contempla.

*5.º Que se circule á todos los departamentos de la República, invitándoles á abrazar este partido como el único medio de rescate que el genio de la felicidad puede presentarles; y que se haga saber al Ejecutivo de la República para su conocimiento.*

Admira cómo, después de haberse calumniado á los departamentos de la República y referídose hechos que unánimemente desmienten, se les invita á adoptar una medida tan descabellada como criminal. Pero la admiración y el asombro suben de punto, si se reflexiona sobre la presunción y el orgullo con que se quiere dar la ley á pueblos que saben apreciar su libertad y los sacrificios que les ha costado. Felizmente nadie hace caso de tales movimientos; y si alguno se acuerda de ellos es para maldecir á sus autores. En orden á la comunicación que resolvieron dirigir al Poder Ejecutivo, nada tenemos que decir: el cura, alcaldes y vecinos de Tuso\* también se condujeron de una manera noble y cortés.

Omitimos otras muchas reflexiones sobre la referida acta de Guayaquil de 28 de Agosto último, por

\* Véase el tomo I de esta obra, pág. 99.

la pequeñez de este papel. Por esta misma razón no damos lugar á la de Quito de 6 de Septiembre, aunque habría sido bien inútil, sabiendo que esta ciudad es satélite de aquélla y que no se desvía un punto de la órbita que le traza. El público juzgará de la liberalidad de sus principios, de su juicio y de sus luces por los siguientes artículos de su acta:

*1.º Que roguemos á S. E. el Libertador Presidente Simón BOLÍVAR, se digne recibirnos bajo su protección, y reasumir, á más de las facultades extraordinarias que le competen por la ley, todas cuantas por insuficiencia de ésta, residen en nosotros en virtud de la soberanía radical del pueblo.*

*2.º Que bajo la investidura de Dictador, que le conferimos espontáneamente, disponga cuanto conduzca al bien de esta patria que ha formado, hasta asegurar su existencia de un modo incuestionable, y que se constituya oportunamente sobre bases indestructibles.*

*3.º Que se haga notorio este acto en toda la República.*

*4.º Que la administración del estado sea inviolable en todos sus ramos, entre tanto que otra cosa resuelve S. E. el Dictador.*

Tales son los votos de algunos que han usurpado el nombre de la benemérita ciudad de Quito. El mundo civilizado sabrá, como siempre, hacerles la justicia que merecen. Entre tanto, nosotros aguardamos que S. E. el LIBERTADOR, á su llegada á aquel lugar, habrá restablecido el orden constitucional y entregado á los criminales para que sufran su bien merecido castigo. Este es el deber que le imponen

las leyes de concordia política y su gloria misma. Por nuestra parte, no dejaremos jamás de sostener los principios y las libertades nacionales, por muy costoso que sea el sacrificio de nuestra vida y procuraremos, a todos los efectos, en caso alguno esta materia, en que está interesado el honor de la República.

R. C.

### III

#### NECROLOGIA

José Angel Lastra, natural de la provincia de Cartagena y vecino de la de Bogotá, fue uno de aquellos seres distinguidos que la Providencia envía de cuando en cuando a la tierra para hacer amable la virtud.

Privado en sus primeros años de un padre ilustre, a quien sacrificó en el cadalso la ferocidad de Morillo, el Dr. Lastra no tuvo otro apoyo que el de una tierna madre, ni otra guía que la madurez de su juicio. Notóse en él desde muy temprano un corazón dócil para recibir las impresiones de la verdad, noble para sobreponerse a las pasiones y a los intereses, tierno para socorrer a los desvalidos, firme para resistir a la iniquidad; un espíritu ávido de saberlo todo y capaz de comprenderlo todo; pronto en concebir las materias más elevadas, y feliz en expresarlas cuando una vez las había concebido. Así, sus

primeros pasos, esos pasos tan peligrosos en la fogosa é inexperta juventud, estuvieron marcados con el sello de la filosofía más elevada y de la moral más pura.

La *Miscelánea*, que se publicó en esta ciudad por los años de 1825 y 1826, y el *Constitucional* desde 1831 hasta 1834, dan testimonio de su vasta literatura y de la energía de su talento. En ambos periódicos manifestó un análisis investigador y una síntesis poderosa, manejando con la misma facilidad el antiguo silogismo de Aristóteles que la inducción nueva de Bacon. Imparcial en los juicios que formaba sobre las opiniones de sus conciudadanos y moderado en las propias, defendía las suyas sin creerlas infalibles, ni irritarse por las contradicciones, é impugnaba las ajenas con respeto y aun con timidez. Su estilo era puro, elegante y castizo, y nunca recargado de aquellas palabras pomposas, ó de esa abundancia de figuras que caracterizan de ordinario el lenguaje de los pueblos nacientes. En todos sus escritos se descubre esa dulzura, esa amenidad de carácter que hacía el encanto de sus amigos.

Como empleado público, ¡ cuántos ejemplos dignos de imitarse ha dejado á los que se dedican á servir á la patria en esta importante carrera ! Inteligente y laborioso, prestó utilísimos servicios en la contaduría decimal ; versado en los idiomas inglés, francés é italiano, y en las leyes administrativas de Colombia, llenó á satisfacción pública las delicadas funciones de oficial mayor del Ministerio del Interior

y Relaciones Exteriores. En la cámara del Senado, en donde los votos de esta provincia le designaron un asiento, fue de los primeros en promover los intereses materiales del pueblo, en sostener las libertades públicas, en impugnar con denuedo prácticas absurdas, preocupaciones perjudiciales. El escritor distinguido fue también en el Congreso un hábil y modesto orador.

Pero fue sobre todo en la carrera de la magistratura, en esta carrera en que la complicación de nuestras leyes hace tan difíciles y oscuros los derechos ; en que se decide de los bienes, del honor y de la vida de los hombres ; en que las faltas, en fin, nunca son pequeñas y casi siempre son irreparables ; en esta carrera fue donde el Dr. Lastra desplegó y empleó más útilmente su probidad y su saber. Bien persuadido que, como lo observa un ilustre canciller de Francia, no hay ninguna diferencia entre un magistrado perverso y un magistrado ignorante, nada omitió, ni trabajo, ni vigiliass, ni consultas con profesores ilustrados para adquirir un perfecto conocimiento, así de las leyes que deciden el derecho entre las partes, como de las que arreglan las fórmulas y el procedimiento de los juicios. Él opinaba que un magistrado debe pensar no en lo que se diga de él, sino en lo que se debe á sí mismo, y que para servir al público es forzoso tener algunas veces el valor bastante para desagradarlo. De aquí esa libertad de espíritu que tan necesaria es en los encargados de administrar la justicia, esa impasibi-

lidad para hacerla al poderoso lo mismo que al desvalido, y esa dulzura para tratar con igual civilidad al que merecía su protección como al que era digno de castigo. Nunca la amistad ó el respeto se sobrepusieron á la justicia, ni arrancaron á sus convicciones la menor concesión indebida. El foro lamentará por muchos años la pérdida de un juez íntegro, cuya nobleza de carácter igualaba la extensión de sus conocimientos.

En el curso de la vida privada el Dr. Lastra fue un modelo de virtudes, que cada una por sí sola hace apreciable en la sociedad al ciudadano que la posee. Amable y fiel esposo, tierno y cuidadoso padre, hijo obediente y respetuoso, era el consuelo y el apoyo de su apreciable familia. En el exceso del más acerbo dolor, cuando su madre se lamentaba de la pérdida del mejor hijo, ella me decía en el tono elocuente del sentimiento : *Esta es la primera pena que me ha causado José Angel en todo el curso de su vida.*

Sus amigos encontraban en su trato jovialidad, placer é instrucción; sus conversaciones eran fáciles y familiares, empeñando á unos á escucharle con placer y á otros á responder con confianza; dando á cada uno el medio de hacer valer su talento, sin pretender que prevaleciese la superioridad del suyo, distinguiendo á éste por su cualidad, á aquél por su mérito, y prestándose á todos sin preferir á ninguno. ¡ Ah, si la magistratura perdió un profesor distinguido, la amistad regará siempre con sus lágrimas la tumba del más generoso y desinteresado amigo !



El Dr. Lastra murió en la plenitud de sus facultades, con la misma fuerza de creación que tuvo toda su vida, en plena posesión de esa memoria prodigiosa que no olvidó jamás un hecho, una sola fecha, una sola anécdota. Desde el mes de Julio último, había sido atacado de una afección de pecho, que en sus principios no inspiró serios cuidados : el mal fue creciendo gradualmente sin que hubiesen podido contenerlo ni los cuidados más asiduos é ilustrados, ni las vigiliass de su familia, ni la habilidad de profesores médicos interesados fuertemente en salvar esta preciosa vida. Era llegada la hora, y Dios quería llamar á sí á una de sus más nobles, á una de sus mejores criaturas.

El 9 del corriente, á las ocho de la noche, José Angel Lastra, á los 38 años de edad, entregó su bella é inocente alma al Criador... Bogotá recibió con profundo sentimiento la nueva de este suceso : no ha habido persona que no haya pagado el tributo de dolor á la pérdida de tan virtuoso ciudadano, y todos han concurrido á solemnizar y honrar sus funerales. Y á mí, su amigo desde la infancia, que no le he perdido de vista sino durante mis viajes, no me queda otro consuelo, después de una vida de amistad siempre la misma, que una inviolable fidelidad á una memoria tan cara á sus amigos, tan digna de ser honrada de todos.

Bogotá, 30 de Septiembre de 1837.

R. CUERVO.

## IV

INFORME SOBRE EL ESTADO POLÍTICO, SOCIAL, AGRÍCOLA  
É INDUSTRIAL DE LA PROVINCIA DE PASTO.

*Legación Granadina en el Ecuador. — Quito, 12 de  
Diciembre de 1841.*

Señor :

Debiéndose tratar en la próxima legislatura de la cesión del todo ó parte de la provincia de Pasto en favor del Ecuador á virtud de los esponsales celebrados últimamente entre los señores Generales Juan José Flores y Tomás C. de Mosquera, estimo oportuno y conducente al examen y resolución de tan delicado negocio, presentar al Gobierno un rápido bosquejo del estado de dicha provincia, de sus recursos, de sus necesidades y de sus medios de prosperidad ; no porque sea mi ánimo influir ni tener la menor ingerencia en una materia que tantos sinsabores me ha causado por haber sostenido como Ministro público la integridad nacional, *haciendo abstracción de mis opiniones individuales, quizá no*

*acordes en este punto con las de algunos de mis compatriotas*, sino porque es útil que si la Nueva Granada se resuelve á hacer aquella donación al Ecuador, de preferencia á otras que aconseja el interés recíproco de ambos países, sepan sus representantes cuál es el mérito de la cosa donada, y si el desprendimiento de ella es, como algunos opinan, la exoneración de un fardo pesado sumamente ruinoso en lo presente y de ningunas esperanzas para lo futuro.

Desde que por el decreto legislativo de 18 de Mayo de 1835 se agregaron los cantones de Barbacoas y Tumaco á Pasto, adquirió esta provincia una grande importancia, haciéndose litoral y minera á más de agricultora y manufacturera que antes era. Conviene pues considerarla en estas cuatro relaciones materiales, para deducir de este examen las ventajas y rendimientos que podrá dar á la nación, si manos hábiles la administran y ponen en acción los elementos de riqueza que encierra, sin perder de vista el desarrollo moral y religioso de sus habitantes, fuente segura y único medio de adelantamiento y verdadera prosperidad de las naciones.

Pocos cantones en la Nueva Granada tienen un suelo tan feraz y tan hermoso como el de Túquerres, semejante, según el decir de los viajeros, á ciertos condados de Inglaterra tanto en el aspecto del terreno, como en lo opaco y nebuloso de su cielo. Se producen en él con lozanía los cereales, buenas legumbres y exquisitas hortalizas, y se propaga, medra y levanta el ganado de todas clases, especialmente el

lanar, cuyo tamaño y figura le hace tan apreciable, que aunque la Sierra del Ecuador está cubierta de numerosos rebaños, se solicitan con interés los carneros de Túquerres para cruzar y mejorar la raza de aquéllos. Así fue que mientras estuvo este cantón últimamente sujeto á la dominación ecuatoriana, había en él comisionados especiales para comprarlos de cualquier modo que fuese al bajo precio de cuatro reales cabeza.

Con más suave y más variado clima, el cantón de Pasto abunda en las mismas producciones naturales que el de Túquerres y le aventaja en las manufacturadas. Sabido es el aprecio que en nuestros mercados tienen los ponchos ó ruanas pastusas, los *capisayos* y los diferentes utensilios y muebles del servicio doméstico vistosamente embarnizados que allí se fabrican. Fuera de las exquisitas maderas de construcción y ebanistería, de las resinas y gomas apreciabilísimas en que abundan sus bosques, se encuentran minas de oro, y lo que quizá vale más que ellas, abundantes salinas que explotadas y trabajadas por cuenta del Gobierno ó de compañías particulares, proveerían al consumo interior de la provincia y abastecerían la de Popayán. Considerada su posición geográfica y los bienes que ella le promete, poseedor el cantón de Pasto de uno de los confluents del Amazonas, también disfrutará algún día de las ventajas que este gran río debe dar á la América del Sur. Ya el Gobierno del Brasil ha concedido á una compañía un privilegio para navegarlo

en buques de vapor por cuarenta años, y es de esperarse que muy pronto imiten este ejemplo el Perú y el Ecuador. El vapor entonces, que ha acercado las distancias y obrado una revolución asombrosa en las artes y en el comercio, penetrará por todos los ríos navegables que tributan sus aguas al Amazonas y poblará y civilizará las vírgenes, extensas y fértiles selvas por donde corren.

Tan abundantes, relativamente, como las de Antioquia y de oro de ley más subida, las minas de Barbacoas han hecho la riqueza de varios particulares nacionales y extranjeros, aun sin haberse introducido las máquinas y métodos adecuados para un más fácil y menos dispendioso laboreo. Hoy es verdad que el oro en polvo se extrae fraudulentamente casi en su totalidad para Europa, para Chile, para el Perú y otros países ; mas el día que allí se establezca una oficina de ensaye y un banco de rescate, contará la Nueva Granada con una pingüe y segura renta. Esta empresa, si bien no es fácil y hacedera ahora por cuenta del Gobierno, podrá serlo temporalmente por medio de una compañía, combinándose el interés público con el interés individual. Estoy impuesto de que ricos y honrados individuos entrarían en esta especulación.

Aunque no muy poblado el cantón de Tumaco, le hace interesante para el comercio su posición peculiar y su hermosa y bien resguardada bahía. Después que, doblándose ya sin riesgo el Cabo de Hornos, se abrieron á todas las naciones las puertas que tenía

cerradas la estrecha y suspicaz política del Gabinete de Madrid, y después en fin, que han comenzado á introducirse los buques de vapor en el Pacífico, las naciones que baña este mar están tomando un vuelo prodigioso. Chile es actualmente el emporio del comercio, á cuya sombra crece la población, se mejoran las costumbres, se difunde la civilización y se consolidan las instituciones. No sólo de Europa y de los Estados Unidos del Norte, sino también del Asia vienen buques cargados de mercancías para llevar en retorno las producciones de la América meridional; resultando de aquí que veinticinco leguas cuadradas en el litoral valen más y prometen más seguras esperanzas para la riqueza pública y para la difusión de las luces, que ciento en el interior. En las costas mejor que en ninguna otra parte, se ha dicho con razón, reciben seguro, pronto y eficaz impulso el espíritu de empresa y el de asociación, el amor al trabajo y la necesidad de la paz. Por todo esto sin duda el Congreso granadino acordó la primera medida de fomento para Tumaco en el decreto legislativo de 29 de Mayo último; siendo de esperarse que más adelante se expedirán otras, y entonces aquel cantón será lo que debe ser y lo que son los pueblos de otras naciones del Pacífico.

Las necesidades é intereses de los cuatro cantones mencionados están íntimamente enlazados y unidos. El de Túquerres provee de víveres al de Barbacoas, y éste puede comunicarse más pronta y cómodamente para el comercio con el de Tumaco, abriéndose

un canal á muy poca costa en el arrastradero de *Chimbuza*. Pasto, llamado á ser manufacturero, recibirá las exquisitas lanas de Túquerres, proveerá á éste de sal y llevará sus artefactos á los mineros de la costa. Hechos y cálculos son éstos apoyados en datos seguros y noticias positivas, no menos que en el ejemplo de lo sucedido en otros países. La generación presente y acaso la que la siga, no cogerán, es verdad, el fruto de las medidas protectoras que ahora se dicten; pero cuando se trata de los intereses de las naciones, se debe mirar el porvenir más bien que lo presente. La vida de ellas es más larga que la de los individuos.

« Pasto empero, se dirá, es un país inquieto, turbulento é ignorante : en su pacificación y conservación consumió Colombia y ha consumido la Nueva Granada sangre preciosa, sumas exorbitantes : es un cáncer que debe cortarse para la conservación del cuerpo político. » Esta, como todas las aserciones declamatorias, tiene algo de cierto y mucho de inexacto ; y sólo la fría razón, libre de las impresiones del momento y de las pasiones de la época, analiza las cosas en calma y emplea para la curación de las dolencias políticas y sociales, lenitivos y suaves reglas de higiene, más bien que amputaciones y remedios desesperados. Interróguese á la historia, consúltense los hechos más recientes, y formemos nuestro juicio.

Los habitantes de Túquerres son dóciles, sumisos y laboriosos, cualidades á que reúnen los de Bar-

bacoas y Tumaco un mayor grado de cultura intelectual y social, mientras que los del cantón de Pasto se han mostrado bulliciosos, guerreros y obstinados. La política aconseja, pues, que se emplee para con estos últimos una particular atención, para morigerarlos, buscándose la causa del mal y lo adecuado del remedio. Aquella se encuentra : 1.º en la ignorancia de las masas, consecuencia de una educación descuidada ; 2.º en la perniciosa influencia de frailes corrompidos y de militares ambiciosos ; 3.º en la aspereza del terreno que tantas ventajas brinda para hacer la guerra, particularmente la de *partidas*; y 4.º en la falta de especiales aptitudes de los magistrados que han administrado aquella provincia, cuya Gobernación puede asegurarse que en algunos años ha estado formalmente vacante. De esto ha resultado que Pasto fuera el último asilo de las huestes españolas en Colombia, y que después haya sido el foco de insurrecciones sangrientas que han sacudido violentamente á la Nueva Granada. Mil circunstancias, fuerza es decirlo, han contribuído á mantener el espíritu belicoso y turbulento de los pastusos, y muy pocas á docilizarlos y civilizarlos. A pesar de esto no puede menos de confesarse que no es poco lo que ellos han ganado en los nueve años de sosiego y de respiro de que disfrutó la Nueva Granada. Si los habitantes de los campos, especialmente los indígenas han sido ingratos á los beneficios del Gobierno y dado días de llanto á la patria, los habitantes de la ciudad han acreditado en estos últimos tiempos su



amor á las instituciones granadinas. Hoy no es el pastuso « el bruto más semejante al hombre », como dijo un ilustre viajero ; y si no puede negarse que le falta como á otros pueblos mucho trecho por andar en el camino de la civilización y la moral, también es indudable que lo que ha adelantado hasta hoy, es una garantía de sus adelantamientos futuros.

Los hábitos viciosos y las inclinaciones pecaminosas no se corrigen, ni los males que ellas producen se curan con una nueva demarcación de límites, que lejos de traer consigo el orden, la paz y la concordia, serviría de motivo y de pretexto para motines y asonadas igualmente funestas á la Nueva Granada que al Ecuador. El carácter moral del hombre no se cambia, ni sus vicios y defectos se enmiendan con la sola variación de bandera y de gobierno, si por otra parte no se cuida de ilustrar su razón y mejorar su corazón. Partiendo de estos principios, es mi opinión que para asegurar sólidamente el orden y la prosperidad en Pasto, debe tratarse de dar buena dirección á los sentimientos de esos habitantes, de cultivar su inteligencia y de fomentar sus intereses. Lo primero es obra exclusiva de la religión : que se destinen á los beneficios curados eclesiásticos instruídos y piadosos, que con el ejemplo y con la palabra, en el confesionario y en el púlpito, hablen al corazón de sus feligreses el lenguaje de la piedad, de la benevolencia y de la filantropía, que les pinten con los más abominables colores el asesinato, el robo, la insubordinación y

los vicios todos de la barbarie ; y que les inculquen las ventajas del amor al trabajo, del respeto á la propiedad, y de la buena fe en los negocios, presentando al mismo tiempo á su imaginación la hermosa perspectiva de un pueblo cuyos individuos están unidos por los vínculos de la caridad y sometidos al suave yugo de la autoridad y de la ley.

La instrucción primaria, que es la primera necesidad de los Estados hispano-americanos y el deber más sagrado de los Gobiernos, no ha sido bastante-mente atendida en Pasto. Debe obligarse á los pueblos á que establezcan y mantengan escuelas públicas, siendo de cargo de los alcaldes hacer que concurran á ellas los niños, sin el menor disimulo. Los institutores deben reunir á una aptitud bien comprobada, honradez á toda prueba ; y para conseguirlo es preciso que no sean mezquinas sus asignaciones. La enseñanza primaria puede reducirse á la lectura, escritura, reglas principales de la aritmética y principios generales de moral, religión y deberes del ciudadano. El conocimiento de estos ramos acompañado del ejercicio de las virtudes del cristianismo, es la base de una civilización bien comprendida.

Conducente al propio fin me parece la concesión de tierras baldías y de exenciones del servicio militar, del trabajo personal y de todo pecho y gravamen por algún tiempo, á los honrados extranjeros que vinieren á establecerse allí, trayendo sus familias ó casándose en el país. No creo como otros, que « la noble y valiente sangre de Castilla se haya empobre-

cido y degenerado en las venas del español americano, y que para vivificarla y hacerla capaz de grandes acciones, deba cruzársela con la de la raza del norte de Europa » ; mas si opino que aparte de la necesidad que tienen de población nuestros ricos é inmensos desiertos, también necesitan nuestros pueblos de ejemplos prácticos de actividad física é intelectual, de espíritu de orden, de asco y de cultura social, para abandonar viejos resabios, salir de su habitual haraganería, fuente de todos los vicios, y templar los resortes del alma.

Cuanto al fomento de intereses en pueblos desidia-  
didos é ignorantes, ello es al principio la obra de un buen gobierno que especula y se enriquece á la par con los individuos. Si se hiciese un contrato con una compañía para la explotación de una de las salinas del cantón de Pasto por cierto número de años, y bajo la condición de que al fin de él se dejarían á beneficio del Gobierno las máquinas, hornos, almacenes, etc.; si se contratara el cultivo del tabaco en algún lugar de la provincia para el consumo de ella y para la exportación al Ecuador, en donde es libre el comercio de este artículo ; y si se concedieran privilegios exclusivos en favor de su industria fabril, tendrían un seguro y lucrativo empleo brazos que hoy no lo tienen, y el tesoro nacional obtendría algunos ingresos de los ramos de salinas y de tabacos que actualmente poco ó nada le producen en los cantones de la provincia de Pasto. A estas medidas de fomento podían agregarse la de

creación de una oficina de fundición y un banco de rescate en Barbacoas, según antes se ha indicado, el establecimiento de una aduana en Túquerres para los efectos llamados comúnmente extranjeros, y otras semejantes; entonces, no hay que dudarlo, aquella provincia no sólo proveería á los gastos de su administración, sino que contribuiría con un contingente considerable para ayudar á cubrir los de la nación. Lo importante sería, sobre todo, que el Gobierno escogiese agentes patriotas, activos é inteligentes que lejos de paralizar la acción benéfica de la ley, la desenvolviesen y auxiliasen.

Estas son las ideas que me ocurren sobre la materia enunciada al principio y que oficiosamente someto á la consideración del Gobierno, por si las encontrare dignas de ocupar la atención del Congreso y del público. Oportuna y aparente es la ocasión actual para adoptar el todo ó parte de ellas, pues creo con seguridad que á cambio de que no se les despoje del dulce y honroso nombre de *granadinos*, no sólo recibirían con gusto los pastusos cualquiera disposición que tendiese á favorecerlos, sino aun los pechos y cargas más pesadas. Por feliz resultado cuento de la revolución que ha conmovido últimamente ese pueblo, el de haberse encontrado un medio suave, un estímulo de afecto para gobernarle y conducirlo por el camino de la dicha. Por lo demás no puede ocultarse á la fina perspicacia de U. S. que si el carácter belicoso de los pastusos ha sido fatal á la Nueva Granada estando sometidos á

sus leyes, él sería una arma fatal en manos de quien armara el sangriento brazo del fanatismo para despedazar á nuestra patria.

Soy de U. S. muy adicto compatriota y obediente servidor.

RUFINO CUERVO.

Al honorable Señor Secretario del Interior y Relaciones Exteriores de la Nueva Granada.

## V

### MEMORIA DE HACIENDA.

[De las dos partes en que está dividida, sólo reproducimos la segunda, que lleva por título *Estado presente y arreglo general de la Hacienda*, y además el capítulo relativo al Crédito Nacional, en atención á los datos que en ambos se encuentran sobre el estado económico y administrativo de la nación al pasar la revolución de 1840; y también por considerar que en uno y otro expone claramente su autor los principios que profesaba en muchos puntos capitales de gobierno. La primera parte trata del cumplimiento que se había dado á las disposiciones fiscales dictadas por la legislatura anterior, y contiene la cuenta del tesoro en el año económico que terminó en 31 de Agosto de 1842].

Entro en la segunda parte de esta exposición, la más difícil y odiosa ciertamente; pero también la más necesaria y urgente. Llamado hace poco tiempo á desempeñar la Secretaría de Hacienda en circuns-

tancias de atrasos y de apuros, cuando la nación se halla flaca y convaleciente, exhausto el tesoro y agobiado con una deuda cuantiosa y sagrada, yo vacilé por algún tiempo antes de aceptar este destino, hasta que mi antiguo y nunca desmentido patriotismo me decidió á sacrificarlo todo al servicio público, mi poca salud, mis intereses y quizá hasta mi propia reputación, aunque alentado con la esperanza de que para llenar tan alta y delicada misión podría contar con la cooperación y apoyo del Cuerpo Legislativo.

Excusado me parece desenvolver á vuestros ojos el lóbrego cuadro que presenta la Hacienda pública : vosotros lo conocéis bien. Creo forzoso no obstante indicaros ligeramente las causas de nuestra penuria, remontándome hasta su origen, y dando una mirada retrospectiva á la Hacienda en los últimos años.

#### SECCIÓN PRIMERA

##### MARCHA DE LA HACIENDA DESDE 1832 HASTA 1839

Al expedir la Convención granadina la ley de 21 de Marzo de 1832, mejoró notablemente la Hacienda nacional, porque dio unidad al sistema de recaudación, centralizó las rentas y puso coto á los despilfarros y malversaciones que habían quedado después de la disolución de Colombia ; mas no hizo, por no ser fácil que lo hiciese simultáneamente, todo

lo que era de desearse, ni puso en la debida proporción los ingresos con los gastos del tesoro. La administración especial de las rentas continuó con los mismos vicios, montada cada una de ellas bajo un sistema incoherente y anómalo, complicado y dispendioso; y nunca, ni aun en los días de bonanza y de respiro de la nación, puede decirse con rigurosa exactitud que los productos correspondientes á un año cubrieron los gastos naturales de la administración. Verdad es que de 1833 á 1835 aparecen éstos inferiores á aquéllos; pero también lo es, primero, que muchas veces figuraron en los cuadros anuales como *sobrantes verdaderos*, lo que no eran sino *existencias*; y segundo, que aquel aumento pasajero de las rentas fue debido en mucha parte al cobro de alcances y de rezagos de deudas atrasadas. Así fue que los ramos de anualidades, medias anatas y mesadas eclesiásticas ascendieron en esos años á una ingente suma, sucediendo lo mismo con el diez por ciento de rentas municipales, con los espolios arzobispales y otros ramos comprendidos bajo la denominación de *hacienda en común*, todos los cuales no debieron haber presentado productos considerables en aquella época, si la recaudación se hubiese verificado cuando éstos se causaron. A mí entonces me tocó, como á otros empleados, el deber de dictar órdenes premiosas para el cobro de éstos y otros créditos atrasados.

Aunque no muy seguro, sin embargo aquel lisonjero balance de nuestras rentas deslumbró á los

legisladores y los condujo á innovaciones peligrosas y no bien calculadas. Suprimiéronse algunos impuestos, como la alcabala, sin reemplazarlos debidamente, y decretáronse nuevos gastos con la creación de jueces letrados y tribunales de justicia no muy necesarios, con el aumento de algunos sueldos y con varias pensiones y retiros. Algún tiempo después hubieron de separarse de la masa común los productos de los ramos apropiados por la ley al pago de intereses y á la gradual amortización de la deuda pública; y entonces se reconoció lo que á un entendimiento perspicaz y previsor no podía ocultarse, á saber: que los productos naturales de la Hacienda no podían bajo el sistema administrativo vigente cubrir los gastos ordinarios del servicio público, y mucho menos hacer frente á los empeños que tenemos con nuestros acreedores.

Ultimamente se presentó la malhadada revolución de 1839, tan apasionada en su origen como criminal en sus medios é impolítica y antipatriótica en sus fines, y puso el colmo á nuestra penuria. Referir los robos y depredaciones á que ella dio lugar, la parálisis del comercio y el atraso de la agricultura, la ruina de la fortuna pública y de las fortunas individuales, las grandes erogaciones hechas para restablecer el orden y la paz, el desorden en la cuenta y razón, en una palabra, la dislocación completa que sufrió el cuerpo social, sería repetir lo que con valiente maestría os han dicho en los dos últimos años el Jefe del Gobierno y los Secretarios del des-



pacho. Hoy, si bien no debemos olvidar tamañas calamidades para prevenir su repetición, nuestros esfuerzos han de dirigirse preferentemente á remediar sus consecuencias más bien que gastar el tiempo en melancólicas y estériles endechas.

Nuestra situación fiscal es triste, pero no desesperada. La Nueva Granada tiene recursos y elementos de riqueza que, bien manejados y dirigidos, pueden proveer á los gastos del servicio público, no menos que á cubrir gradual y sucesivamente nuestra deuda. Ni necesidad hay, por ahora, de decretar nuevos impuestos que, sobre ser de difícil realización y escaso rendimiento, darían margen á quejas y agrias censuras de parte de la clase contribuyente, que pobre y fatigada con la pasada lucha, necesita descanso y holgura. Lo que las circunstancias congojosas del país permiten y la prudencia aconseja, es presentar á la luz pública los graves vicios de que adolece nuestro sistema general de hacienda, dictar medidas adecuadas para destruirlos, y organizar este ramo sobre bases sólidas, claras y sencillas, á fin de aumentar los productos de las rentas existentes y disminuir los gastos actuales de la nación. Tal es el problema á cuya resolución debo excitaros, contribuyendo para ello con mis escasas luces. Mejorar y simplificar la administración en todos sus ramos, aun respetando males y abusos indispensables al orden social, mientras que el tiempo, la civilización, el amor al trabajo, los hábitos de orden y el aumento de población abren nuevas fuentes de riqueza, ha sido

siempre mi punto de partida en negocios fiscales y lo será también en esta vez. Enemigo del espíritu de rutina, tan contrario á toda clase de adelantamientos, lo soy igualmente de reformas prematuras é incon-sultas.

## SECCIÓN SEGUNDA

### CAUSA DEL MAL ESTADO PRESENTE DE LA HACIENDA

Tres son en mi opinión las causas principales del deplorable estado de nuestra Hacienda : 1.ª la oscuridad y complicación de las disposiciones fiscales ; 2.ª la dispendiosa y poco exacta recaudación de las contribuciones ; y 3.ª la falta de buena contabilidad, así en la formación de las cuentas y libros de las oficinas, como en el examen de ellas por parte de la Contaduría general. Desenvolveré y presentaré estas ideas con la misma claridad que deseo se introduzca en la administración de la Hacienda, refiriendo hechos y no teorías, y apreciando las cosas sin ilusiones.

Que nuestra legislación fiscal sea oscura y complicada, es un hecho que se pone al alcance de todos con sólo traer á la vista los volúmenes que la contienen, comenzando por los que heredamos de los españoles y acabando por el que nos dejó la última Legislatura. Encuéntranse en ellos disposiciones aisladas, reformatorias ó adicionales unas, y revocatorias otras ; sin plan, sin coherencia, sin concierto

alguno ; ni podía ser de otro modo, porque siendo obra todas ellas de diferentes individuos dotados de diferentes capacidades y sujetos á diferentes influencias, no podían llevar á la hacienda pública la unidad de pensamiento que á ellos faltaba. Tenemos muchos libros y no tenemos más código que el penal. Hemos marchado de ensayo en ensayo y de reforma en reforma sin mejorar nuestra condición fiscal ; semejantes al hombre débil ó aprisionado que hace esfuerzos impotentes para moverse. En el solo ramo del tabaco no ha habido año, excepto uno, desde que en 1833 se dio su ley orgánica, en que no se haya expedido alguna adicional, la cual ha exigido decretos del Ejecutivo y órdenes circulares, formando todo con las antiguas instrucciones de la renta, que en parte están vigentes, un conjunto heterogéneo y monstruoso. Lo mismo acontece con poca diferencia en los otros ramos. De aquí es que para dictar la resolución más trivial es forzoso consultar y coordinar multitud de disposiciones y formular una *especie de sentencia* ; lo cual sobre ser engorroso, absorbe un tiempo precioso é impide la marcha expedita de la administración. Sin plan, sin sistema, sobre todo sin orden, no hay sencillez ni puede hacerse nada bueno. El orden reemplaza la mitad de los talentos y dispensa de las tres cuartas partes del trabajo ; así como cuando falta, no entienden los negocios ni los que están á su cabeza para dirigirlos, y mucho menos el subalterno á quien debe suponérsele menor capacidad. Forzoso es repetirlo : la legis-

lación fiscal es un caos en que todos estamos perdidos, superiores é inferiores, los profesores del derecho y los que no lo son ; una clase gana solamente : la de los empleados inmorales y astutos que al abrigo de la confusión trabajan, bien por sí mismos, ó bien asociando sus intereses á los de los defraudadores y agiotistas, para hacer su negocio con la más completa impunidad. De España ha dicho un escritor que « semejante al tiempo, recogió para nosotros de « todas las edades y de todos los hombres, las obras « de la demencia y las del talento, las producciones « sensatas y las extravagantes, los monumentos del « ingenio y los del capricho »; y nosotros lejos de deshacernos de tan triste herencia, la hemos conservado en mucha parte, y hemos aumentado su confusión añadiendo nuestras obras hechas como al acaso, sin armonía y sin sistema.

No es menos chocante nuestro sistema de contabilidad, el cual careciendo de un plan bien combinado carece tambien de claridad y de sencillez, sin dar nunca resultados exactos y seguros. La contabilidad general de un Estado debe estar basada en su conjunto y en sus partes sobre las mismas bases que un establecimiento mercantil, como sucede en naciones más civilizadas que la Nueva Granada. Tan notoria es esta verdad y tan manifiesto el desorden indicado, que, persuadidos los legisladores del año pasado de la necesidad de proveer de remedio, expidieron el decreto de 30 de Junio último autorizando al Ejecutivo para nombrar un comisionado que pase á Inglá-

terra y Francia con el objeto de estudiar los métodos de contabilidad que se observan en las oficinas de dichas naciones; medida que, al propio tiempo que confirma la exactitud de mis observaciones, me dispensa de entrar en minuciosas explicaciones sobre la materia.

Lo propio debe decirse de la Contaduría general de hacienda, para cuya marcha y pronto despacho se han expedido varias leyes, ineficaces las más de ellas. El Poder Ejecutivo en uso de sus facultades legales nombró en el año anterior dos comisionados que visitasen aquella oficina; y el informe que han dado es de tal naturaleza, que penetra el alma de un profundo pesar. Faltaban entonces por presentarse mil cuatrocientas ochenta y siete cuentas, inclusive las del último año económico; había ciento cincuenta y una ya examinadas, pero cuyos reparos no habían sido contestados; estaba pendiente el fenecimiento de cuarenta y seis, porque para el examen de la *data* no se habían exhibido los correspondientes recibos de la Tesorería general; y sesenta y ocho se hallaban en estado de que los contadores empezaran á examinarlas. Entre las oficinas que no han presentado sus cuentas, figura la Tesorería general, que sólo ha rendido las correspondientes al segundo semestre de 1832 y al año económico de 1833. Dejo á vuestro examen y consideración el juzgar si con semejante estado de cosas puede saberse el verdadero movimiento de las rentas públicas; si ha habido cumplida recaudación y debida inversión, y si los empleados de hacienda

han llenado sus funciones. Grave y muy serio este mal, él ha sido uno de los asuntos preferentes de las exposiciones de mis antecesores y de diferentes actos del Cuerpo Legislativo; pero ni aquéllas, ni éstos, ni el aumento sucesivo de brazos han sido parte para remediarlo. El mal subsiste; y si bien es cierto que en concepto de algunos quizá no están libres del cargo de haber contribuido á perpetuarlo los empleados de la contabilidad, la causa principal debe buscarse en nuestro complicado sistema de hacienda, en la multitud y oscuridad de las disposiciones fiscales, y en la falta de métodos claros y uniformes de contabilidad. Removidos estos inconvenientes, pues, de la manera que más adelante indicaré, cesará el desorden y aun podrá disminuirse el personal de la Contaduría sin atraso del servicio público y con provecho del erario.

Sin una buena recaudación, se ha dicho con justicia, no puede haber un buen sistema de hacienda, del cual ella es la base y fundamento. En Nueva Granada es lenta y costosa por defecto de las leyes y por defecto de los hombres: sobran resguardos, y al tesoro público ingresan cantidades muy exiguas en comparación de las que deben producir los impuestos nacionales. Por una parte los enormes gastos que causa la recaudación, por otra el contrabando que se hace con descaro y osadía, y últimamente la ignorancia, la desidia y también la mala fe de algunos empleados, todo concurre al más horroroso desgreño, malgastándose ó defraudándose la propiedad

con que debe contribuir el ciudadano para el sostenimiento del Gobierno, bajo cuya sombra goza de libertad y de sosiego. La recaudación del impuesto sobre el tabaco asciende no pocas veces á un cincuenta por ciento; en las oficinas de la renta se hacen frecuentes combustiones del género que resulta inútil; no son pocas las cantidades que se pierden en los trasportes por agua y por tierra; pasan de centenares de miles de matas las plantaciones clandestinas, especialmente en el valle del Cauca; y el comercio fraudulento del género tiene un movimiento quizá tan activo como el que se hace por cuenta de la renta. Poco más ó menos sucede lo propio con los otros ramos de la hacienda nacional. Según datos privados bastante exactos que he recogido desde 1839 para acá, no se introduce en las casas de moneda de la República la mitad del oro que se extrae de nuestras minas: la mayor parte se lleva por alto á los mercados extranjeros. Al mismo tiempo que se extraen fraudulentamente los metales preciosos, se introducen también fraudulentamente mercancías extranjeras por diversos puntos. La contribución decimal, pasando por diferentes manos, queda reducida á una suma de veinte por ciento menos de lo que produce realmente. En una palabra, las rentas nacionales son defraudadas considerablemente en muchos casos, y en otros están sujetas para su producción á desfalcos y gastos que pueden cercenarse; los costos de braceaje y de otras operaciones de las casas de mone-

da, por ejemplo, tal vez podrían reducirse á las dos terceras partes de lo que hoy importan, si se adoptan para reformarlas, medidas radicales y no parciales é insignificantes.

Examinado el sistema de recaudación en sus relaciones con el poder judicial, ofrece un aspecto más triste todavía. Por las leyes, son de naturaleza ejecutiva casi todos los juicios en que tiene interés el fisco, pero las argucias y sutilezas de los leguleyos encuentran medios en una legislación enmarañada para volverlos ordinarios; y ya es sabido que el día que en los juzgados ó tribunales se da un traslado, puede contar el deudor con una espera de cuatro ó más años. Tal es el asombroso espíritu de enredo, no precisamente de los abogados, sino de tanto pendolista y picapleitos que tienen abierto su estudio con descrédito del foro, al cual degradan y prostituyen de una manera vergonzosa. Los negocios así sufren un retardo escandaloso; pudiendo decirse en Nueva Granada con tanta propiedad como en España, que « hay causas civiles que si pudieran trasformarse en monumentos, serían célebres por su antigüedad. »

### SECCIÓN TERCERA.

#### PRINCIPIOS PARA ESTABLECER UN ARREGLO GENERAL EN LA HACIENDA.

Apuntados ligeramente los defectos cardinales de



que adolece nuestra legislación fiscal, se hace necesario que el Cuerpo Legislativo consagre una atención preferente á remediarlos, pero de una manera sólida, clara y general. Es preciso pensar en grande y obrar sobre una extensa base: en una palabra, fijar los principios y poner los cimientos de un sistema de hacienda que, si bien no pueda desarrollarse ahora en toda su extensión, lo sea en adelante de una manera gradual; y que sirva de punto de partida para las mejoras que hayan de hacerse, conservando la unidad de pensamiento que tan necesaria es en este como en todos los ramos de la administración. No hay que olvidar que la administración de las rentas tiene una grande influencia en las virtudes sociales y en las costumbres públicas; y que en la Nueva Granada debe ser un elemento de fuerza y de poder con que cuente el Gobierno para sostener el orden público y desarrollar los elementos de la riqueza nacional. Yo voy á presentaros mi programa para que lo examinéis y lo adoptéis, si es de vuestra aprobación; y de no, acordéis el que mejor os parezca.

Mis principios son los siguientes:

« Las contribuciones deben gravar las rentas de los granadinos; nunca sus capitales y personas. »

« No habiendo en la Nueva Granada una estadística exacta, ó por los menos tan aproximativa á la exactitud como es de desearse, ni siendo fácil por ahora formar los catastros respectivos, deben preferirse las contribuciones indirectas á las directas. »

---

« Con los impuestos que gravan la agricultura propiamente dicha, debe continuar sufragándose al sostenimiento del culto y al mantenimiento de sus ministros. »

« La renta proveniente de alquileres de casas y de réditos de censos impuestos sobre cualesquiera fincas, debe subvenir á la educación primaria. »

« Los ramos que tienen productos eventuales y los que sufren bajas notables bajo el actual sistema de recaudación, deben ponerse en arriendo si éste no ofrece inconvenientes insuperables. »

« Cuando para la producción de algunas rentas nacionales se necesita el empleo de la industria, es preferible generalmente el sistema de contratas de cultivo, de elaboración ó de fabricación. »

« Respecto de aquellas rentas en cuyo establecimiento se ha consultado menos la utilidad del erario que la buena fe y autenticidad de los contratos públicos ó la seguridad y facilidad de las comunicaciones del Gobierno con sus agentes y de los particulares entre sí, deben continuar bajo la inmediata inspección y administración de los empleados de la Nación. »

« Los contratos que celebre el Gobierno en conformidad con las disposiciones legislativas, bien para dar en arrendamiento algunas rentas, ó bien para la elaboración, fabricación ó cultivo de algún ramo monopolizado, no deben estar sujetos á la previa aprobación del Congreso; pero se le dará cuenta de ellos en su inmediata reunión para que

exija la debida responsabilidad si fueren gravosos al erario. »

« Conviene que la Tesorería general, y todas las oficinas de recaudación que deben estar bajo su dependencia, lleven su cuenta de un modo análogo á las de los establecimientos mercantiles. »

« Reducidos los gastos públicos á lo más preciso para la marcha de la administración nacional, debe destinarse el sobrante de los fondos al pago de la deuda pública, sin perjuicio de dar esta misma inversión á los productos de los ramos apropiados á este objeto. »

« Para pago de deudas, lo mismo que para atender á objetos del servicio público, es preferible la asignación de una cantidad fija á la de una parte de una renta eventual. »

Desenvolveré estos principios é indicaré su aplicación, cuidando igualmente de proponer los arbitrios que ocurran al Gobierno para atender á las necesidades presentes, cuyo remedio es urgentísimo.

#### SECCIÓN CUARTA.

##### DE LAS CONTRIBUCIONES EN GENERAL, Y ESPECIALMENTE DE LA DECIMAL Y DE LA URBANA.

Se ha dicho y repetido muchas veces que toda contribución es un mal; mas yo no convendré en

la verdad absoluta de este principio que, enunciado enfáticamente y puesto en circulación, puede dar ansa al contrabando ó relajar por lo menos la obligación de contribuir para los gastos públicos presentándola con un carácter odioso. Si son un mal las contribuciones por cuanto ellas causan un desfallo á la propiedad, también lo son los demás gastos que hace el hombre en el estado de sociedad, tales como el de pagar el alquiler de una casa, el de vestirse decentemente, etc.; pero esto no es así. De la misma manera que el trabajo es una condición forzosa de la vida, lo es también el deber de contribuir para el sostenimiento del Gobierno que garantiza el fruto del trabajo y el goce de los bienes sociales. El deber del legislador en este punto está reducido á no establecer impuestos que obstruyan las fuentes de la riqueza pública, que afecten los capitales, que destruyan la igualdad, ó que sean degradantes y oprobiosos como el tributo personal que pagaban los indígenas.

Si posible fuera establecer un solo impuesto bien combinado con los recursos del pueblo, repartido con rigurosa proporción entre las fortunas particulares y poco gravoso á éstas, sería éste un excelente y expeditivo medio para atender á los consumos públicos y simplificar la administración; pero semejante pensamiento es una verdadera utopía, no practicable ni en naciones civilizadas y antiguas, cuanto menos en la Nueva Granada, en donde todo está por hacerse, todo está por crearse.

La contribución directa, aunque justa y basada en los sanos principios de igualdad, supone para su establecimiento la formación de catastros que en muchos años no tendremos, y un grado de civilización en el pueblo que todavía está lejos de haber adquirido. Ella, pues, si ahora hubiera de establecerse, correría la misma suerte que tuvo la que decreto en días de gloria, de ilusiones y de engañosas esperanzas el Congreso constituyente de 1821.

Las contribuciones indirectas, á cuya clase pertenecen casi todas las establecidas por el Gobierno español y que nosotros hemos conservado, tienen sus inconvenientes ; pero en compensación reúnen las ventajas de que se pagan cuando el contribuyente tiene más facilidad de hacerlo, de que no dan lugar á indagaciones odiosas de las fortunas individuales, y aun de estimular algunas veces á la industria según la opinión de un moderno economista. Entre nosotros es de agregarse la circunstancia de estar consagradas por el hábito y la costumbre, consideración que debe pesar en el ánimo del legislador de un pueblo mal enseñado, á quien no puede encaminarse por la senda de las mejoras sin hacerse alguna concesión á sus preocupaciones. Creo así que sería peligroso suprimir tales contribuciones, no habiendo otras realizables con que reemplazarlas.

El impuesto decimal con que está gravada la agricultura para atender á los gastos de la religión, es uno de los más antiguos que tiene la nación española, bajo cuya dominación tenía grandes rendimientos en

la época colonial de estos países. Después de nuestra emancipación política, ellos han ido decayendo á pesar del aumento de población y de los progresos de la agricultura, no sé si por haberse debilitado la creencia religiosa en que se apoya el impuesto, ó por influir en su recaudación las mismas causas que han disminuido los productos de las otras rentas. Pienso, sin embargo, que es indispensable conservarlo, bien que mejorando y simplificando su administración, y asegurando de un modo fijo su inversión. El sistema de arrendamiento, tal como hoy existe, es funesto á la Hacienda pública sin dejar de ser vejatorio á la clase agrícola ; por cuanto pasando los productos por muchas manos, es mayor el número de las quiebras y de las pérdidas. Si paga con puntualidad el rematador de la vereda, no hace otro tanto de su parte el colector ; resultando de aquí que todo se convierte en ejecuciones y pleitos interminables. En el estado de desmoralización á que hemos llegado, el riesgo de perder está en razón directa del número de especuladores fiscales con quienes tratemos. Quizá, pues, sería conveniente que los remates de diezmos se hiciesen por provincias ó cantones siempre que no fuesen inferiores á la suma de los de las veredas y parroquias en un año común. Por este medio se cortarían también otro abuso no menos perjudicial, á saber : el de trasladarse de un distrito parroquial á otro los ganados de cría con el objeto de eludir el pago del diezmo á ciertos rematadores de veredas.

La adopción de esta idea llevaría consigo la de otra

de no poca utilidad. Como rematados en su totalidad los diezmos de una provincia ó cantón faltaban los datos para hacer la correspondiente distribución de novenos entre los curas, sacristanes mayores y fábricas de las iglesias, se hacía forzoso señalar rentas fijas á estos partícipes, lo mismo que á los hospitales y dignidades eclesiásticas, tomando por base para el efecto la distribución de un año común sin deducción alguna. Los empleados en el culto contarían entonces con una congrua segura, sin estar expuestos á rebajas y contingencias casi siempre perjudiciales. Ya en la Nueva Granada se han hecho iguales asignaciones á algunos obispos y canónigos, y no han sido mal recibidas. Como en lo sucesivo no habría necesidad de hacerse el cuadrante, ese documento tenebroso pocas veces comprendido ni de los mismos que lo aprueban, se haría también innecesaria con el tiempo la tesorería del ramo: las de hacienda recaudarian directamente el valor de los remates, verificarían el pago á los partícipes como á los demás empleados, y habría economía de tiempo, de brazos y de dinero y un sistema claro y sencillo de administración. Este arreglo podría comenzar á tener efecto desde el 1.º de Septiembre de 1844, día para el cual habría de hacerse una liquidación y pago por la tesorería de diezmos de lo adeudado á los partícipes. Respecto de las deudas atrasadas sería conveniente disponer de la manera que adelante indicaré.

Pudiendo suceder que la idea propuesta alarme

las conciencias y los intereses de quienes crean que con ella quedan secularizados del todo los diezmos, ninguna dificultad hay para que se invierta la medida, y se disponga que conservándose las tesorerías del ramo, distribuya el prelado diocesano con su capítulo los productos decimales conforme á derecho, asignándose previamente una cuota fija anual al Estado por el haber que le corresponde, tomando por base un año común, y sin perjuicio de los derechos que le competen á las vacantes mayores y menores. Como lo importante y lo del caso es tener datos ciertos y seguros para los cálculos y combinaciones fiscales, lo mismo es que la asignación fija se haga al Estado que á los otros partícipes en la contribución decimal.

Supuesta la necesidad de conservar la contribución decimal sobre los frutos de la tierra, la justicia exige que ciertas rentas que nada pagan contribuyan también para el servicio público. Si los agricultores sostienen el culto y los ministros, justo es que los dueños de casas y de censos impuestos sobre cualesquiera fincas sostengan la educación primaria, cuyo objeto después del de la religión es el más sagrado en el orden social. Hoy es un principio reconocido que el Gobierno tiene obligación de hacer educar á los niños proporcionándoles la enseñanza de ciertos rudimentos ; pero como toda obligación lleva consigo un derecho, el Gobierno tendrá el de exigir del público la cuota correspondiente á este objeto ; porque no siendo un ente extraño á la sociedad, ni



formandose el tesoro público con rentas bajadas del cielo, sino con una parte de las fortunas individuales, deben éstas erogar las debidas sumas con las cuales se establezca y sostenga un buen sistema de enseñanza, sin abandonar ese importante ramo á los caprichos, al egoísmo y a la inconstancia de los vecinos de los lugares, bajo cuyo cuidado é interés no han podido sostenerse las escuelas, y no han dado los frutos que eran de desearse.

La ley de 29 de Mayo de 1841 corroborada por el decreto legislativo de 23 de Junio de 1842 estableció una contribución temporal *directa* dividida para su cobro en *personal, rural, urbana é industrial*, la cual no se ha llevado á efecto por los trastornos y vaivenes políticos del país, y hoy quiza seria mejor reducirla á *urbana y censual*, aumentandola á una vigésima parte de la renta anual, es decir á la modica cuota de un dos y medio por ciento, y dándole un carácter de perpetuidad, con el objeto de montar con sus productos escuelas dignas de este nombre y pagar puntualmente á sus preceptores. Esta contribución, aunque *directa*, no pesa sobre la agricultura ya demasiado gravada con otros pechos, ó sobre nuestra naciente industria, ni requiere la formación de un catastro general difícil de obtener, ni lleva consigo las indagaciones odiosas é ineficaces que tendrían lugar si pesara sobre la industria y otros objetos. Siendo fijos los réditos de los censos y teniendo pocas alteraciones los alquileres de las casas, se obtendrían con facilidad estos datos y se aseguraria el pago del

impuesto sin vejación ni extorsión. Ultimamente no sería insignificante, en un país que ha proclamado los principios de igualdad y de justicia, el igualar en el pago de los tributos públicos á los que más disfrutan de los bienes sociales sin ningún desfaldo ni sacrificio. El cobro de esta contribución pudiera hacerse por arrendamiento para que fuese efectivo, tomándose previamente por el Gobierno medidas adecuadas para impedir injusticias, vejaciones y atropellamientos de los rematadores. La parte del producto de ciertas rentas nacionales aplicada hoy á la enseñanza primaria, que sobre ser de poca monta, complica la cuenta y razón de las oficinas, debería ingresar á la masa común sin aplicación especial. En cuanto á los fondos destinados por las leyes de la Nueva Granada para el propio objeto, diré en su oportuno lugar lo que con ellos convendría hacerse.

#### SECCIÓN QUINTA.

##### DEL ARRENDAMIENTO DE LAS RENTAS NACIONALES.

Para la recaudación de otras rentas debe emplearse igualmente el sistema de arrendamiento, el cual si bien presenta algunos inconvenientes en su ejecución, no son inevitables ni de tal naturaleza que por ellos debamos renunciar á la ventaja de hacer cierto y efectivo el cobro de los impuestos. En esta, como en otras materias económicas, no puede establecerse

un principio absoluto y de aplicación general. En España causó gravísimos males al erario y á la nación el sistema de arrendamiento desde el siglo XII hasta el XVIII en que hubo de suprimirse ; pero esto fue debido al poco discernimiento con que se sujetaban todas las contribuciones á la pública subasta y al modo como se otorgaban las escrituras, según afirma un hábil economista español. Años adelante la experiencia hizo conocer los abusos y distinguirlos del buen uso, y fue restablecido para ciertas rentas en los términos y bajo las condiciones que expresan las leyes castellanas que tratan de la materia. Viose entonces que el arriendo hace efectiva la cobranza de los tributos, asegura los ingresos en tesorería, pone en circulación los capitales de los hombres de negocios, y sobre todo es un remedio heroico para lograr una segura percepción de los impuestos, cuando por *debilidad* de los gobiernos, por falta de pudor y de conciencia de los defraudadores, ó por la desidia y mala fe de los recaudadores han bajado los ingresos. Respecto de aquellas rentas, en especial las recién establecidas, ó cuya recaudación se ha desmoralizado, es de grande utilidad y provecho para la nación, porque el interés individual anima la flaqueza de la acción administrativa. Aun cuando no tuviera otra ventaja que la de hacer conocer fijamente el producto anual de las rentas, á fin de nivelar por él los gastos públicos, debería adoptarse sin vacilación como un principio de economía en un país que tiene empeños sagrados con sus acreedores.

## SECCIÓN SEXTA.

## DEL SISTEMA DE CONTRATAS.

Semejante al sistema de arriendo en sus ventajosos resultados, pero con menores inconvenientes, el sistema de contratas de fabricación, de elaboración y de cultivo asegura los productos de las rentas, fijando los gastos de producción. Se ha dicho, y así es la verdad, que los gobiernos son malos administradores, porque no encuentran en sus empleados el celo, la eficacia y el espíritu de economía que requiere el manejo de los negocios, y por eso se profesa y practica hoy la máxima de hacer marchar unidos los cálculos fiscales con los de los hombres acaudalados. En prueba de los útiles resultados que ella ha tenido entre nosotros, véase lo que sucedía antes con la renta de salinas, lo que sucede ahora y lo que sucederá más tarde cuando terminen los actuales contratos. Basta leer los informes dados á la corte de Madrid por los visitadores de rentas y últimamente por el general expedicionario Don Pascual Enrile, para conocer hasta qué punto llegaban los despilfarros y malversaciones en las salinas de Zipaquirá, Nemocón y Tausa, aun bajo la vigilancia y tremendo poder de los mandatarios españoles, y los escasos rendimientos que dejaban, comparados con los que tienen después de celebrado el contrato de

El sistema de esta renta debe ser regulado en una manera y de una manera que sea una verdadera parte para el Estado del sector público. Esta debe consistir de un contrato a largo el camino de las mejoras positivas, sin un riesgo de perder las mercancías intervenciones de la malvalía. Seguir exponiendo a que raras debe aplicarse a cualquier aplicación el sistema de arrendamiento, a cuales el de contratos de fabricación, explotación o cultivo y a cuales uno y otro.

#### SECCION SEPTIMA.

##### RENTAS DEL SISTEMA DE ARRENDAMIENTO A VARIAS RENTAS. ENTRAN LAS RENTAS MENORES.

*Aguardientes.* — La ley de 12 de Junio del año anterior reorganizó esta renta, y dispuso que fuese puesta en arrendamiento bajo ciertas formalidades y condiciones. En mi concepto ninguna variación conviene por ahora hacer en este punto, pues todavía no hay tiempo para conocer los efectos de la ley. Importaría si que se expidiese una disposición declarando que la venta por menor de licores extranjeros como el brandi, aguardiente de uva, coñac, mistelas, etc. debe pagar el derecho de patente. Fúndome para ello, primero, en que si es cierto que los licores extranjeros están gravados con los derechos de importación, también lo están los nacionales con el

de destilación, y no hay ninguna razón para que no lo estén unos y otros con el de venta por menor; y segundo, en que respecto de ambos milita para su gravamen el principio de moralidad que aconseja poner trabas al uso de todo licor, como un medio de extirpar el detestable vicio de la embriaguez.

*Diezmos.* — Tampoco debe hacerse ninguna novedad en el sistema de arrendamiento de esta renta, sino es la que antes he apuntado, á saber: la de que en lo sucesivo se hagan los remates por provincias ó cantones y no por distritos parroquiales ó veredas.

*Contribución urbana.* — Caso de que la legislatura tenga por conveniente reducir y limitar la contribución directa establecida por la ley de 29 de Mayo de 1841 á los alquileres de casas y réditos de censos, debería asegurarse su cobro por medio de asientos; así porque siendo de nueva creación no es fácil al Gobierno el plantearla, como porque solo el ojo perspicaz del interés individual, auxiliado del poder público, puede descubrir y fijar las rentas sujetas á la contribución.

*Aduanas.* — No vendría mal á esta renta la aplicación del sistema de arrendamiento, como medio eficaz de disminuir el contrabando que se hace en diferentes puntos y por diferentes causas; pero son tales los inconvenientes que por otra parte él traería consigo, relacionados con los intereses del comercio, con la policía de los puertos y hasta con la seguridad exterior, que debe renunciarse á tan arriesgado proyecto. Creo así que es de mantenerse la adminis-

tración, por lo menos en las aduanas mayores; bien que será indispensable para moralizarlas y hacer efectiva la percepción de este impuesto, dictar medidas adecuadas al efecto; una de ellas la de reunir en un solo cuerpo las diversas disposiciones que arreglan el ramo.

Desde 1838 formó con este objeto el Consejo de Estado un proyecto de ley, que contenía disposiciones bastante acertadas, el cual desgraciadamente no fue adoptado por la Legislatura. Hoy existe igualmente un proyecto semejante presentado á la misma corporación por uno de sus más ilustrados y distinguidos miembros; mas como puede suceder que por falta de tiempo ú otros motivos corra la misma suerte que el primero, llamo la atención del Congreso hacia aquellos puntos que la demandan con más preferencia.

De primera necesidad considero consolidar en uno solo los diferentes derechos que se cobran en los puertos de la República, tanto secos como de río y de mar. Económicamente hablando, sería mejor establecerlos *ad valorem* para evitar las variaciones y cambios de aranceles; pero esto no es posible en Nueva Granada por carecer en los puertos extranjeros con quienes hacemos el comercio, de agentes consulares que certifiquen las facturas. Es forzoso, pues, conservar el sistema de aranceles con la *especificación* que adelante indicaré, haciéndose para ello por el legislador la debida clasificación de los efectos y mercaderías, y enumerando los que deben pagar

un derecho *específico*; refundiendo en uno, no solamente el derecho de importación asignado á cada clase, el dos por ciento para pago de sueldos militares, y el de alcabala, sino el consular ó de caminos y el de San Lázaro, pues aunque estos dos últimos tienen una aplicación especial, allánase la dificultad que esta circunstancia presentaría, con señalar anualmente á las provincias y á los hospitales de leprosos una cantidad fija, tomando por base los productos de los dos ramos en un año común. La misma asignación puede y debe hacerse para pago de sueldos atrasados de los militares, estableciendo el fondo de amortización de que hablaré en su lugar. No es conveniente bajo un sistema de administración sencillo y uniforme aplicar sumas eventuales para ningún objeto: esto complica la cuenta, aumenta el trabajo, hace difícil la formación de los presupuestos anuales, é impide calcular sobre datos ciertos los gastos y marcha de las empresas y de los establecimientos. Todo debe ser fijo en lo posible; nada eventual; nada hipotético. Este es el principio que me ha guiado al proponer rentas fijas para el culto y sus ministros; y para que arreglándose una contribución para el sostenimiento de las escuelas, vuelva á la masa común de los fondos públicos la parte eventual que de ellos se ha separado para aquel objeto; y este principio lo creo exactamente aplicable al ramo de aduanas, lo mismo que al de aguardientes, del cual se deduce una quinta parte para las rentas comunales, una décima para las casas de reclusión, y uno y



tres cuartos por ciento para lazaretos; debiéndose sustituir estas asignaciones eventuales con otras fijas equivalentes.

Igual refusión podría hacerse de los derechos de tonelada y anclaje, respecto de aquellos puertos en que se causan. Así los introductores tendrían datos ciertos para sus cálculos y se disminuiría notablemente el trabajo de los empleados, quienes podrían en lo sucesivo consagrar mejor el tiempo á otras atenciones del servicio. Respecto de los derechos de práctico y capitán del puerto no hay para qué hacer novedad.

Es importante también expedir una disposición que tienda á asegurar los derechos del Estado en los comisos aprehendidos. Bien sabido es que por condescendencias indebidas, por confabulaciones vergonzosas ó por una compasión mal entendida se rematan éstos en el mismo defraudador por una cantidad tan pequeña que el Estado no se cubre, con la parte que le toca, de los derechos que le habrían correspondido si no se hubiese cometido el fraude. Creo pues que debe disponerse por punto general que del valor de los remates de los efectos decomisados se deduzcan previamente los correspondientes derechos de aduana, y el resto se divida y distribuya conforme al proyecto del Consejo de Estado.

Otra medida no menos saludable es la de que cuando para los casos de controversia entre el administrador de la aduana y el interesado se nombren peritos que decidan sobre la naturaleza y calidad de

algunos efectos, y la decisión fuere contraria al fisco, se remitan por conducto del Gobernador respectivo muestras de tales efectos al Poder Ejecutivo, para que mande hacer, si lo juzga necesario, un nuevo reconocimiento por los comerciantes de la capital y disponga el juzgamiento de los primeros peritos si resultare que han faltado á la verdad. Por más dura que parezca esta disposición, ella es indispensable al tratarse de poner freno á hombres que por consideraciones personales ó por la esperanza de reciprocidad sacrifican su honor y su conciencia. No son raras en nuestras aduanas decisiones de esta clase, iguales á aquéllas de Cervantes en que se falló *que era jaez una albarda y yelmo una bacía*. Aunque en esta materia no se atravesase el interés del fisco, debería tenerse presente el principio de moral para prevenir actos indignos de la buena fe que debe marcar la conducta del comerciante.

El proyecto formado por el Consejo de Estado contiene una disposición de rigurosa justicia y utilidad, á saber, la de la libre circulación de las mercancías extranjeras en el interior de la República. Yo no puedo convenir en que el registro de éstas y la presentación de guías en el tránsito ó lugar á donde se dirigen sea un remedio eficaz para impedir el contrabando : los que lo hacen introduciéndolas furtivamente en los puertos tienen sobrada astucia para burlar la vigilancia de uno que otro empleado celoso que se encuentra en medio de nuestros despo- blados y desiertos. Así, los que sufren las moles-

tias y perjuicios de la detención son los comerciantes honrados que andan por el camino derecho. Guárdense nuestras costas y fronteras, cumplan con sus deberes los empleados de aduana, persígase con celo á los introductores clandestinos; y entonces nada impide que se establezca el principio de que las mercaderías importadas legítimamente deben circular en el país con absoluta libertad sin ser registradas ni detenidas en ningún punto, á no ser que carezcan de los marchamos que deben ponerse á los tercios por las aduanas para su primera internación, y nada más que para este efecto. El Gobierno solicita del cuerpo legislativo esta medida protectora del comercio, al cual conviene quitar toda traba inútil ó perjudicial.

En algunos puertos de la República se hallan establecidos almacenes de depósito, bajo la inspección de los administradores de la renta; pero estos establecimientos, aunque reconocidamente útiles no precisamente ahora sino para en adelante, no dejan de ser gravosos al erario. Mantiénense en ellos por largo tiempo los efectos extranjeros, y la cuota que pagan al tiempo de su extracción no indemniza debidamente los costos y trabajo del depósito. Opina el Gobierno que puede fijarse el tanto por ciento expresado en el proyecto del Consejo de Estado, pagadero en plazos fijos á fin de impedir que sea indefinido el tiempo del depósito con quebranto de los intereses fiscales. También es conveniente permitir la entrada de los dueños ó consignatarios de

las mercancías depositadas á los almacenes, siempre que quisieren mostrarlas para promover su venta, con tal que lo hagan acompañados de un empleado de la renta. Así se practica sin ningún inconveniente en los puertos de depósito de las primeras naciones comerciales.

Hay en Nueva Granada algunos puertos, especialmente secos y de ríos, que yo llamaré *menores*, habilitados para la importación, de los cuales unos no cubren con los derechos de las mercancías introducidas los costos de la aduana, y en otros no se halla ésta debidamente establecida, y por lo mismo no se obtienen ningunos ingresos. Respecto de tales puertos no hay, para dar en arriendo los derechos de aduana, las dificultades que presenta este sistema en los puertos mayores. Si son pequeños los productos del derecho de importación, ésta es una prueba de que el comercio por tales puntos es insignificante y entonces ningún daño causan los arrendadores á esta fuente de riqueza; y si son crecidos no hay razón para que la República sea defraudada en el pago de ellos, ni se encuentra por ahora otro medio que el del arrendamiento para asegurar su percepción. Juzgo así que el Ejecutivo debe estar autorizado para dar en arrendamiento los derechos de importación en los puertos en que lo estime necesario, pudiendo nombrar para cada uno de ellos un inspector dotado competentemente que dirima las diferencias que se susciten entre los introductores y arrendadores, y tomando las demás medidas con-

ducentes á impedir las demasías, y todo motivo de queja ó agravio. El Gobierno usará con tino y medida de esta autorización, la cual servirá cuando menos de estímulo á los actuales empleados de las aduanas menores para ser más solícitos en el desempeño de sus funciones.

Para aquel y otros objetos debe la ley hacer enumeración y clasificación de los puertos habilitados para la importación, de los de depósito y de tránsito y de los de exportación, debiendo figurar entre los primeros el de Sabanilla conforme al decreto legislativo de 1.º de julio del año anterior, en cuya ejecución se ocupa con celo el Gobierno; y al efecto se han mandado por mi despacho hacer los debidos reconocimientos y levantar los planos convenientes.

Estas disposiciones y las relativas á creaciones y dotaciones de empleados; á especificación de los efectos de prohibida importación; á imposición de penas y enjuiciamiento sumario ú ordinario para imponerlas; á nacionalización de buques y formalidades para navegar; y á los plazos para pago de derechos é intereses de demora, son las más indispensables y urgentes que debe dictar el Poder legislativo. Al Ejecutivo debe dejarse todo lo reglamentario, es decir cuanto tenga relación con los procedimientos, los medios, los requisitos y formalidades conducentes á llenar las altas y generales miras del legislador. Así, á él debe competer fijar las reglas para la entrada, visita y descarga de buques, embarque y desembarque de mercancías, examen de ellas y de

---

facturas, depósito y tránsito de efectos extranjeros, modo de hacer el comercio de cabotaje y con los indios salvajes, arqueo de buques y contabilidad de las aduanas, todo según las circunstancias particulares de los lugares y de los tiempos. Asimismo habrá de ser de su incumbencia formar, circular y cambiar en sus casos el arancel, el cual debe contener no el precio del artículo ó efecto, sino el derecho que le está asignado, según la base establecida por la ley y el avalúo específico que habrá de practicarse previamente de orden del Gobierno. De esta manera en cualquier país en que se encuentre el comerciante sabe fijamente lo que tiene que pagar, y á la administración de la aduana es más fácil hacer la liquidación, evitando dilaciones perjudiciales. Como un arancel es obra larga y minuciosa, y está sujeta á variaciones, no puede ser por ahora materia de trabajos periódicos del Cuerpo Legislativo, en medio de los muchos é importantísimos negociados que la Constitución pone á su cuidado. Mediante esta última consideración quizá no habría necesidad de discutir para intercalar en la nueva ley de aduanas, aquellos artículos vigentes que están esparcidos en diferentes colecciones de leyes, y que han sido adaptados y coordinados en el proyecto del Consejo de Estado.

## SECCIÓN OCTAVA.

APLICACIÓN DE LOS SISTEMAS COMBINADOS DE ADMINISTRACIÓN, DE ARRENDAMIENTO Y DE CONTRATAS Á VARIOS RAMOS.

*Impuestos sobre los metales preciosos.* — Bajo esta denominación hablaré no solamente de los derechos de quinto y fundición del oro y de la plata, sino también de las utilidades que deja á la República la amonedación de estos metales.

La minería debe considerarse como una de las fuentes más positivas de la riqueza pública, y como uno de los ramos cuyo impuesto deja pingües rendimientos al erario.

Al repasar la historia de nuestro comercio desde que con la adquisición de la independencia abrimos nuestros puertos á las naciones para quienes los tenía cerrados la política celosa del gabinete de Madrid, reconoceremos fácilmente que el oro y la plata son casi los únicos artículos que hemos dado en cambio de las manufacturas y de los frutos extranjeros; no precisamente porque ellos sean los solos productos de Nueva Granada, sino porque son los únicos que actualmente no temen la concurrencia en ningún mercado. Medran en efecto y crecen con lozanía el cacao, el añil, el algodón y el café de superior calidad; tenemos excelentes maderas de construcción y de ebanistería; gomas y resinas exquisi-

tas ; el azúcar es justamente ponderado ; y los ganados vacuno y lanar son bastante numerosos para proporcionar cueros y lanas exportables. Pero á pesar de esto, no podemos lisonjearnos de obtener grandes utilidades de la exportación de estos artículos, por no poder entrar ahora ni en algunos años en competencia con los iguales de otros pueblos de América, que por su mayor proximidad á Europa y á los Estados Unidos, por tener una agricultura más adelantada, porque son más fáciles sus vías de comunicación, por pagar menos derechos de importación en los puertos extranjeros, y por otros motivos, pueden darlos á precios muy baratos ; y si es cierto que alguna vez se ha notado demanda del azúcar granadino, por ejemplo, la causa de ello ha sido, bien el haberse perdido las cosechas en otras partes, ó bien la guerra ú otras causas transitorias. Así, éstos son casos excepcionales que no prestan datos seguros para formar cálculos acertados. El oro y el tabaco son y serán por muchos años los renglones principales, y quizá exclusivos, con los cuales nos proveamos de los efectos extranjeros y saldemos nuestras cuentas.

No temo incurrir en la nota de visionario al asegurar que las minas de oro de Nueva Granada no son menos abundantes y ricas que las de Méjico y el Perú. Aquéllas han hecho mas ruido y han excitado más la codicia europea, porque cuando Hernán Cortés y los Pizarros conquistaron esos países, los encontraron en un estado de civilización bastante avanzada, con algún conocimiento de las artes, descubiertas y



explotadas ya las minas de oro, aplicado este metal á varios usos, y reunidas enormes sumas en los palacios y en los templos. En Nueva Granada por el contrario, sus antiguos habitantes, aunque no tan estúpidos y crueles como los de las Antillas, estaban sumidos en la más profunda ignorancia y desidia, y no llamaron por sus riquezas la atención de los Reyes castellanos. De ahí nació que ningún fomento se dio á su minería, en tanto que para Méjico y para el Perú se dieron ordenanzas especiales y se nombraron comisionados científicos que hiciesen exploraciones y planteasen métodos fáciles de explotación. Después de nuestra emancipación política, triste es pero necesario decirlo, poco ó nada se ha hecho para alentar la minería en Nueva Granada. En 24 de Octubre de 1829 expidió el Libertador el decreto que está todavía vigente, el cual contiene disposiciones utilísimas, pero presenta el inconveniente de concluir refiriéndose á la ordenanza de minas de Nueva España, que sobre no ser aplicable en todas sus disposiciones á la Nueva Granada, no se ha cuidado de reimprimirla y circularla; por lo cual son pocas las personas que la conocen. Los considerables progresos que en este ramo se han hecho en la rica provincia de Antioquia, se deben menos á las medidas protectoras de la ley que al genio especulador de sus activos y laboriosos habitantes. El Gobierno, que se ocupa hoy en arreglar y dar impulso á los elementos efectivos de riqueza nacional, espera que la actual legislatura echará las bases sobre las cuales

haya de formarse una ordenanza de minas semejante á la expedida para Nueva España, ó al código de minas de Bolivia, tomando de ambos lo que sea adaptable á la Nueva Granada. No es poco arduo ese trabajo, pero el Ejecutivo ofrece su cooperación, contando igualmente con la del Consejo de Estado.

En otra parte de esta exposición queda indicado el escandaloso contrabando que se hace á la República con la extracción clandestina del oro sin amonedar, punto en que me parece superfluo extenderme más, siendo como él es notorio á los miembros del Cuerpo Legislativo y á toda la Nueva Granada. Muchas son las medidas que se han ensayado por el Congreso y por el Ejecutivo para contener este cáncer que ofende la moral y defrauda al erario en una de sus rentas más cuantiosas, pero todo ha sido en vano; el mal sigue en progreso, y yo no encuentro otro remedio para atenuarlo, por lo menos, que llamar en auxilio del fisco al interés personal. Propone pues el Gobierno que establecidas oficinas de fundición en todos los cantones mineros en que se crean convenientes, en cada uno de ellos se rematen los derechos de quinto y fundición por el término de tres años, siendo obligación del rematador hacer los gastos de la fundición, y cuidando el Gobierno de tomar las medidas convenientes para que no se mezclen materias extrañas al oro en el acto de fundirlo, ó se perjudique de cualquiera otra manera á los particulares. Los rematadores serán coadyuvantes del fisco en la persecución del contrabando, suplirán la

desidia ó falta de moral de los guardas, gente de ordinario corrompida y venal, destruirán el hábito del fraude que cada día se arraiga más y asegurarán un ingreso fijo al tesoro.

Interesantísimo sería que se estableciesen casas ó bancos de rescate : y si bien es cierto que hoy no es fácil esto, ni hacedero en todas las provincias mineras por falta de fondos, puede y debe serlo en el cantón del Nordeste y en el de Barbacoas, los cuales por la distancia á que se hallan de las casas de moneda, y por las facilidades y fuertes estímulos que hay en ellos para hacer el contrabando, exigen una particular atención. Con tal objeto podría excitarse el espíritu de empresa de una compañía ó de un particular, que, asociando su interés al del Gobierno, proveyese de fondos al banco y tuviese una parte en las utilidades de la amonedación, adicionándose así la ley de 28 de Julio de 1823. Se pondría un ensayador que ensayase las barras que hubiesen de rescatarse, y un director que, asociado con el agente de la compañía empresaria, las recibiese, las remitiese á la casa de moneda, cuidase del empleo de los fondos y llevase la cuenta. Introducidas las barras en la respectiva casa de moneda serían ensayadas segunda vez, se liquidarían las utilidades de la amonedación, y por el monto de éstas y el capital se girarían libramientos contra los fondos nacionales existentes en las provincias de Pasto y Antioquia, si los había, ó se verificarían las correspondientes remesas del producido. De esta manera el oro que

se saca de las minas del Sudoeste de la República no se iría sin pagar ningunos derechos á los mercados de Chile y del Perú ; y el que se extrae de Yolombó, Remedios y Zaragoza, en el Nordeste, no serviría, haciéndose el mismo fraude, para el cambio de víveres y de mercaderías con los especuladores de las provincias de Cartagena y de Mompox ; evitarían los particulares los riesgos y costos de conducción ; se quitaría todo motivo ó pretexto de hacer el contrabando ; y por último se haría un ensayo poco ó nada peligroso de los bancos de rescate que en otras naciones americanas dan excelentes resultados, y que algún día deben extenderse y tomar vuelo en la Nueva Granada. En negocios de esta clase, que presenten identidad de principios, de intereses y de necesidades, considero tan útil la imitación de las prácticas de nuestros hermanos de América, como perjudicial é indiscreta suele ser la de algunos usos y leyes de Europa.

No basta que con la persecución activa del contrabando se aumenten las introducciones de oro y plata en las casas de moneda, si las operaciones de éstas han de ser siempre tan dispendiosas como lo son en la actualidad. El artículo 2.º del decreto legislativo de 3 de Junio del año anterior autorizó al Ejecutivo para introducir en lo económico de aquellos establecimientos, todas las reformas necesarias para mejorarlos ; en cuya virtud se ha invitado ya á una contrata general para las operaciones tanto de la casa de moneda de Bogotá como de la de Popayán. El Gobierno,

que desea que las reformas sean generales y radicales, está dispuesto á contratar la amonedación del oro y de la plata en todas sus partes y pormenores, es decir desde la entrega de las barras ensayadas, hasta su devolución convertidas en monedas de las especies que se estipularán; con lo cual se pondrá término á inveterados despilfarros y cucañas, crecerá el producto liquido de la amonedación y se obtendrá una grande economía en el pago de sueldos fijos y eventuales, disminuyéndose los empleados, los cuales habrían de quedar reducidos á un inspector contador, á un tesorero y á dos ensayadores, cuyas funciones detallará el Gobierno con arreglo á las contratas que celebre. Todavía no han ocurrido licitadores para esta empresa, acaso por falta de tiempo, ó porque no se han borrado las desfavorables impresiones que dejaron los trastornos pasados; pero se repetirán las invitaciones dentro y fuera del país hasta llevarla al cabo. Negocio es éste que no perderá de vista la Administración, no sólo por un principio de economía en los gastos de amonedación, sino por el interés que tiene el público en que mejorándose la moneda, se dificulte su falsificación. Rubor causa informar al Congreso que por un exceso de inmoralidad é infame codicia de algunos granadinos, han tomado como lícita é inocente ocupación falsificar la moneda en la República, ó traerla ya falsificada en el exterior; mas por lo mismo que el mal es tan grave y que afecta tan de cerca los intereses individuales, debemos denun-

ciarlo á la execración general y acordar sus remedios curativos; uno de ellos el de mejorar las monedas, para que al menos sea fácil distinguirlas de las falsas, nunca comparables con las legítimas cuando éstas son hechas con todas las reglas del arte.

Sería conveniente también que con los empresarios de la fabricación de la moneda se contratase la purificación, afinación y amonedación de la platina, uno de los más preciosos productos de nuestra patria y exclusivo del suelo granadino en el continente americano. El Congreso de Colombia expidió sobre esta materia una ley en 17 de Mayo de 1826, la cual, si no se ha llevado á efecto, no es porque sea insignificante la platina que se extrae de nuestras minas, sino por otras causas muy diferentes, que ahora pueden desaparecer por medio del sistema de contrata.

Por último debiera figurar en la de fabricación de moneda el establecimiento de oficinas de apartado, empresa de grande utilidad para el erario público, especialmente respecto del oro de Antioquia, Neiva y Mariquita, cuya liga es de plata. El decreto legislativo de 22 de Junio de 1837 autorizó al Ejecutivo para montar tales oficinas en las casas de moneda; pero mil circunstancias han impedido hacer uso de esta autorización, y no habría convenido arreglar una operación subalterna, cuando lo urgente ha sido y es mejorar la amonedación en toda su extensión y detalles.

*Salinas.* — Si son ricas y abundantes nuestras

minas de oro, no lo son menos nuestras salinas. « Fuente más segura y más perenne de riqueza es el cerro de Cipaquirá que el cerro del Potosí, » escribía en 1804 un viajero ilustrado. Solamente las salinas que contienen la cordillera oriental y sus estribos en la parte que divide las provincias de Bogotá y Tunja de los llanos de San Martín y Casanare, pueden abastecer de sal á toda la América. Esta es una renta que por ser interna, porque el pueblo está acostumbrado ya á semejante monopolio, y porque felizmente ha sido encaminada por la senda de la sencillez, merece ser conservada y fomentada. El Gobierno está bastante autorizado para su manejo y hará uso de la autorización en su oportunidad, limitándose por ahora á pedir y reunir todos los datos convenientes sobre el estado de las salinas de la República, para hacer uso de ellos cuando hayan de celebrarse nuevos contratos de elaboración, los cuales deben dejar un aumento de mucha consideración sobre los productos actuales. Ninguna disposición, pues, hay que solicitar hoy de la Legislatura relativamente á las salinas de primera clase, cuya administración merece que se la tenga por normal, y será una de las primeras atenciones del Gobierno librarlas de los empeños que ahora tienen, y dejarlas expeditas para la celebración de los nuevos contratos, si es que el Congreso adopta con aquel objeto las medidas que apuntaré en lugar oportuno.

En cuanto á las llamadas de *segunda clase*, siento manifestar al Congreso que ni la ley colombiana de

24 de Abril de 1826, ni el decreto legislativo de 13 de Junio del año pasado las han definido con la debida exactitud para hacer justo y realizable el impuesto de ocho reales sobre cada diez arrobas de sal que de ellas se extraigan. Juzgo así, que sería conveniente hacer una clasificación clara y bien precisa, declarándose que las salinas de Cipaquirá, Nemocón, Tausa, Chita, Muneque, Recetor y Pajarito, Gualivito y Cocuacho, y las que el Gobierno mande explotar y elaborar en uso de la autorización que le concedió la ley de 10 de Junio de 1839, pertenecen á la *primera clase*; y á la *segunda* todas las demás, bien sean de la República ó bien de particulares, cualquiera que sea el método y el aparato que se empleen para trabajarlas; exceptuando solamente para el pago del impuesto las de que habla el artículo 8.º de la ley últimamente citada, por el término allí prefijado. El derecho sobre las sales extraídas de las salinas de segunda clase, lo mismo que el de internación establecido por la ley de 22 de Mayo de 1840, debe ponerse en arrendamiento en los lugares y bajo las reglas que determine el Poder Ejecutivo, como el medio más fácil y expedito para asegurar la recaudación y saber el monto anual de sus productos.



## SECCIÓN NONA.

APLICACIÓN DE LOS SISTEMAS DE ARRENDAMIENTO Y DE CONTRATAS  
Á LA RENTA DEL TABACO.

*Tabacos.* — Otro tanto que de las minas de oro diré del tabaco, que, como aquéllas, es fuente copiosa de riqueza pública, y un ramo productivo al erario. No lo es hoy por cierto como debiera serlo, por su viciosa y dispendiosa administración ; pero lo será dentro de algún tiempo, cuando establecido un buen sistema en que el interés fiscal esté combinado con el interés individual, se extienda su comercio en los mercados de Europa. Tampoco ha andado escaso el Cuerpo Legislativo en dejar autorizado al Ejecutivo para hacer más productivo al erario y más favorable al comercio y á la riqueza pública este monopolio. Lo está efectivamente por la ley de 5 de Junio de 1841 y por el decreto de igual fecha del año próximo pasado, sobre cuyo cumplimiento os he dado cuenta en la primera parte de esta exposición.

Tres son los medios que pueden adoptarse para fomento de la renta del tabaco : 1.º Arrendarla en su totalidad, es decir la siembra, cultivo y venta del vegetal en toda la República y en todos los mercados extranjeros : 2.º Arrendar solamente una factoría y el expendio del género en las provincias que ella abastezca ; y 3.º Contratar la siembra, aliño y empa-

que de los tabacos en cada una de las factorías, para venderlo en ellas á los que quisieren hacer el comercio para el consumo interior y para la exportación, suprimiéndose las administraciones del ramo y las oficinas de su dependencia. No hablaré del proyecto de dejar libre el cultivo, como algunos individuos lo solicitaron años atrás, porque esto equivaldría á destruir la más pingüe de nuestras rentas en los días de mayor escasez y apuro. Manifestaré el pro y el contra de dichos medios, más bien con el ánimo de excitar la discusión, que con el de expresar la opinión del Gobierno, que no la formará sino con vista de las circunstancias y de las propuestas que se le dirijan.

*Ventajas del arriendo general.* — 1.ª Asegurar un ingreso fijo al tesoro : 2.ª introducir y uniformar los mejores métodos de cultivo, aliño y empaque del tabaco ; y 3.ª ampliar sobre una base más extensa el comercio de este género con las naciones extranjeras. *Sus inconvenientes* : además de los comunes á todo arrendamiento : 1.º dejar sin ocupación á los actuales cultivadores ó disminuir la renta de su trabajo é industria ; y 2.º exponernos al riesgo de que al fin del arrendamiento se encontrase tan surtida de tabaco la República y quizá los almacenes extranjeros, que en algunos años poco ó nada produjese la renta á la nación, bien fuera que se quisiese arrendarla nuevamente, ó bien que se la pusiese en administración.

*Ventajas del arriendo parcial.* — 1.ª El erario au-

mentaría sus ingresos ; 2.º se economizarían gastos y sueldos ; y 3.º también se daría impulso y vida al comercio del tabaco. *Sus inconvenientes* : tal arrendamiento tendría en escala menor los mismos que el arriendo general, con más el perjuicio que recibiría la República extendiéndose fraudulentamente, como sería forzoso que sucediera, la venta del género á las provincias no comprendidas en el contrato.

*Ventajas del sistema de contrata* : 1.ª Reservándose el Gobierno el comercio del tabaco por mayor, quedaría á los particulares el comercio por menor, lo cual aligeraría el peso del monopolio : 2.ª reducidas las oficinas de la renta á solas las factorías, se economizarían los sueldos de las administraciones y de sus dependencias ; y 3.ª las compañías ó individuos que quisiesen exportar el tabaco, lo podrían verificar comprándolo en la factoría en la forma y de la clase que quisiesen. *Inconveniente* : el contrabando sería inmenso y acaso inevitable, de modo que vendría á destruirse el monopolio del género y sus productos.

Repito que el Gobierno no está decidido en favor de este ó de aquel proyecto : él obrará según las circunstancias y las ventajas que brinden las propuestas que se le hagan, partiendo de estos principios : que la renta del tabaco no puede continuar bajo el actual sistema de administración ; que no se habrá hecho nada de provecho si sus productos no se aumentan cuando menos en un sesenta por ciento ; y que nunca entrará en negocios con mezquinos especuladores sin capital y sin crédito, sino con hom-

bres acaudalados, de probidad conocida y de extensas relaciones mercantiles, cuidando de discernir la maliciosa y famélica codicia, del ilustrado espíritu de empresa, sin olvidar que aun por las antiguas leyes, « el mejor postor es preferible al mayor postor ».

Pero sea cual fuere el resultado final del arreglo de la renta de tabacos, no sería conveniente ni para la República ni para los empresarios el que fuesen comprendidas en él las provincias de Pasto, de Casanare y del Istmo, las cuales por su distancia, por su posición geográfica y por otras consideraciones demandan arreglos especiales. El transporte de los tabacos al Istmo de Panamá fue y es siempre difícil, costoso y arriesgado, y por eso ha sido forzoso muchas veces abastecerlo con los de Virginia y de otros países; esta consideración fue seguramente la que movió á la legislatura de 1833 á disponer en la ley orgánica de la renta el establecimiento de una factoría en Veraguas, que no se ha llevado á efecto por motivos que no me son bastante conocidos. En Casanare ha habido y hay una administración-factoría: aquellos habitantes están acostumbrados al género que allí se cultiva y que es de una calidad particular, y no sería muy fácil llevar el del interior, ni variar el actual sistema de administración sin muy serios inconvenientes. La provincia de Pasto no deja ninguna utilidad al erario en el manejo del monopolio, y será ineficaz cualquiera medida que se tome para hacerlo productivo si no se da alguna parte al interés indi-

vidual. Por tales consideraciones piensa el Gobierno que debe mantenerse la administracion-factoria en Casanare, y establecerse iguales oficinas en el Istmo y en la provincia de Pasto, en los lugares y con las demarcaciones que se estimen convenientes; con la sola diferencia de que en las dos ultimas debe adoptarse el sistema de contratas de siembra y cultivo, y estimularse fuertemente, aun concediendose primas, la exportacion del tabaco a las naciones extranjeras que baña el Pacifico. Separados del centro de la Republica Pasto y el Istmo por asperas selvas, no es de temerse que perjudiquen al comercio interior del tabaco, cualquiera que sea el giro que tome. Si el Congreso acoge estas ideas, quizá seria conveniente que el Gobierno auxiliase á las compañías contratistas facilitandolas cultivadores y semilla de Ambalema, y que contratase con ellas la construcción de almacenes en términos recíprocamente ventajosos. Especulaciones son éstas en que se arriesga poco y puede ganarse mucho, aun sin considerarlas bajo un aspecto político.

Como entre las diferentes combinaciones de que es susceptible el proyecto de extender el comercio del tabaco y hacer más productivos sus rendimientos, puede ser que alguna de ellas exija el establecimiento de otras factorías, especialmente en las provincias litorales, opino que el Ejecutivo debe estar autorizado para este efecto, á fin de que en ningún caso la insuficiencia de sus facultades sirva de tropiezo á la conclusión de un negocio ventajoso.

## SECCIÓN DÉCIMA.

## APLICACIÓN DEL SISTEMA DE ADMINISTRACIÓN Á ALGUNOS RAMOS.

*Correos.* — Cuando á fines del siglo pasado dio el Gobierno español una extensa y no mal calculada organización á esta renta, tuvo en mira no tanto el aumento del real erario, cuanto un noble interés de civilización y de bienestar social. La Nueva Granada tampoco la ha mirado bajo otro punto de vista. Tiene, es verdad, defectos y vicios de administración que van corrigiéndose gradualmente; pero es preciso confesar que es una de las rentas que han marchado con más regularidad, comparada con las demás de la Nueva Granada, y con las de igual clase de otros Estados americanos. El Gobierno expidió en el mes de Enero de este año un decreto arreglando el movimiento de los correos y uniformando las tarifas de portes de correspondencia y encomiendas, á fin de atender mejor al servicio público, poner al alcance de todos este ramo, y facilitar á sus empleados el desempeño de sus funciones y la formación de la cuenta. Los cuadros marcados con los números 4.º y 5.º comprenden las nuevas tarifas, con las cuales se ha circulado también el señalado con el número 6.º en que están contenidos por el orden alfabético todos los lugares de la República, la estafeta correspondiente á cada uno de ellos y la provincia á

que pertenecen. De las Cámaras legislativas no solicita otra cosa el Ejecutivo con relación á este ramo, sino que se prorrogue indefinidamente la disposición del artículo 3.º del decreto legislativo de 23 de Junio del año anterior, teniéndose presente para ello no precisamente la penuria del erario, sino la circunstancia de que habiéndose aumentado los tribunales de distrito, creándose jueces letrados de cantón y multiplicándose el número de abogados, no es frecuente ni tan necesario como lo era antes, la remisión de expedientes por el correo ; siendo por tanto, justo y conveniente, que sufran algún pecho los litigantes que por alargar los pleitos promueven recusaciones temerarias. Por lo demás, la prudencia aconseja dejar para mejores días la adopción de otras reformas igualmente ventajosas á la renta que al servicio público, tales como el establecimiento de *correos de encomiendas*, independientes de los correos de correspondencia.

*Papel sellado.* — Tampoco debe perder de vista el Gobierno este ramo, cuya buena administración influye no poco en la validez de los contratos y en la autenticidad de los actos civiles y administrativos, dando una positiva garantía contra el dolo y la simulación. Contratar la selladura del papel ó arrendar su expendio sería dar un golpe fatal á la fe pública y á la moral.

*Hipotecas y registro.* — No son pingües los productos de estos ramos, ni grande el riesgo de que sean defraudados por los contribuyentes, mucho menos

después que, por la ley de 13 de Mayo de 1841, la imposición del derecho de registro se refiere á las escrituras é *instrumentos públicos*. En este negocio, si hay interés de parte de un individuo en la defraudación del impuesto, tiénelo en el pago puntual de éste aquel á cuyo favor se otorga el documento; de manera que sin darse en arriendo la renta tiene el fisco de su parte al interés individual siempre activo y solícito. Las reformas que estos ramos demandan son de pura cuenta y razón, y el Ejecutivo las expedirá cuando haya de arreglarse en su conjunto la contabilidad de la Hacienda.

#### SECCIÓN UNDÉCIMA.

##### INFLUENCIA DE LAS ANTERIORES REFORMAS EN LA RECAUDACIÓN, DISTRIBUCIÓN Y CONTABILIDAD DE LOS IMPUESTOS.

De la adopción de las reformas que llevo propuestas, resulta naturalmente la simplificación de los trabajos de las oficinas de recaudación y de la Contaduría general, y por consiguiente su más pronto y expedito despacho. Los negocios sencillos y bien arreglados se manejan con facilidad, y ninguna oscuridad presentan en la formación y examen de su cuenta; objetos ambos de la más alta importancia bajo un sistema de hacienda bien coordinado. La Tesorería y la Contaduría generales puede decirse que son los dos brazos del Secretario de Hacienda:



la una forma la cuenta, la otra la examina y verifica, y ambas concurren á mostrar al pueblo la suma anual de sus impuestos y los objetos en que se han invertido; lo cual, más bien que vagas é insulsas frases, excita la idea de lo que se llama *Gobierno popular representativo*. Mas si la Tesorería no ha presentado en diez años su cuenta, y la Contaduría no ha terminado el fenecimiento de las de las otras oficinas de recaudación correspondientes á un año económico, naturalmente se colige que cuanto en años pasados se ha dicho al Congreso relativamente al movimiento de las rentas, ha carecido de datos bien seguros y comprobados. Hoy mismo habré de confesar que la *cuenta del tesoro* que figura en la primera parte de esta exposición, está muy lejos de ser lo que debiera, resintiéndose como se resiente de los mismos vicios de las anteriores. Aun la ley de 26 de Mayo de 1838 que ordenó la formación anual de ellas no está exenta de defectos, y tal vez no se aventuraría mucho en asegurar que, según el tenor de sus disposiciones, lo que exige es más bien un *informe* diminuto en algunos puntos y minucioso en otros, sin método numérico, incoherente, y lo que es más, sin comprobante ninguno, que una verdadera cuenta anual comprensiva de los ingresos y egresos del tesoro, en la cual figurase todo lo relativo á estos dos puntos, sin necesidad de notas y explicaciones separadas, ya de poco ó ningún uso en estos casos. Creop por tanto que dicha ley debe reformarse, poniéndola en consonancia con los principios de

una buena contabilidad, no menos que con el espíritu y objeto de la Constitución, sin extenderla á cosas inconducentes ó frustráneas.

*Tesorerías.* — Aunque en ejecución de la ley de 25 de Mayo de 1840 ha decretado el Gobierno la parte del plan orgánico relativa á tesorerías, naturalmente habrá de simplificarse después y ponerse en armonía con los arreglos que he propuesto, en caso de ser adoptados. Con el sistema de arrendamiento se  *fija al pago* de los impuestos á plazos determinados; con el de contratas se uniforman los detalles, reduciendo todo á una sola operación,  *á recibir y pagar el contratista* las obras contratadas; y con uno y otro se disminuye el número de empleados y de consiguiente el de las personas que deban figurar en el  *debe y haber* de la cuenta. En los ramos que quedan por administración, como las aduanas, se introducen plan, unidad y centralización de los fondos y de las operaciones, las cuales serán más claras y más perceptibles, y de consiguiente más fáciles de consignarse en los libros. Como las funciones esenciales de la Tesorería general y de sus dependientes están reducidas á recaudar y pagar, será sencillo su desempeño, si son pocos los deudores y fijos los créditos activos, y si siendo también no muy numerosos los acreedores, no hay que llevar con ellos una doble cuenta, á saber, de personas y de ramos, cuando una parte de éstos está aplicada al pago.

Es la intención del Gobierno que las oficinas de

recaudación piensen más y escriban menos; que hagan más números y menos letras; en suma, que dejen de ser escribanías en donde los negocios más claros se embrollan y complican.

Al observar la marcha de las ciencias en Europa se nota con placer el lugar que en ellos toma el sistema numérico y los brillantes efectos que produce; mientras que entre nosotros el dominio de los números es invadido por el escolasticismo de las aulas y por las argucias del foro. Tan funesto trastorno de ideas no es difícil, sin embargo, que desaparezca con el orden que va á introducirse en la hacienda y con los conocimientos que debe trasplantar á la Nueva Granada el comisionado que haya de estudiar la contabilidad en Europa, conforme á las miras del Congreso. Por lo demás considero innecesario advertir que la Tesorería general no debe entender *inmediatamente* en la reparación de edificios públicos, en la compra y provisión de útiles de escritorio y en otros pormenores de esta clase, que sobre consumir un tiempo precioso, y una inteligencia que debe suponerse de alguna elevación, no son muy propios de las altas funciones de una de las primeras oficinas nacionales.

*Contaduría.* — Se ha censurado, muchas veces por moda, á esta oficina y á su personal; pero poco ó nada se ha dicho de la importancia de la contabilidad. Quizá no sería aventurado decir que ésta es una de las más preciosas garantías del ciudadano, porque en ella encuentra la certeza de que no fueron

distraídas á otros objetos las sumas que erogó para los consumos públicos. Resulta de aquí la necesidad de que la cuenta y razón de las oficinas sea clara, exacta y perceptible ; de que el procedimiento en el examen de ella sea pronto y expedito ; y en fin de que los individuos que lo practiquen, reúnan á un gran celo, honradez y laboriosidad un conocimiento profundo de la legislación fiscal, de los métodos más generales de contabilidad, de los pesos, medidas y monedas extranjeras, y de su correspondencia con las de la República. Suprimidas como deben quedar muchas oficinas provinciales de recaudación y casi todas las cantonales, si se adoptan los arreglos que propone el Gobierno, se aligera el trabajo de la Contaduría general en un cuarenta por ciento á lo menos, y podrán consagrarse con más celo los miembros que la componen al cumplimiento de sus deberes : el trabajo debe distribuirse y hacerse por ramos, siendo individual el examen de cada cuenta, y salvo el recurso del agraviado al Gobierno, quien designará dos contadores ú otros empleados para hacer un nuevo examen. Para el desempeño de sus funciones conviene que cada contador esté revestido de las suficientes facultades para imponer multas y apremios, y hacerse respetar de los empleados cuyas cuentas examina, dejando de ser un funcionario desautorizado á quien poco ó ningún acatamiento se presta. El Poder Ejecutivo debe nombrar cada seis meses dos comisionados de honradez y bien pagados que visiten la Contaduría y descubran las faltas en que

se hubiere incurrido, para hacer efectiva la responsabilidad de los contadores.

#### SECCIÓN DUODÉCIMA.

##### DE LA ORGANIZACIÓN DEL RESGUARDO.

Aunque los arreglos que he propuesto mejorarán, si se adoptan, la recaudación y contabilidad de las rentas, no por eso la Hacienda pública dejará de ser un objeto al cual se tire como á real de enemigo, teniéndose como se tiene hoy, si no por acción meritoria, al menos por cosa inocente, defraudar al Estado. La sórdida codicia, la mala fe, la falta de patriotismo, el olvido de los principios morales y religiosos lo combatirán constantemente, á pesar de que concurra en su auxilio el interés individual; habiendo por ello la triste necesidad de oponer la vigilancia á la astucia, y la fuerza pública á las vías de hecho: siempre será necesaria la existencia de un resguardo.

Lo hay en la Nueva Granada, pero dividido en pequeñas fracciones, adscrita cada una de ellas á una sola renta, dependientes de jefes subalternos que de ordinario lo aplican á su propio servicio, y obran aisladamente, sin combinación y sin cabeza que dé unidad de acción á sus operaciones. El resguardo consume grandes cantidades y no llena el objeto de su institución.

Semejante estado de cosas no puede subsistir. El

Gobierno cree que debe establecerse un gran cuerpo de resguardo dividido en *marítimo* y *terrestre*; que sea *militar* por su organización y disciplina, y *civil* por su ocupación; dependiente del Secretario de Hacienda, quien lo distribuirá y hará mover de la manera conveniente por conducto de los gobernadores respectivos; y ocupado en perseguir activamente el contrabando. En caso de conmoción interior él servirá también de apoyo al Gobierno y de núcleo para la formación de cuerpos que sostengan el orden público contra los alborotadores y anarquistas.

La creación de un resguardo *marítimo* la indica y la exige la grande extensión de nuestras costas y el escandaloso contrabando que por ellas se hace; mas este resguardo debe componerse, no de buques guardacostas como los que hemos tenido, mal tripulados, mal armados y casi siempre desmantelados, incapaces de moverse con regularidad y en tiempo oportuno, y mucho menos de combatir las corrientes y las brisas en ciertas estaciones. La República ha invertido en este ramo ingentes sumas, siendo poca ó ninguna la utilidad que ha reportado: por tanto es ya tiempo de que no viendo en las cosas sino su importancia y sus resultados, nos desengañemos de que si no puede tenerse una buena marina capaz de hacer respetar el pabellón nacional en los mares, vale más no tener ninguna: en esto no hay medio, ni es admisible la mediocridad. Los buques que ha de tener la Nueva Granada deben ser de vapor, para

que en todas estaciones y en todas circunstancias puedan cruzar y guardar nuestras costas en ambos mares, servir de correos y conducir los efectos del Gobierno y á los empleados de la nación. Por ahora podían establecerse tres solamente, dos para el Atlántico y uno para el Pacífico; y á fin de proporcionar fondos para adquirirlos, pueden venderse los buques de velas que tiene el Estado, para cuya conservación se hacen gastos considerables sin gran provecho positivo. Hablar al Congreso de las inmensas ventajas que está produciendo al mundo comercial y social la aplicación del vapor al arte de navegar, y decir que por medio de ella se ha sustituido á un agente voluble y caprichoso una fuerza motriz permanente y se ha hecho el hombre superior á las calmas y corrientes del Pacífico, otro tanto que á las brisas y corrientes del Atlántico, acortando las distancias y economizando tiempo y trabajo; hablar de esto, vuelvo á decir, sería repetir lo que anda en boca de cuantos han extendido un poco la esfera de sus conocimientos y de sus ideas. Dificultades se tocarían, es verdad, para dar cima á esta empresa; pero no dificultades insuperables, porque no habiendo que hacer grandes travesías, encontrarían los buques de vapor combustibles y toda clase de recursos en multitud de puntos de nuestras costas; no, las dificultades que habrán de vencerse no son como las que se han tocado para navegar el río Magdalena, que por motivos especiales que todos conocen ha hecho encallar las empresas intentadas para nave-

garlo con el vapor. Los buques guardacostas de esta clase tendrían á su bordo un número proporcionado de tropa de desembarco que se relevaría, si posible fuera, mensualmente, para evitar que junto con las relaciones que se adquieren en los lugares, se entrase en negocios y en confabulaciones con el designio pecaminoso de hacer un comercio ilícito, ó de disimular y proteger el contrabando. Sobre este y sobre todos los demás puntos relacionados con el servicio del resguardo *marítimo*, debería el Poder Ejecutivo expedir un reglamento bien calculado.

El personal del resguardo *terrestre* que hoy existe en la República se compone de 331 individuos, comprendidos los guardas mayores, ayudantes, etc., mas no las escuchas del Magdalena ni el resguardo celador de salinas establecido por resolución ejecutiva de 7 de Enero último, compuesto en su mayor parte de militares retirados. El costo anual de aquel asciende á 83,160 pesos, incluidos los gastos de local y alumbrado que se hacen en varios puntos; el de las escuchas y celadores de salinas no puede saberse con fijeza, porque las asignaciones de estos empleados se completan sobre sus pensiones militares, que varían con el cambio del personal; pero ello es que bien puede alcanzar á cien mil pesos lo que eroga hoy la República en pagar á los guardianes de las rentas nacionales.

El Gobierno opina que el personal del resguardo *terrestre* puede ser de cuatrocientos individuos, á saber, ocho comandantes, diez y seis ayudantes, cua-



renta y ocho cabos y trescientos veintiocho guardas; dividido en ocho secciones, de las cuales tres obrarían en el bajo Cauca y en el bajo Magdalena, y en el litoral de Cartagena, Santamarta y Riohacha, en los puntos y según las instrucciones que les fuesen detalladas; una en el Istmo de Panamá é islas adyacentes; otra en el litoral de Pasto y de la Buena-ventura y en el Atrato; otra en las provincias de Pamplona y Casanare; y las otras dos en las provincias centrales para celar con especialidad el contrabando de sales en la cordillera oriental, y el del tabaco en el alto Magdalena y alto Cauca. El sueldo de cada guarda mayor puede ser de seiscientos pesos anuales, el de cada ayudante de cuatrocientos pesos, el de cada cabo de doscientos cuarenta, y el de cada guarda de ciento cincuenta: — costo total del resguardo setenta y un mil novecientos veinte pesos. Mas, como no sería justo que los individuos del resguardo que tuviesen más trabajo ó habitasen en países enfermizos ó en donde la subsistencia es más costosa, tuvieran la misma asignación que los del interior, podría ponerse á disposición del Ejecutivo la cantidad de diez mil pesos anuales para pagar sobresueldos á los que se encontrasen en el primer caso, y para proveer de caballerías á algunos piquetes que obrasen en el centro y en el norte.

El resguardo debe componerse de hombres fuertes, activos y honrados, no adheridos como ahora lo están á cierto lugar en donde tienen sus relaciones y pasatiempos; ha de estar armado conveniente-

mente y tener una completa movilidad, siendo auxiliado en sus casos por la fuerza veterana y por la guardia nacional, como con buen suceso ha comenzado á ensayarse recientemente ; y su obligación no se limitará á celar el contrabando de esta ó aquella renta, sino de todas ellas, desapareciendo así la mezquina clasificación de *resguardo de salinas*, *resguardo de tabacos*, etc.: — el resguardo habrá de serlo de *rentas nacionales*, y su acción, sus operaciones todas dirigidas por una sola cabeza, según los tiempos y las circunstancias. Los contrabandistas son unos verdaderos enemigos del Estado, á quienes es forzoso combatir con todas las estratagemas de la guerra.

#### SECCIÓN DÉCIMATERCIA.

##### RESULTADOS PROBABLES DE LOS ARREGLOS PROPUESTOS.

Los resultados que darán las medidas propuestas son seguros y palmarios: se simplificará y hará menos costosa la percepción de los impuestos: los rendimientos de éstos serán más crecidos: el interés individual con su avidez de ganancia y sus ojos de Argos prestará fuerte ayuda para la persecución del contrabando: el Gobierno concurrirá á ella con un cuerpo bien organizado que bajo la dirección de una sola cabeza obre con prontitud y oportunidad: la cuenta del tesoro será clara y perceptible, y fácil

---

su examen para quien quiera comprenderla. Si la paz se consolida bajo los auspicios del patriotismo generoso y de la concordia fraternal, y si se adoptan otras reformas que no son del departamento de mi cargo, como una prudente economía en los gastos militares y el arreglo de su contabilidad, la mejora de la administración política y el cambio de la viciosa división territorial de la República, no creo aventurar nada si aseguro que en el próximo año económico ascenderán los ingresos á..... Ps. 2.600,000 y los egresos á..... 2.300,000	
resultando un sobrante de .....	300,000

---

El término medio del producto de las contribuciones en los años de paz de Nueva Granada fue de poco más de 2.350,000 pesos, incluyéndose lo cobrado por rezagos y deudas atrasadas; por tanto el aumento que presupongo de 250,000 pesos sobre dicho término medio, no tiene nada de exagerado bajo un mejor sistema de hacienda; así como tampoco lo tiene la disminución de los egresos, aun sin calcular los ahorros que hace el Gobierno al ejecutar la ley de gastos.

Del año de 1850 para adelante no deben bajar de 3.000,000 de pesos las rentas anuales de la República; no precisamente por el aumento que habrá recibido entonces la población con la inmigración de extranjeros, que debe fomentarse, ni por el mayor vuelo que hayan tomado el trabajo de las minas, el comercio del tabaco y otros ramos, si se mejoran

nuestras vías de comunicación ; sino por la sola razón de que el Gobierno sucederá en aquel tiempo en las ganancias que ahora deben tener los arrendadores y contratistas, de la manera que pronto se verificará respecto de la renta de salinas. Todo esto tendrá lugar, repito, si los granadinos tenemos bastante juicio para no turbar el orden público. Los gastos entonces se elevarán probablemente á 2.400,000 pesos, porque habrán de crearse nuevos empleados en la recaudación, á quienes es fuerza dotar decentemente para que los destinos sean ocupados por personas de inteligencia, celo y honradez.

Debe reducirse en estos primeros años el número de los empleados ; y si bien es cierto que tal medida va á causar quejas y censuras, no por eso deja de ser uno de los efectos más saludables del sistema que propongo. Prescindamos de la economía que con ella tendrá la Nación en sus apuros actuales, y no la miremos sino en sus relaciones con el trabajo y con la estabilidad del Gobierno, y bajo este aspecto son indisputables sus ventajas. Descendientes de un pueblo en que la *empleomanía* ha sido y es una enfermedad endémica, buscamos en los empleos, no una ocupación productiva, sino un medio holgado de subsistir. De aquí la pereza, la indolencia en el servicio público. Los empleos son una especie de *sine cura* á que todos nos creemos con derecho, y en cuyo desempeño el cobro del sueldo es la más importante función. Gástase así infructuosamente la actividad física, piérdese el amor al trabajo, debili-

tanse las facultades intelectuales, y el oficinista rutinario pasa á ser una especie de máquina, cuya muerte casi siempre prematura es acompañada de la miseria y del embrutecimiento. El Gobierno por su parte se ve molesto y hostigado por un enjambre de necios pretendientes que sin la menor modestia hacen valer méritos y capacidades que no tienen; y cuando se provee el destino, se gana tantos enemigos cuantos han sido los excluidos en la provisión, y el nombrado ó es ingrato ó se hace egoísta para no perder el empleo. No: la facultad de proveer ciertos destinos no es entre nosotros un elemento de poder y de fuerza, sino una triste y enojosa prerrogativa en cuyo uso sólo ganan los revolvedores y trastornadores del orden. Disminúyase el número de empleados, y la industria en todos sus ramos contará con más brazos, la Nación será mejor servida y el Gobierno tendrá menos embarazos.

#### DEL CRÉDITO NACIONAL.

Voy á tratar de un negocio que, aunque grave y delicado, nada tiene de metafísico, como lo creen los que miran en él un misterio en que pocos son los iniciados: hablo del *Crédito nacional*. Deber, cuidar de pagar religiosamente é inspirar confianza á los acreedores por medio de una conducta franca, leal y laboriosa, he aquí la teoría del crédito de las naciones como de los individuos: puede muy bien

haber, como efectivamente hay, diferentes nomenclaturas, diferentes intereses, diferentes modos de pagar; pero la buena fe, la probidad, los deberes todos, son comunes á las deudas públicas y á las deudas particulares.

De tres clases son las de la Nueva Granada: 1.ª la mitad de la que contrajo Colombia á favor de los acreedores británicos y del Gobierno mejicano; á la que la ley granadina da el nombre de *deuda exterior*: 2.ª la *interior* que tocó á la Nueva Granada en la división final de los créditos pasivos domésticos de la misma República, á la que se agregó la exclusivamente granadina de que hablan el parágrafo 9.º artículo 2.º de la ley de 20 de abril de 1838 y su adicional; y 3.ª la nueva deuda con que nos gravó la última revolución política del país. Hablaré separadamente de cada una de ellas.

*Deuda exterior.* — En la exposición constitucional de esta Secretaría en 1841, se os informó del proyecto de arreglo presentado por el comisionado granadino en Londres á la junta de tenedores de vales colombianos, del contraproyecto presentado por éstos, y de las dificultades que de una y otra parte ocurrieron para llegar á una transacción definitiva. Posteriormente el Gobierno se entendió directamente con el apoderado de los mismos acreedores en esta capital, y celebró con fecha 26 de Marzo de 1842 un convenio en que les hizo todas las concesiones posibles, aun con sacrificios quizá no obligatorios á un deudor. Motivos independientes de la

voluntad de las partes contratantes impidieron llevar á efecto el convenio, por no haberse podido realizar ciertas condiciones conexionadas con el fiel cumplimiento de las mismas concesiones. El agente de los tenedores ha instado recientemente por conducto de la Legación Británica, que le presta su apoyo, para que se proceda á la celebración de un nuevo arreglo sobre las mismas bases del de 26 de Marzo, suprimiéndose las cláusulas que no han podido cumplirse ; mas el Poder Ejecutivo no ha estimado conveniente prestarse á tales exigencias, porque, persuadido como está de que el crédito de un Gobierno no consiste tanto en prometer mucho, cuanto en cumplir con lo prometido, aguarda el resultado de los trabajos de la presente Legislatura á virtud de las indicaciones que le hacen los Secretarios de Estado, para proceder á celebrar un arreglo con los acreedores extranjeros que los deje contentos y satisfechos, y sobre todo que sea realizable. Entre tanto él no se ha olvidado ni se olvida de que la República es deudora, y que estando interesado su honor, otro tanto que su prosperidad futura, en el pago, deben excogitarse todos los medios posibles para verificarlo.

La ley de 20 de Abril de 1838 aplicó el producto de varios ramos al pago de intereses y gradual amortización de esta deuda, no porque ellos fuesen bastantes para una ú otra cosa, sino por manifestar respeto á los empeños primitivos de Colombia. Sabido ahora, al menos aproximativamente, cuál será

en adelante su monto anual, parece excusado llevar una cuenta separada que complica la contabilidad de las oficinas sin conducir á ningún resultado; y por lo mismo quizá sería más cómodo separar anualmente una cantidad igual á la suma de los mayores rendimientos de tales ramos en un año, con el objeto, repito, de acatar antiguos derechos, y de tener una base á la cual hayan de acumularse las demás cantidades que destine el Congreso para el pago de intereses conforme al convenio que hagamos con los acreedores extranjeros. Por de contado, este arreglo y aquella designación habrán de hacerse sin perjuicio de los gastos que exige la marcha de la administración; porque las naciones, lo mismo que los individuos, tienen necesidad de subsistir; necesidad tanto más urgente si tiene créditos que cubrir. El Gobierno que no paga cumplidamente á sus empleados, no puede estar bien servido, la administración de los caudales públicos se hace con flojedad ó poca pureza, la riqueza nacional no recibe protección positiva, ni el país en fin puede sostener su nacionalidad y su rango. Los acreedores tienen bastante juicio y buen sentido para no desconocer esta verdad, y no es de esperarse que, desconociéndola con quebranto de sus propios intereses, les sucediese lo que al hombre que mató la gallina que le ponía huevos de oro. Fomento de los recursos nacionales, un sistema de contribuciones justo, equitativo y bien combinado, decente y razonable, economía en los gastos, exactitud y buena fe en el cumplimiento de



lo que prometamos ; tal es lo que ellos tienen derecho de exigir, y lo que el Gobierno les asegura hoy, contando con la cooperación del Cuerpo Legislativo.

La renta del tabaco, una de las más pingües de la República, como en su lugar queda dicho, y también una de las que se hallan especialmente hipotecadas al pago de los acreedores extranjeros, debe ser la base principal, en mi concepto, de cualquier arreglo que hagamos para pagar los intereses de la deuda exterior, y para cualesquiera combinaciones con el objeto de amortizar el capital. Considero, por tanto, que si es de grande importancia autorizar ampliamente al Gobierno para poner dicha renta bajo un sistema menos dispendioso y más productivo, no lo es menos el facultarle para disponer de los productos con aquel doble objeto sin ninguna traba ni limitación, bien sea después de haberse hecho la recaudación, ó bien al tiempo de celebrarse los contratos de arrendamiento, de venta ó de fabricación.

Conduciría también al importante objeto de la amortización el negociar nuestro crédito contra el Perú, combinando el cobro de él con el pago de la deuda exterior, de la manera que el Gobierno lo estime más conveniente ; para lo cual debe quedar ampliamente autorizado, sin restricción ni cortapisa. Yo recomiendo encarecidamente esta idea á las Cámaras legislativas, porque ella puede conducir á importantísimos resultados.

Pero ninguna operación los tendría más trascendentes que la de convertir en *doméstica* la deuda

*extranjera*. Explanar las ventajas que ella produciría, entre las cuales no serían las menores las de aumentar los medios de transacción y de cambio en el interior é impedir la salida anual de crecidos fondos para el exterior sin retorno alguno, sería manifestaros lo que no puede ocultarse á vuestra penetración. Tampoco considero necesario indicaros el camino por donde podría llegarse á tan feliz término, porque él debe ser trazado por las circunstancias y por diferentes combinaciones; y así, me limito solamente á encareceros la necesidad de que se autorice competentemente al Ejecutivo para llevar á cabo proyecto de tanta utilidad.

Con respecto á la deuda mejicana, aunque ninguna providencia se ha tomado para amortizarla, no por eso es menos justa y privilegiada. Procede ella del suplemento hecho en 1826 por el agente de la República de Méjico en Londres á Colombia, de la cual deuda tocó á la Nueva Granada en la división que hizo la convención diplomática de 1834, la cantidad de 31,500 libras esterlinas, que ha sido reconocida por la ley de 20 de abril antes citada. Este pago es reclamado por la más rigurosa justicia, tanto como por el honor y la delicadeza nacional, atendido el origen sagrado de la deuda, la oficiosa oportunidad con que se hizo el suplemento, la circunstancia de no ganar interés, y la conducta noble y moderada del Gobierno mejicano, que en el trascurso de más de diez y seis años no se ha permitido dirigirnos la más pequeña reclamación, el más ligero

recuerdo. El Ejecutivo por tanto espera que el Congreso le autorizará para arreglar este negocio de la manera más pronta y satisfactoria, promoviendo que se haga la liquidación de que habla el parágrafo 4.º artículo 1.º de la citada ley, y disponiendo de cualesquiera fondos para verificar el pago.

De este lugar es también informar á las Cámaras que á virtud de las reiteradas reclamaciones hechas para la indemnización y pago de los efectos conducidos por la goleta « *By-chance* » que fueron decomisados por sentencia judicial, el Gobierno nombró por su parte un comisionado para arreglar y transigir este desagradable negocio con los agentes de aquellas naciones cuyos individuos fueron perjudicados por dicha sentencia. La publicidad de este asunto, que ha sido materia de largas discusiones en las Cámaras, me excusa de dar informes detallados sobre él; contentándome con manifestar, que en medio de sus ahogos, y de las urgentes atenciones á que tiene que hacer frente el Gobierno, no se olvida de hacer justicia á sus acreedores y de dar pruebas de lealtad é hidalguía, aunque no le sea fácil satisfacer por el momento las exigencias de todos. En mensaje separado se dará cuenta de este negociado al Congreso.

*Deuda interior.* — El cuadro marcado con el número 7.º manifiesta su monto actual, excedente en 159,485 pesos  $\frac{2}{3}$  reales al que figuró en el cuadro presentado por esta Secretaría en el año anterior, *no obstante haberse amortizado en 1842 la cantidad de*

116,938 pesos  $\frac{2}{3}$  reales, según resulta de datos pasados á mi despacho por la Dirección del crédito nacional. Diferencia tan desconsoladora proviene especialmente de que no pudiéndose cubrir en dinero sino una parte de los intereses de la deuda, se emiten por el resto *billetes de reconocimiento*, los cuales son admisibles *preferentemente* en el pago de bienes nacionales, dificultándose así la amortización del capital: y como es indudable que subsistirá por muchos años aquel *déficit*, irá en progreso la diferencia expresada, hasta que la Nación se encuentre en la completa imposibilidad de pagar.

Tal vez habría sido conveniente que desde que se advirtió que los ramos apropiados para pagar los intereses de la deuda interior no alcanzaban á llenar este objeto, aun después de haberlos hecho subir con los fondos comunes á 50,000 pesos, se hubiese pensado en celebrar un convenio con los acreedores nacionales, por los mismos motivos, en términos semejantes y con objetos iguales á los que tuvimos presentes cuando nos persuadimos de la necesidad de arreglarnos equitativamente con los acreedores extranjeros; y si bien es cierto que en Nueva Granada esta operación habría sido más difícil que en las naciones europeas, en cuyas capitales se reúne una gran mayoría de tenedores de billetes por existir en ellas bancos y lonjas, la dificultad habría desaparecido circulándose á las provincias las proposiciones razonadas y equitativas del Gobierno, sobre reducción de capital é intereses, á fin de que los acree-

dores manifestasen su accepción, y se llevase á efecto lo acordado por el mayor número. Toca al Congreso decidir si todavía es tiempo de acordar esta medida, y á los acreedores si les conviene más asegurarse para lo futuro una cuota fija de intereses, que conservar unos documentos cuyo valor nominal se alejará diariamente de una racional proporción con el valor real, por la dificultad siempre creciente de la República para satisfacer sus empeños.

Durante el período de los pasados trastornos los fondos del crédito nacional fueron envueltos, como era natural, en la dilapidación de los caudales públicos, y por tal motivo no se verificó oportunamente el pago de intereses en los semestres de Agosto de 1841 y Febrero de 1842. Restablecido el orden legal, fue una de las primeras atenciones del Gobierno hacer repartir entre los acreedores la cantidad perteneciente á este ramo, que había podido salvar en el furioso vendaval que corrió el país; mas como la penuria del erario no permitía completar con los fondos comunes la suma de cincuenta mil pesos destinada por la ley para pago de intereses en cada semestre, se dispuso que en parte de esta suma se computase el valor de los cupones de los vales que figuraron en los contratos de empréstitos celebrados por el Gobierno; y que el *déficit* que siempre había de resultar, se cubriese con *billetes* pagaderos en los remates de bienes nacionales, mientras podían serlo de otra manera. Algún tiempo después se mandó admitirlos en pago de la quinta parte de los remates

de aguardientes, con lo cual mostró el Ejecutivo que no fue vana la promesa que había hecho de dar mejor salida á tales documentos. Subsistiendo los mismos motivos de atraso y de penuria en los semestres de Agosto de 1842 y Febrero último, ha sido forzoso adoptar igual expediente para satisfacer los intereses correspondientes á ellos, es decir, una parte en dinero, otra en *billetes de tesorería* y otra en *billetes de reconocimiento*.

Tales acontecimientos y la probabilidad de su repetición dan mayor fuerza á la idea indicada relativamente al arreglo de la deuda interior. No más *billetes de reconocimiento*; no más *billetes de tesorería* admisibles en pago de remates de bienes nacionales; ó la Nueva Granada habrá de presentarse en estado de insolvencia. Aunque las rentas públicas tengan el sobrante que en su lugar he presupuesto, es preciso no olvidar que tenemos otros empeños de gran cuantía y de origen privilegiado, á que es necesario hacer frente para que algunos de nuestros acreedores no resulten tratados como *bastardos*. Si se hace la reducción é igualación de intereses, no será la menor de sus ventajas la de poder verificarse de una manera pronta, fácil y segura los pagos por la tesorería general y sus dependientes, creándose en ella una sección encargada de este negociado y suprimiéndose la Dirección del crédito nacional, cuyas altas funciones, es decir, las puramente directivas quedarían refundidas, como ahora mismo pueden estarlo, en la Secretaría de Hacienda, y las de conta-

bilidad y de pago en la Tesorería general. La administración fiscal así quedaría más concentrada y unida, como lo está la de los negocios de un particular ó de una sociedad que atiende igualmente á la producción que al pago de sus débitos.

*Nueva deuda.* — Procede esta deuda de los empréstitos voluntarios y forzosos decretados por el Congreso ó por el Poder Ejecutivo en toda la República ó en algunas provincias: de los contratos especiales celebrados por el Gobierno con algunos particulares para proporcionarse fondos: de los suministros hechos en dinero y en efectos para auxiliar las tropas del Gobierno: de los suplementos que la renta de diezmos ha hecho á la de tabacos, y que no se han reintegrado: de lo que para ayuda de los fondos comunes se ha tomado del nacional de caminos: de los sueldos retenidos á los empleados civiles y militares: y de lo que se ha quedado adeudando á los cosecheros de tabaco en la factoría de Ambalema. El cuadro número 8.º contiene el pormenor de estos créditos, cuyo monto es de 1.787,089 pesos 2  $\frac{1}{4}$  reales sin comprender los sueldos militares retenidos desde 1839, porque todavía está por hacerse esta liquidación, cuyo resultado no será de menor cuantía; ni la parte de los civiles no pagada desde el 1.º de Setiembre último en que se cortó la cuenta, hasta esta fecha; ni los créditos por suministros que no han calificado todavía las juntas de hacienda; ni el importe de los auxilios prestados por el Gobierno del Ecuador para

la pacificación de Pasto, que también están por liquidar; ni la cantidad á que asciende la indemnización que ha de darse por la pérdida del vapor *Unión*; ni en fin, 156,283 arrobas 20 libras de tabaco en especie que están adeudándose á varios particulares que las contrataron ó remataron. Enorme es por cierto esta deuda, la cual, habiendo sido causada durante el período de los pasados trastornos, será un cargo, por lo menos moral, contra los que por satisfacer una ridícula ambición ó ruines y villanas pasiones han empobrecido á la patria y arrebatado á nuestros hijos hasta la esperanza de ventura y de riqueza que pensábamos dejarles.

El pago de los créditos mencionados es urgente y sagrado, no por ser nuevos, sino porque en ellos está comprometido de una manera muy explícita el honor del Gobierno; por la oportunidad con que se causaron; por ser algunos de ellos de naturaleza alimenticia; y porque, en fin, de su pago puntual depende en gran parte la conservación del orden público en lo futuro. A tales consideraciones se allega la de que teniendo algunos de ellos asignado un interés muy crecido, es fuerza amortizarlos preferentemente para prevenir una bancarrota tan segura y tan funesta á la República como lo es para los particulares la que sufren por iguales motivos. Voy, pues, á indicar al Congreso los pocos arbitrios de que puede echarse mano en el estado actual de miseria de la Nueva Granada para cubrir esta *nueva deuda* con el orden debido, con el menor gravamen



de los acreedores y sin perjudicar las atenciones urgentes del tesoro.

Por más apuradas que sean las circunstancias de éste, yo no convendré en que para aliviarlas debamos apelar al desesperado remedio de negociar empréstitos á un crecido interés; remedio funesto y ruinoso que descubre los vicios de la generación presente y compromete los recursos de la que nos sucede y le impone una pesada carga; remedio terrible, de que sólo puede hacerse uso cuando con nombres seductores se levante un furioso vandalismo, intimidando saqueo á las ciudades; en cuyo caso la necesidad es tan imperiosa como la que obliga al navegante á arrojar sus mercancías al mar en una deshecha borrasca. Corramos toda clase de azares antes que aumentar el legado ya bastante crecido de la deuda pública, que dejaremos á nuestros hijos en medio de las ruinas y escombros de una revolución prolongada.

Los arbitrios, plazos y términos para la amortización de los créditos susodichos, deben arreglarse á la naturaleza de cada uno de ellos y á las estipulaciones especiales que los causaron, hasta donde lo permita la situación angustiosa del tesoro granadino.

En los contratos de empréstitos negociados por el Gobierno con varios particulares en los dos años anteriores, se fijaron intereses y se estipularon ciertas condiciones que el honor y la buena fe demandan se cumplan religiosamente; mas como por

otra parte no puede prohibirse á ningún deudor el anticipar la exoneración de sus deudas, especialmente de las que le son notoriamente gravosas, como sucede con las *usurarias*, el Ejecutivo se propone entrar en arreglos justos y equitativos con los acreedores de esta clase para amortizar lo más pronto posible tales deudas, si cuenta con recursos bastantes para el efecto en las reformas que haya de acordar la Legislatura, y si queda, como debe quedar, suficientemente autorizado para las transacciones fiscales que exige el lamentable estado del tesoro.

La deuda á favor de los cosecheros de tabaco debe cubrirse con los productos de la misma renta, la cual debe ser considerada afecta especialmente á este pago, conforme á los principios de justicia y de razón universal, y el Ejecutivo cuidará de que así se verifique con la menor dilación posible. Lo propio digo de la deuda en especie, asunto que no perderá de vista la Administración en ninguno de sus cálculos y disposiciones.

La suma que se adeuda á la renta decimal continuará cubriéndose por partes, bien con los fondos de las tesorerías de hacienda, ó bien con el haber que corresponde al Estado en la misma renta.

En cuanto al crédito del fondo nacional de caminos, ninguna necesidad hay todavía de pensar en su reintegro, estando todavía distante el tiempo en que éste debe verificarse, y no causando, como no causa, interés alguno.

De naturaleza análoga é igualmente privilegiados

entre sí son los créditos provenientes de empréstitos voluntarios y forzosos, de sueldos militares, civiles y de hacienda retenidos, y de suministros hechos al ejército en dinero y en especie; y por tanto opina el Gobierno que convendría hacer de todos ellos una *nueva deuda flotante sin interés*, estableciendo para su pago un fondo especial de amortización. Este fondo podría formarse con la octava parte de los derechos de importación destinada por la ley para pagar los sueldos civiles retenidos, fijándose una cuota anual como en otra parte he indicado: con el dos por ciento impuesto sobre las aduanas y aplicado para cubrir la deuda de sueldos militares: con la mitad de los productos de las *aduanas menores*: con las sumas que se cobren por deudas causadas desde 1835 hasta 1840; y con los ahorros que anualmente resulten en el pago de las asignaciones de aquellos destinos que no sean ocupados temporalmente, ó por cuyo servicio sólo erogare el tesoro la mitad ó las dos terceras partes del sueldo.

Las obligaciones de esta nueva deuda se emitirían por cantidades divisibles sin fracciones en sextas partes, y cada obligación contendría seis cédulas numeradas, de manera que cada una representase, el valor de la obligación amortizable en uno de los seis plazos. Los pagos en consecuencia habrían de verificarse por sextas partes en las épocas en que se hubiesen reunido fondos bastantes para que los realizasen la tesorería general y las provinciales de hacienda; procediéndose de modo que con la sola

operación de cortar del vale la correspondiente cédula, quedase hecho el *abono* en él, y la oficina cubierta con un documento de *data*.

Las cédulas correspondientes á un semestre (término mayor que presupongo para cada dividendo) serían admisibles dentro del mismo semestre como dinero efectivo en pago de la mitad de las rentas de aguardientes, de contribución urbana, de diezmos, de derechos de internación de sales y de los causados en las aduanas menores, á cuyos rematadores podría admitírselas también para satisfacer la mitad de sus remates. En pago de las deudas á favor del tesoro causadas de 1835 á 1840 se recibirían al deudor todas las cédulas de la obligación *sin distinción alguna de dividendo*.

Siendo regla invariable de conducta del Gobierno no menoscabar ni alterar intencional ó arbitrariamente los derechos de sus acreedores, y teniendo algunos de éstos asignado interés á las cantidades emprastadas, opino que al tiempo de emitirse las obligaciones deben liquidarse tales intereses hasta el 31 de Agosto de 1844, y la suma acumularse al capital. Asigno esta fecha porque siendo probable que antes de tres años esté amortizada la deuda, y debiéndose verificar los pagos por semestres, es aquélla el término medio para computar intereses de un crédito que se va cubriendo gradual y sucesivamente.

La creación de la *nueva deuda flotante* en los términos propuestos traería las importantes ventajas de

apreciar, fijar y determinar los derechos de los acreedores; de introducir una rigurosa igualdad en los pagos; de poner valores bien definidos en la circulación; y de impedir el agio escandaloso que hacen cierto número de hombres codiciosos y egoístas en perjuicio de los acreedores primitivos.

El fondo y medios de amortización podrían aumentarse con otros arbitrios que paso á exponer.

En otro lugar indiqué la conveniencia de señalar sueldos fijos á los partícipes de la renta decimal, y si esta idea se acoge, pueden admitirse los documentos de *deuda flotante* en pago total de las deudas á favor de dicha renta, comprendidas en el período de 35 á 40; no porque sea el ánimo del Gobierno apropiárselas en su totalidad con quebranto de los demás partícipes legítimos, sino para facilitar el cobro de ellas con ventaja de éstos mismos, á quienes el Estado pagaría puntualmente, disponiendo para ello que cada año formase la Contaduría general la correspondiente distribución de las deudas cobradas de esta especie, entre los respectivos interesados, con vista de los datos que habría de pasarle la tesorería de diezmos. El Gobierno, que se precia de ser fiel á sus promesas y justo con todos, espera con fundamento que no se dará cabida sobre este ú otros puntos á temores y desconfianzas igualmente ofensivas al Jefe de la Nación, que poco dignas de quien en su pecho abriga sentimientos nobles y desinteresados.

Establecida la contribución urbana, y averiguado

que con sus productos pueden sostenerse escuelas en los lugares en que debe haberlas, ningún inconveniente habría en que el Gobierno dispusiese, para la amortización, aun de aquellos bienes que las leyes de la República tienen adjudicados para sostenimiento de ellas, los cuales han venido á ser en muchos lugares objeto de especulaciones y fraudes escandalosos, como ha sucedido con la una ó dos duodécimas partes separadas de los resguardos de indígenas para la educación primaria, y con las fanegadas destinadas para fomento de la población. Duro es, pero forzoso el decirlo : no hay en nuestros distritos parroquiales ese espíritu público noble, solícito, generoso y bien dirigido que en los Estados Unidos sostiene y promueve los intereses locales : el lugar de él lo ocupan el egoísmo y la más sórdida codicia de ciertas *notabilidades lugareñas* que entre nosotros todo lo hacen, lo dirigen y lo explotan en provecho propio. Así, el Gobierno habrá de ser por muchos años el tutor y protector de las localidades, aun en aquellas cosas como la educación y los caminos, que afectan tan de cerca la felicidad de las familias y la riqueza individual.

Concurriría por último al aumento de medios para la amortización de la *nueva deuda*, la facultad que puede concederse al Gobierno para transigir los pleitos en que tenga interés la hacienda pública, y cuya duración pase de diez años. Bajo el gobierno de la madre Patria era prohibida toda clase de convenios y arreglos extrajudiciales sobre esta materia ;

y nosotros hemos sostenido la prohibición sin analizar sus razones, y haciendo muy poco honor á los altos magistrados. Menester es ahora abandonar estrechas miras que perjudican el libre ejercicio de la administración pública, que privan al tesoro de considerables recursos, y que contribuyen á mantener el espíritu litigioso que agita al país. En tiempos de ahogos y de apuros deben los gobiernos, así como los individuos, poner en acción y movimiento sus recursos, transigir y deslindar intereses, hacer toda clase de esfuerzos y superar los más serios obstáculos para hacer frente á sus empeños y salvar su crédito. Por otra parte los magistrados públicos deben ser los primeros en dar el buen ejemplo de qué es preferible el medio de una transacción equitativa á pleitos largos y dispendiosos, especialmente cuando éstos presentan el aspecto de interminables, bien por la concurrencia de muchos acreedores, ó bien por haber trascurrido mucho tiempo después de principiados; pues no pocas veces se ve que mientras más se alarga un juicio, menos esperanzas hay de su pronto término, circunstancia que hace más necesaria la transacción de los de esta clase que de los que tienen poca duración. No olvidemos, Señores, que la Nueva Granada no está gobernada por estúpidos virreyes, ó por procónsules venales y corrompidos, sino por magistrados de libre elección del pueblo, en quienes por lo menos debe suponerse acendrado patriotismo y bastante honradez.

La misma reflexión puede hacerse á quienes me

censuren de promover el ensanche natural y muy necesario de las facultades del Ejecutivo en materias fiscales; y á ella habré de añadir otras tomadas de los principios de la ciencia administrativa en su relación con las exigencias y situación rentística de la Nueva Granada.

Las constituciones de las Repúblicas americanas han adoptado la división de los poderes como base de un buen Gobierno; mas ninguna de ellas ha trazado la línea de demarcación que determine con exactitud y sin ningunos inconvenientes en la práctica las funciones de cada uno de ellos. Siendo irresponsable el Legislativo y tan vasto el campo de las que se le atribuyen, no hay objeto que no lo crea de su pertenencia; al mismo tiempo que en el Ejecutivo no se ha visto sino un poder tremendo á quien es fuerza tener ligado para que no oprima la Nación. De aquí ha nacido que la mayor parte de nuestras leyes son reglamentarias; que el Poder Legislativo se ha introducido en el dominio de la administración; y que al Ejecutivo se han puesto trabas y cortapisas aun para el desempeño de sus atribuciones constitucionales. Si el Congreso ha reglamentado, con mayor razón ha debido hacerlo el Poder Ejecutivo; otro tanto han hecho las cámaras de provincia, los gobernadores, los concejos municipales y comunales, los jefes políticos y los alcaldes: todos han reglamentado. Ahora, estos reglamentos son tan minuciosos y algunos de ellos tan impertinentes, que, si se cumplieran, serían insopor-



tables aun en la vida monacal de los claustros. Así, no sólo ha estado entorpecida la acción administrativa, sino que hasta la libertad social ha recibido algunos golpes; y sin embargo, no falta todavía quien sostenga que sin reglamentos no hay garantías y el Gobierno se erige en tiránico.

En negocios administrativos la ley no debe contener sino el gran pensamiento del legislador, ni puede mirársela sino como la regla general, la norma á que todos deben sujetarse. En materias de hacienda menos que en ninguna otra conviene que la potestad legislativa entre en detalles y pormenores fastidiosos, pues hay negocios complejos que exigen diferentes combinaciones, y cuyo buen éxito depende de la elección de las circunstancias ó del secreto con que se manejen, y las Cámaras no pueden ni prever aquellas circunstancias, ni guardar la reserva que sólo se obtiene entre pocos individuos. Considero por tanto que al Congreso corresponde declarar su voluntad, y al Ejecutivo la elección de los medios y de la ocasión mas adecuada para cumplirla. La misma Convención granadina reconoció este principio cuando dejó al Ejecutivo la expedición del plan orgánico de tesorerías, una de las mejores obras de nuestro Gobierno. Si la ley dispusiera, por ejemplo, que para hacer producir la renta del tabaco se arrendase toda ella en el presente año precisamente, es indudable que se la daría un golpe fatal; pero si por el contrario, tiene el Gobierno amplias facultades para hacer arriendos parciales ó genera-

les, para establecer nuevas factorías, celebrar contratas de cultivo, etc., procediendo según las circunstancias, la marcha de los negocios, la afluencia de capitalistas y la mayor estimación del vegetal en Europa, y tomando todas precauciones para no sacrificar á la ganancia del momento los intereses futuros, la renta puede duplicar sus productos. Sucede en esto lo propio que en los negocios individuales: el propietario de una heredad que no puede administrarla por sí mismo, escoge un administrador, le comunica sus proyectos y sus órdenes, confía á su celo la elección de los medios, y á su honradez el manejo de los intereses; le autoriza para vender, comprar y permutar, y sólo se reserva la inspección periódica de la marcha del establecimiento y el examen anual de las cuentas. En este caso, como en la elección de los altos magistrados y de los administradores subalternos, lo importante es buscar en las personas la inteligencia, la actividad, la honradez. *De nada sirven las leyes sin las costumbres*, decía un canon de la jurisprudencia antigua.

Añadiré una observación que quizá parecerá paradójica, y ciertamente no lo es: con más justicia y razón puede censurarse al Ejecutivo, y aun hacerse efectiva su responsabilidad cuando ha podido hacer el bien sin estorbos y no lo ha hecho, que cuando reducido al estrecho círculo de una ley, no siempre completa ni bien calculada, puede contestar á cualquier cargo de omisión: *la ley no me ha permitido hacer el bien*. Agréguese á esto que existiendo dife-

rencias características en unas provincias respecto de otras, es forzoso que la administración tenga el poder suficiente para hacer que en la ejecución de los mandatos se conformen éstos con las necesidades peculiares, los hábitos, los intereses y hasta los climas de cada una de ellas. Por último, tampoco debe perderse de vista la influencia saludable que sobre el orden público, no menos que sobre la riqueza nacional, ejercerá un Gobierno sin trabas inútiles, y con todo el poder que da una vigorosa, y expedita acción administrativa: por lo menos una larga experiencia me ha enseñado que toda garantía es ilusoria si la fuerza y poder del Gobierno no la hacen efectiva. La debilidad no puede dar amparo y arrimo ni á los amigos ni á los enemigos.

---

#### CONCLUSIÓN.

En las ideas que contiene esta exposición se encontrará cuanto mi patriotismo puede ofrecer á la Nación, y á aquellos de mis compatriotas que fincaron en mí algunas esperanzas cuando se me llamó al despacho de la Secretaría de Hacienda. Feliz me consideraré si contiene algo útil esta obra que he pensado y coordinado en pocos días, después de haber estado ausente de Nueva Granada dos años, y si en este destino puedo, lo mismo que en los demás con que me ha honrado el Gobierno, coadyuvar á

la noble empresa de sostener el *principio legal*, sea quien fuere el que lo represente, sin perder de vista al mismo tiempo cuanto conduzca á la mejora social y material de nuestra querida patria, á cuyo objeto debemos consagrar nuestros esfuerzos en los cortos periodos de paz que suceden á los frecuentes sacudimientos políticos; mientras que el tiempo, la reflexión y la experiencia fijan sólidamente el reinado del orden y de la libertad en la tierra que descubrió Colón.

La Legislatura de 1843 tiene la misión de dar un elemento de orden á la Nueva Granada con el arreglo de la Hacienda nacional: que al hablar de ella se diga: *al fin se ha hecho una obra completa en el ramo más importante de la administración pública*. Proveed de recursos al Gobierno con el menor gravamen de los pueblos, y los planes de los revolvedores serán irrealizables: fomentad las fuentes de la riqueza pública, y habrá instrucción, artes y todos los goces de la civilización á la sombra de la paz. Sin un sistema de hacienda bien concebido y puntualmente ejecutado, el tesoro estará exhausto, la nación mal servida y nuestros acreedores descontentos. No olvidéis, Señores, que en Nueva Granada están más estrechamente unidos los intereses y las miras de los poderes Legislativo y Ejecutivo, que lo que lo están en las monarquías constitucionales los de la corona y del parlamento, el cual nunca niega los subsidios que aquélla le pide. El Gobierno no os demanda que decretéis nuevos impuestos ó emprés-

titos onerosos : no, *exactitud en la recaudación y economía bien comprendida en la distribución*, he aquí los dos grandes objetos hacia los cuales llamo vuestra atención, no para que dictéis sobre ellos disposiciones á medias sino un arreglo, uniforme, general y radical. Decretadlo, Señores, y mostraréis entonces que en la América española, bajo un gobierno republicano y con dos Cámaras legislativas, puede hacerse algo que no sea incoherente y diminuto.

Bogotá, 1.º de Marzo de 1843.

## VI

### DEFENSA DEL ARZOBISPO DE BOGOTÁ\*.

#### INTRODUCCIÓN.

Hallábame dando lecciones de Historia á mis tier-  
nos hijos, cuando se me presentó un amigo y me  
entregó un folleto diciéndome : « Lea usted, que le  
interesa. » Lo recibí, y habiendo pasado rápida-  
mente la vista por su título y sus primeras líneas,

\* El título íntegro es : *Defensa del Arzobispo de Bogotá, u observaciones del Doctor Rufino Cuervo al cuaderno titulado « El Arzobispo de Bogotá ante la Nación ».* Bogotá, 1852. La necesidad de no abultar excesivamente este volumen nos precisa á omitir algunos párrafos de menor importancia relativa. En su lugar indicaremos por vía de nota el punto de que trata cada uno de ellos.

« Mucho que me interesa, le respondí, porque soy católico y amigo del Arzobispo. » El folleto se titula *El Arzobispo de Bogotá ante la Nación*: su autor un *renegado* que por vergüenza, ó por miedo, ó por ambas cosas no ha querido poner su nombre.

Reducido á una vida de resignación y aislamiento, en paz conmigo mismo, y sin odio á persona alguna ni aun á los que más mal me han hecho, me considero simple asistente al singular drama que se está representando en esta parte de América. He oído en estos últimos años proclamarse paradojas absurdas, utopías ridículas, principios los más antisociales; he visto insertarse en los números de 20 y 23 de Marzo de 1851 de la *Gaceta oficial*, que es el único papel que circula hasta en la última aldea de la República con toda la recomendación de la autoridad, he visto insertarse, digo, *los estudios sobre algunos problemas del destino social* de Victor Considerant, obra que ha excitado en Europa la indignación de unos y el desprecio de otros, en la cual se sostiene que el hombre es por su naturaleza impecable; he visto oponerse altar contra altar, y al sacerdocio mismo *sirviendo de INSTRUMENTO de difamación* y de eco de las más abominables calumnias; he visto relajarse los vínculos de la subordinación y disciplina en la juventud y en la gente ignorante, dividirse la familia granadina, formarse odios irreconciliables, contraponerse los intereses á los deberes, y sustituirse la falsía y la mentira á la franqueza y á la verdad; he visto ejercerse un acto algo más que

de comunismo en la espoliación del Seminario metropolitano, con notoria violación de las disposiciones constitucionales y sagradas; he visto que el socialismo demagógico se ha presentado en unas partes, como en el hermoso valle del Cauca, con el furor brutal con que los anabaptistas quisieron plantearlo en el siglo XVI, y que en otras se introduce gradualmente en las ordenanzas de las Cámaras provinciales y en los decretos de los cabildos; he visto, en fin, y veo la alarma que causan los progresos del comunismo á los mismos que lo han fomentado en la obcecación de sus pasiones, olvidando que no es dado á ningún agitador contener el movimiento revolucionario que una vez se ha impreso en la multitud extraviada. Al ver todas estas cosas confieso que casi me abandona la esperanza de que se establezca sólidamente entre nosotros una patria digna de las altas virtudes de sus primeros fundadores y guerreros, y mi alma y mi corazón se vuelven á Dios, supremo legislador de las sociedades humanas, en busca del remedio de los males que aquejan á la nuestra.

La historia, que es la mejor maestra de los hombres, nos muestra que los progresos del socialismo demagógico no pueden contenerse sino por los cañones de los gobiernos, ó por la influencia bienhechora del catolicismo. En 1525 los socialistas fueron destruídos á balazos en Frankenhause, en 1535 en Amsterdam y Munster, y en 1848 en las calles de París. En los demás tiempos y lugares

sometidos á la acción tutelar del catolicismo, que consagra el principio de orden y de autoridad, bendice la familia, sanciona el respeto á la propiedad y predica la caridad estimulando al rico al socorro del indigente y al poderoso á la protección del desvalido, el socialismo no ha sido ni es sino una de tantas palabras con que se embauca á los pueblos, siguiendo la vieja máxima del inmoral Lisandro, que decía : *á los niños se engaña con tabas, y á los hombres con palabras*. Pero en un país en que el catolicismo es atacado en sus bases fundamentales, y la autoridad pública protege y fomenta los clubes democráticos, foco perenne de las predicaciones más antisociales, ¿podrá aguardarse que más tarde ó más temprano no se establezca el socialismo demagógico con todos sus horrores ?

Ruego á mis lectores que excusen esta ligera reflexión, mirando en ella un llamamiento patriótico, una voz de *¡Alerta!* á los hombres que gobiernan la República, al mismo tiempo que una introducción indispensable á la defensa de un proscrito á quien me ligan vínculos muy sagrados, — la creencia de mis padres, que es la mía y la de mis hijos, y una antigua é inviolable amistad. La persecución de los obispos y el ajamiento del clero granadino son hechos seriamente ligados con la existencia del catolicismo en la Nueva Granada y con nuestros futuros destinos sociales ; y si á la persecución judicial se agregan la difamación y la calumnia de los ilustres proscritos, la cuestión cambia entonces de carácter ;



es cuestión de humanidad y de hidalguía á la que un pecho granadino formado con los nobles ejemplos de nuestros mayores, no puede ser indiferente. Yo he podido dispensarme de contestar los injustos ataques hechos á mi reputación, porque habiendo terminado mi carrera pública y renunciado á la política, he confiado mi vindicación al tiempo y al juicio desapasionado de la generación que empieza á levantarse; pero mi silencio cuando es atacada la conducta de mi prelado y amigo, hallándose ausente, sería un borrón que no quiero legar á mi familia.

.....*Absentem qui rodit amicum,  
Qui non defendit alio culpante...*  
.....*hic niger est.*

Las persecuciones de los hombres de mérito siempre han tenido por apoyo y por sanción la difamación y la calumnia. Cuatrocientos años antes de la era cristiana fueron condenados por el furor demagógico del populacho Sócrates y Foción, indignamente calumniados por la envidia y la maledicencia de los intrigantes y agitadores; y después de la fundación del cristianismo, San Cipriano, Obispo de Cartago, sufrió el martirio, y San Atanasio, Obispo de Alejandría, fue desterrado cinco veces de su diócesis y otras tantas llamado á ella, ambos por defender la doctrina ortodoxa. La turba de adula-dores del poder hacía la apología de estos actos, y atribuía á las víctimas desafección á la autoridad, propagación de ideas subversivas, ataques al poder

civil y aun hechos pecaminosos en su vida privada. La respuesta que la virtud daba á la calumnia se encuentra en la boca de San Juan Crisóstomo, que también fue perseguido en Constantinopla: « Aunque brame el mar, decía, y se enfurezcan sus olas, el bajel de Cristo jamás se hundirá. » En algunas ocasiones los aduladores y palaciegos han tomado también el oficio de verdugos, como sucedió con los que asesinaron al virtuoso Arzobispo de Cantorbery, Tomás Becket, que sostenía los derechos de la Iglesia contra las injustas pretensiones de Enrique II de Inglaterra. Hoy un hombre que se muestra tan insolente y soberbio con el que está en desgracia, como vil y abyecto con el que se halla en el poder, se ceba sobre un cadáver como la furia de la fábula, é hinca su venenoso diente sobre la reputación del prelado proscrito que vaga en extraña tierra sin más consuelo que el de una conciencia pura. A ese desventurado escritor es á quien hoy contesto, no bajo el anónimo, sino bajo mi firma y con ánimo resuelto de sostener la lid en estrecho campo, si el adversario saca la cara como hombre decente y no la esconde como villano.

Desde luego no deben esperar mis lectores que yo me ocupe de la parte literaria del folleto « *El Arzobispo, etc.* » porque ésta sería obra muy larga que me distraería del asunto principal. Me limitaré á decir que es una rapsodia ó zurcido indigesto de las más infames producciones que han aparecido en este país, sin plan, sin coherencia y sin método. Su

estilo es á veces el de un misionero, á veces el de un acusador inquisitorial, pero siempre procaz y virulento, lleno de declamaciones triviales y de insultos tabernarios. El que quiera conocer prácticamente la violencia y bastardía de los más horribles pecados capitales, descritos por Sue, encontrará en el folleto la soberbia de Lucifer y la envidia de Caín, expresadas en el lenguaje del despecho lascivo del Canónigo Juan Frollo de Víctor Hugo. No hay allí más lógica que la lógica de las pasiones: el móvil, el objeto soberano del autor es calumniar y hacer odioso al Arzobispo, á los ojos de la gente piadosa y de la gente libertina, en la Nueva Granada y fuera de ella; y con tan abominable mira lo culpa y hace responsable de cuantos males han sucedido, suceden y sucederán en este país, hasta de las debilidades y flaquezas de que quizá no está exento el autor. Parece que se ha querido que en la persona del Señor Mosquera sea una realidad aquella tremenda sentencia simbolizada con la ceremonia de poner los evangelios sobre la espalda del Obispo en el acto de su consagración: *¿ Vis portare peccata populi?* Jamás, ni en los anales políticos, ni en los anales judiciales he encontrado un hacinamiento igual de mentiras, de falsedades y calumnias: el folletista mismo confiesa á la página 5ª, *¡ proh pudor!* que su manifestación es HORRIBLE; baste decir que en el solo texto de ella, porque era preciso que lo tuviera ese sermón infernal, se encuentran dos falsedades: dice así: « El mercenario huye y abandona sus ovejas.....

Del evangelio de San Juan, según la *traducción* de Vence. » El Arzobispo no puede decirse que es mercenario ni que haya huído: él va extrañado por resolución del Senado de 27 de Mayo inserta en el número 1376 de la Gaceta Oficial, y por consiguiente es falsa y calumniosa la aplicación que se le hace del texto. Vence no tradujo la Biblia al español, y sus biógrafos ni aun indican que poseyese este idioma, así como dicen que sabía el latín, el griego y el hebreo; de consiguiente es falso que se haya tomado el texto de la *traducción* de Vence. Hay una traducción de la Biblia en español á la que impropriamente se ha dado el título de *Biblia de Vence*, no porque este sabio francés la hubiese traducido, sino porque tiene sus comentarios junto con los de Calmet y otros expositores; y ésta fue la que vio el folletista, pero por el forro nada más. ¡Qué sabio y qué teologazo, y no sabe siquiera quiénes han sido los traductores de la Sagrada Escritura al idioma patrio, y eso que no han sido muchos! Para salir con semejante pifia no era necesario haber anunciado desde ahora tres meses la publicación de su obra, fecharla el 15 de *setiembre*, y no darla á luz hasta el 19 del *corriente*.

Entro en el fondo de ella, dividiendo este escrito en dos partes, la primera para contestar los cargos que se refieren al tiempo transcurrido hasta 1850, y la segunda para los posteriores.

## PRIMERA PARTE.

## I.

## ELECCIÓN DEL SEÑOR MOSQUERA PARA ARZOBISPO.

Principia el folletista su exordio asegurando que la elección del Señor Mosquera para Arzobispo de Bogotá fue obra de las intrigas de su hermano Tomás y con agravio del Sr. Estévez, y por consiguiente anticanónica; y con esta suposición echa encima del electo, aquella tan justa sentencia del Evangelio: « El que no entra por la puerta es un ratero y un ladrón. » Cuando se hizo aquella elección me hallaba yo de Gobernador de Bogotá, en posición ventajosa para conocer y apreciar los hechos; ellos pasaron así:

Vacante la mitra del Arzobispado, debía elegirse por el Congreso de 1834 el sujeto que hubiera de obtenerla, y todo el mundo presentaba su candidato, como en tales casos sucede. Gobernaba la República el general Santander, y la mayoría de las Cámaras se componía de hombres *liberales*, en el sentido recto y genuino de la palabra, no en el bastardo en que generalmente lo toman hoy. Hablaba yo una tarde con el General y dos ó tres personas más, y tratándose de la elección de Arzobispo, se indicó al estimable Señor Estévez, Obispo de Santamarta. Entonces el general Santander dijo: « Yo no daría

mi voto al Señor Estévez para arzobispo, después de haber sabido que dirigió á Roma una protesta contra el juramento que como obispo prestó de observar la constitución y leyes de la República: yo estoy inclinado al Dr. Gómez Plata. » Este señor servía entonces el curato de la Catedral.

Dos ó tres días después fueron á mi casa dos eclesiásticos, diputados al Congreso, y me preguntaron si conocía al Dr. Manuel José Mosquera, de quien les había hecho grandes elogios el Señor José María Cárdenas. Yo les respondí que había tratado muy de cerca al Señor Mosquera y me parecía un eclesiástico de alta capacidad, profunda instrucción y sólida virtud. Después supe que ese día se había tenido una reunión de Senadores y Representantes en casa del Señor Isidro Vergara y se había convenido en la elección del mismo Señor Mosquera, la cual en efecto tuvo lugar el día siguiente.

El general Tomás C. Mosquera ocupaba, es verdad, un asiento en la Cámara de Representantes, pero entonces estaba muy lejos de ejercer la influencia y tener el ascendiente que tuvo años adelante. Por el contrario, se le miraba de reojo por las notabilidades de aquella época, á consecuencia de sus comprometimientos en la dictadura de Bolívar; y si votó ó no votó por su hermano para arzobispo, es hecho de difícil averiguación, haciéndose por escrutinio secreto la votación, y que cuando más afectaría la delicadeza del votante, mas no la canonicidad de la elección.

Con fecha 12 de Mayo del mismo año de 34, me escribió el Señor Jiménez, Obispo de Popayán: « Mucho trabajo me ha costado reducir á nuestro amigo Dr. Manuel José Mosquera á que acepte la mitra de Bogotá: ustedes hacen una gran ganancia, pero yo pierdo un grande auxiliar con la ida de este eclesiástico, que todo lo desempeña tan bien, como Provisor, como Doctoral y como Rector de la Universidad. » El Señor Mosquera obtuvo la institución de la Santa Sede, se consagró en Popayán, y vino á Bogotá á mediados de 1835. Después de esto, ¿podrá decirse que no entró por la puerta sino por la ventana al obispado, como otros quisieran entrar ?

### III\*.

#### PASTORAL SOBRE ESTUDIOS CANÓNICOS.

Para poner en duda la ortodoxía del Señor Arzobispo y hacerle pasar por inconsecuente en sus principios, le hace cargo el folletista de haber autorizado la enseñanza del derecho canónico por Cavalario, obra condenada por la Santa Sede. La verdad de lo sucedido fue como sigue. Habían proyectado

\* II. Se ponen en su punto los desvelos del Arzobispo en la fundación y prosperidad del Seminario, contra el desdén que sobre esto muestra el libelista.

los Doctores Estanislao Vergara y José Duque Gómez acomodar un curso de derecho canónico para el colegio del Rosario, compuesto del derecho público eclesiástico de Lackis, de las instituciones de Cavalario, de un resumen de las pruebas de la verdad de la religion cristiana, y de una historia de los concilios ecuménicos, traduciendo del latín la primera obra, y del francés la última, y haciéndole algunas anotaciones relativamente á la disciplina de la Iglesia granadina; y para ello hablaron con el Señor Arzobispo, quien les aprobó el proyecto y les ofreció ayudar en la empresa, sobre todo en la corrección del Cavalario. Concluyóse la impresión de la obra, y junto con ella se publicó una *instrucción pastoral* del Prelado, fecha 29 de Setiembre de 1837, en la cual se encuentra el siguiente trozo: « Afeaban  
« el texto original de las instituciones de Cavalario  
« algunas invectivas y proposiciones poco medita-  
« das, en que dejó correr su pluma el autor, de una  
« manera impropia de un eclesiástico.....Pero  
« han desaparecido estos defectos en el curso de  
« Derecho Canónico que acaba de publicarse, y él  
« presenta desde luego á la juventud un compendio  
« de elementos ortodoxos de la facultad. »

A pesar de esta explicación no faltó quien, por celo demasiado escrupuloso, censurase la conducta del Señor Arzobispo por haber aprobado la publicación del Cavalario. Entonces los Doctores Vergara y Duque publicaron *bajo su firma*, un cuaderno titulado « DEFENSA de la pastoral sobre estudios canónicos »,



obra bien escrita y llena de erudición que tapó la boca á los censores. En ella se encuentra el siguiente párrafo. « Emprendió (el Arzobispo) con uno de « nosotros corregirla (la obra de Cavalario), no « sólo reformando las inexactitudes é infidelidades « de la versión, sino quitando del texto original « las invectivas y proposiciones poco meditadas en « que dejó correr su pluma el autor, de una manera « impropia de un eclesiástico ; y así la obra ha quedado purificada aun de aquellos defectos que no « habían impedido su libre curso en España. ¿Y « puede ser esto reprehensible en un prelado? Todo « lo contrario, es laudable y digno de elogio : los « hombres sensatos é imparciales lo conocerán así : « ellos apreciarán en su justo valor la censura que « hacen *las Reflexiones* á un hecho como éste, en que « aparece cuánta es la solicitud, y cuál la vigilancia « de este prelado en materias de esta clase, cuando « ha creído conveniente suprimir las invectivas y « proposiciones que *aun la inquisición de España y « las congregaciones de Roma no creyeron censurables.* »

Tan lejos estaba el Señor Arzobispo de opinar en 1837 de diferente manera de lo que opina hoy, que en su citada instrucción pastoral se encuentran los mismos pensamientos, las mismas convicciones, el mismo valor que le ha conducido al destierro. Después de hablar con la más completa improbación de las obras de Villanueva y de Tamburini, *de las libertades de la Iglesia Española en ambos mundos*, y de otros libros con que algunos emigrados españoles

en Londres, obsequiaron á las repúblicas Hispano-americanas, dice el ilustre prelado lo siguiente :  
« Pero cuando esos escritores venales prostituyeron  
« sus plumas á la exaltada imaginación de un ene-  
« migo de la Iglesia, escribiendo y traduciendo  
« tales obras, sin duda formaron el más ruin con-  
« cepto de los americanos, doctrinándonos como á  
« quien ni ama ni conoce su religión. No : no son  
« desconocidas entre nosotros las ciencias ecle-  
« siásticas ; lo serían, si prevaleciera el espíritu  
« que animaba sus plumas ; pero el catolicismo ame-  
« ricano tiene muy profundas raíces para que pue-  
« dan ser arrancadas por los esfuerzos impotentes  
« de los enemigos de la Cátedra de San Pedro :  
« *antes correrá á torrentes nuestra sangre, que esquivar*  
« *nuestra cerviz al yugo santo de la madre y maestra*  
« *de las iglesias* ; yugo espiritual que sólo afecta  
« nuestras almas, dejando en libertad nuestros inte-  
« reses temporales ; yugo de esperanza y de inmor-  
« talidad ; yugo necesario, sin cuya suave presión la  
« salvación no es posible. »

No puede decir más un obispo católico que se enorgullece de su inviolable adhesión y profundo respeto al Vicario de Jesucristo, ni puede darse una respuesta más perentoria á quien, con diabólica malignidad y juzgando por sus propios hechos, quisiera arrebatárle hasta el amor de los católicos que le acompaña en su destierro.

## V\*.

## TRASTORNOS POLÍTICOS DE 1840 Y 1841.

Con pena positiva voy á tocar los acontecimientos de 1840 y 41, época luctuosa que nunca quisiera mencionar después de haber contribuído con mi voz y con mi voto, como Vicepresidente de la República, á la expedición del decreto de olvido de 1º. de Enero de 1849; pero el imprudente y obcecado folletista, en vez de contribuir á restañar la sangre de las heridas de la patria, se complace en restregar las que se iban cicatrizando: evoca *nominalmente* los manes de las víctimas inmoladas en esa desgraciada contienda; hace hablar los campos en que tuvieron lugar nuestras batallas fratricidas; exclama, se admira, interroga, pone puntos suspensivos, Y LA PLUMA SE LE CANSA. No hay remedio, es preciso contestarle.

En aquellos años estaba yo ausente de la Nueva Granada, y aunque esta circunstancia me priva de la ventaja de hablar de los sucesos por ciencia propia, me coloca por otra parte en buena posición para juzgarlos hoy con imparcialidad, sin participar de

\* IV. Sobre el suceso de la Custodia de San Carlos (véase tomo I, pág. 250). El calumniante asegura, contra la notoriedad de los hechos, que al simple requerimiento que en persona hizo el tesorero al Arzobispo, salió éste de su palacio y fue á entregar por sus propias manos la custodia, que *botada en un costal* fue conducida á la Tesorería.

los crueles resentimientos que acompañan, aun después de largos años, á los que de cualquier manera han figurado en las guerras intestinas. Escribo para los hombres cuyo corazón no adulterado por las pasiones, ni corrompido por los vicios, tiene una correspondencia íntima con su razón; mas no para aquellos que, confundiendo adrede los hechos é invocando en su auxilio las pasiones y los intereses, reviven los odios, renuevan las lágrimas y alejan la esperanza de llegar á bonancibles tiempos.

A cuatro pueden reducirse los cargos principales que se hacen al Arzobispo con motivo de los acontecimientos de 40 y 41 : 1°. haber fomentado la guerra civil decidiéndose calorosamente por un partido y entusiasmándolo con sus exhortaciones ; 2.º haber hecho sacar en andas la imagen de Jesús en procesión, haberla puesto á la cabeza del ejército que reclutó y armó, y haber hecho guerra de religión una contienda, cuyo éxito sólo interesaba á los Mosqueras ; 3º. no haber interpuesto ni hecho valer la influencia de su alta dignidad y sus relaciones con los jefes y mandatarios del partido del Gobierno en favor de los disidentes ; y 4º. no haber contestado ni contradicho estos cargos que se le hicieron por la imprenta, declarándose con esto, convicto y confeso. — Los contestaré por el mismo orden en que los he clasificado.

1º. Cuando, en Octubre de 1840, fue intimado saqueo á la ciudad de Bogotá por el jefe de las tropas que la invadían, pudo y debió el Arzobispo exhortar

al pueblo á la defensa de sus hogares y familias. Así lo han hecho los más recomendables obispos de todos tiempos en circunstancias semejantes. La *guerra de saqueo* es peor que la *guerra á muerte*, porque en ésta se quita la vida á los prisioneros, pero se respetan las poblaciones pacíficas; mientras que en aquélla nada se libra de las violencias de una soldadesca desenfrenada. Es como la guerra contra bárbaros en que todos los habitantes del país deben tomar las armas, hasta los clérigos y los extranjeros *transeúntes*. Pues bien, á pesar de aquella intimación, que es un hecho histórico, y á pesar de la exactitud de estos principios, que son incontrovertibles, no hizo el Arzobispo las exhortaciones y arengas que se le atribuyen. Oigamos á un testigo intachable; *El Húsar de Buenavista*, cuyo autor se dijo ser el Dr. Saavedra, y que en la página 24, número 6º. de 24 de Diciembre de 1840, explica todo lo que sobre el particular sucedió en esa época aciaga.

« El Sr. Arzobispo, ese Prelado á quien tan justamente respetamos y de todo corazón queremos  
« los bogotanos, por sus grandes virtudes y talentos é irreprehensible conducta, pasaba por la casa de la  
« Gobernación el 28 del pasado Octubre á las 12 del  
« día, á tiempo que se recibían las noticias de la  
« heroica jornada de la Culebrera, y la curiosidad  
« natural á tamaños sucesos, lo movió á entrar á  
« imponerse de ellos, en medio de las aclamaciones  
« de su pueblo, que digan lo que se quiera, ama á  
« los Mosqueras. Cuando el Señor Arzobispo hubo

« subido, el Sr. Jefe Político, entonces encargado  
« de la Gobernación, anunciaba al público desde  
« el balcón lo ocurrido ; pero como su voz es débil  
« y se repicaban las campanas, no podía oírsele  
« nada, y fue necesario que el Prelado repitiese con  
« voz fuerte y sonora, lo que se había dicho para  
« que pudiese percibirse. He aquí todo lo que hubo ;  
« lo que ha dado lugar á las pícaras tergiversacio-  
« nes del Semanario número 91, y lo que vio toda  
« la ciudad. »

Posteriormente, habiéndose repetido el cargo en 1849, uno de nuestros mejores periódicos volvió á explicar más circunstanciadamente el hecho, del modo siguiente :

« Entre las muchas calumnias, inventadas para  
« concitar el odio público contra el ilustre prelado,  
« ha repetido uno de esos papeles rabiosos la si-  
« guiente: supone que cuando los rebeldes que  
« capitaneaba Manuel González, fueron batidos por  
« el valiente Neira en la Culebrera, al llegar la noti-  
« cia á esta ciudad, el señor Mosquera arengó al  
« pueblo, mostrando odio y saña contra los faccio-  
« sos, expresando conceptos sanguinarios. Tal hecho  
« es enteramente falso, y no ha habido otra cosa  
« que lo que vamos á referir. La población de Bogo-  
« tá, que temía ser sorprendida y entregada al sa-  
« queo por el..... González, estaba en aquellos  
« días notablemente agitada ; al verse dos personas  
« conocidas en la calle, antes de saludarse se pre-  
« guntaban: ¿ qué hay? y el que recibía alguna

« noticia, corría á comunicarla á sus amigos. Al  
« tiempo que el Dr. Alejo Latorre, que trajo el  
« parte de la victoria, entraba al despacho de la  
« Gobernación, bajaba el Señor Arzobispo de su  
« casa hacia la Catedral; encontróse en la calle con  
« los señores José Manuel Restrepo y Francisco  
« Montoya, que le dijeron que alguna noticia grave  
« había llegado, porque la gente corría hacia la  
« Gobernación; y le instaron para que fuese con  
« ellos á informarse de lo que había sucedido. En-  
« traron á la sala del despacho en donde encontra-  
« ron al Gobernador Dr. Andrés Aguilar, que acaba-  
« ba de recibir la noticia é iba á comunicarla al pue-  
« blo reunido en la plaza. El Señor Aguilar estaba muy  
« constipado; y aunque desde la ventana de su des-  
« pacho repetía la noticia, el pueblo no podía oírlo  
« y daba gritos: entonces el mismo Señor Aguilar  
« suplicó al Señor Arzobispo, que estaba allí cerca  
« con otros varios sujetos, que dijese al pueblo lo  
« ocurrido, porque su voz sería oída más fácilmente;  
« en consecuencia el Señor Mosquera se colocó en  
« la ventana y dijo al pueblo que estaba en la plaza:  
« El Señor Gobernador acaba de recibir el parte de  
« haber sido completamente derrotadas las tropas  
« de González por el Coronel Neira en la Cule-  
« brera. Nada más dijo, é inútil habría sido otra  
« cosa, porque no habría habido quien la escuchase;  
« pues al oír aquellas palabras, un grito simultáneo  
« de alegría atronó la ciudad, y todos corrieron á  
« comunicar la noticia, enajenados de entusiasmo y

« de placer. Ahí están los señores Aguilar, Restrepo, Montoya y otros muchos que pueden justificar « la exactitud de esta relación. »

He procurado informarme con personas respetables de ambos partidos, he recorrido los números de la *Gaceta oficial*, de *El Día*, de *El Húsar de Buenavista* y los otros papeles que se publicaron en aquel tiempo, y no he descubierto que, fuera de la ocasión expresada, hubiese hablado al pueblo el Señor Arzobispo, ó predicado sermón ó plática alguna, como lo hicieron muchos de los que hoy adulan al poder. Si el folletista sabe otros hechos en comprobación del cargo, lo interpele á que los especifique, citando los lugares en que sucedieron y las personas que los presenciaron, sin apelar á vagas generalidades ni á declamaciones oratorias que á nada conducen cuando se trata de la honra de un Prelado y de suministrar materiales á los que escriban nuestra historia. En cuanto al caso que tuvo lugar en la Gobernación, él nada prueba en contra del Arzobispo, y su exactitud se apoya en el testimonio de tres personas fidedignas, los señores Restrepo, Montoya y Aguilar, que están vivos y residen en esta ciudad, á quienes se puede interrogar, lo mismo que á otras muchas personas que se hallaron presentes.

2.º Que en Lima se hubiese publicado por la prensa la especie absurda de que el Arzobispo distribuyó armas al pueblo, levantó un ejército y puso á su cabeza á Jesús Nazareno, y que con este ejército fue rechazada la pequeña fuerza socorrana que impru-



*dentemente se había adelantado*, no es cosa que deba extrañarse mucho, ya porque á la distancia se adulteran y desfiguran los hechos, ya porque las pasiones, cuando tales escritos fueron publicados, se hallaban en su mayor efervescencia ; pero que hoy se reproduzca, apoye y elogie esa miserable especie en la ciudad de Bogotá, teatro de los acontecimientos, y delante de la población que desmiente al folletista, es proceder que no tiene epítetos con que calificarse.

Pocos serán los que ignoren en la República que quien despertó el espíritu público en esta ciudad y derrotó con un puñado de valientes á las fuerzas que la atacaban, fue el Coronel Juan José Neira. Después del triunfo de la Culebrera, fue cuando se pensó seriamente en una defensa que antes se creía imposible : entonces fue cuando, á la noticia de una nueva invasión, se hicieron fosos y trincheras, y se trasladó el armamento del parque al Colegio de San Bartolomé. Veamos cómo refiere estos hechos *El Día* del 3 de Diciembre de 1840, y si se hace mención alguna del Arzobispo, como se habría hecho *y con grandes elogios*, si hubiese tenido la parte que se le atribuye. Dice así :

« Acordó el Gobierno la medida de trasladar el  
« parque al centro de la ciudad, y construir algunas  
« fortificaciones que defendiesen las ocho manzanas  
« que rodean la plaza mayor. ¿ Quién llamó en estos  
« momentos la masa entera de la población á dar  
« cumplimiento á estas medidas ? hombres, mujeres,  
« niños, ancianos, clérigos seculares y regulares se

« presentaron á trasladar los cañones, fusiles y mu-  
« niciones, y antes de cuatro horas el parque estuvo  
« en el local designado. El orden reinaba por todas  
« partes, y el silencio con que se efectuaba este tra-  
« bajo, inspiraba un respeto religioso á la virtud  
« y el sentimiento que seguía aquel movimiento po-  
« pular: al ver jóvenes de siete á ocho años correr  
« con la carga de un fusil superior á sus fuerzas, al  
« ver damas delicadas conducir á la vez tres y aun  
« cuatro fusiles, madres tiernas llevando de un lado  
« su hijo de pecho y en el otro el instrumento de  
« muerte, ancianos á quienes daba fuerzas y vigor  
« esa llama celestial del patriotismo que ardía en  
« sus venas casi heladas por los años; al contem-  
« plar estas escenas, quién sintió correr por sus  
« mejillas lágrimas de ternura, y quién las sintió  
« correr de fuego al pensar en las calamidades de  
« la patria preparadas por la ambición criminal de  
« hijos parricidas.

« Concluída la traslación del parque, se presentan  
« las mujeres á tener parte en la construcción de  
« las trincheras y apertura de los fosos; pero los  
« hombres no admitieron su cooperación, porque no  
« era necesaria. El día no se terminó sin que se hu-  
« biesen también terminado todos los trabajos acorda-  
« dos para la defensa. Dos mil hombres armados en-  
« cerraba la plaza; todos los puntos que exigían alguna  
« custodia estaban guardados; se esperaba el día de  
« un combate como el día de una gran fiesta, y los que  
« se hallaban por fuera, se prometían manifestar su

« patriotismo y su valor de un modo más eficaz :  
« nada causaba un sentimiento de pesar, sino que  
« las hordas que capitaneaban Farfán y González,  
« desistieran de su marcha á la capital. »

Verdad es que en aquellos tiempos los padres de San Agustín sacaron en concurrida y solemne procesión á Jesús Nazareno, y que durante ella hubo prédicas y exhortaciones : mas nada de esto se hizo por órdenes ó á insinuaciones, ó siquiera con asistencia del Arzobispo. La poblacion de Bogotá recordaba que, cuando en los años de 1812 y 1813 las provincias federadas del norte hicieron la guerra á esta ciudad, Jesús Nazareno había sido su patrono : que entonces el nombre de *Jesús* era el distintivo de todas las edades, sexos y profesiones, y que á su especial patrocínio se debió el triunfo del 9 DE ENERO, cuyo escudo fue colocado en la santa imagen. Este recuerdo, esta fe de un pueblo religioso hicieron que se pusiese bajo la protección del divino Salvador en circunstancias idénticas á las de aquellos tiempos, en los cuales el Señor Mosquera era un simple estudiante de latinidad en Popayán. Lo sucedido en 1840 fue una fiel reproducción de lo sucedido en 1813 : el mismo pueblo, la misma piedad, el mismo fervor, los mismos resultados, todo ha sido lógico y coherente. En ninguna de las dos épocas se ha pensado en hacer guerra de RELIGIÓN una guerra de política, á no ser que se crea que las cuestiones se desvirtúan cuando en sus conflictos implora el hombre el auxilio de la Divinidad.

En cuanto á eso de que se ha pretendido establecer la dominación de los Mosqueras en Nueva Granada, es una suposición mezquina y vulgar que no puede admitirse, sin suponer al mismo tiempo que el Arzobispo es un estúpido y los granadinos unos imbéciles, cosas ambas que yo rechazo con desprecio. En el orden físico, como en el orden moral, hay verdades que no necesitan de probarse : « la evidencia se muestra, pero no se demuestra. »

3°. Extendido el alzamiento revolucionario á casi todas las provincias de la República ; erigiéndose muchas de ellas en estados soberanos é independientes ; obrando sus caudillos con independencia, y siempre resueltos á hacer triunfar su causa, á reserva de despedazarse más tarde unos con otros ; desencadenadas las pasiones y exaltados los ánimos por todas partes, la Nueva Granada presentaba la verdadera imagen del caos. No había en ella, ni podía haber una voz bastante fuerte para hacerse oír, ni bastante influyente para ser atendida. Los pocos hombres que, por bondad natural ó por no haberse adherido ciegamente á un partido, querían aplacar y disminuir los horrores de la guerra, se limitaban á desempeñar el oficio de *intercesores* renunciando al de *mediadores*. Estas circunstancias trazaban á un Obispo la línea de conducta que debía seguir, — abogar por los intereses de la humanidad é impedir, en lo posible, que los males de la época pesasen muy duramente sobre los objetos y personas sujetas

á su autoridad : esto fue exactamente lo que hizo el Señor Arzobispo Mosquera.

Estoy informado, no por boca de este Señor, sino por los mismos que recibieron sus favores, ó por los hombres que en aquella época figuraban, de los oficios que entonces practicó en favor de los vencidos. Para muchos solicitó y obtuvo cumplido indulto, á algunos salvó la vida, y á no pocos hizo atenuar y disminuir sus penas. Todos estos oficios filantrópicos los ejerció el Prelado sin ruido y sin ostentación, porque él no es de aquellos hombres vanidosos y menguados que, á falta de mérito propio, quieren recomendarse haciendo alarde de una ruin protección, ni nunca ha pretendido, como tampoco lo pretendo yo, publicar los nombres de las personas que sintieron los efectos de su bondad. ¿Quiere saberse en qué se distingue principalmente el verdadero cristiano del tartufo y del hipócrita, la persona bien educada de la que ninguna crianza ha tenido, el hombre de pecho noble y generoso, del ruin que abriga sentimientos bastardos y plebeyos? Obsérvese cómo se presta un servicio, ó cómo se hace un favor ó una gracia; y cuando se viere que el protector ó benefactor publica el beneficio, hace alarde de él y humilla con esto al protegido, se puede concluir con toda seguridad, que ese falso protector es un miserable digno de nuestro desprecio, en quien debe mirarse no un amigo, sino el más vil y dañino de los enemigos.

Sin embargo, hay hechos que por haber sido ma-

teria de resoluciones gubernativas ó de procedimientos judiciales, han venido á ser del dominio público y pueden ser recordados, especialmente si se trata, no de elevar á un hombre, sino de defender á un proscrito. De esta especie es el que voy á referir.

Una ley expedida en aquellos días de exaltación dispuso que los indultos concedidos á los *disidentes*, así los llamo yo después del decreto de olvido, no comprendiesen la pérdida del destino. A consecuencia de esta disposición fue privado de su curato de Rionegro el Presbítero E. Antonio Abad, por auto del Obispo de Antioquia Dr. Gómez Plata, y la Corte Suprema, de que yo era ministro entonces con mi distinguido amigo el Dr. Diego Fernando Gómez, declaró legal el procedimiento del Obispo, por cuanto el presbítero Abad había aceptado indulto por sus comprometimientos en la revolución. El Dr. Juan N. Azuero se encontró en el mismo caso que aquel presbítero; pero era cura de la diócesis de Bogotá y á ésta la gobernaba el Señor Mosquera. ¿Perdió su beneficio, ó se le molestó en la cosa más trivial? No daré yo la respuesta, que la dará cumplida el Dr. Azuero, cuyos sentimientos caballerosos rendirán sobre esto testimonio en justicia. Algún día se sabrá que el Señor Arzobispo rompió una carta que habría bastado para sentenciar un célebre proceso.....

4.º Yo no sé que en este siglo se haya hecho cargo á un hombre de mérito por no haber contestado

inepcias ó calumnias, si no es al Abate Lacordaire tratado descortésmente en uno de sus viajes ; pero el orador elocuente respondió : « cuando la burra de Balaán habló, calló el profeta ; » respuesta llena de talento, de la cual hizo aplicación con no menos talento, hace pocos días, un joven amigo mío.

Se necesita que el hombre público tenga poca fe en la rectitud de su conducta y en la justicia de sus conciudadanos, para afanarse por satisfacer las censuras con que acibaran su vida la malignidad y la envidia. El sufrimiento de las necedades, de las quejas y aun de las calumnias, es una especie de gravamen de la carrera pública. *Los omes que oficio tienen, magüer fagan derecho, non puede ser que non ganen malquerientes.* Ni en mi país ni fuera de él he visto que las verdaderas notabilidades, sea políticas, militares ó eclesiásticas, hayan escrito esos *manifestos*, esas *vindicaciones*, esos *al público imparcial* y aun á LA POSTERIDAD, con que hombres mediocres quitan el tiempo á la gente ocupada, menos por explicar un hecho en que quizá nadie había hecho alto, que por hacer sonar su nombre. Los libelos infamatorios jamás deben contestarse, porque como decía el dulce poeta Chenier :

*La calomnie honore en croyant qu'elle outrage.*

A excepción del caso en que haya de vindicarse ante la autoridad ó corporación encargada de hacer efectiva la responsabilidad, debe abstenerse el empleado de entrar en polémicas y contestaciones que

desdoran su carácter igualándolo con su adversario, que quizá es un miserable. Un silencio desdeñoso suele ser la mejor respuesta, mientras que más tarde, cuando ya las pasiones han calmado, puede el ofendido explicar su conducta *de una manera general y sin mencionar al ofensor*, ó los compatriotas le defienden y vindican. Siempre es de esperarse que el tiempo y la reflexión hagan justicia, porque más tarde ó más temprano tienen su reacción las buenas ideas, los instintos generosos.

Y ¿qué deberá decirse cuando los cargos son tan evidentemente absurdos y notoriamente falsos como los que reproduce el folletista ? Haberlos contestado era suponer que había alguna duda que disipar, alguna creencia que fortificar. Un ejemplo más. Hablando ese escritor del Señor Arzobispo, para concluir su párrafo á la foja 12, dice así : « y cual un  
« hombre saturado con las doctrinas de Diderot,  
« Voltaire, D'Alembert. . . con cuantas obras más ó  
« menos subversivas de la conciencia, y que hubie-  
« sen sido su preferente lectura de tiempos atrás  
« hasta su elevación, no halló tal vez una memoria,  
« un recuerdo de religión ni de dignidad moral. »  
¡¡¡ El Señor Mosquera saturado con las doctrinas de Diderot y Voltaire!!! Él, cuya fe pura, cuya piedad evangélica, cuya conducta inmaculada eran objeto de admiración en Popayán y Quito, en donde pasó los primeros años de su vida. ¡Él, á quien durante más de 25 años no le he oído sino palabras santas para edificarme, instruírme y consolarme ! ¿ Merecerá



los honores de una contestación tan abominable, algo más que abominable, tan sacrílega calumnia? Refiere Bossuet en su HISTORIA DE LAS VARIACIONES, que Lutero decía: *el Papa está tan lleno de demonios, que los escupe con la saliva y los echa por las narices al sonarse*. Nada contestó á estas frases Paulo III, que era á quien se dirigian. ¿Y quedaría por esto convicto y confeso de tan peregrino cargo?

## VII\*.

### VENIDA DE LOS JESUITAS Á LA NUEVA GRANADA.

« Jesuitas. ¡Cuántos crímenes en uno solo!.....  
« éste es el GRAN CRIMEN del Arzobispo de Bogotá, y  
« aquí quisiéramos, como deseaba el poeta latino  
« (*Æneid.* 6\*), para describir los horrores del infier-  
« no, tener cien bocas, cien lenguas, y una voz de  
« sonido inmenso. Los hechos se multiplican aquí  
« de tal manera, y con tal rapidez se cruzan, se  
« agolpan y amontonan los recuerdos, las circuns-  
« tancias, los pensamientos, que no sabemos qué  
« tomar ni qué dejar. » Al leer este rasgo, mitad  
teatral, mitad de púlpito, con que principia el § 11,  
página 12, el sentimiento de indignación cede el  
lugar al sentimiento de lástima hacia un energú-

\* VI. Desmiente el que se hubiera sustraído del correo un pliego en el cual Monseñor Baluffi diz que informaba á Roma contra el Arzobispo.

meno que, en su frenesí, ha faltado á la verdad, no menos que á las reglas más triviales de la decencia y del buen gusto. Los Jesuitas forman el asunto de gran parte del folleto para hacer recaer sobre el Arzobispo de Bogotá, todos los cargos que se les han hecho en más de dos siglos: en esta materia sí que se pavonea el escritor, ostentando una *prestada y vulgar erudición*, y sobre esos sacerdotes derrama toda su bilis en el sentido y furioso lenguaje de un amante celoso. Voy á contestarle sin cólera y sin amargura, con toda la sangre fría que dan el uso del mundo y los penosos padecimientos de una vida agitada; y aunque no tenga la presunción de convencerlo, porque « no hay peor sordo que el que no quiere oír, » quedaráme al menos la satisfacción de haber hablado con imparcialidad sobre un asunto que se ha tratado entre nosotros por ambas partes con toda la exageración del espíritu de partido.

Hay en esta cuestión dos puntos que conviene examinar separadamente; á saber: la venida de los Jesuitas á la Nueva Granada, y el acto de su llamamiento.

Que los Jesuitas han podido venir á la Nueva Granada como cualesquiera otros individuos de la especie humana, es un punto que no puede controvertirse seriamente. Desde que este país quedó independiente de España y abrió sus puertos á todos los extranjeros sin limitación alguna, quedaron de hecho abrogadas esas leyes de intolerancia y de proscripción sancionadas por la Metrópoli. El principio de que una disposición general no deroga una

especial sino de una manera expresa y terminante, no es aplicable cuando la especial es odiosa ó contraria á la libertad. Las leyes españolas que prohibían la entrada de los moros y judíos á estos países, las que excluían de ser herederos á los herejes, y otras semejantes, no han sido derogadas especial y terminantemente, y sin embargo ni el hombre de más palurdo entendimiento puede sostener que están vigentes. Al entrar hoy un extranjero en el territorio granadino, nadie le pregunta bajo qué latitud ha nacido, qué religión profesa, qué oficio ejerce y qué vestido usa : lo que se le exige es que obedezca las leyes y respete las autoridades. Sobre estos principios se estableció la República, y en ellos se funda su porvenir industrial y comercial. Establézcanse los contrarios, y el resultado será el Paraguay, bajo la dictadura del Dr. Francia, pero República libre y soberana, *eso no*.

Muy bien sé que compatriotas distinguidos sostienen que, en una buena sociedad, no deben ser admitidos hombres como los Jesuitas, que difunden máximas inmorales, comprimen el genio y la inteligencia, y extinguen los más generosos sentimientos del corazón. *Adhuc sub iudice lis est*, yo les responderé ; y no es ésta la ocasión de controvertir una materia en que tan divididos están los más grandes ingenios, y en la cual, quizá aun el mismo folletista (sin que por esto se entienda que es un grande ingenio) no ha estado acorde consigo en las diferentes fases ó lunaciones de la vida. Entretanto yo me aten-

go á los hechos, y ellos me dicen que en los Estados Unidos, Inglaterra, Francia, Bélgica y en las naciones más cultas de Europa, no sólo es admitido el Jesuita, sino que se le considera, y se confía á su ciencia y virtud la educación de la juventud.

Pasando al hecho del llamamiento, diré francamente que no fueron conformes á mis opiniones los actos legislativo y ejecutivo que lo decretaron: creí entonces, como creo todavía, que, habiendo triunfado el partido de orden y de legitimidad de las facciones de 1840 y 41, no debía traerse como elemento de conservación un instituto por el cual no manifestaban simpatía muchos miembros de ese mismo partido; que siendo constante que en ningún país y menos en las Repúblicas hispano-americanas, dura por largo tiempo un partido en el poder, era perjudicial, aun á los mismos Jesuitas, el hacer depender su permanencia en la República, de la duración de los conservadores en el mando; y que por lo mismo que esta orden ha sido motivo y objeto de disputas y controversias en las naciones en que ha tenido una existencia legal, no debían venir los Jesuitas á la Nueva Granada sino *á la sombra de la tolerancia general*, como han sido admitidos y existen en Inglaterra, Francia y en los Estados Unidos. Yo manifesté estas opiniones desde Quito, en donde me hallaba entonces, y luego las repetí en Bogotá á mi regreso del Ecuador; y por cierto que me valieron agrias censuras de cierto círculo retrógrado y anti-pático que me ha juzgado con sobra de liviandad.

Sea de esto lo que fuere, la verdad es que el Señor Arzobispo no tuvo más parte en la venida de los Jesuítas que la que tuvieron otros muchos ciudadanos distinguidos, no sólo de Bogotá sino de Antioquia y otras provincias, es decir, la de auxiliarles en su marcha y prestarles los oficios de una franca y cordial hospitalidad. El Arzobispo tenía necesidad de profesores de idiomas, de física y matemáticas para el Seminario, y por esta razón, no menos que por su alta dignidad eclesiástica, debía distinguir y favorecer unos sacerdotes que habían de prestarle una eficaz cooperación en la educación de los levitas; pero ni fue miembro de las Cámaras legislativas en 1842, ni tenía relación con los miembros de la administración ejecutiva que dio el decreto de llamamiento, ni hizo solicitud ni gestión alguna con este objeto. El decreto lo expidió el Vicepresidente, general Caicedo, encargado del P. E., y lo autorizó el Secretario Dr. Mariano Ospina, sujetos ambos de ideas y convicciones propias. Por consiguiente es inexacta, injusta y apasionada la aserción de que el Arzobispo fue la causa de la venida de los Jesuítas á la Nueva Granada.

Cuando éstos llegaron á Bogotá, acababa yo de partir para Europa, y por esta razón ignoro los pormenores de su recibimiento, habiendo sabido apenas que hubo entusiasmo, vivas y hosannas, es decir, los preludios de su crucifixión. Leyendo ahora el folleto á que contesto, encontré una nota en la página 20, en la cual se habla de un sermón de San

Ignacio, fundador de la Compañía, que predicó el Señor Doctor Saavedra, después de la llegada de los Jesuitas, y deseoso de instruirme á fondo de los hechos, quise *evacuar la cita*, como he evacuado otras, para poder hablar con *conocimiento de causa*. Un amigo tuvo la bondad de franquearme esa obra maestra de elocuencia sagrada, que como tal fue impresa, y en ella encontré los siguientes rasgos notables.

« Esta Compañía jamás relajada, nunca desfalle-  
« cida, siempre joven, siempre vigorosa como en el  
« tiempo de Loyola, que, lanzándose en el mundo  
« como un río de fuego, calienta y reanima, vivifica  
« y abrasa, ilumina y enciende. Hablo, Señores, de  
« la fecundidad que los hijos de Ignacio dan al cie-  
« lo, ya como misioneros de los pueblos, ya como  
« maestros de la juventud ; y aunque el asunto es  
« inagotable, voy á compendiarlo.....  
« ¿ Os parece, Señores, que al expresarme de esta  
« manera, sea un mero entusiasmo el que me arre-  
« bate ; ó porque *hablo de lo que amo, tenga más parte*  
« *en mis palabras la pasión que la verdad* ? Pues oíd á  
« Marcelo II, que dice : que desde los apóstoles,  
« nadie ha trabajado tanto en la conversión de las  
« almas, como los Jesuitas ; á Gregorio XV, que  
« ellos han ganado más almas para Dios, que el valor  
« de los romanos ganó gentes al imperio ; á Urba-  
« no VIII, que son incomparables en el estableci-  
« miento de la Iglesia ; á Clemente XIII..... Pero  
« no ; aunque sea tan respetable para un católico el

« juicio de la Silla Apostólica, yo quiero que oigáis  
« testimonios de otra clase. « Durante siete años  
« que he vivido con los Jesuítas, dice Voltaire, ¿ qué  
« es lo que he visto ? La vida más laboriosa y la más  
« frugal ; todas las horas repartidas entre los cuida-  
« dos de nuestra educación, y los ejercicios de su  
« profesión austera ; millares de hombres educados  
« allí conmigo, lo testifican ; éstos son hombres que  
« en Europa llevan la vida más dura, y que van á  
« buscar la muerte á las extremidades de la Asia y  
« de la América. » « El Paraguay, dice Montesquieu,  
« puede darnos un ejemplo de estas instituciones  
« singulares, hechas para formar los pueblos á la  
« virtud. » « Las misiones, dice Buffon, han forma-  
« do más hombres en las naciones bárbaras, que las  
« que han sujetado las armas victoriosas de los prín-  
« cipes. » « No temo avanzar, dice Muratori, que la  
« Iglesia Católica no tiene misiones más floridas que  
« las que dirigen los Padres Jesuítas. » « El nombre  
« de Jesuíta, decía el célebre Lalande, interesa y  
« conmueve mi reconocimiento y mi corazón. »  
« Carvalho y Choiseul han destruído la más bella  
« institución de los hombres, *con la que no es com-  
« parable ningún otro establecimiento sublunar.*

« Ahora, Señores, comparad estos y otros mil tes-  
« timonios que la premura del tiempo me obliga á  
« omitir, *con esta indigesta congerie de rústicos absur-  
« dos, de miserables calumnias que no ha temido publi-  
« car el furor, y no se ha avergonzado de oír la necedad.*  
« ..... Hombres tan eminentes

« en la propagación de la fe, no lo son menos en la  
« cultura y educación, y porque en esta parte tam-  
« poco se me crea parcial, yo voy á producir testi-  
« monios nada sospechosos. « Añadamos, decía  
« D'Alembert, añadamos, porque es preciso ser  
« justos, que ninguna sociedad religiosa, sin excep-  
« ción, puede gloriarse de un tan grande número de  
« hombres célebres en las ciencias y en las letras,  
« como los Jesuitas; ellos se han ejercitado con  
« ventaja en todos los géneros de elocuencia, histo-  
« ria, antigüedades, geometría, literatura profunda  
« y agradable.

« En 1806, es decir, en una época en que en la  
« Francia nadie se atrevía á hablar en favor de los  
« Jesuitas, el Conde Lally-Tolendal, miembro de la  
« Academia Francesa, escribía, que sobre la escan-  
« dalosa injusticia que se había cometido en la ex-  
« pulsión de los Jesuitas, *una llaga incurable se había*  
« *hecho á la educación pública.* » ¿Y qué nos dice  
« esa escuela histórica del protestantismo alemán é  
« inglés, que se distingue en nuestro siglo por su  
« ciencia, criterio y exactitud, como saben los eru-  
« ditos? Siento que me falta el tiempo para emitir  
« todo lo que dice en el particular, y sólo repetiré  
« lo que uno de sus sabios colaboradores, Ranke,  
« ha dicho: « Que la extinción de esta Compañía que  
« había hecho de la educación de la juventud su  
« principal objeto, *debía necesariamente conmover al*  
« *mundo católico* hasta en sus cimientos, hasta en la  
« esfera en que se forman las nuevas generaciones »



« ..... Los Jesuitas son invocados de  
« todas partes; los protestantes mismos aprecian su  
« mérito; los Jesuitas gozan hoy de una amplia li-  
« bertad en Inglaterra, y la aristocracia protestante  
« envía sus hijos á los colegios de los Padres. En  
« el Canadá el gobierno inglés protege decidida-  
« mente las misiones de los hijos de Ignacio; nume-  
« rosos son los establecimientos que ellos poseen  
« en los Estados Unidos; en una palabra, gobiernos  
« absolutos, gobiernos constitucionales, gobiernos  
« republicanos, gobiernos católicos, gobiernos pro-  
« testantes y cismáticos, todos acogen, todos prote-  
« gen, todos toleran y todos aprovechan el mérito de  
« los Jesuitas.

« Al sonoro eco de esta voz del mundo culto é  
« ilustrado, la Nueva Granada ha respondido: pla-  
« gados de males, y sin esperanza de remedio, le-  
« vantamos nuestros ojos al Cielo.... El Omnipoten-  
« te oyó nuestros votos, y *nuestros deseos se ven*  
« *cumplidos*. Los hijos de Ignacio siempre intrépidos,  
« siempre generosos; apóstoles en el siglo XIX,  
« como en el siglo XVI; abandonando patria, ami-  
« gos, relaciones; cerrando los ojos sobre todos los  
« peligros que presenta este teatro de las oscilacio-  
« nes, *este país de las incertidumbres*, atraviesan los  
« mares, saltan ligeros en nuestras riberas, y mar-  
« cando su curso desde Santamarta hasta la capital  
« con los prodigios de un cielo que asombra y subyu-  
« ga aun á los más preocupados, se ofrecen final-  
« mente á nuestra vista: vedlos aquí..... y con

« ellos los albores de un bello día, el principio de una  
« nueva era, el iris que anuncia la bonanza.....  
« ¡Gran Dios! si éste no es más que un agradable  
« sopor, haced que el sueño sea eterno!.....  
« Pero no; ésta es la realidad de vuestras miseri-  
« cordias, y el signo que nos dais de que, á pesar  
« de nuestros delitos, somos aún el objeto de vues-  
« tra clemencia!

« Si, católicos: *se acabaron nuestros males* si sabe-  
« mos apreciar el don que nos hace el padre de las  
« misericordias, el Dios de todo consuelo.....  
« .....Y estos mismos religiosos tan aprecia-  
« bles bajo todos aspectos, que sólo por nuestro  
« bien han abandonado sus hogares, atravesando  
« climas mortíferos, sufrido de consiguiente mil  
« penas y hecho toda clase de sacrificios, ¿habían  
« de venir á permanecer en un *edificio, estrecho, rui-  
« noso y aun malsano*, sin que se tratara de propor-  
« cionarles otro local decente, y sobre todo espacio-  
« so, donde puedan desarrollar con la predicación,  
« con la enseñanza, con la educación, el precioso  
« germen de felicidad pública y privada que consigo  
« llevan á todas partes? Este país donde todo se  
« proporciona á los extranjeros, donde las atencio-  
« nes, la más generosa hospitalidad es una de las  
« virtudes que caracteriza y honra á sus habitantes,  
« ¿se habría de limitar á votos estériles, y cuando  
« más á un noble entusiasmo por los Padres Jesuí-  
« tas? ¡VIVE DIOS! que no puede sufrirse tal mengua  
« si todavía late honor en nuestros pechos. ¡Padres

« de familia ! vosotros estáis especialmente intere-  
« sados en este punto : las caras prendas de vuestro  
« amor, vuestros hijos, os hablan en este momento  
« con aquel elocuente idioma que mis labios no  
« pueden transmitir porque es el de la naturaleza  
« misma. La felicidad presente y futura de esas  
« prendas queridas se halla hoy en vuestras manos,  
« y con ella la felicidad de la religión y de la patria.  
« Esa tierna juventud, con ingenio, con talentos, con  
« tan bellas disposiciones. . . . . ¡ qué terreno tan  
« fecundo si es cultivado por manos expertas ! pero  
« si cae en manos de los agiotistas de la impiedad,  
« ¡ qué funesto porvenir para vosotros y para ella  
« misma ! ¡ Padres de familia ! . . . . . desplegad aquí  
« toda vuestra energía, poned en acción todos los  
« recursos, haced valer todos los medios ; y siendo  
« como es, uno mismo el objeto, á saber, la buena  
« educación y con ella la felicidad de vuestros hijos,  
« uníos fuertemente y formad una masa compacta  
« que allane todos los obstáculos. »

Ahí tiene el folletista la más brillante respuesta que puede darse á esa jerga de textos, citas, doctrinas y opiniones de que se compone una gran parte de su obra : ahí tiene el completo reverso de la medalla ; yo nada pongo de mi pégual. ¿ También dirá que ese sermón ha sido compuesto ó inspirado por el Arzobispo ? ó ¿ creará que cuando lo predicó el Señor Tesorero Dignidad de esta Catedral, *ignoraba éste* lo que sobre los Jesuitas habían escrito Melchor Cano, Arias Montano, Fernando de Mendoza, el

Obispo Lanuza, Rodríguez de Arellano, Palafox y Pascal? ó ¿no habían llegado á su noticia las decisiones del Parlamento de Francia y las opiniones de la Universidad de París? ¿ó que ya se ha olvidado en este país todo lo que se dijo, se escribió y se mandó, respecto de los Jesuitas desde el año de 1767, en que se les expulsó del antiguo Nuevo Reino de Granada por el Rey Carlos III? ¡VIVE DIOS! como decía el panegirista de San Ignacio..... Mas á todo esto contesta el folletista haciendo á los Jesuitas un cargo que nunca, ni en ningún país se han atrevido á hacerles *sus más implacables enemigos*. ¿Me atreveré á mencionarlo? No, mil veces no, porque soy padre de familia, y respeto la moral y la decencia pública, y nunca mis labios ó mi pluma repetirán el sangriento ultraje hecho á las *Señoras de Bogotá*, si.....de esta ciudad á quien el folletista apoda TRINCHERA DEL FANATISMO. Yo recomiendo á todo hombre honrado, cualquiera que sea el partido político á que pertenezca y cualquiera la religión que tenga, que si llegare á sus manos el folleto que refuto, borre las líneas 33, 34, 35, 36, 37 y 38 de la página 31 y las 43 y 44 de la 44.

## SEGUNDA PARTE.

## I

## TRASTORNOS POLÍTICOS DE 1851.

Tarea ingrata es, por cierto, para quien escribe sobre acontecimientos de la Nueva Granada, tener que hablar de revoluciones y de escándalos, de persecuciones y atentados, de infamias y prevaricatos, de lágrimas y desgracias. Terminada apenas la guerra de independendencia, fue destruida por medio de pronunciamientos tumultuarios la constitución política de 1821, esa obra del patriotismo de nuestros sabios estadistas y del heroico valor de nuestros guerreros. Este fue el primer escándalo que dimos, y á él se siguieron *las conjuraciones, las traiciones militares, las reacciones, las conspiraciones, las rebeliones, las violencias y los alzamientos descabellados*. Con todas estas peripecias el país ha retrocedido en el poco trecho que había andado por el camino del progreso: la población ha sufrido con el bárbaro reclutamiento militar; los cultivadores de los campos han ido unos á morir como corderos en los campos de batalla, otros se han fugado á los montes, y no pocos han improvisado matrimonios casi siempre desgraciados; la confianza ha desaparecido, los caudales se han sustraído á la circulación y nuestro crédito ha sufri-

do tristemente en el interior y en el exterior; y lo más triste todavía, las reputaciones individuales, especialmente de los hombres distinguidos, han sido inmoladas al furor de los partidos; y como en las conmociones públicas los que siempre brillan y campean son los más audaces, y á este número pertenecen de ordinario los solemnes facinerosos, se ha visto triunfante el crimen y postergados el talento, la virtud y los merecimientos. Solamente ha habido y hay unos seres afortunados en todas las circunstancias, especie de camaleones ó filósofos eclécticos que medran y pelechan con todos los partidos sin arriesgar nada, á saber, esos trafagones sin opinión, sin afectos, y, lo que es más, sin pudor, que semejantes á las mujeres desgraciadas que no aman sino el dinero, haciendo abstracción de la fealdad y vicios de quien lo tiene, convierten en *bolsa* la Secretaría de Hacienda, cualesquiera que sean las cualidades y el partido político de la persona que la dirige..... voy al asunto.

Hablando el folletista de los trastornos de 1851, ha estampado, á la página 53 de su cuaderno, esta proposición: « El Arzobispo era el alma de la rebelión, » es decir, el Arzobispo es reo del delito de rebelión, y no reo simplemente, sino *reo principal*, REO CABECILLA. Yo voy á probar que es falsa esta proposición, y su autor un vil y cobarde calumniante. La reputación del Arzobispo es la reputación del jefe de la Iglesia granadina, es la de la mayoría de los católicos de Nueva Granada, á quienes se supone

sus cómplices, y es la de mi patria, de la cual es bello ornamento el granadino calumniado. Cuidaré de ser verídico hasta el escrúpulo en la relación de los hechos, exacto en los principios que establezca y lógico en mis inducciones; procuraré no ofender á persona alguna, sea del partido que fuere, y me consideraré feliz si la lectura de estas líneas deja convencimiento en el ánimo y ninguna amargura en el corazón.

Excusado me parece indicar que no es mi ánimo ni sería del caso formar un alegato forense cual convendría en una controversia judicial. El Señor Arzobispo no ha sido llamado á juicio por ningún cargo que le resultase en los trastornos políticos de 1851. De los voluminosos procesos que se siguieron para descubrir los autores de ellos, sus cómplices y auxiliadores, en Bogotá y en las provincias de Tunja, Tundama, Pamplona, Mariquita, etc., no ha resultado el menor indicio, la más ligera presunción, ni siquiera una cita contra el virtuoso Prelado, á pesar de que, como es de suponerse, no eran sus amigos los jueces de instrucción, ni los que sentenciaron los juicios; ni es posible que faltasen enemigos, como el folletista y los de su pandilla, muy dispuestos á perderlo ó por lo menos á tiznar su nombre. Público y notorio fue que en esos días de agitación y de tropelía se violaba la correspondencia epistolar *sin hacer el menor misterio*, y en las cartas interceptadas tampoco se encontró ni una simple alusión que pudiera perjudicarle. Un piquete de gente armada le hizo

por la noche una visita domiciliaria, no se supo si en busca de delincuentes, ó de armas y municiones; se examinó la casa con la mayor prolijidad, y en aquel lóbrego y espacioso edificio no se encontró sino un moribundo en el lecho del dolor, una persona respetable que lo asistía, y tres ó cuatro comensales ó domésticos: el moribundo era el Arzobispo, y quien lo acompañaba su hermano, el antiguo presidente de Colombia, el immaculado patriota Joaquín Mosquera.

En una sociedad menos pervertida que la nuestra, bastarían estos hechos para poner la fama del hombre honrado al abrigo de toda imputación calumniosa, y para que fuera una realidad el gran principio de justicia y de equidad, que se halla, como otras tantas cosas buenas, escrito en nuestros códigos para embellecerlos como poema: *todo hombre debe presumirse inocente mientras no sea oído y vencido en juicio.*

Pero se dirá: hoy no se trata de un juicio legal, sino de un juicio moral. Convenido. — Se trata en efecto de dar la sanción popular y aun religiosa al extrañamiento del Señor Arzobispo, pintándole como traidor y hasta como ateo, para que en su destierro no le acompañe ni siquiera un suspiro de su grey. Entremos pues en el análisis del juicio moral y empecemos por definirlo.

Juicio moral es la convicción íntima que el hombre adquiere acerca de la verdad de un hecho á virtud de presunciones y de datos que suelen escaparse á la investigación judicial: es el que forma un jurado



imparcial, de buen sentido y conciencia recta. Los actos sobre que se funda este juicio unos son positivos y otros negativos.

He manifestado ya que ni de las investigaciones judiciales, ni de las diligencias practicadas por la policía, ha resultado un solo acto *positivo* por el cual pudiera comprobarse la culpabilidad del Señor Arzobispo en los acontecimientos tumultuarios del año próximo pasado; el folletista mismo no se atreve á citar uno solo, no obstante su deplorable empeño en acriminar al Prelado. Sus argumentos todos se apoyan en hechos negativos que bien analizados, se reducen á los siguientes :

1º. No haber hecho valer su voz pastoral cuando aparecieron los primeros síntomas de los trastornos públicos.

2º. Haber guardado silencio cuando éstos principiaron y se consumaron.

3º. Haber tomado parte en ellos varios eclesiásticos, sin haberlo impedido el Prelado.

Satisfaré estos cargos en breves palabras.

## II.

### RESPUESTA Á LOS CARGOS RELATIVOS Á LOS TRASTORNOS DE 1851.

1º. Desde principios de 1851 empezaron á columbrarse señales alarmantes de un próximo trastorno. Los atentados del Cauca, las violencias hasta en las

elecciones parroquiales, y otros excesos semejantes, traían á la gente inquieta. Se hablaba, se escribía, se dirigían retos de muerte los dos bandos contrarios : el horizonte se entenebrecía. En tales circunstancias, una persona de la más alta respetabilidad, me dijo, á mediados de Febrero, entre otras cosas, lo siguiente : « Usted ve, Señor Vice presidente, el estado en que se encuentra el país, y el Señor Arzobispo no ha dirigido á su grey una sola palabra de paz. » Ofrecí hablar con el Prelado, y habiendo pasado á su casa é informándole de lo ocurrido, me contestó : « Aquí tiene usted el borrador de la pastoral que he enviado á la imprenta, y ahí verá usted lo que digo, respecto de obediencia al Gobierno. » La pastoral se publicó y circuló al día siguiente, con fecha 10 de febrero, se insertó en los números 32 y 33 de « *El Catolicismo* » y en ella se encuentra lo que sigue :

« Entiendan, pues, los fieles, que es esencial á la  
« naturaleza misma de la sociedad que todos obe-  
« dezcan á la autoridad legítimamente constituida  
« en ella, y que no admiten mudanza alguna aquellos  
« preceptos del Señor, que sobre esta materia anun-  
« cian los libros sagrados: *Toda persona esté sujeta á*  
« *las potestades superiores ; porque no hay potestad que*  
« *no provenga de Dios ; y Dios es el que ha establecido*  
« *las que existen. Por lo cual, quien desobedezca á las*  
« *potestades, á la ordenación de Dios desobedece. De*  
« *consiguiente los que tal hacen, ellos mismos se aca-*  
« *rrean la condenación.* »

El folletista, dice, al fin de la página 53. « Enton-  
« ces no estaba enfermo el Señor Arzobispo; al  
« menos sus achaques no le estorbaban el despacho  
« de sus negocios. Pudo por consiguiente al ver la  
« crítica situación en que se hallaba su grey, haber  
« dirigido una pastoral para conjurar la tempestad  
« que amenazaba. No lo hizo así; ¿por qué? por la  
« naturalísima razón de que aprobaba la rebelión;  
« de que contribuía á ella.....por lo menos con su  
« silencio. »

Ya está visto que el Arzobispo dio su pastoral con más oportunidad y anticipación que lo que exige el folletista, porque la publicó pocos días antes de los sucesos del diez de marzo, que abrieron la campaña revolucionaria. Y ¿qué era lo que inculcaba en esa pastoral, al clero y á los fieles todos de su diócesis? Lo mismo que decía San Pablo á los Romanos, lo que el inmortal Pío IX aconsejaba en 1849 á los Obispos de Italia, y lo que todo sucesor de los Apóstoles debe aconsejar á su grey; « la obediencia á las potestades, como base fundamental del orden social. » Más adelante explicaré mejor este pensamiento, y entretanto dejo al buen juicio de mis lectores la apreciación del cargo y de la respuesta sobre el punto primero.

2º. La salud del Arzobispo, sumamente achacosa de dos años á esta parte, porque es preciso que se sepa que sus crueles y poco generosos enemigos han querido *asesinarlo con alfileres*, como de los suyos decía Napoleón en Santa Helena; la salud del Arzo-

bispo, digo, presentaba en Junio un aspecto alarmante. A principios de Julio se agravó de manera que inspiró serios temores á los médicos : entonces resolvieron éstos que el enfermo no tratase con nadie, ni recibiese sino á las personas de su familia, y yo no volví á verle *hasta el mes de Setiembre*, á pesar de que iba casi todos los días á su casa á informarme del estado en que se hallaba.

La grave y peligrosa enfermedad del Prelado, en aquellos días de conflicto, fue pública en Bogotá : sin embargo no faltando quien dudase de ella, porque de todo se duda en el mundo, se hizo necesario solicitar el testimonio de los dos profesores que lo asistieron ; él se encuentra consignado en dos cartas de los Doctores Vargas y Cheyne, fechas 14 de Mayo último, de los cuales el primero, entre otras cosas, dice lo siguiente : « En los días en que estallaron en « esta provincia algunos movimientos revolucionarios, él (el Arzobispo) se hallaba en un estado de « mucha gravedad, y fue precisamente en esos días, « en que tanto el Dr. Cheyne como el que habla, le « prohibimos toda comunicación, porque la debilidad extrema que tenía por las sangrías que se le « habían dado, y el estado particular de su enfermedad así lo exigían.

El Doctor Cheyne se expresó así : « El Señor « Arzobispo estuvo enfermo en los meses de Mayo, « Junio y Julio, y fue visto por el Dr. Jorge Vargas « y por mí. Estuvo tan gravemente afectado por una « inflamación aguda del hígado, que yo dije á su

« hermano, el Señor Don Joaquín, que si no se me-  
« joraban los síntomas dentro de pocas horas, no  
« esperaba que viviese cuarenta y ocho horas. » Estas  
cartas se leyeron en la Cámara de Representantes,  
en la sesión del 14 de Mayo, y se insertaron en el  
número 53 de « *El Catolicismo*. »

El Doctor Vargas pertenece al partido liberal moderado, y el Doctor Cheyne, por su calidad de extranjero y por la naturaleza de su carácter, es completamente extraño á nuestras divisiones políticas: ambos tienen probidad acrisolada y profundos conocimientos en la medicina. Su testimonio, pues, bajo cualquier aspecto que se le mire, es del todo intachable, por más que diga el maligno y presuntuoso folletista, que sobre todo habla y á toda persona honrada despedaza.

Hallándose el Señor Arzobispo en tal estado de postración, se le dirigió por el Secretario de Gobierno la nota de 19 de Julio, excitándole á que expidiese una *alocución ó pastoral, exhortando á los sacerdotes y á los fieles al obedecimiento de la ley y del Gobierno*. El Señor Provisor, Dr. Herrán, que se hallaba encargado del Gobierno eclesiástico, recibió la nota, y contestó lo que era la verdad del caso, — que el Señor Arzobispo se hallaba gravemente enfermo. El Gobierno dispuso entonces, que la pastoral la expidiese el mismo Señor Provisor, quien lo verificó con fecha 29 del mismo Julio, principiando así: « Hallándose impedido el Muy Reverendo Señor Arzobispo, para dirigir la palabra en las presentes críticas

« circunstancias, por una *grave enfermedad*. . . . .  
« tócame desempeñar este deber. » En el quinto párrafo se encuentran estas palabras: « El Episcopo granadino se ha visto en el deber, deber sagrado, deber de conciencia, de reclamar algunas disposiciones legislativas. . . . .pero estos reclamos no han podido, ni pueden interpretarse como un llamamiento al desorden y al pecado. » Por consiguiente es inexacto todo lo que el folletista dice al principio de la página 57, relativamente á que el Provisor pudo dirigir la alocución y no la dirigió.

Comprobada la gravísima enfermedad del Señor Arzobispo, es pretensión temeraria é inicua la de exigirle que hubiese expedido pastoral, en el mes de Julio de 1851, ni tampoco en los siguientes, que fueron de una larga y penosa convalecencia, luchando siempre con recaídas y con apariciones de nuevas dolencias. Todavía, á los *once meses*, el día que salió de Bogotá para su destierro, tuvo un ataque tan fuerte, que yo que le acompañaba en el coche, temí que me sucediera con él, lo que me sucedió con el General Caicedo, que marchando de esta misma ciudad para un clima cálido, falleció en mis brazos, en Puente-Aranda, sin haber alcanzado á andar una legua. . . . . De Fontibón para adelante tuvo que seguir el Prelado en una camilla á hombros de peones, y así llegó á Villeta, en donde al cabo de dos meses de una asistencia esmerada y á beneficio del temperamento, pudo recobrar sus

fuerzas para continuar su marcha á la Costa. De Cartagena se me escribió con fecha 11 de Setiembre : « Ayer á las tres y media de la tarde se embarcó el Señor Arzobispo en el vapor inglés, dejándonos muy cuidadosos por su salud, porque le han reaparecido las hinchazones en los pies, y la fatiga al hablar. » Yo no sé si esa constitución gastada por las enfermedades y por las penas del alma, podrá resistir la ausencia de la cara patria y el cambio de zona, especialmente en invierno, que tan fatal es para las personas débiles y enfermizas..... pero ¿qué importa ? La destemplada voz del cruel y desapiadado folletista, perseguirá al Prelado hasta la tumba, y allí le gritará, ¡¡¡ LA PASTORAL !!!

3º. No contento ni satisfecho el folletista con hacer al Señor Arzobispo inculpaciones calumniosas sobre hechos propios, le hace también responsable de los ajenos, formándole de ellos un cargo en comprobación del delito de rebelión. Las opiniones de los eclesiásticos, sus sermones, sus relaciones políticas, sus compromisos en los trastornos, de todo se hace mérito, todo se abulta y exagera, para arrojar luego sobre el Prelado el tremendo fardo de los pecados ajenos. Aunque los clérigos viviesen en clausura y sometidos á una obediencia como la de los regulares, todavía sería injusto hacer cargo de sus faltas al Superior. Los mismos padres de familia, los más escrupulosos y solícitos, ¡cuántas veces son más dignos de compasión por las lágrimas que les hacen derramar los extravíos de sus hijos, que acreedores

á censuras por faltas que hace inevitables nuestra mal organizada sociedad !

Aunque es contra mi modo de pensar y de sentir, hablar de nuestros escándalos y de nuestras desgracias, tengo que hacer mención de un hecho contemporáneo que pone de manifiesto la injusticia del cargo hecho al Señor Mosquera. En el juicio moral no sucede como en el juicio legal, en que no puede fallarse por hechos, por comparaciones y analogías. Cuando se trata de convencer al público importa mucho hablarle de hechos, pero de hechos ciertos, notorios y capaces de hacerle formar su juicio ; es preciso presentarle las cosas de una manera tangible, si así puede decirse.

Conocida de todos es la rebelión militar del mes de Agosto de 1830, contra las autoridades legítimamente constituidas : es la más triste y sangrienta página de nuestra historia. Los campos del Santuario y Puente-Grande se tiñeron con la sangre de los fieles defensores de los fueros granadinos, el Gobierno legítimo fue destruido y la ominosa dominación venezolana restablecida. Desgraciadamente tomaron parte, y parte muy activa, en ese crimen de *lesa patria*, algunos eclesiásticos : el virtuosísimo Señor Arzobispo Caicedo derramaba copiosas lágrimas en el recinto de su casa al ver el horrible abuso que se hacía de la influencia de la religión sobre los sencillos habitantes de los campos ; pero nadie le ha hecho ni podido hacerle el menor cargo de los extravíos de sus hermanos. Suspendamos aquí.....



Restablecido el Gobierno legítimo en 1831, se expidió por la Convención granadina la ley reservada de *medidas de seguridad* de 3 de Diciembre del mismo año. Yo me hallaba entonces de Prefecto del antiguo Departamento de Cundinamarca. El Poder Ejecutivo, en uso de la autorización que le concedía aquella ley, expidió sus órdenes con fecha 6 del mismo mes, por las cuales decretó, entre otras cosas, la expulsión de algunos eclesiásticos del territorio de la República y el confinamiento de otros. Recuerdo que entre los expulsos estaba el cura de Cajicá Doctor José María Ramírez del Ferro, que murió en el destierro, y entre los confinados el cura de Facatativá Doctor Manuel Fernández Saavedra, que hizo lo que le pareció por.....no viene bien que yo lo diga. Conservo en mi poder documentos preciosos sobre los sucesos de aquella época.

Hablaba yo en esos días con el Señor Arzobispo Caicedo, y mostrándose el tierno pastor tan sensible á las faltas de algunos eclesiásticos, como á las medidas de represión á que se habían hecho acreedores, me decía: « Qué quiere U. que haga yo, Señor « Prefecto, con algunos clérigos díscolos, á quienes « si no puede contener el temor de Dios, tampoco « contendrá el de su Prelado? Hasta en el Aposto- « lado hubo un Judas, cuya perdición no pudo evi- « tar el respeto de su Divino Maestro. »

Nada más tengo que añadir sobre esta materia : *compárese y júzguese.*

## IV\*

## PROTESTAS CONTRA LEYES ANTIECLESIASTICAS.

Como prueba coadyuvante de la parte principal que se atribuye al Arzobispo en los trastornos políticos de 51, aduce el folletista el hecho de las *protestas* del Episcopado granadino y parte del clero contra varias leyes antieclesiásticas; y aquí es donde se muestra erudito y airado á un mismo tiempo: cita, plagia, miente, desbarra, y se enfurece: es un escolástico con las argucias y mala crianza de los ergotistas de antaño. Una de las gracias que más adornan el folleto, es la gravedad canonical con que el autor confirma sus doctrinas y opiniones con el libelo titulado la *Venganza de la Verdad*, la *Carta al Doctor Marcelino Castro*, y otras producciones semejantes, que si no son suyas y muy suyas, ya nadie puede decirse hijo de su padre. Esta pueril vanidad me recuerda á un Doctor Lorenzo Vidaurre, peruano, y también escritor tremendo sobre cosas eclesiásticas, que igualmente tenía la manía de citarse á sí mismo, y acabó por escribir una obra titulada: *Vidaurre contra Vidaurre*. Así es el hombre.

La importancia, trascendencia y gravedad del ne-

\* III. Condena el procedimiento de tomar como probanza las hablillas y rumores malignos sin averiguar si tienen fundamento.

gocio de las *protestas*, exige que se le trate imparcial y profundamente sin las necedades y *adefesios* con que lo hace el folletista. Es preciso despejar las cuestiones y reducirlas á sus precisos términos, para examinarlas filosóficamente, con orden, claridad, y sobre todo, con buena fe: yo me atrevo á formularlas así:

1ª. ¿Cuál es la intervención que, en la Nueva Granada, tiene la autoridad temporal en los negocios de la Religión Católica, Apostólica, Romana?

2ª. ¿Han tenido derecho los Obispos granadinos para protestar contra esas leyes que han creído contrarias á la potestad de la Iglesia?

3ª. ¿Han sido fundadas sus protestas?

1ª. *Cuestión.* En los negocios de religión tiene el poder público de Nueva Granada un *deber constitucional* y un *derecho legal*. El *deber* está impuesto en los artículos 15 y 16 de la Constitución, y el *derecho* en la ley de patronato y sus adicionales.

¿Cómo se explica y hasta dónde se extiende el *deber constitucional* que tiene el Gobierno, (y por Gobierno se entiende aquí el poder público), de proteger á los granadinos en el ejercicio de la Religión Católica, Apostólica, Romana? Hé aquí un punto que demanda un atento y serio examen. El precepto de la Constitución es demasiado explícito y general para que pueda restringírsele, y demasiado nuevo para que se le aplique la interpretación doctrinal de los jurisconsultos españoles. Yo no pienso, y creo que nadie lo pensará, que ese deber protec-

torio se limita á la creencia y al solo culto interno, porque la Constitución habla del ejercicio de la Religión, y este ejercicio supone ministros, jerarquía, y, por consiguiente, autoridad que administre y gobierne. En este concepto, cuando se dice que se protege la *Religión*, se entiende implícitamente la *Iglesia*, porque en ella está personificada la religión, en cuanto es la *depositaria de la fe, la fuente de la doctrina y la dispensadora de las gracias*. La Iglesia, pues, se encuentra en la Nueva Granada, bajo la protección de la ley fundamental, como lo están la soberanía nacional y los derechos individuales.

Para continuar esta serie de inducciones, necesito detenerme un instante, con el objeto de fijar un punto de hecho, y es el siguiente. ¿El pueblo y Gobierno de la Nueva Granada son católicos, ó no lo son? Hablemos de buena fe y como hombres de honor; si no somos católicos, digámoslo con franqueza republicana, y no seamos hipócritas: entonces todas las cuestiones serán zanjadas y el nudo gordiano cortado: no se reconocerá más autoridad que la temporal, ni habrá más concilios que los Congresos, las Cámaras provinciales y los Cabildos, ni más curas que los alcaldes: la Iglesia y el Estado quedarán refundidos y amalgamados por el poderoso agente de la *democracia*. Mas, si como yo me enorgullezco en pensarlo y en decirlo, el pueblo y Gobierno de Nueva Granada, son católicos, entonces es preciso creer *lo que siempre, lo que en todas partes y por todos se ha creído*: QUOD SEMPER, QUOD UBIQUE,

QUOD AB OMNIBUS, HOC TENENDUM EST. Confesemos la unidad, la santidad y la catolicidad de la Iglesia, reconozcamos por jefe de ella al Vicario de Jesucristo, acatemos la autoridad eclesiástica, no sólo en los negocios de fe y costumbres, sino también en los de disciplina; respetemos á los Obispos como sucesores de los Apóstoles, y no metamos la hoz en mies ajena, legislando sobre materias que no son de la competencia del poder temporal. Entonces el deber constitucional de proteger el ejercicio de la Religión Católica, Apostólica, Romana, será una realidad y todas las dificultades quedarán allanadas.

Siento decir que en el *derecho legal*, es decir, en el *derecho de patronato*, encuentro mucho de interino y provisional, y no poco de controvertible. Digo *provisional*, porque en el art. 2º. de la ley 1ª., parte 1ª., tratado 4º. de la R. G. que es la ley fundamental de la materia, se hallan las siguientes palabras: « El Poder Ejecutivo celebrará con Su Santidad un concordato *que asegure para siempre é irrevocablemente esta PRERROGATIVA* de la República (el patronato), y evite en adelante quejas y reclamaciones. » De estas palabras se deducen rectamente tres consecuencias: primera, deber de celebrar un concordato; segunda, necesidad de asegurar *irrevocablemente* el patronato; y tercera, el reconocimiento que hace el legislador de las quejas y reclamaciones que sobre esto habrían de suscitarse. Precisamente estas cláusulas condicionales y estas eventualidades son las que dan á las cosas un carácter de *interinidad*.

También he dicho que el derecho de patronato tiene algo de controvertible, y para probarlo bastan las citadas palabras de la ley; pero yo añadiré algunos hechos en confirmación de los temores y de la previsión de los legisladores colombianos. En primer lugar es hecho sabido que en las bulas de institución de los Obispos granadinos nunca hace mérito Su Santidad de la presentación por parte del Gobierno, como lo hacía cuando ésta se verificaba por el Rey de España, ó cuando hoy se verifica por los gobiernos en quienes reconoce el patronato. Bien puede pasar esta omisión por insignificante á los ojos de un embarrador de papel, pero jamás lo será á los ojos del hombre de estado. Otro hecho: en 14 de Mayo de 1827 dirigió el Papa León XII una carta apostólica al Capítulo Catedral de Caracas, en que le decía: que, accediendo á la solicitud del mismo Capítulo, y para que no sufriese el culto divino, *autorizaba* al Vicario Capitular para dar institución canónica á los canónigos nombrados por el Gobierno de Colombia, y *permitía* á éstos percibir lícitamente las rentas; pero siempre bajo el concepto *de no reconocer aquel nombramiento, y con prohibición de hacer mención de él en las letras ó documentos que se expidiesen relativamente á la institución*. En iguales términos estaba concebida la carta que dirigió el mismo Papa al Capítulo metropolitano de Bogotá, y que cita el folletista á las páginas 87 y 88, para probar *risum teneatis!* que la Santa Sede ha aceptado la ley de patronato desde su sanción en

1824. Últimamente, también he visto, respecto del nombramiento de curas, un Breve del mencionado Papa, dirigido en 1827 al Señor Jiménez, Obispo de Popayán, en que le dice que, *pro bono pacis*, le faculta para instituir para los beneficios curados á los eclesiásticos presentados por el Gobierno, siempre que los considerase con méritos y aptitud, y que en el título *no se hiciese mérito de la presentación*. Parece, pues, fuera de toda duda, que el derecho de patronato ha sido controvertido, por no haberse asegurado *irrevocablemente*, como lo dispuso la legislatura colombiana.

Hablar hoy de *regalias de gobierno* en la América republicana y á la mitad del siglo XIX, me parece un completo anacronismo. En las Repúblicas no hay sino deberes y derechos emanados de la voluntad popular, mas no preeminencias ó excepciones privativas que sólo existen en los gobiernos absolutos y de *derecho divino*, á quienes escritores abyectos tributaban los honores de la divinidad y querían que con ellos se partiese la autoridad de la Iglesia. Con tales ejemplos y tal pauta, el bibliotecario Vigil, de quien es el folletista admirador y plagiario, ha escrito su indigesta obra, *Defensa de la autoridad de los gobiernos*, que fue condenada por la razón política y filosófica de este siglo, antes que la hubiese anatematizado la Silla Apostólica. Mas valía estudiar lo que sobre libertad religiosa se hace y practica en los Estados Unidos, que lo que escribe en Lima un clérigo renegado, sin más guía que los libros teológico-políticos

de la biblioteca limeña, á los cuales ya les pasó su tiempo y su moda. En la patria de Washington no hay estas ingratas disputas eclesiásticas, porque allí se comprende y no es una vana teoría la libertad.

Resumiré mis ideas sobre la *primera cuestión*. El *deber constitucional* de proteger el ejercicio de la Religión católica y consiguientemente el de la potestad de la Iglesia, es general y explícito, y no puede dispensarse su cumplimiento por ningún poder constituido. El *derecho legal*, el derecho de patronato, necesita de ser *asegurado irrevocablemente por medio de un concordato*. Aquel deber y este derecho forman nuestro *derecho positivo* en materias eclesiásticas, y contra él nada valen los principios especulativos ni las doctrinas de escritores monarquistas. Cuando habla la voluntad popular por medio de la ley, calla la opinión del controversista. Ahora, como el derecho legal está subordinado al deber constitucional, se sigue que el poder público debe proteger la autoridad y los derechos de la Iglesia en toda su plenitud, hasta que, reformada nuestra Constitución, se decrete la separación de la Iglesia y el Estado, conforme al voto bien pronunciado de personas ilustradas de ambos partidos\*.

\* Debemos recordar que la Alocución de 27 de Septiembre de 1852 en que se condena como principio la separación de la Iglesia y el Estado, no llegó á Bogotá hasta fines de Diciembre (véase *Catolicismo* de 1.º de Enero de 1853, en donde está publicada). La opinión del Doctor Cuervo sobre el particular se halla en las palabras que dejamos copiadas en las páginas 249-50 de este tomo, en los artículos que reproducimos en seguida



2ª. *Cuestión.* El derecho de *protestar* es menos cuestionable que el derecho de *resistencia*, que yo admito y sostengo como un baluarte de la libertad y el último recurso contra las leyes inicuas y opresivas. Protesta un Gobierno contra otro Gobierno por el hecho de que pueda resultar menoscabo á los derechos y á la soberanía de su nación : protesta un extranjero contra la injusticia que le hace la autoridad del país en que reside : protesta el último ciudadano contra los agravios ó perjuicios que en su persona ó bienes le causa una disposición ó un auto ilegal. En todo el mundo civilizado, hasta en Rusia y en Turquía, se respeta el derecho de protestar : los códigos granadinos y los prácticos lo reconocen, y los tribunales y juzgados lo aceptan con todas sus consecuencias. ¿Serán solamente los Obispos y los individuos del clero los que de él están privados ? No ciertamente : el Poder Ejecutivo, por medio del Señor Secretario de Gobierno, lo ha reconocido en la respuesta dada á la protesta del Señor Arzobispo, fecha 23 de Junio de 1851.

de la *Defensa* y en estas líneas de los que llevan por título *El Neo-granadino, la Nunciatura Apostólica y la Secretaría de Relaciones Exteriores* : « En la *Alocución* del Santo Padre de 27 de setiembre de « 1852 no se ha excomulgado ni declarado herejes, como dice el « *Neo-granadino*, á los que toman parte en la separación de la Iglesia y « el Estado. En la *Alocución* se reprueba el *principio* que establece la « necesidad y conveniencia de la separación ; pero no reprueba, ni podía « reprobar que si hay un gobierno perseguidor de la Iglesia, se le separe « ésta para recobrar su libertad, que es de derecho divino. » (*Catolicismo* de 29 de Octubre de 1853.)

En un país en que está garantizado el derecho de asociación se hace uso del de protestar individual ó colectivamente. ¡Qué! ¿pueden reunirse en sociedades democráticas hasta los últimos descamisados, y no podrán reunirse los eclesiásticos para tratar de negocios que les atañen? Ningún hombre justo admitirá tan odiosa excepción; sin embargo, hace un grande escándalo el folletista de que se hubiesen reunido en Tunja y Bogotá los eclesiásticos seculares y regulares para hacer sus protestas: ¡escándalo farisaico!

En las páginas 64, 65, 67 y 68 del folleto, se formula un serio argumento contra el Arzobispo y su clero por no haber manifestado los inconvenientes de las leyes protestadas, antes de que se hubiesen expedido, añadiéndose malignamente que con este silencio se quería que, dadas las leyes, hubiese un pretexto para la rebelión. En esta vez, como en todas las demás, procede el escritor con falsedad y con malicia. Desde el 19 de Marzo de 1851, es decir, dos meses antes de sancionarse dichas leyes, dirigió el Señor Arzobispo una nota sobre esta materia al Señor Secretario de Gobierno, que se halla inserta en el número 39 de *El Catolicismo*, y que principia con los dos párrafos siguientes:

« Desde que recibí el informe de esa Secretaría al  
« Congreso del presente año, y me impuse de los  
« proyectos presentados, conocí las graves dificultades que, en materias religiosas, iban á ofrecerse;  
« dificultades que versan sobre puntos de vital in-

« terés para la Iglesia Católica ; pero debiendo espe-  
« rar el giro que estos negocios tomasen en las  
« Cámaras, para tener también entonces una idea  
« menos incierta de lo que en realidad tuviese pro-  
« babilidad de sancionarse, he aguardado hasta hoy  
« en que han tomado incremento las discusiones  
« sobre estos proyectos. El deber de Obispo y Me-  
« tropolitano en tales circunstancias no puede ser  
« dudoso para mí, y empiezo á llenarlo dirigiéndome  
« á usted, porque habiendo tenido origen en su des-  
« pacho estos proyectos, estimo un deber mío dar  
« este paso. »

« Cualesquiera que hayan sido los motivos que  
« causaran la presentación de aquellos proyectos,  
« confío en que la ilustración y los católicos princi-  
« pios de usted, harán que esta exposición mía sea  
« recibida como el cumplimiento de un deber rigu-  
« roso de conciencia y como muestra de *mi respe-*  
« *tuosa consideración al Gobierno*, antes de satisfacer  
« también ese deber ante las Cámaras legislativas. »

Posteriormente, estando ya expedidas las leyes, pero reunida todavía la Legislatura que podía haberlas reformado, dirigió el mismo Señor Arzobispo su reclamación de 26 de mayo (*Catolicismo* n.º. 39) manifestando con sólidas y plausibles razones la injusticia que envolvían y los inconvenientes y dificultades que en su ejecución presentarían ; pero desgraciadamente dispuso el Senado que se archivara la representación. Véase, pues, la prudencia y circunspección con que en el particular obró el Prelado, y véase

también hasta dónde llega la obcecación de sus enemigos, que niegan así los hechos públicos y notorios que más le honran. Por lo demás, tampoco creo, como algunos, que esas leyes se expidieron para tenderle un lazo y sacrificarlo.

Tan infundado como el cargo anterior, es el que se le hace por no haber hablado cuando se expidió la ley de 25 de Abril de 1845, que ordena la suspensión de los prelados eclesiásticos cuando se admite una acusación criminal contra ellos intentada. Impresas corren las representaciones de los Obispos granadinos en 1844, sobre esta materia, con motivo de la célebre causa seguida al Reverendo Obispo de Panamá, á cuya absolución concurrí como Ministro de la Corte Suprema. Si, á pesar de lo que entonces dijo y alegó el Episcopado granadino, se sancionó la citada ley, el Arzobispo hizo entonces lo que ha hecho en 1851, *dar de lo ocurrido cuenta á Su Santidad*, quien dirigió en consecuencia la debida reclamación en carta autógrafa al Presidente de la Nueva Granada, fecha 17 de Setiembre de 1845.

Así la conducta del Señor Arzobispo Mosquera sobre asuntos de su ministerio, ha sido la misma en todos tiempos, y bajo los gobiernos de todos los partidos, *fiel, lógica y consecuente*.

3ª. *Cuestión*. Muchas páginas podría escribir sobre esta cuestión si no temiera fastidiar á mis lectores repitiendo lo que se ha dicho en periódicos y en piezas oficiales. Me limitaré, pues, á presentar algunas observaciones sobre las dos leyes que más han

alarmado las conciencias de los Obispos, mirando por mi parte las cosas bajo un aspecto *filosófico*, más bien que bajo un aspecto canónico.

La ley de 14 de Mayo de 1851 atribuyó á los tribunales y juzgados seculares, la facultad de conocer de las causas de responsabilidad de los prelados eclesiásticos y de los individuos de uno y otro clero, y consiguientemente de suspenderlos de sus funciones, admitida la acusación ; y como á virtud de la misma ley, no quedó á cargo de los funcionarios eclesiásticos ningún negocio temporal, es evidente que, tanto el juicio de responsabilidad como la suspensión del eclesiástico, no pueden versar hoy sino sobre cosas puramente espirituales. Por tanto, el legislador ha legislado acerca de negocios que no eran objeto ni materia de ley, y ha sancionado un absurdo. ¡ Un ministro de un tribunal que, por cierto, no está obligado á saber teología, decidiendo si un sacerdote consagró válida y lícitamente el pan eucarístico, suspendiendo de las funciones de absolver, bendecir...! esto da grima. « Hay derechos, dice Constant, que el hombre no ha abdicado en provecho de la sociedad, que se ha reservado para sí, y que, aunque no se encuentren en los códigos, están defendidos en el santuario de la conciencia ; el primero de estos derechos es el de creer y practicar su religión. » San Pablo, escribiendo á los Gálatas, les dice que la misión, esto es la potestad de los Apóstoles, de quienes son sucesores los Obispos, no la han recibido éstos *ni del hombre, ni por el hombre, sino del mismo Jesu-*

*cristo*. Así el hombre de Dios y el hombre de la sociedad, el Apóstol y el publicista convienen en que el poder humano no debe ingerirse en lo que tiene su origen en el Cielo y su asiento en la conciencia. Y ¿qué responde á todo esto el folletista? fácilmente lo adivinarán mis lectores: un torpe y solemne desatino. Orondo y con tono magistral afirma que estas cosas no se han entendido, y se han embrollado porque no ha sabido distinguirse lo que es esencialmente *distinto*, LA POTESTAD Y SU EJERCICIO. Esta distinción será admisible dentro de los límites del poder de la Iglesia, mas no cuando el poder temporal suspende el ejercicio de la potestad eclesiástica; porque entonces es atacada ésta en su inviolabilidad y en su esencia: habrá coacción, habrá violencia, y la potestad dejará de ejercerse, no porque esté canónicamente suspendida, sino porque la fuerza impide su ejercicio. ¿De qué le serviría al folletista su facultad de hablar y maldecir, si le pusieran una mordaza? Esta no es cuestión teológica, es cuestión de buen sentido.

Dispúsose por la ley de 27 de mayo del mismo año de 51 que el nombramiento y presentación de curas se hiciese por los respectivos Cabildos y padres de familia de las parroquias, alterándose así la práctica observada constantemente en estos países, y consagrada y admitida por la ley de patronato de 1824. Yo sostengo que dicha ley de 27 de mayo, es inconsulta, por lo menos, y voy á fundar mi opinión.

Pendiente como está el arreglo del patronato, por

no haberse celebrado el concordato de que habló la legislatura colombiana, la prudencia, no menos que las consideraciones debidas á la Silla Apostólica, exigían que las cosas continuaran como las dejó aquella legislatura, hasta que se hiciese de dos cosas una, *ó renunciar el poder temporal esa intervención exótica que tiene en los negocios de la Religión y de la Iglesia, ó entrar en arreglos con el Vicario de Jesucristo para hacer aquellas variaciones que el tiempo y las instituciones republicanas hacen indispensables*. En todos los negocios humanos, desde los que se ventilan entre las naciones, hasta los que se atraviesan entre particulares, se respeta la posesión que se tiene, mientras se hace un convenio *definitivo*. Proceder de otra manera es desviarse de las reglas más triviales que observan en su conducta los gobiernos civilizados, es dar lugar á las *quejas y reclamaciones* que prudentemente quisieron evitar los legisladores de Colombia.

Que la ley de 27 de mayo es opuesta á las máximas y disciplina general de la Iglesia, no es una opinión, es un *hecho*. En la última década del siglo anterior, dispuso la Asamblea de Francia, entre otras medidas revolucionarias, que el nombramiento de curas se hiciese por las asambleas cantonales; el Episcopado francés se opuso en masa á tal innovación, y el Papa aprobó su conducta. « El mayor error, dice la elocuente pluma que escribió las *Consideraciones sobre los principales acontecimientos de la revolución francesa*, el mayor error de la Asamblea Constituyente fue el

de querer crear un clero dependiente de ella, como lo han hecho muchos soberanos absolutos. » Además de los motivos canónicos que ha tenido la Iglesia para no permitir que los pastores de segundo orden sean nombrados por el pueblo, hay razones filosóficas generales, y también muy especiales para la Nueva Granada en favor de la prohibición. Nuestros pueblos en lo general son hoy, mucho más que antes, el juguete de dos ó tres leguleyos y alborotadores que hay en cada uno de ellos, para enredarlo, explotarlo y corromperlo. El nombramiento de curas sería obra suya, como lo es cuanto se hace en esos lugares pequeños, ó lo sería de las sociedades democráticas que tanto se han generalizado para fomento de... no es del caso decirlo. Figurémonos imparcialmente las intrigas, las simonías, los pactos vergonzosos que habría ; las cualidades de los párrocos de un origen tan viciado, y los males que sufrirían los fieles recibiendo lobos en lugar de pastores.

Antes de haber entrado los Cabildos en el goce de su *parte de patronato*, con sólo la facultad de entender en los negocios del culto y señalar sueldo á los curas, ya se han visto las tropelías, las venganzas y las persecuciones de que éstos han sido víctimas. Citaré entre otros casos, uno de que tengo conocimiento inmediato, por haber estado hace pocos días en el lugar en que sucedió. Se asignó al cura el *mínimum* de renta, se le dedujo de ella no sólo la contribución provincial, sino la del culto con que debía pagársele la renta, se le lanzó de la casa cural, se le



insultó y ajó hasta en la misma iglesia, y con un frivolo pretexto, se le metió en una inmundia cárcel. ¿Cuál sería la suerte de los curas nombrados *democráticamente*? O tendrían que hacer causa común con los intrigantes y democráticos, tolerar sus excesos, y hacerse cómplices y partícipes de ellos, ó dejar el beneficio si no se consideraban con fuerzas para sufrir una brutal expulsión.

Las malas pasiones se desarrollan y dañan en razón *inversa* de las distancias; y de aquí nacen la enorme injusticia en el repartimiento de los impuestos y de las cargas locales y todas esas medidas vejatorias de policía. Muchas veces al darse una ordenanza ó un decreto, no se tiene en mira sino á *tal persona*, á quien un gratuito enemigo quiere molestar. En un cuerpo numeroso como el Congreso, compuesto de Senadores y Representantes de todas las provincias, pueden ahogarse las pasiones y los intereses individuales, y ser más justas y equitativas las contribuciones; en las Cámaras de provincia se personifican más las cuestiones y las cosas, y hay un poco más riesgo de injusticia; pero en los Cabildos sus actos van marcados con el sello de las pasiones lugareñas, que son las más dañinas de las pasiones. La experiencia empieza á confirmar la exactitud de estas observaciones: la Cámara provincial de Vélez ha conservado las *primicias* y acaba de restablecer los *derechos de estola*, con lo cual queda asegurada la congrua de aquellos párrocos, y privados los Cabildos de la atribución de señalarles renta. Esto es

desandar mucho. Yo opino que desde el Obispo hasta el sacristán deben tener sueldo fijo, por lo menos mientras subsista este orden de cosas tan anómalo; pero jamás seré de opinión que *las bases* de contribución para el culto y la *asignación de renta* á los párrocos, se deje á los Cabildos. Encuentro en esto algo de humillante para el maestro de la moral evangélica; porque, desengañémonos, *el que paga manda, y el que recibe depende*: en último caso más valía que no hubiese sino limosnas y oblacones, que no serían regateadas y cercenadas por el egoísmo y los malos instintos de los intrigantes y leguleyos; y, sobre todo, que, en cualquiera de estos ó semejantes casos, el nombramiento de curas se hiciese por funcionarios cuya categoría y respetabilidad fuesen una garantía del acierto.

Uno de los más grandes errores del espíritu humano ha sido el de buscar la sabiduría en la ignorancia y el acierto en la locura, que es lo que han hecho los novadores demágogicos, aduladores de los descamisados. Refiere la historia que el hipócrita Carlostadt recorría las calles de Wittemberg, con un vestido grosero, preguntando á los artesanos y á las mujeres el sentido de los pasajes oscuros de la Escritura; porque decía que « Dios por un decreto de su eterno saber, oculta á los sabios las más profundas verdades y las revela á los pequeños. » Se ve así que no es nuestra época la única que ha hecho tan extraños panegíricos de la ignorancia.

Pero parece que me voy extendiendo demasiado

sobre la materia de este parágrafo: lo dicho es bastante para manifestar que, al protestar los Obispos granadinos contra varios actos legislativos de 1851, no han estado desprovistos de razón, como sostiene el folletista.

## V.

### RESISTENCIA Á LAS LEYES PROTESTADAS.

Probado que el Señor Arzobispo tuvo derecho y fundamento para protestar contra algunas leyes ofensivas á la potestad de la Iglesia, resta examinar si pudo y debió resistirlas.

De los principios que forman mi creencia política, ninguno está tan arraigado en mi alma, porque ninguno está tan comprobado con los hechos y la experiencia, como el que consagra el derecho de resistencia á los abusos del poder. Mis primeros estudios me mostraron por una parte, á hombres ilustres de la antigüedad pagana, prefiriendo el ostracismo y aun la muerte al sometimiento á la tiranía, ora fuese ejercida ésta por uno solo, ora por muchos reunidos en asamblea; y por otra, á los mártires del cristianismo rindiendo con valor heroico la vida antes que obedecer los impíos edictos de los emperadores y de sus agentes. En mi niñez vi á los próceres de la independencia resistir los decretos arbitrarios de los mandatarios españoles, y después levantar el grito

de insurrección. Durante mis viajes, pocos países he recorrido en donde no haya encontrado algunos hombres de convicciones fuertes y pecho levantado, sufriendo el destierro por no haber humillado su cerviz al yugo de la tiranía doméstica: en París conocí á los Señores Valdés y Pavón, á quienes arrojó de Guatemala el Demócrata Morazán, porque no se sometieron á sus brutales decretos: en Londres, al ilustrado argentino Irarrazábal, proscrito por el Dictador Rosas, á causa de haberse resistido á cumplir una orden suya, apoyada en un acto de la representación provincial que se prestaba dócil á los caprichos del tirano; y en los Estados Unidos, al virtuoso polaco Soltyk, que se habia escapado de Siberia, adonde habia sido condenado porque no quiso obedecer un ukase inicuo del autócrata de la Rusia. Aquí mismo, en nuestra patria.....pero es innecesario acumular más hechos.

Al ver que la posteridad y la historia, lejos de tratar de discolos y perjuros á los que han resistido leyes injustas, los colman de honores y de alabanzas, me he preguntado á mí mismo: ¿hay en la sociedad, hay en el hombre alguna cosa superior á la ley y que le autorice á resistirla? Sí, por cierto, me ha contestado mi razón, — *la propia defensa, la conciencia y el honor.*

Supóngase, y no es irrealizable la suposición, que se expidiese una ley para que al que tuviese un capital de más de cuatro mil pesos, se le quitase el excedente, para darlo á los hombres arruinados por la

haraganería ó por los vicios. ¿Debería un hombre pundonoroso y honrado entregar *dócilmente* el fruto de su trabajo y de sus ahorros, tan sólo porque se le pedía en nombre de una reunión de hombres, cuyos títulos para la espoliación eran iguales á los de la pandilla del capitán Rolando? No ciertamente; *la propia defensa* le autorizaba para la resistencia.

Otro caso: Se ordena que los jóvenes de doce á diez y ocho años vayan á recibir su educación social y política en las sociedades democráticas. ¿Habrá un padre de familia que cumpla con semejante prevención? No ciertamente; *la conciencia* le da derecho para resistir.

Últimamente, una ley revolucionaria impone la obligación, bajo penas muy severas, de entregar al delincuente político que se asila en una casa. ¿Se atreverán un hidalgo y un cristiano á entregar al sacrificio á quien busca en sus hogares la salvación de la vida? No ciertamente; *el honor* les aconseja que resistan.

Pero se dirá: Si se deja al juicio de los particulares la calificación de la bondad de las leyes, y se les autoriza para resistirlas cuando las creen injustas, el orden social es imposible, todo será anarquía. A tal objeción respondo que el *derecho de resistencia* sólo tiene lugar cuando es notoria y evidente la injusticia de la ley, es decir, cuando es contraria á los claros preceptos de la ley natural ó de la divina, como sucede en los casos propuestos. Puede, por ejemplo, ser mal repartida una contribución, ó defectuoso el

sistema de educación ó demasiado severa la pena en los delitos políticos ; y sin embargo de esto no ser notoriamente injustas las leyes que tales cosas sancionasen, como lo son, la que me despoja de lo mío para darlo al vicioso y vagamundo, la que quiere que mande á mi hijo á una escuela de corrupción, y la que me hace faltar á las reglas de la hospitalidad y del honor.

Para tranquilizar á algunos de mis compatriotas que tienen una conciencia tan delicada como la de los *gatos escrupulosos*, voy á manifestarles que aun en nuestros mismos códigos se encuentra sancionado el derecho de resistencia.

La más natural y legítima potestad es la que los padres ejercen sobre los hijos, y sin embargo si el padre manda al hijo una cosa inmoral, no debe éste obedecerla, y la repetición de actos semejantes es causa legal para sacarlo de la patria potestad (ley 18, tit. 18, Partida 4ª.)

Los Gobernadores son agentes naturales del Poder Ejecutivo, cuyas órdenes deben obedecer y cumplir ; pero si la orden es inconstitucional ó ilegal, ó presenta graves inconvenientes en su ejecución, no tienen obligación de darle cumplimiento (artículo 535, ley 1ª., parte 4ª., tratado 2º., de la R. G.)

Ninguna clase de la sociedad está más obligada á la obediencia que la clase militar, y no obstante esto, cuando se comunica á un militar una orden para coartar ó violentar en sus actos á los miembros del Congreso, para impedir el libre ejercicio del derecho

de sufragio en toda clase de elecciones, ó para otras cosas semejantes, no solamente no debe cumplirla sino que se hace responsable por su cumplimiento (artículos 7º. y 8º., de la ley 1ª., parte 1ª., tratado 6º. de dicho código.)

No comprendo cómo hombres que tan agriamente censuran la obediencia pasiva del Jesuíta, pretenden exigirla de los miembros de una sociedad libre y bien constituida. Quiero y deseo vivamente que en mi patria las leyes sean obedecidas y las autoridades públicas respetadas, pero no quiero ni deseo que el granadino sea *perinde ac cadaver*, como el palo del ciego ó el báculo del peregrino. La ley debe ser obedecida más por el convencimiento de su justicia que por el temor de su sanción, porque como dijeron los legisladores de Colombia en la parte motiva de su decreto de 11 de Junio de 1823, « las leyes deben darse en una República *más bien como preceptos útiles y saludables que como mandatos caprichosos y arbitrarios de un señor para con sus siervos ó de un monarca para con sus vasallos.* » Así se entendían y practicaban los principios del Gobierno republicano en aquellos tiempos de patriotismo y moral pública, cuando todavía el más cínico libertinaje no había pervertido la sociedad.

Resistir todo acto ofensivo á la religión y á la Iglesia es en los Obispos no un derecho simplemente, sino un *deber* y un deber muy premioso. Pastores de los pueblos, guardianes de la fe y depositarios de la autoridad, su sometimiento á los preceptos

que vulneran esta autoridad, les acarrea la más grave de las responsabilidades, la responsabilidad de conciencia. La regla de su conducta para tales casos fue trazada por los mismos Apóstoles, é inviolablemente ha sido observada por espacio de diez y nueve siglos al través de las vicisitudes de los tiempos, de los cambios de Gobierno y de las más horribles persecuciones, — OBEDIRE OPORTET DEO, MAGIS QUAM HOMINIBUS. A esta regla ajustó su conducta, hace pocos años, el célebre Droste de Vischering, Arzobispo de Colonia en la cuestión de los matrimonios mixtos, sin que hubiese sido parte para separarse de ella la estrecha prisión á que lo redujo el Rey de Prusia. Los filósofos y los sabios de Europa afearon el proceder arbitrario del monarca, y la tribuna francesa resonó con los más vivos aplausos al firme y valeroso Prelado.

No menos penetrado de la importancia de sus deberes, el Arzobispo de Bogotá contestó también como el de Colonia y como los Apóstoles en el Sanhedrín, *non possumus*, cuando se denegó á reconocer la suspensión del Obispo de Panamá decretada por la Suprema Corte de Justicia. Y nótese que esto sucedía en 1844, cuando otro partido estaba en el poder, y no podía suponerse que esta resistencia á los preceptos de la autoridad tuviese por objeto rodear de embarazos á la administración y suscitarle enemigos. Todo el mundo hizo justicia á los motivos de conciencia que guiaron al Prelado, y su conducta no fue tachada de *criminal*.



Con una desfachatez de que no hay ejemplo, afirma el folletista á la página 83 que el Arzobispo reconoció la suspensión del Señor Provisor Doctor Herrán, decretada por el Tribunal de Distrito, y nombró en su lugar al Doctor Domingo Riaño. Falso, falsísimo. El Señor Herrán estaba con licencia cuando el Tribunal declaró con lugar la acusación contra él intentada, y el Señor Riaño se hallaba desde antes desempeñando el provisorato. De estos hechos debe haber comprobantes en la Secretaría de Gobierno.

Mayores y más graves razones que las que tuvo en 1844, ha tenido el Arzobispo en 1852 para decir con los Apóstoles: *non possumus*. Se trataba entonces solamente de un auto judicial sobre un negocio particular, que no podía servir de argumento contra la naturaleza de la jurisdicción de los Obispos; había recursos que interponer para su revocación; y además la autoridad eclesiástica tenía algunas facultades y atribuciones que no eran espirituales, á las que podía decirse que se refería la suspensión. Mas hoy las cosas tienen otro carácter y pasan de muy diferente manera: no se trata de un hecho particular, ni de una decisión interlocutoria de un tribunal de justicia: se trata de leyes que socavan por sus cimientos la potestad de la Iglesia, alteran la disciplina general y comprometen la existencia del catolicismo en Nueva Granada. Contra esas leyes no hay recurso de apelación ni de nulidad, ni se pueden interpretar diciendo que deben entenderse respecto de los negocios temporales de que conoce la potestad ecle-

siástica, porque hoy ningunos son de su competencia. Esto es claro y evidente, ó no hay nada claro en el mundo. Protestadas esas leyes con derecho y con razón, como antes he manifestado, la resistencia era correlativa: un proceder diverso sobre no ser lógico, habría probado que el Arzobispo no era firme en sus convicciones, ni consecuente en sus principios: habría pasado por imbécil, cuando menos, y hasta sus propios enemigos le habrían echado encima ese baldón.

Subió de punto la necesidad de resistir las leyes antieclesiásticas desde que el Sumo Pontífice dirigió al Arzobispo las cartas de 6 y 15 de Setiembre de 1851, en las cuales no solamente aprueba su conducta y la de los Obispos granadinos en el hecho de las protestas, sino que la *aplaude y los excita á defender de palabra y por escrito, con fortaleza y sabiduría la causa de Dios y de su Santa Iglesia*. Después de esto ¿qué camino le quedaba á un Prelado de honor y de conciencia? O resistir las leyes ó desobedecer al Papa rompiendo la unidad católica. ¡Hombres justos, hombres imparciales que no tenéis el corazón desecado por el egoísmo ó pervertido por la venganza y por la envidia! decid, cualesquiera que sean vuestra creencia y bandera, ¿cuál era el partido que debía tomar el Arzobispo en semejante emergencia? El conflicto fue grave, pero la elección de partido no podía ser dudosa para un sucesor de los Apóstoles: *Obedire oportet Deo, magis quam hominibus*.

Esta resistencia nunca ha sido ni debe ser un lla-

mamiento al desorden, ni la aplicación de un botafuego á las conmociones populares; no, mil veces no. A la *resistencia* debe seguir la *resignación*: después de haber sostenido el depósito de la fe y de la autoridad como ministro de la religión, debe seguirse el sometimiento del hombre á las potestades de la tierra. Así se entiende la obediencia á las leyes y á los gobiernos de que habla San Pablo; así lo practicó el Salvador de los hombres; así lo practicaron los Apóstoles y los mártires del cristianismo; y así lo ha hecho también en su caso el Arzobispo de Bogotá cuando contestando en 30 de Mayo último la nota en que se le comunicó el decreto de su extrañamiento dijo lo siguiente. « Si la conciencia y el  
« honor, y deberes sagrados y premiosos me prohi-  
« ben desprenderme de la autoridad que recibí de  
« Dios, y nombrar un Vicario general conforme á  
« los mandatos del poder temporal, no sucede otro  
« tanto con las órdenes que usted me trascribe, que  
« obedezco y cumpliré puntualmente. Conforme con  
« los decretos de la Providencia, me alejaré de mi  
« patria y de mi grey é iré á buscar hospitalidad en  
« extraña tierra: » ejemplo sublime de fortaleza y obediencia que la posteridad apreciará en su justo valor; respuesta perentoria á las invectivas y calumnias del desventurado folletista.

## VI.

## EDICTO DEL PROVVISOR DE ANTIOQUIA.

Habiéndose denegado el Provisor de la Arquidiócesis, encargado del Gobierno eclesiástico por enfermedad del Arzobispo, á convocar concurso para la provisión de curatos con arreglo á la ley de 27 de Mayo de 1851, el Poder Ejecutivo dio el aviso del caso al Provisor del Obispado de Antioquia para que supliera la negligencia *conforme á los cánones*. Esta última cláusula de que usa el artículo 26 de la ley de patronato, manifiesta que la cuestión debía decidirse con arreglo á las decisiones canónicas: el Gobierno nada ordenó, nada previno; dio un simple aviso, pasando el negocio del terreno de la ley civil al terreno de la ley canónica. Recibido el aviso por el Provisor de Antioquia, lo primero que debió examinar fue el grado de competencia de su autoridad para revocar, corregir ó reformar lo dispuesto por el Metropolitano; pero aquel eclesiástico mal aconsejado echó por el atajo y expidió su edicto de 1º de Marzo de este año, convocando á oposición para proveer los curatos de la Arquidiócesis.

La irregularidad de este procedimiento es tan notoria, y la violación de los cánones tan palpable, que el mismo folletista no se atreve á negarla, y se limita á decir, como lo tiene de costumbre, un clásico

disparate. « Suponiendo, dice á la página 97, que no « hubiese en la potestad civil la facultad de alterar el « orden de procedimiento del sufragáneo al metro- « politano y de éste al Papa ; ¿ hay en esta alteración « algo de dogma?... Lo más que podría decirse en « nuestro caso, sería que se había turbado el modo « de proceder, mas no que se hubiese tocado el « dogma. » Tales aserciones no merecen una seria refutación.

Para conocer el orden jerárquico de la Iglesia y saber que no todo lo que puede el superior es potestativo al inferior, no se necesita ser canonista, sino vivir en país católico y tener buen sentido ; lo mismo que para saber que un juez de circuito no puede revocar las sentencias de un tribunal de distrito, no es necesario ser un grande abogado. Del Obispo se pasa por escala ascendente al Metropolitano y de éste al Papa. Solamente en negocios contenciosos, ó cuando se trata de suplir la negligencia de un Capítulo catedral en la elección de Vicario capitular, puede invertirse este orden ; en el primer caso por un Breve de Gregorio XIII de 1573, especial para la América ; y en el segundo por una disposición excepcional del Tridentino : el Sufragáneo, conociendo de las apelaciones de las sentencias del Metropolitano, obra con el carácter de *Tribunal Apostólico*, es decir con el de delegado especial de la Silla Apostólica. Estas excepciones y la de aprobar en ciertos casos las causales de ausencia, confirman la regla general establecida expresamente por los cánones y obser-

vada en el orbe católico, según la cual el Sufragáneo no puede ingerirse en los negocios del Metropolitano sin cometer un atentado.

Para el folletista, sin embargo de que unas veces se muestra en su obra más *rigorista* que un discípulo de Jansenio, y otras con una conciencia tan *elástica* como la de ciertos casuístas inmorales, según conviene á sus pasiones y á sus intereses, porque es el más completo *Proteo*, para el folletista, digo, nada importan ni significan estos principios. ¿Qué tenemos con que un cura de la Arquidiócesis sea nombrado é instituído por el Provisor de Antioquia ó por el Preste Juan de las Indias ? esto no toca al dogma, aunque el cura así nombrado carezca de la misión y de la potestad que sólo puede recibir de su legítimo prelado. Tampoco importa nada que si el Poder Ejecutivo no ha hecho capitán ó administrador de una aduana al folletista, lo haga el Prefecto del Caquetá, ó el jefe político de San Martín : *lo más que podría decirse sería que se había turbado el orden de proceder.* ¡ Pobre cabeza !

No podía el Señor Arzobispo ser indiferente al entremetimiento del Provisor de Antioquia en los negocios propios de su diócesis : el menor disimulo, la menor tolerancia habría comprometido gravemente su responsabilidad y cubiértole de ignominia. Expidió pues su contraedicto de 29 del mismo mes de marzo, desconociendo la autoridad del Provisor Vicario Capítular de Antioquia, cuyo procedimiento lo hacía intruso y usurpador, y prohibiendo que ningún ecle-

siástico obedeciera ni acatara el edicto ni otras providencias de este prelado bajo la pena de excomunión mayor *latæ sententiæ*. No podía ni debía hacerse menos en tan graves circunstancias; y aunque al folletista, lo mismo que á los de su pandilla, haya parecido dura la conminación, deben advertir los hombres poco entendidos á quienes se pretende engañar, que el obedecimiento del edicto del Provisor de Antioquia habria sido un paso al *cisma*, del cual yo no sé á qué distancia estamos hoy, y la pena del cisma ha sido siempre la excomunión.

## VII.

### JUICIO Y EXTRAÑAMIENTO.

La conducta del Arzobispo para con el Provisor de Antioquia, que debía haber merecido los elogios no sólo de los católicos, sino de cuantos tienen interés en sostener el *principio de autoridad*, base del orden social, sirvió no obstante de ocasión y de pretexto para que un diputado echadizo promoviese en la Cámara de Representantes acusación contra el mismo Señor Arzobispo. No intento, ni vendría al caso, entrar en el examen de la conducta de las Cámaras legislativas en este célebre juicio: esta *defensa* no es un escrito de *expresión de agravios*. Los hechos de que se acusó al Arzobispo fueron, haber protestado contra las leyes anti eclesiásticas, y no haber permi-

tido que el Provisor Vicario capitular de Antioquia ejerciese funciones en la Arquidiócesis. La Cámara de Representantes acordó la acusación por ambos cargos en su sesión de 14 de mayo último, resultando del escrutinio secreto 27 votos afirmativos contra 15 negativos. Introducida la acusación ante el Senado, éste resolvió admitirla, en sesión de 24 del mismo, por 18 votos contra 6, cuyos nombres quiero consignar aquí para que algún día los registre la historia con honra y alabanza: Señores Raimundo Santamaría, Pablo A. Calderón, Severo García, Francisco Vega, Julián Vásquez y.....no mencionaré su nombre, porque obrando después contra sus principios, votó, cosa que sería extraña, si todo no fuera extraño en este tiempo, votó por el extrañamiento del Sr. Arzobispo.

La admisión de la acusación fue notificada al Arzobispo, entre otros objetos, para que declarándose suspenso de sus funciones, nombrase un vicario general, como en caso de impedimento físico y moral. Esto era exigir del prelado que hiciese lo contrario de lo que su honor y su conciencia le prescribían, y por cuya causa iba á ser arrastrado á la barra del Senado. El Arzobispo se negó á verificarlo manifestando sus razones en la exposición que dirigió al Senado con fecha 26 del propio Mayo, que concluyó con estas palabras. « Os ruego, Ciudadanos « Senadores, que prestéis vuestra atención y re- « flexionéis un momento sobre la situación especial « en que me encuentro : yo tengo deberes para con



« la asociación política de que soy miembro; pero  
« también los tengo para con la Iglesia de que soy  
« Prelado. Como ciudadano acato, cumplo y obe-  
« dezco las leyes civiles dadas en asuntos de su  
« competencia, respeto á la autoridades y me someto  
« ciegamente á sus decisiones. Como Arzobispo  
« acato, cumplo y obedezco las leyes de la Iglesia  
« en negocio canónico, estoy sometido á la Santa  
« Sede Apostólica, y tengo que conformarme con  
« su mandato. A esta obediencia estoy solemnemente  
« obligado por un juramento que presté, no clandesti-  
« namente, sino á la faz de la nación, y con el asenso  
« de la ley y el beneplácito del Gobierno. Si por una  
« fatalidad deplorable se pone en contradicción la ley  
« civil con la canónica sobre materia eclesiástica,  
« ¿qué deberá hacer un Obispo, que es en su dióce-  
« sis el depositario y el guardián de la potestad, de  
« los derechos y de la disciplina de la Iglesia? La  
« misma Iglesia le tiene trazado el camino, que han  
« seguido otros Obispos y de que no puede des-  
« viarse. »

En vista de esta exposición decretó el Senado en su sesión del 27 el extrañamiento del Arzobispo y la ocupación de sus temporalidades; resolución que fue obedecida por el Prelado, según aparece de la respuesta dirigida á la Gobernación de esta provincia, de que antes he hecho mención.

La sucinta relación de estos hechos da lugar al examen de la cuestión, de si el Arzobispo debió preferir el destierro á obrar contra sus principios, sus

convicciones y sus deberes como Obispo. Oigamos al folletista. « Estaba, dice á la página 93, en la « elección del Señor Mosquera quedarse ó partir. « Por un momento volvamos á hacer la suposición « de que las leyes son impías, la persecución declara « rada y que los lobos (para hablar con el *Catolicismo*) « se cruzan por manadas al rededor del redil. . . . . « . . . . . « ¿Qué mal le resultaba al Arzobispo de nombrar « Vicario general y sujetarse á juicio? Proverbial es « la morosidad de nuestros trámites judiciales; « muchos meses transcurrirían sin terminarse la « causa, pero muchos. . . . . un mes más de residencia para atender en tales circunstancias de persecución á la salud de sus ovejas, habría sido para « un pastor caritativo un tiempo precioso que no « habría querido perder, ni *una partecilla*, según la « frase del sabio. ¿Qué habría sucedido al fin? No « supongamos la muy probable posibilidad de un « *indulto*, que hoy en el estado en que ha puesto las « cosas el Señor Mosquera, sería *impolitico*, sería « *reprobado*; sin tales circunstancias es seguro que « el Gobierno, deferente y considerado hasta el extremo por el Arzobispo, le hubiera expedido. » Esto es hablar por hablar: lo demostraré.

Decretada implícitamente por el Senado la suspensión del Arzobispo, se encontró éste en la dura alternativa de darse por suspenso, ó de aceptar el destierro. Adoptar el primer partido era reconocer en el poder temporal la facultad de suspender á un

obispo del ejercicio de sus funciones, era apostatar de los principios que con tanta firmeza y razón había sostenido, era separarse en fin de la senda por donde Su Santidad le había exhortado á que continuase su marcha. La elección, pues, no podía ser dudosa para un prelado pundonoroso y verdaderamente católico. Pero supóngase, como lo quiere el folletista, que olvidando sus deberes y consultando solamente sus intereses, se hubiese plegado el Arzobispo á darse por suspenso, nombrar un Vicario y someterse á todas las humillaciones del juicio, ¿cuál habría sido el resultado de éste? fácil es el preverlo. El punto que en él se ventilaba no era de *hechos* que pudieran esclarecerse y con esto desvanecerse los cargos, sino de *derecho*, acerca del cual era ya conocida la opinión del Senado. *El Arzobispo habría sido condenado.*

Pienso, como el folletista, que el Poder Ejecutivo habría concedido un indulto, pero este indulto habría dejado en el mismo ó peor estado las cosas, porque el Arzobispo habría sido excitado otra vez á convocar concurso ó á permitir que la provisión se hiciese por el Vicario Capitular, y él habría resistido á una y otra cosa; nueva acusación, nuevo juicio, nuevos conflictos: lo más que se habría adelantado sería el cambio de Tribunal: en lugar del Senado, habría conocido la Corte Suprema, cuyos principios en esta materia son bien conocidos. El mal está en las leyes inconsultas. Triste es la situación á que una deplorable fatalidad ha conducido las cosas, que lo mejor

que puede suceder á un Obispo Católico en la Nueva Granada es que lo destierren, si no es que la muerte viene antes á poner término á sus pesares y congojas, como sucedió con los venerables Obispos de Popayán y Santamarta.

El 19 de junio emprendió el Señor Arzobispo su marcha para el destierro. Se había tenido cuidado de reservar el día de la partida, para evitar reuniones de gente, tan penosas para el enfermo como alarmantes para sus enemigos; pues aun suponiendo, como dice el folletista, que el pueblo fue indiferente á la ausencia de su Prelado, no se le podrá negar la curiosidad que lo lleva aun á presenciar la ejecución de un criminal. El Arzobispo salió de su casa á la una del día en una silla de manos sin más compañía que la de un amigo, que lo fue quien estas líneas escribe: media hora después llegó á la quinta del Señor Calvo, que está á la salida de la ciudad en dirección del camino para Honda; y al día siguiente continuó la marcha, acompañado de varias personas notables.

No sé á qué conduce la historia del extrañamiento del Señor Arzobispo Sacristán, que refiere el folletista desde la página 88 hasta la página 92. Prescindo de los motivos especiales que tuvo el Gobierno republicano de Santafé en 1811 para tomar aquella medida, motivos que se hallan en el manifiesto que publicó el mismo Gobierno, y al cual contestó en una representación fecha 5 de mayo de 1812 el célebre patriota Doctor Andrés María Rosillo, Deán que fue

de esta Iglesia Catedral; é indicaré solamente que los dos casos son tan diferentes, como los tiempos en que han sucedido. El Señor Sacristán era español, nosotros estábamos en guerra con España, y por el derecho de la guerra, admitido en todas las naciones, se puede expulsar del territorio á los súbditos de la potencia enemiga. La Nueva Granada se encuentra hoy en paz con todo el mundo y no hay más guerra que la que se hacen unos á otros los individuos de la misma sociedad y aun del mismo estado, guerra de envidia, de odio, de venganza y de codicia, guerra que presagia la guerra social de que estamos amenazados. La cita, pues, del extrañamiento del Señor Sacristán es necia é impertinente, y no le encuentro más objeto que el de tener ocasión el folletista para estampar estas horribles palabras que han desgarrado mi corazón: ¡¡¡ MANUEL JOSÉ MOSQUERA, QUE PARA SU PROPIA MENGUA ES GRANADINO !!!

Suplico á mis lectores me permitan hacer en este lugar una pequeña observación, que quizá no será perdida para los buenos granadinos. En los países sujetos á continuas oscilaciones, los partidos se descomponen y se recomponen, tomando una nueva forma, pero sin salir jamás de la *esfera política*. Estas descomposiciones y recomposiciones han sido más frecuentes en nuestro país, viéndose suceder en menos de medio siglo los partidos de realistas, patriotas, centralistas, federalistas, bolivianos, urdaneistas, liberales y conservadores. Parece que el clima

intertropical, que en el orden físico acelera el desarrollo de la vida y la decadencia á la muerte, ha ejercido también su influencia en el orden político. Mas hoy, de la descomposición de los partidos que últimamente se han disputado el poder, empiezan á aparecer dos desconocidos en el Nuevo Mundo, cuyos caracteres y fisonomía anuncian una lucha encarnizada, indigna del siglo y de los generosos sentimientos de los granadinos, — por una parte los *católicos* y por otra los *socialistas y cismáticos*. *Religión, familia y propiedad* serán el lema de los primeros; *ateísmo, prostitución y comunismo*, el lema de los segundos. Jamás me han asustado las divisiones políticas, ni aun las guerras interiores, pero la *guerra religioso-socialista* y la *guerra de castas*, que es otra entidad no menos peligrosa, me hacen temblar por el porvenir de mi patria.....

## VIII.

### NOMBRAMIENTO DE VICARIOS.

Siempre maligno y siempre infame, el folletista asegura á la página 97 que el Arzobispo permaneció en Villeta hasta que la destrucción de la *expedición Flores* resolvió el problema de su partida. Si el folleto hubiera de circular solamente en el interior de la República, excusado sería desmentir esa aserción, habiendo tantos testigos oculares que la con-

tradicen ; pero el folleto tendrá una *gran circulación*, y por eso tengo que declarar aquí, como *hombre de honor*, que el Arzobispo se detuvo poco más de dos meses en Villeta por causa de sus enfermedades y por consejo del Doctor Jorge Vargas y de otros facultativos, no menos que por aguardar á su hermano D. Manuel María, que se hallaba en Bogotá arreglando intereses propios, y que debía acompañarle en el viaje, como es público y notorio ; mas no por esperar el resultado de la *expedición Flores*, ni por ningún otro objeto político. Si no es exacta la presente atestación, reto al folletista á que me desmienta bajo su firma, sin parapetarse con el anónimo, como alevoso y cobarde.

Ocho días antes de partir de Villeta el Arzobispo expidió un decreto nombrando seis eclesiásticos para que sucesivamente y por el orden de su nombramiento desempeñasen la vicaría y gobierno de la Diócesis con ciertas restricciones. Diez páginas mortales emplea el folletista, desde la 98 hasta la 107, en combatir con su fatigante charla el mencionado decreto. Yo voy á entrar brevemente en el examen de la materia, menos por contestar á ese energúmeno, que por ponerla al alcance de algunos de mis lectores menos entendidos ; y para ello fijaré netamente las cuestiones en los términos siguientes :

1ª. ¿ Ha podido el Arzobispo nombrar Vicario para que durante su ausencia ejerza las funciones contenciosas y gubernativas eclesiásticas con ciertas restricciones ?

2ª. ¿Perjudican estas restricciones al buen gobierno de la Diócesis y á la satisfacción de las necesidades de los fieles?

1ª. En el orden eclesiástico, como en el orden civil, la jurisdicción contenciosa se distingue y es diferente de la autoridad gubernativa: á la primera corresponde el conocimiento de juicios tanto civiles como criminales en materias canónicas, y á la segunda el gobierno y régimen administrativo de la Diócesis. El Obispo está obligado á nombrar un Provisor ó Vicario general para que ejerza la jurisdicción contenciosa; jurisdicción que sin duda es ordinaria: en Francia se nombran ordinariamente cuatro con el nombre de *grandes Vicarios* que alternan en el servicio. El gobierno de la Diócesis lo tiene siempre el Obispo, y cuando por causa canónica lo encarga á su Vicario, toma éste el título de *Gobernador*; título que tuvieron los Señores Pey y Duquesne, que gobernaron la diócesis metropolitana por el Señor Sacristán, y que hoy tiene el Señor Riaño, porque además del conocimiento contencioso, tiene también facultades gubernativas: esta autoridad es *delegada* y no *ordinaria*.

Al Obispo que se ausenta le encarga el Concilio de Trento (cap. 1º. Ses. 23 de Ref.) « que provea á las « necesidades de los fieles, de manera que por su « ausencia no reciban éstos daño ninguno. » Como se ve, el Concilio deja á la prudencia del Prelado la designación de facultades que debe delegar, pues de otra suerte le prevendría que se desprendiese de



todas, con excepción de las de la potestad de ordenar, que no son delegables. Esto es todo lo que hay ordenado especialmente sobre la materia por la ley canónica más reciente, esto es lo que se ha observado y se observa en el orbe católico; y contra el derecho positivo y la práctica nada valen citas ni declamaciones, tan fuera del caso como hostigantes.

Si no estuviera ya advertido de que el folletista no sólo calumnia á los vivos sino también á los muertos y á los libros, extrañaría la aplicación que hace al Vicario nombrado por el Obispo ausente, de aquello de Vicario *idóneo* sobre que hace tanto hincapié. ¿Quiere saber alguno de mis lectores á qué hace referencia ese calificativo *idóneo*? El mismo capítulo del Tridentino que he citado, y lo que es más singular, que ha citado el folletista, lo refiere y aplica al eclesiástico que en su ausencia debe dejar un párroco con *aprobación* del Obispo. El taimado folletista ó no sabe latín, ó cree que en esta tierra nadie lo sabe, cuando con tanta frescura cita el Concilio de Trento, que dice lo contrario de lo que él quisiera. Hasta el significado de la palabra *idóneo* parece que ignora, haciéndola servir para expresar *facultades* y no *cualidades*.

2°. Yo no sé, ni quiero saber, quién sea el folletista, pero sí puede asegurarse que tiene relaciones muy íntimas con el Cabildo eclesiástico, supuesto que habla hasta del oficio con que el Arzobispo acompañó á esa corporación el decreto de nombra-

miento de Vicario y delegación de facultades. Según lo que se dice en la página 98, las restricciones del decreto están reducidas 1°. á no convocar concurso para curatos ; 2°. á no aceptar en la matrícula de la Arquidiócesis clérigos de otra Diócesis ; y 3°. á no admitir renuncia de beneficio curado. Examinemos si tales restricciones perjudican á los fieles y contrarían el pensamiento del Tridentino.

Prescindo de que habría sido un contrasentido, un proceder peregrino é incoherente, el dejar facultades para convocar concurso de curatos, cuando precisamente por no haberse prestado el Arzobispo á tal convocatoria había sido expulsado del país. Supóngase que hubiese hecho aquella delegación. ¿ Qué suerte aguardaba á los eclesiásticos nombrados para ejercer la Vicaría y Gobierno de la Diócesis ? O faltar á su conciencia y á la confianza del Prelado, ó sufrir las penas de prisión y reclusión. Aun inhumana habría sido la delegación.

Convengo en la importancia de que los beneficios curados sean servidos por párrocos en propiedad ; pero tampoco hay grandes inconvenientes para que lo sean interinamente por poco tiempo. Durante la ausencia del Señor Arzobispo Sacristán no se proveyeron curatos desde 1808 hasta 1817, es decir en *nueve años*. Hoy tenemos motivo y derecho de esperar que el próximo Congreso hará desaparecer la situación tan penosa y forzada en que se encuentran las conciencias de la mayoría de los granadinos, y entretanto los embarazos y dificultades que se to-

quen no son imputables al Arzobispo, sino á las leyes que los crearon.

El admitirse ó no en la matrícula de la Arquidiócesis clérigos de otra Diócesis, no influye en nada en el remedio de las necesidades de los fieles: es una simple medida de orden y de policía, que el estado actual de las cosas hace necesario. El folletista tendría derecho de gritar *arbitrariedad, intolerancia*, etc., si se hubiese prohibido que clérigos de otras Diócesis viniesen á ejercer su ministerio en la de Bogotá; mas de muy diferente manera pasarán las cosas: aquí serán recibidos y obtendrán sus licencias, y se les dispensarán por el Provisor y el clero todas las atenciones de una hospitalidad verdaderamente cristiana, aunque no sean domiciliarios.

Para que un cura pueda separarse de su beneficio por causa de enfermedad ó motivos de conciencia, no se necesita que renuncie el beneficio: una licencia temporal le es bastante. En circunstancias de haberse reducido á la menor expresión las asignaciones de muchos párrocos, y de haberse dictado ordenanzas y decretos que los vejan y humillan, se hacía preciso impedir que renunciando los beneficios, *abandonasen el puesto*, con gravísimo perjuicio de los fieles. Con esta restricción no sólo no se ha contrariado la mente del Tridentino, sino que se ha interpretado y acatado de la manera más cumplida. Sobre todo, la prudencia y el buen sentido aconsejaban mantener el *statu quo*, hasta que el Congreso en su caso y la Santa Sede en el suyo resuelvan lo conveniente.

No menos infundado, pero más ridículo que los cargos anteriores, es el de que con el decreto se ha privado al Capítulo Catedral de sus funciones de *cuerpo consultivo*, por haberse dispuesto que los Vicarios nombrados consulten entre sí los negocios graves que ocurran. Si el decreto dijera que el Vicario no consultase con el Capítulo, justa y muy justa sería la censura ; pero no hay nada de eso. Se oirá el dictamen de aquella corporación, y también el de los eclesiásticos llamados á ejercer sucesivamente la Vicaría y Gobierno eclesiástico. En esto no hay contradicción ni despojo de atribuciones. El Presidente de la República, antes ó después de haber oído el dictamen del Consejo de Gobierno, puede, y así se ha practicado varias veces, oír la opinión de otras personas de su confianza, sin que por esto se irrogue un agravio al Consejo. A excepción del folletista, nadie pondrá en duda la exactitud de estas reflexiones.

## IX.

### CARGOS VARIOS.

Las personas que hayan leído el folleto, harán justicia al trabajo que he tenido para entresacar de ese fárrago indigesto y colocar en orden lógico los cargos principales, materia de esta respuesta. Algunos han quedado que, aunque de menos importan-

cia, merecen que les consagre este párrafo para contestarlos brevemente, á fin de no abusar por más tiempo de la bondad de aquellos de mis lectores que han llegado hasta estas líneas.

.....

.....

## X.

### RÁPIDA MIRADA Á LA CONDUCTA DEL SEÑOR MOSQUERA COMO ARZOBISPO.

Separado hoy del Señor Mosquera por una distancia de dos mil leguas, no se echará á mala parte el que, antes de terminar su defensa, haga una breve reseña de sus actos desde 1835 hasta 1851.

Enseñar y predicar es el primer deber de un Obispo, porque ése fue el principal encargo que de Jesucristo recibieron los Apóstoles, y en cabeza de ellos los Obispos. A la enseñanza de su grey, pues, consagró el Señor Mosquera una atención particular, cuidando de que en el Seminario no sólo recibiesen una instrucción peculiar los que se destinaban al sacerdocio, sino que los jóvenes que habían de seguir otras profesiones, adquiriesen conocimientos suficientes en literatura, filosofía intelectual, física y matemáticas, y sobre todo que sus corazones fuesen formados y nutridos con los santos principios de la moral evangélica. Como presidente de la « Sociedad

de educación primaria », cuyo destino aceptó y sirvió por muchos años para atender más de cerca á la mejora y fomento de las escuelas primarias, hizo venir de Europa catecismos, libros elementales y de métodos y cuidó de su traducción, impresión y distribución ; á su celo y al de otros miembros de la Sociedad se debe la construcción del hermoso local que hoy sirve para la Escuela principal de esta ciudad, costeadá con fondos de la misma Sociedad. Asistente constante á los certámenes y actos literarios de la Universidad, de los Colegios, casas particulares y escuelas primarias, se le veía derramar torrentes de luz en todas materias y sobre todas las cuestiones con la naturalidad y modestia del sabio, sin pretender brillar desluciendo á los alumnos ó á sus profesores. Los *programas* para la enseñanza en el Seminario, el *Catecismo de la doctrina cristiana*, el *Manual del Seminarista*, el *Tratado sobre el Matrimonio de los Clérigos*, y otros opúsculos dan testimonio de su vasta erudición y saber. En las instrucciones pastorales que anualmente expedía para instruir y edificar al pueblo y exhortarlo á la penitencia y reforma de las costumbres, se reconoce el fervor, la unción y la caridad de los padres de la primitiva Iglesia. Sus homilías y sermones cuadregesimales eran modelo de verdadera elocuencia sagrada, sin afectación, ni frases ó gesticulaciones teatrales ; siempre con el buen gusto y la pureza de la actual tribuna sagrada de Francia, pero jamás plagiándola : los fieles que oían la palabra del Pastor se edificaban

y confirmaban en su creencia, y los incrédulos é indiferentes se penetraban de admiración y de asombro.

Sin hacer agravio á sus ilustres predecesores, el Señor Mosquera ha conocido mejor que otro alguno la Diócesis con ocasión de las visitas que con tanto provecho hacía para arreglar la disciplina, corregir los vicios y extirpar los abusos. Este conocimiento, que tan útil y necesario es en el orden civil al administrador y al hombre de estado, colocó al Señor Mosquera en ventajosa posición para cerciorarse de las necesidades de cada parroquia y satisfacerlas, como en efecto las satisfacía. En la provisión anual de los beneficios eclesiásticos se le vió proceder con imparcialidad, independenciam y justicia, mirando el merecimiento y la aptitud, y nunca la opinión política del sacerdote, sin nepotismo ni parcialidad. Antes de verificar la provisión, tenía un retiro espiritual con los opositores, y allí era donde, con la reserva y prudencia de un padre, corregía dulcemente las faltas del clero, confortaba con la palabra divina á los que iban á principiar ó seguir la delicada carrera de párrocos, se estrechaban los vínculos de la unidad católica y se despedía para ir cada uno á su puesto, pero quedando unidos estrechamente sus corazones.

Los talentos del Señor Mosquera, su laboriosidad, su espíritu de orden á todo atendían y todo lo abrazaban. Al mismo tiempo que daba pronto despacho á los negocios, siempre arreglado á los cánones y á las leyes, tanto en la parte que deciden el derecho

entre los litigantes, como en la que establecen los trámites del procedimiento, cuidaba del arreglo del archivo y del orden económico de su Secretaría. A este asiduo y prolijo trabajo se debió el descubrimiento de varios documentos relativos al Seminario, capellanías, obras pías, etc., y hasta de los títulos de propiedad de la casa Arzobispal, que se habían perdido. A las personas que se le acercaban las recibía con bondad y aun con ternura, cualquiera que fuese su posición en la sociedad: á todos consolaba y á todos procuraba servir, prestándose al desempeño de su ministerio, ora en los bautismos y matrimonios, ora en las confirmaciones, bendiciones de imágenes y concesión de indulgencias, á fin de que nadie quedase disgustado ó quejoso. Todo lo hacía con la dignidad de un pontífice, y las cultas maneras de un hombre bien educado. En las desgracias públicas y en las calamidades domésticas su presencia era un consuelo para el rico y para el pobre, para el poderoso y para el desvalido.

Tan claros talentos, tan brillantes cualidades, tan excelsas virtudes no podían menos de excitar la ruin envidia, el odio y la ingratitud de sus perseguidores. Tampoco podían faltar granadinos noveleros que estuviesen ya cansados de oír hablar de la ilustración y del mérito del Señor Mosquera, como se fastidiaron los atenienses de oír llamar *justo* á Aristides. Todas estas circunstancias son la causa de su persecución, y no la infracción de leyes en un país en que rara ley se cumple, y en que si se fuera á



hacer efectiva la responsabilidad de los funcionarios públicos, apenas habría uno entre cada cinco que por omisión ó comisión no debiera ser penado. Pero los habitantes de nuestra Diócesis, los de Bogotá sobre todo, con poquísimas excepciones, se han impuesto el deber de mostrar su gratitud al Prelado por los beneficios que les ha prodigado, y su pena por sus padecimientos. El clero secular y regular, las señoras, los padres de familia, las esposas del Señor, todos le han dirigido espléndidas manifestaciones de amor y de ternura al verle marchar para su destierro. En Villeta recibió más de dos mil cartas, no sólo de personas de su Diócesis, sino de los demás lugares de la República. Tan sinceras y espontáneas manifestaciones pesan más que cuanto diga un escritor maligno que ni escudado por el poder, se atreverá á dar la cara. El Prelado por su parte dirigió á su clero y á su grey esa pastoral de despedida, que tanto ha mortificado al folletista, llena de ternura y de piedad, en la cual siguiendo el ejemplo de Cristo en la cruz, *les recomienda el amor y el respeto á los magistrados*: ; sentimiento cristiano á la par que hidalgo, que habría apaciguado enemigos cuya saña no se aumentase con un generoso proceder ! Algún día se aplicará al Señor Mosquera, en lugar del texto de maldición que le aplica el folletista, lo que el libro sagrado del Eclesiástico dijo de Simón hijo de Onías : *Sacerdote grande que en su vida fue el esplendor de su patria, y durante los días de su pontificado sostuvo los derechos del Santuario.*

## CONCLUSIÓN.

He hecho uso del inestimable derecho de expresar el pensamiento por medio de la imprenta, no para defenderme, sino para defender á un amigo desgraciado. Ningún interés personal, ni aun el simple deseo de recordarme á la memoria de mis compatriotas, ha guiado mi pluma. ¿Qué puedo ambicionar en una sociedad que está desnivelada y cuyas tendencias no corresponden con mis ideas? *La escuela de los sanos principios liberales* á que yo pertenezco, ha desaparecido en mi patria; sí, esa escuela que en el mundo civilizado lucha por defender la libertad, de un lado, contra los demagogos que la deshonran, y del otro, contra los retrógrados que pretenden ahogarla: hoy todo anuncia que marchamos á la dictadura del desorden, ó á la dictadura militar: horrosa alternativa, obra maestra de los intrigantes y agitadores que, después de haber adulado y pervertido las masas para consumir sus inicuos planes, presentarán al mundo, deshonrada, llorosa y cubierta de vergüenza, esta patria que fundaron con sus virtudes y sellaron con su sangre Alvarez, Armero, Arrublas, Baraya, Benitez, Cabal, Caicedo, Camacho, Caldas, Granados, Grillo, Gutiérrez, Lastra, Lozano, Matute, Mejía, Morales, Niño, Olaya, Pombo, Portocarrero, Quijano, Rivas, Ribón, Toledo, Torices, Torres, Tejada, Troyano, Valenzuela, Vargas, Vásquez, Zapata, y mil otros que rindieron sus vidas en

los patíbulos, ó en los campos de batalla, ó fueron conducidos al destierro ó á los presidios, como los Caicedos, los Gutiérrez, los Manriques, los Mutis, los Nariños, los Ortices, los Pardos, los Plazas, los Pradillas, los Santamarías, los Sandinos, los Umañas, los Zeas, y otros muchos que no es posible enumerar.

Después de esto yo no sé, si á pesar de proclamarse todavía los principios de *libertad, igualdad y fraternidad*, y de concederse un defensor al mayor de los criminales, se mire mal por el ciego espíritu de partido, que un granadino renuncie al sosiego y levante su voz ante el tribunal de la opinión pública en favor del Jefe de la iglesia granadina que se halla proscrito, y por esta razón se me insulte y calumnie. Si así fuere, mi silencio será, como hasta aquí, la sola respuesta que daré á mis calumniantes : de que yo no haya sido ni sea bueno, no se sigue que el Señor Arzobispo sea malo.

En cuanto al folletista, yo no le aplicaré ningún texto de la Escritura para decirle adiós, como sacrílegamente lo ha hecho él en la conclusión de su folleto ; pero si le llamaré la atención á las siguientes palabras de que hace poco tiempo usó un avisado escritor en cuestión semejante á la presente :

« *Hay personas á quienes no alcanza la justicia, pero las eñala con el dedo ; á quienes no pone la mano el verdugo, pero á quienes la opinión pública devora y pulveriza.* »

Bogotá, 29 de Octubre de 1852.

RUFINO CUERVO.

## VII

## LIBERTAD DE LA IGLESIA

*(Catolicismo de 18 y 25 de Junio y 2 de Julio de 1853).*

## I.

Art. 5.º La República garantiza á todos los granadinos...

5.º La profesión libre, pública ó privada de la religión que á bien tengan, con tal que no turben la paz pública, no ofendan la sana moral, ni impidan á los otros el ejercicio de su culto.

(Constitución política de la Nueva Granada del 21 de Mayo de 1853.)

## LEY

*Declarando que cesa la intervención de la autoridad civil en los negocios relativos al culto.*

El Senado y Cámara de Representantes de la Nueva Granada, reunidos en Congreso,

## Decretan :

Art. 1.º Desde el día 1.º de Septiembre próximo cesa toda intervención de las autoridades civiles, nacionales y

municipales, en la elección y presentación de cualesquiera personas para la provisión de beneficios eclesiásticos, y en todos y cualesquiera arreglos y negocios relativos al ejercicio del culto católico, ó de cualquier otro que se profese por los habitantes de la Nueva Granada en uso de la libertad que se les garantiza por el inciso 5.º del artículo 5.º de la Constitución.

Art. 2.º No podrá establecerse contribución alguna forzosa para sostenimiento de ningún culto religioso, ni para sus ministros ; pero las obligaciones voluntarias que se contrajeren por los creyentes de una congregación cualquiera para sostenimiento de su culto y de sus ministros, tendrán siempre el carácter de individuales ; y las autoridades públicas respectivas las harán cumplir según las leyes.

Art. 3.º Los Prelados eclesiásticos y ministros ó funcionarios de cualquier culto religioso, sean de la clase y condición que fueren, quedan sometidos á las leyes de la República, tanto en los asuntos civiles como en los criminales, en los mismos términos, ante las mismas autoridades temporales y por los mismos trámites que los granadinos que pertenecen al estado civil.

Art. 4.º Los templos católicos que hoy existen, así como los bienes y rentas que les pertenecen, corresponden á los vecinos católicos de la respectiva parroquia, con excepción : 1.º de las catedrales, que pertenecen á los vecinos católicos de la Diócesis, inclusive sus bienes y rentas ; 2.º de los que tengan patrono especial, los cuales se rigen conforme á la fundación ; y 3.º de los templos de conventos suprimidos, que pertenecen á la provincia, ó á

los colegios nacionales, como todos los bienes, rentas y edificios de tales conventos.

Art. 5.º Ninguna corporación religiosa tiene carácter público en la Nueva Granada. Esta disposición no afecta en manera alguna las comunidades existentes, ni á las propiedades que poseen, de las cuales podrán disponer como lo crean conveniente, pasados veinticinco años, los habitantes católicos de la respectiva diócesis. Sin embargo, cualquiera disposición que se adopte, no privará á los miembros de esas comunidades del derecho á que se les asegure una decente subsistencia para toda su vida.

Art. 6.º Ningún acto de coacción de parte de los ministros del culto, ó de las comunidades religiosas de cualquiera clase, que de algún modo ataque las libertades garantizadas á los granadinos por el artículo 5.º de la Constitución de la República, será en ningún caso permitido, y los funcionarios públicos respectivos lo harán cesar inmediatamente que tengan conocimiento de él.

Art. 7.º El Poder Ejecutivo no admitirá del Gobierno Pontificio agente alguno que no sea puramente diplomático, y esto con el solo objeto de tratar negocios internacionales.

Art. 8.º A pesar de lo dispuesto en esta ley, continúa vigente la prohibición que tienen los Padres de la Compañía de Jesús de venir al territorio de la República.

Art. 9.º Las penas señaladas en los artículos 202, 203, 204, 207 y 209 de la ley 1.ª, parte 4.ª, tratado 2.º de la Recopilación Granadina, son aplicables no solamente por las faltas que se cometan contra el libre ejercicio del culto católico y contra sus ministros, cuando estén ejerciendo

su ministerio, sino también con respecto al culto y ministros de cualquiera otra religión en los casos y en las circunstancias que ellos expresan.

Art. 10.º Desde el 1.º de Septiembre del presente año, no se cobrará en ningún distrito ni aldea de la República, contribución alguna forzosa para sostenimiento del culto ó sus ministros, quedando por lo mismo derogadas todas las ordenanzas de las provincias y los acuerdos de los cabildos que imponían contribuciones para dichos gastos. También quedan exoneradas las provincias desde la misma fecha, de los gastos que hacían en participación para el sostenimiento del culto en las Diócesis á que correspondían.

Art. 11.º Quedan derogadas especialmente todas las leyes de la Partida 1.ª, las del libro 1.º de la Recopilación Castellana, las del libro 1.º de la Recopilación de Indias, y todas las que directa ó indirectamente estén relacionadas con ellas. Asimismo se derogan cuantas leyes han regido hasta hoy restringiendo y ampliando ó prohibiendo el ejercicio de actos civiles á cualesquiera individuos eclesiásticos regulares ó seculares; y en lo sucesivo tales individuos serán hábiles para adquirir, contratar, heredar, hacer testamento y ejercer todos los derechos que tienen los demás granadinos. Igualmente dejarán de regir en la República todas las disposiciones que han dado fuerza de ley á decisiones eclesiásticas de cualquiera naturaleza que sean, sin limitación alguna. Esta derogatoria comprende también todas las disposiciones sobre erección de Arquidiócesis, Diócesis y curatos, y todas las leyes de las partes 1.ª, 2.ª y 3.ª del tratado 4.º de la Recopilación Granadina, con excepción de la ley 1.ª de

la parte 2.<sup>a</sup> del mismo tratado ; los artículos 547 y 548 de la ley 1.<sup>a</sup>, parte 4.<sup>a</sup>, tratado 2.<sup>o</sup> del mismo Código ; los artículos 308 y 309 de la ley de 11 de Mayo de 1848 ; la de 25 de Abril de 1845 ; las de 14 y 24 de Mayo (sobre secularización del curato de Chiquinquirá) y la de 27 del mismo mes de 1851 ; la ley de 12 de Abril de 1845 ; las de 19 de Marzo, 4 de Abril y 4 de Mayo de 1848 ; la de 4 de Abril de 1850 ; los artículos 2.<sup>o</sup> y 4.<sup>o</sup> de la otra ley de 27 de Mayo del mismo año ; el artículo 9.<sup>o</sup> de la ley de 1.<sup>o</sup> de Junio de 1851, y la ley de 20 de Marzo de 1852 ; y todas las demás leyes, decretos y disposiciones que den alguna intervención al Poder temporal en negocios eclesiásticos.

Art. 12.<sup>o</sup>. Los Prelados eclesiásticos que han sido extrañados de la Nueva Granada, quedan en libertad para regresar al territorio de la República cuando lo crean conveniente, y en consecuencia quedan terminadas las causas pendientes contra ellos.

Dada en Bogotá á 14 de Junio de 1853.

El Presidente del Senado, *Jorge Gutiérrez de Lara*.

El Presidente de la Cámara de Representantes, *Miguel Macaya*.

Por el Secretario del Senado, el Oficial Mayor,  
*L. Cuenca*.

El Secretario de la Cámara de Representantes, *Nicolás Pereira Gamba*.

Bogotá, á 15 de Junio de 1853.

*Ejecútese y publíquese,*

El Presidente de la República,

JOSÉ MARÍA OBANDO.

El Secretario de Gobierno : *Tomás Herrera*.



A virtud de la ley anterior principia una nueva era para la Iglesia Católica en la Nueva Granada. Durante tres centurias ella fue el único elemento civilizador de estos países : á su benéfico influjo son debidas la reducción de las tribus salvajes á la vida social, la fundación de los establecimientos de piedad y de beneficencia, las escuelas y colegios, los adelantamientos en las ciencias físicas, naturales y matemáticas, y los progresos en las letras y en las artes. Aun en nuestra independencia de España, en nuestra organización política y en la gloriosa marcha de Colombia y Nueva Granada, el sacerdote católico tuvo una parte que la imparcial historia registrará con honor.

Hombres que deseaban satisfacer innobles pasiones y asegurarse en el poder que habían asaltado, emprendieron en estos últimos tiempos la obra de desmoralizar y pervertir las masas populares, quitándoles el único freno que las contenía, *el respeto de la religión*; adularon y extraviaron la juventud, cuyas ideas son siempre exageradas; se privó á la Iglesia de sus rentas más seguras; se sometió el ejercicio del ministerio parroquial al examen y conocimiento de corporaciones ignorantes; se desterró á los Obispos; se ajó al clero; se saqueó á los seminarios, se..... El clero y los fieles católicos fueron reducidos á un vergonzoso ilotismo.

Peró la Divina Providencia, que tan constantemente ha favorecido este pueblo, nos manda hoy una tabla de refugio en la cual podemos salvar nuestras cre-

encias, nuestra libertad y nuestro porvenir, si todos los católicos nos unimos con los vínculos sagrados de la fe, la esperanza y la caridad, si dejamos á un lado los mezquinos cálculos del egoísmo, y si el clero por su parte hace un esfuerzo supremo de abnegación, desprendimiento y celo verdaderamente apostólico. Esta tabla de salud es la ley que hemos insertado, en cuya expedición ninguna parte hemos tenido, por cierto, los católicos, porque nunca ha sido nuestro designio ni nuestro deseo que la Iglesia quedase enteramente separada del Estado, y menos que se sancionase la mezquina y contradictoria idea de que el Gobierno de un pueblo *católico* cortara las imprescindibles relaciones *espirituales* con el Jefe *espiritual* de ese mismo pueblo. Nuestras aspiraciones se reducían á la abrogación de esas leyes inicuas que esclavizaban la Iglesia so capa de protegerla ; pero la ley está dada, y nosotros la aceptamos como la única concesión que podía hacérsenos en la época difícil que atravesamos. Lunares y vacíos se encuentran en ella ; pero al menos su conjunto es una consecuencia lógica de los principios de libertad que ha proclamado la juventud, sin ese espíritu de persecución que marca las obras de hombres vengativos y pertinaces, cuyos corazones obcecados no dan ya entrada á ningún sentimiento generoso. « El que se está ahogando no vacila en asirse de un espino ».

Los males que deben curarse son tan graves, profundos é intensos, que la aplicación del remedio

exige un tino, una prudencia, una perseverancia extraordinaria. Para destruir basta la fuerza brutal del salvaje ; pero para reedificar se necesita el valor inteligente del hombre civilizado. La herida causada por el golpe alevoso del asesino, no se cura en pocos días, y aun después de curada, queda la señal. Algunos años pasarán antes de que la Iglesia Católica convalezca de los crudos golpes que le han asestado sus enemigos en la Nueva Granada.

¿Cómo podrá en efecto restablecerse en poco tiempo la piedad del pueblo, los hábitos de moral, el respeto á las cosas santas, y los miramientos al sacerdocio ? ¿Cuántos obstáculos no habrá que superar para proveer de recursos al mantenimiento del culto y sustentación de sus ministros ? ¿Qué de esfuerzos serán necesarios para volver á plantar el Seminario en donde se formen los que han de seguir la carrera de la Iglesia y los hijos de los pobres que tanta necesidad tienen de una educación sana y provechosa ?

El pueblo ha visto que á sus Obispos se les ha encausado y desterrado, y que al destierro se ha seguido el insulto y la difamación. ¿Cómo se borrarán las impresiones desfavorables que tales procedimientos han causado en gentes que piensan poco y se dirigen por los ejemplos ? Al pueblo se le había facultado para nombrar los párrocos, para señalarles renta y variársela á su antojo, para fijarles las horas en que debían administrar los sacramentos, para juzgarlos por el modo con que lo hacían, para

lanzarlos de las casas curales, para encarcelarlos en inmundas prisiones. ¿Cómo se le volverá á acostumar á que mire en ellos sus maestros, sus directores y guías, y como á tales los acate y respete? Se han suprimido las contribuciones ordenadas por la Iglesia y consagradas por una antigua y venerable tradición; se han abolido las oblaciones necesarias con que se recompensan servicios prestados; se han traspasado de fincas valiosas á un pobre y nada acreditado tesoro los censos que hacían una de las principales rentas de la Iglesia; en suma, ésta se halla pobre, indotada, sin más apoyo que el del cielo, ni otros recursos temporales que los que le proporcione la piedad de los fieles. ¿Cómo se restablecerán estas rentas ó se crearán otras, en una época en que toda ofrenda, toda oblación la califican de estafa y socaliña los enemigos del culto y de sus ministros? En documentos oficiales se ha tratado de reuniones de haraganes que no hacen más que bostezar salmos que no entienden, á los Capítulos, que han sido y pueden ser de inmensa utilidad para la Iglesia, bien para dar esplendor al culto católico, bien para auxiliar con su dictamen al Obispo, bien para atender á los diferentes deberes anexos á cada plaza, como enseñar, predicar, etc. ¿Cómo se restituirá su importancia á estas corporaciones, entre cuyos miembros hay por desgracia algunos que han contribuido á hacerse odiosos aun á los católicos, por haberse afiliado con los enemigos de la Iglesia?

Para dar fin á estas tristes reflexiones debemos tam-

bién hacer mención del grave mal que aflige á casi toda nuestra sociedad y compromete seriamente su porvenir ; mal que se ha importado del viejo mundo, pero sin los correctivos que allí neutralizan sus efectos: hablamos del *amor desenfrenado al dinero*, que comprime los más nobles sentimientos del corazón, ataca las creencias y santifica el egoísmo. Al deseo de adquirir se sacrifican el deber, el honor y la virtud ; pocos son los que trabajan por ganar gloria, estimación y las bendiciones de sus compatriotas, y menos los que sólo aspiran á gozar de la dulce satisfacción de hacer el bien ó cumplir con un deber. El cambio de instituciones, la reforma de las leyes, la elección de los mandatarios, los trastornos públicos, los prevaricatos, las bajezas, todo es una especulación pecuniaria. El *becerro de oro* ha venido á ocupar el tabernáculo del Dios de nuestros padres. La libertad, la igualdad y la fraternidad que tanto se decantan para alucinar, corromper y explotar la multitud, son deidades subalternas que apenas hacen el oficio de *mediadoras*. Sobre la estatua de la *libertad* hay en la Nueva Granada una divinidad superior, *el oro*.

Contrayéndonos otra vez especialmente á la Iglesia, después de haber bosquejado rápidamente su lamentable estado en nuestra amada patria, debemos ocuparnos en mejorarlo hasta donde lo permita la ley que le ha concedido su libertad, mas sin restituírle lo mucho que se le ha quitado. En el furioso vendaval que ha corrido la nave del Señor, ha per-

dido mástiles, velamen y aun algunos de sus pilotos ; pero no ha zozobrado, y está libre, porque la palabra del Salvador no podía faltar ; pero es preciso carenarla y repararla, y ésta es la santa, la digna tarea del clero y de los fieles católicos, á la cual los Editores y Colaboradores de este periódico no serán los menos solícitos en concurrir.

Hemos recorrido y especificado los males en este párrafo : el examen analítico de la ley con la cual debemos remediarlos, será materia del siguiente ; y por último, indicaremos en el tercero, el modo con que puede procederse para que sus efectos sean favorables á la causa que defendemos.

## II.

La intervención de los gobiernos católicos en los negocios de la Iglesia, nunca ha podido tener otro carácter que el de puramente protectoria, ni otro origen y fundamento que el principio de que la Religión es una necesidad social, á la cual debe atender el poder público cuando es profesada por la mayoría de los ciudadanos ; buscando en ella al mismo tiempo una sanción eficaz para sus mandatos, y en los ministros del culto los maestros y directores de la moral, sin cuyo auxilio de nada sirven las leyes mejor calculadas ; pero cuando esta intervención es egoísta é interesada y se convierte en opresiva, pierde su carácter y sus títulos, no llena su

objeto é introduce la anarquía hasta en las conciencias. También deben los gobiernos proteger las asociaciones mercantiles, industriales y de fomento, las sociedades literarias y las compañías empresarias; pueden tomar parte ó acciones en ellas, concederles exenciones y privilegios á sus directores, etc. ; y no por eso tienen derecho á erigirse en déspotas para trastornar los estatutos de estas corporaciones é ingerirse en sus actos. Si tal cosa sucediera, la consecuencia sería la parálisis del genio de empresa, la muerte del espíritu de asociación.

El abuso que en estos últimos años se había hecho de la intervención temporal en los negocios eclesiásticos, era tan cruel y tiránico, que el mismo poder público ha tenido que renunciar á ella, alarmado con el desconcierto y tribulación en que se encontraba la gran mayoría católica del pueblo granadino. El artículo 1.º de la ley de 15 del corriente dispone : « que ni las autoridades nacionales ni las municipales intervengan en adelante en la provisión de los beneficios eclesiásticos, ni en los arreglos, ó negocio alguno del culto católico », y por el 11.º se derogan, tanto las leyes españolas, de Partida, de Castilla y de Indias, como las de Colombia y Nueva Granada que tienen por objeto, bien la creencia católica, la administración de los sacramentos y la disciplina de la Iglesia, ó bien el ejercicio del patronato de protección ó de tuición que los Monarcas españoles *obtuvieron por concesiones apostólicas* y del que el gobierno de la República se creyó suce-

sor, á reserva, sin embargo, de asegurar su goce por medio de un concordato con la Santa Sede.

A consecuencia de esta derogación, ya el Congreso no elegirá Arzobispo ni Obispos, ni el Poder Ejecutivo proveerá las dignidades, canonjías y prebendas, ni los cabildos y vecinos presentarán los párrocos ó sacristanes mayores ó intervendrán en las permutas de estos beneficios; las bulas, breves y rescriptos pontificios no estarán sujetos para su ejecución al *pase* del Poder temporal, ni éste tendrá facultad para impedir su circulación; la creación de diócesis y parroquias y la fijación y variación de sus límites, serán decretadas exclusivamente por la potestad eclesiástica; los provisores y vicarios generales en *sede plena* y en *sede vacante*, los prelados de las órdenes regulares, los vicarios foráneos, y, en general, los funcionarios todos de la Iglesia entrarán al desempeño de sus funciones sin obtener previamente el *assenso* ó *beneplácito* del Gobierno civil y de sus agentes; el conocimiento de las causas beneficiales será de la competencia exclusiva de la jurisdicción eclesiástica; la civil no tendrá que ingerirse en si los prelados ó los ministros del culto católico desempeñan bien ó mal sus funciones; no habrá recursos contenciosos de fuerza ni de protección; las rentas eclesiásticas serán recaudadas, invertidas y administradas, sin que en esto, ni en los gastos del culto, deban entremeterse los agentes del poder secular; la piedad de los fieles podrá levantar capillas y otros templos, establecer cofradías y fundar



órdenes monásticas con la misma libertad con que se construye una casa particular ó se forma una sociedad literaria, sin que la potestad civil tenga que averiguar la edad del que se consagra al servicio de Dios, ó los motivos por que deja la vida claustral, ó su inhabilidad para obtener beneficios curados; y por último, no se repetirán jamás esos vergonzosos procedimientos para averiguar los bienes que tenía un Obispo cuando se consagraba, y los que á su muerte dejaba, para apoderarse de ellos el fisco, como en tiempos bárbaros acontecía con las sucesiones de los extranjeros muertos en el territorio de una nación.

Esta rápida enumeración hará formar alguna idea de los abusos, injusticias, humillaciones, gravámenes y actos opresivos ejecutados contra la Iglesia de Jesucristo, y que *deben cesar enteramente* desde el 1.º del próximo Septiembre. Ni subsistirá más la repugnante práctica de colocar en el templo del Señor bajo dosel á un gobernante republicano y partir con él el incienso debido al Ser Supremo: práctica tan indigna de las formas austeras de la República como contraria al espíritu y principios sublimes del catolicismo. La Iglesia será libre en adelante; lo serán sus ministros en el ejercicio de su ministerio, y las constituciones de esta divina sociedad, sus cánones, sus ordenanzas serán cumplidas *en toda su plenitud*. Tal es el corolario lógico y preciso de las disposiciones fundamentales de la ley del 15 del corriente y del artículo constitucional á que se refiere.

No habrá, según el artículo 2.º de la ley, contribuciones forzosas para el mantenimiento del culto y de los ministros, pero los compromisos que voluntariamente contrajeran los católicos para estos objetos, tienen el carácter de obligaciones civiles, como cualesquiera otros contratos, y deben hacerse cumplir por las autoridades públicas respectivas. Nada tenemos que objetar á las dos partes que contiene este artículo: la primera es consecuencia de la libertad religiosa, y nosotros tenemos bastante confianza en la piedad y buen sentido de los católicos granadinos para creer que harán en adelante, por interés propio y por conciencia, lo que antes hacían por apremios de la fuerza pública; y la segunda parte es una aplicación rigurosa del axioma común de derecho: *Quod ab initio fuit voluntatis, ex post facto est necessitatis*.

El artículo 3.º es una repetición de las diferentes disposiciones expedidas anteriormente igualando á los Prelados y ministros del culto á todos los granadinos en derechos y obligaciones, tanto en materia civil como criminal. En orden al alistamiento y servicio en la guardia nacional, ellos continúan gozando como los rectores y los catedráticos de los colegios y los maestros de escuela, de la exención que les concede el artículo 30 de la ley 10 parte 1.ª, tratado 6.º de la Recopilación Granadina, que no ha sido derogado tácita ni expresamente. Lo propio decimos de la exención de empleos concejiles que les acuerda, entre otras leyes, la de 22 de Junio de 1850 en su

artículo 16. Estas disposiciones excepcionales, que también comprenden á varias clases de granadinos, no contrarian el principio de igualdad legal, y consultan el mejor servicio público, y por eso no se han derogado como lo han sido las relativas á penas y derechos y obligaciones civiles, á fuero, jurisdicción, etc. Un ministro del culto, un profesor de ciencias, un maestro de escuela no deben ser distraídos en el desempeño de sus funciones, que son más útiles é importantes que las de un soldado ó un empleado en la policía.

Sentimos vivamente que en una ley tan importante y trascendental como la que examinamos, aparezca una contradicción notabilísima que puede dar lugar á que se piense que, al expedirla, ó no se puso la debida atención ó se procedió con poca sinceridad. ¿Cómo pueden en efecto conciliarse las disposiciones de los artículos 4.º y 5.º relativos á la aplicación de los bienes y rentas de la Iglesia, administración de patronatos eclesiásticos y congrua subsistencia de los regulares, cómo pueden conciliarse, decimos, estas *disposiciones reglamentarias* con el principio establecido en el artículo primero sobre NO INTERVENCIÓN DEL PODER TEMPORAL EN LOS ARREGLOS Y NEGOCIOS RELATIVOS Á LA IGLESIA ? Afortunadamente son los *católicos*, y no los individuos de otras comuniones á quienes la ley entrega los templos, bienes y rentas eclesiásticas, y los *católicos* saben demasiado que, si estos templos, bienes y rentas se han fundado y adquirido para su servicio y provecho,

el dominio perfecto pertenece al conjunto y cuerpo católico, ó lo que es lo mismo á la Iglesia, y su administración é inversión á los Prelados respectivos, según las reglas prescritas en los *cánones*, que todo *católico* debe acatar, obedecer y cumplir, so pena de dejar de serlo si no lo verifica, y perder con esto, aun los derechos que la ley da á los que son *católicos*, es decir á los que reconocen la potestad y derechos de la Iglesia, cumplen sus mandatos y obedecen á sus pastores.

Sancionada la libertad de cultos, y la más completa tolerancia religiosa, ha dejado de existir todo apremio corporal en asuntos de religión, y el poder público debe impedirlo como contrario á las garantías individuales. El artículo 6.º de la ley lo ha dispuesto así con una precisión lógica, que ojalá existiera en todas sus partes y pormenores. La conciencia y el honor serán los elementos de gobierno y los únicos medios con que, en lo sucesivo, serán dirigidos los católicos en esta parte de la cristiandad. El que renegare la fe de sus padres, el que privare á su familia de los consuelos de la Religión y el que se denegare á contribuir para los gastos del culto y de los ministros, perderá sus títulos y sus derechos de católico y será tenido *sicut ethnicus et publicanus*. De la misma manera el sacerdote que desobedeciere á sus Prelados, que atacare los derechos de la Iglesia y que hiciere de su ministerio no una vocación sino una indigna especulación, sufrirá las penas canónicas, inclusive la de deposición. Dios mediante,

no habrá más hipócritas ni más tartufos en Nueva Granada.

Inconveniente y extraña nos parece la disposición del artículo 7.º por la cual se previene que el Poder Ejecutivo no mantenga con el Gobierno Pontificio, sino las relaciones puramente diplomáticas. Jamás se han desdeñado ni han encontrado dificultad las autoridades de la República para entrar en correspondencia con los directores de las asociaciones literarias ó empresarias establecidas por los particulares, pero ni aun con los presidentes de las sociedades democráticas. ¿Por qué principio de razón ó de política, pues, se prohíbe al Poder Ejecutivo mantener relaciones con el jefe de la grande asociación católica granadina sobre los negocios de la Iglesia, que tanto interesan á la mayoría nacional, y que tan útiles pueden ser á la conservación del orden público, al bienestar de los granadinos y á la estabilidad misma del Gobierno? Ni en los códigos de la Turquía se encuentra una prohibición semejante. Pero confiamos en que sobre este lunar que afea la ley, pase una esponja la próxima Legislatura, y entre tanto y siempre tenemos los católicos expeditos los medios para ocurrir directamente, ó por conducto de nuestros Prelados, al Padre común de los fieles en solicitud de remedio para nuestras necesidades espirituales.

Prescindiendo de la injusticia y cruel agravio que se hace en el artículo 8.º á la Compañía de Jesús, renovando la prohibición á sus miembros, entre los

cuales se cuentan muchos granadinos de nacimiento, de venir al territorio de la República, ¿no es de sentirse que el Congreso mismo, que tan ampliamente acaba de garantizar en la Constitución la libertad política, la libertad civil, la libertad individual, la libertad religiosa y la libertad de enseñanza, prohíba á los granadinos el que traigan para el ejercicio de su culto y para la educación de sus hijos, sacerdotes venerandos, que en los países más libres como los Estados Unidos, y aun en las naciones protestantes, como la Inglaterra, son llamados, protegidos y honrados? ¿Qué seguridad podremos tener de la duración y eficacia de las garantías constitucionales, si los mismos que las establecen empiezan por violarlas? ¿No es dar con esto á los enemigos de la Constitución agudas armas para combatirla? ¿Qué juicio se formará de nosotros en los países extranjeros? ¿No se nos imputará la ligereza y versatilidad de un niño ó las pequeñas pasiones de un salvaje?

El artículo 9.º hace extensivas á las faltas contra el ejercicio de todos los cultos, las penas impuestas por el Código penal á los que públicamente blasfeman de Dios, escarnecen los dogmas católicos, impiden ó perturban el ejercicio del culto, atacan los lugares sagrados ó ultrajan, hieren ó injurian un ministro cuando se halla desempeñando sus funciones. Si se cumple exactamente este artículo respecto de la Religión Católica, no sentiremos que también se aplique á las otras comuniones: el respeto y el mi-

ramiento por las opiniones, por las personas y por las cosas, son deberes de civilidad y buena crianza que obligan al hombre civilizado en todas situaciones de la vida, aunque la ley no les diera su sanción penal.

Concordante con el artículo 2.º es la disposición del 10.º, que deroga las ordenanzas provinciales y los decretos de los Cabildos que establecen contribuciones para los gastos del culto, y exonera á las provincias de la obligación de pagar, en participación, los episcopales y los de personal y material de las catedrales. Todo esto es lógico, y después de aceptado el principio, deben admitirse sus consecuencias, por más duras que parezcan.

Una de las leyes que *especialmente* han sido derogadas por el artículo 11.º es la de 20 de Marzo de 1852, que había despojado á la Iglesia de los bienes y rentas del Seminario metropolitano y privado á la autoridad eclesiástica de la dirección é inspección que por derecho le corresponde sobre la educación del clero y enseñanza de las ciencias teológicas. Aun cuando la Legislatura de este año no hubiera hecho otra cosa que reparar aquella expoliación, obra de las más viles y bastardas pasiones, se habría hecho acreedora á la gratitud pública por haber limpiado una mancha que se había echado sobre el honor y crédito de nuestro país.

Pero todavía ha hecho una cosa más noble y más justa, y es haber declarado en el artículo final que los Obispos extrañados del territorio granadino

pueden regresar libremente, quedando terminadas las causas pendientes contra ellos. Así debía ser después de haberse reconocido los fueros inviolables de la conciencia y sancionándose la libertad de la Iglesia. El regreso de los Prelados proscritos no es el efecto de un indulto, sino el corolario preciso de la derogación de las leyes antieclesiásticas; es un triunfo espléndido de la justicia contra las pasiones. Reconocimiento á los autores de esta medida, igualmente demandada por la política, que por la razón y por el honor de la República.

Al terminar este artículo séanos permitido expresar un sentimiento no de vanidad mezquina, sino de satisfacción religiosa. En los días de mayor tribulación y conflicto hemos combatido las leyes opresoras de la Iglesia y abogado la causa de sus Pastores perseguidos: las leyes han sido derogadas y los Pastores vuelven á sus iglesias. Bendigamos la Providencia y dirijámosle todos nuestros más fervientes votos por la reconciliación y estrecha unión de los granadinos, por la estabilidad de la República, por el acierto de sus magistrados y por el triunfo completo de la moral cristiana sobre las pasiones y malas tendencias que arruinarán el porvenir de la patria.

### III.

#### LO QUE DEBEMOS HACER LOS CATÓLICOS.

A virtud de la ley de 15 de Junio que manda cesar



toda intervención del poder civil en los negocios eclesiásticos, entra la Iglesia en el pleno goce de su autoridad, y nosotros adquirimos el *derecho* de profesar, propagar y mantener el culto católico sin trabas ni cortapisas. Lo que importa ahora es que nos penetremos de la extensión de nuestro *deber* para cumplirlo con celo y con lealtad y hacernos dignos del nombre de católicos. Que no nos suceda lo mismo que á los negros del Chocó y Barbacoas, los cuales, desde que adquirieron su libertad en el año anterior, abandonaron los trabajos de la minería y toda ocupación y se entregaron á la ociosidad y á los vicios, con indecible daño de la moral y de la riqueza pública.

Desde luego lo primero que debe hacerse en todas las diócesis, es abrir un registro de los católicos existentes en la República. Esta medida no tiene por objeto obtener simplemente un dato estadístico para el arreglo de los negocios eclesiásticos, sino que influirá poderosamente en formar el espíritu católico y avivar el celo religioso. Desde que el granadino inscriba con espontaneidad su nombre, el de su esposa é hijos en el libro de los católicos, adquiere la conciencia de su deber, el orgullo de su derecho y el interés de la corporación. El hombre se adhiere más fuertemente á las cosas de su elección que á las de necesidad y rutina. Seremos católicos, no porque una constitución haya establecido el hecho de que lo somos, ó porque un gobierno hipócrita haya dicho que protege el catolicismo, sino porque, como hom-

bres, encuentra nuestro corazón un consuelo y nuestra alma una esperanza en la religión ; porque como padres de familia, sólo en ella vemos las reglas y los preceptos adecuados para hacer de nuestros hijos y dependientes unos hombres honrados ; y porque como miembros de esta sociedad política tan desunida y desmoralizada, no columbramos otro medio de salud para ahogar nuestros odios, extirpar nuestros resentimientos, moralizar las clases menesterosas, encaminar bien la juventud, restablecer los hábitos de subordinación y obediencia, reconciliar los ánimos y consolidar el orden público, sino esta religión santa que ha hecho y hace prosperar las naciones civilizadas. Los católicos formaremos un dique contra ese torrente de corrupción y anarquía que tan seriamente amenaza el porvenir de la República ; mostrando así que no por ser miembros de la *gran familia católica*, cuyo padre es el Vicario de Jesucristo, somos indiferentes á los destinos de la patria. Esas cuestiones de la supremacía del poder civil respecto del espiritual, y de si la Iglesia está en el Estado ó el Estado en la Iglesia, que tan inútilmente han agitado espíritus mezquinos, estarán de hoy más relegadas al desprecio en que han caído tantas *logomaquias* de los caliginosos tiempos de los ergotistas. Tan granadinos seremos los que profesamos la religión católica en la Nueva Granada, como los que profesan una ciencia ó un arte, con la diferencia, sin embargo, de que en los católicos habrá, á más de la sanción legal para cumplir las leyes,

obedecer las autoridades y trabajar por el procomunal. habrá, decimos, una fuerza más, la fuerza del deber religioso que nos enseña y obliga á ser buenos ciudadanos y buenos mandatarios, como á ser buenos hijos, buenos padres, buenos amigos, buenos hermanos.

A la formación del registro de los católicos existentes en la Nueva Granada, debe seguirse la de un cuadro de las rentas de la Iglesia, consistentes en fincas urbanas ó rurales, en censos, créditos y otros bienes, bien sea que pertenezcan á iglesias catedrales y parroquiales, bien á conventos y monasterios, ó bien á ermitas, cofradías, hermandades y toda especie de capellanías ó fundaciones pías en favor de alguna iglesia, de corporación religiosa y de cualquier beneficiado, con excepción de las de familia. El cúmulo de estos bienes debe formar lo que en la Nueva Granada constituirá el *patrimonio de la Iglesia*, cuyas rentas ó productos figurarán en primer lugar para mantener el culto católico.

Tanto el *registro de católicos*, como el *cuadro de los bienes y rentas de la Iglesia*, deben formarse por comisionados especiales escogidos por los Prelados diocesanos entre los católicos de más inteligencia y celo, sean eclesiásticos ó seculares, dándoles los correspondientes modelos impresos para la mayor claridad y uniformidad. Como estos datos han de servir no sólo para que por ellos puedan tomarse las medidas provisionales más urgentes para el sostenimiento del culto desde el próximo Septiembre,

sino que serán también trabajos preparatorios que auxiliarán mucho al Concilio provincial ó á los Sínodos diocesanos que naturalmente habrán de reunirse, importa que tales datos tengan toda la exactitud posible. Nosotros esperamos que ningún buen católico rehusará este servicio, y que los eclesiásticos todos contribuirán á él con el fervoroso desprendimiento que debe animar á los que, como nosotros, se encuentran en circunstancias idénticas á las de los primitivos cristianos, circunstancias de trabajar sin descanso y sufrir con valor.

Por disposiciones del poder civil dictadas en estos tres últimos años, se suprimieron en casi todos los pueblos de la República los diezmos y primicias que se pagaban en especies y se reemplazaron por contribuciones en dinero destinadas para el sostenimiento del culto católico. Derogadas ahora por el artículo 10 de la ley de 15 de Junio estas contribuciones, vuelven, por la naturaleza de las cosas, á su vigor y ejecución los diezmos y primicias que son ordenadas por la Iglesia y cuya percepción ha sido impedida por la autoridad temporal, que ya no se mezcla en las cosas de la Iglesia. Tal es nuestra opinión; mas no por esto se crea que somos tan ciegos partidarios del diezmo y de la primicia, que no reconozcamos en su desarreglada percepción algunas razones para censurarla. Defendemos y acatamos el precepto eclesiástico que ordena este pago de una manera general, mas nunca sostendremos el modo con que se ha exigido, que ni ha sido uniforme

en todos los lugares, ni se ha arreglado á las disposiciones de la materia. Una cosa es el mandamiento y otra la práctica : una el buen uso y otra el abuso. Nosotros queríamos que el diezmo no se pagara sino del producto neto, es decir de la utilidad que quedase al que debiera pagarlo, á cuya conciencia debiera deferirse y estarse, sin más examen y averiguación, que á nada conducirían, supuesto que no puede emplearse ninguna coacción para el cobro. Esta reforma, que nosotros no vacilamos en calificar de conforme al espíritu de la Iglesia, quitaría lo censurable de la contribución, cuyos rendimientos bastarían para sostener el culto y los ministros, si se atiende por una parte al alza que ellos tendrán con el aumento progresivo de la población, y por otra á que el Estado no tendrá ya ninguna parte en su producto. Respecto de la primicia, cuyo pago es todavía más desigual, extremadamente gravoso para el pobre y muy llevadero para el rico, deseábamos que no se le fijase cuota ninguna, sino que se dejase á la piedad y conciencia de los fieles el dar á su párroco la parte que pudiesen de los frutos que cosechasen, á fin de cumplir con el quinto precepto de la Iglesia. Quizá no aventuraríamos mucho si dijéramos que esta práctica no sería menos productiva que honrosa á los párrocos.

Estas reformas, sin embargo, y otras que demanda el mejor servicio de la Iglesia y el interés de los fieles, serán obra de un Concilio provincial que habrá de reunirse sin demora, ó de resoluciones pon-

tificias que no dudamos solicitarán los Prelados diocesanos; y entre tanto la necesidad exige que continúe la costumbre por algunos días más, aunque tengamos que pasar por la pena de oír censuras amargas, más apasionadas que prudentes. Con el diezmo, y nada más que con el diezmo, debe atenderse á los gastos episcopales y á los del personal y material de las catedrales, sostenerse los seminarios, fomentarse la reducción de las tribus salvajes y auxiliarse á las parroquias que, por su escasa población ó por la pobreza de sus habitantes, no pueden mantener el culto. Apelamos á la piedad y buen sentido de los católicos, porque los ateístas no son parte ni jueces en el asunto; apelamos, decimos, á los buenos católicos para que digan si todas estas erogaciones son de apremiante é imprescindible necesidad. No hay remedio: ó se atiende á ellas ó se acaba el catolicismo en la Nueva Granada, y con él la poca civilización que tenemos, pues ni las pasiones salvajes de los democráticos ni el cínico materialismo de quienes los dirigen, podrán conservarla sin el auxilio y apoyo de la religión.

En cuanto á la rebaja y arreglo de las oblaciones necesarias, pensamos que pueden decretarse desde ahora. Los derechos matrimoniales sobre todo, deben reducirse al *minimum* posible: la ofrenda por los desposorios no debe exceder de doce reales, y otro tanto por las velaciones, arras y misa; y á los pobres no pedirles nada. Es preciso dar todas las facilidades posibles para la celebración del matrimonio

eclesiástico, porque entre católicos no hay ni puede haber matrimonio legítimo sino el que se contrae según el rito y las formalidades prescritas por la Iglesia. Establezcan los hombres las reglas que quieran para celebrarlo y darle eficacia en el fuero secular, háganlo disoluble si les place, y aun admitan la poligamia como entre los musulmanes: el católico tendrá siempre otros principios y otros deberes; á sus ojos el matrimonio será un sacramento de gracia y no un simple medio de satisfacer una necesidad carnal; sus lazos serán indisolubles como los que unen á Cristo con la Iglesia; las bendiciones del cielo santificarán sus goces, le harán llevaderas las penas de la existencia y estrecharán los vínculos de la familia. Tantos bienes, tantas gracias, la moral misma exigen que la ofrenda matrimonial sea como el óbolo de la viuda, justa y necesaria, pero módica y cordial.

Igual reducción debe hacerse en la oblación por exequias funerales, cuya cuota, en las rezadas, pudiera ser de diez y seis reales. En estos actos la Iglesia no solo intercede por el alma que pasa de la tierra á la eternidad, sino que consuela á la familia con la dulce esperanza de reunirse en el cielo. La ofrenda pues que se da al ministro debe ser tal que no acibare el consuelo que éste le proporciona. No sucede así con las solemnidades ruidosas que suelen acompañar á los sufragios por los difuntos, como posas, aniversarios, cantos, etc. etc., en los cuales se mezcla alguna vez la vanidad, y en nuestro concepto

no debe hacerse respecto de ellas novedad alguna en los derechos que les señalan los aranceles eclesiásticos expedidos á virtud de la ley de 30 de Mayo de 1842.

Por estos mismos aranceles deben arreglarse los demás gastos que causan las funciones religiosas que promueven voluntariamente los fieles, como fiestas de devoción particular, velaciones, etc., cuyos productos forman las *oblaciones voluntarias*. A los ojos de personas superficiales ó poco afectas al culto, parecerán profanos y nada dignos de nuestra augusta religión estos aranceles; pero si se reflexiona que con ellos se evita á un mismo tiempo el que los fieles hagan gastos exorbitantes, quizá superiores á sus recursos, y se corta todo motivo de regateo y de disputa entre el ministro y el contribuyente, no podrá menos de reconocerse su utilidad y su importancia. De todo abusa la naturaleza humana; y la gran ciencia del gobernante como del padre de familia, del Prelado eclesiástico como del director de las almas, es prevenir abusos y corruptelas.

Entre los ingresos y valores que constituyen el *patrimonio de la Iglesia*, de que hablamos arriba, figuran las cofradías, las limosnas y fundaciones piadosas en favor de las Iglesias parroquiales ó de sus rectores, lo cual forma lo que se llama *fondos de la fábrica*, con cuyos productos se ha atendido á los gastos de *material* de cada Iglesia, como reparaciones del edificio, compra de ornamentos y vasos sagrados, lavado de la ropa, cera y oblata. A estos fondos debe darse



en adelante la aplicación especial que antes han tenido, y su administración debe correr, también como antes, á cargo de un mayordomo de fábrica, para cuyo nombramiento propondrán una terna los vecinos católicos de la parroquia inscriptos en el *registro*, y de los tres escogerá uno el Prelado diocesano, á cuya autoridad compete dictar las reglas convenientes para el manejo, seguridad é inversión de estos intereses. La disposición que se expida en este sentido, además de ser conforme á la antigua práctica fundada en la ley y en muy buenas razones de orden y de economía, consulta también el cumplimiento del artículo 5.º de la ley de 15 de Junio que reconoce el derecho que en tales bienes tiene el vecindario católico ; derecho que, como en nuestro párrafo II explicamos, no es el de dominio que un particular tiene sobre su casa para venderla ó cambiarla, y mucho menos en los templos que también se dice corresponderles y de que, como de las demás *cosas sagradas* y de las de uso público, la generación presente es usufructuaria respecto de sí, y fideicomisaria respecto de las siguientes, según los principios de derecho universal admitidos y practicados en todas las naciones civilizadas.

Tales son las indicaciones generales que nuestro celo por la causa de la Iglesia y nuestro amor á la patria nos sugieren en la época difícil de transición que atravesamos. Sin duda la diversidad de circunstancias de los lugares exigirá en algunos la modificación de nuestras ideas y aun la adopción de

otras medidas más conformes con los intereses y necesidades locales, y más adecuadas á llenar el santo objeto de mantener el culto católico en la Nueva Granada. Para conocer y apreciar estas circunstancias y acordar arbitrios fáciles y seguros, quizá convendría que los vecinos católicos de cada parroquia inscriptos en el registro, se reuniesen con su párroco y bajo su presidencia, y se entendiesen franca y sinceramente, como lo hace un *consejo de familia*, sin la algazara ni demagogia de las sociedades democráticas. Así se practica en las naciones cultas, en que la libertad religiosa no es una amarga ironía, y así debe verificarse entre nosotros, si es que bajo el singular pretexto de hacer *excitaciones* y dar *consejos*, no se ingiere el poder en el libre ejercicio del DERECHO DE ASOCIACIÓN y se hace ilusoria la solemne garantía con que nos favorece la constitución. Bajo tal concepto, ninguna dificultad, ningún obstáculo, ni el pueril miedo de que se nos trate de conspiradores, puede impedir que nos juntemos en la casa del Señor, ó en cualquier otro lugar, á ejercer un derecho inviolable y cumplir con un deber tan sagrado. El que no concurra á estas reuniones manifiesta ó que no es católico, ó que tiene el ruin egoísmo que nace de la avaricia, la cual no es otra cosa que una verdadera *idolatría*, de la que casi ninguno se convierte. La Providencia en sus altos designios nos ha conducido á un tiempo en que todo se pone á prueba, creencia, moral, patriotismo, sentimientos generosos. Cruels podrán ser algunos des-

engaños, mas no por eso dejarán de ser provechosos\*.

\* De estos artículos, como de los demás publicados anónimos en el *Catolicismo*, que hemos dicho ser escritos por el Doctor Cuervo, poseemos borradores autógrafos. Los que llevan por título *Influencia del sacerdocio católico en la educación y bienestar social de los granadinos*, que empezaron á salir en el número 2.º, fueron reproducidos con su nombre en el 240 correspondiente al 18 de Noviembre de 1856. El voto dado en el Consejo de Gobierno el 17 de Mayo de 1850 sobre la expulsión de los jesuitas, se halla en el número 209, de 20 de Mayo de 1856.

---

# DOCUMENTOS

---

## I.

ASONADA DEL 13 DE JUNIO DE 1848.

*Urgentísimo.*

Señor Doctor Rufino Cuervo.

Mi muy apreciado amigo : Hago este propio á las voladas con el objeto de poner en su conocimiento que en la tarde de este día ha habido una especie de asonada contra el Presidente de la República ; reunido el pueblo en número de más de cinco mil personas, con prudencia hemos disipado alguna parte ; pero tememos un bochinche esta noche ; por tanto es preciso que inmediatamente que reciba ésta, se ponga en camino venciendo todo inconveniente, por lo que pueda suceder.

Su afectísimo y siempre fiel amigo.

*Fernando Caycedo.*

Bogotá, 13 de Junio á las seis de la tarde.

## II.

## SESIÓN DEL CONGRESO DEL DÍA 7 DE MARZO DE 1849.

En la ciudad de Bogotá á las diez de la mañana del día siete de Marzo de mil ochocientos cuarenta y nueve, reunidas en Congreso las Cámaras legislativas con el número de veintisiete Senadores y cincuenta y seis Representantes en la Iglesia de Santo Domingo, fue leída y aprobada la acta de la sesión del día de ayer, é inmediatamente después el Sr. Representante Manuel Vélez hizo la siguiente proposición: « Suspéndase la sesión del Congreso é instálese inmediatamente la Cámara de Representantes para recibir el juramento constitucional al Representante suplente del Cauca Sr. Gregorio Piedrahita. » Puesta en discusión esta proposición y habiéndose leído el oficio en que el Sr. Gobernador del Cauca avisa al Sr. Piedrahita que concurra á la Cámara de Representantes por excusa del principal, se cerró el debate, y fue aprobada la proposición. En consecuencia se suspendió la sesión por el Sr. Presidente.

Diez minutos después continuó la sesión con el número de veintisiete Senadores y cincuenta y siete Representantes, habiéndose abierto y leído sucesivamente los registros de elecciones para Presidente de la República de las asambleas electorales de los cantones de Popayán, Almaguer y Caloto de la provincia de Popayán; los de Ríoacha y San Juan de Cesar de la provincia de Ríoacha; los de la Ciénaga, Tenerife, Remolino, Plato, Valle Dupar, Chiriguaná y Santa Marta de la provincia de este último nombre; los del Socorro, Barichara, Charalá, Oiba, Zapatoca y San Gil de la provincia del Socorro; los de Tunja, Santa Rosa, Cocuy, Leiva, Soatá,

Ramiriquí, Sogamoso, Tensa y Garagoa de la de Tunja ; los de Chiquinquirá, Vélez y Moniquirá de la de Vélez ; y los de Santiago y Alanje de la de Veraguas ; los cuales hacen el número de treinta y cuatro registros, que reunidos á los setenta y nueve que se abrieron y leyeron en la sesión anterior, forman el total de ciento trece registros remitidos en pliegos cerrados por el Administrador particular de Correos del distrito del Centro.

Los Señores escrutadores dieron cuenta de su encargo manifestando el resultado del escrutinio, y la distribución de los mil setecientos dos votos (1.702) dados por las asambleas electorales en el orden siguiente :

Por el general José Hilario López setecientos treinta y cinco. . . . .	735
Por el Dr. Joaquín José Gori trescientos ochenta y cuatro. . . . .	384
Por el Dr. Rufino Cuervo trescientos cuatro. . . . .	304
Por el Dr. Mariano Ospina ochenta y uno. . . . .	81
Por el general Joaquín M. Barriga setenta y cuatro. . . . .	74
Por el Dr. Florentino González setenta y uno. . . . .	71
Por el general Eusebio Borrero cincuenta y dos. . . . .	52
Uno en blanco. . . . .	1
Total. . . . .	1.702

No habiendo reunido ninguno de los candidatos la mayoría constitucional, el Sr. Presidente dispuso con arreglo al artículo 90 de la Constitución, que se procediese á perfeccionar la elección, eligiendo á pluralidad absoluta de votos, entre los tres individuos que mayor número han obtenido en las asambleas electorales el que haya de ser Presidente de la República, y declarando en consecuencia que la votación debía contraerse á los señores general José Hilario López, Dr.

Joaquin José Gori y Dr. Rufino Cuervo, que habian obtenido el mayor número de sufragios. Recogieron luego por los infrascritos Secretarios los votos de los ochenta y cuatro miembros del Congreso, y hecho el escrutinio por los mismos Señores escrutadores nombrados en la sesión de ayer para los registros de las asambleas electorales, resultaron distribuidos del modo siguiente :

Por el general José Hilario López, treinta y siete. . .	37
Por el Dr. Rufino Cuervo, treinta y siete. . . . .	37
Por el Dr. Joaquin José Gori diez. . . . .	10
Total. . . . .	84

Y como no hubiese elección por no haber obtenido ninguno de los expresados individuos la mayoría que se requiere, se procedió á nueva votación contraída á los señores López y Cuervo ; pero antes de proceder al acto el Presidente declaró : « que habiendo obtenido en el escrutinio que acababa de hacerse, igual número de votos los dos candidatos, no se adjudicarian á ninguno de ellos los votos en blanco que pudieran resultar en el escrutinio siguiente ». El Representante Sr. Murillo preguntó entonces ¿Cuál era la mayoría que debía computarse en este caso ? y el Sr. Presidente declaró : que la de los miembros presentes. Previas estas resoluciones, que el Congreso aprobó en el hecho de no haber sido reclamadas por ningún miembro, se procedió á la votación, habiendo dado el escrutinio este resultado :

Por el Dr. Rufino Cuervo, cuarenta y dos votos. . .	42
Por el general José Hilario López, cuarenta. . . . .	40
En blanco, dos. . . . .	2
Total. . . . .	84

Al anunciarse el último voto que salió de la urna por el Dr. Cuervo, conmovióse la barra y prorrumpió una parte del

numeroso concurso de espectadores en voces de aprobación é improbación y manifestaciones de descontento con movimiento de entrada hacia el recinto del Congreso, aumentándose la gritería hasta el punto de no oirse la voz del Presidente que con esfuerzo llamaba al orden, ni la de los escrutadores, que publicaban el resultado de la votación. Varios Diputados se levantaron entonces de sus asientos y rodearon la mesa del Presidente, mientras que otros, puestos de pie sobre las sillas y mesas, lograron calmar la agitación, manifestando á los espectadores que no había habido elección, y recomendando al mismo tiempo el respeto á la Representación nacional. En medio de esta confusión general y habiendo entrado muchas personas de la barra en el recinto del Congreso, el Sr. Presidente se vio en la necesidad de requerir á la autoridad del Gobernador de la provincia de Bogotá, que se hallaba presente, para que restableciese el orden é hiciese cumplir el reglamento del Congreso, que se había infringido por los espectadores. Obtenido que fue el silencio, y dada cuenta del último escrutinio de votos, el Sr. Presidente declaró que iba á procederse á nueva votación por cuanto no había resultado en favor de ninguno de los dos candidatos la necesaria mayoría de cuarenta y tres votos; previniendo al mismo tiempo que se conservase el orden, sin lo cual haría despejar la barra conforme al reglamento. Recogidos de nuevo los votos por los infrascritos Secretarios, resultaron distribuidos del modo siguiente :

Por el general López, cuarenta y dos. . . . .	42
Por el Dr. Cuervo, treinta y nueve. . . . .	39
En blanco, tres. . . . .	3
Total. . . . .	84

Antes de publicarse el resultado de este escrutinio, se notaron en los espectadores semejantes manifestaciones de desor-



den á las que había habido en el anterior, y que fueron contenidas de la misma manera ; por lo cual el Sr. Presidente suspendió la sesión y mandó despejar la barra, requiriendo de nuevo para este efecto al Sr. Gobernador de la provincia, quien dispuso y consiguió que lentamente se retirasen los individuos de la barra hasta la puerta del templo en que se hacía la elección ; después de lo cual, habiendo trascurrido un largo intervalo, continuó la sesión, y el Representante Sr. Ortega hizo esta proposición : « Suspéndase la elección de Presidente de la República hasta que las Cámaras designen nuevo día para continuarla ». Puesta en discusión por el Sr. Presidente, el Representante Sr. Vanegas reclamó este procedimiento por considerar inadmisibile la proposición ; pero el Congreso, en cuya consideración se puso la reclamación, aprobó unánimemente la decisión del Sr. Presidente. Continuó, pues, la discusión, y en el curso de ella tomaron sucesivamente la palabra varios Senadores y Representantes, manifestando algunos de ellos que no había libertad para votar. Cerrado el debate, y puesta á votación la proposición de suspensión, fue negada por una mayoría de cuarenta y ocho votos contra treinta y seis. En consecuencia se procedió á nuevo escrutinio, y recogidos y contados los votos, aparecieron distribuidos del modo siguiente :

Por el general José Hilario López, cuarenta y cinco. . . 45

Por el Dr. Rufino Cuervo, treinta y nueve. . . . . 39

Total. . . . . 84

Y habiendo reunido el general José Hilario López la mayoría necesaria conforme al artículo 90 de la Constitución, el Congreso lo declaró electo Presidente de la República para el período que da principio el 1.º de Abril del presente año.

Terminado de este modo el objeto de la reunión del Congreso, el Sr. Presidente levantó la sesión á las cinco de la tarde.

El Presidente del Senado, *Juan C. Ordóñez*.

El Presidente de la Cámara de Representantes, *Mariano Ospina*. — El Secretario del Senado, *Ignacio Gutiérrez*. — El Representante Secretario, *Juan Antonio Calvo*.

Es copia, el Secretario 1.º del Congreso, *Pastor Ospina*.

SESIÓN DEL CONGRESO DEL DÍA 12 DE MARZO DE 1849.

En la ciudad de Bogotá á las diez de la mañana del día doce de Marzo de mil ochocientos cuarenta y nueve, reunidas en Congreso las Cámaras legislativas con el número de cincuenta y cinco Representantes y veintitrés Senadores en el local de la Cámara de Representantes, fue leída y puesta en consideración del Congreso el acta de la sesión del 7 del corriente, y habiendo tomado la palabra el Sr. Obaldía, propuso que se omitiera en dicha acta el párrafo que comienza « al enunciarse el último voto etc. » hasta las palabras « despejar la barra conforme al Reglamento », y que conservándose desde donde dice « recogidos de nuevo los votos etc. », se modificase el párrafo que empieza « antes de publicarse el resultado del escrutinio etc. » del modo siguiente: « El Sr. Presidente en seguida suspendió la sesión con el objeto de que se despejase la barra que había interrumpido el silencio; verificado lo cual el Representante Sr. Ortega hizo esta proposición », y lo demás como está en el acta. Discutiéndose esta proposición el Sr. Rojas la modificó así: « Que se apruebe el acta con la supresión de estas palabras: « *En voces tumultuosas* », sustituyendo estas otras: « *En voces de aprobación é improbación* ». Cerrada la discusión y puestas á votación ambas proposiciones, se pidió por el Senador Sr. Azuero, apoyado por más de la quinta parte de los miembros presentes, que la votación fuese nominal, y resultó aprobada la proposición del Sr. Rojas, y

consiguientemente el acta de la sesión del día siete del corriente mes por una mayoría de cuarenta y dos votos contra treinta y seis, habiendo estado afirmativos los Sres. Senadores Benítez, Camargo, Fábrega, García, Gutiérrez, López, Murguétio, Ordóñez, Pombo (Lino) y Santamaria, y los Sres. Representantes Argáez, Valderrama, Calvo, Castilla, Castro, Cuéllar, Daza, De Francisco, Díaz, Duque, Enao, Fábrega, Guarniso, Gutiérrez de Lara, Leiva Millán, Liévano, López, Pardo, Martínez (Rito Antonio), Mota, Vargas, Murillo, Nieto, Ospina, Pardo, Peralta, Piedrahita, Quijano, Ribón, Ripoll, Rojas, Vargas y Zarama, y negativos los Sres. Senadores Abello, Afanador, Azuero, Flores, Gómez, Lombana, Mantilla, Márquez, Núñez Conto, Obaldía, Orejuela, Pombo (Cenón) y Samper, y los Sres. Representantes Arosemena, Asprilla, Azuero, Ballesteros, Barrera, Benedetti, Bulla, Diago, Fajardo, Fernández de Soto, Flores, Gómez, González, Mendoza, Neira, Ortega, Paredes, Serrano, Toscano, Vargas (Donato), Vargas (Ignacio), Vélez y Zaldúa.

Diose cuenta de la nota del Presidente de la República en que avisa quedar impuesto de la elección hecha en la persona del Sr. General José Hilario López para Presidente de la República.

Procedióse luego á la elección del designado que debe ejercer el Poder Ejecutivo conforme al artículo 99 de la Constitución, y habiendo sido nombrados escrutadores los Sres. Senadores Afanador y Pombo (Cenón) por el Senado y los Sres. Representantes Guarniso y Vargas, se procedió al acto recogiendo los votos de los 78 miembros que se hallaban presentes, y hecho el escrutinio resultaron distribuidos de la manera siguiente :

Por el Dr. Joaquín José Gori, cuarenta y cinco votos..	45
Por el general Juan Maria Gómez, treinta y uno »	31
Por el Dr. Juan C. Ordóñez, uno »	1
Por el general Joaquín M. Barriga, uno »	1

Y habiendo reunido el Dr. Joaquin José Gori la mayoría necesaria de votos conforme al artículo 99 de la Constitución, el Congreso lo declaró electo designado para ejercer el Poder Ejecutivo en los casos expresados en el precitado artículo constitucional.

Y terminado el objeto con el cual se reunieron en Congreso las Cámaras legislativas, el Sr. Presidente levantó la sesión.

El Presidente del Senado, *Juan C. Ordóñez*. El Presidente de la Cámara de Representantes, *Mariano Ospina*. — El Senador Secretario interino, *Ignacio Gutiérrez*. — El Representante Secretario 1.º del Congreso, *Pastor Ospina*.

### III.

Sobre el voto del Doctor Cuervo como Vicepresidente en favor de los jesuitas.

Kingston (Jamaica) 1.º de Mayo de 1851.

Sr. Dr. D<sup>a</sup>. Rufino Cuervo.

Mi venerado señor y amigo : he recibido su muy favorecida de 24 Febrero con el adjunto documento, y doy á V. por una y otro las más expresivas gracias. Es verdad que el mismo deseo que tenía de ver y conservar un documento de esta importancia me había hecho alguna vez sospechar que V. no tenía tanto empeño en comunicármelo como yo en tenerlo. Sospecha de la cual pido perdón, aunque no pasa de una venialidad. En ocasión oportuna reclamaré del Sr. General Herrán la copia extraviada, como V. se sirve indicármelo. Leimos en Capítulo toda la Comunidad lo que V. tuvo la bondad de decir en nuestra defensa, y todos quedamos sumamente com-

placidos de la claridad y fuerza con que V. hace ver lo injusto y disparatado de la medida. Este papel creo le hace a V. mucho honor delante de todos los hombres de todas las opiniones, á no ser que hayan perdido la racionalidad, y sean barbaros o fieras. Por lo que á nosotros toca, sera siempre un motivo de gratitud eterna á un amigo que en dias tan aciagos levanta la voz en nuestro favor desde tan alto puesto: y yo como Superior de la Compañia en estas partes, doy á V. en nombre de toda ella las más rendidas gracias. Lo enviaré á Roma al P. General, el cual con menos motivo me ha encargado en otras ocasiones manifestar su reconocimiento á nuestros bienhechores. Esto y las oraciones es todo lo que V. puede esperar de los hijos de S. Ignacio, los cuales dejan á Dios el cuidado de satisfacer las deudas que ellos no pueden pagar.

Lo de los mapas fue una equivocación del P. Gomila, cuya cabeza estaba algunas veces trastornada con los accidentes, y que no se ha mejorado en Europa. Los supongo ya en poder de V., pues cuando recibí su carta, hacia dias que los habia remitido á Santa Marta para que el amigo Granados los dirigiera á ésa.

Todos estos Padres y Hermanos ofrecen á V. sus respetos, hágalo V. en mi nombre á la Señora y á los niños, y cuente siempre con el agradecimiento y verdadero afecto de su afectísimo servidor y Capellán.

q. b. s. m.

lhs

Manuel Gil.

## IV.

JUNTA CELEBRADA EL 29 DE ABRIL DE 1851 PARA PROVEER Á LA  
REPRESIÓN DE LOS LADRONES.

*Bogotá, 2 de Mayo de 1851.*

*Señores Editores del Día.*

Siendo el asunto á que se refieren las piezas adjuntas de un interés general, me atrevo á esperar que ustedes tendrán la bondad de darles un lugar en el próximo número de su periódico.

Quedo de ustedes el más obedientes servidor.

*Joaquín Acosta.*

## I.

En la ciudad de Bogotá, capital de la República de la Nueva Granada, el día 29 de Abril de 1851, á las cuatro de la tarde se verificó una numerosa y respetable junta de más de ochocientos ciudadanos, convocados para entenderse sobre los medios de proteger á la población amenazada y alarmada por los últimos atentados, y de prestar su concurso á las autoridades locales á fin de perseguir los criminales, asegurarlos y castigarlos ejemplarmente.

El ciudadano Francisco Montoya tomó la palabra para proponer que el señor Gobernador de la provincia presidiera la reunión, y la junta así lo acordó. Nombróse secretario al infrascrito.

El mismo señor Montoya presentó un proyecto de resoluciones que el señor Presidente puso en discusión por artículos, y resultó aprobada la primera parte del primero que dice así: «*Que se dicte de la legislatura una ley sobre la forma de pronto y fácil procedimiento*», y fue modificada la segunda parte por los señores Rivas y Malo en esta forma: «*Que imponga penas severas, con excepción de la de muerte, que solo se aplicará á los que acompañen el robo con el asesinato y otros crímenes*».

En el curso de esta discusión, deseando el señor Presidente tomar la palabra, propuso que el señor Raimundo Santamaría ocupara la silla como vicepresidente; así fue acordado.

Los señores Rivas y Durán presentaron una moción de suspensión que fue aprobada en los términos siguientes:

«*Suspéndase la discusión para tomar en consideración la proposición siguiente: Nómbrase una comisión de diez ciudadanos que arbitre y proponga los medios de precaver los crímenes que tienen la sociedad alarmada, y los presente en una nueva reunión que se convocará á la mayor brevedad.*»

Fueron designados para componer esta comisión los ciudadanos Francisco Montoya, Antonio María Silva, Florentino González, Manuel Vélez Barrientos, Coronel Pablo Durán, Rafael Alvarez Bastida, Bartolomé Gutiérrez, Melitón Escobar, Maestro Juan Antonio Cruz, Coronel Joaquín Acosta.

Se levantó la sesión á las cinco y media de la tarde.

Bogotá, Mayo 1.º de 1851.

*Joaquín Acosta.*

*Es copia. Acosta.*

Esta acta y el proyecto de resolución marcado con el N.º 2.º fueron aprobados en la junta general del 1.º de Mayo corriente, en la cual se decidió también que la comisión nombrada

ya para hacer las proposiciones que se aprobaron, sortease cuatro de sus miembros que formasen la comisión principal para colectar los fondos de las suscripciones, valiéndose para ello, si fuere necesario, de comisiones particulares, y que esta misma comisión nombrase la que debe entenderse con las autoridades locales para la inversión y distribución de los fondos, conforme á las bases aprobadas.

## II.

## PROYECTO DE RESOLUCIÓN.

Reunidos en el Salón de Grados del Colegio nacional de Bogotá los habitantes de esta ciudad, nacionales y extranjeros, que tuvieron á bien concurrir al *meeting* ó junta general, convocada para este día con el objeto de manifestar su opinión sobre los medios que deben adoptarse en las presentes circunstancias para poner un freno á los malhechores y precaver en lo sucesivo á la sociedad de los repetidos ataques que en los últimos tiempos ha sufrido en los atentados escandalosos cometidos contra las personas y la propiedad ;

Hallándose presentes más de mil ciudadanos y extranjeros respetables presididos por el señor Gobernador de la provincia ; después de haber oído á las diferentes personas que quisieron tomar la palabra, se adoptaron las siguientes resoluciones :

1.ª Que se solicite del señor Gobernador de la provincia promueva el establecimiento del alumbrado de esta ciudad en los términos en que había sido prescrito por la Cámara de Provincia en 1848, pidiendo á dicha Cámara que reviva la ordenanza dada en aquel año, y excitando entre tanto á los habitantes de la capital á que se conformen á dicha ordenanza aunque esté derogada.



2.º Que se abra una suscripción voluntaria para formar un fondo con que ofrecer recompensas á los individuos que faciliten la acción de la justicia indicando á las autoridades los medios de comprobar los delitos y aprehender y convencer á los que los perpetren. La creación de este fondo es transitoria y su distribución estará á cargo de una comisión que se entenderá con las autoridades locales.

3.º Que el *meeting* ó junta general es de opinión que la compasión que induce á algunos individuos á favorecer á los malhechores es causa de que ellos se alienten para seguir en la carrera del crimen y que siendo esta opinión fundada en la razón y en la moral, el *meeting* condena semejante compasión, á que es más bien acreedora la sociedad que sufre por los atentados de los criminales, que no éstos. En consecuencia el *meeting* cree que el Gobierno debe circular las órdenes más perentorias á las autoridades de la provincias en donde hay establecimientos de castigo para que velen eficazmente en que los condenados á ellos sufran sus condenas con la severidad que lo quiere la ley y no haya culpable tolerancia con ellos. Igualmente desearía el *meeting* que las autoridades y los ciudadanos se interesasen en hacer comprender á todos los habitantes del país, que su deber es auxiliar la acción de la ley facilitando los medios de descubrir y castigar á los criminales. Los principios de verdadera caridad aconsejan que ella se ejerza más bien con la sociedad virtuosa ayudando á defenderla de los malvados, que con éstos, que turban el sosiego privado, difunden la desconfianza y paralizan la industria y todas las operaciones útiles en que se funda la subsistencia de millares de familias de trabajadores que se quedarán sin el pan cotidiano si continúa el estado de crisis y de alarma en que se halla el país.

4.º Que el *meeting* es de opinión que el establecimiento del juicio por jurados designados entre los ciudadanos calificados

como competentes para llenar cumplidamente este delicado encargo, y excluyendo terminantemente á los vagos, á los individuos sin profesión útil y á los que hayan sido encausados criminalmente por delitos comunes, sería un medio eficaz de que la ley tuviese pronta y efectiva acción, y la justicia no quedase burlada con las dilaciones y embrollos á que da lugar el presente sistema de enjuiciamiento. Sería por tanto de desear que se propusiese á la Legislatura por el Poder Ejecutivo el inmediato establecimiento del juicio por jurados en los términos indicados arriba.

5.º Que para facilitar trabajo á los individuos que carezcan de él se abra una suscripción con el fin de formar un fondo con que costear el viaje de los que careciendo de trabajo quieran emigrar de esta capital al Istmo de Panamá, en donde con seguridad encontrarían ocupación lucrativa, sabida como lo es la demanda de brazos que hay en aquella parte de la República, y lo cuantioso de los salarios que se pagan á los trabajadores. Sería conveniente que se formase una sociedad para facilitar auxilios permanentes á los artesanos sobrantes y á los simples jornaleros que quisiesen emigrar del interior al Istmo de Panamá á fin de facilitarles el viaje á aquel punto.

6.º Que sería conveniente el que se decrete el aumento del cuerpo de serenos y se organice mejor para que pueda extenderse la vigilancia á mayor número de calles que las en que ahora se ejerce. Por tanto el *meeting* es de opinión que la autoridad competente así debe disponerlo, decretando al efecto la contribución necesaria.

El *meeting* cree de absoluta necesidad que se separen los encarcelados por deudas de los criminales, y que se habiliten locales seguros para éstos á fin de que no eludan el castigo, y que se pida al Poder Ejecutivo con el mayor encarecimiento aumente la guarda de las prisiones.

Todos los ciudadanos que forman este *meeting* se compro-

meten además á prestar su concurso y cooperación eficaz á las autoridades locales para vigilar y perseguir los ladrones y criminales. El Jefe político puede contar con los individuos que componen el *meeting* y con los demás que presten su adhesión á este proyecto de resoluciones á fin de formar compañías de vigilancia, si así lo creyere necesario, y de atender á la seguridad de los reos y detenidos, como para proteger la población.

Estas resoluciones se publicarán por la prensa y se comunicarán al señor Gobernador de la provincia y al señor Jefe político, y el *meeting* procederá antes de separarse á nombrar una comisión que se encargue de llevarlas á efecto en lo que toca á suscripciones y su inversión. — *Francisco Montoya*, presidente de la comisión. — *J. Acosta*, secretario. — Es copia. *Acosta*.

## V.

IMPRESIÓN Y CIRCULACIÓN OFICIAL DEL LIBELO CONTRA EL ARZOBISPO  
DE BOGOTÁ.

El Tesoro nacional á la Imprenta del *Neo-Granadino*.

Dms.

Por 14 pliegos de impresión y tiro de 500 ejemplares de cada pliego en tipo long-primer de un folleto titulado *El Arzobispo ante la Nación*, á 96 reales por pliego (artículo 7.º del contrato de 16 de Marzo de 1848). . . . . 1.344

Por el tiro de 500 ejemplares de cada pliego, á razón de 8 reales el 100, en todo 35,000 pliegos tirados (artículo 8.º del contrato).. . . . 2.800

---

*Pasan* . . . 4.144

---

<i>Vienen.</i> . . . .	4.144
Por la encuadernación de 3,000 ejemplares en 4. <sup>o</sup> español á 16 reales el 100 (artículo 14 del id.)..	400
	<hr/> 4.544
Dedúcese el 2 1/2 por ciento, según el contrato de anticipación. . . . .	113.50
Quedan á favor de la imprenta	<hr/> 4.430.50

Bogotá, Octubre 30 de 1852.

El Agente, *Francisco Pardo E.*

Recibí los 3,000 ejemplares del cuaderno que se indica en esta cuenta — *D. A. Maldonado.*

DESPACHO DE RELACIONES EXTERIORES.

Refórmase la cuenta anterior en los términos siguientes :

Por la composición y tiro de 14 pliegos, 4. <sup>o</sup> español, de que se compone el folleto, y por los primeros 500 ejemplares (artículo 7. <sup>o</sup> del contrato) á 96 reales cada pliego, tipo long-primer. . . . .	1.344
Dedúcese el importe de dos páginas en blanco en el título final en que no hubo composición, ó sea la cuarta parte de un pliego. . . . .	24

Reducido á. . . . . 1.320

Por el tiro de 35,000 pliegos que dan los 2,500 ejemplares restantes, por ser 3,000 los que se han tirado, á 8 reales el 100, conforme al artículo 8. <sup>o</sup> del contrato. . . . .	2.800
<i>Pasan.</i> . . . .	<hr/> 4.120

---

<i>Vienen.</i> . . . .	4.120
Por la encuadernación á la rústica de 3,000 ejemplares en 4.ª (artículo 14 del contrato) á 16 reales el 100.. . . .	480
	<hr/>
Costo total de la obra. . . . .	4.600
Rebájase de este total el 2 1/2 por 100 de descuento, conforme al último contrato de anticipación. . . .	115
	<hr/>
Líquido que se libra. . . . .	4.485

Se reconoce á favor del señor Manuel Murillo y á cargo del Tesoro nacional, la suma de cuatro mil cuatrocientos ochenta y cinco reales, que se imputará al Capítulo 2.º Impresiones oficiales, Departamento de Relaciones Exteriores, Servicio de 1852 á 1853. En consecuencia, se gira la correspondiente orden de pago contra el Señor Tesorero general, bajo el número 25.

Bogotá, 30 de Octubre de 1852.

*El Secretario, PLATA.*

---

*República de la Nueva Granada. Jefatura política del cantón.  
— Chiquinquirá, Noviembre 6 de 1852.*

Al Sr. Alcade parroquial de...

Remito á V. un cuaderno titulado « *El Arzobispo ante la Nación* » para que sea leído por todas las personas que lo soliciten: asimismo hará V. que se anuncie á todos los vecinos, á fin de que no se quede en ese distrito sin la publicidad que su mérito demanda, y luego lo deposite V. en el archivo de esa alcadía con el más esmerado aseo.

Remito también á V. las Gacetas números 1439 hasta 1441 para su archivo, etc. Dios guarde á V.

*Miguel A. Nieto.*

---

*Circular núm. 85. Gobernación de la provincia de Tundama.  
— Santa Rosa, Noviembre 10 de 1852.*

Al Sr. Jefe Político del cantón capital.

Tengo la satisfacción de remitir á V. por el correo de hoy 12 ejemplares del cuaderno titulado: « *El Arzobispo de Bogotá ante la Nación* », para que, dejando V. uno en su despacho, reparta los restantes á las alcaldías de cada uno de los 11 distritos del cantón de su mando, encareciéndoles á los alcaldes que hagan trascendental su lectura á todas las personas de sus respectivos distritos, pues ella dejará convencidos hasta á los más escépticos de que aquel Prelado es la causa eficiente de los males de que se queja y que atribuye al Gobierno de su patria. Sirvase V. que dicho cuaderno se conserve escrupulosamente en el archivo de la alcaldía para que en todo tiempo sirva de vindicación á la administración del 7 de Marzo de 1849.

*Antonio Prieto.*

---

*Circular número 55. — República de la Nueva Granada. Jefatura política del cantón. — Sagomoso, 12 de Noviembre de 1852.*

Al Sr. Alcalde de...

Remito á V. un ejemplar de un cuaderno titulado « *El Arzobispo de Bogotá ante la Nación* » para que se sirva en anuencia de los demás empleados de ese distrito enterarse de

su contenido, y luego hacerlo trascendental á todas las demás personas de ese vecindario; pues su lectura dejará convencidos hasta los más incrédulos, de que aquel Prelado es la causa eficiente de los males de que se queja y que atribuye al Gobierno de su patria. — Cuando su circulación haya tenido efecto, lo conservará V. escrupulosamente en su despacho para que en todo tiempo sirva de vindicación á la Administración del 7 de Marzo de 1849.

*Jesús M. Chaparro.*

## VI.

### SOBRE LA « EXPOSICIÓN CATÓLICA ».

*Nunciatura Apostólica en Santa Fe de Bogotá 19 de Mayo de 1853.*

*La Exposición católica* de la cual se ha servido V. enviarme varios ejemplares, el 16 del corriente es digna de la rectitud católica y de la prudencia distinguida de quien la redactó. Al adoptarla, ha empezado dignamente sus tareas esa Sociedad compuesta de miembros tan respetables, y que (según V. me dio la plausible noticia) están decididos á emplear todos sus esfuerzos, y á uniformar los de los demás que en la Nueva Granada profesan la fe de Jesucristo, con el fin de mantenerla intacta en la República y de libertar la Iglesia de la injusta opresión que está sufriendo. Mientras de todo corazón hago votos los más sinceros para que se consiga el buen resultado que merecen la nobleza de sus intenciones y los excelsos fines que se han propuesto, yo apruebo con el mayor gusto todos los principios consignados en la Exposición; y el modo de practicarlos que en ella se indica es el más acertado y decoroso, el más conforme con las circunstancias. Así es que no

solamente por complacer los deseos de V., que son siempre para mí tan respetables, sino también para enviar al Santo Padre una noticia de consuelo entre tantas de profundo disgusto que, por mi desgracia, me veo en la necesidad de comunicarle, me apresuraré desde luego á trasmitírsela. Su Santidad, en la Alocución de 27 de Septiembre de 1852, ha manifestado ya plenamente la opinión y confianza que tiene en la gran mayoría del pueblo granadino. En cuanto á mí, siempre me ha sido muy grato asegurar á Su misma Santidad que este pueblo merece bien aquel concepto, y que el sentimiento católico tiene en él tanta solidez y vida que puede resistir á todos los artificios y á todas las violencias con que se pretende extinguirlo. La *Exposición católica* será pues una espléndida confirmación de mis informes. El Santo Padre reconocerá con júbilo en ella lo que V. precisamente desea que se reconozca, y al mismo tiempo dará gracias á la Providencia porque aunque en este país hay abusos del poder y del ingenio para destruir la Religión, hay también ciudadanos que para sostenerla y defenderla, se honran de interponer el respeto que se han adquirido por su doctrina y por sus precedentes de probidad y de merecimientos para con la patria.

Sírvase V. manifestar á todos sus respetables socios cuán satisfactoria ha sido para mí la resolución que han tomado de reunirse para conseguir el mismo objeto en que yo trabajo con firme voluntad, aunque con débiles fuerzas. Cuento con su eficaz auxilio mientras me sea permitido permanecer en Bogotá, así como ellos tienen tanto aquí como en cualquiera parte en que yo esté, el derecho de aguardar de mí todas las consideraciones de grande estima y de sincero afecto que se complace de ofrecer á V. su atento seguro servidor.

*Lorenzo Barili.*

Señor Doctor Rufino Cuervo.





# ÍNDICE

---

Pág.

## CAPÍTULO XIII

### SECRETARÍA DE HACIENDA

Nombrado el Doctor Cuervo para varios cargos en 1842, acepta la cartera de Hacienda. — Emprende la vuelta por Pasto. — Opiniones reinantes en la capital : rigor y clemencia ; intervención extranjera. — Cuestiones religiosas ; llamamiento de los jesuitas. — Miseria pública ; quiebra de Landínez. — Desorganización del gobierno. — Entra de asiento Herrán á la presidencia. — La nueva constitución. — D. Mariano Ospina. — Se posesiona el Doctor Cuervo de la Secretaría de Hacienda. — Estado de este ramo. — Memoria al Congreso. — Deja la Secretaría. — Elecciones para presidente. — Los tres candidatos. . . . . 1

## CAPÍTULO XIV

### MAGISTRATURA EN LA SUPREMA CORTE

Emprende el Doctor Cuervo otro viaje á Europa. — Defiende el proyecto del canal de Panamá. — Es nombrado ministro de la Suprema Corte de Justicia. — Causa del obispo de Panamá. — La caja de ahorros. — Redacta los códigos de organización judicial y procedimiento criminal. — Obsequio que le hace el Gobierno. — Catedrático en la Universidad. — Programa sinóptico de derecho internacional. — Oración de grados. — Informe sobre estudios de jurisprudencia. . . . . 36

## CAPÍTULO IV

## VICEPRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA

(Gobierno de Mosquera)

Manifestación de la simpatía a Mosquera en la prensa de Medellín. — Insistencia que se hace al partido conservador. — *Luzuriaga y Gómez*. — Oposición de Mosquera a su carteras. — El Gobierno que viene para empezar sus reformas. — Gravedad de ellas, y temores que inspira. — Aumentase el desagrado con el nombramiento de D. Florentino González para la Secretaría de Hacienda. — Sus proyectos en el Congreso. — Se posesiona el Doctor Cuervo de la vicepresidencia de la República. — Se entrega del gobierno por ausencia de Mosquera. — Otros que ven a Mosquera. — El plan de estudios de 1876, el de 1884 y el de 1887. — *El Duende*. — Crece la oposición al doctor en gobierno de Mosquera: motivos para ello. — Conquistas de los principios liberales y sus exageraciones. — Falta de continuidad personal y de principios en nuestros partidos políticos. — Se consuman las divisiones del partido dominante con la elección de presidente. — Candidatos: Gori, López, Cuervo. — Se propala que el último es candidato de Mosquera. — Otros candidatos. — Periodicos que sostienen la lucha, y punto a que esta se reduce. — Denominaciones de los partidos. — Asonada del 13 de Junio. — Resultado de las elecciones. — Medios que adoptan los liberales para asegurar el triunfo. — Sociedades democráticas. — Confianza de los conservadores. — Se presiente y anuncia la coacción del Congreso. — Primeras sesiones. — Junta en casa de D. R. Santamaria. — Sesiones del 6 y del 7 de Marzo. — El Doctor Cuervo y Mosquera despues de la elección. — Redactan varios ciudadanos una protesta al Congreso. — Los lopistas y los goristas quedan aliados. — Reflexiones sobre el 7 de Marzo. — El fin del gobierno de Mosquera comparado con el fin del de Santander. . . .

51

## CAPÍTULO XVI

## VICEPRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA

(Gobierno de López)

Posición embarazosa de López. — Elección de ministerio. — La oposición en el Congreso. — Renuncia de Rojas. — Le

reemplaza Murillo. — El general Acevedo en el ministerio. — Predominio de la Democrática. — Exige ésta la expulsión de los jesuitas y otras cosas. — Renuncia de Herrera. — Malquerencia contra los jesuitas desde su llegada. — Pasos que se dan para evitar la expulsión. — Son expulsados. — Circunstancias que acompañaron su ida y su expulsión. — Los defiende el Doctor Cuervo en el Consejo de Gobierno. — Posición del mismo y disgustos que tiene. — Su conducta para con sus detractores. — Procura apaciguar las sociedades populares y moderar la prensa. — Exposición de Londres. . . . . 114

CAPÍTULO XVII

RECUERDOS ÍNTIMOS

Sale el Doctor Cuervo de la vicepresidencia. — Se dedica á la educación de sus hijos. — Su vida en la casa. — Su conversación. — Sus hábitos sociales. — Su conducta con los amigos y con los parientes. — Su casa de campo. — La vida de familia en ella. — La inscripción de la puerta. . . 140

CAPÍTULO XVIII

PARODIAS Y RUINAS

Las influencias extranjeras. — La de Francia en los tiempos que precedieron y siguieron á la revolución de 1848. — Extiéndense las sociedades democráticas. — Fundación de la Escuela Republicana y de la Sociedad Filotémica. — Sesión de la Republicana el 30 de Octubre. — Se ofrece uno á ser verdugo del Arzobispo. — Temores que esto inspiró. — Proceso infame. — Quejas de los democráticos. — Plaga de ladrones é inseguridad pública. — Horror á los democráticos. — Mensaje del Presidente López y representación de la Democrática al Congreso. — Remoción del cuerpo de policía. — Reuniones en el Salón de Grados. — El juicio por jurados. — Se estrena la ley con Russi y sus consortes. — Las democráticas en el Cauca. — Sus excesos. — Conducta del Gobierno. — Asesinato de Pinto. — Revolución de 1851. — Encarnízase la persecución religiosa. — El Arzobispo Mosquera. — *El Catolicismo*. — El

Doctor Cuervo fue uno de los primeros redactores. — Hostilidades oficiales contra la Iglesia. — Leyes contrarias á ella. — Protestan el Arzobispo y los obispos. — Conflicto con ocasión de la convocación á concurso. — Rechaza el Arzobispo la intrusión del Vicario de Antioquia. — Acusación y juicio del Arzobispo. — Su extrañamiento y salida. — Acusación y juicio de los demás obispos. — Manifestaciones que se hacen en el extranjero á los desterrados. — Tentativas para revolver la Iglesia. — D. Manuel Fernández de Saavedra. — <i>El Arzobispo de Bogotá ante la Nación</i> . — <i>Defensa del Arzobispo de Bogotá</i> . — Efectos de esta publicación. — Se reimprime el libelo en Chile. — Desorganización de la República. — Ley de descentralización de rentas y sus consecuencias. — Efectos de la autonomía de los cabildos en la instrucción primaria y en la suerte de los curas. — Decaimiento de la instrucción secundaria. — El Colegio Nacional. — El Seminario y el Colegio de la Merced. — La administración de justicia. — Disputa entre el Presidente y la Corte Suprema. — Conclusión. . . . .	161
--	-----

## CAPÍTULO XIX

## EL ÚLTIMO COMBATE

Sube Obando al poder. — Gólgotas y draconianos. — La Constitución de 1853. — Asonadas del 19 de Mayo y del 8 de Junio. — Inseguridad de la gente decente. — Oposición de los draconianos á la libertad religiosa. — Opinión de los católicos sobre ella. — <i>Exposición católica</i> . — Ultimos esfuerzos de los draconianos. — Cómo recibieron los católicos la libertad religiosa. — Trabajos del Doctor Cuervo. — Se ensaya el sufragio universal y ganan los conservadores. — Monseñor Lorenzo Barili. — Sus reclamaciones, y polémicas que les siguieron. — Ultimos escritos del Doctor Cuervo. — Su enfermedad y muerte. — Honores que se le tributaron. — Muerte del Ilmo. Mosquera. . . . .	238
---	-----

## ALGUNOS ESCRITOS DEL DOCTOR CUERVO

I. — Tratado de Ética. . . . .	285
--------------------------------	-----

II. — Actas de Guayaquil y Quito. . . . .	297
III. — Necrología. . . . .	310
IV. — Informe sobre el estado político, social, agrícola é industrial de la provincia de Pasto. . . . .	315
V. — Memoria de Hacienda. . . . .	326
Sección primera. — Marcha de la Hacienda desde 1832 hasta 1839. . . . .	327
Sección segunda. — Causa del mal estado presente de la Hacienda. . . . .	331
Sección tercera. — Principios para establecer un arreglo general en la Hacienda. . . . .	337
Sección cuarta. — De las contribuciones en general, y especialmente de la decimal y de la urbana. . . . .	340
Sección quinta. — Del arrendamiento de las rentas nacionales. . . . .	347
Sección sexta. — Del sistema de contratas. . . . .	349
Sección séptima. — Aplicación del sistema de arrendamiento á varias rentas inclusive las aduanas menores. . . . .	350
Sección octava. — Aplicación de los sistemas combinados de administración, de arrendamiento y de contratas á varios ramos. . . . .	360
Sección nona. — Aplicación de los sistemas de arrendamiento y de contratas á la renta del tabaco. . . . .	370
Sección décima. — Aplicación del sistema de administración á algunos ramos. . . . .	375
Sección undécima. — Influencia de las anteriores reformas en la recaudación, distribución y contabilidad de los impuestos. . . . .	377
Sección duodécima. — De la organización del resguardo. . . . .	382
Sección décimatercia. — Resultados probables de los arreglos propuestos. . . . .	387
Del crédito nacional. . . . .	390
Conclusión. . . . .	412

VI. — Defensa del Arzobispo de Bogotá. — Introducción.. . .	414
Primera parte. — I. Elección del Señor Mosquera para Arzobispo . . . . .	422
III. Pastoral sobre estudios canónicos . . . . .	424
V. Trastornos políticos de 1840 y 1841. . . . .	428
VII. Venida de los Jesuitas á la Nueva Granada. . . .	442
Segunda parte. — I. Trastornos políticos de 1851 . . .	454
II. Respuesta á los cargos relativos á los trastornos de 1851. . . . .	458
IV. Protestas contra leyes antieclesiásticas. . . . .	467
V. Resistencia á las leyes protestadas. . . . .	484
VI. Edicto del Provisor de Antioquia. . . . .	493
VII. Juicio y extrañamiento.. . . .	496
VIII. Nombramiento de vicarios. . . . .	503
IX. Cargos varios . . . . .	509
X. Rápida mirada á la conducta del Señor Mosquera como Arzobispo. . . . .	510
Conclusión. . . . .	515
VII. — Libertad de la Iglesia.. . . .	517
Documentos. . . . .	549

## CORRECCIONES

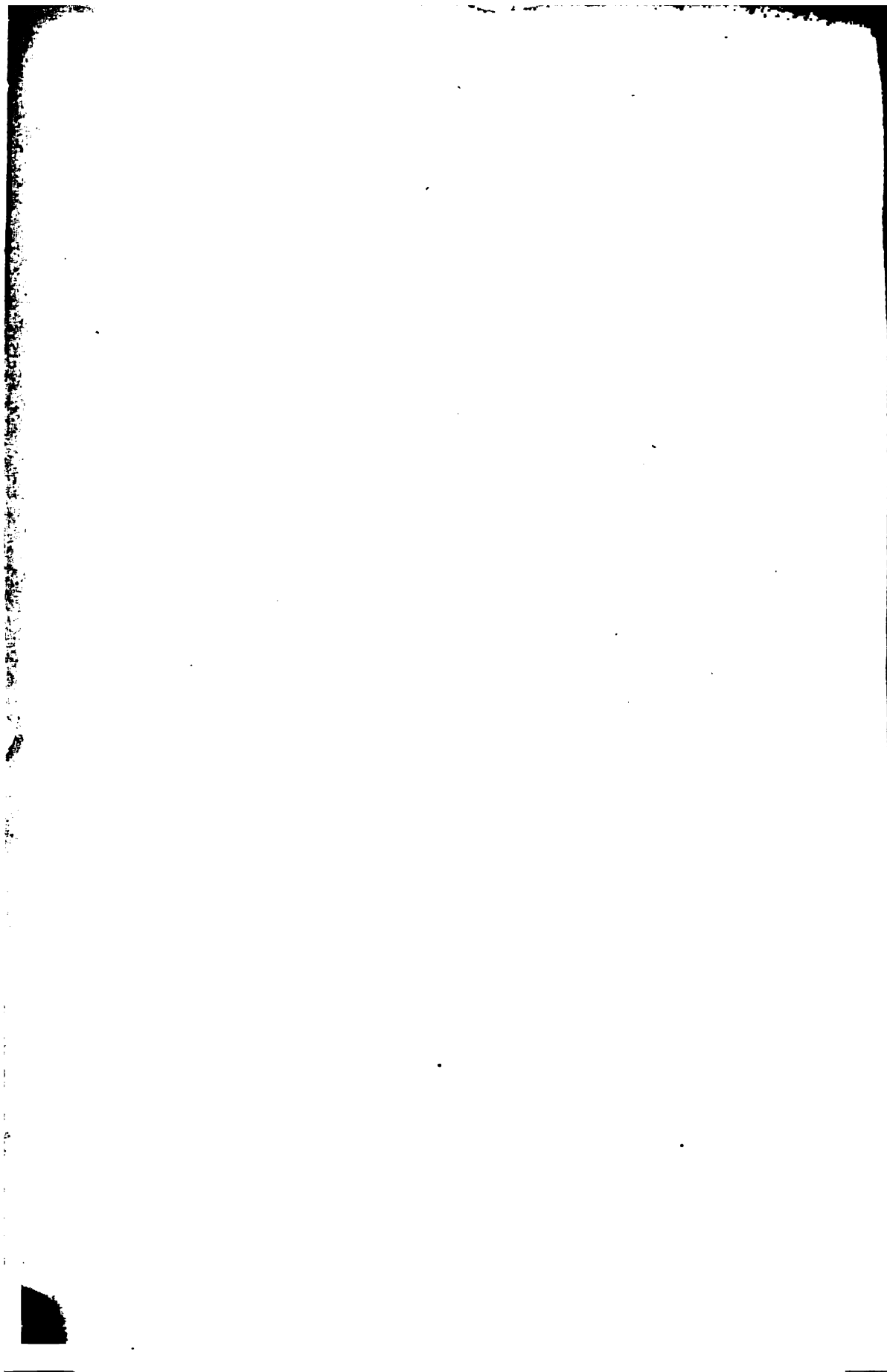
Pág. 6, línea última: En la elección de 1848 para Presidente, Pasto dio al Doctor Cuervo 17 votos, á Gori 3 y á Barriga 1; Túquerres 19 al primero y 11 al segundo.

Pág. 85, línea 4.ª de abajo para arriba: bórrese el *que*.

Pág. 184, línea 7.ª de abajo: léase *mueblaje* en lugar de *mobiliario*.

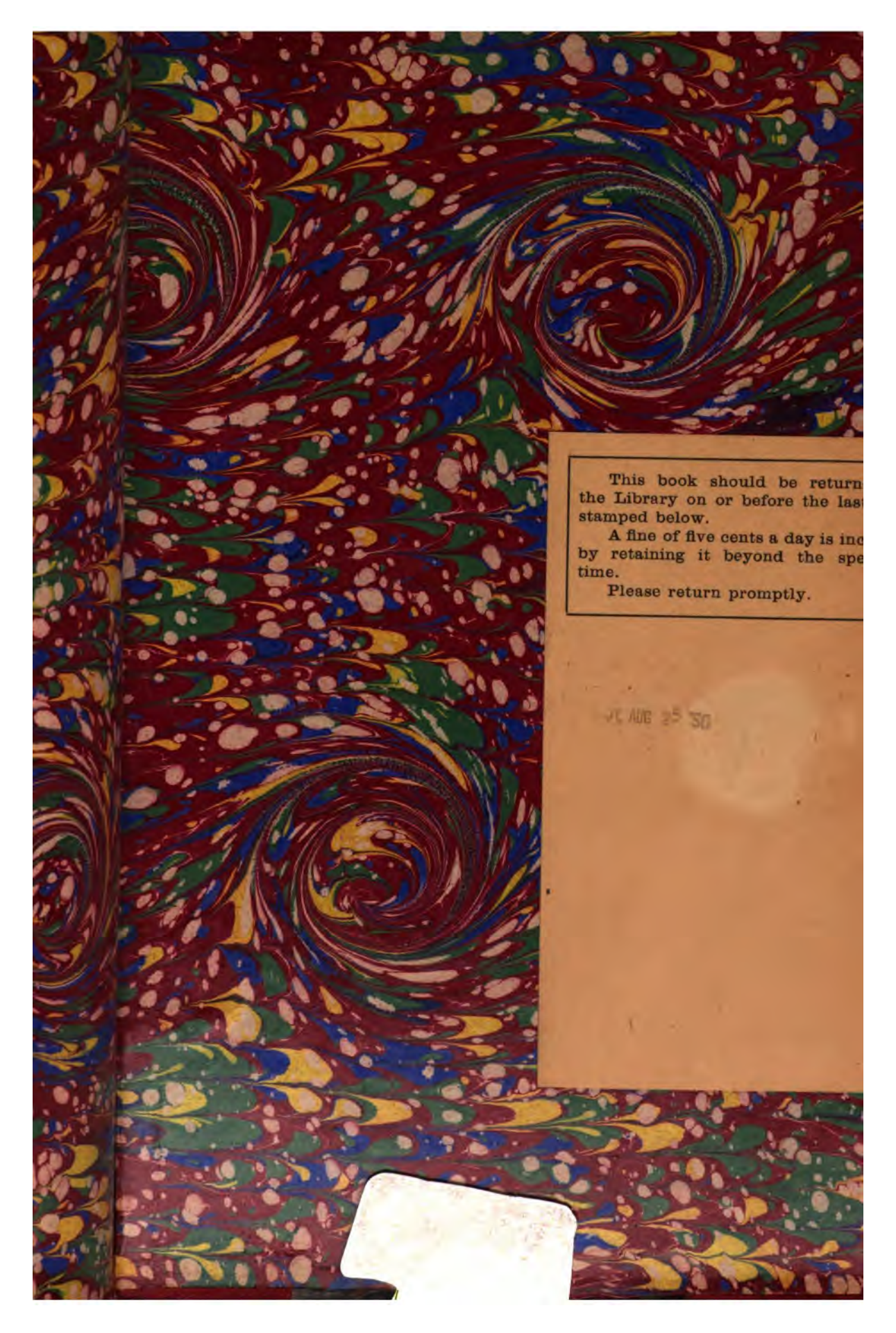











The background of the entire image is a traditional marbled paper pattern. It features large, swirling, cell-like shapes in shades of deep red, forest green, and bright yellow, all set against a dark, almost black, base. The pattern is dense and covers the entire surface of the book cover or endpaper.

This book should be returned  
to the Library on or before the last  
date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred  
by retaining it beyond the specified  
time.

Please return promptly.

PL AUG 25 '50

A small, rectangular, off-white paper label is attached to the bottom center of the marbled paper. It appears to be a library call number or a small identification tag, though the text on it is not legible.